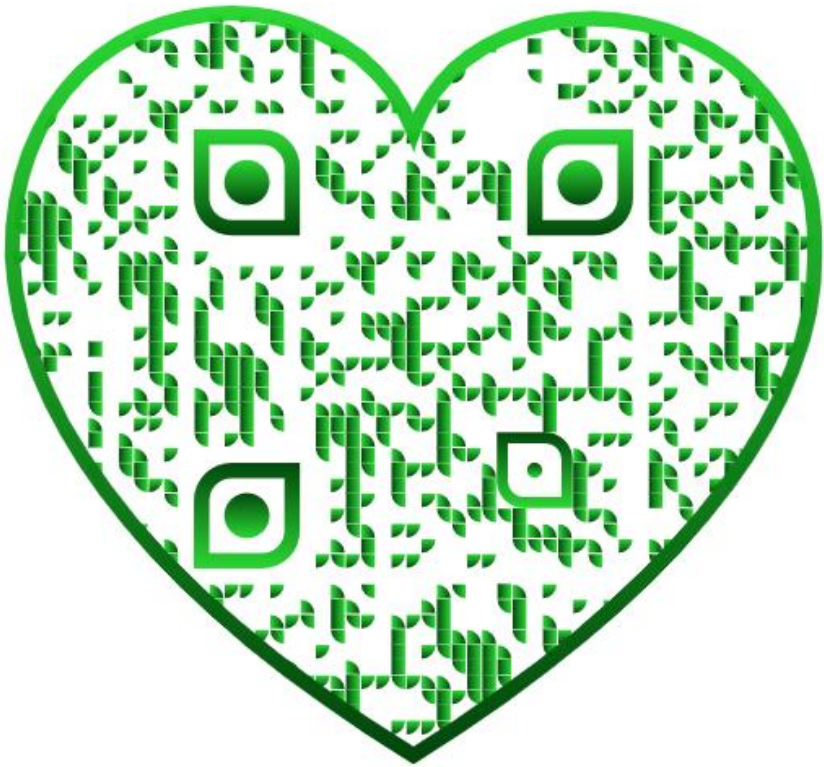
Dictionnaire amoureux de la Liberté

Mathieu Laine

Plon



Dictionnaire amoureux de la Liberté

Mathieu Laine

PLON

Mathieu Laine

Dictionnaire amoureux de la Liberté

Dessins d'Alain Bouldouyre

PLON
www.plon.fr

Du même auteur

La Grande Nurserie, J.-C. Lattès, 2006.
L'Homme libre (sous la dir.), Les Belles Lettres, 2006.
« *La France est foutue* », J.-C. Lattès, coll. « Idées fausses, vraies réponses », 2007.
Post-politique, J.-C. Lattès, 2009. Prix de littérature politique Edgar-Faure.
Dictionnaire du libéralisme (sous la dir.), Larousse, 2012. Prix Edouard-Bonnefous de l'Académie des Sciences morales et politiques.
La France adolescente, avec Patrice Huerre, J.-C. Lattès, 2013.

COLLECTION FONDÉE
PAR JEAN-CLAUDE SIMOËN

© Éditions Plon, un département d'Édi8, 2016

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.plon.fr

Copyright : Dessins intérieurs d'Alain Bouldouyre
La Grande Famille. Peinture de René Magritte © Photo Josse/Leemage © ADAGP

Graphisme : d'après www.atelierdominiquetoutain.com

EAN : 978-2-259-24923-2

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Pour toi, Alix.
T'aimer d'une telle intensité
est mon plus bel élan de liberté.

« Si l'action n'a quelque splendeur de liberté, elle n'a point de grâce ni d'honneur. »
MONTAIGNE.

« Jeunesse, jeunesse ! Souviens-toi des souffrances que tes pères ont endurées, des terribles batailles où ils ont dû vaincre, pour conquérir la liberté dont tu jouis à cette heure. »
Émile ZOLA.

Introduction

La liberté est *première*. Majeure, triomphale, toute-puissante, elle regorge d'énergie, de couleurs, de panache. Remède aux tyrannies politiques, aux déterminants sociaux, aux maladies de l'âme comme aux dérives sectaires, moteur de l'innovation, elle nourrit la droiture, la volonté, le beau geste, l'optimisme. Grâce à elle, rien n'est jamais perdu : c'est lorsque l'homme est libre qu'il est, indéfectiblement, notre dernière chance.

La liberté, c'est la quête autant que l'essence, la condition initiale de la vie. À la définition du mot « liberté », le *Dictionnaire universel* de Pierre Larousse ajoute d'ailleurs une exclamation explicite en forme de vœu : « Soyons libres *d'abord* ! » Dans le même esprit, la leçon que consacre à la devise républicaine de la France le livre de lecture et de morale de Devinat ose, sans ambages, instruire les écoliers si ce n'est dans l'amour, du moins dans l'adoration de la liberté : « Telle quelle, ma liberté m'est chère. C'est pour moi le premier des biens. Sans elle, la vie n'aurait plus de prix. » La liberté parade fièrement, et ce n'est pas un hasard, au fronton de nos valeurs : « Liberté, égalité, fraternité », « un indicatif, davantage qu'un impératif », comme l'observe subtilement Mona Ozouf dans *Les Lieux de mémoires* orchestrés par Pierre Nora. Car on est libre, précisément, d'être ou de devenir libre, ou d'opter pour la servitude volontaire.

L'amour de la liberté, ce choix du cœur et de l'esprit, est au centre du progrès humain. Elle est *la* valeur incontournable, la condition première du bonheur. On ne peut vivre sans elle. On peut mourir pour elle. Mais on l'oublie aussi, trop souvent, en ces temps incertains. On lui préfère d'autres idoles. On s'habitue à elle, on finit par la mépriser, ne plus la remarquer, la délaisser. On l'accuse même, souvent. On la montre du doigt, lui marche dessus. Pire, on joue contre elle. Et, ce faisant, contre nous.

Le 11 janvier 2015, à la suite d'attentats islamistes en France, dont l'un décima une partie de la rédaction du journal satyrique *Charlie Hebdo* et l'autre s'en prit à une policière puis aux occupants d'un supermarché casher, puis de nouveau après l'horreur absolue du 13 novembre 2015, la population française a été saisie d'un sursaut d'amour pour la liberté. Son nom a reparu au sommet des affiches. *La Liberté guidant le peuple* a découvert sa traduction contemporaine dans une photo de Reuters prise place de la Bastille : les crayons brandis vers le ciel comme des minarets de l'esprit humain ont remplacé les barricades de 1830.

Ce jour-là, le photographe était sans doute, avec la foule des marchants comme celle, plus nombreuse encore, des regardants, épris de liberté. Eugène Delacroix, peignant son chef-d'œuvre, devait l'être tout autant. Son père « officiel », Charles-François, aurait semble-t-il été le secrétaire de Turgot, le ministre le plus amoureux de la liberté de l'histoire politique française. Comme quoi le virus de la liberté peut aussi s'attraper par atavisme ! Cette remarque vaut d'ailleurs y compris si la rumeur faisant de Talleyrand son authentique géniteur devait être retenue. Le « diable boiteux », farouche défenseur du parlementarisme et salué par Benjamin Constant dans ses mémoires, était en effet un militant engagé de la liberté de la presse. « La liberté d'écrire ne peut différer de celle de parler : elle aura donc la même étendue et les mêmes limites », écrivait-il dans le *Cahier des délibérations du clergé assemblé à Autun*. Cependant, « elle sera assurée, hors les cas où la religion, les mœurs et les droits d'autrui seraient blessés »…

L'on méditera ici, inévitablement marqués par le drame « Charlie », avec des yeux véritablement amoureux – et donc, selon moi, extra-lucides (résistons aux cyniques ne croyant plus en l'amour !) –, autant sur les limites éventuelles de la liberté d'expression que sur la manière dont l'esprit des Lumières, quand bien même frappe-t-il un dirigeant de haut rang, s'avère parfois rattrapé par le réalisme politique, l'envie de poser des bornes, sans oublier l'opportunisme tactique – à l'époque, la main tendue par Talleyrand à l'orléanisme par la dénonciation réservée des excès liberticides de l'Empire napoléonien.

Si la France a fait naître parmi les plus grands et les plus talentueux adorateurs de la liberté, nul ne peut nier que nous entretenons avec elle des sentiments mêlés. L'intelligence humaine a tant de fois montré, dans l'histoire, sa capacité tragique à lui tourner le dos et à lui préférer le mensonge, l'intervention excessive d'instances supposées supérieures, la démission, la tyrannie ou la révocation des âmes. C'est donc bien plus qu'une déclaration d'amour à la liberté que le lecteur trouvera dans cet ouvrage infiniment personnel, comme le veut la ligne éditoriale récréative de cette collection. Nous irons même au-delà d'une tendre invitation à redécouvrir, à déguster, à choyer, à chérir, à préserver et à défendre toujours davantage notre si précieuse liberté. Il s'agira, avec passion et sans aveuglement, de redonner à la Liberté, sans laquelle plus rien n'a de saveur, d'ampleur ni de valeur, sa place zénithale dans ce qui fait la grandeur de la pensée et de l'action humaine.

Puisqu'il faut se résoudre, comme m'y invite le regard bienveillant mais exigeant de mon éditeur, à écrire à la première personne du singulier, je déclare, ici, en ouverture de ce livre qui me tient tant à cœur, mon amour absolu à la liberté. Et je commence, avec bonheur et en cohérence, ce dictionnaire *amoureux* par l'entrée « Amour ». Comment mieux plonger dans ce si vaste, si fécond et si sublime univers ?

Amour

On trouve parfois, dans les dessins de Peynet ou de Folon, un petit fruit charmant dont les enfants aiment faire des bouquets : une graine bien rouge, pulpeuse, soyeuse, veinée comme un cœur : l'amour en cage. Prouesse de l'artiste que d'avoir attrapé cet oiseau-là, pour mieux le libérer ! Car aucun n'est moins fait pour la prison.

« L'amour est enfant de bohème, chante Carmen à pleines dents. Il n'a jamais, jamais connu de lois ! » Indomptable, imprévisible, puissamment libre en somme, il se pose où bon lui semble. Parfois, souvent, où on ne l'attend pas. « On ne peut pas forcer l'amour », dit la sagesse populaire… Qui n'en a jamais fait la merveilleuse ou douloureuse expérience ? L'amour s'invite sans frapper. En dépit des âges, de la naissance, de la bienséance. Au mépris des interdits, ceux des hommes comme ceux des dieux : il pousse Roméo au-devant de Juliette, Mme de Rênal vers un Julien fiévreux, et Jupiter penaud, mal déguisé en bête des bois, dans les bras d'irrésistibles mortelles.

Cet amour rétif aux lois terrestres, libéré des déterminismes comme des conventions, imprévisible et dépourvu de normes, c'est la flèche antique tirée d'on ne sait quel ciel qui fait les plus beaux romans comme nos grandes tragédies. Qu'importe à l'amour qu'Hippolyte soit le gendre de Phèdre ? Que Titus se doive à Rome avant qu'à Bérénice ? Qu'Œdipe soit le fils de sa mère ? Cet amour qui n'en fait qu'à sa tête n'est pas que sang et larmes : facétieux, mutin, il attache chez Molière, chez Mozart, le maître à la servante, le dévot à la belle ; il file, chez Marivaux comme chez Sacha Guitry, par l'escalier de service à l'entrée du mari, et saute allégrement de quiproquo en claquement de porte par-dessus toutes les conventions – sociales, légales, morales. Dans la prose savoureuse et efficace d'un Brassens, il

se fout « du regard oblique des passants honnêtes ».

« Enfant de bohème », il a besoin pour naître et s'épanouir du subtil équilibre d'ombre et de lumière, d'espace et de secret propre aux natures libres. « J'allais sous le ciel, Muse, et j'étais ton féal ; / Oh ! là là ! que d'amours splendides j'ai rêvées ! », savoure le jeune Rimbaud. C'est pour le voir s'approcher que les plus grands seigneurs et les plus doux rêveurs ont conçu des jardins, français pour le débusquer au coin d'un labyrinthe, anglais pour l'enlacer sur l'herbe. C'est pour qu'il puisse se régénérer sans cesse qu'amant et amante cultivent un jardin secret, où l'amour pour l'autre vient boire à l'eau de nos propres trésors – et d'une indispensable confiance, cet autre visage de la responsabilité, sœur éternelle de la liberté.

Souvenons-nous de Mélusine, femme et fée, qui avait promis au comte de Lusignan foi éternelle s'il acceptait, sans douter, de ne jamais la voir les samedis ; las, épuisé de jalousie, le comte finit par regarder par le trou de la serrure : il voit sa Mélusine non pas comme il le craignait en galante compagnie, mais accomplissant seule, à l'abri des regards, sa nature magique, son abominable sort : mi-femme, mi-serpent ; surprise, trahie, injustement soupçonnée, elle s'enfuit à jamais. Tel est l'amour : il se dérobe à la main qui voudrait le tenir trop fort. Il fuit les désastres d'une défiance infondée.

L'amour – forcément insolent, disruptif, fauteur de troubles publics et intimes pour les Tartuffe de chaque saison – fait l'objet d'une entreprise de normalisation incessante. Et de toutes sortes d'inventions, suivant les époques, les contrées, les croyances, pour l'assagir, lui et le sexe, son incontournable partenaire de jeu, ou lui enjoindre des compromis : liens du mariage ici, mono ou polygamie là, voile ou grillage sur la beauté des femmes pour éviter une flamme brûlant bien plus, comme chez le héros de Molière, dans les bas-fonds cognitifs d'hommes impuissants et faibles que dans l'envie ou la provocation fantasmée des femmes. À cela, une seule réponse : la liberté et le consentement. Le libre choix se fait à deux : rien ne s'impose, tout se compose. Mais que je déteste ces enclos de murs ouvragés, ces prisons en dur, ces enfers de mots, quand l'homme, chargé de frustrations, se croit en mesure d'imposer sa loi.

Amour, quel dialogue inextricable, surprenant, parfois choquant, parfois fécond, tu tiens avec la Règle ! La civilisation tente de contenir

tes caprices avec des promesses de papier. À court d'idées, elle s'en remet aux lois de la nature pour élucider ton irritant secret, à grand renfort d'articles dans une presse très scientifique – le choix du partenaire serait-il vraiment dicté par des effluves de phéromones ? L'amour se place également sous l'œil du psychanalyste, sous les diktats de l'inconscient. Ou vous écrase, en dernier ressort, sous la loi implacable du temps – trois ans, d'après les plus optimistes, pour venir à bout de son élan. Mais non, dit Aragon, et comme je le rejoins : « Il n'est pas vrai que l'âge assurément le vainc […] Tant que la veine est bleue, il y coule du vin. »

Amour, libre de lois, toi qui ne plies à aucune. Les cyniques ont perdu, faute de foi ou d'expérience heureuse. Tu rappelles inlassablement tes alliés, tes complices : la confiance, la vérité, la bienveillance, l'attention constante, le désir et, évidemment, la liberté. Car aimer sous contrainte ne saurait mériter ce joli mot d'aimer. Et quand je parle de liberté, même si je respecte tant, en conscience, les agissements de chacun dès lors qu'ils y consentent, je n'y vois pas, pour moi, celle de faire n'importe quoi, mais bien de respecter, librement, ce que l'on est profondément et ce qu'est, avec autant d'intensité, celui ou celle que l'on aime. Aimer en liberté, c'est rechercher et découvrir, sans s'arrêter, le meilleur pour l'être aimé, mais sans jamais se nier.

Que l'amour soit épris de liberté, soit. Mais quelle liberté laisse-t-il à celui, à celle qu'il touche ? Quelle marge d'action, de résistance, de

décision ? L'amour est une écharde agaçante à la semelle du libre arbitre. Le philosophe tente toutes les parades pour y sauver sa raison : s'en tenir éloigné, comme les stoïciens ; en faire un « piège pour perpétuer l'espèce », comme Schopenhauer ; dissocier l'amour de l'objet aimé pour Spinoza… Aimer à perdre la raison ? Voilà bien un programme qui semble avoir été suivi par plus d'un. Gatsby le magnifique brûle sa vie sur des airs de charleston pour voir briller un phare sur l'autre rive. Orphée sait qu'il perdra Eurydice s'il se retourne en remontant des Enfers, mais impossible d'y résister ! Quelle liberté pour le cœur noué de ces « liens » tendres ou sacrés, touché par l'amour comme on l'est, paraît-il, par la grâce ?

Celle, j'en suis convaincu tant je le vis au moment même où j'écris ce Dictionnaire amoureux, immense, de le recevoir, de l'accueillir, de lui faire place. De l'écouter, de s'écouter. D'être en quelque sorte à la fois très égoïste et très altruiste. De le respecter, de se respecter, en qualité d'homme ou de femme. Écouter son cœur. Quel conseil de vie plus doux et sage ? Qu'on ne soit pas libre de convoquer, de chasser ou de rappeler l'amour, pas libre de décider qui sera l'être aimé… qu'importe si l'amour, pour peu qu'on s'ouvre à lui, éveille en nous le plus puissant élan de liberté qui soit : l'élan de création. Création de joie et de désir, de complicité et d'espoir, de futur et de présent, d'enfants et de vie. Création de projets, d'œuvres et d'art, de fleurs et de bouquets, de sentiments puissants, de lettres énamourées, d'émotions partagées.

L'amour rend perpétuel un éphémère regard. Il fige ce qui fuit dans la pierre délicieuse de l'adoration pleine et entière. Que d'hymnes, d'odes, d'opéras et de ballets, que de toiles et de romans, de musiques et de marbres, sculptés par l'amour, pour l'amour ? Création à l'unisson du monde, puisque l'amour nous place à l'aplomb de nous-même, dans une éclatante sincérité. « Mon cœur s'ouvre à ta voix », chante Dalila à Samson. « J'ai souffert souvent, je me suis trompé quelquefois, mais j'ai aimé. C'est moi qui ai vécu, et non pas un être factice créé par mon orgueil et mon ennui », devrait pouvoir dire chacun d'entre nous avec Perdican et Musset à l'heure de se retourner sur sa vie.

Merveille, par l'amour, de l'avènement à soi et aux couleurs du monde. « Tu me rends la soif et la faim », écrit Aragon à Elsa. Merveille d'un cœur au midi de son axe, libéré, mûri, rendu à lui-

même par la révélation de l'amour. C'est le baiser des contes de fées qui fait grandir l'enfant, l'extrait de ses peurs, de ses dépendances, le rend « adulte », décidant, responsable, tellement libre ! C'est l'amour de Shéhérazade, nuit après nuit, qui rend au cœur du sultan malheureux le goût de vivre, de laisser vivre. C'est l'amour qui initie dans toutes les épopées du monde, qui motive l'aventure, l'invention, la conquête.

L'amour donne l'ultime liberté d'advenir à soi-même. Et de toucher du doigt le cœur du mystère : « Suffit-il donc que tu paraisses […] Que je renaisse et reconnaisse un monde habité par le chant » (Aragon).

Cet amour libérateur et si j'ose dire « révélateur » – de soi, de l'autre et du sens que l'on est prêt à accorder à la vie –, j'ai la chance, immense, de le vivre. Pardon, cher lecteur, pardon, cher éditeur, de ce paragraphe bien trop personnel. Mais je ne peux cacher ici, alors que j'écris pour la première fois publiquement sur l'amour dans un ouvrage prêtant aux confidences, combien ces réflexions sont nourries d'une femme que j'aime, une femme au prénom embrassant presque toutes les lettres de l'alphabet du royal A à l'audacieux X comme on enlace l'existence. Ma vie comme ce livre lui sont intégralement dédiés. En joie profonde, en liberté.

Antiquité grecque et romaine

> — Pourquoi n'avez-vous jamais essayé de monter une tragédie antique ?
>
> — La réponse est très simple. La tragédie antique comporte cet aspect important qu'est l'*hybris* : l'homme se place à un endroit qui n'est pas celui voulu par sa naissance. C'est ce que critique la tragédie antique – et cela contredit fondamentalement ma conviction, d'ordre rationaliste, que l'homme peut changer le monde.

Dans *Backstage*, l'énergique metteur en scène allemand Thomas Ostermeier, qui codirige le théâtre Schaubühne de Berlin et se plaît à secouer les scènes parisiennes ou d'Avignon par la franchise de ses créations, saisit le reproche majeur que la liberté pourrait adresser à l'Antiquité grecque et romaine, à ses grands mythes, ses récits fondateurs, son organisation politique : mettre le destin individuel aux fers de la fatalité, de dieux tout-puissants, du dit de la naissance, d'un imployable destin.

« Et voilà. Maintenant le ressort est bandé. Cela n'a plus qu'à se dérouler tout seul. C'est cela qui est commode dans la tragédie, on donne le petit coup de pouce pour que cela démarre, rien, un regard, […] après on n'a plus qu'à laisser faire. On est tranquille. Cela roule tout seul. C'est minutieux, bien huilé depuis toujours. La mort, la trahison, le désespoir sont là, tout prêts, et les éclats, et les orages, et les silences, tous les silences. » Silence de mort, silence de la liberté qui n'a pas voix au chapitre : ainsi acquiesce le chœur de l'*Antigone* de Jean Anouilh. Avec, à la clé, une absence émolliente de responsabilité : « Dans la tragédie, on est tranquille. On est tous innocents en somme ! Ce n'est pas parce qu'il y en a un qui tue et l'autre qui est tué. C'est une question de distribution. Et puis surtout, c'est reposant la tragédie, parce qu'on sait qu'il n'y a plus d'espoir, le sale espoir ; qu'on est pris, qu'on est enfin pris comme un rat, avec

tout le ciel sur son dos, et qu'on n'a plus qu'à crier », commente la voix railleuse.

On serait tenté de donner raison à cette définition faite d'irresponsabilité chronique, de démission fatale, d'un libre choix évidemment mort-né : que peut le pauvre Œdipe, condamné par la terrible prévision de l'oracle à son père Laïos – « Si vous avez un fils, il vous tuera et épousera sa mère » –, contre l'enchaînement implacable des événements vers ce dénouement tragique ? Quelle issue, quelle marge de manœuvre ont les descendants d'Atrée, maudits par les dieux, voués à l'inceste, au parricide, au meurtre ? Aucune, jusqu'à ce qu'Athéna elle-même daigne enfin venir interrompre le cycle infernal en organisant le jugement d'Oreste, le matricide. Comment Sisyphe peut-il se débarrasser du satané rocher qu'il doit rouler, rouler et rouler encore, pour l'éternité, pour avoir osé défier les dieux ? Que peut Icare, pourtant gravement prévenu, magnifiquement éclairé par son père, Dédale, contre une main plus impérieuse encore que celle des dieux, le piège de l'humaine condition – mirages du psychisme, folie des grandeurs, confiance en soi et témérité poussées jusqu'à la perte de jugement ? Il croit pouvoir caresser le soleil, mais la cire fixant ses ailes fond, et il s'abîme, inévitablement, mille pieds plus bas, dans la mer bleue et profonde qui sera son tombeau.

Le néopythagorisme apporte à ce *fatum* le prestige des nombres : l'architecture et l'art antiques se doivent de résonner d'une divine proportion, dictée par le nombre d'or, le fameux *phi*, en référence au sculpteur Phidias qui l'utilisa pour la statue d'Athéna au Parthénon et celle de Zeus à Olympie. Pentagone étoilé, suite de Fibonacci, colonnades régulières de la tholos de Marmaria à Delphes, harmonie de corps d'athlètes à peine drapés de marbre : là tout n'est qu'ordre et beauté, et tyrannie des proportions !

Là où le goût du risque contemporain invite l'individu à l'aventure, au dépassement de soi, au défi et à la croissance, l'Antiquité ne serait donc que fatalité et courroux divin ? L'individu, non pas acteur, libre et responsable, d'une vie à dompter vers un bonheur subjectif, mais victime non consentante subissant l'entier désir d'un être suprême ? « Osez le risque ! », titrait récemment une malicieuse exposition à la Cité des sciences de Paris, aménageant non sans justesse le populaire « qui ne tente rien… n'a rien ! » en efficace « qui ne tente rien… n'est rien ! » : on en serait loin !

Mais derrière les légendes et les chapiteaux doriques, qu'en était-il de la cité des hommes ? La liberté individuelle y trouvait-elle une place ? L'Antiquité cristallise pour la postérité intellectuelle et politique l'avènement, solaire et fondateur, du citoyen libre. Mais le miracle grec et, *a fortiori*, la puissance romaine ont leur face obscure : l'esclavage et la domination patriarcale. C'est le paradoxe athénien : oui, la démocratie directe est une innovation phénoménale ; oui, la Grèce a rompu la première avec le pouvoir héréditaire, tribal et absolu pour attribuer les responsabilités par le vote ou le tirage au sort ; oui, des cités-États toutes neuves inventent leur indépendance politique ; oui, Périclès a sécurisé la propriété privée. Mais l'édifice n'en repose pas moins sur l'appropriation des servants et l'exclusion radicale des « métèques », des femmes et des mineurs, qui restent aux portes de cette sphère neuve de liberté. Les gouvernants gênants sont mis à mort, les soulèvements minoritaires écrasés dans le sang. Benjamin Constant, avec sa clarté et sa finesse inimitables, a su résumer ce hiatus de la liberté par la célèbre partition des « Anciens » et des « Modernes » : la liberté des Modernes se conçoit comme une liberté personnelle, avec son corollaire des droits individuels, tandis que celle des Anciens est une liberté collective, politique, « compatible avec l'assujettissement complet de l'individu à l'autorité de l'ensemble ». L'individu, souverain dans les affaires publiques, devient esclave dans les rapports privés. Il peut décider des lois, mais ne peut choisir son culte, par exemple, ni bien sûr son rang, sa naissance.

De la poigne de fer du mythe à une démocratie exclusive, des gestes normés de l'artiste aux données irréfragables du cosmos, l'Antiquité serait-elle, définitivement, ordre holistique et arasement de la liberté individuelle, blancheur de marbre et rejet du contraste, du singulier ?

Non : « Tout était peint ! », s'exclame, stupéfait, le vice-consul de France à Athènes en 1798 face au Parthénon. L'un des mythes les plus coriaces est celui d'une Antiquité immaculée. Dès le XVIIIe siècle, les découvertes successives des archéologues ne laissent plus de doutes : la statuaire antique, les frontons, les temples, tout ce que l'on croyait blanc, et donc moral, noble et pur, depuis Rome jusqu'au classicisme artistique européen, était polychrome !

Choc esthétique, intellectuel, idéologique : les frontons aux traces vives du temple d'Athéna, Aphaïa, à Égine, exhumés en 1811 par des

archéologues allemands, la découverte des sarcophages grecs de Sidon ou de Tanagra conservant des restes de peinture sont des démentis cinglants à toute idée « en bloc » de l'ordre antique : l'Antiquité accueillait la couleur et le réel, comme elle ouvrait ses portes, également, aux singularités et aux ferments d'une liberté individuelle. L'inflexible apparence du mythe, la tyrannie des dieux, les rigueurs de l'ordre politique cachent une marge d'action et de choix inédite et fondatrice qui vaut aux œuvres de l'Antiquité leur incroyable résonance à travers le temps.

« Alors voilà, cela commence. La petite Antigone est prise. La petite Antigone va pouvoir être elle-même pour la première fois », prophétise le chœur d'Anouilh : pris dans un tourbillon cosmique, le héros antique peut en réalité exercer, pour la première fois, sa volonté d'homme même s'il doit en payer les conséquences. Le caractère inéluctable du destin ne s'oppose pas à l'idée de liberté, au contraire : il permet sa manifestation, la magnifie par un violent contraste entre ce ciel immense et l'homme, minuscule, ballotté, mais luttant. Antigone doit choisir entre la sépulture de son frère et sa propre vie, mais, aussi difficile que soit ce choix, il reste libre.

Dans l'*Iliade* d'Homère, Achille, confronté à l'alternative d'une vie courte et glorieuse, ou d'une vie longue mais morne, choisit la première option. L'Ulysse de l'*Odyssée* ne peut empêcher les sirènes de chanter, mais décide de s'attacher au mât ; il choisit de quitter Calypso et ses promesses d'éternité pour retourner auprès de son épouse, aimée et mortelle. Il faut au héros une dose extraordinaire de courage, de volonté, et aussi d'amour, pour « forcer le destin à chaque carrefour », pour paraphraser Brel, qui berça, dans la voiture de ma grand-mère, une partie de mon enfance. Et si c'est Athéna qui brise le cycle des Atrides en présentant Oreste aux citoyens réunis sur l'Aréopage pour juger de son crime, ce sont bien les hommes assemblés dans ce premier « tribunal criminel » de l'histoire qui choisissent de l'absoudre et de résoudre le destin !

Véritable *catharsis*, cristal d'expression et de résolution des tensions et des passions les plus profondes, le mythe antique aide le lecteur, le spectateur, à grandir et à se libérer de tout ce qui, bien plus en lui qu'à l'extérieur, entrave sa pleine liberté : pour devenir adulte dans une vie choisie, mieux vaut « couper le cordon », avec Électre et Œdipe ; pour ne pas sombrer dans les flots glacés et choisir le « bon

risque » – celui, réaliste, qui portera des fruits –, mieux vaut songer aux prétentions démesurées d'Icare qui a cru pouvoir faire fi des limites humaines ; pour ne pas connaître le sort d'Orphée, incapable à la sortie des Enfers de ne pas se retourner sur Eurydice et la perdant à jamais, gardons confiance et volonté ; pour aimer l'autre librement, on gagne à s'oublier un peu soi-même et à accepter l'altérité, évitant de suivre un Narcisse fasciné par son propre reflet dans la noyade. Et c'est un tout petit fil et du bon sens, l'intelligence et l'astuce humaine, qui permettent à Thésée, guidé par Ariane, de sortir du monstrueux labyrinthe où Dédale avait enfermé le Minotaure, comble de nos pulsions, de nos terreurs les plus secrètes. Voilà une clé de l'immense succès des grands mythes antiques, mille et mille fois réécrits, interprétés, représentés, de Corneille en Racine, d'Anouilh en Giraudoux, de théâtres en salles obscures : leur capacité à éclairer les conditions d'une transformation, d'une profonde libération intérieure.

Nourri de cette pensée mythique, le philosophe antique approfondit la dialectique entre liberté humaine et cadre contraint par la nature, un ordre supérieur insondable ou une condition pétrie de contradictions. L'exercice de la raison devient le meilleur allié de la liberté, quelles que soient les chaînes des événements. On connaît trop peu Carnéade, polémiste du IIe siècle avant notre ère, et ses assauts acharnés contre le fatalisme. On connaît davantage, bien sûr, le mythe de la caverne de Platon – vaste et difficile tâche d'émancipation des illusions de la perception –, ou la contribution fondatrice d'Aristote au libre arbitre comme qualité individuelle dans son *Éthique à Nicomaque* : l'homme ivre agit librement, car nul ne lui dicte ses actes, certes sous emprise, puisqu'il n'en est plus conscient ; il est pourtant responsable : il a choisi de boire, et de s'exposer à une perte temporaire de responsabilité.

Derrière Socrate, les cyniques, par leur mépris des conventions, font également acte insolent d'individualité : libre est l'homme qui reste juge de ses propres pensées, et dont les actes n'obéissent qu'à son propre *ethos*, non à celui de la société. Libre enfin l'homme qui, à la façon des stoïciens, parvient par la volonté à accepter que certains événements dépassent sa sphère d'intervention individuelle : « La liberté consiste à vouloir que les choses arrivent non comme il te plaît, mais comme elles arrivent », déclame Épictète.

Cette révolution de l'individu rationnel, pensant, capable d'infléchir et d'engager ses actes, nourrira, derrière la révolution politique athénienne, l'émergence à Rome de libertés individuelles fondatrices : en 311, l'empereur Galère publie peu avant sa mort un édit de tolérance, dit « édit de Sardique », qui confère aux chrétiens le droit d'exercer leur religion ; le *jus census* consacre le droit de propriété, le *jus comercii* la liberté d'entreprendre, le *jus legis actionis* celle de faire valoir ses droits en justice.

Des « créatures barbarement enluminées, éblouissantes et bizarres comme des oiseaux des tropiques ! » ; des « dames mongoles chargées d'ornements inutiles, couvertes de cadenettes et de bijoux, qu'il me plairait de prendre pour des poupées persanes ou médiques, chargées des rôles d'Atossa et de ses compagnes dans le poème d'Eschyle » ! Voilà comment, en 1910, l'historien d'art Élie Faure, puis, derrière lui, Charles Maurras ont pu qualifier les sublimes *korai* de l'Acropole d'Athènes, ces quatorze dames de pierre découvertes quelques années plus tôt. Qu'avaient-elles fait pour mériter pareil jugement ? Avoir conservé des traces de peinture ? Bien pire : annoncer, contre tous les ordres établis, tous les académismes, les idées reçues, les fantasmes d'un monde au cordeau, lisse et sans aspérités, la merveilleuse perspective d'un monde en couleurs, d'un monde de création, de possible liberté !

Association

L'homme libre n'est pas une monade : contrairement à ce qu'affirment régulièrement ses opposants, la liberté n'isole pas l'individu, elle l'invite à la multitude des rencontres, des unions, des partages. L'essence des actes librement consentis est rarement le repli sur soi : au contraire, ils sont guidés par l'échange, la capacité à donner et recevoir, c'est-à-dire l'association des personnes entre elles. L'ouverture des frontières multiplie les occasions d'agréger les désirs, les projets, les visions. Et c'est précisément la joie de l'agir humain que de pouvoir marier et mêler nos compétences, nos envies, nos goûts et nos ambitions. L'association est donc le lieu, le territoire naturel de la liberté.

Les rapports de la France aux associations ont pourtant été difficiles pendant plus d'un siècle à partir de la Révolution. L'association, grevée de soupçons de connivences, de passe-droits dans un cercle restreint et exclusif, faisait peur : afin de prévenir le retour des funestes corporations d'Ancien Régime, synonymes de privilèges et de monopoles, la loi Le Chapelier les a interdites. Il a fallu attendre la grande et fameuse loi républicaine de 1901 pour que les associations puissent se constituer librement.

Pour autant, notre rapport aux associations n'est pas naturel. Tocqueville, le grand séquenceur de l'ADN français, tout en valorisant la puissance de la libre association – « Il n'y a rien, écrit-il, que la volonté humaine désespère d'atteindre par l'action libre de la puissance collective des individus. » Confrontés à une difficulté, les Américains créent une association quand les Français font appel à l'État : « L'habitant des États-Unis apprend dès sa naissance qu'il faut s'appuyer sur soi-même pour lutter contre les maux et les embarras de

la vie ; il ne jette sur l'autorité sociale qu'un regard défiant et inquiet, et n'en appelle à son pouvoir que quand il ne peut s'en passer », autrement dit, de manière subsidiaire, rendant la liberté première.

Dans sa seconde *Démocratie*, le grand Alexis consacre plusieurs chapitres aux associations américaines. Il conte l'histoire de ces cent mille hommes qui s'étaient publiquement engagés à ne pas boire d'alcool afin d'inspirer aux autres citoyens la sobriété. Il ajoute : « Il est à croire que si ces cent mille hommes eussent vécu en France, chacun d'eux se serait adressé individuellement au gouvernement, pour le prier de surveiller les cabarets sur toute la surface du royaume. » Il en conclut : « Dans les pays démocratiques, la science de l'association est la science mère », et « pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît ».

Pourtant, aujourd'hui, il existe un nombre considérable d'associations en France. Une donnée que l'on évalue, suivant les sources, de 700 000 à plus de 1 million. Nombre d'entre elles ne fonctionneraient pas sans subsides de fonds publics : les associations sans but lucratif sont parfois devenues des associations lucratives sans but, opérant ainsi un abus de liberté difficile à cautionner.

Mais, en dehors de ces dévoiements, il ne faut pas oublier qu'une grande majorité des associations a précisément comme objet et moteur la défense des libertés – liberté de la presse, d'expression, de circuler, de mœurs. La France a vu naître ou accueille avec ferveur des associations emblématiques pour la reconnaissance des droits de l'homme et de la dignité humaine, par-delà leurs violations, par-delà les conflits : Reporters sans frontières, pour le témoignage sans entraves de tous les journalistes, Médecins sans frontières, pour un accès aux soins vitaux là où les rigueurs de l'homme ou de la nature créent de tragiques iniquités, Amnesty International, association originellement britannique très suivie en France pour défendre la possibilité essentielle de « vivre en sécurité, avoir un toit, accéder aux soins et à l'école, jouir de la liberté de penser et de s'exprimer, choisir sa sexualité ». Je ne cite là que les plus médiatiques – et parfois polémiques –, mais ce sont chaque jour des dizaines de milliers de bénévoles qui s'engagent dans autant d'associations locales (allant du

soutien scolaire, médical – avec une pensée particulière pour l'association Charité Maternelle – ou psychologique pour que tous les individus puissent libérer leur potentiel à l'accompagnement à la création d'entreprise, en passant par des missions d'alphabétisation – quelle plus grande liberté que pouvoir s'exprimer, lire, écrire, comme y travaillent des romanciers engagés tel Alexandre Jardin) ou internationales. Combien de collectifs généreux fleurissent à chaque catastrophe humanitaire, comme nous en a donné si tragiquement l'exemple récent du séisme népalais ou, avec la très belle action du père Ephrem Azar, au soutien des Irakiens victimes de l'État islamique et réfugiés au Kurdistan à travers l'association Entre deux rives ?

Le « sans-frontiérisme » a pu et peut être encore raillé, remis en question ou questionné quant à l'indépendance réelle de son fonctionnement ou de ses motivations. C'est toute la problématique d'une greffe sous toutes latitudes de valeurs issues d'une philosophie occidentale singulière. *Quid* de l'ingérence ou d'un assistanat qui peut départir ses destinataires d'une certaine responsabilité ? *Quid* des liens que les grandes ONG mondiales, devenues véritables multinationales, entretiennent avec les États ou les grands groupes ? Il n'en reste pas moins que l'élan qui l'inspire répond, dans le cœur de ceux qui s'engagent et agissent, à un désir profond de liberté et de dignité partagées. Et, ne serait-ce qu'en cela, l'essence libre de l'association mérite d'être saluée.

Architecture

L'architecture est un art sous haute contrainte. La contrainte physique d'abord : le défi premier de la pesanteur, la nature du terrain – déclivité, stabilité –, l'équilibre des forces, le poids et la résistance des matériaux – pierre, verre, fer, terre –, leur dialogue avec les ardeurs du climat – humidité, chaleur, sécheresse, grands froids.

La contrainte technique ensuite : c'est l'état des sciences qui permet ou non de danser avec les données irréfragables du réel ; la roue, la poulie, le levier qui vont permettre d'accélérer la cadence ; l'ingénierie, les connaissances mathématiques, qui vont faire tenir l'arc en plein cintre, le dôme de plusieurs tonnes, le viaduc suspendu, les arcs-boutants des églises qui libèrent les murs porteurs pour ouvrir des vitraux ; puis les machines et les matières premières de plus en plus performantes, de plus en plus technologiques, qui font grimper les tours au ciel, remplacent les murs par du verre, allègent toujours plus les réalisations.

La contrainte d'usage enfin : comme le design, l'architecture est affaire de cahier des charges. Quelle que soit l'imagination de l'architecte, le bâtiment doit être praticable, circulable, étanche, isolé pour accueillir les hommes et ce qu'ils entendent y faire, adapté à leurs projets – école, musée, hôpital, habitation, gare. À chaque projet ses consignes.

Soumise à la contrainte, l'architecture peut aussi lui donner corps, implacablement : architecture de régime, architecture d'autorité qui impose une vision du monde, un ordre strict, tout de marbre et de marqueterie vêtue. Ce camouflet impitoyable de Versailles à Vaux-le-Vicomte, de Louis XIV à Fouquet qui avait voulu bâtir plus beau que le Soleil. Ce classicisme stalinien aux épaules charpentées, déjà

liberticides, censurant toute audace, tout blasphème formaliste qui contrarierait l'ordre en marche.

Même sans caprice de prince, la maison et les murs pèsent. Ils enferment, lient à la terre, quadrillent l'horizon de fenêtres où ne passe plus le vent. Ils doivent être entretenus, restaurés, protégés. Oh, liberté des nomades, dresser sa yourte où l'herbe est verte, aller léger au pas des chevaux qui tirent la roulotte ! Liberté de poète, idéal que je partage avec Michel Onfray, qui crache, hélas, au passage, sur la propriété : « Posséder, c'est être l'esclave des choses, de l'avoir, de la propriété. Ce peuple libertaire [il parle des tziganes] n'est l'esclave de rien ni de personne. Aucun objet ne saurait lui être un lien ! Quand on est vraiment, ontologiquement, on n'a pas besoin d'avoir, matériellement. » La propriété libère, cependant, car elle est le corollaire de la liberté, son double, son prolongement éthique. Me tromperais-je si j'envisageais que même Onfray, qui semble bien *être*, recherche aussi la rémunération légitime de son talent et envisage parfois d'*avoir* ? C'est parce que l'homme est propriétaire de lui-même et de ce qu'il crée qu'il est libre ; c'est parce qu'il est libre qu'il peut, sans honte, sans nécessairement se transformer en monstre de l'avoir, sans culpabilité mal placée, devenir propriétaire.

Revenons au bâtisseur : de cette gamme infinie de contraintes, il parvient à tirer un chant de liberté inouï. Liberté d'exprimer le monde, le rapport au collectif, à l'environnement, au sacré, à la connaissance. Liberté d'exprimer un sens de la beauté : l'architecture est un Art à vivre, un Art de vivre.

De l'architecture traditionnelle jusqu'aux choix d'urbanisme aujourd'hui, le bâti se permet de parler d'une façon d'être ensemble. Il y a au musée du quai Branly à Paris de très jolies gravures sur les parois de cuir qui dessinent le parcours de la visite : elles représentent les plans de maisons du monde entier – Mali, Japon, Australie… Chacune, comme l'explique l'anthropologue Mircea Eliade dans *Le Sacré et le Profane*, matérialise dans l'espace une façon de vivre, des mœurs, une culture. La disposition des pièces, la configuration des espaces communs, des parcours de circulation, parlent d'un certain rapport entre hommes et femmes, entre générations, entre membres de la famille et ceux de l'extérieur ; et la situation de chaque maison, à l'intérieur du village, prend sens par rapport à l'ordre social, au rang

dans le clan ou à la fonction de celui qui y habite.

L'homme bâtisseur prend aussi la liberté de tutoyer son environnement, de s'y adapter, de faire levier de ses contraintes. Architectures de glace des Inuits ou épais murs ocre de Fès piégeant la chaleur, bâtiments antisismiques pour absorber les sursauts de la Terre ou architectures écoresponsables et ultra-connectées du XXIe siècle soucieuses d'empreinte énergétique et de services multiples. L'homme libre prend en construisant de la latitude sur les rigueurs imposées par la nature. Et en déployant des connaissances, une inventivité toujours renouvelée, l'architecte, l'ingénieur et tous les corps de métier qui mettent la main à l'ouvrage gagnent chaque fois plus d'aisance pour jongler avec les lois de la physique : « Tout obstacle renforce la détermination », a écrit l'architecte Léonard de Vinci. Et, sans détermination, pas d'émancipation possible.

Libération technique, libération sociale : autant qu'elle peut être instrument d'autorité, l'architecture sait aussi rêver et s'engager pour l'avènement des droits collectifs et individuels déliés des hiérarchies anciennes. Le projet n'est jamais univoque, tant la ligne de crête est fragile entre utopie et idéologie – les phalanstères de Fourier et Godin ou le Familistère de Guise, conçus pour la « vie harmonieuse » des familles de travailleurs, gardent de sévères allures de Plan. Mais avec quel talent Le Corbusier, que j'adore, et sa Cité radieuse, Fernand Pouillon sur le vieux port de Marseille, Jean Prouvé et ses constructions modulaires, ou les aménagements intérieurs de la visionnaire Charlotte Perriand ou de Marcel Gascoin ont voulu imaginer une beauté accessible, des proportions harmoniques et pures, des matériaux nobles pour tous.

Émancipation de l'ordre établi : le geste architectural peut magistralement s'opposer aux conventions en marche. C'est l'engagement infaillible pour son art, pour ses idées, pour l'expression de lui-même, d'Howard Roark, architecte de génie, héros de *La Source vive*, ce roman absolument génial d'Ayn Rand, inspiré du grand Frank Lloyd Wright dans le New York des années 1920, envahi par les promoteurs et la pensée architecturale, économique et politique unique. Le titre original donné à l'ouvrage par la romancière et philosophe américaine est merveilleux, *The Foutainhead*. Sous les traits inoubliables de Gary Cooper dans l'adaptation cinématographique du

roman, c'est à la source intarissable de sa créativité que le héros, Howard Roark, grande figure littéraire de la liberté, résiste à toutes les pressions morales, toutes les corruptions, pour continuer à dessiner, bâtir et construire une ville qui ressemble à ses rêves : belle, singulière, libérée du classicisme et des canons de son temps, profondément libre.

Car, paradoxalement, malgré le poids de la pierre et de la matière, l'architecture est instrument d'élévation. Élévation de l'âme vers le sacré – dolmen qui protège l'âme des morts, dentelle des cathédrales qui tirent leurs flèches au ciel, forêts de colonnes de Sainte-Sophie d'Istanbul ou de la Mezquita, chevets tournés vers le levant, temples purs qui accompagnent l'esprit de la terre au ciel, d'un plan carré au sol au cercle de la coupole. Élévation par-delà les prisons du temps, espoir de trace – pyramides d'Égypte, temples du Cambodge ou du Mexique, Pompéi, Carthage, Acropole, Alhambra, Palmyre, bien sûr, et tant d'autres civilisations résonnant, par la pierre travaillée, au-delà d'elles-mêmes. Aimer la liberté, c'est aimer le génie des hommes.

En même temps qu'elle matérialise l'élan spirituel et culturel, la construction marque aussi l'acceptation de la condition humaine, du fini, du réel. Écoutons le maître d'œuvre des *Pierres sauvages*, roman bouleversant de l'architecte Fernand Pouillon : frère Guillaume, moine cistercien, achève son dernier chantier, l'émouvante abbaye du Thoronet, et hésite sur les décisions à prendre. « Le temps presse ; chaque jour est retard ; je n'arrive pas à décider ; je ne commence

pas ; ai-je peur ?… Non, je ne crois pas. Mon hésitation procède de la crainte de toucher au réel. Je sais trop bien que l'enthousiasme créera le définitif du premier coup. Je serai emporté vers la fin, la fin est tristesse et regret du défini ; tandis que l'inconnu, où je me complais, est l'espoir de la chose impossible. » Qu'il est fort, qu'il m'impressionne ce geste de construire, de choisir, de s'incarner dans le réel en dépit de la peur de la finitude, d'accepter d'être homme. Quel plus beau geste de liberté, éclairé, idéalement talentueux, ouvertement consentant.

D'autant plus beau, d'autant plus libre qu'il côtoie sans cesse la singularité créative, l'émerveillement de la beauté, de l'innovation. Balades architecturales merveilleuses, ludiques et surprenantes, par les parcs de Gaudí, le quartier Art nouveau de Bruxelles, l'irrévérencieux Centre Pompidou de Renzo Piano, les bâtiments purs de l'allemand Mies van der Rohe ou du portugais Álvaro Siza, les moucharabiehs de Jean Nouvel qui découpent la lumière à l'Institut du monde arabe de Paris, les modules nomades organiques de l'Irako-Britannique Zaha Hadid, les vagues de Frank Gehry, du musée Guggenheim de Bilbao à la toute récente et éblouissante Fondation Vuitton, à Paris.

Voilà la grande liberté du geste architectural : beauté, imagination sans cesse renouvelée, simplement de main d'homme, de matière brute, d'intelligence et d'un souffle épris d'inspiration. Et parce que, en homme libre, il faut, sauf à le désirer, éviter de s'enfermer entre quatre murs, ne pas céder à la tentation du repli, du confort, j'aime à relire ces mots simples, maintes fois entendus mais si beaux, de Khalil Gibran, dans son célèbre *Prophète* :

> Votre maison ne sera pas une ancre mais un mât. […] Vous n'aurez point à replier vos ailes afin de franchir ses portes, ni à courber la tête pour éviter son plafond, ni même à retenir votre souffle de peur de voir ses murs se lézarder et s'écrouler. Vous n'habiterez point des tombes creusées par les morts pour les vivants. Et même si son intérieur est luxe et splendeur, votre maison ne saura garder votre secret ni recueillir vos désirs. Car l'intimité en vous habite le palais du ciel, dont la porte est la brume du matin, les fenêtres chants de la nuit, et les lucarnes silences.

Aron, Raymond (1905-1983)

Raymond Aron était, à n'en pas douter, un amoureux de la liberté. Même si Jean-François Revel l'avait durement qualifié de « parfois susceptible et égocentrique jusqu'à la puérilité », il était, à mon sens, modeste, vigilant et surtout tolérant. Dans un contexte particulièrement hostile, il défendait âprement, mais toujours avec dignité et humanité, la liberté. Contrairement à la plupart de ses adversaires, Aron avait le souci du débat honnête, fondé sur une confrontation pacifiée et sereine des arguments contraires. Doté d'un appétit appréciable de l'échange apaisé, forgé dans le respect de l'adversaire et l'envie de croiser le fer non pour abattre mais pour emporter l'adhésion. Une élégance dans la bataille des idées incarnée par Gide quand Halévy lui rétorqua, à tort, « un des inconvénients de cette sorte de rencontre, c'est la courtoisie qui y fait des ravages ». Aron peut même être qualifié de héros de la liberté tant son positionnement était courageux et minoritaire à l'heure du marxisme triomphant.

Raymond Aron n'est cependant ni Tocqueville ni Hayek. Il a certes démontré une puissance conceptuelle évidente en rebâtissant, par exemple, la philosophie de l'histoire. Il nous a par ailleurs offert un très bel exemple d'engagement solitaire contre une pensée dominante et égarée. Il nous a, aussi, livré des outils de vigilance particulièrement utiles pour nous garder des tentations totalitaires. Mais en raison de ses hésitations, de certaines contradictions, de ses sympathies keynésiennes (dans sa préface à *L'Opium des intellectuels*, il s'avouait « personnellement keynésien avec quelques regrets du libéralisme »), de son scepticisme exacerbé à l'encontre de l'ordre spontané et d'une forme de régulation par la responsabilité

individuelle, de son mépris pour ce qu'il appelait l'« économisme » et de sa confiance à peine voilée dans l'État providence, son entrée au Panthéon des grands penseurs de la liberté n'est pas acquise. Fasciné par le phénomène politique (« l'art le plus haut », comme il disait), Aron a souvent recherché la synthèse et le compromis là où d'autres pensent qu'ils sont impossibles.

Aron n'a par ailleurs eu de cesse de qualifier de « dogmatiques » des penseurs qui ont été, à mon sens, plus visionnaires que lui. Ce fut le cas de Hayek (voir Route de la servitude), qu'il côtoya notamment à Londres pendant l'Occupation. Tout en admirant chez ce grand penseur autrichien des qualités proches des siennes, un profond courage intellectuel et une immense culture, il éprouvait une grande réticence pour son courant de pensée. Pour lui, Hayek et ses amis étaient des économistes idéologues, presque fanatiques. C'est ainsi qu'Aron s'est totalement désintéressé des raisonnements qui ont permis à ces philosophes de la liberté de prouver de manière rigoureuse, dès les années 1920-1930, l'inefficacité des recettes interventionnistes et l'impossibilité absolue de rendre viable une économie socialiste. Certes, ces analyses étaient très peu connues à l'époque, mais Aron était justement l'un des rares qui y avaient accès. Or, bien loin de prendre conscience de leur importance, il a persisté, jusque dans les années 1970, à croire viable un système qui s'est effondré quelques années plus tard, exactement comme l'avait anticipé Hayek.

Aron ne croyait-il pas, finalement, trop en l'État et, *a contrario*, pas

assez dans l'homme ? Il a toujours vanté les mérites d'une économie mixte, dont on mesure chaque jour davantage les limites, et refusait de rejoindre Tocqueville, qu'il a pourtant contribué à faire connaître, dans sa crainte de la tyrannie douce. Le « spectateur engagé » avançait même : « La société française pourrait absorber une dose supplémentaire de social-démocratie sans plonger pour autant dans le despotisme tutélaire. » La tendance actuelle à la déresponsabilisation, à l'infantilisation et à la victimisation est venue, depuis, confirmer la fascinante prédiction tocquevillienne.

Aron s'est sans doute trop facilement laissé emprisonner dans une pensée strictement constitutionnelle et politique. À l'inverse de Jean-François Revel, il semble être tombé dans le piège tendu par les constructivistes qui, voyant leurs idéologies s'effondrer, ont tenté d'emporter la pensée libérale dans leur chute. Sans doute aurait-il dû profiter de son aura pour dénoncer cette malhonnêteté intellectuelle et alerter l'opinion sur la différence fondamentale distinguant l'idéologie libérale des autres : alors que l'interventionnisme marxiste ou fasciste et, dans une moindre mesure, l'étatisme contemporain cherchent tous à changer l'homme, la pensée de liberté cherche au contraire à le respecter. Au lieu de cela, Aron a joué l'amalgame en dénonçant le « dogmatisme » d'une pensée qui, pourtant, n'a d'autre postulat qu'une vérité incontestable : le respect absolu de l'action humaine.

Aron porte ainsi une part de responsabilité dans cette étrange exception culturelle qui fait triompher, en France, la défiance à l'égard de valeurs et de solutions qui, dans de nombreux autres pays, ont contribué à un plus grand respect des individus et à une amélioration de leurs conditions de vie.

Il n'en demeure pas moins un intellectuel de grand talent. De ce fait, ses écrits constituent un excellent sas entre la pensée unique et une pensée éprise de liberté, plus cohérente et davantage susceptible d'offrir, alors que le monde est de plus en plus « ondoyant », les outils permettant de construire une société ouverte, efficiente et respectueuse des droits fondamentaux. Les jeunes générations auraient donc tout intérêt à lire ou relire Aron, pour le style, l'intelligence, le témoignage et le sens de l'engagement, mais gagneraient à le prendre plus comme une introduction, un tremplin, une invitation paradoxale à découvrir ce qu'Aron a, en matière de liberté, malheureusement

délaissé.

Aurélien

Aurélien est avant tout ce grand empereur romain réunifiant l'empire au IIIe siècle et y menant des réformes religieuses et monétaires. Mais ce n'est pas tant à cet Auguste, qui augmenta la pression fiscale et organisa le système des corporations professionnelles, que ce Dictionnaire amoureux rendra hommage, qu'à un autre Aurelius, qui me fait penser à notre Aurélien et qui le précéda d'un siècle à la tête de Rome : l'empereur Marc Aurèle.

Caesar Marcus Aurelius Antoninus Augustus est un homme d'État avisé qui, malgré le trouble permanent le tenant mobilisé aux frontières pour la défense de l'empire, cherche toujours, sur le front intérieur, à conserver les meilleures relations avec le sénat, qu'il prend soin de consulter à chaque décision importante et auquel il laisse la plénitude de sa juridiction. Mais l'amoureux de la liberté considère surtout le Marc Aurèle philosophe, protégé du sage Hadrien, stoïcien abouti, qui chercha toute sa vie à ciseler cet *ars praxis*, éthique de l'action et matière pour la conduite éprise de « juste discernement dans nos actes » : « Que la force me soit donnée de supporter ce qui ne peut être changé et le courage de changer ce qui peut l'être, mais aussi la sagesse de distinguer l'un de l'autre », résume-t-il dans ses éclairantes *Pensées pour moi-même*. Marc Aurèle, derrière ses maîtres – Platon, Épicure, Démocrite –, est infiniment conscient de l'impermanence avec laquelle danse l'action humaine : « Tout change, tout se transforme, tout, depuis l'éternité, semblablement se produit et se reproduira sous d'autres formes semblables à l'infini. » Et dans ce mouvement infini, ce qui importe « ce n'est ni le futur ni le passé qui te sont à charge, mais toujours le présent ».

Agir libre, éclairé, au présent. C'est aussi ce que tente d'appliquer

le héros du quatrième roman du cycle du *Monde réel* de Louis Aragon, *Aurélien*. Aurélien essaie de se libérer du « mal du siècle » d'une génération entre deux guerres par l'amour de Bérénice et une longue rêverie sentimentale.

Avocat

Avocat de formation, j'ai dû me faire omettre du barreau de Paris pour pouvoir réaliser mon rêve professionnel : devenir entrepreneur en créant ma propre société tout en reprenant pleinement la maîtrise de ma vie et de mon temps pour m'autoriser à écrire, librement, et à vivre, intensément. Comme le disait joliment Revel dans une formule que je pourrais faire mienne, « je n'ai jamais su me contraindre à ce que ma vie se réduisît à une seule vie. […] La caracole a toujours été mon fort ». Nos règles déontologiques rendent, hélas, incompatible l'exercice d'une activité de « marchand » avec le port et l'usage de la robe. Derrière cette légère hypocrisie – quel avocat n'est pas également marchand, surtout en droit des affaires ? – transparaît l'indépendance de l'avocat, cette chère liberté que j'ai tant aimée à l'époque où je plaidais, et qui aura toujours mon infini respect.

L'avocat, jusqu'à ce petit cercle symbolique, qu'il arbore sur l'épaule, coiffant presque l'épitoge pour rappeler le chapeau qu'il portait naguère, ne se découvre pas devant le juge. Ce faisant, habillé du noir du deuil, ou plutôt de soutane (elle est composée de trente-trois boutons en mémoire de l'âge du Christ au jour de sa condamnation), il n'est en rien irrévérencieux, mais il marque sa liberté, son indépendance, sa prise de distance. Il n'est pas le servile de l'État mais au service unique de la défense de son client, de cet individu méritant, quel qu'il soit, le respect de droits fondamentaux. Garante des libertés, bouclier vaillant contre l'arbitraire public, son intervention, même et surtout au soutien des pires crapules, est gage d'une décision respectable, d'un jugement respecté.

Le juge, habillé de sang, tranchera après avoir entendu les représentants des différentes parties. Le droit de la défense, le droit à

une défense, tout comme le droit à un procès équitable et la présomption d'innocence sont les piliers admirables de notre démocratie, une conquête de l'Occident face à la barbarie et à l'arbitraire des hommes. Parce que le glaive public est détenteur du monopole de la violence légale, l'avocat nous assure contre les dérives kafkaïennes d'un Joseph K. aux prises avec l'irrationnelle machinerie bureaucratique. La condamnation infondée, l'emprisonnement qui s'en suit, voire, auparavant ou ailleurs, la sentence de mort. Quel pire cauchemar pour la liberté humaine que la lettre de cachet ou l'erreur judiciaire ? Qui mieux que Jean Tarrou, ce presque saint laïc devenant l'ami de Rieux dans *La Peste*, pour nous faire partager, au-delà de ces sentiments fraternels ressemblant, à s'y méprendre, à l'amitié unissant Albert Camus et René Char, ce haut-le-cœur face à la condamnation à mort ? C'est précisément parce que, dans une démocratie, le droit prime sur la vengeance que l'on ne réplique pas soi-même, en suivant la loi animale du talion, à la violence par la violence. Les avocats sont et doivent demeurer les vigiles actifs de nos sociétés libres et nous aident, par leur représentation, à nous décharger de nos instincts primaires, nourrissant inéluctablement la spirale vicieuse du désordre.

Être libre, c'est être responsable, et donc courageux. Un avocat se doit d'être libre mais aussi vaillant. Il doit être capable d'affronter l'opinion contraire, de remporter la joute, d'inverser les convictions, d'affiner la réplique, d'assumer l'argument et de recroiser le fer. La liberté et le courage. Deux vertus corollaires, majeures, triomphantes, qui habitent tout avocat digne de ce nom. « Le courage, pour un avocat, c'est l'essentiel, ce sans quoi le reste ne compte pas : talent,

culture, connaissance du droit, tout est utile à l'avocat. Mais sans le courage, au moment décisif, il n'y a plus que des mots, des phrases, qui se suivent, qui brillent et qui meurent. Défendre, ce n'est pas tirer un feu d'artifice : la belle bleue, la belle rouge, et le bouquet qui monte, qui explose et retombe en mille fleurs. Puis le silence et la nuit reviennent et il ne reste rien », avance Robert Badinter. Mais la chance, sauf exception, pour l'avocat, c'est qu'il sort, lui, toujours libre d'un procès. Que serait sa plaidoirie s'il se savait condamné avec son client ? La qualité d'un avocat se mesure à l'infime distance séparant ces deux prestations.

Balthazar

Balthazar, comme, je l'imagine, notre petit Balthazar, est guidé par une étoile. Une étoile de paix, un enfant né dans une humble crèche de Bethléem. Il lui apporte, aux côtés des deux autres Rois mages, Gaspard et Melchior, des présents précieux, or, myrrhe et encens. Mystérieux rois sans royaume – l'Évangile selon Matthieu ne mentionne rien d'autre, sinon qu'ils arrivent d'« Orient ». Ils viennent célébrer le miracle de la Nativité et d'une libération à venir, libération, selon la foi catholique, du genre humain par l'Amour. Voilà l'Épiphanie, « manifestation », avènement, irruption de sacré, fête de lumière – à partir du 6 janvier, les jours rallongent, c'est la libération des ténèbres. Combien de toiles et de fresques splendides l'Adoration des mages a inspirées à la Renaissance italienne – Giotto, Ghirlandaio, Vinci, Mantegna, variations libres en mille couleurs et perspectives sur le thème de l'espoir !

Balthazar est aussi le deuxième tome du magnifique, dense et labyrinthique *Quatuor d'Alexandrie* composé par l'écrivain Lawrence Durrell, homme monde, homme libre, ex-diplomate, journaliste, écrivain, poète né en 1912 aux Indes coloniales au pied de l'Himalaya, citoyen anglais élevé à Canterbury, chantre de tous les ailleurs. *Justine*, *Balthazar*, *Mountolive, Cléa* : les quatre ouvrages présentent quatre points de vue, quatre perspectives différentes sur une même action située à Alexandrie autour de la Seconde Guerre mondiale. Le regard de Balthazar, médecin cabaliste, vient éclairer avec sagesse et recul le tourbillon d'émotions présenté dans *Justine*. Le *Quatuor*, à travers une écriture minutieuse, diffractée, chargée de désir, est un hommage sensible à la pluralité des interprétations, à la liberté et à la singularité des regards posés sur un même fait.

Bastiat, Frédéric (1801-1850)

Si Joseph Schumpeter est, selon le mot de Thomas McCraw, l'apôtre de l'innovation, Frédéric Bastiat est un christ du libre-échange. L'idée, à la fois simple et puissante, que l'échange volontaire est créateur de valeur est en effet au centre d'une vie et d'une œuvre tout entière consacrée à l'amour de la liberté.

J'aime souvent demander aux amoureux de la liberté comment ils sont tombés sous son charme. Bastiat, lui, y a succombé à la faveur d'une rencontre. Richard Cobden, le fondateur de l'Anti-Corn Law League et l'abolitionniste d'une autre forme d'esclavage, le protectionnisme, lui a ouvert les yeux. Cobden, industriel et homme politique, est parvenu à faire abroger les fameuses Corn Laws, ces lois restreignant à l'époque l'importation des céréales en Grande-Bretagne. Il a alors agi contre les riches, au profit des pauvres, et mis ainsi fin aux famines, notamment en Irlande. Inspiré par ces choix éclairés, Bastiat crée, en France, l'Association pour la liberté des échanges qui aboutira, dix ans après sa mort, en 1860, au traité de libre-échange entre la France et l'Angleterre. Bastiat est donc le père intellectuel de cette période du second Empire que les historiens qualifient parfois, à grands traits, d'« empire libéral » et qui durera jusqu'à la chute de Napoléon III en 1870.

Bastiat se veut alors le champion de l'harmonie par la liberté d'échanger, de commercer, de produire. Les socialistes de son époque – et une majorité des nôtres – n'y voient pourtant que matérialisme et vil capitalisme. Pourtant, nous enseigne Bastiat dans une langue admirablement pédagogique, la liberté – y compris la liberté économique – est la pierre d'angle de la civilisation, l'échange libre enfantant le « doux commerce » dont parlait Montesquieu. Car

l'échange, libéré des contraintes, non seulement enrichit, améliore la vie, mais aussi adoucit les mœurs et incite à la paix.

Bastiat n'hésite pas à ridiculiser les partisans du protectionnisme dans l'hilarante *Pétition des fabricants de chandelles*, où ces derniers intriguent sans vergogne pour convaincre le politique de contraindre les citoyens à fermer leurs volets et réduire les effets néfastes de la concurrence… du soleil ! Il démontre au passage qu'à l'opposé du libre-échange, qui profite à toutes les parties, le protectionnisme est un jeu de pouvoir et de rentiers. Il met aussi en garde contre le colonialisme, balbutiant à son époque et reposant non sur l'échange libre mais sur la domination et le non-respect des droits des hommes. Ils étaient peu nombreux, dans la première moitié du XIXe siècle, à comprendre cela. Bastiat, en amoureux de la liberté, était évidemment de ceux-là.

Car c'est la liberté qui crée l'harmonie ! Un enseignement que Bastiat s'empresse de partager avec le monde. Dans une lettre à Alphonse de Lamartine en 1845, il écrit que toute sa philosophie tient dans un seul et unique principe : « La liberté est la meilleure des organisations sociales. » Mais il ajoute une condition : « que la loi ne vienne pas supprimer les conséquences, positives ou négatives, des actions de chacun. C'est le principe corollaire de la responsabilité. »

Dans ses *Pamphlets* et autres *Sophismes économiques*, Bastiat s'attaque aux mercantilistes en poussant leur raisonnement jusqu'à l'absurde. Mais c'est dans son plus fameux essai, *Ce qu'on voit et ce*

qu'on ne voit pas, que Bastiat excelle avec une dénonciation redoutable de l'interventionnisme étatique, notamment grâce au sophisme de la vitre cassée. Quand Jacques Bonhomme casse un carreau de vitre, la réaction des passants ne se fait pas attendre : « À chaque chose malheur est bon. Que deviendraient les vitriers si l'on ne cassait jamais de vitre ? » Faut-il donc aller jusqu'à provoquer des accidents pour produire de la croissance et de l'emploi ? Ce qu'on voit alors, nous explique le héros landais de la liberté, ce sont les six francs de l'époque dépensés pour réparer la vitre. Mais ce que l'on ne voit pas, ce sont tous les autres usages qui auraient pu être faits de ces six francs : acheter une paire de chaussures, tout en conservant la vitre qui n'aurait pas été cassée. « La société perd la valeur des objets inutilement détruits. »

Bastiat conçoit également admirablement la nature des incitations auxquelles font face les dirigeants, lui permettant ainsi de dénoncer certains gâchis des politiques de l'art, de l'éducation ou encore de la santé. Il comprend que les dépenses publiques ne sont pas créatrices de richesses, mais qu'elles se substituent toujours aux dépenses privées, qui auraient pu nourrir l'économie librement et non par la contrainte. En ce sens, Bastiat n'est pas dupe de la nature profonde de l'État qu'il voit comme une « grande fiction par laquelle chacun s'efforce de vivre aux dépens des autres ».

Surtout, Bastiat comprend, comme Turgot, Smith et Say avant lui, que cette jeune science économique peut aider à résoudre les problèmes sociaux et à mieux comprendre les racines de la prospérité. Il refuse l'utilitarisme forcené de John Stuart Mill et découvre le fondement moral de la propriété privée, corollaire de la liberté. Il formule ainsi une vision jusnaturaliste du droit et de la loi, et affirme l'importance des contrats et de la responsabilité.

Schumpeter écorchera Bastiat dans son *Histoire de l'analyse économique* en lui donnant le titre de brillant journaliste économique, plutôt que d'économiste distingué. C'est là un jugement injuste. Car si Bastiat n'est pas, contrairement à Say, un grand théoricien de l'économie (sa tentative de formuler une théorie de la valeur subjective échoua), il formule néanmoins très efficacement la notion de coût d'opportunité et montre mieux que personne l'importance de la liberté pour la prospérité sociale.

Héros de la liberté, Frédéric Bastiat est aussi le *mercatus defensor*

contre tous ceux qui, non sans prétention, croient savoir mieux que nous ce qui est bon pour nous. Il pensait au-delà de l'économie et embrassait autant l'anthropologie que la morale. Il l'avait d'ailleurs confié dans l'une de ses notes : « J'avais d'abord pensé à commencer par l'exposition des Harmonies économiques et par conséquent à ne traiter que des sujets purement économiques : valeur, propriété, richesse, concurrence, salaire, population, monnaie, crédit, etc. Plus tard, si j'en avais eu le temps et la force, j'aurais appelé l'attention du lecteur sur un sujet plus vaste : les Harmonies sociales. C'est là que j'aurais parlé de la constitution humaine, du moteur social, de la responsabilité, de la solidarité, etc. » La mort, hélas, l'emportera avant qu'il ne nous offre ces « Harmonies sociales ». Chaque fois que je passe à Rome, je ne manque jamais une occasion de rendre hommage, à Saint-Louis-des-Français, à l'un de nos plus savoureux amoureux de la liberté. Et je me remémore le mot fameux de Flaubert : « Imaginez que dans chaque commune il y ait un bourgeois, un seul, ayant lu Bastiat, économiste libéral et libre-échangiste, et que ce bourgeois-là soit respecté, les choses changeraient ! » Quel vent de liberté, en effet !

Baroque

C'est une perle fine, irrégulière, mal taillée : « baroque », comme l'ont nommée les joailliers du XVIe siècle. Du portugais *barroco*, dérivé lui-même du latin *verruca*, le baroque, c'est la proéminence, le défaut, l'excroissance. Qu'elle est belle, pourtant, cette nacre, dans sa façon d'accrocher la lumière, dans ses reflets inattendus. Dans sa délicieuse différence. Par extension, est devenu « baroque » le personnage, l'idée ou la réalisation qui dénote, qui surprend – original, excentrique, inclassable. Un amoureux de la liberté ne peut qu'être sensible à cette individualisation triomphale.

Baroque, on pourrait dire que ce mouvement artistique et littéraire l'est jusque dans sa définition : difficile d'y voir clair, à l'heure de circonscrire ses bornes spatiales et temporelles, entre les pays, les époques, les disciplines, tant il louvoie et rebondit sans cesse de l'un à l'autre, polymorphe, foisonnant, rétif aux systématismes.

Il frémit à la première heure en Italie, à la toute fin du XVIe siècle, d'où il gagne l'Europe entière, Espagne, France – où le classicisme triomphant lui mène une bataille sévère –, Grande-Bretagne, Allemagne. Il traverse l'Atlantique pour dorer les retables du Mexique et du Pérou, avant de revenir souffler ses vents tourmentés sur l'Italie jusqu'au milieu du XVIIIe siècle. On le quitte en littérature, en poésie, au théâtre, tout émotions et jeu d'illusions, pour mieux le retrouver dans les arts plastiques, éblouissant de contrastes et de lumières. On le surprend, en architecture, en pleine profusion ornementale, rupture de perspectives et surprises esthétiques, pour le retrouver en musique, de Monteverdi à Bach, épris de mesure et de pureté harmonique. Précède-t-il ou succède-t-il au classicisme ? Est-il le fruit mûr de la Renaissance ? À quel moment, en quel lieu, bascule-t-il vers le

néobaroque ou le rococo ? Les historiens d'art et les critiques littéraires débattent, se querellent, s'opposent dès la fin du XIXe siècle pour tenter de qualifier cette profusion créatrice multiforme qui entre le XVIIe siècle précoce et le XVIIIe déjà mûr aura duré presque deux siècles. En vain : le baroque résiste aux frontières. Il est mouvant, tumultueux – comme ces tôles froissées qui annoncent l'orage aux opéras de Rameau.

Si le baroque est frère de liberté, c'est qu'il est fils de rupture, questionnement d'un ordre – ou tout du moins écho d'une profonde réinvention de l'époque, spirituelle, philosophique, scientifique. Rupture religieuse d'abord : au début du XVIIe siècle, l'Italie est en pleine réforme catholique. La France sort juste d'un demi-siècle de guerres de Religion, de déchirement, d'angoisse, qui fait le lit de l'extrême sensibilité baroque. Rupture scientifique ensuite : le baroque naît dans une Europe qui n'est plus, depuis à peine un siècle, le centre de la Terre. Une Terre qui elle-même n'est plus le centre de l'univers, brutalement déclassée par la révolution copernicienne. Rupture philosophique, enfin : on vient de découvrir les *Essais* de Montaigne et l'avènement incroyable d'un moi pensant, sensible, vivant. Les temps sont à une subjectivité neuve – le concerto, forme instrumentale nouvelle introduite par la musique baroque, n'est-elle pas la voix magnifiée d'un instrument, d'un soliste qui émerge de l'orchestre ?

Comme les nuages menaçants aux voûtes des fresques d'Andrea Pozzo à Rome, comme les drapés en cascade d'un Rubens, les chantournements d'un bois polychrome, tout éclate, tourne, se distord : le temps, le cosmos, la place de l'homme dans cette valse d'étoiles, son rapport à Dieu. C'est dans ce bouleversement spirituel et scientifique que puise la crise artistique, le cri baroque qui secoue l'Europe entière : art, littérature, architecture, musique participent d'une civilisation en pleine métamorphose. La propension de l'esthétique baroque à la déformation et au décentrement en témoigne. C'est ainsi que le poète et critique Yves Bonnefoy analyse, dans le bel ouvrage qu'il consacre à l'efflorescence artistique qui agite l'Italie au début du XVIIe siècle, *Le Martyre de saint Matthieu* peint par Le Caravage : « Cette peinture […] est en fait la liquidation de l'idée même d'un ordre aussi bien dans l'homme que dans l'univers. »

« Dans l'univers scientifique moderne comme dans l'architecture ou la peinture baroques, résume Umberto Eco dans *L'Œuvre ouverte*, en 1965, les parties ont valeur égale, le tout aspire à se dilater à l'infini, l'homme ne se laisse plus limiter par aucune loi déale du monde et tend à une découverte, à un contact toujours renouvelé avec la réalité[1]. » Autrement dit, à la liberté. L'artiste et le regardeur s'affranchissent de tout, jusqu'aux lois de la nature par la magie du trompe-l'œil qui escamote la consistance physique de la pierre pour ouvrir d'étranges sentiers d'infini. C'est cette soif de vivre sans entraves qui guide également la lecture subversive et féconde que Jean-Marie Constant, président de la Société des études du XVIIe siècle, fait du mouvement baroque dans un ouvrage fort joliment intitulé *La Folle Liberté des baroques*.

On serait aisément tenté d'opposer l'effervescence baroque à la rigueur du classicisme, et de mesurer la liberté baroque à l'aune de cette opposition. Le baroque serait transgression du classique, de la clarté des lignes, de la mesure antique. On se tromperait sûrement. Car s'il sait accumuler les rocailles, le baroque aime aussi l'harmonie. Gérard Genette, dans la brillante série des *Figures*, n'hésite pas à le ramener à « un monde conçu selon l'imagination taxinomique d'une époque et d'une culture pour qui décrire (et connaître), c'est énumérer, distribuer et ranger ». On le comprend volontiers à entendre vibrer les harmonies merveilleusement verticales de Purcell ou Corelli. À voir danser le roi sur des airs de Couperin ou Rameau – dégagés, pliés, sautillés rigoureusement codifiés, dans des ballets millimétrés pour refléter parfaitement l'ordre monarchique. À décrypter la fondation rigoureuse et stratégique des Académies royales de musique, de danse, de peinture et de sculpture ou des belles-lettres. Non, le baroque n'est pas « brouillon ». Autant que le classicisme, il est épris d'harmonie : comme le dit le grand amoureux du baroque Philippe Beaussant, l'époque baroque a tenté de dire « un monde où tous les contraires seraient harmonieusement possibles ».

La liberté du baroque n'est donc pas tant dans la transgression du classique que dans la joie avec laquelle il s'autorise les contradictions : outrance des décors contre dépouillement d'une basse continue ; plissés fous d'une tunique contre pas de deux bien tenu. Plus encore, cette liberté réside dans une propension vitale au mouvement (or la liberté n'est jamais figée, elle n'est que mouvement !), à l'éclatement des horizons. Jean Rousset, dans un article de référence consigné dans les actes des Journées internationales d'étude baroque de 1963, recense plusieurs définitions du baroque, toutes, et c'est frappant, unies par le mouvement : « saisie du réel comme système d'apparences flottantes et spectacle en devenir » (Wölfflin) ; oubli des fonctions et mobilité de l'espace (Focillon) ou, en termes un peu différents, primat du décor et rupture de la stabilité (Hautecœur) ; Zevi parle de libération spatiale et d'interpénétration des éléments ; Chastel note que les formes se dilatent et se multiplient ; Francastel insiste sur les « formes foisonnantes » et le « large déploiement du mouvement » ; Kaufmann sur les « entrelacements courbes », l'unité et l'enchaînement. Wittkower, dans ses indispensables travaux sur Bernini, Borromini, de Cortone, analyse « la cohérence dynamique des systèmes architecturaux ».

Le baroque a goût de liberté parce qu'il est imaginaire au pouvoir, démultiplication des possibles. Élan de création.

> L'art baroque, ajoute Umberto Eco, est la négation même du défini, du statique, du sans équivoque. […] Si la spiritualité baroque apparaît comme la première manifestation

clairement exprimée de la culture et de la sensibilité modernes, c'est que pour la première fois l'homme échappe à la norme, au canonique (garanti par l'ordre cosmique et par la stabilité des essences), et se trouve, dans le domaine artistique aussi bien que scientifique, en face d'un monde en mouvement, qui exige de lui une activité créatrice. Les poétiques de la *maraviglia*, de l'esprit, du *wif*, de l'*ingenium*, de la métaphore tendent, au-delà de leurs apparences byzantines, à mettre en valeur cette nouvelle fonction inventive de l'homme. L'œuvre d'art n'est plus un objet dont on contemple la beauté bien fondée mais un mystère à découvrir, un devoir à accomplir, un stimulant pour l'imagination.

Mais laissons là les mots et les discours. Pour saisir profondément ce souffle de vie, profondément humain, profondément divin, fermons les yeux. Écoutons une cantate de Bach – elles sont toutes sublimes. Sentons notre cœur se dilater comme une bulle d'or. Notre âme s'élever au-delà de tous les ciels *a fresco* pour caresser le soleil. Sentons, profondément, ce mystère créateur qui contient toute notre liberté.

Baudelaire, Charles (1821-1867)

Un petit volume à la tranche vieil or, le papier légèrement jauni. Une couverture qui éveille déjà l'imagination avec ses volutes vertes mêlées de brun, comme on les voit chez les bouquinistes des quais de Seine. Comme je l'ai découvert, surtout, dans la bibliothèque de mon grand-père maternel, un médecin humaniste gourmand de mots et d'affection sincère. Il tient dans une main et abrite pourtant un univers immense, un vertige de sens, de couleurs, d'images neuves. Un océan de libertés.

Les Fleurs du mal ont marqué ma jeunesse. Ces premiers grands poèmes qu'on apprend à l'adolescence, qu'on se récite en marchant, transporté de résonances inattendues. Ce recueil unique, travaillé, ciselé, poli comme un étain pendant toute une vie – une vie, brève, intense, quarante-six ans, pas plus, de fulgurance poétique. La vie de Charles Baudelaire.

Qu'y a-t-il de si fort derrière ce grand front pâle, derrière le regard infusé d'intelligence et de visions qu'on voit sur les photos d'archives ? Il y a d'abord une puissante modernité artistique. Charles Baudelaire ne veut plus faire de la littérature, il veut faire du Beau. Il ne veut plus une poésie moralisante, plus de messages, plus de « vérité » : juste une œuvre d'art. Gérard de Nerval avait déjà ouvert la voie, Stéphane Mallarmé la suivra. Mais Baudelaire, nourri de romantisme sans renoncer aux échos du classicisme, à la charnière du symbolisme et de la poésie parnassienne, reste libre, inclassable. Il fait sauter le joug de la raison pour laisser s'épanouir, comme une pivoine explosant de pétales, la sensation. « L'artiste, le vrai artiste, déclare-t-il au Salon de 1859, le vrai poète, ne doit peindre que selon ce qu'il voit et ce qu'il sent. Il doit être réellement fidèle à sa propre nature. »

Si l'on retient comme définition de la liberté qu'être libre, c'est être ce pour quoi l'on est fait – ou du moins tout faire pour le devenir –, Baudelaire, pour sûr, était infiniment libre. C'est bien sa « nature » intérieure qui chante et se déploie sur le papier par des correspondances inédites, une fusion de tous les sens : chez Baudelaire, les couleurs bruissent, les lieux et les choses ont des parfums, les sons réveillent des souvenirs enfouis. Baudelaire, pour le jeune Rimbaud qui l'adule, est « le premier voyant, roi des poètes, un vrai dieu ». « Vous créez un frisson nouveau », complète Victor Hugo depuis son exil à Hauteville House. Ce frisson qui réchauffe, ou évite à tout le moins de se refroidir davantage encore. Cette modernité, également, que le poète défend au-delà de son art, en qualité de critique : Baudelaire admire les libertés d'Edgar Poe, qu'il traduit avec ferveur, vante les ruptures stylistiques de Balzac, célèbre la peinture emportée de son ami Eugène Delacroix.

Son engagement, c'est vrai, est plus esthétique que politique : « L'Émeute, tempêtant vainement à ma vitre / Ne fera pas lever mon front de mon pupitre », écrit-il à l'occasion des soulèvements contre Napoléon III (*Tableaux parisiens*). Mais quelle audace que ce détachement sensible ! Baudelaire, c'est cette liberté radicalement neuve d'aller chercher la beauté là où les convenances, la bienséance et les académismes répugnaient à poser les yeux. Dans des impasses sombres et malsaines, dans les chambres et la chevelure des prostituées, dans la chair exposée sans pudeur, dans la mort et la violence.

La critique n'en peut plus d'indignation en découvrant les tableaux inouïs des *Fleurs du mal* – « Le soleil rayonnait sur cette pourriture / Et le ciel regardait la carcasse superbe comme une fleur s'épanouir » (« Une charogne ») ; « Un cadavre sans tête épanche comme un fleuve / Sur l'oreiller désaltéré / Un sang rouge et vivant dont la toile s'abreuve / Avec l'avidité d'un pré » (« Une martyre ») ; « Je te frapperai, sans colère et sans haine / Comme un boucher » (« L'héautontimorouménos ») ; « Contemple-les, mon âme, ils sont vraiment affreux ! » (« Les aveugles »). C'est trop ! « Il y a des moments où l'on doute de l'état mental de M. Baudelaire, il y en a où l'on n'en doute plus […]. L'odieux y côtoie l'ignoble ; le repoussant s'y allie à l'infect… », s'étrangle un critique du *Figaro*. Pourtant, quelle liberté suprême que réinventer le Beau…

Recréer la beauté, c'est prendre de la latitude avec la vie tout entière, ses douleurs, ses surprises : « C'est un des privilèges prodigieux de l'Art, écrit Baudelaire dans *L'Art romantique*, que l'horrible, artistement exprimé, devienne beauté et que la douleur rythmée et cadencée remplisse l'esprit d'une joie calme. » Diane Arbus, la photographe new-yorkaise célébrée par le MoMA, que j'ai vraiment découverte, tardivement, à Paris dans la galerie du Jeu de Paume en 2011, suivra le même chemin avec la photographie cent ans plus tard, en magnifiant de manière tout aussi dérangeante, tout aussi libre, les personnages hors norme, travestis, prostituées, nains, handicapés. Sandrine Roudeix, à la fois photographe et romancière, a su, dans *Diane dans le miroir*, saisir, de manière poignante, l'élan libérateur derrière son œuvre, et ce grain de vérité se glissant subtilement entre apparence et identité, illusion et croyance, théâtre et réalité.

La liberté de Baudelaire, qui fait bondir ses contemporains, c'est aussi une insolence, une vitalité qui ose tout – drogues, femmes, pieds de nez aux conventions, dans ses poèmes comme dans la vie. Adolescent, il rue dans les brancards, s'agace contre les mœurs bourgeoises d'un beau-père militaire honni, décroche son bac de justesse. Arrivé à Paris, il mène une vie de dandy, entre maîtresses – dont Jeanne Duval, « Vénus noire » au caractère bien trempé –, paradis artificiels (Charles est membre actif du club des Haschischins, et pratique l'absinthe et l'opium) dans lesquels il voit une source

diffractée d'inspiration, mais qui le soulagent aussi des douleurs de la syphilis qu'il a contractée vers 1840, et lourdes dettes, qui le conduiront même à la tutelle judiciaire.

« Dandy », j'aurais dû y consacrer une entrée, comme me l'avait soufflé Frédéric Taddeï, notre dandy contemporain, qui m'a fait lire le savoureux *Du dandysme et de Georges Brummel*, de Jules Barbey d'Aurevilly. Car c'est bien un élan de liberté qui se faufile derrière l'élégance en apparence futile du paraître, les traits d'esprit et la délicieuse impertinence de celui qui se joue des règles tout en les respectant. « Dernier acte d'héroïsme », pour Baudelaire, « le dandysme est un soleil couchant : comme l'astre qui décline, il est superbe, sans chaleur et plein de mélancolie. Mais, hélas ! La marée montante de la démocratie, qui envahit tout et qui nivelle et verse des flots d'oubli sur les traces de ces prodigieux myrmidons ».

La liberté de l'œuvre de Baudelaire épouse d'ailleurs la liberté de l'être. « L'âme du vin », « Tu mettrais l'univers entier dans ta ruelle », « Lesbos » (« Lesbos, terre des nuits chaudes et langoureuses »), « Femmes damnées » (« Et leurs pieds se cherchant et leurs mains rapprochées ont de douces langueurs et des frissons amers ») et tant d'autres : à peine publiées, *Les Fleurs du mal* sont poursuivies pour « offense à la morale religieuse » et « outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs ». Six pièces sont condamnées, que Baudelaire parviendra à faire publier à Bruxelles quelques années plus tard : *Les Épaves*…

Mais par-delà le soufre, par-delà la fièvre, la grande liberté de Baudelaire, c'est le souffle du rêve. L'horizon infini, les terres lointaines – intérieures surtout –, auxquels nous invitent ses poèmes. On part en caravane sur les mots de Baudelaire. Vers des amours idéales, au-delà des prisons du temps (bouleversant « À une passante », déclaration d'amour à l'éphémère), au-delà des frontières : « Mon enfant, ma sœur, songe à la douceur / D'aller là-bas vivre ensemble… » Merveilleuse « Invitation au voyage »… Vers l'exotisme de « La chevelure » (« La langoureuse Asie et la brûlante Afrique / Tout un monde lointain, absent, presque défunt »), des « Bijoux » (« Elle n'avait gardé que ses bijoux sonores / Dont le riche attirail lui donnait l'air vainqueur / Qu'ont dans leurs jours heureux les esclaves des Maures »), de « Sed non satiata » (« Bizarre déité brune comme les

nuits / Au parfum mélangé de musc et de havane »), du « Serpent qui danse », si bien mis en musique par un autre amoureux de la liberté, Serge Gainsbourg.

Pour Baudelaire, l'imagination est « la reine des facultés », « une traduction légendaire de la vie extérieure ». Et l'imagination est libre. Libre comme le poète, qui vogue sans limite sur les flots de l'imaginaire et de sa sensibilité (« Homme libre toujours tu chériras la mer ! / La mer est ton miroir, tu contemples ton âme / Dans le déroulement infini de sa lame »), et s'échappe des contraintes, comme l'albatros, par le haut, par l'art, par la beauté : « Le poète est semblable au prince des nuées / Qui hante la tempête et se rit de l'archer / Isolé sur le sol au milieu des nuées / Ses ailes de géant l'empêchent de marcher. »

Becker, Gary (1930-2014)

J'ai eu le privilège et le bonheur de rencontrer plusieurs fois Gary Becker et d'organiser pour lui un dîner d'amoureux de la liberté à Paris. Cet économiste américain, né en Pennsylvanie en 1930, était un innovateur de la pensée. Il a été parmi les premiers à utiliser les outils de la théorie économique dans des domaines autrefois réservés à la sociologie ou à la psychologie, et a fait pénétrer le raisonnement économique dans des problématiques liées à la famille, au crime ou à la discrimination. Cette audace intellectuelle doublée d'une rigueur visionnaire lui a valu le prix Nobel d'économie en 1992.

Après une thèse remarquée sur les discriminations, Becker, élève de Milton Friedman, travaille sur le capital humain, l'allocation du temps, la criminalité, la justice et les comportements irrationnels. Mais c'est en 1981 qu'il publie son célèbre traité sur l'économie de la famille qui décrit les mécanismes économiques du mariage et du divorce, analyse les décisions parentales comme celle de l'investissement dans le capital humain des enfants, ou encore explique le rôle de l'altruisme et des transferts intergénérationnels. Il travaille aussi sur l'influence des groupes de pression dans le processus politique.

L'approche beckerienne, comme l'explique souvent l'un de ses plus brillants disciples, Frédéric Sautet, est fermement implantée dans la théorie des choix rationnels. Cependant, Becker conçoit l'*homo œconomicus* comme maximisant son utilité dans un espace de contraintes multiples. Il va jusqu'à intégrer les possibilités cognitives limitées de certains individus et s'éloigne donc des modélisations bien trop « pures et parfaites ». Ses travaux sur la discrimination ont montré les bienfaits de la concurrence dans la réduction des

préjudices. Il s'en suit qu'une politique sociale contre la discrimination peut, de manière contre-intuitive, devenir inutile voire néfaste.

Son intérêt pour l'économie de la criminalité est né alors qu'un jour il cherchait un stationnement pour sa voiture. À court de temps, il ne pouvait choisir qu'entre un emplacement légal mais trop éloigné et un autre illégal mais bien placé. Il choisit ce dernier et se rendit compte que le calcul qu'il venait d'effectuer devait aussi être fait par toute personne s'engageant dans une action illicite. La criminalité peut donc être étudiée dans le cadre de la théorie des choix – hypothèse qui va à l'encontre de la pensée conventionnelle selon laquelle l'activité criminelle est le résultat soit de traumatismes psychologiques, soit de l'oppression sociale. Selon Becker, la criminalité est influencée par les coûts et les bénéfices marginaux auxquels un agent fait face.

La même approche peut être appliquée à la famille. Il montre par exemple que l'augmentation des revenus réels dans les pays occidentaux a accru la valeur du temps et donc le coût d'opportunité à élever des enfants. De plus, l'augmentation du rendement de l'éducation supérieure pousse les parents à investir dans leur progéniture. Ces facteurs tendent à réduire le taux de fertilité des pays riches, ce qui est largement observé depuis plusieurs décennies.

Si les travaux de Becker sont largement acceptés par la profession, quelques-uns, y compris chez les amoureux de la liberté, dénoncent une vision impérialiste de la science économique. Israel Kirzner, par exemple, avance que Becker pousse les limites de la théorie du marché un peu trop loin. Selon lui, en l'absence de prix monétaires, il est difficile de parler de « marché » du mariage et de la famille. Il n'existe en effet pas de processus permettant d'éliminer toute situation sous-optimale par l'intermédiaire de la découverte entrepreneuriale… Becker demeure toutefois l'un des grands analystes et des grands défenseurs de la liberté de notre temps.

Beethoven, Ludwig van (1770-1827)

Quelle geôle plus hermétique, pour un homme de musique, que le silence ? Ludwig van Beethoven devient sourd dès l'âge de vingt-six ans. Une solitude toujours plus dense, plus mate, impénétrable, monte en lui, le soustrayant irrémédiablement au monde extérieur. On imagine ce lion en cage de lui-même, tournant et retournant mille sons tumultueux sous le haut front, le regard ombrageux et la crinière grise qu'a immortalisés le portrait peint par Joseph Karl Stieler. Des forêts harmoniques, des résonances fantômes, des empreintes de sons emplissent sa tête comme une cathédrale.

On ne peut résumer l'immense génie de Beethoven à cette réclusion forcée, mais elle a certainement contribué au jaillissement d'une singularité créative phénoménale. Parce qu'elle le coupe des autres, du public, de la critique, elle le libère de l'ambition de plaire et

lui autorise mille hardiesses techniques. Parce qu'elle met fin à sa carrière de pianiste virtuose – le jeune homme, né à Bonn en 1770, y avait été poussé par un père rêvant d'enfant prodige, elle ouvre plein champ à son talent de composition. En n'entendant plus, il se soucie moins de la réception, et crée son public plus qu'il ne s'y adapte : un raccourci économique permettrait d'en faire un musicien de l'offre, non de la demande ! Tout au long de sa vie, son isolement et son indépendance vont croissant.

Il marque le pas par rapport à ce qui le précède, et à ceux qui l'entourent. Fils du grand classicisme allemand qui règne sur Vienne – où il s'installe dès vingt ans et où il passera toute sa vie –, il dissout, en homme libre, les règles harmoniques et la mesure portées par Haydn et Mozart pour laisser triompher les émotions et devenir pionnier du romantisme. Il revendique la plus grande indépendance par rapport à ses maîtres – Hummel, Cramer et même Haydn –, auxquels il affirme ne rien devoir. Il est pleinement libéré, même de ses mentors.

Alors que le genre roi de l'époque est l'opéra, il préfère faire chanter les instruments et les symphonies. Surtout, révolutionnaire artistique et philosophique, il place au centre de sa musique l'expression de lui-même : « Ce qui suscite mes idées, écrit-il, ce sont des dispositions d'esprit qui s'expriment avec des mots chez le poète, et qui s'expriment chez moi par des sons. » Beethoven se plie d'ailleurs mal aux commandes, et veut composer à sa guise, refusant tout net le statut du musicien domestique. Rester à la main d'une clientèle noble ? Sûrement pas. En 1806, il rompt bruyamment avec son principal mécène, Carl Lichnowsky. Pour se donner les moyens d'une indépendance farouche, il innove – Pierre Bourdieu en fait même un précurseur des entrepreneurs artistiques.

Le compositeur fait feu de tout bois pour mener librement sa barque : aux financements traditionnels – mécénat et salons –, il ajoute les concerts publics payants, l'édition de partitions, l'enseignement. Il se fait inventeur, aussi, sur le plan technique, en mobilisant la créativité des facteurs d'instruments pour exprimer toutes les nuances qui agitent son inspiration. Sous son impulsion, le piano gagne deux octaves au clavier, un meilleur jeu de pédales et des cordes plus fortes. Mais la matière ne va pas aussi vite que l'esprit : pour les musicologues, plusieurs œuvres du grand Ludwig dépassent

complètement les capacités des instruments à son époque.

Qu'importe, Beethoven crée encore et encore. Quarante-sept sonates, neuf symphonies, trois versions d'un même opéra, *Fidelio*, des ouvertures, trois messes, des airs, des cantates, des canons, un infini répertoire de musique de chambre et combien de concertos, de pièces pour piano, de bagatelles, de variations. Peu importe le nombre pourvu qu'on ait l'ivresse, la fougue, le feu triomphant d'une liberté incarnée, jaillissante. La *Troisième Symphonie*, « héroïque », est empreinte de convictions révolutionnaires. L'emblématique *Neuvième*, tout en transports dramatiques, accompagne chez Kubrick les orages intérieurs du délinquant d'*Orange mécanique*. Même œuvre, autres couleurs : c'est aussi le final de la *Neuvième*, triomphale « Ode à la joie », qui est devenu symbole de liberté et de fraternité par l'hymne européen.

Chez Beethoven, la résistance à l'oppression est partout : dans *Fidelio*, toute la tension musicale autour de la figure des prisonniers crie à l'injustice. *Egmont*, musique de scène composée en 1810 pour la pièce éponyme de Goethe, exalte le sacrifice de l'homme condamné à mort pour s'être dressé contre l'oppresseur. Et c'est la *Septième Symphonie*, dans le film de Tom Hooper, qui porte magistralement le discours radiophonique du roi Georges VI, enfin net et sans bégaiements, quand il appelle les sujets britanniques à s'engager dans la Seconde Guerre mondiale contre la tyrannie.

« Il est la force la plus héroïque de l'art moderne », écrivait Romain Rolland de Beethoven. Il aurait pu ajouter : l'une des plus libres !

Ben-Hur

Cliquetis d'armes dans une salle basse. Deux hommes, l'un en toge brune, l'autre en tenue militaire, l'un prince de Judée, l'autre chef de la garnison romaine de Jérusalem, célèbrent virilement leur amitié retrouvée à coups de javelots. Mais, très vite, les rires s'éteignent, le jeu vire à la rixe. Sous les traits à jamais siens de Charlton Heston, Ben-Hur refuse, malgré les liens du cœur, de collaborer à l'intolérable : la soumission d'un peuple, son peuple, le peuple juif de Judée, par l'occupant romain. Messala ne le lui pardonnera pas.

Derrière le mythique profil en Technicolor, il y a d'abord un héros de papier qui prend vie en 1880 sous la plume de l'écrivain américain Lewis Wallace. *Ben-Hur : A Tale of the Christ* fera ensuite l'objet d'innombrables adaptations cinématographiques, jusqu'à la toute dernière production hollywoodienne de Timur Bekmambetov encore en tournage à l'heure où j'écris ces lignes, en passant bien sûr par le péplum aux onze oscars de William Wyller. Ben-Hur est un phénix, qui n'en finit pas de conquérir et reconquérir le public. Pourquoi ? Parce qu'il est héros de liberté, de loyauté, d'indignation face à l'injustice.

C'est le refus de l'oppression par l'empire et l'affirmation du droit à la libre détermination d'un peuple qui amorce le drame. Ben-Hur aspire à vivre en paix sur la terre de ses pères et refuse, malgré son amitié pour le tribun, d'apporter son soutien à Rome pour écraser la révolte qui gronde.

Pour avoir affirmé ce choix de liberté, le destin de Ben-Hur bascule sous les chaînes. Le voilà réduit à l'esclavage par l'empire contrarié, emmené aux galères, arraché aux siens pendant cinq longues années, ballotté par le destin de naufrages en déserts, d'humiliations en sursauts de bravoure. Au fil de l'épopée, Ben-Hur se voit souvent

impuissant – face à la tyrannie militaire, à l'ardeur du soleil, à sa propre colère et au désir de vengeance qui le gagnent en dépit de lui-même, face au destin de ce Jésus de Nazareth auquel, sur son chemin de croix, on ne lui laisse même pas tendre un peu d'eau comme ce dernier l'avait fait pour lui sur la route de sa servitude.

Alors pourquoi un héros de liberté, s'il est ainsi soumis aux caprices des hommes et du ciel ? Parce qu'à chaque étape, jusque dans la contrainte la plus ultime, ferré à la rame, sur un radeau à la dérive ou sur un char au grand galop, il agit, décide, opte, dans la marge de manœuvre que lui laisse sa conscience. Il exerce des choix, et chacun de ces choix participe de la reconquête de sa liberté perdue, d'une liberté plus grande encore que celle que Rome lui a ôtée – liberté d'âme, liberté d'homme, de celles que l'on trouve après s'être dénué de tout.

Quels sont ces choix ? L'amour, d'abord. Celui pour Esther, qu'il affranchit de sa condition d'esclave, alors même qu'elle doit se marier avec un autre. Celui pour sa famille, sa terre, son peuple, qui lui donne la force de tout surmonter.

L'action et l'exercice de ses talents ensuite : c'est à la force du poignet, littéralement, qu'il gagne l'admiration du cheikh Ilderim en maîtrisant brillamment ses attelages, et un passeport vers la fameuse course de chars d'Antioche qui lui offrira l'ultime revanche sur Messala. Les chevaux blancs auxquels Ben-Hur lie son destin portent des noms d'étoiles – Antarès, Aldébaran, Altaïr, Rigel –, et c'est à pleine vitesse qu'ils l'entraînent vers la sienne, la liberté, la dignité.

La noblesse d'âme aussi : Ben-Hur est fair play – pas question d'équiper son char de coupe-jarrets comme son compétiteur. Il est courageux, jusqu'à aller défier la lèpre dans la vallée sinistre où sont recluses sa sœur et sa mère.

Ben-Hur, enfin, dans la maigre latitude que lui laissent les événements, choisit et défend toujours la vie : il empêche Quintus Arrius de céder au désespoir et de se jeter à la mer, sur le frêle radeau où tous deux se consument de sel et de soleil, après le naufrage de leur galère et ce que le consul romain croit être l'échec de ses troupes. C'est cette fidélité à la vie, à cette faculté de résilience qui me touche personnellement et qui lui vaut un pas majeur vers la liberté quand, une fois saufs, Quintus Arrius apprend que ses troupes sont finalement victorieuses : le consul adopte Ben-Hur et fait de lui un citoyen

romain, en pleine possession de ses droits. Question cruciale, déjà au Ier siècle et encore aujourd'hui, que cette liberté qui ne se conjugue qu'avec une citoyenneté, que l'expression de droits individuels qui ne peuvent être consacrés que par un pacte politique avec le collectif. La liberté est avant tout en soi, même s'il peut être précieux, pour sa protection, qu'elle soit ensuite reconnue.

Certes, la quête de liberté de Ben-Hur dans le roman de Wallace est complexe, en ce qu'elle trouve un avènement christique et prend sens *in fine* dans le mystère de la foi : Ben-Hur est désarmé face au souffle divin qui règne sur les éléments et convertit les cœurs, jusqu'au sien. Son ultime libération vient d'au-delà de lui, ou du plus profond de lui – de l'amour du Christ sur sa croix : « Même au moment de sa mort, dit-il, je l'ai entendu dire : Mon Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font – et au son de sa voix tout esprit de haine m'a abandonné. » La liberté du croyant procède, sans me choquer, d'un don divin. Chacun son chemin vers la véritable espérance : la liberté comme axe premier de nos vies.

Il n'en reste pas moins, quelle que soit la lecture que l'on veuille faire du conte, que les combats et les choix du personnage, profondément humains malgré la démesure des événements, restent un vibrant hommage à la liberté.

En creux, Ben-Hur, par le film de Wyller, c'est enfin le souffle épique du grand cinéma. Le rêve et l'infini des aventures en carton-pâte dans les studios romains de Cinecitta. Le péplum, dans les années

1950-1960, paraît n'avoir pas de limites. C'est la superproduction par excellence, où tout est possible. Quatre cent mille figurants, 381 000 mètres de pellicule, 300 décors différents détruits juste après le tournage pour éviter tout plagiat, 8 hectares juste pour le décor de l'arène de la course de chars, le record absolu d'oscars jamais remportés. *Ben-Hur*, *Spartacus*, jusqu'à *Gladiator* au XXIe siècle… le grand écran ne lésine décidément par sur les moyens pour figurer la quête de liberté !

Bérégovoy, Pierre (1925-1993)

Qui aurait pu s'attendre à ce que j'évoque Pierre Bérégovoy dans ce *Dictionnaire amoureux de la Liberté* ? Pourtant, alors ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, celui-ci a signé une préface du *Livre blanc sur la réforme du financement de l'économie* (sa rédaction fut pilotée par le visionnaire Jean-Charles Naouri) qui m'a paru être une leçon de courage, de vérité. Une leçon de virage politique. Une leçon de liberté.

> Dans le passé, le discours libéral est allé de pair avec une pratique dirigiste : le système financier français était cartellisé, soumis à une hyper-réglementation pointilleuse, qui avait vu se multiplier les situations de monopole, les privilèges de réseaux et les procédures dérogatoires.
>
> Ce système était le produit d'une longue tradition étatique. En France, l'État a, depuis toujours, joué un rôle plus important qu'ailleurs ; suppléant à l'absence d'un vaste marché des capitaux en même temps que drainant les ressources pour son compte, il rendait impossible sa constitution. Les financements aidés pour l'industrie, le logement, les exportations, etc., se sont ainsi multipliés, et les concours de l'État, de rôle d'appoint, devenaient la clé de toute opération.
>
> L'idée qui a commandé la modernisation du financement de l'économie est à l'opposé de cet héritage : il faut que l'argent soit mobile pour apporter aux prêteurs et aux emprunteurs une liberté de choix et d'arbitrage essentielle à une économie moderne. Si l'argent est plus mobile, son coût devient aussi plus faible, du fait de l'élimination des rentes dont le poids est supporté par les entreprises, les particuliers et l'État. Dès lors, il devient possible de clarifier le rôle de l'État en recentrant ses concours sur les vraies priorités, en premier lieu la recherche et le développement des PME, et en limitant ses interventions réglementaires à l'organisation générale et à la surveillance du marché des capitaux.
>
> Cette modernisation du financement de l'économie était le complément nécessaire de la politique de redressement économique menée par le gouvernement. La concurrence introduite dans le système financier, en réduisant les rentes de situation et les causes structurelles d'inflation, a contribué à accélérer la désinflation et à assurer un financement sain de la reprise de l'investissement. […]
>
> L'économie française est désormais soumise à la vérité des taux d'intérêt. Les investisseurs vont devoir y adapter leurs comportements et faire preuve, dans leurs choix,

d'une grande rigueur. L'État lui-même se doit de montrer l'exemple dans la conduite de la politique économique, afin que l'évolution des prix et les déficits publics ne créent pas de tensions sur les taux d'intérêt. Le nouveau système financier sera alors un atout pour ceux qui sauront maintenir le cap de la désinflation et de la modernisation économique et sociale. […]

Réduire le coût de l'argent par une plus grande mobilité du marché financier et une concurrence plus vive, c'est favoriser l'investissement et encourager la création d'emplois.

Béré, oserais-je lancer, reviens ! Les amoureux de la liberté ne sont jamais assez nombreux au sommet du pouvoir.

Bible

Armand Laferrère est un esprit à suivre. Normalien et énarque, il mène de front une carrière internationale dans un grand groupe énergétique tout en écrivant, peu mais bien, dans *Commentaire* notamment, des analyses iconoclastes et fouillées sur le conservatisme, les États-Unis ou Israël. J'ai eu la chance de l'éditer quand j'ai dirigé la collection « Idées fausses, vraies réponses » chez Lattès. Il avait alors livré un excellent *L'Amérique est-elle une menace pour le monde ?*. Je ne partage pas toutes ses idées, notamment sur le néoconservatisme. Il ne partage pas toutes les miennes, notamment sur les frontières de la liberté. Si j'évoque Armand dans cette entrée consacrée à la Bible, c'est parce qu'il a commis une percutante analyse politique de la Bible, publiée chez Odile Jacob. Et il en a déduit, de manière extrêmement argumentée, que le message principal de cet ensemble de livres sacrés était la défense de la liberté et la défiance à l'encontre de normes étatiques exagérément liberticides. Cet essai, *La Liberté des hommes. Lecture politique de la Bible*, nous a donné l'occasion d'un échange intellectuel amical qu'il me plaît à reproduire ici tant il me paraît instructif pour qui aime la liberté et s'interroge sur l'approche qu'en livre la Bible.

« Notre temps n'est pas très favorable aux religions monothéistes, attaquées par les athées comme par les dénonciateurs du fondamentalisme. Pourquoi, dans un tel contexte, revenir à la Bible, surtout pour en faire une lecture politique ? », lui demandai-je alors. « Parce que l'idée, récemment revenue à la mode, selon laquelle la Bible serait la source du totalitarisme, n'est qu'une vieille lune sans aucun fondement dans le texte biblique. On la considérait déjà comme un cliché démodé au XVIIIe siècle ! Il y a eu, bien sûr, des dictatures qui se disaient chrétiennes. Mais la cause n'en est pas dans la Bible : elle est dans la nature humaine, qui pousse tous ceux qui ont le pouvoir à vouloir en abuser. Au contraire, les véritables totalitarismes – le nazisme et le communisme – ont toujours considéré, et avec raison, la Bible comme la plus grande ennemie de leurs ambitions

démentes. Il y a à cela une raison précise : les textes bibliques comprennent, en plus de leur contenu spirituel, une réflexion longue et sophistiquée sur le pouvoir politique. Les conclusions de cette réflexion sont sans ambiguïté. La Bible répète sans cesse qu'il faut se méfier des hommes de pouvoir, quels qu'ils soient, parce qu'ils ne peuvent pas échapper à la tendance au mal qui est au centre de la nature humaine. Elle appelle à voir les princes tels qu'ils sont vraiment, dans toute leur humanité, et non dans la lumière trompeuse que leur donnent les oripeaux de leur fonction ou la faveur des peuples. Et surtout, elle insiste constamment sur la nécessité de rabaisser leurs prétentions et de diviser le pouvoir entre plusieurs sources. Comme le dit le psaume 146 : "Ne placez pas votre confiance dans les princes." »

« Peux-tu, avançai-je, décrire la richesse intellectuelle que tu as découverte dans la Bible, et me dire ainsi ce qui devrait me donner envie de la lire ou de relire certains passages ? » « Pendant plusieurs siècles, répondit-il, la Bible a été la principale lecture, la principale source d'inspiration et de réflexion, pour environ un tiers de l'humanité – le tiers dont notre civilisation, parmi tant d'autres, est l'héritière. Si l'on veut comprendre l'humanité contemporaine et les valeurs des civilisations judéo-chrétiennes, on ne peut pas faire abstraction de ce texte fondateur. Écrit par des dizaines d'auteurs différents sur une période de plus de mille ans, ce texte est en effet exceptionnellement riche. Du point de vue littéraire, il contient une concentration exceptionnelle de plusieurs des plus beaux textes de l'humanité. On ne peut plus être tout à fait le même homme – que l'on soit croyant ou non, cela n'a rien à voir – lorsqu'on a lu, par exemple, l'Ecclésiaste, le Cantique des Cantiques, le second Esaïe ou la première Épître aux Corinthiens. Mais la Bible est loin d'être uniquement un ouvrage littéraire. Elle a réconforté, depuis trois mille ans, des milliards de croyants. De plus, elle a inspiré – c'est cet aspect-là qui a attiré mon attention – les réflexions de tous ceux qui, dans les sociétés judéo-chrétiennes, réfléchissaient sur la nature du pouvoir politique et sur les limites qu'il faut apporter à ce pouvoir pour garantir le respect de la personne humaine. »

« La grande découverte de ton analyse, lui dis-je, c'est que la Bible aurait compris, avant les autres, qu'il faut se méfier du pouvoir. Elle aurait en conséquence offert à l'humanité le principe fondamental de la limitation des pouvoirs. Quels en sont les

tenants et les fondements ? » Armand fut on ne peut plus clair à ce sujet : « Ce n'est pas, en fait, une si grande découverte. Dès l'Empire romain, les chrétiens avaient été identifiés comme une menace pour le pouvoir politique, parce qu'ils plaçaient les exigences de leur conscience au-dessus des ordres de l'État. Par la suite, d'innombrables victimes des abus du pouvoir – que ce soient les Juifs au temps des pogroms, les huguenots français sous Louis XIV, les esclaves du sud des États-Unis ou les plus grands dissidents soviétiques, comme Soljenitsyne – se sont tournés vers la Bible pour conforter leur résistance au pouvoir politique qui les écrasait. Dans l'Ancien Testament, tous les hommes de pouvoir – y compris les rois et les patriarches les plus vénérés du peuple hébreu – sont présentés de manière à mettre systématiquement en valeur leurs défauts. Abraham prostitue sa femme ; Moïse oscille sans cesse entre la tentation du découragement et celle de l'excès d'activité ; le roi David est assassin, adultère et systématiquement hypocrite. Et je ne cite ici que les personnages les plus profondément respectés – avec raison – de l'histoire biblique. Quand on a appris la politique à l'école de ces textes, on est vacciné à jamais contre le culte de la personnalité et contre l'enthousiasme politique excessif dont les dictateurs se sont toujours nourris. Dans le Nouveau Testament, la distance avec la politique est encore plus grande. Lorsque Jésus dit : "Rends à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu", ce n'est pas un appel à la soumission, mais à l'indépendance : ce qui vient du pouvoir politique ne doit ni accaparer notre attention ni, surtout, enchaîner nos esprits. »

Je poursuivis : « *La Liberté des hommes*, ce magnifique titre que tu as donné à ton ouvrage, illustre l'idée que, pour toi, la Bible pourrait être à l'origine de la liberté. Mais quel type de liberté la Bible nous livre-t-elle ? Quels en sont les instruments, les manifestations ? Qui est-elle censée protéger : les individus quels qu'ils soient, ou un peuple élu ? »

La perception d'Armand était éclairante : « Il faut d'abord être clair sur ce que cette liberté-là n'est pas. La Bible n'a pas inventé la démocratie politique : c'est aux Grecs que revient l'immense mérite de cette invention. Elle n'a pas non plus fondé l'idée contemporaine selon laquelle tous les modes de vie, tous les comportements seraient également acceptables. Au contraire, la Bible est un texte qui juge sans cesse et qui nous appelle, nous aussi, à exercer notre jugement. Et pourtant, la Bible est bien l'une des sources de la conception moderne de la liberté, parce qu'elle affirme fortement l'idée que le plus humble des hommes est égal en dignité aux dirigeants politiques et sociaux, quels qu'ils soient. La veuve, l'orphelin, l'étranger, l'esclave – tous ont des droits précis, qui sont détaillés dans le livre du Deutéronome et rappelés, treize siècles plus tard, par Jésus et par les premiers chrétiens. Quant aux privilégiés – les rois, les prêtres, les riches –, le texte biblique les appelle constamment à faire preuve d'humilité et à se souvenir de leurs obligations envers les plus faibles. Contrairement à ce que racontent des commentateurs autoproclamés qui n'ont probablement jamais lu le texte, cette égalité fondamentale de tous les hommes n'a jamais été limitée au peuple hébreu. Le livre des Nombres dit : "Il en sera de vous comme de l'étranger devant l'Éternel" ; il est tout de même difficile d'être plus clair. Les Hébreux se voient constamment rappeler que, parce qu'ils ont été esclaves en Égypte, ils ont le devoir de traiter l'étranger avec compassion et respect. Ils doivent aussi, bien sûr, lutter pour leur survie et donc faire la guerre – une guerre à l'occasion sanglante. Mais, même lors de ces guerres, la Bible rappelle systématiquement que les peuples ennemis sont aussi des peuples parents, liés avec Israël par une histoire familiale commune. »

L'une de mes obsessions me saisit : « La liberté ne peut se penser sans responsabilité personnelle. Quelle part donne la Bible à cette notion ? » Je ne fus pas déçu de la

réponse : « Une part absolument centrale. Tout le livre des Proverbes, par exemple, est consacré à développer l'idée que le succès de la société dépendra du comportement des individus – dans leur famille, leur travail, leurs relations avec autrui. Perçois-tu l'ampleur de la révolution intellectuelle que cela représentait ? Le monde de l'époque était entièrement dominé par de grands empires – l'Égypte, l'Assyrie, la Perse, Babylone, plus tard l'Empire romain –, dans lesquels le pouvoir était au centre de tout. Pour tous ces empires, il allait de soi que c'était le roi, le pharaon, l'empereur, qui déterminait le succès ou l'échec du peuple. Le livre des Proverbes, au contraire, affirme clairement que cette responsabilité repose sur chacun de nous – sur chaque individu, même le plus modeste, dans l'exercice de ses devoirs. Et pour mieux marquer l'élévation de l'individu face au pouvoir que représente cette nouvelle façon de penser, la tradition attribue ce livre au roi Salomon. Le plus fastueux et le plus dépensier des rois – celui dont le mode de vie se rapprochait le plus fortement de celui des empereurs d'alentour – se trouve ainsi subtilement rabaissé dans ses prétentions. »

Que l'Ancien Testament soit un livre politique passe encore : c'est, après tout, l'histoire d'un peuple, et tout peuple doit se poser la question du pouvoir.

« Mais peut-on vraiment parler de politique à propos de Jésus ? lui demandai-je. N'est-il pas exclusivement un maître spirituel ? » Et Armand de répondre : « En bon héritier de la tradition juive, Jésus est à la fois un maître spirituel et un maître temporel. Relis les Béatitudes : à l'exception de la première et de la dernière (les « pauvres en esprit », c'est-à-dire les découragés, et les persécutés, pour lesquels il est trop tard pour toute consolation en ce monde), toutes les récompenses promises aux disciples de Jésus peuvent au moins s'interpréter de deux manières : à la fois comme un réconfort spirituel et comme une amélioration bien réelle, dès ce monde-ci, de la condition des hommes. Quand Jésus dit que les doux « hériteront la terre », c'est bien de la terre qu'il parle. Comment se fera ce renversement du pouvoir ? Le génie de Jésus est d'avoir compris que la domination romaine – si forte qu'elle ne pouvait craindre aucune révolte armée – pourrait pourtant être mise en échec si ses disciples, au lieu de chercher à se révolter, modifiaient leur propre comportement. En créant une société parallèle – une société où les distinctions de classe et de rang de la société romaine laissent la place à l'amour réciproque et à une bienveillance mutuelle entre tous les disciples –, les chrétiens sont parvenus à mettre en échec, plus profondément que toute révolte n'aurait pu le faire, le fonctionnement brutal et inégalitaire de l'empire. »

Une interrogation me brûlait : « L'approche biblique de la liberté politique que tu as découverte est-elle transposable à notre époque ? Quels sont les enseignements politiques de la Bible pour notre temps ? » Armand devint intarissable : « Il y a beaucoup de leçons applicables à notre époque – comme d'ailleurs à toutes les époques, car la pratique du pouvoir ne varie pas tant que cela à travers les siècles. Si je devais en retenir une seule, je choisirais l'insistance que met le texte biblique à décrire les hommes de pouvoir dans leurs motivations réelles – avec leurs faiblesses personnelles, leurs cruautés et leurs mesquineries –, et non à travers le prisme d'une idéologie ou d'un idéal politique. Lorsque le premier livre de Samuel décrit la prise du pouvoir par David, il ne décrit pas un affrontement de principes ou de concepts. Il s'étend, au contraire, sur le détail de toutes les tactiques politiques, toutes les trahisons et tous les mensonges qui ont permis à David d'atteindre son but. De la même manière, le livre d'Esther, qui raconte comment

les Juifs de Perse ont échappé au massacre prévu pour eux par le vizir Haman, fait une description limpide des manœuvres que la reine Esther et son oncle Mardochée mettent en place pour sauver leur peuple. Quand on lit ces textes, on comprend le fonctionnement réel du pouvoir. Au contraire, quand on lit les nombreux auteurs qui veulent réduire les luttes politiques à des luttes de principe – réaction contre progrès, aristocratie contre démocratie, nationalisme contre socialisme, que sais-je encore –, on se berce de concepts un peu creux et on ne comprend pas grand-chose. »

« Dans ton livre, précisai-je, tu parles du prophète Amos qui reproche aux riches de spolier et de brutaliser les pauvres ? La Bible serait-elle de gauche, voire d'extrême gauche ? » « Bien sûr que non, s'insurgea-t-il, la Bible n'est pas de gauche. Prétendre le contraire serait évidemment un anachronisme. Si j'utilise ce mot dans le cas particulier du prophète Amos, c'est parce que la rhétorique très particulière de ce prophète a été l'une des inspirations de la gauche occidentale jusqu'à nos jours. Amos ne se contente pas de dire qu'il faut aider les plus faibles : tous les auteurs de la Bible sont d'accord sur ce point. Il est en revanche le seul à croire, ou à faire semblant de croire, que les riches ne sont riches que parce qu'ils ont volé l'argent des pauvres. Amos hait tellement les riches qu'il nie leur humanité et traite leurs femmes de "génisses". Il annonce que les riches finiront par être punis dans un grand mouvement de violence. Toutes ces figures de style – nous le voyons tous les jours – ont eu une longue postérité dans la gauche occidentale. Bien sûr, la plupart des héritiers lointains d'Amos ne l'ont jamais lu et seraient très surpris – peut-être choqués – qu'on leur révèle qu'ils s'inspirent de sources bibliques. »

Taquin, je lui demandai alors si, à ses yeux, la Bible était de droite. Sans surprise, il refusa l'étiquette : « Là aussi, il faut se méfier des anachronismes. La Bible a inspiré des mouvements de gauche comme de droite. Plusieurs de ses enseignements – l'égale dignité de tous les hommes, l'obligation de venir en aide aux plus faibles – sont acceptés, aujourd'hui, par les deux écoles de pensée. Et pourtant, ce n'est pas par hasard que la droite est généralement, de nos jours, plus à l'aise avec le texte biblique que ne l'est la gauche. La gauche fait preuve d'une confiance confondante en l'État. Elle continue à croire que si l'on donne suffisamment de pouvoir politique à une élite choisie, on pourra faire disparaître l'hostilité entre les peuples, l'inégalité entre les hommes, les préjugés et l'ignorance. Quand on est animé par une telle foi, on n'aime pas se faire rappeler à la réalité par le texte biblique qui dit avec l'Ecclésiaste que toutes les ambitions du pouvoir ne sont que "vanité et poursuite du vent", ou avec Jésus que "les pauvres seront toujours avec vous". Pour croire aux promesses de la gauche, il faut avoir plus de foi – de foi en l'État, bien sûr – que la Bible ne peut en offrir. »

« Pourrait-elle être libérale, dans ce cas ? », avançai-je, légèrement intéressé. Prudent, Armand me répondit : « Vu la signification assez précise qu'a prise ce mot aujourd'hui, difficile à dire. Les livres bibliques ne partagent certainement pas l'idée libérale selon laquelle les hommes, laissés à leurs propres affaires, créeront une société plus juste que si l'État s'en mêle. Tout le livre des Juges est consacré à décrire le processus par lequel, au cours des siècles pendant lesquels "il n'y avait pas de roi en Israël", la société a fini par se décomposer et par sombrer dans la violence, le cynisme et la guerre civile. Mais il est vrai qu'au moins deux enseignements bibliques continuent, jusqu'à nos jours, à servir d'intuition fondamentale à ceux qui se disent libéraux. Le premier de ces enseignements est que le pouvoir a toujours tendance à abuser de sa force. Il faut donc rappeler constamment les droits sacrés de l'individu. Chacun de nous a vocation à s'inspirer, un jour ou l'autre, du prophète Élie condamnant le roi Achab qui avait tué le vigneron Naboth pour s'emparer de sa vigne. Le second est l'exigence absolue

de séparer les pouvoirs. À l'époque biblique, il était séparé entre le roi, les juges, les prêtres et les prophètes ; aujourd'hui, entre le législateur, le pouvoir exécutif et les juges, auxquels on ajoute souvent, avec raison, la presse. Mais, dans tous les cas, l'important est que personne ne soit le détenteur ultime d'un pouvoir absolu. »

Si la Bible nous enseigne qu'il ne peut exister de liberté pour les hommes que là où aucun homme n'est pleinement souverain, alors oui, vraiment, ce texte convient, au moins dans ce message universel, aux amoureux de la liberté et méritait toute sa place dans ce dictionnaire délicieusement subjectif.

« Boris » Johnson (1964)

Un matin, j'ai été pris d'un fantasme : Boris Johnson, maire de Paris. Pardon, pas Boris Johnson : « Boris », comme tout le monde l'appelle ici, à Londres, où je me suis installé il y a plus d'un an. D'où l'inversion dans l'ordre des nom et prénom au sommet de cette entrée. Imaginez la scène ! La ville rebascule à droite parce qu'un énergumène en apparence débarrassé des conventions a recouvré la crédibilité perdue par l'ensemble de ses compétiteurs. Ce hold-up, il l'a déjà commis à Londres, ville lumière de l'Occident moderne, dont il devient maire en 2008 à la surprise générale, son propre parti pariant sur une nouvelle victoire de « Ken le rouge ».

Le tonitruant maire de Londres, à la chevelure désinvolte aussi travaillée que la coiffe impeccable de lady Thatcher, entreprend une marche victorieuse depuis l'Étoile jusqu'à l'Hôtel de Ville. Plus exactement, il s'y rend chevauchant, un peu rougeaud, le sourire complice et faussement timide, son célèbre vélo, croisé jusqu'alors chaque matin au pied du London Bridge. Paris libéré, une fois de plus. Enfin ! La foule se masse, salue le nouvel élu, s'enthousiasme et crie « Bo-ris ! Bo-ris ! », comme si elle se bousculait pour saisir un clin d'œil de Mick Jagger. Je corrige de nouveau : comme si elle se roulait aux pieds de Keith Richards, le guitariste des Stones, son idole, « qui a offert le rock au monde entier » et à qui il doit d'être passé « du stade de binoclard timide, boutonneux et bûcheur à celui d'excité qui se trémoussait ».

Que vient faire à Paris cet homme qui, dans la « perfide Albion », comme la qualifiait déjà Bossuet, fascine autant qu'il agace ? Regardé de haut par une *upper class* politique inquiète de son irrésistible ascension et salué quotidiennement par les Londoniens qu'il croise

d'un geste complice de la main comme s'il était le maire d'un village de 238 habitants (ils sont en réalité plus de 8 millions), l'Imperator Boris va-t-il bousculer Paris autant qu'il a *fait* Londres ? Le réveillera-t-il ? Lui fera-t-il autant de bien qu'à sa rivale d'outre-Manche ?

Reconnaissons-le, Boris a un talent objectivement jalousable. La capitale britannique, il en est devenu le phare, la vigie, le fédérateur et l'étendard. Assez *smart* pour séduire une élite intraitable, issue, comme lui, des bancs d'Eton et d'Oxford ; assez visionnaire pour emporter l'adhésion des entrepreneurs, des artistes, des inventeurs et des designers de premier plan ; assez goguenard, blagueur et décalé pour embrasser largement, de l'immigré dévoué au service souriant d'un pub *so british* ou d'un restaurant branché à l'ambitieux fortuné venu chercher la sécurité fiscale, mais surtout, comme tout nouvel arrivant, l'énergie vibrante d'une ville-monde. Boris a de la gourmandise communicative dans le regard, cet appétit de vie et de création qui ondule jusque dans cet air londonien respiré dès les premiers pas posés sur le quai d'un Eurostar à la gare de Saint-Pancras. La gare du Nord, à côté, c'est Stalingrad sans la neige.

Derrière le chauvinisme blond platine et les phrases déjantées (« Si vous votez conservateur, avait-il argué lors de la campagne de 2013, votre voiture ira plus vite et votre petite copine prendra une taille de soutien-gorge »), derrière cette décontraction engoncée dans un costume trop court, mais choisi à dessein, et ses gaffes aussi spontanées qu'un discours de politique générale relu vingt-huit fois par des hauts fonctionnaires méticuleux, Boris nous livre ses recettes pour bousculer la politique, la rendre vivante, vraiment proche des gens, authentiquement libératrice. Une leçon de vie et de politique pour les enfants naturels de Bertrand Delanoë.

Boris n'a d'abord pas sa langue dans sa poche en tweed. Après une sortie dont notre Arnaud national a seul le secret, Boris répondit sans ambages : « En ce jour où les sans-culottes ont visiblement pris le pouvoir à Paris et alors qu'un ministre français a été assez farfelu pour appeler l'un des principaux investisseurs indiens à quitter le pays, je n'ai aucune hésitation ni aucun embarras à dire à tout le monde : Venez à Londres, mes amis » (dernière citation en français dans le texte). Boris a le sens de l'attractivité. Il veut le meilleur pour sa ville, pour ses administrés, et donc attirer les meilleurs, car son credo, c'est que tout le monde en tirera profit, à tous les étages. N'a-t-il pas

assumé, quelques jours après la mort de la Dame de fer, « Le thatchérisme est vivant et vivra aussi longtemps qu'il y aura des gens dans ce pays et dans le monde qui comprendront que la liberté économique n'est pas qu'au service des riches, mais de toute la société » ?

Comme Maggie, Boris n'a pas peur de la réussite, de la richesse, du profit. Mieux que ça, il les appelle, les attire, les séduit. Il leur déroule le tapis rouge pour qu'ils viennent se déployer dans sa ville plutôt qu'ailleurs. Ainsi, il sera le seul homme politique anglais de premier plan à oser soutenir les banquiers de la City, allant jusqu'à s'opposer publiquement au plafonnement des bonus : « C'est probablement la mesure la plus absurde prise en Europe depuis que Dioclétien a essayé de fixer le prix de la viande dans tout l'Empire romain. » On ne peut être plus clair.

Début 2014, dans l'une de ses savoureuses chroniques du *Telegraph*, Boris a par ailleurs défendu la baisse du taux marginal d'imposition sur le revenu mise en œuvre par Cameron, qu'il a encouragé à aller encore plus loin : « La diminution des taux d'imposition a en réalité accru les rentrées fiscales. » Qualifiant de « stupides » et d'« idiots » les leaders de l'opposition qui ne le comprennent pas, il rappelle, sans rougir cette fois, les principes essentiels de la courbe de Laffer (Arthur Laffer est un économiste américain rendu célèbre par sa fameuse courbe éponyme qui modélise le phénomène « trop d'impôts tue l'impôt », les hauts taux d'imposition décourageant tellement l'activité que leur augmentation finit, au-delà d'un certain seuil, par impliquer une réduction des recettes fiscales) et accuse l'opposition de préférer, par idéologie, des taux d'imposition élevés à des recettes fiscales élevées. Assassin, il ajoute, impitoyable : « Ils sont tout simplement ignorants de la façon dont une économie de marché fonctionne. » La messe borisiène est dite. Le maire, grand amoureux de la liberté, est là, dans l'intérêt de tous, pour séduire les talents et les personnalités les plus *successful* de la planète, qui, pour une large partie, l'ont entendu.

Shocking ? Absolument pas. Au pays de Boris, il est tout simplement, non malgré ses audacieuses sorties mais grâce à elles, devenu une star. Il sait que le vrai pouvoir du maire de Londres, comme celui de Paris, est assez limité, qu'il doit donc en faire plus, en faire trop. Il ne doit cesser d'incarner, de faire rire autant que réfléchir

et rêver. D'où son cinéma pendant les JO, son appropriation massive des « Boris bikes » et son projet d'aéroport géant dans l'estuaire de la Tamise, déjà surnommé « Boris Island ». Avec 1 fonctionnaire pour 109 habitants (contre 1 pour 44 à Paris), il a donné pour consigne de traiter « l'usager du service public », comme on dit chez nous, en véritable client de société privée : le sourire, le sens du service, l'envie de bien faire. Boris le mégalo n'hésite pas non plus à innover, à faire usage de *focus groups*, de ciblages fins de l'électorat, d'une stratégie digitale mûrie, tout étant tendu vers un seul objectif : offrir les meilleures prestations et crédibiliser Boris.

Et ça marche. En juin 2013, un sondage confirme même son statut de personnalité politique préférée des Britanniques, avec un taux de popularité de 44 % le plaçant très nettement au-dessus de Cameron, qui remportera pourtant les élections deux ans plus tard. S'il avait été candidat à sa place en 2015, Boris aurait, dit-on, fait gagner cinq points à son propre camp. Et même à la question sur « l'homme politique avec lequel vous aimeriez le plus passer Noël », la réponse ne fait aucun doute : Boris ! Tout simplement parce qu'il est le seul à dire tout haut, avec un humour ravageur et un sens aigu de la formule, ce que tant de gens pensent tout bas.

Alors en France, imaginez ! Ici, trop peu avant lui ont osé, et c'est précisément la raison de son incroyable succès. Il va faire différemment des autres ! Quelle meilleure recette pour retrouver de la crédibilité ? Il a, le premier, assumé des convictions fortes sans chercher à ressembler à ses concurrents. Et il a ainsi, le premier, rencontré les vrais désirs de ses futurs administrés. Il a ouvert tous les horizons, comme il l'avait fait au Royaume-Uni. Et plus on lui promettait le pire, plus il en rajoutait, encore et encore. Car il est libre, Boris. Et il sait donner le goût de la liberté. Alors, petit miracle fantasmé : dans cette France devenue le seul pays au monde où l'Administration qualifie la baisse des impôts de « coût fiscal », la syncope généralisée qu'on lui avait assurée s'est transformée en victoire électorale. Il fallait un fou d'Anglais, aux origines anglo-turques et à la grand-mère versaillaise, pour renverser une table que personne, à part peut-être Emmanuel Macron, n'ose même proposer de débarrasser.

Les Parisiens en auraient donc eu assez, eux aussi, de cette capitale

honteuse, sublime mais recroquevillée, brillante mais moisie, rongée par l'égalitarisme et la peur, asphyxiée par la pression fiscale, la lutte des places et les rentes illégitimes ? Ils attendaient, en orphelins politiques perdant chaque jour davantage espoir, un Boris capable de les rendre hilares et de les faire vibrer tout en leur vantant les mérites de l'inégalité juste, celle du sport sans dopage et de l'entrepreneur inventif, où le meilleur devient premier, le travail paie et le désir assumé de grandir n'est plus accompagné d'un flot d'insultes. Boris était l'homme de la situation. Dans un discours au Center for Policy Studies, le 27 novembre dernier, il ose affirmer : « Je ne crois pas à une économie fondée sur l'égalité. Sans inégalité, on tue l'envie, véritable moteur de l'économie. » Il propose même que les 10 % des plus riches contribuant le plus à l'impôt soient automatiquement décorés. Boris est comme ça. Il est un bol d'oxygène à lui tout seul. C'est sans doute pour ça qu'il est toujours savamment décoiffé.

Plus fort encore, Boris ratisse large. Il ne s'est pas laissé encapsuler dans un camp, une étiquette. Il assume plus que les autres ses convictions conservatrices (au sens anglais du terme), mais a su s'en démarquer sur les questions sociales et sociétales, en appuyant le *compassionate conservatism* dont relève le programme de Big Society inspiré par Philip Blond. Sur l'Europe, lui dont le père fut fonctionnaire puis député européen (Boris a donc fait une partie de son école primaire à Bruxelles) affiche un euroscepticisme certain, typique des conservateurs anglais, mais n'hésite pas à paraître plus

modéré que d'autres. À sa façon, très « Boris » : « Écoutez, je suis plutôt pro-Européen en fait. Je veux réellement une Communauté européenne où chacun peut se tirer et manger des croissants, boire des cafés délicieux, apprendre des langues étrangères et, de manière générale, faire l'amour à des femmes étrangères. » Il n'oublie pas, cependant, que sa popularité est née ici, quand il était correspondant du *Daily Telegraph* à Bruxelles. Alliant drôlerie et libéralisme chauvin, il riait tout fort des obsessions bureaucratiques sur la courbure réglementaire des bananes ou la taille des saucisses tout en raillant l'autocrate Jacques Delors.

Il n'a jamais abandonné ce filon et s'est ainsi heurté, là encore avec ses mots à lui, au prix Nobel de la paix accordé à l'Union européenne en 2012 : « La dernière fois que j'ai regardé, il y avait environ 7 milliards de personnes sur cette planète. Il y avait toutes sortes de candidats pour le prix Nobel de la paix. Dans les pays en développement, vous trouverez des assistants humanitaires décharnés et impassibles qui ont consacré leur vie à mettre fin aux guerres tribales. Il y a des militants écolos qui se battent pour sauver les peuples de la forêt amazonienne de leur destruction. Il y a des femmes qui se battent pour leur émancipation en Arabie Saoudite. Dans des tyrannies comme l'Ouzbékistan ou la Corée du Nord, il y a des journalistes qui risquent leur vie pour que la vérité soit entendue. Il y a des gens bons, qui combattent tous les fléaux, des famines aux trafics d'armes et d'êtres humains. Alors on ne peut que se demander quelle folie a présidé le jury l'autre jour, quand ce comité de Norvégiens bien confortables a désigné le lauréat du prix Nobel cette année. Peut-être est-ce qu'ils étaient soûls ; peut-être était-ce l'un de ces après-midi norvégiens moroses, quand le soleil a disparu et qu'il n'y a pas d'autre alternative que de prendre de l'aquavit. Quoi qu'il en soit, ils devaient être totalement paumés pour ignorer tous les candidats humains et accorder le prix à l'Union européenne. »

Sur l'immigration, assumant ses convictions profondes, il se présente comme « le seul responsable politique britannique prêt à se lever pour dire qu'il est pro-immigration ». Son plus profond désir : attirer là où il est le maire les personnes les plus douées et les plus travailleuses. Début 2014, il a d'ailleurs reproché au gouvernement de ne pas aller assez loin dans les restrictions des aides sociales accordées aux immigrés : alors que David Cameron a annoncé que les

immigrants devraient attendre trois mois pour en bénéficier, Boris, préférant de manière affichée l'immigration du travail à l'immigration sociale, a réclamé que ce délai soit porté à deux ans. Boris parle vrai, réinvente le « bon sens » et se l'approprie quand tout le monde tremble de passer pour un affreux. Car il croit, au fond de ses tripes, aux justes incitations et à l'humanisme d'une libre circulation de personnes désirant s'en sortir par eux-mêmes, d'où qu'ils partent.

Plus fort encore, Boris montre toujours, en en faisant des tonnes, combien il est fier de sa ville, de ses habitants, qu'il place au centre du monde. Il flatte et se flatte par la même occasion, lui le Londonien né à New York. Dans son hilarante et délicieusement chauvine *Une autre histoire de Londres*, il révèle son érudition et sa capacité à tout mobiliser au profit de sa ville, et de lui-même. Interpellant directement son lecteur, comme Kevin Spacey dans *House of Cards*, il convoque l'empereur Hadrien, Guillaume le Conquérant, Churchill, Turner, Shakespeare et les Stones (il est clairement plus Stones que Beatles) pour démontrer que cet endroit où il n'y avait rien, à part la forêt et quelques cerfs, quand les civilisations de Babylone connaissaient leur apogée puis leur déclin, les pharaons édifiaient leurs pyramides et Homère chantait, est désormais « *the place to be* ». Et au centre de ce centre du monde, qui retrouve-t-on ? Boris, vous l'aurez deviné.

Boris cherche sans cesse à se démarquer, par son attitude, des politiciens classiques. Il y voit la clé d'une crédibilité restaurée. Véritable rock star à l'accent *posh*, il serait aussi à l'aise au dîner du Siècle qu'à un spectacle improvisé de musique urbaine ou au comptoir d'un troquet du vieux Paname. L'ancien journaliste, le préféré de Margaret, toujours éditorialiste hebdomadaire au *Telegraph*, pourrait tout aussi bien chroniquer au *Figaro* ou au *Point*, ou pourquoi pas, en féru de liberté, chez *Vanity Fair*, où il n'aurait pas hésité à appeler à voter le plan de réduction de 50 milliards tout en suppliant Manuel Valls de multiplier cette somme par cinq, d'embrayer urgemment vers un plan de réduction des impôts et d'assouplissement du droit du travail, et d'embrasser sa jolie femme plus langoureusement encore la prochaine fois sur le parvis de Matignon. Il s'y amuserait aussi des actrices du Président et moquerait gentiment Nicolas Sarkozy, comme il le fait de David Cameron, tout en lorgnant très fortement l'Élysée.

Fort de cela, nul doute que, même en France, il écraserait ses concurrents, comme dans ces sondages réalisés en prévision des élections législatives de mai 2015 : que ce soit en matière d'honnêteté, de solidité, de charisme, de conviction, de souci des plus fragiles, ou de leadership (rien que ça !), Boris le clown, Boris le bouffon, Boris en réalité le plus habile des hommes politiques de son temps, s'offre un *strike*.

Déjà maire de la 6e ville de France en nombre d'habitants, et, avec l'immigration des talents français qui s'accélère, bientôt de la 5e, la mairie de Paris ne pouvait effrayer l'ambitieux « Boris », ce nom qui sonne désormais comme un label. Une marque incarnant sa volonté de faire, à chaque instant, différemment des autres pour éviter d'être démonétisé, son talent dans la bataille des idées, son désir de « vendre », mieux que personne, sa ville au monde entier. Ce seront donc désormais « ses » villes qu'il vendra au monde entier avant de viser le 10 Downing Street, bien sûr, sa prochaine étape.

Paris vient donc, par l'effet d'une fiction, d'être annexé à Londres par le tonitruant et imprévisible inventeur, en *live*, d'une post-politique rêvée. Sans doute était-ce son idée : Paris et Londres, pardon, Londres et Paris ne sont pas rivaux mais complémentaires. Du moins tentera-t-il de nous le vendre ainsi. Les offices du tourisme des deux capitales ont d'ailleurs – c'est la vérité pour le coup – publié un premier communiqué commun le 22 janvier 2014.

Ah, si Paris pouvait ouvrir ses poumons à l'oxygène borisien et s'offrir le luxe d'enrayer sa chute. Faut-il rappeler que, en 2014, les investissements directs étrangers se sont effondrés chez nous de 77 % quand l'Angleterre a vu les siens croître de 12 % ? Ah, si Paris pouvait comprendre qu'il doit redevenir chauvin et rentrer en rivalité frontale avec Londres. Ah, si Paris pouvait, à la faveur d'un fantasme, réinventer totalement son modèle et se munir des mêmes armes que Londres pour attirer à lui les talents du monde. Ah, si Paris pouvait s'offrir une nuit avec Boris, rien qu'une nuit, pour tomber amoureuse de cette nouvelle manière de faire de la politique, avec peu de moyens mais une envie tellement forte que le monde entier s'y ruerait. Mais avec des « si », paraît-il, on mettrait Paris en bouteille. Chiche ? C'est ce qu'aurait sans doute répondu Boris le libre…

Bouddhisme

Figure mythique porteuse d'un idéal libertaire, Bouddha a cherché à se délivrer de la douleur à travers des enseignements eux-mêmes librement interprétés par ses déclinaisons : le bouddhisme du petit véhicule implanté en Thaïlande et en Birmanie notamment, celui du grand véhicule davantage présent dans une partie de la Chine, en Corée et au Japon, et le bouddhisme tibétain, qui a gagné une partie de la Chine et la Mongolie. Souvent mêlé aux mouvements pour la démocratie et contre l'autoritarisme, il fédère largement, en Birmanie par exemple, au soutien des droits individuels et de l'alphabétisation des campagnes. Au Tibet, le Dalaï-Lama est devenu un symbole planétaire de la non-violence contre la tyrannie du pouvoir chinois.

Les valeurs de cette pensée, à mi-chemin entre le religieux et la philosophie de vie, sont éprises de liberté : liberté de pensée, au soutien de la shraddha, la confiance basée sur le discernement et la connaissance ; tolérance et respect des êtres humains ; confiance en l'homme et en sa capacité à trouver en lui, en liberté, la route du bonheur ; modestie d'un référent ne prétendant pas être divin. Le nirvana, cette illumination issue de la compréhension de la structure du monde, provient de la lutte contre la haine, l'avidité et l'ignorance, elles-mêmes à l'origine de la douleur. Le bouddhisme, c'est donc une démarche de libération, non de l'âme – l'homme est vide, pour les bouddhistes, en application du principe de vacuité –, mais de l'homme.

Matthieu Ricard, moine bouddhiste, fils du grand philosophe et amoureux de la liberté Jean-François Revel, évoque la liberté avec des mots touchants :

> La liberté intérieure permet de savourer la simplicité limpide du moment présent,

libre du passé et affranchi du futur. Se libérer de l'envahissement des souvenirs du passé ne signifie pas que l'on soit incapable de tirer des enseignements utiles des expériences vécues. S'affranchir de l'appréhension à l'égard du futur n'implique pas que l'on soit incapable d'aborder l'avenir avec lucidité, mais que l'on ne se laisse pas entraîner dans des tourments inutiles. Une telle liberté a une composante de clarté, de transparence et de joie que la prolifération habituelle des ruminations interdit. Elle permet d'accepter les choses avec sérénité sans pour autant tomber dans la passivité ou la faiblesse. C'est aussi une manière d'utiliser toutes les circonstances de la vie, favorables ou adverses, comme catalyseurs de transformation personnelle, d'éviter d'être distrait ou arrogant lorsque les circonstances sont favorables, puis déprimé quand elles se font contraires.

Comment ne pas être attiré par cette approche sereine et mûre de la liberté ?

Boulgakov, Mikhaïl (1891-1940)

Tout commence dans la crainte et l'oppression, pour finir dans la satire, l'humour et l'insolence. Mikhaïl Boulgakov, né à Kiev en 1891, doit dès les années 1920 dissimuler sa profession de médecin, de peur, au vent rouge qui hurle sur les steppes, d'être condamné comme « blanc ». Pour assurer sa subsistance, il écrit – en qualité de journaliste d'abord, avant de se lancer dans les romans, le théâtre.

Las. Stéthoscope ou plume, qui doit déplaire aux liberticides déplaît, tôt ou tard ! Pour Boulgakov, le désamour du régime soviétique et sa réplique liberticide se déclarent très tôt : premier roman ? Censuré. C'est *La Garde blanche*, en 1924, où Boulgakov aborde la guerre civile en Ukraine du point de vue des blancs et condamne tout net l'absence d'engagement des intellectuels. Deuxième essai ? *Endiablade* lui vaut la méfiance éternelle des « critiques de gauche », la perquisition de son appartement, la confiscation de ses manuscrits. Son portrait d'une bureaucratie tentaculaire, digne d'un George Orwell ou du *Brazil* de Terry Gilliam, est trop corsé, derrière les mésaventures fantastiques de Korotkov, modeste chef de bureau au Premier Dépôt central de matériel pour allumettes renvoyé pour avoir confondu le nom de son supérieur Kalsoner avec le mot « caleçon ». Il bascule dans la folie faute de pouvoir rétablir sa bonne foi dans un monde ubuesque. Troisième roman ? Interdit. Et comment : *Cœur de chien*, écrit en 1925, voit un savant transformer son chien en homme, et cet homme-chien, « nouvel homme soviétique », fanatiser les foules en brute de parti barbare et ignorant. Prohibé, c'est finalement un moindre mal : en 1925, la Russie soviétique bénéficie encore d'une toute relative liberté créatrice, avant la nuit noire du stalinisme. Quelques années plus tard, Boulgakov aurait été jeté au goulag pour

moins que ça. « Il ne faut pas se raconter d'histoires, se lamentait le chien en reniflant. J'ai pris des habitudes. Je suis un chien de seigneur, un être intellectuel, j'ai goûté à la douceur de vivre. D'ailleurs qu'est-ce que la liberté ? Rien du tout : fumée, mirage, fiction. Un délire de ces misérables démocrates. » On ne peut faire plus limpide.

Irrationnel, armé de dérision et humour noir au poing, Boulgakov est sans doute le plus lucide des chroniqueurs du tragique. Qu'on en juge, quand le comité d'immeuble vient enquêter chez le malheureux professeur : « C'est justement à propos de la salle à manger et de la salle de soins que nous sommes venus vous causer. L'assemblée générale vous prie de renoncer à la salle à manger volontairement, dans un esprit de discipline du travail. Personne n'a de salle à manger à Moscou. » *Cœur de chien* ne sera finalement publié, ou plutôt libéré, qu'en 1987…

Le théâtre de Boulgakov ? Haché menu par la censure pour pouvoir être porté à la scène. Avec d'ailleurs un vrai succès auprès du public – que l'on imagine bien rafraîchi par le ton et le propos : malgré les coupes franches opérées sur les manuscrits, *L'Île pourpre* de 1924 reste une parodie acide de la révolution russe et un plaidoyer pour la liberté d'expression. *Les Jours des Tourbine*, inspiré de *La Garde blanche*, puis *L'Appartement de Zoïka* en 1926 sont dans la même veine. Cela ne pouvait évidemment pas durer : *La Fuite*, en 1927, décrivant le naufrage en Crimée des derniers résistants blancs cherchant à émigrer, qui fait tragiquement écho aux migrations contemporaines et de toujours, avec ces milliers de désespérés poussés à la mer, à la mort, en quête de liberté rêvée, fait déborder le vase. Staline ordonne le baisser de rideau en 1929, par une lettre ouverte condamnant sans appel le dramaturge Boulgakov.

L'antéchrist de la liberté a frappé. Les pièces sont retirées de l'affiche. Boulgakov adresse alors une lettre bouleversante au gouvernement dans laquelle il défend son « droit d'écrivain de réfléchir et de voir les choses à sa manière ». Il demande à plusieurs reprises une autorisation de quitter l'URSS, évidemment jamais accordée. Il décroche même la plus vicieuse des protections, un poste d'assistant metteur en scène qui achète sa tempérance par des promesses non tenues de séjours à l'étranger. Mais la muselière saute : *La Cabale des dévots*, rebaptisée *Molière*, laborieusement autorisée par

la censure en 1936 après sept années de retouches, est retirée de l'affiche dès sa parution. Plus aucune œuvre de Boulgakov ne sera publiée.

Son chef-d'œuvre apparaîtra même au grand jour plus de vingt-cinq ans après sa mort : *Le Maître et Marguerite*, son dernier roman, commencé en 1928, n'a été révélé qu'en 1966. Boulgakov, physiquement menacé, brûlé à vif dans l'expression de sa liberté, avait même jeté au feu la première version en 1930. Dans cette puissante réécriture du mythe de Faust transposé dans le Moscou stalinien des années 1930, Marguerite accepte de donner son âme au diable pour retrouver l'homme qu'elle aime, cet écrivain maudit qu'elle appelle le Maître. Critique politique, critique sociale et chant de liberté en creux, tout est là, niché dans les tours et détours fantastiques opérés par l'écrivain. La bureaucratie omniprésente, façon Kafka, les cadres corrompus, la critique des appartements communautaires, les Moscovites « touchés par des maux comme l'abus de biens sociaux de certains cadres, l'attrait pour l'argent » et ce rapport toujours renouvelé, toujours problématique, entre le créateur et le pouvoir assassin des libertés. Car, devant le refus des autorités de publier son manuscrit, le Maître finit par le brûler. Mais le diable le lui rend. « Les manuscrits ne brûlent pas », commente Boulgakov. Impossible, en effet, de faire taire la liberté.

Bourgeois, Louise (1911-2010)

C’est une immense araignée, qui referme ses pattes de bronze comme une geôle terrible sur le parvis du musée Guggenheim de Bilbao. Elle s’appelle *Maman*. Parce qu’elle garde son inquiétante progéniture jalousement accrochée à son abdomen. Parce qu’elle tisse la toile nourricière et protectrice – parce qu’elle tisse tout court, comme le faisait la maman de Louise Bourgeois. Mais aussi parce qu’elle est prédatrice : le filet de soie est un piège redoutable, et l’araignée dévore.

C’est à près de quatre-vingts ans que la grande dame franco-américaine de la sculpture a fondu cette série-là. Mais c’est toute sa vie durant qu’elle a utilisé l’art, tous les arts, toutes les matières – sculpture, mais aussi peinture, installation, performance, pierre, verre, bois, fer, marbre, latex, tissus, textes et mots, pour dénouer l’écheveau serré de ses angoisses, se libérer du poids d’une enfance, d’un passé, d’une famille qui lui coupaient les ailes.

Est-ce pour cela que beaucoup d'œuvres de Louise Bourgeois sont suspendues – les *Arched Figures*, les *Janus*…, jouant du bout de leurs câbles avec l'apesanteur, comme pour larguer les amarres, jeter du lest ?

Même si on ne peut la réduire à une dimension auto-analytique, l'œuvre de Louise Bourgeois est un défi permanent aux prisons de l'inconscient. Elle restaure par l'art les blessures de l'âme, comme la petite Louise aidait ses parents à retrouver les visages manquants sur les tapisseries anciennes, fil à fil, point à point.

Premier verrou à faire sauter : ce rapport central, abyssal, aux parents. Ceux de Louise font peser une chape de malaise sur la maison de Choisy-le-Roi : papa parce qu'il est incurablement volage, traître, humiliant, maman parce qu'elle est complice et ferme les yeux. Louise criera toute sa vie sa révolte en images et en formes : une toile de 1940 montre une petite fille bleue portant un bouquet blanc sur la tombe de sa mère. Elle se nomme *Réparation*. L'araignée, « patiente, propre et utile, raisonnable, indispensable », écrit Louise, mais aussi les femmes-maisons, bustes de brique, têtes enserrées sous un toit, les innombrables maternités où la vie est enfermée dans une vie plus grande, tutélaire, diffractent à l'infini ce rapport mère-fille.

Quant au père, il fera l'objet d'une démolition méthodique – l'installation de 1974 *The Destruction of the Father*, qui en finit avec la figure paternelle dans une caverne sanglante jonchée de restes biomorphes, sera reprise vingt-cinq ans plus tard dans un livre au titre éponyme. Louise se libérera pour de bon de la « Patrie », la terre du père, seulement après la mort du sien, quand elle remplacera sa nationalité française par l'américaine en 1951.

Au-delà de la cellule familiale, le nœud à délier, c'est le rapport à l'enfance, à l'être vulnérable et friable que l'on a été et qui tremble encore en nous : « Tout mon travail des cinquante dernières années, tous mes sujets, trouvent leur source dans mon enfance. Elle n'a jamais perdu de sa magie, de son mystère, ni de son drame », écrit la si vieille dame au regard mi-acier, mi-espiègle. Drame et magie mêlés, intensité éternelle de l'enfance : peut-on jamais se libérer de l'enfant qu'on a été ? Ou plutôt faire la paix avec ses révoltes ? Le consoler, apprivoiser ses peurs anciennes, et renouer avec ses forces ? Louise Bourgeois explore inlassablement la question, dans ses *Cells* en

particulier, grandes cages et cubes de barbelés qui enserrent chacun une pépite d'intime – la maison de famille coiffée d'une guillotine, un manteau accroché à une patère, des fioles emplies de liquides organiques.

Paradoxe ? Enchâssée dans son dialogue aux souvenirs, petite fille qui n'en finit pas de couper le cordon, femme longtemps dépendante de son mari – l'historien d'art Robert Goldwater avec qui elle s'installe à New York dès 1938, travaillant longtemps dans l'ombre pour elle seule avant que la critique et le public s'emparent tardivement de son œuvre pour en faire une icône d'audace déjà sexagénaire, Louise Bourgeois nourrit justement, au feu de toutes ces entraves, une intarissable liberté d'expression et de création.

Libre et sans tabous, son traitement de la sexualité et du genre, de *Fillette*, phallus légendaire et ambivalent, à la scène primitive rejouée dans la chambre conjugale de *Red Room*, en passant par la lecture du couple, éclaté et orgiaque dans *Seven in a bed*, ou son engagement féministe militant dès le milieu des années 1960 – les *Femme-pieu* et *Femme-couteau* des années 1970, ou sa performance de 1978 *A banquet/A fashion* dans laquelle elle apparaît couverte de formes mammaires interrogent radicalement la figure de la femme.

Libre et sans frontières, la propension de son œuvre à la métamorphose : la série des quatre *Janus*, du nom de la divinité à double visage, l'un tourné vers l'avant, l'autre vers l'après, réunit masculin et féminin dans une fusion équivoque des attributs. « Janus, écrit l'artiste, fait référence à la polarité qui nous habite, une pulsion vers la violence extrême et le retrait. » « En perpétuelle métamorphose, les formes de Louise Bourgeois inventorient les permutations apparemment inépuisables des oppositions sexuelles », résume le critique d'art Robert Storr.

Libre et sans école, son œuvre immense, complexe et protéiforme : Louise Bourgeois, née à Paris en 1911, a traversé, pénétré un siècle d'histoire de l'art, côtoyant ses lames de fond les plus puissantes – surréalisme, abstraction, expressionnisme abstrait… –, sans jamais se laisser prendre par aucune. Elle a protesté contre le conservatisme des institutions artistiques, notamment du MoMA de New York, aux côtés d'autres grands « Irascibles », ses amis Rothko, Pollock, ou de Kooning, mais en conservant toujours sa singularité, sa propre vision créatrice.

Puissamment libre, enfin, sa capacité à réinventer le réel, à tresser si serré art et vie : « Si vous ne pouvez vous résoudre à abandonner le passé, dit-elle, alors vous devez le recréer. C'est ce que j'ai toujours fait. » Les faits sont donnés : l'artiste, l'être libre, garde la marge de manœuvre pour les lire, les infléchir, les repeindre aux couleurs de ses choix ; pour démêler, dans l'héritage confus des choses, ce qui lui appartient de ce qui ne lui appartient pas et avancer plus léger, plus proche de lui-même.

Louise Bourgeois, petit bout de femme presque centenaire, minuscule et puissante, infiniment déterminée, a transformé le mystère de la vie, de la mort, de l'amour, de l'identité et de la liberté en un langage universel.

Brassens, Georges (1921-1981)… – Heureux qui comme Ulysse…

Par un petit matin d'été,
Quand le soleil vous chante au cœur,
Qu'elle est belle la liberté, la liberté !
Quand on est mieux ici qu'ailleurs,
Quand un ami fait le bonheur,
Qu'elle est belle la liberté, la liberté !

De toutes les chansons qu'inspire la liberté, celle-ci est peut-être l'une des plus touchantes. Peut-être est-ce la voix de Brassens, si familière, bourrue, rocailleuse, infiniment rassurante ? Peut-être la mélodie, le rythme, balançant juste ce qu'il faut, comme si les mots eux-mêmes dansaient, sautaient de pierre en pierre sur un petit chemin qui sent la noisette ? Ou ce contraste étonnant, devenu si naturel, entre les vers précieux de Joachim du Bellay et les stances presque enfantines, « mon cheval, ma Camargue et moi » ?

On aurait envie de la fredonner tout le temps, ou de la chanter à tue-tête, surtout en marchant, en courant presque, à l'air libre, « avec le soleil et le vent, avec la pluie et le beau temps ». « Qu'elle est belle, la liberté ! » : c'est un refrain léger, léger. Un refrain d'école buissonnière, d'ici et maintenant, de bons copains, d'insouciance.

L'insouciance de celui qui a vu du pays, qui a roulé sa bosse, qui a lutté, aimé, senti, souffert aux quatre coins du monde, et a trouvé enfin la paix et la sagesse au seul endroit où elles se nichent : au cœur de lui-même. L'insouciance d'Ulysse revenu au pays après son incroyable Odyssée.

Heureux qui comme Ulysse a fait un beau voyage
Heureux qui comme Ulysse a vu cent paysages
Et puis a retrouvé après maintes traversées
Le pays des vertes années.

Mais n'est-ce pas un peu paradoxal de chanter une liberté casanière, qui préfère le calme du foyer, l'apaisement du clocher, aux aventures à bride abattue ? Car le sonnet de du Bellay, qui se poursuit au-delà de la chanson, est sans appel : c'est dans le séjour des aïeux, sur sa terre natale, que l'on retrouve enfin une rondeur d'âme. « Quand reverrai-je, hélas, de mon petit village / Fumer la cheminée, et en quelle saison / Reverrai-je le clos de ma pauvre maison / qui m'est une province et beaucoup davantage ? » Le poète préfère, tout net, son petit Liré au Palatin et la douceur des pays de Loire à l'air du large. Est-ce ça, la grande liberté ? Un coin de feu paisible plutôt que les grandes conquêtes ?

Pourquoi pas, si « le pays des vertes années » – ce lieu où l'on revient – n'est pas une maisonnette proprette mais bien le cœur de soi, intact et resplendissant, auquel on sait être fidèle en dépit de tout ce que l'on a pu voir ou entendre sur les chemins de poussière.

Pourquoi pas, surtout si c'est Brassens qui chante. Même si d'ailleurs les paroles d'« Heureux qui comme Ulysse » – outre les mots rimés de l'Angevin – ne sont pas de lui, mais du cinéaste Henri Colpi pour la bande originale du film éponyme qu'il réalisa en 1970 –

finalement effacé par son inoubliable thème-titre. Qu'importe : Brassens a interprété suffisamment de ses propres textes savoureux et sensibles (combien ? Plus d'une centaine ?), et autant des plus grands poètes de France (Hugo, Aragon, Lamartine, Musset, Verlaine, Corneille…) pour qu'on ne doute pas une seconde de son immense talent de trouvère.

Tout ce que touche, crée ou chante le bon Georges a un goût délicieux de liberté, d'insolence, de subversion. On l'a oublié aujourd'hui, mais les jeunes qui ont fait Mai 68 – deux ans seulement avant « Heureux qui comme Ulysse » – écoutaient Brassens en cachette dans des caves : « La mauvaise réputation », « Le gorille », « Les trompettes de la renommée », « Les amoureux des bancs publics », « Les quatre bacheliers », « La non-demande en mariage »… Que d'invitations fantastiques à l'irrévérence, au non-conformisme, à l'affirmation d'une personnalité totalement libérée du regard des autres, du regard social, dans une France encore toute corsetée de bienséance ? La vie même de Brassens était un pied de nez aux « croquants » – mauvais garçon à la François Villon, qu'il affectionnait tant, au point d'essuyer six mois de prison à seize ans, amoureux non conventionnel, vivant « à trois » avec Jeanne et Marcel tout en aimant « Puppchen », le grand amour de sa vie dont il ne partagea jamais le quotidien.

Il est touchant, d'ailleurs, dans « Heureux… » comme dans bien d'autres thèmes du poète de Sète, de voir comme la liberté, la légèreté sont davantage associées aux camarades, à l'amitié ou à la solitude qu'à l'amour – une affaire bien compliquée pour son âme tendre et noueuse : « Quand c'en est fini des malheurs, / Quand un ami sèche vos pleurs, / Qu'elle est belle la liberté ! » Ce sera ma seule divergence avec lui : pour moi, l'amour est un élan sublime de liberté ! Quelle rencontre avec l'être aimé, avec soi-même, avec la vie dans ce qu'elle offre de meilleur, par la magie de l'union véritable avec celui ou celle qui vous rendra véritablement, et si possible durablement, heureux !

Mais revenons à Ulysse : peut-on vraiment dire, dans la chanson de Brassens, dans le sonnet de du Bellay ou dans les grandes épopées d'Homère, qu'il soit un personnage libre, tout brassé qu'il est par les vents, les dieux, les flots, jouet de forces phénoménales qui le ballottent d'île en île, de sortilège en maléfice, le tenant éloigné vingt ans de sa terre et des siens ? Oui, car à tous ces coups du destin, il

oppose une volonté – même si parfois il se laisse tenter, ou tarde à exercer son discernement : il recadre fermement ses marins ; il se fait lier au mât ; refuse l'immortalité que lui offre Calypso. Il exerce une liberté d'homme, difficile, contrariée, mais soutenue par un but : le retour à lui-même, à ses choix, et, parce que c'est sa liberté, c'est ce pour quoi il est fait, à Pénélope qu'il aime, qui l'aime et l'attend sans fléchir. Et si, finalement, le pays des vertes années, le vent aux voiles de tout navire, et le cap de toute action libre, c'était l'amour ? J'en suis infiniment convaincu.

Boudon, Raymond (1934-2013)

Raymond Boudon était un maître, un complice intellectuel. Il est devenu, au fil des années, un ami. Le maître est incontestable. Le monde académique international l'a reconnu, de la British Academy aux universités de Harvard et de Chicago qui lui ont, parmi d'autres, ouvert largement leurs portes. En France, malgré sa chaire à la prestigieuse Sorbonne et ses ouvrages puissants traduits en de nombreuses langues, il a pu paraître plus isolé, souffrant des coups de griffe de ceux qui n'admettent pas que l'Université soit le lieu de la confrontation des idées contraires et non celui d'un monopole imposé, d'une police de la pensée. La querelle Boudon-Bourdieu aura, dans les médias notamment, souvent donné l'avantage au second au simple prétexte que le premier avait osé emprunter la voie de l'individualisme méthodologique. Mais le temps joue pour ses idées.

Raymond Boudon laisse en héritage des ouvrages savants et innovants, rigoureux et méthodiques, qui sont autant de remèdes contre le prêt-à-penser et les idées reçues. Il n'a jamais cédé à la sociologie journalistique, militante ou « bla-bla », pour reprendre son expression. Il a servi, jusqu'à son dernier souffle, une sociologie scientifique, utilisant les mêmes procédures que toutes les sciences, pour expliquer les phénomènes sociaux qu'on ne parvient à élucider spontanément ou intuitivement. Il s'inscrit en cela dans la lignée et au même rang que Tocqueville, Weber et Durkheim, ses trois auteurs fétiches.

Il paiera cher d'avoir dénoncé, avec ses armes scientifiques, Marx, jusqu'à ce dernier papier, publié dans l'avant-dernière livraison de *Commentaire*, sur Tönnies, ce contemporain du héros de la lutte des classes, infiniment plus clairvoyant que lui et attribuant ses thèses les

plus célèbres à sa misère morale. Il n'était pas tendre avec Raymond Aron. « Un journaliste, et non un scientifique, qui n'a pas apporté grand-chose aux sciences sociales », m'avait-il confié au détour d'échanges formidablement enrichissants et emplis de complicité bienveillante. Aron était, ajoutait-il, « trop fasciné par les envolées de Marx et n'a même pas perçu la complexité et la richesse de la seconde *Démocratie en Amérique* ».

S'il dénonçait une France trop oligarchique, Boudon n'en demeurait pas moins optimiste, observant que les valeurs démocratiques mises en place par l'Occident ont une force d'attraction certaine dans toutes les sociétés. Le départ, le 10 avril 2013, lendemain de mon anniversaire, de Raymond Boudon m'avait profondément attristé. Parce que je perdais, à titre personnel, un mentor devenu ami, grâce à qui j'avais reçu un prestigieux prix de l'Académie des sciences morales et politiques pour mon *Dictionnaire du libéralisme* publié chez Larousse – sa remise par Jean-Claude Casanova fut un moment très fort, mais Raymond, épuisé par un cancer qu'il comptait bien terrasser pour la troisième fois, n'avait pu m'y accompagner. Son décès assombrit plus encore une France déboussolée, encapsulée dans ses croyances, un thème qui lui était cher. Quand je lui demandai, il n'y a pas si longtemps, quel conseil il donnerait à un jeune Français de vingt ans, il me répondit, avec un sourire empli d'intelligence et de gentillesse sincère, et avec ses mots toujours précis : « apprendre à distinguer rigoureusement l'esprit critique, base du progrès de la connaissance, de l'esprit de critique, expression des passions et de l'idéologie ». Ce sourire pétillant et profondément bon, cette exigence scientifique de chaque instant et ce timbre de voix qui lui étaient propres nous ont laissés bien orphelins. Mais avec ses élèves, et notamment Gérald Bronner, à qui je consacre également une entrée dans cet ouvrage, avec quelques formidables disciples académiques ou spontanés, dont l'un, Sébastien Le Fol, dirige aujourd'hui un grand hebdomadaire, nous sommes quelques amoureux de la liberté à tenter de perpétuer une flamme brillant éternellement de ses écrits lucides.

En souvenir de ce grand homme, j'aimerais reprendre ici la trame d'un échange que nous avons eu, lui et moi, quelque temps avant sa mort. Il m'avait alors confié sa vision de la sociologie et quelques précieuses clés de liberté. Comme toujours, du grand Boudon.

« Quel est selon vous l'apport réel de la sociologie dans la vie contemporaine des idées ? », lui demandai-je. « La sociologie, me répondit-il, a imposé des pratiques d'observation systématique des phénomènes sociaux, comme les enquêtes quantitatives sur échantillon représentatif. Elles jouent, s'agissant des phénomènes sociaux, le même rôle que le scanner pour le médecin ou le télescope pour l'astronome. Ces enquêtes nous éclairent sur d'innombrables sujets. Elles ont montré que l'égalitarisme qu'on impute généreusement aux Français est largement une vue de l'esprit : ils sont à l'instar de leurs voisins soucieux plus d'équité que d'égalité. Ou que les médias n'ont pas du tout l'influence mécanique qu'on leur prête, l'auditeur ou le téléspectateur ayant tendance à filtrer leurs messages. Ou que le prétendu "retour du religieux" qu'on a cru voir apparaître dans le monde occidental est une illusion. D'autres enquêtes ont un intérêt politique immédiat, comme celles qui montrent que le public juge excessives les protections juridiques dont bénéficie le personnel politique. On peut facilement multiplier les exemples d'enquêtes permettant de déceler des phénomènes invisibles à l'œil nu. Ces enquêtes ont contribué à bousculer bien des idées reçues. La sociologie a en outre mis sur le marché des grilles d'analyse propres, qui la distinguent des autres sciences humaines : de l'histoire, de l'économie ou de la philosophie. Dans *Croire et savoir* [son dernier livre], j'ai tenté d'identifier son apport spécifique s'agissant de l'analyse des phénomènes politiques, moraux et religieux. »

« Vous parlez souvent d'une "bonne" et, *a contrario*, d'une "mauvaise" sociologie. Qu'est-ce qui les distingue ? La (bonne) sociologie est-elle véritablement une science ? », me suis-je empressé de lui demander. Raymond fut, comme toujours, exigeant et lumineux : « La sociologie est aujourd'hui une discipline très diverse. Certaines de ses productions ne se distinguent pas des enquêtes journalistiques. Elle propose parfois des descriptions présentant un réel caractère artistique. Il y a aussi une sociologie militante, se présentant comme "objective" et visant en réalité à la défense de certaines causes politiques. Il y a une sociologie bla-bla, qu'on peut oublier. Et il y a une sociologie scientifique : celle qui utilise les mêmes procédures que toutes les sciences pour expliquer des phénomènes sociaux qu'on ne parvient pas à expliquer spontanément. Tocqueville ou Weber ont par exemple identifié les causes de l'"exception religieuse américaine", c'est-à-dire du fait que les États-Unis sont beaucoup moins déchristianisés que les nations européennes. Pourquoi, pour évoquer une autre énigme, la notion du pouvoir de la rue est-elle immédiatement compréhensible pour un Français et pratiquement intraduisible en allemand ou en anglais ? Parce que la structure du pouvoir politique se caractérise en France par un face-à-face entre un exécutif fort et des groupes d'influence, aujourd'hui rebaptisés corps intermédiaires.

« Ces groupes jouent un rôle politique beaucoup plus limité dans les démocraties comparables, notamment parce que le Parlement n'y est pas une simple chambre d'enregistrement des décisions de l'exécutif et dispose d'un réel pouvoir. Voir par exemple le cas du Bundestag ou du Congrès américain. Déjà, Tocqueville disait que le pouvoir politique français du temps de la monarchie de Juillet et du second Empire était plus fort en apparence que celui du gouvernement britannique, mais qu'il était en réalité plus faible. L'idée que les Français descendraient plus facilement dans la rue que les Anglais ou les Allemands sous l'effet d'une spécificité "culturelle" qui se serait installée depuis la Révolution est pure billevesée. C'est la structure du pouvoir politique qui explique cette particularité. »

« En quoi la sociologie permet-elle de faire tomber les pensées simplistes ? Parlez-moi notamment du culturalisme, auquel vous venez de faire allusion : qu'entendez-vous par là et quels sont ses dégâts ? », tentai-je. « Le culturalisme est la doctrine rampante qui

attribue toute différence notamment entre un pays et un autre à des différences “culturelles” : une explication qui évoque le “poumon” de Molière. Ainsi, le culturaliste interprète le fait qu’un ministre norvégien soit acculé à la démission dès lors qu’il a effectué un déplacement privé aux frais du contribuable comme l’effet d’une “culture” influencée par le protestantisme, alors que l’imprégnation catholique de la culture française autoriserait moins de rigueur. La différence résulte en fait de ce que, en Norvège, les institutions imposent aux politiques d’être plus attentifs aux intérêts du contribuable et du citoyen. Elles peuvent même leur imposer l’observance de règles morales. Naguère, un ministre allemand promis à la chancellerie a été démis sur-le-champ parce que, dans une thèse de doctorat remontant à de nombreuses années, il avait oublié les guillemets autour de ses citations. Le culturaliste voit l’effet d’une particularité excusable puisque culturelle dans les petites gâteries que certains politiques français s’offrent aux frais du contribuable ou dans le fait que des intellectuels puissent poursuivre une belle carrière après avoir plagié des textes un peu oubliés. Ce prétendu effet culturel révèle en réalité l’existence de phénomènes de connivence entre les membres d’une fine élite politico-médiatique, ces phénomènes pouvant plus facilement s’installer dans un pays caractérisé par un haut degré de centralisation. On a longtemps présenté la pratique du cumul des mandats comme une exception française justifiée par une “culture” propre à la France. Cette pratique, qui défie le bon sens, s’est en fait installée, elle aussi, sous l’action de ces phénomènes de connivence. Le culturalisme sert finalement d’alibi à divers conservatismes et permet de recouvrir d’un voile pudique la défense d’intérêts particuliers. S’il est fortement répandu, c’est aussi parce qu’il offre des explications paresseuses mais faciles de phénomènes complexes. »

Je demandai alors : « Qu’est-ce que la théorie de la rationalité ordinaire ? À quoi s’applique-t-elle ? » Et Boudon de répondre : « Sous l’influence surtout des économistes, les sciences humaines ont souvent adopté une conception très restrictive de la rationalité humaine. Ainsi, le prix Nobel d’économie Herbert Simon a soutenu que seul le choix des moyens que l’être humain se donne pour atteindre ses objectifs est rationnel.

« Il refuse en revanche qu’on puisse expliquer rationnellement ses objectifs ou ses croyances. Cette manière de voir a entraîné des conséquences redoutables. Elle a légitimé l’idée que les croyances, les valeurs, les objectifs de l’être humain ne pouvant être imputés à des raisons doivent l’être à des forces inobservables d’origine biologique, sociale ou psychologique agissant à son insu. Un autre prix Nobel, Amartya Sen, a bien vu la fragilité de ces idées, mais il ne leur a pas opposé une conception réellement articulée. Ce que j’ai appelé la théorie de la rationalité ordinaire postule que les moyens, les objectifs, les représentations, les valeurs de l’être humain doivent s’expliquer par des raisons : en d’autres termes que ces raisons en sont les causes réelles. Nul besoin donc d’aller chercher des forces occultes pour les expliquer. La notion de rationalité ordinaire est le cœur d’une théorie du comportement et des croyances d’orientation cognitiviste. Cette théorie tend aujourd’hui à étendre son influence à l’ensemble des sciences humaines, y compris à l’économie. »

« En quoi la sociologie nous aide-t-elle, poursuivis-je, à mieux comprendre les phénomènes moraux, religieux et politiques ? » Il commença par les phénomènes moraux : « La sociologie a réussi à dépasser les deux grandes traditions philosophiques sur ce sujet, la tradition utilitariste qu’illustre La Rochefoucauld (“Toutes les vertus des hommes se perdent dans l’intérêt comme les fleuves se perdent dans la mer”) et la tradition kantienne selon laquelle l’être humain obéirait à des règles morales innées. Pour le sociologue, il obéit à des raisons : il a des raisons de condamner le mensonge, mais il y a des situations où il a des raisons de mentir, comme dans le cas de la victime qui ment à

son tortionnaire. Phénomènes religieux : la sociologie a dépassé la tradition qui voit dans les croyances religieuses des superstitions, la tradition qui y voit des vérités inspirées par Dieu et la tradition qui y voit une manipulation des “dominés” par les “dominants” (la religion “opium du peuple”). Elle conçoit les croyances religieuses comme enregistrant des réalités qui, en raison de leur complexité, s’expriment difficilement sur un mode conceptuel. C’est pourquoi elles sont exprimées sur un mode symbolique : celui de la parabole, du récit, du mythe, de la fable ou de la métaphore. Ainsi, selon Durkheim, la notion d’âme traduit la dualité de l’être humain, à la fois soumis à des pulsions biologiques et porteur de valeurs qui le dépassent. Elles sont constitutives de son identité. En même temps, il les voit comme venant de l’extérieur. Phénomènes politiques : la sociologie a par exemple mis en évidence la tendance de toute démocratie à l’oligarchie et identifié les causes de cette dérive. Elle a expliqué pourquoi on accepte facilement de se plier à une décision avalisée par une majorité, même lorsqu’on ne l’approuve pas. Elle a montré que certains politiques ont tendance à surestimer l’efficacité de la com. Les minauderies autour du mot “rigueur” qu’on observe en France depuis des années sont pour le sociologue un symptôme de leur condescendance à l’égard du citoyen : elle les conduit à croire que le citoyen doit être convaincu – manipulé – par la com plutôt que persuadé par des arguments solides. Or toutes les enquêtes sociologiques démontrent que l’opinion, une fois informée, tend à obéir au principe de réalité. »

« Votre œuvre, osai-je, nourri d’admiration, est un antidote à la pensée unique et au “philosophiquement correct”. N’est-il pas douloureux, pour un intellectuel, de lutter constamment contre les vents dominants ? » Lucide, il répondit : « Je crois que la critique constructive définit le rôle même de l’intellectuel. Hier, les philosophes des Lumières ont lutté contre l’obscurantisme défendu par nombre de clercs. D’autres clercs alimentent aujourd’hui les obscurantismes de notre temps, et tentent de faire passer pour vraies des théories utiles aux causes qu’ils chérissent. Ainsi les marxistes avalisent facilement les théories qui leur paraissent utiles aux “dominés”, sans s’interroger beaucoup sur le point de savoir si elles sont vraies ou fausses. »

Puis une question qui me taraudait, nul n’étant prophète en son pays : « Vous qui avez une immense carrière internationale et connaissez le monde, êtes-vous optimiste sur le destin de l’Occident, de la France ? » « Oui aux deux questions, me dit-il. Car on observe que les valeurs démocratiques mises en place par l’Occident ont une force d’attraction certaine dans toutes les sociétés et que les sociétés démocratiques elles-mêmes inscrivent en permanence un sujet sur leur agenda politique : celui de l’approfondissement de la démocratie. En France, les médias et la justice sont plus indépendants de l’exécutif qu’il y a trente ans. Cela dit, la France est entravée dans sa modernisation par une longue tradition centralisatrice qui entretient les phénomènes de connivence que j’évoquais plus haut : les décisions publiques y sont influencées par une élite médiatique, intellectuelle et politique qui s’arroge le droit de définir le philosophiquement, l’historiquement et le politiquement correct. Il en résulte que la France a un caractère oligarchique plus prononcé que les démocraties voisines. »

« Vous avez expliqué, dans un livre récent, pourquoi les intellectuels français n’aiment pas le libéralisme. Alors que l’antilibéralisme était le seul point commun des dix candidats à la dernière élection présidentielle, comment expliquez-vous que les Français aient un rapport ambigu à la liberté ? Cette pensée serait-elle victime de croyances irrationnelles ? », demandai-je, intéressé. Le maître répondit : « Il y a à cette situation des raisons historiques, comme l’influence du marxisme dans les années d’après guerre. Ensuite vint la vogue du structuralisme, qui décrit l’être humain comme déterminé à son insu dans ses comportements et ses croyances par les “structures sociales”. Marxisme et

structuralisme ont en commun de minimiser l'autonomie de l'être humain, dont le respect constitue le cœur même du libéralisme. Ces mouvements de pensée ont beaucoup influencé les politiques. Ils les ont encouragés à voir dans le délinquant une victime de la société et à privilégier la prévention aux dépens de la dissuasion. Ils les ont incités à combattre les déterminismes sociaux en mettant tous les élèves dans un moule commun : un cautère sur une jambe de bois. L'initiation à la riche tradition de pensée libérale est en France vouée à la portion congrue dans les enseignements des sciences économiques et sociales. »

Une question me brûlait : « Vous qualifiez-vous de libéral ? Si oui, quelle sorte de libéral êtes-vous ? » Raymond ne se défila pas. « Le postulat fondamental du libéralisme est que la reconnaissance de l'autonomie de l'être humain est la condition, non seulement de la compréhension des phénomènes sociaux, mais aussi des avancées du bien-être collectif. Le libéralisme politique insiste notamment sur le fait qu'une division des pouvoirs – exécutif, législatif, judiciaire, médiatique, économique, social, intellectuel, consultatif, etc. – aussi rigoureuse que possible protège l'autonomie et la dignité de l'être humain. Selon le libéralisme économique, un système économique est d'autant plus efficace que les acteurs économiques y sont plus libres de leurs mouvements. Mais cela n'implique pas l'absence de règles. Adam Smith, le père du libéralisme économique, a au contraire attribué à l'État le devoir d'imposer des règles balisant le comportement des acteurs économiques dans l'intérêt de tous. Il aurait été résolument hostile à la dérégulation systématique qui caractérise les dérives du "libéralisme sauvage". Le libéralisme moral indique que ne doit être interdit qu'un comportement dont il est avéré qu'il nuit à autrui. Celui qui nie des faits patents – comme le génocide arménien ou la Shoah – se nuit surtout à lui-même, car il se déconsidère aux yeux de l'opinion. Le libéralisme moral voit la liberté d'expression comme une dimension essentielle de la dignité humaine. Qu'elle soit inscrite dans le premier amendement de la Constitution américaine explique sans aucun doute pour une bonne part le dynamisme dont les États-Unis ont fait preuve. Il n'y a pas d'avancées scientifiques, techniques, économiques, politiques, sociales ou morales si tous les acteurs concernés n'ont pas librement voix au chapitre. »

Enfin, une question de transmission : « Quels sont les trois livres qui vous ont le plus marqué ? » Le grand Boudon cita trois immenses ouvrages : « *La Démocratie en Amérique* de Tocqueville, *Les Essais sur la sociologie de la religion* de Max Weber et *Les Formes élémentaires de la vie religieuse* de Durkheim. »

Splendide de pertinence, de culture, de justesse et d'intelligence, cet échange fut pour moi un moment fort avec un homme que j'aimais profondément et à qui je pense souvent tant le regard aiguisé, toujours exigeant, sans cesse bienveillant et souvent amusé de cet amoureux de la liberté sur l'évolution de nos sociétés manque à l'analyse de notre temps.

Bronner, Gérald (1969)

Balzac avait lui-même qualifié ses *Illusions perdues*, véritable condensé de *La Comédie humaine*, d'« œuvre capitale dans l'œuvre ». Bronner, avec sa *Démocratie des crédules*, a réalisé, en matière d'*illusions mentales*, le même exploit. Passé maître dans l'art de déceler ces schémas mentaux qui désorientent notre cerveau, l'attirent, jusqu'à la folie djihadiste, comme des sirènes vers les rochers mortels des croyances erronées, cet élève de Raymond Boudon, à qui je consacre également une entrée, nous permet, à nous, esprits crédules, de nous libérer de nos propres erreurs. Et ce n'est pas parce qu'il a compris, en sociologue cognitif aguerri, que la dimension en partie contre-intuitive d'une information attire l'attention et maximise la capacité de mémorisation de son destinataire (et donc, potentiellement, d'acquisition de ses ouvrages) qu'il nous révèle régulièrement, dans ses livres comme dans ses chroniques du *Point*, les effets pervers de la massification des données, accélérée par Internet. C'est parce qu'en scientifique il se doit de partager le fruit de deux décennies de recherches pour nous permettre de vivre plus librement.

Le jeune sociologue, professeur à l'université Paris-Diderot et membre de l'Institut universitaire de France, s'inscrit ainsi dans la lignée de son maître. C'est d'ailleurs Raymond Boudon qui prévint, avec cette bienveillance qui nous manque déjà, Jean-Claude Casanova de la parution de *La Démocratie des crédules*, qu'il qualifia sans ambiguïté de « remarquable ». Gérald Bronner fait en effet partie de ces sociologues rigoureux qui utilisent les procédures les plus sérieuses pour expliquer les phénomènes sociaux et nous ouvrir les yeux sur nous-mêmes.

À mille lieues de la sociologie « bla-bla », comme disait notre

maître Boudon, l'auteur se penche sur la crédulité contemporaine des croyants, dans le sens le plus large du terme. Et l'on découvre avec lui que ces convictions ne tiennent, pour l'essentiel, ni de forces irrationnelles, ni d'une certaine forme de bêtise ou d'insincérité. Car si « nous avons des raisons de croire », nous découvrons avec Bronner que « nous n'avons pas pour autant raison de croire ». Et si nous nous trompons, c'est parce que nous subissons, malgré nous et à tout moment, une sorte de big bang cérébral engendrant nos illusions. La pensée de Bronner est un voyage dans les racines cognitives de nos erreurs, dans ce chaos permanent produit par la rencontre inconsciente d'un univers mental donné avec nos biais cognitifs, ces déviations de la raison produites par notre cerveau. Un cerveau humain, décidément trop humain, qu'il est précieux de mieux connaître pour moins s'égarer. Pour devenir libre, ou tout au moins plus libre.

Si son regard est salutaire, c'est non seulement par la capacité explicative d'un auteur qui, à chaque instant, vous apprend avec gourmandise quelque chose sur notre fonctionnement cognitif, mais aussi parce qu'un certain nombre de ces croyances sont porteuses de conséquences terrifiantes. Les extrémismes religieux et politiques, bien sûr. Mais aussi le rejet de notre époque, le dégoût des mutations technologiques, la méfiance croissante vis-à-vis de tout ce qui est occidental. La société de défiance, petite-fille de ces croyances et fille de leur récupération politique – et c'est là qu'intervient la démocratie –, place l'Europe dans une situation de concurrence très désavantageuse vis-à-vis de nombreuses zones du monde, plus enclines à la science et au progrès. L'enjeu est donc de taille.

Gérald Bronner, l'auteur respecté, entre autres, de *L'Empire des croyances* et de *L'Empire de l'erreur*, l'inventeur du savoureux terme « précautionnisme », cette idéologie de la précaution, nous ouvre sans cesse les yeux avec un prisme inédit sur ce qui nous fait peur, nous fait collectivement nous tromper, nous rend plus faibles et nous place en situation de défaite annoncée. Sa perception du monde n'a, pour autant, rien de décliniste. Il n'est pas plus cynique. Bronner, c'est à lui seul un manuel de réhabilitation du juste et du vrai dans un monde maladivement soumis au doute et à la suspicion. Après *American Pycho*, bienvenue dans le *French Parano*, cette France témoignant, selon Bronner, d'une sacrée avance en matière de théorie du complot

et autres « il n'y a pas de fumée sans feu », où le doute n'implique aucun devoir et devient même, c'est notre spécialité, un droit-créance. Umberto Eco est, tout comme Bronner, passé maître dans le détricotage des complots, inspirant au passage de splendides romans comme *Le Nom de la rose*, *Le Pendule de Foucault* et même sa dernière fable, *Numéro zéro*. Il l'expliquait admirablement au micro du « Temps des écrivains », cette passionnante émission sur France Culture de Christophe Ono-dit-Biot, en rappelant l'excellente formule de Karl Popper, qui voyait dans la théorie du complot la déresponsabilisation de soi-même (« Ce n'est pas moi ce sont les autres »). Et quand la responsabilité meurt, c'est la liberté qui disparaît.

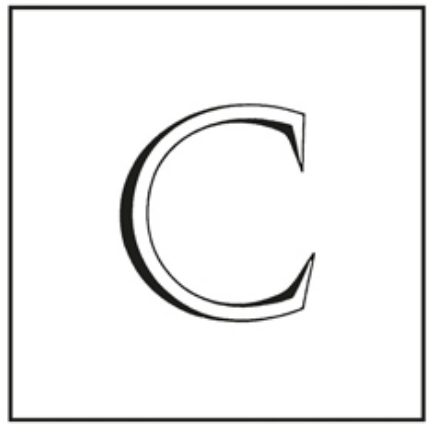
Ainsi, les puissants, l'élite, les experts, les scientifiques, tous sont la cible d'une opinion ricanante et ironique, qui croit savoir quand elle ne sait pas, et qui impose ses vues à des politiques suiveurs et démagogiques. Drame de l'illusion en groupe dans un monde où la majorité des voix fait l'objet de toutes les convoitises. Drame de la démocratie dominée par les crédules. Drame, oui, vraiment, car à force de dérapages relativistes, à l'occasion desquels le vrai savant est placé sur le même plan que l'allumé en blouse blanche qui, lui, sera bien plus relayé par les associations militantes et les posts sur Internet, on a assisté ces dernières années à un recul très net de la vaccination contre la rougeole et l'hépatite B, avec des morts à la clé. Et Bronner de nous offrir un florilège impressionnant de situations éclairantes, du monstre du Loch Ness aux attentats du 11 Septembre, des suicides à France Télécom à l'affaire Baudis, des hommes-lézards ayant remplacé nos gouvernants à cet homme prétendant être le fils de Mickael Jackson et avoir été violé par Nicolas Sarkozy qui a eu droit aux honneurs… du journal de 20 heures.

À l'origine de ces égarements : la multiplication exponentielle des données sur Internet, où les militants du complot sont infiniment plus incités à s'exprimer que les supporters de la thèse rationnelle ; le phénomène démocratique, cherchant à rallier les majorités, y compris encapsulées dans l'erreur ; et le marché cognitif, sur lequel les opinions sont désormais entrées en concurrence frontale. Ils sont ici analysés avec finesse, sagesse, et une foule d'illustrations et de références académiques présentées de manière accessible et, parfois, amusée.

De la démocratie des crédules à celle de la connaissance, Gérald

Bronner nous ouvre une issue, faite entre autres solutions de pédagogie de la science et de formation des journalistes et des politiques aux pièges cognitifs. Il est vrai que maîtriser le biais de confirmation, l'« effet Matthieu », le biais de faibles probabilités, celui de visibilité sociale, le biais de division, de dissonance cognitive, d'ancrage ou de l'effet d'amorçage constitue une clé pour mieux déjouer les pièges tendus par notre cerveau et éviter de divulguer, ensuite, des informations fausses à un public étendu et crédule. C'est donc à une éthique de savoir et de comportement que ce jeune chercheur nous invite, dans un style limpide et élégant, en nous armant d'outils concrets et efficaces jusque dans la compréhension de la pensée extrême (comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques). Rares sont les jeunes œuvres aussi complètes, aussi riches et aussi utiles. Quand on sait que l'État français lui a soumis le sujet de la déradicalisation des djihadistes, on reprend progressivement son souffle. Ou quand la sociologie bronnerienne, une fois maîtrisée, sauvera une démocratie toujours plus menacée et nous permettra de préférer, à la route de la servitude cognitive, celle de la liberté.

1. *L'Œuvre ouverte*, « Pierres vives », © Éditions du Seuil.



Camus, Albert (1913-1960)

Sous le chapiteau de zinc du Théâtre Monfort, à Paris, deux jeunes gens, silencieux, patients, virtuoses et déterminés, s'échinent à grimper le long des cordes accrochées presque vingt mètres plus haut pour leur « essai de cirque ». Ils se hissent à la force du poignet, tombent et recommencent, inlassablement. Par cette performance sobrement intitulée *Le Vide*, les artistes ont décidé d'assumer un hommage physique et poétique au *Mythe de Sisyphe*[1] d'Albert Camus : comment dépasser l'inanité de ce labeur d'homme cent fois commencé, défait et à refaire ? Comment se libérer de la pesanteur qui nous amarre irrémédiablement au sol, des cordes qui brûleront toujours la tendresse de nos paumes, de la « chute » annoncée (autre hommage des jeunes circassiens cordélistes à la grande œuvre de Camus) ? « Il faut imaginer Sisyphe heureux… » : c'est sur ces mots, ce soir-là, que s'achevait la performance – ou plutôt qu'elle ne s'achevait pas, puisque les acrobates continuaient à s'élever et à choir sans répit, alors même que le public quittait la salle après deux heures de spectacle vertigineux. Sisyphe heureux ? Comment donc, s'il est enchaîné, impuissant, au plus stérile des destins ?

« Si l'absurde annihile toutes mes chances de liberté éternelle, il me rend au contraire ma liberté d'action », répond Camus dans l'ouvrage éponyme paru en 1942. Se libérer d'une condition dont les ressorts nous échappent par le présent, l'agir et la lucidité : voici toute la profession de foi d'Albert Camus, livrée dans une vie d'engagement et une prose nette, franche, lumineuse comme un matin d'été – Albert Camus, né sur la terre d'Algérie en 1913 d'un père ouvrier agricole et d'une jeune servante d'origine espagnole qui ne savait pas écrire, devenu l'indispensable homme de lettres et de pensée, philosophe,

romancier, dramaturge, journaliste que l'on sait, sacré prix Nobel de littérature en 1957. Camus le révolté, l'assoiffé de liberté, rétorquant aux diktats du destin par l'obstination, le travail, le courage.

Camus s'est frotté très tôt aux contraintes de la vie. À ce qu'on « ne choisit pas ». La frugalité du quotidien, les marques à vif d'une éducation à la cravache : « Il y avait une fois une femme que la mort de son mari avait rendue pauvre avec deux enfants. Elle avait vécu chez sa mère, également pauvre, avec un frère infirme qui était ouvrier. Elle avait travaillé pour vivre, fait des ménages, et avait remis l'éducation de ses enfants dans les mains de sa mère. Rude, orgueilleuse, dominatrice, celle-ci les éleva à la dure », griffonne-t-il dans un brouillon de *L'Envers et l'endroit*[2]. La tuberculose, qui remplit ses poumons de sang à dix-sept ans, coupe net des études auxquelles il s'accroche comme à une planche de salut et l'empêche de passer son agrégation de philosophie.

Les violences d'un siècle de poudre et de radicalité, qui lui ont arraché son père en 1914 sans lui laisser le temps de le connaître, l'ont précipité à l'âge d'homme dans la Seconde Guerre mondiale, ont mis sa terre natale, aux prises avec son indépendance, à feu et à sang. L'étroitesse d'« -ismes » où il s'écorche les ailes – communisme, qu'il quitte à peine y est-il entré en 1935, existentialisme, auquel il tourne sévèrement le dos avec *La Chute* en 1956 au prix d'une brouille durable avec Sartre. Le rendez-vous inéluctable que nous avons tous avec la mort, où il s'est rendu à pleine vitesse sur la nationale 6, en 1960 – accident de voiture, alors même qu'il avait prévu de rentrer à Paris en train, qu'il n'aimait pas les bolides mais avait gentiment cédé à l'invitation de son ami et éditeur Michel Gallimard, heureux de lui faire essayer sa nouvelle Facel Vega. Absurde.

Et cette absurdité, « fracture entre le monde et mon esprit », constitue bien pour Camus la prison la plus sacrément verrouillée de l'existence : « Un jour vient et l'homme constate ou dit qu'il a trente ans. Il affirme ainsi sa jeunesse. Mais du même coup, il se situe par rapport au temps. Il appartient au temps et, à cette horreur qui le saisit, il y reconnaît son pire ennemi. Demain, il souhaitait demain, quand tout lui-même aurait dû s'y refuser. Cette révolte de la chair, c'est l'absurde » (*Le Mythe de Sisyphe*[3]).

On ne se défait pas facilement d'une camisole pareille. Camus, pourtant, l'a fait – ou, tout du moins, a dédié son existence à faire

craquer les coutures, à se libérer. Car si l'absurde « naît de cette confrontation entre l'appel humain et le silence déraisonnable du monde », alors oui, l'appel humain est bien là, et avec lui tous les possibles.

Le premier allié, chez Camus, est la lucidité : « Ce qu'il nous plairait de définir ici, explique Camus dans un article à paraître – mais censuré, en 1939, dans *Le Soir républicain*, quotidien qu'il codirige à Alger –, ce sont les conditions et les moyens par lesquels, au sein même de la guerre et de ses servitudes, la liberté peut être, non seulement préservée, mais encore manifestée. Ces moyens sont au nombre de quatre : la lucidité, le refus, l'ironie et l'obstination. La lucidité suppose la résistance aux entraînements de la haine et au culte de la fatalité. Dans le monde de notre expérience, il est certain que tout peut être évité. La guerre elle-même, qui est un phénomène humain, peut être à tous les moments évitée ou arrêtée par des moyens humains. Il suffit de connaître l'histoire des dernières années de la politique européenne pour être certains que la guerre, quelle qu'elle soit, a des causes évidentes. Cette vue claire des choses exclut la haine aveugle et le désespoir qui laisse faire. Un journaliste libre, en 1939, ne désespère pas et lutte pour ce qu'il croit vrai comme si son action pouvait influer sur le cours des événements. Il ne publie rien qui puisse exciter à la haine ou provoquer le désespoir. Tout cela est en son pouvoir[4]. »

C'est cette clairvoyance active qui guide le Camus journaliste,

d'*Alger républicain*, où il publie notamment *Misère de la Kabylie*, une série de onze articles qui indispose le gouvernement général d'Algérie et vaudra au journal son interdiction, à la rédaction de *Paris-Soir*, en passant par *Combat*, le journal clandestin de la Résistance où il livrera de grands éditos – entre autres celui du 8 août 1945 où il dénonce dans les premiers l'usage de la bombe atomique : « La civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques. » En 1955, il entre à la rédaction de *L'Express* où ses chroniques et analyses à contre-courant sur la crise algérienne – comme : « L'indépendance nationale de l'Algérie est une formule purement passionnelle » – lui seront durement reprochées. Les sartriens, disons-le, le regardaient toujours avec mépris, souvent avec dégoût.

Camus, malgré les agressions germanopratines, n'a pas cédé aux pressions et a aimé passionnément une profession qu'il ne concevait pas sans certains idéaux, au premier rang desquels la liberté : « Il est difficile aujourd'hui d'évoquer la liberté de la presse sans être taxé d'extravagance, accusé d'être Mata Hari, de se voir convaincre d'être le neveu de Staline. Pourtant cette liberté parmi d'autres n'est qu'un des visages de la liberté tout court et l'on comprendra notre obstination à la défendre si l'on veut bien admettre qu'il n'y a point d'autre façon de gagner réellement la guerre. »

Lucide aussi, l'écriture de Camus, directe, sans détours, faite de phrases courtes et descriptives. Elle n'a de simple que l'apparence, et recèle une extraordinaire charge esthétique et poétique, autant qu'un potentiel de révolte explosif. « Je me révolte, donc nous sommes » : Camus prend la liberté de ne pas hurler avec les loups. *L'Homme révolté*[5] condamne d'un même trait le totalitarisme soviétique et les abstractions idéologiques qui étouffent les consciences. *La Peste*, publiée en 1947 et qui vaut à Camus son premier grand succès de librairie, est une tragédie en cinq actes dans le vase clos d'Oran, où une communauté désespérée se dresse contre l'absurdité de l'épidémie et, sous ses traits hideux, contre le fléau totalitaire. Le Meursault de *L'Étranger*[6], désarmant de désintérêt face à la mort de sa mère (le trop célèbre « Aujourd'hui maman est morte. Ou peut-être hier, je ne sais pas ») et au crime qu'il a commis (« c'était à cause du soleil »), cache

peut-être, derrière sa passivité, une autre révolte : en les termes de l'auteur, « on aura une idée plus exacte du personnage, plus conforme en tout cas aux intentions de son auteur, si l'on se demande en quoi Meursault ne joue pas le jeu. La réponse est simple : il refuse de mentir. Meursault, pour moi, n'est donc pas une épave, mais un homme pauvre et nu, amoureux du soleil qui ne laisse pas d'ombres. Loin qu'il soit privé de toute sensibilité, une passion profonde, parce que tenace, l'anime : la passion de l'absolu et de la vérité. Il s'agit d'une vérité encore négative, la vérité d'être et de sentir, mais sans laquelle nulle conquête sur soi et sur le monde ne sera jamais possible. On ne se tromperait donc pas beaucoup en lisant, dans *L'Étranger*, l'histoire d'un homme qui, sans aucune attitude héroïque, accepte de mourir pour la vérité ».

Camus, c'est l'homme de la résistance, de la révolte. Pas de la révolte d'un héros, mais celle d'un homme qui, parce que c'est lui, pense autrement, voit différemment le monde. On trouve en son cœur le même élan, la même évidence que dans celui d'un Mandela répondant au président Pieter W. Botha, qui venait de lui proposer de le libérer en échange de son renoncement à la violence : « Seul un homme libre peut négocier […]. La liberté du peuple et la mienne ne peuvent être séparées. »

Et la révolte n'en finit pas de se diffracter, jusqu'à celle de Kamel Daoud, qui a rendu avec *Meursault, contre-enquête*, une voix elle aussi éprise de liberté et de sens au frère fictif de cet « Arabe » anonyme assassiné par le colon sur une plage en 1942. Le dernier chapitre de ce grand roman lance un cri de vérité et de liberté à l'imam de 2014 qui a remplacé le prêtre de Camus. Voilà la mission de l'écrivain, telle que la conçoit Camus dans son discours de réception du Nobel[7], trois ans à peine avant sa mort : « Aucun de nous n'est assez grand pour une pareille vocation. Mais, dans toutes les circonstances de sa vie, obscur ou provisoirement célèbre, jeté dans les fers de la tyrannie ou libre pour un temps de s'exprimer, l'écrivain peut retrouver le sentiment d'une communauté vivante qui le justifiera, à la seule condition qu'il accepte, autant qu'il peut, les deux charges qui font la grandeur de son métier : le service de la vérité et celui de la liberté. » Et d'une certaine modération, univers fructueux de l'épanouissement des choix humains.

Par-delà la clairvoyance et la révolte, par-delà l'humour – dont Camus ne manque jamais – et la responsabilité (« Pas d'excuses, jamais, pour personne, voilà mon principe, au départ. Je nie la bonne intention, l'erreur estimable, le faux pas, la circonstance atténuante. Chez moi, on ne bénit pas, on ne distribue pas d'absolution. On fait l'addition, simplement », *La Chute*[8]), le plus bel acte de foi de Camus pour la liberté, à mes yeux, est à l'aune de sa soif de vie.

L'existence est insensée ? Peut-être. Mais « Le bonheur et l'absurde sont fils d'une même terre », répond Camus. Et quand je relis l'éblouissant début de *Noces*[9], c'est bien un sentiment puissant d'existence et de plaisir d'être qui m'étreint et me bouleverse, tant j'y perçois la définition que j'entends donner, ici, à la liberté :

> Nous ne cherchons pas de leçons, ni l'amère philosophie qu'on demande à la grandeur. Hors du soleil, des baisers et des parfums sauvages, tout nous paraît futile […]. Ici, je laisse à d'autres l'ordre et la mesure. C'est le grand libertinage de la nature et de la mer qui m'accapare tout entier […]. Enfoncé parmi les odeurs sauvages et les concerts d'insectes somnolents, j'ouvre les yeux et mon cœur à la grandeur insoutenable de ce ciel gorgé de chaleur. Ce n'est pas si facile de devenir ce qu'on est, de retrouver sa mesure profonde. Mais à regarder l'échine solide du Chenoua, mon cœur se calmait d'une étrange certitude. J'apprenais à respirer, je m'intégrais et je m'accomplissais. […] Voir, et voir sur cette terre, comment oublier la leçon ? Aux mystères d'Éleusis, il suffisait de contempler. Ici même, je sais que jamais je ne m'approcherai assez du monde. Il me faut être nu et puis plonger dans la mer, encore tout parfumé des essences de la terre, laver celles-ci dans celle-là, et nouer sur ma peau l'étreinte pour laquelle soupirent lèvres à lèvres depuis si longtemps la terre et la mer. Entré dans l'eau, c'est le saisissement, la montée d'une glue froide et opaque, puis le plongeon dans le bourdonnement des oreilles, le nez coulant et la bouche amère – la nage, les bras vernis d'eau sortis de la mer pour se dorer dans le soleil et rabattus dans une torsion de tous les muscles ; la course de l'eau sur mon corps, cette possession tumultueuse de l'onde par mes jambes – et l'absence d'horizon. Sur le rivage, c'est la chute dans le sable, abandonné au monde, rentré dans ma pesanteur de chair et d'os, abruti de soleil, avec, de loin en loin, un regard pour mes bras où les flaques de peau sèche découvrent, avec le glissement de l'eau, le duvet blond et la poussière de sel. Je comprends ici ce qu'on appelle gloire : le droit d'aimer sans mesure.

Sentir, aimer, être et devenir ce pour quoi l'on est fait, être au monde ici et maintenant. C'est, dans une approche camusienne de l'existence que je fais mienne, la plus grande liberté.

Catallaxie

L'expression ne dit rien aux non-initiés. Elle sonne comme un médicament au goût repoussant ou un roman d'anticipation. Et pourtant, la catallaxie fait partie de ces disciplines discrètes qui fondent, sans que nous le sachions, notre quotidien d'hommes et de femmes libres. Son champ opératoire est le plus vaste et le plus passionnant qui soit : l'action humaine, ou plus exactement l'échange humain.

Petit retour en arrière. Dans ses *Conférences introductives* de 1831, Richard Whately avance que l'expression « économie politique » est étymologiquement contradictoire : l'économie – *oikonomia* – n'est pas seulement limitée aux affaires privées d'une famille, elle ne concerne que la régulation des dépenses quotidiennes. Trop étriqué, il faut embrasser plus largement. Il suggère *catallactics*, la science des échanges, et reproche au passage à Adam Smith de ne pas avoir compris que l'économie politique n'est pas la science de la richesse, mais bien celle des échanges libres. Son approche triomphe et devient *mainstream* chez les économistes anglais des années 1830-1840, à l'exception notable de John Stuart Mill.

Quelques années plus tard, et même s'il n'utilise pas le terme « catallaxie », Frédéric Bastiat, le grand économiste pédagogue français, conçoit lui aussi l'économie politique comme la découverte par l'échange de ce qui peut être bon pour autrui. Il avance en 1846 que « l'échange est un droit naturel comme la propriété », et que « l'échange, c'est l'économie politique ». L'économiste autrichien Ludwig von Mises s'appropriera, lui, expressément l'expression, qu'il définit comme « l'analyse des phénomènes de marché ».

Hayek, contrairement à Mises, son mentor, analyse quant à lui le

marché de manière non empirique et va en conséquence beaucoup plus loin : il intitulera un chapitre de l'une de ses œuvres majeures, *Droit, législation et liberté*, « L'ordre du marché ou catallaxie », faisant de ce concept un pilier de sa vision du monde. Il rappelle que *katallassein* vient du grec *katallasso*, terme polysémique qui signifie « échanger, vendre », mais aussi « faire changer les sentiments » au sens de « faire cesser une guerre ou une inimitié ». Magie de l'étymologie qui renvoie non seulement à la notion d'échange, mais encore au fait d'admettre dans la communauté et de faire d'un ennemi un ami.

La catallaxie devient, sous sa plume, le vecteur de l'ordre spontané produit inconsciemment par « les actes de gens qui se conforment aux règles juridiques concernant la propriété, les dommages et le contrat ». Elle incarne ce que le marché, cette expression honnie par ignorance, a de fantastiquement positif dans nos vies. Ou comment la liberté, véritablement libérée et guidée par le pouvoir de régulation de la responsabilité, devient l'alliée insoupçonnée d'un combat contre le désordre, la disharmonie. Quand l'« économie » n'appréhende qu'une hiérarchie unitaire de fins, la « catallaxie » sert pleinement la multitude des objectifs distincts de chacun de nous. Si l'on agit, c'est en poursuivant nos fins. Nous marions, selon les actes, la recherche du profit, de l'intérêt intellectuel ou humain, de la générosité et/ou du don de soi. Et l'on participe, sans le savoir, à un ordre plus grand que nous, que personne ne nous a imposé.

Ce mécanisme subtil et véritablement moteur des civilisations humaines n'est pas assez connu. Personne ne me l'a appris dans les écoles et universités que j'ai eu le bonheur de fréquenter. S'il l'était davantage, il serait sans doute voué aux pires attaques. Pourtant, c'est bien lui qui anime les innovations autant que la solidarité privée, et le progrès du monde vers plus de paix et de liberté.

Catholicisme

Ce que l'Église a fait du catholicisme entretient parfois des relations complexes, tendues, voire littéralement hostiles avec la liberté. Tout ce qui ressemble, de près ou de loin, à l'idée d'une volonté divine prenant le pas sur nos libres choix, décidément trop humains, creuse inévitablement le fossé des dissensions. Ayant grandi, notamment grâce aux Frères des écoles chrétiennes et au doux regard bleu d'un grand-père que j'évoque plusieurs fois dans ce livre et qui ne cesse de me dire, encore aujourd'hui, qu'il ne faut en rien s'inquiéter pour lui tant il se sent « dans la main de Dieu », je suis imprégné, dans mes valeurs, dans mon rapport aux autres, de cette religion qui est mienne. Et je demeure convaincu, quand je lis les Évangiles ou les lettres des Apôtres, que la liberté, ou plus exactement l'amour de la liberté, est compatible avec les enseignements du Christ.

D'abord parce que cette religion est, avant tout, une religion d'amour. Je conçois que certains courants conservateurs l'ont oublié, s'arc-boutant sur la rigidité de marbre d'un sacrement (de mariage par exemple) au lieu de reconnaître l'évidente divinité présente dans toute manifestation d'amour sincère (de certains couples de divorcés, pour prolonger cet exemple qui m'a personnellement frappé, et peiné). Une religion autorisant le sacrement de réconciliation retrouvera sa cohérence le jour où elle autorisera la sacralisation du mariage de personnes vibrant aux sons de l'amour vrai, fruit de la liberté et du plus beau des sentiments humains.

Ensuite parce que les injonctions et messages divins sont au fondement d'une société de liberté, des dix commandements à la valorisation de la solidarité privée, de la liberté qui nous est laissée de croire ou de ne pas croire à la responsabilité individuelle logée dans la

sanction, usant du symbole de l'enfer, d'une liberté dévoyée.

Les rapports entre le catholicisme et la liberté n'ont cependant pas toujours été simples. Souvenons-nous de Félicité Robert de Lamennais, ce prêtre et penseur de la liberté qui fonda en 1830 avec ses amis Charles de Montalembert et Henri-Dominique Lacordaire le journal *L'Avenir* prônant la séparation de l'Église et de l'État, et plus généralement ce qu'il est convenu d'appeler le « catholicisme libéral ». Ce mouvement revendiquait des libertés civiles que l'on prend aujourd'hui pour acquises : la liberté de religion, la liberté d'enseignement, la liberté de la presse, ainsi que la liberté d'association. *L'Avenir*, dont la devise était « Dieu et la liberté ! », tenait pour principe de marier une défense du catholicisme en matière doctrinaire (défense de la foi et de la morale) avec les valeurs de la liberté appliquées aux univers sociaux et économiques. Le journal ne survécut qu'une année. En 1832, le pape, auquel ses fondateurs avaient pourtant fait appel, condamna leurs idées dans l'encyclique *Mirari vos*. Lacordaire, futur défenseur des Dominicains en France, désavoua ses compagnons et affirma sa soumission au pape, accusant notamment Lamennais de vouloir placer l'autorité humaine au-dessus de celle de l'Église.

Dans *Rerum novarum*, l'encyclique sur le capital et le travail de Léon XIII publiée en 1891, le pape présente toutefois une vision du monde social empreinte de liberté. Il rejette clairement la lutte des classes et affirme expressément que le socialisme mène à l'injustice. Il reconnaît la propriété privée, corollaire de la liberté, comme un droit naturel, défend la famille contre l'État, et explique l'importance de la charité personnelle et des vertus dans le bon fonctionnement de la société. L'encyclique montre une très bonne compréhension des relations sociales, ainsi que des enseignements de l'économie classique sur les limites de l'interventionnisme et les dangers de l'étatisme.

Malheureusement, ce ne sera pas toujours le cas des papes qui lui succéderont, à l'exception sans doute de saint Jean-Paul II, le tombeur du communisme et brillant auteur de l'excellente encyclique *Centesimus annus*, véritable ode à la liberté rédigée pour les cent ans de *Rerum novarum*.

Il existe en réalité une double tradition dans la doctrine sociale de l'Église. D'une part la tradition léonine (de Léon XIII) et d'autre part la

tradition pauline (liée à Paul VI et à son encyclique *Populorum progressio*). La première demeure minoritaire et mal comprise. De ce fait, les enseignements sociaux de l'Église ne forment pas un tout cohérent, et plusieurs encycliques sont influencées par une pensée peu sympathique envers le marché libre, y compris la dernière, *Laudato si'*, du pape François, qui fustige l'économie libre et critique, en reprenant les antiennes néomarxistes, les « mythes » de la modernité : « Individualisme, progrès indéfini, concurrence, consumérisme, marché sans règle. »

Tout amoureux de la liberté sensible à l'évolution de la doctrine sociale s'en désole car l'histoire de la pensée catholique regorge de visions positives sur la liberté. On en trouve notamment dans les œuvres de saint Thomas d'Aquin, de saint Augustin, ou encore de saint Bernardin de Sienne. Mais ce sont chez les scholastiques de Salamanque que l'on trouve le plus grand trésor. Joseph Schumpeter ira jusqu'à dire qu'ils sont les fondateurs de l'économie libre. Luis de Molina, Domingo de Soto ou encore Juan de Mariana démontrent une grande compréhension de l'action libre des hommes et de ses conséquences en termes d'échange et de marché. Ils vont même jusqu'à défier les effets pervers de la réglementation, développent une théorie des prix et des salaires, et réalisent, de manière innovante, l'importance de la subjectivité dans la théorie de la valeur.

Quelle que soit la philosophie économique de l'Église, elle affirme très largement, en « amoureuse de la liberté », son attachement à la dignité personnelle, au respect pour la vie humaine, à la liberté de pensée ou d'association, ou encore au principe de subsidiarité. Chacun se doit d'exercer les vertus librement et sans s'en remettre à l'État. Saint Paul affirme aussi dans la seconde épître aux Thessaloniciens que si quelqu'un ne veut pas travailler, il ne mangera pas non plus. La responsabilité individuelle et le travail sont au cœur d'une société de liberté, même si elle n'ignore évidemment pas la solidarité privée.

Un dernier sujet fâche encore, hélas : les rapports du catholicisme avec l'argent et la richesse. Le développement du monachisme en Europe au Moyen Âge définit l'existence chrétienne comme une vie bien souvent contemplative et sans possessions matérielles. Certains moines étaient pourtant également producteurs ou inventeurs. Les Cisterciens étaient connus pour leurs innovations technologiques. On a

d'ailleurs très longtemps cru que Max Weber avait vu dans le protestantisme, et non pas dans le catholicisme, les sources du capitalisme, ce qui sera contesté par la suite tant le catholicisme a été porteur de modèles de normes et de comportements propices au développement économique et moral en Occident.

Le catholicisme est religion d'amour, de vie et de responsabilité. Il est donc, sauf pour ceux qui le comprennent mal, religion de liberté.

Chanson française

C'est un continent à part entière. On s'y promène depuis l'enfance, seul ou en famille, entre amis, en amoureux, de chemins cent fois parcourus en nouvelles perspectives. Des textes habiles dans la langue de Molière, des mélodies qui s'accrochent au cœur pour ne plus en sortir, des voix inoubliables adossées à des personnages qui ne le sont pas moins. Est-ce tout ? Non : si l'on tend bien l'oreille, il y a aussi… un petit air de liberté, inimitable.

Libre, la « chanson française » l'est doublement. D'abord parce qu'elle est « chanson » – expression inégalable de soi et du monde quand la puissance des mots est amplifiée par la musique. Également, osons le dire, parce qu'elle est « française » – avec ce qu'il faut d'insolence, de râleries et de nombrilisme parfois, mais aussi d'engagement, d'humour, de générosité, d'idéal, de beauté de la langue et de romantisme.

Libre, elle l'est dès l'origine et presque par nature : fille de transmission orale, elle saute, légère, de bouche à oreille, d'oreille à bouche. Poétique ou grivoise, savante ou à boire, la parole chantée libère l'expression : que ce soit à la Cour ou sur un champ de foire, devant les princes ou autour de l'âtre à la veillée, elle met des ailes à toutes les histoires, grandes et petites. Et, l'air de rien, sans forcer, des troubadours à la romance de salon, de la chanson populaire au music-hall, de l'oralité au streaming en passant par tout ce que l'histoire technologique a compté et comptera de supports – ardoise, vinyle, cassette, CD ou MP3, elle cimente notre mémoire collective, notre patrimoine historique, affectif et linguistique.

Il faut attendre le XIXe siècle pour que le chansonnier devienne réellement indépendant et se libère des anciennes allégeances de Cour

par le droit, par les droits – les droits d'auteur, avec la création de la société d'auteurs en 1851 devenue la Sacem, qui gère aujourd'hui la propriété intellectuelle de dizaines de milliers d'« ACI », nos fameux « Auteurs-Compositeurs-Interprètes », des « anciens » (les Frères Jacques, les Compagnons de la chanson) aux icônes (Brassens, Gainsbourg, Barbara, Piaf, Ferré, Trenet, Montand, et le Belge Jacques Brel, bien sûr, qui berça mon enfance, de son chauvin « Plat pays » qui ressemble à mon Nord natal à « Quand on n'a que l'amour », qui m'a libéré le cœur). D'autres, évidemment : Ferrat, Fernandel, Moustaki, Barbara, Hardy, Dutronc, Berger, Aznavour, Goldman, Sardou, Julien Clerc, Hallyday, Biolay, Mc Solaar, IAM, Stromae. La liste serait absolument impossible à boucler, mais je ne peux manquer d'accorder une mention spéciale à Patrick Bruel, mon complice et ami. Car derrière la star infiniment populaire, le chanteur-acteur-entrepreneur-joueurdepoker-supporter-ami-fils-frère-père, c'est une pépite d'intelligence aussi instinctive qu'analytique, doublée d'un sens profond de la liberté. S'il est un homme qui, dans un élan autant camusien que spinozien, est devenu ce pour quoi il était fait, c'est bien lui. La liberté, il la chante, de « Combien de murs ? » aux « Larmes de leurs pères ». Il la joue, il la défend également publiquement quand il prend position dans le conflit israélo-arabe ou en soutenant le réformisme français. Il la vit aussi en étant gourmand de tout, aussi à l'aise en sommelier émérite qu'en analyste politique hypermnésique. Il est, dans sa curiosité et son goût de toujours apprendre, de toujours progresser, un très grand amoureux de la liberté.

La chanson, de Patrick ou d'autres, n'attend pas pour s'engager, défendre des positions, des convictions. Elle accompagne plus d'un combat pour la liberté. D'un camp ou d'un autre, elle souffre parfois de tutoyer la propagande, et souvent la réalité des mouvements qu'elle chante la dépasse. Mais qu'importe : c'est bien « en chantant », comme le fredonne Sardou, qu'à tort ou à raison on se donne du cœur à la lutte, pour l'amour d'une terre ou de valeurs plus hautes – liberté, fraternité, égalité, justice : aux murs de la Bastille (*La Carmagnole*, mais aussi *La Marseillaise* de Rouget de Lille, qui avant de devenir hymne national à la fin du XIXe siècle est d'abord le chant des partisans de la Révolution), sous une casquette de Gavroche ou sur les barricades de la Commune (*Le Temps des cerises* de Jean-Baptiste

Clément ou *L'Internationale* d'Eugène Pottier, déclinées et reprises en rouge un siècle plus tard, notamment autour de Mai 68, aux côtés de titres phares des années 1960 et 1970 comme *Sans la nommer* de Moustaki), dans les ronces du maquis, quand le splendide *Chant des partisans* imaginé par Kessel et Druon tente de couvrir les dissonances liberticides de *Maréchal nous voilà*, ou plus tard quand Léo Ferré met en musique le bouleversant poème d'Aragon *L'Affiche rouge*, en mémoire de vingt-trois résistants exécutés peu avant la libération de Paris : « Adieu la peine et le plaisir Adieu les roses / Adieu la vie adieu la lumière et le vent / Marie-toi sois heureuse et pense à moi souvent / Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses. »

Au XXe siècle, elle reste solidement enracinée dans un contexte politique, social, économique, qu'elle prend la liberté de tancer, ou simplement de questionner, par-delà les styles, les goûts et les publics, par-delà parfois la censure – des groupes anarcho-punks des années 1980, Bérurier noir ou Têtes raides, au *Lily* doux-amer de Pierre Perret contre le racisme ordinaire, de la scène rap française et de ses irrévérences parfois encore interdites d'antenne au *Diego libre dans sa tête* de Michel Berger face à la dictature ou aux *Maux d'enfants* de Patrick Bruel contre le cyber-harcèlement… Voilà la chanson française : curieuse, courageuse, parfois audacieuse, mais jamais indifférente à la marche du monde.

La chanson française, si noble d'être populaire, a cette force des mouvements libres : appartenir au collectif, mais permettre l'expression individuelle la plus poussée – liberté de penser, de vivre comme on l'entend, d'exister. « J'm'en fous pas mal », chante une Môme Piaf qui « ne regrette rien ». En faire à sa tête, vivre « la bohème » d'Aznavour, aimer la vie, et « l'aimer même si le temps est assassin et emporte avec lui le rire des enfants » (Renaud). C'est si bon de se libérer pour aller où l'on doit aller, se donner rendez-vous à soi-même, en liberté. Ce qui ne signifie pas forcément se retrouver seul, centré sur son ego ! Loin de là : « Moi j'm'en fous, j'ai rendez-vous avec vous », annonce Brassens. C'est si bon d'affirmer ce que l'on est, contre l'ordre établi, la bienséance, le regard des autres, dans un monde dont on se sent parfois en marge : c'est Barbara qui « s'balance », Jean-Jacques Goldman qui « marche seul », France Gall qui « résiste », les amoureux des bancs publics de Brassens qui « s'foutent pas mal du regard oblique des passants honnêtes », Renaud,

qui aurait mieux fait d'aimer Mme Thatcher, qui envoie les importuns « marcher à l'ombre ». Douloureux aussi parfois, si l'on cherche sa place en vain, comme les héros de *Starmania*, le premier opéra-rock français signé Michel Berger. « J'aurais voulu être un artiste… », chante le businessman qui a le blues tant il ne se sentait pas à sa place lorsqu'il siégeait dans ses conseils d'administration. Qu'à cela ne tienne, d'autres arrivent pour prendre le relais de la quête de soi, d'une singularité, d'une autonomie, d'une rétivité face à l'autorité ou au conformisme : « Fais pas ci, fais pas ça », s'agace Dutronc, qui n'hésite pas non plus, malicieux et cynique, à « retourner sa veste toujours du bon côté » ; le pianiste de Michel Berger joue debout, « ça veut dire qu'il était libre, heureux d'être là malgré tout » ; Florent Pagny défend jusqu'au bout sa « liberté de penser », définie par Salman Rushdie comme la liberté de choisir ses pères spirituels.

Qu'on l'aime ou pas, quel que soit le genre ou la sensibilité, la chanson française entretient un dialogue permanent avec la liberté, jusqu'aux hommages sans détours – *Ma liberté* de Moustaki, que je préfère chantée par Reggiani, *Heureux qui comme Ulysse* portée par Brassens (« Qu'elle est belle la liberté ! »), *Liberté*, interprétée par Barbara sur un texte de Moustaki… Et, même sans la citer, elle pousse parfois cette liberté jusqu'à l'extrême, à l'irrévérence. Songeons à la mine des « croquantes et des croquants » quand le gorille de Brassens faisait des cabrioles, que ses « trompettes de la renommée » claironnaient à tout-va sa mauvaise réputation, ou qu'il osait ne pas demander sa belle en mariage pour vivre un amour libre ! Et que dire des provocations inspirées de Serge Gainsbourg, qui fait chanter l'inceste à sa fille Charlotte sur la *Tristesse* de Chopin, adapte *La Marseillaise* version reggae, glisse des soupirs sans équivoques sur *Love on the Beat*…

Mais la liberté de la chanson française, ce n'est pas seulement l'engagement, la révolte, l'affirmation de soi ou l'irrévérence. C'est aussi l'affirmation d'un idéal, d'une beauté à portée de main, souvent par le biais de l'amour, libérateur et révélateur. C'est une histoire à part avec la poésie, avec la beauté et les horizons infinis qu'ouvre la langue, d'Yves Montand mettant Prévert ou Baudelaire en musique à l'aisance rimée d'un Stromae, en passant par Ferrat et Ferré qui ont si bien chanté Aragon. C'est le droit de rêver, à des grandes ou moins

grandes choses, et notamment « à l'impossible étoile » de *La Quête* de Jacques Brel, à ce qui se passe « au bout de la terre » où Aznavour voudrait bien qu'on l'emmène, ou juste « sous les jupes des filles » comme le chante tendrement Souchon. Le droit de croire et défendre l'amour et ses possibles qui sauvent de tout – quand je vois mon aimée, j'ai autant envie de chanter à pleine voix l'*Hymne à l'amour* avec Édith Piaf (« Peu m'importe si tu m'aimes, je me fous du monde entier ! ») que de me demander, avec Brel, « je ne sais si je serais ce héros, mais mon cœur serait tranquille ». Brel, justement, que l'on encourage à aimer « Frida qu'est belle comme un soleil ! » malgré la médiocrité et les si petites vues de ceux qui les entourent, précisément parce qu'elle est là, la liberté : aimer, être soi, malgré les regards, malgré les autres.

Et puis la chanson française ne serait pas tout à fait elle-même si elle n'avait pas aussi l'humour, la légèreté, l'insouciance. Voilà le dernier cadeau de liberté qu'elle nous fait : pouvoir colorer la vie d'un refrain ami contre la grisaille, écouter ou chanter à tue-tête juste pour la force fraîche que nous donne la chanson, parce qu'on s'y reconnaît, parce qu'on s'y sent moins seul, pouvoir voir le monde à la Michel Legrand dans *Les Demoiselles de Rochefort*, à la Alain Resnais dans le réjouissant *On connaît la chanson*, à la Bourvil qui chante la tendresse, ou à la Charles Trénet, ce fou chantant « Y a d'la joie ! ». Mais oui, parfois, écouter un standard, fredonner avec lui et retrouver le sourire. Le bonheur juste d'un moment volé, d'un instant de liberté.

Chaban et la nouvelle société

Je suis le contraire d'un nostalgique. Sensible au passé, je regarde vers l'avenir car je crois en l'homme, en sa capacité de résistance par l'innovation, et à la moisson des libertés réveillées. En écrivant ce Dictionnaire, je me suis mis à relire le discours de Chaban-Delmas sur la « nouvelle société ». Nous étions le 16 septembre 1969, j'allais naître six ans plus tard. Et j'ai pensé à mon pays, à son État, près d'un demi-siècle après. Je n'en ai cependant pas perdu mon optimisme. Car tout est dit, ou presque. Et si la génération précédente ne l'a pas fait, c'est à nous de le faire.

> Le malaise que notre mutation accélérée suscite tient, pour une large part, au fait multiple que nous vivons dans une société bloquée. […] De cette société bloquée, je retiens trois éléments essentiels, au demeurant liés les uns aux autres de la façon la plus étroite : la fragilité de notre économie, le fonctionnement souvent défectueux de l'État, enfin l'archaïsme et le conservatisme de nos structures sociales. […]
>
> Tentaculaire et en même temps inefficace : voilà, nous le savons tous, ce qu'est en

passe de devenir l'État. […] Le résultat de tout cela ? C'est d'abord le gonflement des masses budgétaires. C'est ensuite, pour les partenaires de l'État, un encouragement à la passivité et à l'irresponsabilité. Et si encore toutes nos interventions, qu'il s'agisse de prélèvements fiscaux ou des subventions publiques, atteignaient leur but. Mais il s'en faut de beaucoup. […]

Ce conservatisme des structures sociales entretient l'extrémisme des idéologies. […] Enfin, comme Tocqueville l'a montré, et ceci reste toujours vrai, il existe un rapport profond entre l'omnipotence de l'État et la faiblesse de la vie collective dans notre pays. […]

Ce tableau a été volontairement brossé en couleurs sombres. Je le crois nécessaire, comme je crois aussi que les Français sont aujourd'hui en état de le considérer et d'en tirer les leçons. C'est aussi parce que j'ai la conviction que nous entrons dans une époque nouvelle, où de grands changements sont possibles. […]

On me dira qu'il ne faut pas sous-estimer l'importance des forces de résistance au changement. Je le sais bien. Il y a un conservateur en chacun de nous, et ceci est vrai dans chacune des tendances de l'opinion, y compris celles qui se réclament de la révolution. […]

Et pourtant, je suis certain que nous devons aujourd'hui nous engager à fond dans la voie du changement. Il y a à cela deux raisons principales : la première est que, si nous ne le faisions pas, nous nous exposerions à un avenir qui ne serait guère souriant. […]

Nous sommes, en effet, une société fragile, encore déchirée par de vieilles divisions et, faute de pouvoir maintenir notre équilibre dans la routine et la stagnation, nous devons le trouver dans l'innovation et le développement. La seconde raison, la raison positive, c'est que la conquête d'un avenir meilleur pour tous justifie à elle seule tous les efforts, tous les changements. […] Nous pouvons donc entreprendre de construire une nouvelle société.

Chaban, il faut l'avouer, ne dit plus rien à nos générations, et encore moins aux suivantes. Mais sa vision vibre d'une libre modernité !

Char, René (1907-1988)

René Char, né en 1907 à L'Isle-sur-la-Sorgue, est un enfant de Provence. Un enfant solitaire et solaire, épris de garrigue et de liberté. Adolescent, il s'échappe en lisant : Plutarque, Villon, Vigny, Nerval, Baudelaire. Il signe ses premiers recueils aux accents de plein ciel, *Les Cloches sur le cœur, Arsenal* – qui s'ouvre sur un prémonitoire « nuage de résistance ».

Et puis, en 1929, encouragé par Éluard qui a été conquis par ses premiers poèmes, il part pour Paris. Aux côtés de son ami Paul, il rencontre Breton, Aragon : le surréalisme le séduit – son esthétique révolutionnaire, son irrévérence, son souffle neuf. « J'étais un révolté et je cherchais des frères », écrit-il dans son premier article, « Profession de foi », publié dans *La Révolution surréaliste*. « Je touche enfin à cette liberté entrevue, combien impérieusement sur le déclin d'une adolescence en haillons et fort peu méritoire. »

Mais la hauteur de vues du grand René (Char mesure près de deux mètres !) s'accommode mal d'horizons bornés, aussi rebelles puissent-ils se revendiquer : il se place vite en rupture par rapport au mouvement. Quand nombre d'auteurs surréalistes, qui jouent avec le réel comme on s'amuse en liberté, dont Aragon et Éluard, adhèrent au parti communiste, René Char s'éloigne : il n'achète pas la couleur, seule la liberté l'intéresse – et un franc refus, naturel pour un amoureux de la liberté, des nationalismes, du colonialisme, du militarisme, de l'extrême droite. En 1934, il reprend son indépendance intellectuelle et artistique en publiant *Le Marteau sans maître*, dissidence contre les dissidents. Il s'engage contre la montée du fascisme espagnol, en soutenant *L'Âge d'or*, film grinçant de deux jeunes incontrôlables, Salvador Dalí et Luis Buñuel. En 1937, il dédie

son *Placard pour un chemin des écoliers* aux « enfants d'Espagne ».

Arrive la guerre aux portes de France. Au front dès 1939, René Char s'insurge contre le manque d'engagement de l'armée. Démobilisé en 1940, il s'engage aussitôt dans la Résistance. Résister, c'est se libérer, se révéler à soi, laisser monter en soi l'impossible résignation, ces lois qui nous distinguent des collabos. Non parce que l'on est plus courageux ou plus lucide. Mais parce que l'on respecte d'autres normes personnelles, que l'on voit autrement et que l'on ne peut agir autrement qu'en conformité à soi. Comme Antigone, autre grande figure de la résistance, et donc de la liberté, face à Créon.

C'est ainsi que voit le jour Capitaine Alexandre, célèbre pseudonyme sous lequel il rejoint les Forces françaises combattantes dans son Sud natal. Alexandre sabote des installations allemandes, sillonne le maquis arme au poing, coordonne des compagnons sans uniforme ni statut, protège ceux qui refusent le Service du travail obligatoire. Il résiste aussi en écrivain, d'une façon qui n'est qu'à lui : alors que de nombreux poètes publient beaucoup et combattent peu, il inverse l'équation. Jusqu'à la Libération, il se bat et choisit, délibérément, de ne rien publier. Il écrit beaucoup pourtant – comment suspendre une plume qui vole – et son style épouse les impératifs des temps : rigoureux, sans bavardage, rapide, dense. *Feuillets d'Hypnos*[10], publié en 1946, reprend son journal de résistance. En prose : Char s'affranchit du vers pour incarner l'instant présent. Il multiplie les aphorismes comme autant d'oracles au goût de liberté et d'engagement que le lecteur est libre d'interpréter de façon universelle : « Épouse et n'épouse pas ta maison » ; « L'acquiescement éclaire le visage. Le refus lui donne la beauté ». *Les Feuillets* sont pure célébration de l'action – « Être du bond. N'être pas du festin, son épilogue », une action infiniment libre, parce qu'infiniment courageuse : « Nous sommes allés et avons fait face. » Ces chroniques fragmentées et efficaces rejoignent en 1948 *Seuls demeurent*, *La Conjuration*, *Le Poème pulvérisé*, *La Fontaine narrative* et *Les Loyaux adversaires* dans un recueil qui sonne comme une déflagration : *Fureur et mystère*. Alliance ô combien exaltante, au goût puissant de liberté : « À tous les repas pris en commun, nous invitons la liberté à s'asseoir. La place demeure vide mais le couvert est mis. » Le ton est donné : « Impose ta chance, serre ton bonheur et va vers ton risque. À te regarder, ils s'habitueront[11]. »

Et :

> Pourquoi ce chemin plutôt que cet autre ? Où mène-t-il pour nous solliciter si fort ? Quels arbres et quels amis sont vivants derrière l'horizon de ses pierres, dans le lointain miracle de la chaleur ? Nous sommes venus jusqu'ici car là où nous étions ce n'était plus possible. On nous tourmentait et on allait nous asservir. Le monde, de nos jours, est hostile aux Transparents. Une fois de plus, il a fallu partir… Et ce chemin, qui ressemblait à un long squelette, nous a conduits à un pays qui n'avait que son souffle pour escalader l'avenir. Comment montrer, sans les trahir, les choses simples dessinées entre le crépuscule et le ciel ? Par la vertu de la vie obstinée, dans la boucle du Temps artiste, entre la mort et la beauté[12].

Char n'a pas écrit ces lignes-là seul. Il signe *La Postérité du soleil* avec un « frère d'espoir », immense écrivain, homme d'exception : Albert Camus. Au sortir de la Résistance, Albert et René se sont lentement, sûrement pris d'amitié l'un pour l'autre. De respect profond, d'estime mutuelle, de bienveillance et de tendresse. « Je tiens René Char pour notre plus grand poète vivant et *Fureur et mystère* pour ce que la poésie française nous a donné de plus surprenant depuis *Les Illuminations* et *Alcools* », avait écrit Camus en 1948. « On parle de la douleur de vivre, lance-t-il encore à Char dans une lettre de leur magnifique correspondance datée de 1951, après la publication de *L'Homme révolté*, mais ce n'est pas vrai, c'est la douleur de ne pas vivre qu'il faut dire. Et comment vivre dans ce monde d'ombres ? Sans vous, sans deux ou trois êtres que je respecte et chéris, une épaisseur manquerait définitivement aux choses. » Quel plus bel hommage ? Quelle plus belle amitié ?

Char, Camus : la révolte, l'exigence, la grâce, la lumière et l'amour

de la liberté en partage. Une définition tellurique de la résistance, aussi, les pieds dans le sol, qui n'a rien à voir avec le mythe d'une volonté érigée triomphalement face à l'inadmissible. La liberté profonde de consentir à des lois, à une nécessité supérieure. Et, surtout pour Camus, la social-démocratie : la plus haute liberté, c'est la mesure. C'est parce qu'il est intransigeant qu'il refuse d'être radical. Combattant les idéaux utopiques, ils rêvent d'une médiane où la liberté serait non reine, mais largement installée.

Liberté qui irrigue pleinement, comme la lumière du Sud, les œuvres de la maturité : *La Parole en archipel*, *La Nuit talismanique*, *Aromates chasseurs*, *Chants de la Balandrane*, *Fenêtres dormantes et porte sur le toit*… Tout y est verbe obstiné contre l'oubli, la mort, l'étroitesse du réel. Tout est hommage à la force de l'âme et du cœur pour abolir toutes les limites : « La réalité ne peut être franchie que soulevée. » Hommage aussi à la force de l'amour : « Amour nu, te voici, fruit de l'ouragan ! Je rêvais de toi décousant l'écorce. » À la force de la beauté : « Dans nos ténèbres, il n'y a pas une place pour la beauté. Toute la place est pour la beauté. » Je comprends donc pourquoi je déguste sans cesse ces mots dansants de force et de vérité.

« René Char ou la jeunesse des mots, du monde… Il faut le lire et le relire pour, peu à peu, sentir en soi la débâcle des vieilles digues, de l'imagination paresseuse », a pu écrire l'écrivain et éditeur Yves Berger. Car oui, les rocailles les plus sèches que fait sauter ce grand homme d'action et de mots, terriblement courageux et droit, incroyablement attachant, sont en nous-mêmes : « Nous avons en nous d'immenses étendues que nous n'arriverons jamais à talonner. Mais elles sont utiles à l'âpreté de nos climats, propices à notre éveil comme à nos perditions. » Nos cœurs sont emplis de cette puissante liberté qui, quand on la saisit, quand on la laisse se déployer, sublime la vie des hommes.

Chateaubriand, François-René de (1768-1848)

L'océan est calme aujourd'hui, étal face à cette côte cent fois battue par les vents. À mes pieds, un bloc de granit surmonté d'une croix simple et ceint d'une balustrade ouverte sur la mer comme deux grands bras. Pas d'inscription, pas de mots sur cette tombe brute comme peut l'être la vie : c'était le souhait de l'immense homme de lettres qui repose là. Il est vrai que, des mots, François-René de Chateaubriand en a tant brassé, rêvé, mêlé dans l'une des proses les plus puissantes et les plus chantantes de la littérature française ! On trouve juste, quelques pas plus loin, une petite plaque fixée sur un muret de pierres sèches : « Un grand écrivain français a voulu reposer ici pour n'y entendre que le vent et la mer. »

Le vent qui agite les mèches libres de François-René sur le si beau portrait qu'en a fait Girodet – regard au loin, accoudé à un parapet couvert de lierre sauvage, réconciliant de tout son être nature et culture qui se partagent l'arrière-plan, forteresse brune à gauche, montagnes bleutées à droite.

La mer dont, dit-il, « le bruit berça mon premier sommeil » : enfant de Saint-Malo où il est né en 1768, fils d'une aristocratie désargentée et des courses sur la lande sauvage, le grand Chateaubriand a souhaité trouver sur l'îlot du Grand Bé un dernier refuge, après une vie formidablement ballottée, comme il la décrit lui-même, « entre deux siècles, comme au confluent de deux fleuves ». Une vie partagée, comme les chapitres de ses monumentaux *Mémoires d'outre-tombe*, entre armes, voyages, gloire littéraire, ambitions politiques – partagée, ou plutôt démultipliée et unie sous une même passion : la liberté.

Exigence première, la liberté réconcilie, justifie, absout toutes les contradictions d'une vie et d'une œuvre pétries de contrastes. Elle

accompagne François-René dans ses voyages, quêtes toujours inassouvies d'images et de révélations nouvelles, mais aussi d'une reconnaissance à la mesure du destin auquel il se sent promis. Elle le pousse en 1791 vers le Nouveau Monde, « faute, écrit Michel Winock, de trouver sa place dans l'Ancien ». Elle le tient sept ans dans un exil misérable entre Bruxelles, Jersey et Londres, puisque sa naissance et ses jeunes convictions l'avaient uni à l'armée des Princes, mise en déroute en 1792 par la fièvre révolutionnaire. Son *Essai sur les révolutions*, rédigé outre-Manche en 1797, plutôt méconnu, révèle alors, selon Winock, « le peu de profondeur de son royalisme et de son catholicisme, le goût des idées générales et son amour de la liberté ».

Ses positions changeront ensuite, et sur la monarchie, et sur la foi. Mais jamais sur sa soif de liberté. Celle-ci le poussera quelques années plus tard sur les routes d'Orient – Athènes, Constantinople, Jérusalem, Alexandrie, Le Caire, Tunis, Carthage, Grenade, qui fonderont son *Itinéraire de Paris à Jérusalem*. Outre des convictions raffermies sur le catholicisme après la mort brutale de sa mère et de sa sœur, il rapportera du périple des tableaux étonnants, des couleurs, des odeurs, des sensations rares, nourrissant une œuvre qui va embraser toute la postérité romantique.

« Chateaubriand l'Enchanteur. » Ainsi l'ont baptisé des contemporains séduits, ravis, surpris par son style totalement neuf, incroyablement libéré des recettes du passé. J'adore la formule : elle contient toute la magie, toute la liberté créatrice du verbe. Les premières publications sont tout de suite un succès – *Atala* en 1801, suivi de *René*, puis de l'immense *Génie du christianisme* en 1802. Sous ces pages de feu couve, déjà, la toute-puissance libératrice du romantisme. Est-ce d'ailleurs un hasard si ce *génie du romantisme* voit le jour la même année que Victor Hugo – « Ce siècle avait deux ans… » –, lequel décrétera, dans une formule tout aussi célébrissime, quelques années plus tard : « Je veux être Chateaubriand ou rien ! » ?

Il faut dire que Chateaubriand fait comme jamais avant lui sauter les conventions du classicisme littéraire : tout est neuf, ou tout au moins réinventé – les sources d'inspiration, qui puisent à l'horizon du monde et dans les profondeurs de l'histoire ; les thèmes, nature omniprésente, méandres de l'âme, tourments du cœur ; les images. L'exotisme américain d'*Atala*, la magnificence des paysages, le style « indien » étourdissent le lecteur, littéralement lâché dans la nature –

qui n'est plus un décor mais s'accorde aux passions des personnages. Charme d'une faune et d'une flore inconnues, fraîcheur des coloris, vie mystérieuse des sous-bois, tout parle de l'âme et de son ontologique et pure liberté, en secret :

> Si tout est silence et repos dans les savanes de l'autre côté du fleuve, tout ici au contraire est mouvement et murmure : des coups de bec contre les troncs des chênes, des froissements d'animaux qui marchent, broutent ou broient entre leurs dents des noyaux de fruits ; des bruissements d'ondes, de faibles gémissements, de sourds meuglements, de doux roucoulements remplissent ces déserts d'une tendre et sauvage harmonie.

L'âme libérée sous la plume de l'écrivain exprime comme jamais ses tourments, sa soif inextinguible d'absolu : *René*, avec son caractère morbide, ses désirs sans objet, la mélancolie qu'il traîne, préfigure avant l'*Adolphe* de Constant le héros romantique et incarne un « mal du siècle » qui résonnera jusqu'au spleen baudelairien. Je souris au savoureux camouflet que Sainte-Beuve inflige au beau ténébreux : « On sent en le lisant qu'il guérira, ou du moins qu'il se distraira. »

Quoi qu'il en soit, ce « vague des passions », cette incapacité à concentrer sur un objet cette surabondance de vie, cette imagination brillante, ne peuvent trouver qu'une sortie vers le haut. L'âme ouvre ses ailes et échappe au poids du monde :

> Souvent j'ai suivi des yeux les oiseaux de passage qui volaient au-dessus de ma tête. Je me figurais les bords ignorés, les climats lointains où ils se rendent ; j'aurais voulu être sur leurs ailes. Un secret instinct me tourmentait : je sentais que je n'étais moi-même

qu'un voyageur, mais une voix du ciel semblait me dire : « Homme, la saison de ta migration n'est pas encore venue ; attends que le vent de mort se lève, alors tu déploieras ton vol vers ces régions inconnues que ton cœur demande ! Levez-vous vite, orages désirés, qui devez emporter René dans les espaces d'une autre vie ! »

En même temps qu'au sentiment, Chateaubriand ouvre la voie à la spontanéité créatrice, à l'imagination. Incroyable modernité : il sait, annonçant Proust, libérer les chemins du souvenir par la résonance vive des émotions : en 1817, dans le parc du château de Montboissier, le chant d'un oiseau réveille en lui, telle la madeleine à venir, des souvenirs de jeunesse et l'invite à rédiger ses *Mémoires* : « Je fus tiré de mes réflexions par le gazouillement d'une grive perchée sur la plus haute branche d'un bouleau. À l'instant, ce son magique fit reparaître à mes yeux le domaine paternel ; transporté subitement dans le passé, je revis ces campagnes où j'entendis si souvent siffler la grive. » Il comprend d'instinct que, pour emporter l'adhésion, il faut « porter un grand coup au cœur et frapper l'imagination » : c'était son projet pour *Le Génie du christianisme*, puis pour *Les Martyrs* en 1809 – procéder non en théologien mais en conteur. Rendre sensibles, tangibles, les croyances. Belle leçon pour les pédagogues de la liberté, qui, toutefois, se fonde bien elle sur une compréhension réelle et vérifiable de l'agir humain. « J'ai dit encore que le merveilleux de cette religion pouvait peut-être lutter contre le merveilleux emprunté de la mythologie », écrit-il dans la préface des *Martyrs*. Dont acte : le *Génie* ressemble plus à une fresque vivante qu'à une glose biblique, avec ses tableaux délicats, ses grandes et petites scènes de la nature et des hommes. Avec, toujours, une échappée vers les étoiles : « Dans ces régions sauvages, l'âme se plaît à s'enfoncer dans un océan de forêts, à planer sur le gouffre des cataractes, à méditer au bord des lacs et des fleuves, et pour ainsi dire à se trouver seule devant Dieu. »

Pourtant, comme il avait douté, le jeune François-René, avant d'embrasser le ciel ! « Quelle sera la religion qui remplacera le christianisme ? », soupirait-il dans *L'Essai sur les révolutions* de 1797. « Si mon imagination était naturellement religieuse, mon esprit était sceptique », concédera-t-il dans ses *Mémoires*. Chateaubriand n'a pas été à cheval qu'entre deux siècles : son âme, son cœur s'offrent la liberté d'un pendule incessant, entre scepticisme et foi, mais aussi entre rupture esthétique et tentation du canon (Sainte-Beuve écrivait des funérailles d'Atala : « Description trop belle pour être parfaitement

touchante ; Chactas n'a d'autre défaut que de faire attention à l'effet qu'il éprouve et à celui qu'il produit, et de trop regarder toute chose et lui-même »), entre ses conquêtes jalouses (il n'y a peut-être qu'à sa chère Juliette Récamier qu'il est à jamais loyal – « En approchant de ma fin, il me semble que tout ce que j'ai aimé, je l'ai aimé dans Mme Récamier », note-t-il dans ses *Mémoires*) et, bien sûr, dans sa fièvre politique – entre soutien et rejet de l'Empire, principes libéraux et monarchie.

« L'ambition d'être un homme d'État l'a entraîné dans d'autres régions où ses prétentions mal accueillies ont développé en lui une foule de mauvaises passions », notait dans ses mémoires sa contemporaine Mme de Boigne. Certes, à l'heure d'embrasser la carrière politique, Chateaubriand agace : il est ambitieux, exigeant, sûr de son talent, superbe : nommé secrétaire d'ambassade à Rome en 1803, « ses airs d'indépendance fâchent son supérieur », note Michel Winock. « Il croit qu'il devient sourd quand il n'entend plus parler de lui », soupire, et avec quel esprit, Talleyrand. Et il n'hésite jamais à changer d'avis : saluant Napoléon dans la préface du *Génie*, il dénonce brutalement la tyrannie impériale dans un article du *Mercure*, journal de son ami Fontanes (« Lorsque, dans le silence de l'abjection… », 4 juillet 1807). Élu en 1811 à l'Académie française, il refuse tout net de tempérer son discours de réception teinté d'allusions contraires à l'Empire, et ne siégera même jamais quai Conti. Il condamnera définitivement l'Empire en 1814 dans une brochure violente, *De Buonaparte et des Bourbons*. Proche du centre sous la première Restauration et ministre de l'Intérieur de Louis XVIII, il est révoqué en 1816, lorsqu'il publie sa *Monarchie selon la Charte*, jugée par trop radicale. Voilà Chateaubriand du côté de la droite ultraroyaliste qui accède au pouvoir en 1821. Mais, nommé ambassadeur puis ministre des Affaires étrangères en 1822, il est rapidement remercié du fait d'un différend avec le président du Conseil des ministres, Joseph de Villèle, qui le trouve incontrôlable, ce qui était sans doute le cas (c'est un mal couru chez les amoureux de la liberté !). Disgracié comme ultraroyaliste, Chateaubriand devient le centre de ralliement d'une contre-opposition royaliste qui fait de plus en plus cause commune avec les libéraux. Que de revirements ! Caprice ? Inconstance ? Non : une extrême indépendance de jugement et d'expression, et le souci permanent d'une liberté, qu'il cherche, espère et défend au

bouillonnant laboratoire politique d'un siècle de brouillons.

Au centre ? Ses *Réflexions politiques* d'octobre 1814 montrent qu'il s'oppose à un retour de l'absolutisme, que la Charte lui paraît acceptable dans la mesure où elle tient compte de l'aspiration aux libertés du peuple, et qu'il en appelle, dans la tradition du libéralisme aristocratique, à un « ordre politique qui protège les droits des peuples sans blesser ceux des souverains ». Ultra ? Sa *Monarchie selon la Charte* rappelle que la liberté « émane de Dieu qui ne mit point de condition à l'homme lorsqu'il lui donna la parole » et que la royauté légitime constitutionnelle ne vaut que comme « chemin le plus doux et le plus sûr vers l'entière liberté ». Anti-bonapartiste ? Il voit et déplore dans la montée au pouvoir de Napoléon un travers regrettable des Français : « Ils n'aiment point la liberté ; l'égalité est leur idole. Or, l'égalité et le despotisme ont des liaisons secrètes », devançant ainsi Tocqueville, mais aussi George Orwell ou Simon Leys.

Mis au ban de son camp ? Il en profite pour devenir à la Chambre le chantre de la liberté de la presse : en 1827, après le vote par les députés de la « loi sur la presse » du ministre de la Justice Peyronnet, il conduit la résistance à la Chambre des pairs : « On sent que les partisans de cette loi anéantiraient l'imprimerie s'ils le pouvaient, qu'ils briseraient les presses, dresseraient des gibets, élèveraient des bûchers pour les écrivains : ne pouvant rétablir le despotisme de l'homme, ils appellent de tous leurs vœux le despotisme de la loi, s'indigne-t-il. Je vote contre un projet de loi destructeur des Lumières, et attentatoire aux droits de l'intelligence humaine ! » : devant cette lumineuse opposition, la loi est abandonnée. Le 30 juillet, Chateaubriand est acclamé comme le défenseur de la liberté de la presse et porté en triomphe à la Chambre : « J'ai aidé à conquérir celle de vos libertés qui les vaut toutes, la liberté de la presse », reportera-t-il dans ses *Mémoires*. Il a tellement raison. Dernier acte de résistance : Chateaubriand refuse de donner son aval à la montée de Louis-Philippe sur le trône et quitte la vie politique pour se consacrer corps et âme à son travail de mémoire dès 1830.

Éternel errant ? J'aime plutôt penser que Chateaubriand a l'esprit merveilleusement ouvert aux délices et aux optimismes offerts par une vie adorant la liberté : « Inutilement je vieillis, je rêve encore mille chimères ! », griffonne-t-il dans ses *Mémoires*. Et comment ne pas

succomber à la poésie grandiose qu'il déploie dans la conclusion de cette œuvre magistrale, comme un chant cosmique au génie gigantesque de la liberté humaine : « Représentons-nous, selon la science agrandie, notre chétive planète nageant dans un océan à vagues de soleils, dans cette voie lactée, matière brute de lumière, métal en fusion de mondes que façonnera la main du Créateur. La distance de telles étoiles est si prodigieuse que leur éclat ne pourra parvenir à l'œil qui les regarde que quand ces étoiles seront éteintes, le foyer avant le rayon. Que l'homme est petit sur l'atome où il se meut, mais qu'il est grand comme intelligence ! » ?

Cinéma

Klaxon, trafic. Derrière le pare-brise, la ville, toute voilée de pots d'échappement, va sa course folle. Sur la banquette arrière, une institutrice discute âprement le bien-fondé de la répression du vol par la charia avec l'autre passager – un type bien planté, chemise ouverte sur une grosse chaîne. Le ton monte. Le chauffeur de taxi, bonhomme, ne bronche pas. Écoute, observe et… filme, avec la petite caméra vissée sur le tableau de bord. L'air de rien, l'Iranien Jafar Panahi est en train de réaliser au volant de son faux taxi son troisième film sous l'interdit de tournage et de sortie du territoire dont l'a frappé la République islamique d'Iran. Confiné, muselé ? Qu'à cela ne tienne : « Un bon cinéaste doit pouvoir s'adapter à chaque situation. De chaque impasse, on peut tirer une créativité nouvelle », déclare sous le manteau l'ex-assistant du maître iranien Abbas Kiarostami à la presse internationale. Et Jafar de trouver encore et toujours des astuces pour braver la censure et tirer le portrait d'une société écrasée par la privation de libertés. Dans l'habitacle de *Taxi Téhéran* défilent, entre fiction et documentaire, cent visages de l'Iran, de ses frustrations, des absurdités de son régime, de la vitalité, du talent, des espoirs, de l'humour des hommes et des femmes qui continuent à vivre malgré tout. Panahi est, à sa manière, le fils d'André Gide : « L'art naît de contrainte et meurt de liberté. » Sans murs à abattre – qu'ils soient politiques, sociaux –, ou confinements intérieurs et psychiques, sans soif de libération, sans condition à dépasser, la source de l'expression se tarit.

Le cinéma iranien contemporain n'est pas le seul à en faire la douloureuse et fertile expérience. Le train vrombissant que les frères Lumière ont fait entrer en pleine salle obscure en 1895 charriait sans

s'en douter, outre la terrifiante magie d'une image animée plus vraie que nature, un potentiel d'expression, de contestation, de revendication sans précédent. Hier et aujourd'hui, partout où l'autoritarisme étouffe les libertés, des résistants, caméra à l'épaule, racontent et s'insurgent : en Corée du Sud, avant la chute de la dictature (Lee Man-hui, réalisateur emblématique des années 1960, a été mis sous les verrous pour avoir dépeint des soldats du Nord un peu trop humains), sur la liste noire des réalisateurs censurés par le code Hays aux États-Unis en plein maccarthysme, en Grèce où Costa-Gavras dénonce la dictature des colonels, dans un Cuba muselé où jusqu'à aujourd'hui les jeunes réalisateurs un peu trop audacieux (Eduardo del Llano, Coyula, etc.) sont écartés de la sélection officielle de l'emblématique festival de La Havane, en Syrie (où les cinéastes du collectif Abou Naddara mettent en ligne des courts-métrages au péril de leur vie, *Instantanés d'une histoire en cours*, tachés de sang par le régime de Bachar el-Assad)…

La liberté s'installe en cinéma – quand bien sûr il n'est pas gangrené par la propagande, comme en sa république idéale. Parce qu'en deux dimensions, dans le huis clos de l'obscurité brisée d'un trait de lumière, les héros et les récits, à la fois protégés et magnifiés par l'inviolabilité de l'image et de la fiction, prennent au cœur de chaque spectateur une dimension cruciale, à la fois absolument intime et universelle. Le cinéma est le grand livre animé de toutes les légendes, de tous les combats pour la liberté. Pas un épisode de l'histoire humaine où elle a été mise en jeu, bafouée, défendue, qui n'ait été porté à l'écran. Pas une icône de liberté qui n'ait trouvé son visage et sa voix. Héros de libération bibliques ou antiques en Technicolor, drapés de toute la superbe du péplum, portés par dix mille figurants – Ben-Hur rompant ses fers, Spartacus menant la révolte des esclaves, le Moïse des *Dix Commandements* ouvrant les flots pour libérer son peuple. Héros historiques de liberté, immortalisés par des biopics galvanisant – Nelson Mandela, Gandhi, la Dame birmane Aung San Suu Kyi et l'émouvante Dame de fer, incarnée par Meryl Streep… Héros anonymes, réels ou de fiction, mais tous brûlants de liberté, que le cinéma a sortis de l'ombre – Oskar Schindler et sa liste qui doit libérer mille personnes des camps de la mort ; le capitaine Miller en quête du soldat Ryan, et avec lui toute la charge de liberté portée par les jeunes Américains débarqués sur les côtes normandes en

1944 pour mettre fin à la folie totalitaire ; William Wallace, *Braveheart* qui se bat sous les traits de Mel Gibson pour l'indépendance écossaise au XIIIe siècle… La cinémathèque idéale est un panthéon vivant de tous les engagements de l'homme libre : la Résistance, parfois avec infiniment de tendresse et d'humour comme dans l'inoubliable *Grande Vadrouille* française, mettant en scène le plus beau duo comique (de Funès et Bourvil), la lutte contre l'esclavage, de *La Couleur pourpre* de Spielberg au *Django Unchained* ultra-vitaminé de Quentin Tarantino, la mise en abyme de tous les sujets qui fâchent – colonialismes (inoubliable sir Lawrence qui contrarie les plans britanniques en Arabie), guerre d'Algérie (des bombes initiales de Godard – *Le Petit Soldat* de 1963 – ou René Vautier – terrible *Avoir vingt ans dans les Aurès* – à un traitement enfin désinhibé avec une floraison de films dans les années 2000), guerre du Viêtnam (radical et définitif *Apocalypse now* de Coppola), conflits israéliens (bouleversant film d'animation que le *Valse avec Bachir* d'Ari Folman), guerre civile algérienne (émouvant *Des hommes et des dieux*, de Xavier Beauvois, sur les moines cisterciens de Tibhirine), etc. Aux quatre coins du monde, le cinéma donne voix et visage à ceux que l'on voudrait faire taire, ceux et celles – petites filles mutines de Marjane Satrapi sous le voile qui les encombre, puissant *Syngué Sabour. Pierre de patience*, inspiré du roman de l'Afghan Atiq Rahimi, où une femme au chevet de son mari mourant libère enfin par la parole ses douleurs réprimées, ses envies, ses possibles.

Le cinéma, muet ou parlant, s'engage, se révolte, commente et crie contre tous les ordres établis. Merveilleux *Dictateur* de Charlie Chaplin – ou comment, dans l'intelligence d'un sourire, montrer l'horreur de cet Adenoid Hynkel, qui règne sur Tomania et rêve d'exterminer les juifs, jusqu'à ce petit barbier du ghetto qui lui ressemble tant ; surréaliste *Âge d'or* de Buñuel et Dalí, sur l'absurdité franquiste ; insolente *movida* des années 1980, quand un Almodóvar assoiffé de vie après trente ans de censure parle enfin en couleurs de mœurs libres. Climat, sexe, malbouffe, *subprimes*, dérives sécuritaires (fabuleux *Minority Report*, de Steven Spielberg, fondé sur une nouvelle éponyme de Philip K. Dick : dans le futur, un policier, joué par Tom Cruise, appartient à la division « pré-crime », chargée d'arrêter les criminels… avant même qu'ils ne commettent leurs crimes, anticipés dans leurs rêves par trois jeunes femmes plongées en permanence dans une

piscine. Le rituel est immuable : les arrestations, suivies immédiatement après des condamnations sans appel, sont effectuées selon une même formule : « Au nom de la division pré-crime, je vous arrête pour le futur meurtre de… que vous alliez commettre le… ») : le cinéma, dans sa liberté gourmande, explore tout. Mais quelle réjouissance surtout quant il fait fi du politiquement correct, avec des prises de position grinçantes à faire pâlir une époque de bons sentiments – portraits sans concessions d'Emir Kusturica sur l'ex-Yougoslavie (hallucinant *Underground* !), *Lord of War* sans illusions interprété par Nicolas Cage, audace d'Ettore Scola quand il sort *Affreux, sales et méchants* en 1976, un titre qui ne serait toujours pas facile à assumer aujourd'hui quand on comprend qu'il y décrit les comportements envieux d'habitants d'un bidonville de Rome !

Mais la liberté du cinéma va bien au-delà des prises de position. Elle est chevillée à la pellicule – ou au fichier numérique, tant le cinéma est aussi un affranchissement permanent des limites techniques, de l'irruption de la couleur et du parlant aux effets spéciaux bluffant de logiciels ultra-pointus. Elle crève l'écran quand le film est geste artistique, rupture, innovation esthétique, chaque tradition, chaque pays avec sa patine, son style, ses couleurs propres – cinéma japonais, allemand, néoréalisme italien, Nouvelle Vague française, portraits nordiques à la *Festen*, nouveaux regards latino-américains. Chaque signature est à la fois un geste d'art singulier et un continent universel d'imagination, que les grands festivals du monde entier, devenus institutions – Cannes, Berlin, Sundance… –, accueillent avec plus ou moins de prétention, plus ou moins d'audace.

Mais, surtout, l'immense liberté du cinéma reste le rêve, l'évasion à portée de regard. Faire le tour de la terre en road-movie, s'arrêter À *la verticale de l'été* dans le Viêtnam vert et fruité de Tran Anh Hùng ou dans le Hong-Kong mystérieux et élégant de Wong Kar-wai, chanter sous la pluie et danser contre la grisaille avec Gene Kelly et Debbie Reynolds, contempler les plaines de l'Ouest avec le regard perçant du libertarien Clint Eastwood, qui n'oublie jamais de valoriser l'individu libre, travailleur et volontaire, dans les films qu'il réalise, dans un bon Sergio Leone… Hollywood, Bollywood (génial *Famille indienne* !), « usines » à rêves ? Non, champs infinis d'imagination et de liberté. Le petit Toto de *Cinema Paradiso,* d'avoir tant vibré aux côtés de son ami Alfredo, est devenu le grand cinéaste Salvatore Di Vita : cinéma,

champ libre à moissonner pour, en liberté, devenir soi.

Et ce bras qui se sert, contre moi, dans le noir, ce baiser volé, cette émotion partagée avec mon aimée, allons au cinéma !

Clemenceau, Georges (1841-1929)

Tombeur de ministères, dreyfusard engagé pour le droit et la justice, « premier flic de France et briseur de grèves », Père la Victoire qui a su, à soixante-seize ans, galvaniser la France au bord de l'abîme, Clemenceau, le Tigre, dont la carrière phénoménale a embrassé la France et l'Europe du second Empire jusqu'à la veille de la crise de 1929, a rugi sur mille tons. Opposant à Napoléon III dès 1861 au prix de la geôle, maire de Montmartre sous la Commune, médecin dévoué aux pauvres, député de Paris aux côtés de Victor Hugo, sénateur, dreyfusard, journaliste, critique littéraire, écrivain, ministre de l'Intérieur, président du Conseil, Clemenceau est un chevalier de la liberté. C'est lui qui fait publier le « J'accuse ! » de Zola, dont il trouve le titre. Inclassable, fiévreux, « mélange d'anarchiste et de conservateur », comme il se décrit lui-même, homme de gauche hostile au collectivisme, très républicain, incontestablement laïc, rebelle, condamné par sa passion de la nation et de la justice à « passer pour traître tantôt aux yeux de la gauche, tantôt à ceux de la droite » (Jean Jolly), cet homme fougueux assumant ses convictions fortes est un miracle de constance et de courage : contre tous les conformismes et les lâchetés dans tous les ordres de la pensée et de l'action, au service de la République, des droits de l'homme, de l'anticolonialisme, de la santé et de l'éducation pour le peuple, cet homme hors norme s'est mis au service de la justice et, avant toute chose, de la liberté.

Que de combats, que de batailles il a livrés en son nom, avec sa personnalité singulière et attachante, son don du discours, son sens de l'humour et de la formule, sa détermination sans faille – Julien Gracq, qui l'a vu, parle de son « agressivité pure » –, « son ouverture d'esprit,

son mépris des honneurs, mais aussi, et c'est moins connu, son extrême sensibilité dissimulée derrière "l'homme de caractère" », comme le décrit avec précision Michel Winock.

Si Clemenceau est un amoureux de la liberté, c'est avant tout un amoureux de la liberté d'expression : journaliste, patron de presse, élu, il n'a cessé de livrer bataille pour son respect. En 1880, pour maintenir son indépendance politique, il fonde son propre journal, *La Justice*, où il dénonce la malhonnêteté des élites politiques et le « cléricalisme ». En 1913, il crée le bien nommé *L'Homme libre* et critique ouvertement le gouvernement. Pendant la Première Guerre mondiale, son journal, rebaptisé *L'Homme enchaîné*, proteste contre la censure :

> J'écrivais, l'autre jour, s'y indigne-t-il en 1915, que l'arbitraire ne pouvait s'arrêter sur sa pente. Nous en pouvons juger, quand on ose nous dire qu'il y a des sujets sur lesquels nous n'avons pas le droit d'exprimer une opinion, quelle qu'elle soit. « C'est à peine, écrit *Le Figaro*, si la presse a conservé le droit d'approuver. » Cette parole, digne de Tacite, restera, car elle caractérise un régime tel que la France n'en avait pas connu. Assez de ce régime qui n'a d'analogue que chez les peuples de civilisation rudimentaire. L'honneur de la France exige qu'il ait vécu. […] Assez et trop de manigances qui ne peuvent supporter le grand jour. Jetez toutes ces choses au vent. Qu'elles tombent au gouffre sans fond. L'oubli ! L'oubli ! Nous n'avons plus qu'une idée. Tous ces soldats qu'il est facile de célébrer, mais que l'heure nous presse de seconder d'abord, un jour nous reviendront glorieux, après de nouvelles épreuves dont le compte n'est pas épuisé. Ce sera le plus beau jour de notre histoire. À nous de le faire, à nous de le mériter. Nos fils, alors, dans la fierté du sacrifice, dans la beauté du sublime devoir, dans le débordement d'une espérance infinie, mais frémissant encore d'affreuses misères, nous regarderont face à face. Qui de nous voudrait avoir à baisser les yeux ? Qui pourrait entendre cette affreuse parole : Pourquoi n'avez-vous pas mieux fait ?

Deux ans plus tard, alors président du Conseil, il avance, magnanime : « Le droit d'injurier les membres du gouvernement doit être mis hors de toute atteinte », salutaire rappel en des temps où la caricature et la libre l'expression sont devenus un sport extrême.

Clemenceau est aussi amoureux de la liberté des peuples, et s'affiche, par ricochet, en défenseur de l'autodétermination. Élu à l'Assemblée nationale en février 1871, il est l'un des trente-six députés protestataires qui, après avoir refusé le 1er mars d'approuver l'armistice proposé par Bismarck, déclarent « tenir pour non avenue l'annexion de l'Alsace et la Lorraine ». Et au lendemain du 11 novembre 1918, alors dernier survivant des députés protestataires de 1871, il confie : « Moi qui attendais cela depuis cinquante ans –

c'est long pour le cœur – je n'ai pas su dire un mot, j'ai pris ma tête dans mes mains, je me suis mis à pleurer… à pleurer. »

À rebours de l'esprit de son temps, je suis envahi d'admiration pour le Clemenceau anticolonialiste rejetant l'idée d'une supériorité de la civilisation occidentale sur les autres, droit dans son universalisme républicain et sa croyance en l'égalité fondamentale de tous les hommes. En juillet 1885, son discours mémorable sur ce thème fait tomber le ministère Ferry. « Pragmatique, Clemenceau ? Oui, mais avec des convictions, des principes sur lesquels on ne transige pas. Réaliste sans illusion excessive sur l'humanité, mais cela ne l'empêche pas d'être un humaniste inspiré des Lumières ; un esprit ouvert aux autres civilisations, dont témoignent son immense culture et son anticolonialisme », souligne Winock.

J'adore, en politique, cette vigilance fondamentale à l'endroit des véritables droits de l'homme qui n'est ni ne devrait être d'aucun bord, sinon de tous. J'admire, en amoureux de la liberté humaine, son souci permanent d'endiguer la misère par le droit, d'améliorer les conditions de travail et de sécuriser le droit de grève. Du côté gauche de la tribune de la Chambre des députés, dans le célèbre débat l'opposant, en 1906, à Jaurès sur le droit de grève, il affirme à forte voix : « C'est notre idéal à nous, magnifier l'homme, la réalité plutôt que le rêve, tandis que vous vous enfermez, et tout l'homme avec vous, dans l'étroit domaine d'un absolutisme collectif anonyme. Nous mettons notre idéal dans la beauté de l'individualisme, dans la splendeur de l'épanouissement de l'individu au sein d'une société qui ne le règle que pour le mieux développer. » Il poursuit : « Si vous réformez

l'individu, si vous vous attachez je ne dis pas uniquement mais principalement à la réforme de la personnalité humaine, l'homme saura trouver de lui-même le cadre d'organisation qui lui convient. » Avant de conclure, grandiose, à l'adresse de Jaurès : « Vous avez le pouvoir magique d'évoquer de votre baguette des palais de féerie. Je suis l'artisan modeste des cathédrales, qui apporte une pierre, obscurément à l'ensemble de l'œuvre, et ne verra jamais le monument qu'il élève. J'ai l'air de rabaisser mon rôle. Dans ma pensée, je le grandis, car vos palais de féerie s'évanouiront en brouillard, au contact des réalités, tandis qu'un jour la grande cathédrale républicaine lancera sa flèche vers les cieux […] Vous prétendez fabriquer directement l'avenir. Nous fabriquons, nous, l'homme qui fabriquera l'avenir, et nous accomplissons un prodige beaucoup plus grand que le vôtre ! » C'est pour l'homme qu'il publiait quelques années plus tôt sa *Mêlée sociale*, en 1895, consacrée à « ceux d'en bas ». C'est pour lui que, sénateur, il interdit en 1904 la céruse, ce pigment des peintures qui empoisonne les travailleurs du bâtiment. C'est pour l'homme encore qu'il croit en l'éducation et en la culture – malgré son antipathie pour Jules Ferry, il vote les lois scolaires qu'il veut voir appliquées dans un État laïque. Clemenceau, hostile à tout obscurantisme et à tout fanatisme religieux – il apporte son soutien aux Arméniens persécutés –, engagé contre la peine de mort, soutenant Dreyfus dès 1897… On comprend pourquoi le Tigre demeure une référence puissamment moderne, indiscutable, fédératrice, pour des générations de penseurs et d'hommes politiques, jusqu'à Manuel Valls, Premier ministre à l'heure où j'écris ces lignes.

Dans *Au soir de la pensée*, publié en 1927, Clemenceau fait, à quatre-vingt-cinq ans, l'apologie de l'esprit de libre examen et de l'exercice du doute méthodique au fondement de tout progrès humain. Pas de « déesse Raison » qui tienne, pas de « République en bonnet rouge » : « On avait voulu délivrer le monde. On n'avait pas su se délivrer soi-même des primitives procédures d'intelligence qui avaient immobilisé l'homme dans le culte des entités. » Clemenceau, une pensée exigeante, active, délivrée des dogmes et des révélations. « C'est une redoutable entreprise que de vivre libre, c'est-à-dire en état de se gouverner soi-même, sans entreprendre sur la liberté d'autrui. » Le Tigre avait tout dit.

Cocu

Procréation médicalement assistée (PMA), Gestation pour autrui (GPA), mariage pour tous, transsexualisme, immigration, migrants, prostitution, suicide, euthanasie, cannabis, légalisation des drogues, droit de tout dire y compris sur Internet, caricatures provoquantes, burqa, commerce des organes, homme modifié… Autant de sujets sensibles heurtant nos consciences et bousculant les amoureux de la liberté.

Si une immense majorité adhère aux libertés politiques, c'est à la marge que se mesurent l'amour, la passion, voire même l'idolâtrie potentiellement sectaire pour la plus belle des valeurs humaines. Les libertariens (Mises), les minarchistes (Nozick), plus encore les anarcho-capitalistes (Rothbard) envisagent, en suivant, selon les penseurs, un raisonnement utilitariste ou en s'inscrivant dans la tradition jusnaturaliste, la possibilité d'une liberté totale, non bridée par l'État, généralement fondée sur la propriété de l'homme sur son propre corps et la liberté corollaire d'en faire ce qu'il souhaite.

Autrement dit, « les vices ne sont pas des crimes », comme l'écrivait Lysander Spooner en 1875, et personne ne serait assez légitime pour savoir mieux que nous ce qui est bon pour nous au point d'attenter à nos libertés en contraignant nos propres choix et comportements. Les vices, ces actes par lesquels un homme peut nuire à sa propre personne ou à ses biens, ne seraient aucunement des crimes, ces actes portant atteinte à la personne ou aux biens d'autrui, et relèveraient donc de la pleine liberté de chacun.

Aucun gouvernement ne serait suffisamment légitime à les réguler, encore moins à les interdire ou à les sanctionner. Spooner va plus loin en qualifiant de tyrans ceux-là mêmes qui ambitionnent de nous

protéger contre nos propres déviances, car ils empêchent les êtres humains de rechercher le bonheur ou la connaissance par tout moyen légitime (n'agressant pas la propriété d'autrui, y compris sur lui-même) qui lui semble bon. Condamnant le moralisme posté en embuscade derrière cet interventionnisme comportemental, Bernard Mandeville, le fameux auteur de *La Fable des abeilles*, se désole par ailleurs que « les efforts pour abolir la débauche ont servi seulement à la faire régner davantage ».

J'ai longtemps été tenté par cette conception absolutiste de la liberté, que je n'ai pas hésité à porter. J'y ai vu le moyen sincère de respecter et de protéger pleinement la personne, et de la prémunir de l'arbitraire. Je n'étais pas seul. Car non seulement j'enracinais mon engagement dans Voltaire, John Stuart Mill ou Benjamin Constant, qui étaient loin d'être extrémistes, mais encore je me sentais corroboré par la puissance du bon sens. Réagissant à un article détestable de *Minute*, Jamel Debbouze n'a, pour ne citer que lui, pas hésité à s'opposer à leur interdiction : « Ce serait dommage, on ne pourrait pas se rendre compte qu'ils sont cons, débiles […] Non, franchement, laissons les imbéciles dire tout et n'importe quoi. » Mais si je ne renie pas, aujourd'hui, cet amour et cette confiance dans la liberté, je me sens, parfois, de plus en plus, trop évidemment cocu. Trompé, cocufié par tous ceux qui, abusant de cette valeur superbe, l'utilisent à mauvais escient, la corrompent, la maltraitent, la vident de son humanisme inhérent. Quand j'entends Dieudonné, je sens monter en moi une nausée baignée d'inacceptable, et je ne peux feindre l'absence d'angoisse quant aux conséquences de tels propos ; quand je suis confronté au capitalisme de connivence, ce *crony capitalism* qui fleure bon le contournement des règles de la liberté ; quand je découvre l'attitude acculturée ou l'arrogance dispendieuse de certains nouveaux riches ; quand je perçois les dangers d'une absence de protection pour les plus fragiles, les plus faibles d'entre nous ; quand je découvre la pression immonde de certains pères, frères, cousins, fils ou maris, nouveaux esclavagistes psychiques, sur des femmes qui souhaiteraient, au fond d'elles, déchirer leur voile et porter des jupes ; quand je comprends la pression économique, violente ou morale de certains proxénètes à la frontière du trafic humain ou de femmes prêtes à louer leur ventre pour arrondir les fins de mois ; quand je pense à nos cinq

enfants et à tout ce qu'on va leur proposer, je tremble des détournements odieux de cette liberté que je porte, chemise ouverte, le verbe haut, dépoitraillé.

Pourtant, je suis et demeure convaincu qu'il faut, comme je l'explique plus loin à l'entrée « Liberté d'expression », en parodiant Montesquieu, toucher aux libertés avec des mains tremblantes. Car même si la liberté clive, agace, gêne, provoque, nous ne pouvons rêver d'une société d'enfants, au comportement toujours plus scruté par des politiques supplantant nos parents, et nous-mêmes. Surtout si l'on rejoint Karl Popper, qui écrivait que les gouvernants « ne sont pas toujours capables et sages… L'histoire a montré que ce sont rarement des hommes supérieurs », tout en ajoutant qu'« aucune autorité humaine ne saurait instituer la vérité par décret […] car celle-ci transcende l'autorité humaine ».

Nous ne pouvons ambitionner de vivre dans une éprouvette, sous surveillance intensive, à jouer aux gendarmes et aux *valeurs* en laissant sans cesse gagner les premiers. Notre liberté et notre responsabilité sont le passé et l'avenir de nos valeurs, de l'estime que nous pourrons avoir de nous-mêmes, parce que nous continuerons, malgré les menaces, à agir en êtres libres et responsables de nous-mêmes comme de nos enfants. Où va la liberté, et l'intérêt même de la vie, si l'on ne décide de rien, si l'on ne peut plus rien dire ni penser, si l'on ne peut prendre ni assumer des risques ?

Cela ne signifie pas que l'État doit s'éteindre, ni même s'effacer. Je ne suis en rien anarchiste. Mais, comme le résumait Foucault, les amoureux de la liberté s'inquiètent effectivement qu'« on gouverne toujours trop ». L'État devrait, en revanche, se recentrer sur sa fonction première : garantir le plein exercice de nos libertés, et notamment, comme John Stuart Mill l'a si merveilleusement résumé, « la liberté de tracer le plan de notre vie suivant notre caractère, d'agir à notre guise et risquer toutes les conséquences qui en résulteront, et cela sans en être empêché par nos semblables tant que nous ne leur nuisons pas, même s'ils trouvaient notre conduite insensée, perverse ou mauvaise ». Comme l'avançait l'historien d'art Bernard Berenson, « Dieu sait si je crains la destruction du monde par la bombe atomique, mais il y a au moins une chose que je crains autant, qui est l'invasion de l'humanité par l'État ». À nous, en contrepoint, de penser l'éthique de la liberté dans un monde nouveau, et de dénoncer, au

moyen des nouveaux outils de jugement, de notation ou de communication, les mauvais comportements privés pour valoriser les bons. À nous aussi, amoureux de la liberté, d'aider nos dirigeants politiques à hiérarchiser les priorités dans l'ouverture de nos sociétés à la liberté.

Parce qu'existent ces sujets qui fâchent, parce qu'ils sont souvent mis en avant pour déstabiliser les amoureux authentiques de la liberté humaine, le combat pour la liberté est un art délicat, qui doit dépasser à mon sens les simples opinions (« pour ou contre » la GPA, la PMA, la libre immigration, le mariage pour tous, la dépénalisation des drogues, etc.) qui relèvent bien souvent de perceptions, d'histoires, de croyances individuelles et de subjectivités mal dimensionnées pour le débat public et le recul que nécessite l'acte crucial, grave, suprême, de légiférer à l'endroit des libertés. Si je dois jouer le jeu des questions-réponses, je serai sans doute bien plus que d'autres en défense d'une liberté individuelle éclairée et protégée par un consentement certain et l'impérieux exercice de la responsabilité personnelle. Et je ne vois pas, comme certains essayistes en quête de clientèle et de recettes éditoriales, notre société partir en vrille dans une spirale d'individualisme extrême, de marché roi, de déviance matérialiste, de consumérisme excessif, de sexualité débridée voire de féminisation des hommes.

Mai 68 a connu, c'est vrai, ses dérives et ses conséquences néfastes, notamment dans la récupération par quelques fils de bourgeois, séduits par le marxisme et le maoïsme, d'un élan de libération nécessaire. *La Pensée 68* de Luc Ferry nous en a apporté la preuve, et l'on subit tous les jours le nivellement pas le bas dans l'éducation ou cette satanée pensée unique, culpabilisée et culpabilisante, incapable de se détacher de rhétoriques holistes. Mais, j'en suis certain, les « déconstructeurs » sont, aujourd'hui, bien plus ceux qui rêvent de nous convertir à l'islamisme radical et tous ceux qui tournent le dos au progrès comme au monde, splendides boucs émissaires d'un courant ambitionnant de nous plonger dans les fers de l'isolationnisme économique et de la régression morale. Mai 68 a marqué la fin d'une société conservatrice, engoncée dans ses traditions et son passéisme, dans laquelle les jeunes « s'ennuient ». La France de « grand-papa » s'est évanouie et s'est ouverte au monde. Cela n'a pas eu que des

défauts.

Surtout, j'ai souhaité, avec cet ouvrage, voir plus loin et rendre un hommage infiniment plus ouvert à notre si chère liberté, à sa puissance créative, à son génie innovateur. En contre-pied de ce qui aurait pu être un Dictionnaire amoureux du libéralisme, voire du libertarianisme, que je n'aurais pas aimé écrire même si je me sens intimement libéral, j'ai adoré, ici, déclarer ma flamme à la splendide et riche liberté, me permettant ainsi de plonger, pour la première fois à l'écrit, dans les mondes merveilleux de la peinture, de la sculpture, de la poésie, de la littérature, de la musique, du cinéma, de la photographie et, bien entendu, de l'amour. Ainsi perçue, ainsi dévoilée, je la trouve, comme chantait le poète, « belle, ma liberté ».

Communisme (*La Ferme des animaux*)

Le communisme a ceci de fascinant que, en formulant la plus belle des promesses, il n'a offert à ceux qui, sincèrement, y ont cru que crimes, corruption, bureaucratie, caste dirigeante, arbitraire, enfermement et pauvreté. La liberté brandie par ses hérauts a toujours fini au cachot. Ce paradis sur terre n'a d'autre nom que l'enfer, comme nous le révèle avec drôlerie et acidité la dérangeante et fabuleuse fable de George Orwell *La Ferme des animaux*. C'est ainsi que j'entends aborder, ici, cette idéologie de la négation de l'homme par le prisme d'une égalisation forcée et d'une confiscation du pouvoir par les ennemis de la liberté. Celui qui, ambitionnant de faire « de l'écrit politique un art », a su avec ce petit et savoureux ouvrage précédant habilement son célèbre *1984* dénoncer les désordres liberticides du XXe siècle, les multiples déviances des totalitarismes et les dangers de la manipulation et de l'emprisonnement psychologique de la pensée, est l'un de mes héros.

Tout se passe dans la ferme de Mr. Jones, après le rêve prémonitoire du plus vieux des cochons, Sage l'Ancien, qui, haranguant la basse-cour devant lui réunie de vibrants « camarades », propose à ceux qui ont « une vie de labeur, une vie de misère, une vie trop brève » de cesser de se faire voler le « produit de [leur] travail […] par les humains » et de supprimer « l'Homme, notre véritable ennemi ». « Qui laboure le sol ? Nous ! Qui le féconde ? Notre fumier ! Et pourtant pas un parmi nous qui n'ait que sa peau pour tout bien […] Soulevons-nous ! […] Ne perdez pas de vue non plus que la lutte elle-même ne doit pas nous changer à la ressemblance de l'ennemi. […] Mais surtout jamais un animal n'en tyrannisera un autre. Quand tous sont frères, peu importe le fort ou le faible, l'esprit profond ou

simplet. Nul animal jamais ne tuera un autre animal. Tous les animaux sont égaux. » Trois jours plus tard, ce Lénine porcin meurt. La révolution du prolétariat va toutefois, à la faveur d'une colère populaire, s'enclencher selon ses commandements.

Les cochons Napoléon, ressemblant étrangement à Staline, et Boule de neige, bien plus proche de Trotski, prennent le pouvoir. Et ce qui devait arriver arriva. Les belles promesses sont rapidement remisées ; Moïse, le corbeau apprivoisé, finit assassiné ; les deux dirigeants se battent pour le pouvoir, Boule de neige étant chassé, avec violence, par les molosses de Napoléon. La tyrannie s'installe et les nobles principes fondateurs du régime égalitariste fondent comme neige au soleil de Moscou, et sont sans cesse modifiés au service de la dictature porcine. Le dérapage des valeurs va très loin dans la haine de la liberté puisque les cochons deviennent non les égaux des animaux mais des hommes, mimant leurs comportements et finissant, tout en exploitant les autres animaux de la ferme plus durement encore que leurs anciens ennemis, par devenir amis avec… les hommes. Au fronton de cette micro-société parfaite ne subsiste bientôt plus qu'un seul « principe », totalement dévoyé : « Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres » !

Voilà le piège liberticide, holiste et sanguinaire du communisme révélé avec autant de cruauté que de pertinence, l'allégorie romanesque étant sans doute plus puissante que la somme des essais consacrés à ce désastre humain, et j'ai hâte de découvrir sa version moderne, *La Nouvelle Fable des animaux* d'Olivier Babeau.

Même si, comme le révèle magnifiquement René Girard, la vérité romanesque domine le genre écrit, certains préféreront toujours se reporter aux essais lumineux d'amoureux de la liberté pour éclairer leur compréhension de ce phénomène aussi désastreux pour la destinée humaine que le pire des fascismes. Un duo gagnant : Stéphane Courtois et, notamment, son terrifiant *Livre noir du communisme*, révélant une abominable comptabilité des morts (20 millions en URSS, 65 millions en Chine, 1 million au Viêtnam, 2 millions en Corée du Nord, 2 millions au Cambodge, 1 million en Europe de l'Est, 1,7 million en Afrique, 1,5 million en Afghanistan, 150 000 en Amérique latine, etc., soit près de 100 millions de morts !), que le visionnaire François Furet, décédé trop tôt, n'aura, hélas, pu préfacer, et surtout l'immense Simon Leys avec, dès 1971, à contre-courant de l'idolâtrie germanopratine des « maoïstes mondains », *Les Habits neufs du président Mao*. Et que l'on ne cherche pas, encore aujourd'hui, à fuir la vérité systémique d'un modèle hostile à la liberté, et donc inhumain. Car l'hypothèse d'une « trahison », d'une « déviation » ou d'une « erreur » ayant eu pour conséquence de corrompre une idéologie vertueuse n'a jamais eu d'autre destin que de cautionner le pire. C'est même précisément dans le rejet de la liberté humaine que se loge le totalitarisme, communiste, mais aussi national-socialiste et islamiste radical.

Simon Leys a beaucoup écrit sur Orwell, à la fois, et ce n'est évidemment pas un hasard, en 1984, dans l'excellent *Orwell ou l'horreur de la politique*, puis, près de vingt ans plus tard, dans un chapitre lumineux de son livre *Le Studio de l'inutilité*. Derrière Big Brother, c'est évidemment le régime policier, la société de surveillance et la haine des libertés individuelles des États communistes que Leys comme Orwell et l'artiste Ai Weiwei aujourd'hui, dénonçaient avec lucidité, sans jamais oublier qu'un régime politique respectable doit accepter « les vertus morales et intellectuelles présumées des individus ». Un postulat que de nombreuses démocraties tentées par le primat de la sécurité finissent, aux dépens de la liberté, par oublier.

Concurrence

S'il est un concept économique dont je suis vraiment amoureux, c'est la libre concurrence. Trop souvent regardée de travers, accusée de détruire des positions durement conquises, des emplois enracinés dans le passé, des avantages devenus « acquis », elle a pu inspirer le rejet et la haine. En ces temps de disruption, elle semble pourtant regagner les esprits, ce qui me réjouit. Car si l'homme ne cesse de découvrir, d'inventer, de se réenchanter, comme le dit si joliment Bruno Lasserre, ce commandeur dans l'ordre de la divine concurrence, c'est mû par l'envie de bien faire, de mieux faire, de conquérir les suffrages quotidiens d'électeurs portant le nom, lui aussi injustement brocardé, de consommateurs.

Rien de plus naturel, en effet, que de librement se saisir des opportunités offertes sans pour autant en faire un totem ou une religion malsaine, comme le fantasment régulièrement les moralisateurs à courte vue. La libre concurrence, c'est le corollaire heureux d'une société de liberté, le moteur huilé d'inventivité humaine réveillant le désir de gagner, l'envie de se dépasser et l'urgence d'innover. C'est aussi la garantie et le meilleur allié d'une exigence morale – l'égalité des chances au soutien de la circulation des élites – et d'une éthique, pour ne pas dire une esthétique, de comportement – le dépassement de soi, ou l'avènement à soi. Que serait un monde sans concurrence sinon une bureaucratie tyrannique, un planisme de classes annihilant et glacé, une monarchie absolue maintenant, de génération en génération, un trésor entre de mêmes mains et distribuant les miettes au gré des humeurs et des flatteries. Un monde paralysé, également, par une innovation moribonde à défaut d'être nourrie par le feu d'une compétition offrant à chacun,

d'où qu'il vienne, l'opportunité de défier l'existant.

Les héros de la liberté sont, dans cette démocratie ouverte qu'offre le marché libre, ces êtres visionnaires, audacieux, parfois chanceux aussi, réinventant l'objet, bousculant le service, tordant la rigidité, repoussant les frontières, ouvrant des brèches, réduisant les prix, augmentant les protections, satisfaisant, en un mot, le libre choix guidé par le luxe de la comparaison. Dans une société libre, la roue de la liberté ne cesse de tourner, sous l'œil vigilant et bienveillant des gardiens de ce concept, dont Emmanuel Combe, véritable chevalier de la concurrence : un nouvel entrant ne peut, après avoir croisé le fer avec un acteur historique, se transformer lui-même en rentier.

Beaumarchais, dans *Le Mariage de Figaro*, met dans la bouche de Figaro une formule puissante : « Par le sort de la naissance, / L'un est roi, l'autre est berger ; / Le hasard fit leur distance ; / L'esprit seul peut tout changer. » L'esprit, ce vent généreux et créatif, fils de la concurrence, du talent et de la liberté.

Constant, Benjamin (1767-1830)

Après une longue période de purgatoire, Benjamin Constant a retrouvé la pleine lumière dans les années 1970. À l'époque, les collégiens et lycéens connaissaient le nom de l'auteur de ce que beaucoup présentent comme le premier roman français romantique : *Adolphe*. Son patronyme n'était pas inconnu non plus de ceux qui avaient lu son autobiographique *Cahier rouge*. Mais de ses activités politiques, rien ne filtrait. C'est alors que plusieurs auteurs, revenus des dissonants chants de sirènes des théories marxistes, ont misé, pour s'en défaire, sur les écrits politiques et philosophiques de Benjamin Constant. Sorti de l'ombre par François Furet puis par Marcel Gauchet, Constant ne le fut pourtant pas totalement, car le grand amour de l'auteur pour la liberté continuait d'être soigneusement mis de côté, hormis son « libéralisme politique ».

La vie et l'œuvre de Constant méritaient pourtant le haut de l'affiche. Après avoir recouvré une nationalité française que sa famille huguenote avait perdue lors de la révocation de l'édit de Nantes, puis hésité sur son positionnement politique, Benjamin Constant s'est distingué par une remarquable cohérence dans ses principes de la seconde moitié des années 1790 jusqu'à sa mort, après la Révolution de 1830, à laquelle il donna sa caution. Pendant plus de trente ans, Constant a défendu sans relâche et avec une intransigeance certaine la liberté. Partisan d'une monarchie tempérée après avoir été sincèrement républicain, Constant, en héros de la liberté, en appelle à la liberté absolue : dans ses *Mélanges de littérature et de politique*, parus en 1829, il écrit sans aucune ambiguïté dans la préface : « J'ai défendu quarante ans le même principe, liberté en tout, en religion, en philosophie, en littérature, en industrie, en politique ; et par liberté, j'entends le triomphe de l'individualité, tant sur l'autorité qui voudrait gouverner par le despotisme que sur les masses qui réclament le droit d'asservir la minorité à la majorité. » Le rejet viscéral de l'arbitraire et de la croissance intrusive de l'État constitue la matrice de sa pensée.

Comme Turgot ou Tocqueville, l'amoureux de Mme de Staël, elle-même amoureuse transie de la liberté, du progrès, et de la « perfectibilité », n'était pas seulement un théoricien mais un praticien de la liberté. Chef de la « gauche libérale » sous la Restauration, il nous rappelle que les partisans de la liberté étaient à gauche au début du XIXe siècle. Souhaitons à Emmanuel Macron, qui est lui aussi littéraire, adepte d'une gauche libérée et amoureux de la liberté, le même succès et la même postérité.

Constitution

Au siècle des Lumières, les amoureux de la liberté ont souhaité que les droits et libertés des citoyens soient, tout comme la description des fonctions et des mécanismes de l'État, gravés dans le marbre. Derrière cette sacralisation d'un texte supérieur, auquel il convenait de ne toucher qu'avec « les mains tremblantes », c'est l'arbitraire même de monarques au droit exagérément divin qu'il s'agissait d'abattre. L'Angleterre possédait alors, depuis plusieurs siècles, une Constitution dite coutumière, qui n'était pas seulement verbale : elle comportait déjà des textes, notamment la célébrissime *Magna Carta*, arrachée en 1215 par les barons à l'abusif roi Jean sans Terre – le « méchant » immortalisé dans *Robin des Bois* – pour reconnaître quelques libertés individuelles à l'Église et à la noblesse anglaise.

Après leurs cousins anglais, il est revenu aux Américains d'écrire de multiples Constitutions, d'abord pour régir les différentes colonies, puis les colonies devenues indépendantes, à commencer par la Constitution de Virginie à laquelle Thomas Jefferson attacha son nom, la Confédération, et enfin l'Union fédérale en 1787.

Lorsque l'un des génies français de la liberté, Turgot, parvint au pouvoir, il fit le constat au milieu des années 1770 des lacunes cruelles en matière institutionnelle : « La cause du mal, sire, vient de ce que votre nation n'a point de Constitution. » Comme beaucoup d'amoureux de la liberté, il avait raison trop tôt, et il fallut attendre 1789 pour que l'on écrive enfin une Constitution en France, dont la première version fit son apparition deux ans plus tard. Las ! ce ne fut que la première d'une longue série. Une série tellement obscure d'ailleurs que les spécialistes aujourd'hui encore ne s'accordent pas sur leur nombre exact, lequel dépend des différents régimes :

Constitutions révolutionnaires successives, Consulat, Empire, première Restauration, Cent-Jours, seconde Restauration, monarchie de Juillet, seconde révolution, second Empire, etc.

Ce n'est qu'avec le général de Gaulle en 1958 que, pour la première fois dans l'histoire de France, une Constitution semble solidement ancrée. Mais la question demeure : la Constitution de la Ve République est-elle celle de la liberté ? Si les institutions voulues par de Gaulle ont permis d'éviter les soubresauts des républiques précédentes, la conquête de l'ordre n'a-t-elle pas phagocyté la liberté ? On ne se sépare pas d'une conception toute napoléonienne de la loi fondamentale selon laquelle, pour reprendre les paroles peu favorables à la liberté individuelle du Premier consul devant le Conseil d'État en 1802, « Une Constitution doit être faite de manière à ne pas gêner l'action du gouvernement et à ne pas le forcer à la violer ».

Si l'on mesure le degré de liberté par l'envahissement de l'État, force est de constater que notre régime actuel est une défiance à notre valeur tant aimée. À l'inverse, les pays anglo-saxons ont globalement su, mieux que nous, résister à cet empiètement. Les Constitutions anglaise et américaine sont en effet ancrées dans une tradition de liberté remontant à plusieurs siècles et s'inscrivent dans la lignée de David Hume dans ses *Essais moraux, politiques et littéraires* : « Une Constitution n'est bonne qu'en tant qu'elle porte remède aux abus de l'administration. »

Cela ne signifie pas pour autant que la situation des Anglo-Saxons soit idéale. Ce n'est pas un hasard si, en 1960, Friedrich Hayek a intitulé son premier grand ouvrage de droit et de science politique *La Constitution de la liberté*. Avec un jeu de mots dans le titre du livre puisqu'il s'agissait non pas de former une Constitution au sens institutionnel, mais de savoir comment on constitue la liberté. Un demi-siècle plus tard, l'objectif demeure toujours suspendu aux lèvres gourmandes des amoureux de la liberté.

Contrat

Simple poignée de main, promesse orale ou centaines de pages rédigées par des avocats scrupuleux, le contrat est incontournable dans une société de liberté. Il n'y a, en réalité, pas de vie, donc pas de liberté, sans contrat. Il n'y a pas plus de liberté si les contrats ne sont pas respectés. Sans respect des promesses, aucun développement n'est envisageable. Il a donc fallu trouver des moyens pour que les contrats, librement consentis, soient exécutés, voire exécutables, et produisent ainsi ce fluide de sécurité juridique nécessaire aux sociétés pacifiées. C'est ainsi que le droit des contrats a été formé.

Il est de bon ton aujourd'hui de railler le développement d'une société trop « contractualisée ». C'est pourtant bien la rencontre des libertés que le contrat exprime et qui, s'il n'existait pas, serait inévitablement substitué par l'arbitraire, la force ou l'injonction. Et si « Les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites », comme l'affirme superbement le célèbre article 1134 du code civil, c'est parce que la puissance de la loi a bien été placée, en confiance, entre les mains d'individus responsables. Voilà le pari splendide, démocratique et fructueux d'une société de liberté.

Une société de liberté, c'est une société dans laquelle les contrats se forment librement avec toute l'ingéniosité, le libre arbitre, la capacité d'innovation et l'initiative des individus, et dans laquelle la puissance publique ne peut, par principe, intervenir que pour assurer l'exécution de ces contrats. Cela ne veut pour autant pas dire que tout est permis, dès lors que le contrat entre individus capables et consentants est établi, à moins d'être anarcho-capitaliste. Un certain nombre de grands interdits régissent la civilisation. Mais, au-delà, laissons faire le libre contrat !

Contrat social

Pour un amoureux de la liberté, le contrat social n'est rien d'autre qu'une théorie de l'origine de la société censée donner sa pleine légitimité à l'action de l'État et à son pouvoir de contrainte sur l'individu. Cette approche, qui justifie le monopole de la violence légale, implique que nous ayons tous accepté, implicitement, de nous soumettre à cette autorité en échange de la protection de nos droits.

La difficulté soulevée par cette théorie provient de l'usage assez « élastique » que l'on en fait. Pour les ennemis de la liberté, elle implique une soumission considérable de l'individu au collectif, ou plus exactement à la bonne volonté, bien souvent court-termiste, des hommes politiques du moment. Pour les amoureux de la liberté, qui n'ont rien à voir avec ces ayatollahs, elle implique davantage un État limité dans sa capacité à soumettre l'individu, la puissance publique étant davantage fondée à protéger l'homme de l'arbitraire et des agressions extérieures. Depuis le XVIIe siècle, l'Occident oscille entre ces deux extrêmes, et je préfère, de loin, l'idée de limiter l'État pour protéger les personnes et leurs droits que celle d'augmenter le pouvoir public au détriment du nôtre.

Quant au contenu de ce fameux contrat, le lecteur est invité à se reporter notamment à l'entrée « Ordre social ».

Couleurs

Qu'elle était belle, ma Frégate,
Lorsqu'elle voguait dans le vent !
Elle avait, au soleil levant,
Toutes les couleurs de l'agate !

Voici comment je peindrais les couleurs de la liberté : toutes à la fois, toutes mêlées, dans le soleil d'or, le grand bleu du ciel, l'eau d'un vert profond, le blanc pétillant de l'écume ; toutes confondues dans le grand vent qui gonfle la voile, les promesses du matin, et l'élan du navire de Vigny qui file, libre et joyeux, sur la terre ronde.

Toutes les couleurs de l'agate. Des billes que l'on fait rouler dans les creux de la cour, et dont on admire les reflets avec convoitise – liberté de jouer sous les platanes, liberté de gagner la couleur que l'on n'avait pas, de s'affirmer, de grandir.

Quand on ne joue plus aux billes, enfant, on a parfois l'inconscience de jouer aux soldats… Les préférés sont souvent les tuniques bleues, plus drôles dans la bande dessinée de Cauvin que les sudistes, bien plus sympathiques, car ce sont eux qui défendent « la liberté ». Comme plus tard leurs très lointains cousins les Casques bleus ? Bleu, noir ou vert kaki, comme elle est chère cette liberté, bafouée, attaquée, défendue, au prix insoutenable d'un sang trop rouge. À l'arrière, on porte des chemises, des brassards. Comme leurs couleurs sont versatiles ! Noir ? Tantôt l'anarchie, la rupture de ban, de règle ; tantôt des *camicie nere* au terrible pli de dictature. Rouge ? Tantôt révolutionnaires russes contre les blancs, tantôt républicains espagnols contre le bleu sombre de la phalange, tantôt étendard bardé d'une croix terrifiante… Liberté, sœur de grande paix, ces tons trop

vifs éclipsent tes reflets subtils et francs.

Et puis vient l'heure des drapeaux. On agite des pavillons, aux couleurs de son clan, de sa terre, de sa foi. On s'envoie d'un vaisseau à l'autre, d'une colline à l'autre, des messages chromatiques : pavillon noir, pas de quartier. Drapeau blanc, cessez le feu. Enfin on fait la paix : les drapeaux bleus fleurissent – Union européenne, Organisation des Nations unies, Conseil de l'Europe… C'est couleur de plein ciel que les démocraties modernes ont choisi de figurer les droits chèrement défendus, la liberté, les libertés.

Revient le vert de l'espoir. Les temps de créations.

A noir, E blanc, I rouge, U vert, O bleu…

Poésie, inspiration, fruits de liberté d'âme, vous prenez mille teintes comme les voyelles sonores d'Arthur Rimbaud. Comme les toiles des impressionnistes puis des fauves qui rompent par la couleur, débridée, inattendue, avec un académisme séculaire. Les reflets mauves et jaunes aux visages de Van Gogh, les forêts rouges de Derain, la danse verte, bleue, orange de Matisse sont d'une insolence qui fait pâlir la critique. Sans oublier le bleu, envoûtant et éclatant, de Klein ! Dans la mode, la couleur est le premier atout de l'audace – « oser » la couleur, le blond platine, le vert bouteille, le damier strict, le bleu pétrole : quelle tâche vivifiante au milieu des costumes anthracite !

Mais la couleur qui revient aux joues après des mots très doux, la couleur inimitable d'un sourire infiniment rose, la couleur des ongles peints qui anime ses doigts fins, la couleur vert d'univers des yeux de mon aimée… Voilà simplement, au soleil de midi que ses cheveux inspirent, à celui de minuit quand j'oublie de dormir, toutes les couleurs de mon libre bonheur.

Culture de crise

Quel que soit son champ d'expression, l'artiste est l'œil conscient du monde et sa parole la plus exigeante. Pour le créateur, il n'y a, n'en déplaise à Orson Welles (la fameuse tirade du coucou suisse dans *Le Troisième Homme* : « Rappelez-vous qu'en Italie, sous les Borgia, pendant trente ans, il y a eu la guerre, la terreur, meurtres et assassinats : cela a donné Michel-Ange, Léonard de Vinci et la Renaissance. En Suisse, ils ont eu l'amour fraternel, cinq siècles de paix et de démocratie. Et qu'est-ce que cela a donné ? L'horloge coucou ! »), pas de période de repos : même dans sa normalité apparente, la réalité révèle ses failles profondes. Il donne du sens comme d'autres donnent leur sang.

Évidemment, les périodes de crise « avérée » ouvrent pour le créateur des champs nouveaux et fertiles d'interrogations, de révoltes, de souffrance ou d'espoir si béants qu'il peut encore moins garder le silence. Quintessence de la résilience, « l'homme crie où son fer le ronge et sa plaie engendre un soleil plus beau que les anciens mensonges », disait Aragon.

Qu'on réalise ce qui fonde les arts dits « premiers », si ce n'est, comme l'illustrerait l'exposition « Les maîtres du désordre », présentée en 2012 au quai Branly, la nécessité de rétablir un ordre dans le chaos du monde et d'intercéder auprès des dieux contrariés par des peintures, des masques, des sculptures ou des danses. Qu'on considère le butô japonais, ces mouvements lents, muets, douloureux qui se souviennent à jamais du choc atomique. Et le cinéma, la bande dessinée iranienne, l'insolence des jeunes héroïnes de Marjane Satrapi qui, sous leurs voiles opaques, n'hésitent pas à faire un pied de nez à la censure. Les exemples pourraient se multiplier à l'infini : l'art est le

révélateur et le remède des crises, la catharsis salvatrice, le cri vrai d'une liberté dont on ne peut que tomber amoureux.

La crise actuelle ne fait évidemment pas exception. Elle nourrit une production considérable, sur scène, dans les galeries, sur le papier, sur les écrans, et jusque dans les rues où explose l'expression des hommes en colère. Sur les murs de Madrid ou d'Athènes, le *street art* en fait voir de toutes les couleurs aux excès attribués aux « businessmen », « Triple A » ou « Monopoly », retouchés sans pitié au pochoir ou à la bombe.

Les farces économiques fleurissent à chaque coin de rue au Festival d'Avignon, où les *15 %* du metteur en scène Bruno Meyssat comme *Les Contrats du commerçant*, de Nicolas Stemann, se sont penchés avec une juste férocité sur les *subprimes*. Dans le même temps, les traders étaient à l'affiche du film *Margin Call*, et les polars nordiques ont fait fureur sur le corps malade d'un État providence en faillite.

Plus tôt, les Olivier Adam, Michel Houellebecq ou Emmanuel Carrère nous avaient livré leur constat clinique, préfigurant les reportages à la Florence Aubenas. Le ras-le-bol est manifeste, même si les cibles ne sont pas forcément les bonnes.

Qu'importe : on n'a pas forcément le temps d'éplucher la vision économique des vrais amoureux de la liberté, ce courant de pensée écarté par le *mainstream*, qui avait anticipé la crise actuelle et n'a cessé de dénoncer les drames à retardement des incitations publiques ayant engendré les funestes *subprimes* ; le désastreux interventionnisme monétaire de la FED au lendemain de la crise Internet, qui alimenta artificiellement la bulle de la dette privée ; le tragique *too big to fail* doublé de conflits d'intérêts effrayants entre le pouvoir politique, quelques académiques et de grandes banques d'affaires américaines, magistralement révélés dans *Inside Job* ; et les gigantesques plans de relance qui ont transformé la bulle de la dette privée en bulle de la dette publique (il nous manque un *Inside State* !).

L'« ennemi » n'est donc pas toujours celui que l'artiste perçoit avant de crier sa révolte. Mais ce n'est pas grave, dira l'amoureux de la liberté, évidemment soucieux, au plus profond de son être, de défendre la liberté absolue de création et d'expression : le besoin de libérer la parole n'attend pas et la lutte contre tous les pouvoirs illégitimes est sienne.

On regrettera toutefois que trop d'amalgames ne circulent, et que

les observateurs attentifs ne perçoivent pas assez combien ce que ces artistes à l'avant-garde dénoncent n'est parfois pas si éloigné de ce que contestent les (vrais) défenseurs de la liberté : la prétention d'une vérité découverte dans les seuls chiffres et les mathématiques ; la fermeture étatique des frontières ; le jugement institutionnel des hommes sur le fondement de leur race ou de leurs origines sociales ; la concurrence pure et parfaite ; l'atomicité des individus ; l'idolâtrie de l'argent ; le management froid, déshumanisé et désincarné. L'infusion néomarxiste de certains les éloignera toutefois clairement lorsqu'ils sombrent trop facilement dans la sempiternelle opposition entre les exploiteurs et les exploités, entre les méchants entrepreneurs profiteurs et les gentils salariés manipulés, entre la finance assoiffée et l'économie réelle. *Margin Call* est par exemple un film remarquablement réalisé, dans lequel Kevin Spacey est grandiose, mais quel dommage qu'il sombre dans l'hyper-simplisme.

Dans un autre genre, la romancière et philosophe Ayn Rand a su transformer, en usant elle aussi de personnages aux caractères excessifs, sa foi capitaliste en des romans mythiques : les 1 200 pages de son génialissime *Atlas Shrugged*, publié en 1957 et tardivement traduit (en 2012 !) en français aux Belles Lettres sous le titre *La Grève*, se sont vendues à plus de 10 millions d'exemplaires et voient leur réédition s'enflammer aux États-Unis à chaque nouvelle crise économique. Comme une quête de sens, de cette flamme entrepreneuriale qui nous fait sans doute un peu défaut.

D'un point de vue plus strictement économique, sans parler bien sûr de la santé du marché de l'art, la culture en temps de crise est un « non » définitif au mot de Paul Valéry qui annonçait « le temps du monde fini commence ». L'art en temps de crise est un parangon de création : la possibilité de dire toujours plus, même avec moins. Ce qui est possible avec des mots, des couleurs, des images l'est tout autant avec la richesse, l'emploi, l'entreprise : l'homme peut les construire, même sur des ruines, si son expression est libre. Car l'homme est notre dernière chance.

Claude Lévêque, qui figurait il y a quelques années sur les murs de la belle Maison Rouge, à Paris, écrivait avec des néons timides et tremblants, hésitants, presque prêts à griller : « Nous sommes heureux » et « Rêvez ». La foule unie pleurant les morts innocents dans

le Paris ensanglanté par les tueries du 13 novembre 2015 brandissait un sublime et spontané « Not afraid » aux allures de Levêque. Voilà en effet ce que nous dit l'art de la crise. Créons, agissons, inventons. Libérons les énergies. Cessons de tout cadenasser, de tout régir, de tout contrôler. Ouvrons-nous à nous-mêmes, aux autres et au monde, plutôt que nous renfermer. Entreprenons, vivons. Soyons libres, vite, avant que la lumière ne s'éteigne.

Curie, Marie (1867-1934)

Marie Curie, l'implacable lutteuse : lutte pour sa liberté d'étudiante, à une époque où les sciences sont réservées aux hommes ; lutte pour sa liberté de chercheuse – chercheuse à mains nues, remuant des tonnes de pechblende pour en tirer un gramme de la substance bleue, féerique et mortelle, le radium ; lutte pour gagner sa vie indépendante, pour soutenir des thèses, donner des cours, tout en vivant une vie de femme – des grossesses, l'éducation des enfants, une maison à « tenir » ; lutte pour la liberté de sa vie privée, son amour, ses amours.

Marie a découvert et mesuré la radioactivité, le polonium (du nom de son pays), le radium. Elle a reçu deux prix Nobel, celui de physique en 1903 avec Pierre, son mari, et celui de chimie en 1911. Comment cette petite Polonaise née en 1867 dans un pays dominé par les Russes, d'une famille cultivée mais modeste, a-t-elle pu réaliser ce parcours extraordinaire, et devenir, en liberté, ce pour quoi elle était faite ?

Maria Skłodowska est le cinquième enfant de la famille. Son père est professeur de physique et de chimie. Sa mère, directrice d'école, meurt de tuberculose alors qu'elle n'a pas onze ans. Dès l'enfance, c'est une élève brillante : elle aime étudier, et semble avoir la prémonition de ses prodigieuses facultés intellectuelles – et, peut-être, des épreuves que la vie lui réserve. Après le lycée, et une profonde dépression, Marie se résigne à travailler comme institutrice chez la famille Zorawski. Mais l'étroitesse du quotidien ne parvient pas à étouffer son rêve : aller un jour étudier à Paris, où sa sœur Bronya termine sa médecine. Un instant, elle semble renoncer : amoureuse du fils de la maison, Casimir, qui deviendra un grand physicien, elle

resterait finalement bien en Pologne à ses côtés. Mais, dans une société de rangs et de convenances, les parents du jeune homme s'opposent à leur union. Marie est humiliée, découragée.

Et puis, résiliente, et donc libre de ses propres souffrances, sa volonté, cette valeur fabuleuse pour qui aime la liberté, reprend le dessus : elle part pour Paris ! Licence de physique, puis de mathématiques. Elle a vingt-sept ans et rencontre Pierre. Entre eux, tout de suite, des intérêts communs : la science, l'humanitaire, l'envie de changer le monde. Ils s'éblouissent mutuellement, ils s'aiment. Pierre et Marie Curie. Plus qu'un couple, un mythe.

Les difficultés et les obstacles auxquels ils vont être confrontés dans leurs recherches sont à peine imaginables. Marie veut obtenir son doctorat de physique, mais le duo amoureux n'a que de faibles ressources. Il faut travailler dans un hangar non chauffé, où s'infiltre l'eau. La poussière perturbe les expériences. Ils n'ont aucune aide financière. Marie mange mal, elle est maigre, ses doigts sont gelés, mais son cerveau accélère : elle a l'idée de mesurer la conductivité autour des « rayons » découverts par Becquerel, et elle observe que la pechblende augmente cette conductivité bien plus que l'uranium, ce qui la conduira, avec Pierre, à la découverte fondamentale du radium, qui va révolutionner bien plus que le monde scientifique – la philosophie, la géopolitique, le sens de la vie humaine.

Mais déjà Pierre est malade : empoisonné par leur découverte, il a d'atroces douleurs, peine à se déplacer. Il meurt accidentellement, écrasé par un attelage. Il laisse Marie et leurs deux filles, Irène et Ève, après onze ans de mariage – Marie dont l'indicible douleur infuse chaque page du journal qu'elle lui adresse : « Tu es parti et la dernière phrase que je t'ai adressée n'a pas été une phrase d'amour et de tendresse. Et je ne t'ai revu que mort. »

Le chagrin, ennemi de la liberté humaine, l'enferme et la détruit. Le radium aussi, qui peu à peu attaque sa peau, ses globules, ses os, ses yeux. Longtemps, elle méconnaîtra les risques terribles associés à ses recherches. Elle mourra à soixante-six ans, active jusqu'au bout, généreuse, mettant à l'abri dans une valise sa réserve de radium pour qu'elle ne tombe pas aux mains des Allemands lors de la Première Guerre mondiale, comprenant très tôt le rôle que les rayons X pouvaient jouer dans le diagnostic et le traitement des fractures (avec Irène, sa fille, elles inventent les « petites Curie », véhicules équipés

d'appareils radiographiques qui sillonnent le front pour aider à soigner les soldats).

C'est la vie de la petite Marie qui devient si grande d'avoir été si libre, d'avoir surmonté les préjugés, les injustices (en 1903, elle est « oubliée » pour le Nobel ! Pierre heureusement s'insurge à ses côtés ; en 1911, l'Académie des sciences refuse sa candidature après une terrible campagne de dénigrement), les scandales alimentés par des jaloux bien-pensants (la rumeur d'une liaison avec Paul Langevin, quatre ans après la mort de Pierre, déchaîne une presse aux relents misogynes et xénophobes – une Polonaise brisant un couple français modèle !). Au comité qui lui demande, pour rester à l'écart du scandale, de ne pas venir en Suède chercher son prix, elle répond : « Je crois qu'il n'y a aucun lien entre mon travail scientifique et les faits de ma vie privée… Je ne puis accepter, par principe, l'idée que l'appréciation de la valeur du travail scientifique puisse être influencée par le pamphlet ou la calomnie. »

Voilà Marie : la détermination, la résilience faite femme, grande, glorieuse, visionnaire, la liberté de ton, la liberté de pensée. Courageuse et généreuse, mettant toute sa liberté de choix et ses facultés au service d'un espoir et d'un progrès, comme seuls le font les vrais hommes et femmes de science d'hier et d'aujourd'hui – je pense ici, par exemple, aux travaux et à l'engagement d'une chercheuse extraordinaire que j'ai le bonheur de connaître, le professeur Patrizia Paterlini-Bréchot, qui consacre sa vie, une énergie et un talent hors

norme à faire reculer le cancer. Patrizia a mis au point le premier test au monde de diagnostic précoce du cancer sur simple prise de sang, qui représente un espoir extraordinaire de lutte contre la maladie.

Première femme admise au Panthéon, Marie Curie reste infiniment humaine et simple. J'aime relire ce qu'elle écrit dans son journal, tel que nous le rapporte Rosa Montero : « Dans ce hangar misérable, nous passâmes les années les plus heureuses de notre vie, complètement consacrées au travail. » Travail, inspiration, vision, innovation : ces merveilleux alliés de l'amour et de la liberté.

Cyrano de Bergerac

Quel héros ! Quel panache ! Au-delà de Savinien, l'homme de lettres du XVIIe siècle dont l'œuvre novatrice et la vie tumultueuse inspirèrent à Rostand son drame célébrissime, Cyrano de Bergerac est devenu, en 5 actes et pas moins de 2 600 alexandrins, un archétype éternel de bravoure, d'intégrité et de liberté.

Ô salutaire « Non, merci ! »… « Et que faudrait-il faire ? / Chercher un protecteur puissant, prendre un patron, / Et comme un lierre obscur qui circonvient un tronc / Et s'en fait un tuteur en lui léchant l'écorce, / Grimper par ruse au lieu de s'élever par force ? / Non, merci ! »

Voilà, en une tirade superbe, notre puissant Gascon : refus des allégeances, de la flatterie, des impostures. Indépendance farouche, responsabilité, nourries d'efforts et de travail : « Et modeste d'ailleurs, se dire : mon petit, / Sois satisfait des fleurs, des fruits, même des feuilles, / Si c'est dans ton jardin à toi que tu les cueilles ! / Puis, s'il advient d'un peu triompher, par hasard, / Ne pas être obligé d'en rien rendre à César, / Vis-à-vis de soi-même en garder le mérite, / Bref, dédaignant d'être le lierre parasite, / Lors même qu'on n'est pas le chêne ou le tilleul, / Ne pas monter bien haut, peut-être, mais tout seul ! »

Pourtant : « Fais tout haut l'orgueilleux et l'amer… mais à moi dis tout bas qu'elle ne t'aime pas », soupire son ami Le Bret. Car oui : sous son feutre rebelle et ses fanfaronnades, Cyrano est malheureux. Malheureux, et prisonnier.

Prisonnier de sa disgrâce physique, de ce « pic », de ce « roc », de cette « péninsule », insulte cruelle de son visage à la finesse de son esprit, qui le rend si gauche et amer : « Mon ami, confie-t-il au bon Le

Bret, j'ai de mauvaises heures ! De me sentir si laid, parfois, tout seul… ! »

Prisonnier, sous ce masque qui lui semble une insulte à des yeux délicats, de sa timidité et du secret de son amour : brûlant pour sa cousine Roxane, il tremble comme un enfant quand il court au premier rendez-vous qu'elle lui donne.

Prisonnier de son absolu, d'un honneur si entier qu'il lui interdit tout compromis, le met inexorablement au ban du monde, des autres, du ballet de son temps. Ce Cyrano si fier se sabote : « Enfin, tu conviendras / Qu'assassiner toujours la chance passagère, / Devient exagéré ! », tente de le raisonner Le Bret : « Si tu laissais un peu ton âme mousquetaire, / La fortune et la gloire… » Repartie sans appel de notre bretteur : « Eh bien ! Oui, c'est mon vice. / Déplaire est mon plaisir. J'aime qu'on me haïsse. »

Prisonnier d'incomplétudes qui le précipitent dans un pacte faustien avec Christian de Neuvillette : il livre son âme au jeune cadet, qui en retour lui prête sa beauté, dans un charme terrible que ni l'un ni l'autre ne parviennent à rompre et que seule la mort, leur mort à tous deux, pourra dissoudre en unité retrouvée dans l'amour de Roxane.

Prisonnier, Cyrano le poète l'est aussi de ces mots fantastiques qui lancent des passerelles d'or entre lui et le monde. Cyrano est, dans tous les sens du terme, un homme de parole : par la vivacité de son verbe, il retourne les situations, se bat, critique, commente, conquiert, séduit, captive. Il proclame, dans la pièce de Rostand, 1 600 vers à lui tout seul ! Les mots de Cyrano le drapent mieux qu'une cape, le protègent mieux qu'une lame, mais c'est une arme à double tranchant : ils sculptent son identité autant qu'ils la privent de sa manifestation dans le réel. Cyrano ne peut qu'écrire son amour pour Roxane, le déployer en mille lettres… mais ne peut pas le vivre. Il ne peut toucher l'aimée, lui donner bouche de chair ce baiser merveilleux, ce « secret qui prend la bouche pour oreille », cet « instant d'infini qui fait un bruit d'abeille, une communion ayant un goût de fleur, une façon d'un peu se respirer le cœur, et d'un peu se goûter, au bord des lèvres, l'âme ! ».

Mais c'est à la mesure de ces chaînes, de ces frustrations, de ces dissonances profondes, que Cyrano peut justement exprimer et incarner une liberté sublime.

Pure liberté d'esprit : Cyrano refuse les modes, le superficiel, la facilité. Le théâtre ronflant, compassé, de Montfleury et de l'hôtel de Bourgogne. Les bouffettes, les gants, les rubans des courtisans, ou tout signe extérieur de ralliement au commun : « Moi, c'est moralement que j'ai mes élégances ! » Devant la mort même, il tire sa lame contre la « sottise » et les « préjugés ».

Pure liberté d'action, qui nourrit son courage et décuple ses forces – cent hommes défaits par un seul !

« Pour un oui, pour un non, se battre – ou faire un vers ! » : liberté du poète, privilège inouï que de pouvoir choisir la beauté, élever le banal, réenchanter le monde. Avec quelle verve il magnifie l'adversité ! « Eh bien, oui, j'exagère ! […] Mais pour le principe, et pour l'exemple aussi, / Je trouve qu'il est bon d'exagérer ainsi. » Avec quelle joie gourmande la garnison attend un récit de combat qu'elle sait déjà légendaire ! Quel pied de nez aux ingratitudes de Dame Nature dans l'épique description de ses traits qu'il claque à la face lisse de Neuvillette !

Liberté d'idéal : viser les étoiles ou rien. Tout sauf « Devenir un petit grand homme dans un rond ».

Liberté de se respecter soi dans le respect des autres. À l'occasion de son discours d'entrée à l'Académie française en 1903, Edmond Rostand rend hommage à l'immense humilité du personnage qu'il a si librement adapté : « Plaisanter en face du danger, c'est la suprême politesse, un délicat refus de se prendre au tragique ; le panache est alors la pudeur de l'héroïsme, comme un sourire par lequel on s'excuse d'être sublime. » Choix extrême, enfin, de s'effacer, de renoncer à soi pour des valeurs placées plus haut que soi – loyauté, honneur, élégance : ce n'est qu'au dénouement tragique d'une vie de sacrifices que Roxane comprend la « généreuse imposture ».

Cyrano, au fil de ses mots, de ses choix, de ses hésitations aussi, livre en creux l'essence même de la liberté : un bien infiniment rare, nécessairement complexe, qui pour tirer ses branchages jusqu'à la lune ne peut plonger ses racines que dans de difficiles combats intérieurs. Cyrano n'est pas libre parce qu'il serait d'un bloc. Au contraire, il n'est que contrastes et contradictions : intrépide et timide, emporté et doux, brutal et délicat, énergique et mélancolique, extraverti et pudique, grotesque et sublime. Cyrano peut bien affronter un régiment, la plus rude des batailles se joue contre lui-même – assumer la vérité de

l'amour et par là même la sienne, s'exposer au risque d'un refus, du miroir cru qui lui retournerait ses traits. « Cyrano de Bergerac, qui fut tout et qui ne fut rien », résume-t-il au sujet de son épitaphe : Cyrano est complet, et de cette douloureuse, merveilleuse et humaine condition seule peut naître l'élan de liberté. Et la difficulté, l'œuvre d'une vie, de devenir ce pour quoi l'on est fait.

Un élan si puissant d'ailleurs qu'il rayonne au-delà de lui-même et fait évoluer les autres personnages. La vérité de Cyrano transforme Roxane de scène en scène : la précieuse frivole et capricieuse sur laquelle s'ouvre la pièce est peu à peu touchée par la vraie beauté, et comprend qu'elle aimerait Christian, même laid. Christian mûrit lui aussi du mensonge à un désir irrépressible de vérité qui le pousse à la mort sur le front d'Arras. Le comte de Guiche, arrogant, ambitieux, en viendra finalement à louer Cyrano pour avoir vécu « sans pactes, libre dans sa pensée autant que dans ses actes ».

Pourquoi ces métamorphoses ? Parce qu'au-delà des combats de Cyrano, c'est une liberté plus grande qui se joue dans le drame : la liberté de l'amour et de la vérité, courants puissants qui finissent toujours par trouver leur chemin vers le plein jour, quels que soient les faux-semblants, les manteaux sous lesquels nos faiblesses et nos peurs peuvent tenter de les dissimuler. Qui font éclater, tôt ou tard, toutes les illusions. C'est dans la pénombre, loin des yeux qui trompent, que se libère la vérité du cœur : les amours confondues de

Cyrano et Christian grimpent au balcon d'une Roxane blanche de lune ; c'est à la nuit tombée, dans le jardin du couvent où s'est retirée Roxane, que Cyrano parcourt pour elle la lettre d'adieu signée de Christian : il fait sombre, Roxane se rend compte qu'il ne lit pas… mais récite. Et comprend.

Liberté chérie… J'adore le succès public de Cyrano, immédiat, massif, et jamais démenti. Parce qu'il montre combien, tous, nous avons impérieusement besoin et soif de liberté. De héros qui nous en montrent le chemin. La première de la pièce en décembre 1897, au Théâtre de la Porte Saint-Martin, avec le célèbre Constant Coquelin dans le rôle-titre, est un triomphe : vingt minutes ininterrompues d'applaudissements ; un ministre qui vient dans la loge de Rostand lui annoncer d'emblée sa future Légion d'honneur (bien méritée celle-là). Pas quinze ans plus tard, la pièce a déjà atteint la millième. Et, depuis, combien de traductions, d'adaptations inspirées dans le monde entier, à la scène – du Belmondo de mon enfance, quand je découvris, bien tard, grâce à une marraine parisienne m'accueillant tous les ans quelques jours, comme un moineau de province, le théâtre sous les tentures du Théâtre des Champs-Élysées, à la dernière mise en scène, formidable, de Denis Podalydès à la Comédie-Française. Inoubliable, également, incarnant comme personne mon héros de liberté, l'immense Cyrano-Depardieu dans le film de Jean-Paul Rappeneau, sorti en 1990. D'ailleurs, ne l'avez-vous jamais regardé, un soir ou un dimanche tranquille, avec des enfants ? N'avez-vous pas entendu la petite fille à côté de vous sur le canapé, petite-fille, nièce ou cousine, qui immanquablement se récrie : « Oh, mais non, moi j'aurais été amoureuse de Cyrano, c'est sûr ! » Liberté, tu as trouvé ton héros. Il est, comme toi, d'une infinie beauté.

1. © Éditions Gallimard.
2. © Éditions Gallimard.
3. © Éditions Gallimard.
4. © Catherine et Jean Camus, reproduction interdite.
5. © Éditions Gallimard.
6. © Éditions Gallimard.
7. « Discours de Suède », © Éditions Gallimard.

8. © Éditions Gallimard.

9. © Éditions Gallimard.

10. *Œuvres complètes*, © Éditions Gallimard.

11. *Œuvres complètes*, © Éditions Gallimard.

12. « De moment en moment », *in Le Bâton de rosier*, *Œuvres complètes*, © Éditions Gallimard.

Danse

Paris, 1912. Sur la scène du Théâtre du Châtelet, une silhouette claire, puissante et aiguë comme un profil étrusque se jette sur l'étole abandonnée par une nymphe et l'enlace. Le public se dresse, hue, siffle. La critique crie à la « bestialité » et la « lourde impudeur » du Faune. Vaslav Nijinski vient de signer sa première chorégraphie sur une partition de Claude Debussy… et son premier scandale. Il renchérit l'année suivante : l'honorable parterre parisien s'étrangle en découvrant *Le Sacre du printemps* interprété par les Ballets russes de Serge de Diaghilev. Au-delà du choc musical, « grand rite sacral païen » offert par Igor Stravinsky, tout en ruptures rythmiques et harmoniques, ce sont les tableaux, les mouvements, les attitudes mises en espace par Nijinski qui scandalisent. Ces pieds en dedans, ces bustes offerts, ces genoux fléchis. L'audace, l'insolence du chorégraphe. Son mépris des conventions du ballet, de l'esthétique, de la décence. En un mot, même s'il choque, même s'il gêne, son absolue liberté.

Liberté d'autant plus intolérable, dans la danse, qu'elle touche au corps, à la chair, à la triviale réalité de l'être que des siècles de philosophie occidentale se sont appliqués à tenir, à l'opposé des pensées orientales, à distance de l'esprit. De la danse à la provocation, du corps traversé de musique aux instincts les plus troubles, il n'y aurait qu'un pas, qu'un déhanché. La danse, au final, glisserait toujours chez les courtisanes – Apsaras marchant sur l'eau, désennuyant leur souverain en ondulant au sortir du « barattage de la mer de lait », comme on les retrouve dans les bas-reliefs d'Angkor Vat ; œillades de geisha derrière l'éventail finement manié, voiles à sequin tombant un à un au bon plaisir des puissants de la terre.

Mortelle séduction : c'est la danse de Salomé qui lui vaut d'Hérode ensorcelé la tête sanglante de Jean-Baptiste. On touche au cœur du mystère : la liberté du corps dansant effraie, justement parce qu'elle envoûterait celui qui regarde, le privant de sa propre liberté de jugement. Plus près de nous, les réactions à la danse sauvagement sensuelle de Brigitte Bardot dans *Et Dieu créa la femme* ont ravivé l'accusation diabolique du mouvement féminin et rythmé. Pire : le corps dansant est-il finalement libre ? Le « serpent qui danse au bout d'un bâton » chez Baudelaire ou dans les paniers d'osier de la place Jemaa el-Fna ne résiste pas à l'injonction de son charmeur. Les corps pris de transe dans les danses rituelles, arqués, pliés, mis à genoux, semblent secoués par une main qui n'est pas de ce monde.

Pulsation profonde de l'être ou chant des dieux ? Le territoire du corps dansé reste insondable, immaîtrisable. Alors, depuis les plus anciennes, les civilisations tentent de dompter la danse par la « chorégraphie ». L'écriture de la « danse en chœur » cadre l'élan du corps singulier, normalise un mouvement collectif. Les labyrinthes gravés aux pierres antiques de Crète seraient pour certains anthropologues des tracés, des « chemins » de danse notés pour être correctement exécutés. Les clés du ballet baroque, minutieusement codifié sous Louis XIV comme instrument du discours royal, sont consignées dans une notation dite « Beauchamp-Feuillet », d'une précision vertigineuse. Et qui a déjà assisté à une représentation de danse indienne, kathak ou bharata natyam, aura mesuré l'abîme de complexité et de règles qui s'expriment jusqu'au bout des doigts du danseur.

Discipline, contrainte, souffrance, rigueur sont aussi le quotidien des danseurs des plus prestigieux ballets classiques d'hier et d'aujourd'hui : régime drastique, emploi du temps militaire, corps menés à la baguette, exploités jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources. En cela, le ballet de l'Opéra de Paris, mené pendant des décennies par Brigitte Lefèvre, fut un modèle pour le monde entier.

Quelle part reste à la liberté sous tant de lois et de contraintes ? Entière, précisément, dans son dialogue avec la règle.

Liberté, pour le chorégraphe de ballet, de briser les règles : des canons esthétiques et moraux d'une époque, comme Nijinski, du genre, comme Pina Bausch, qui a mêlé le théâtre au ballet avec le révolutionnaire et si poétique Tanztheater de Wuppertal, de la société,

comme Alvin Ailey, qui le premier et contre tous les préjugés a constitué un ballet noir américain, et comme tant d'autres, hier et aujourd'hui, qui chorégraphient contre l'ordre établi, pour la liberté de penser, de dire, de créer à sa façon.

Liberté, pour l'interprète du ballet, dans le cadre des contraintes dictées par le chorégraphe, de choisir sa discipline, sa compagnie, d'apporter à la danse ce qu'il est, sa pâte, sa signature, et de se réaliser lui-même.

Liberté du danseur soliste, du créateur, qui utilise une tradition, une formation, l'héritage du passé mêlé à la chaux vive de l'époque pour révolutionner sa discipline et exprimer, profondément, sa propre sincérité : des pionnières comme Isadora Duncan ou Loïe Fuller font basculer la danse au tournant du XXe siècle vers la libre expression d'une intériorité, d'une sensibilité ; Rudolf Noureev bouleverse le classique ; Israel Galván pour le flamenco ou Akram Khan pour le kathak déconstruisent leurs champs de départ pour offrir un langage neuf, infiniment personnel et profondément universel.

Liberté du regardeur, du spectateur, qui depuis son fauteuil s'envole avec l'artiste, est intimement gagné par la liberté du geste, se sent pousser des ailes et des rêves. Liberté irréductible enfin du corps dansant, joie déliée, plaisir, insouciance et abandon mêlés.

N'étant – hélas – pas danseur moi-même, je perçois et désire ce plaisir libéré, ces envolées solitaires comme ces envolées collectives. Ode à la vie, de la danse la plus fraîche et la plus spontanée – ronde

des enfants dans la cour de récréation, libération du corps et de l'esprit émoustillé dans une fête sur la piste de danse, union rythmée des jeunes mariés quand l'univers entier tourne, l'espace d'un instant, le temps d'une vie, autour de leur amour, à la danse d'artistes au sommet de leur art : à voir danser, voler, Rudolf Noureev, Israel Galván ou Gene Kelly, miracles de précision, de facilité, de grâce qui semblent défier les lois de la nature, on peut croire, un instant ou pour de bon, à la pure liberté. Au fruit de l'effort, de l'excellence en responsabilité. À un corps et une âme sans contraintes, infiniment profonds, infiniment légers. Libérés.

Décroissance

Parce que la croissance se ferait sur le dos de la nature, parce que l'argent ne ferait pas le bonheur, parce que la croissance comme objectif social chargerait nos existences de nuisances et de pressions psychologiques tout aussi ascendantes, nous écartant de l'impératif de bonheur et sacrifiant notre « droit au loisir et au développement personnel » sur l'autel du productivisme-roi et de la consommation ostentatoire, nous serions tous engagés, entend-on, dans une véritable impasse sociétale. Le seul moyen de mettre un terme à cette spirale infernale du « toujours plus » : entrer dans le monde (supposé) béni de la décroissance et en finir avec la tyrannie… de la liberté !

La crise aidant, le mythe de la décroissance heureuse est de retour. Nos nouveaux maîtres-penseurs n'ont pas loin à chercher : au début des années 1970, le fameux rapport Meadows, intitulé *Les Limites de la croissance* (improprement traduit en français *Halte à la croissance ?*) et commandé au MIT par le non moins fameux Club de Rome, était – déjà – apocalyptique : modèle économétrique à l'appui, la croissance était, si l'on ne changeait rien, vouée à s'effondrer (avant 2010 !), la Terre à être saturée de déchets, les matières premières et les ressources naturelles à disparaître, et les pays pauvres à être colonisés par les pays industrialisés qui, au passage, exporteraient leur terrible virus. Le remède à ce désastre multiforme ne saurait être le progrès technique, qui peut « atténuer les symptômes d'une maladie du système, mais n'en éliminera pas la cause profonde », mais le « freinage radical de la croissance pour atteindre un état d'équilibre » (*sic*). Muselons la liberté créative, nous n'en serons que plus heureux !

En parallèle de ces envolées quasi lyriques, une partie du monde scientifique est venu conforter cette opposition croissante à « la

croissance pour la croissance », de Jean-Pierre Dupuy et Philippe d'Iribarne, dans *La Politique du bonheur*, à la remise en cause de l'utilité hédonique de la croissance par l'économiste Richard Easterlin. Des économistes « comportementalistes » ont observé que la proportion d'Américains se déclarant « très heureux » n'aurait pas augmenté entre 1973 et 2003 malgré l'accroissement du PNB par tête de deux tiers.

Ces conclusions ont été contrecarrées par Hirschman, qui a expliqué cette « bizarrerie statistique » par l'existence d'effets d'anticipation et d'effets cognitifs, et par la majeure partie des amoureux de la liberté qui considèrent l'action humaine comme résultant de choix destinés à maximiser, de manière très subjective et dans un univers de contraintes, un objectif de bien-être.

La décroissance systémique (à titre individuel, est décroissant qui veut dès lors qu'il n'impose pas aux autres de le devenir – on est tous libres d'être décroissants !) est un projet d'enfants gâtés vivant dans des contrées ayant bénéficié de décennies de croissance forte et voulant fermer le portillon du progrès derrière eux. De l'an mil jusqu'en 1820, la croissance ne dépassait pas 0,05 % par an. Cette longue page d'« histoire immobile » équivaut à cet équilibre du néant recherché par ceux qui, sans doute, apprécient, une fois leurs discours prononcés, les multiples progrès dus aux différentes révolutions industrielles et technologiques.

La croissance de marché est aussi porteuse de pacification, de démocratie et d'avancées environnementales. On lui doit la conquête du temps, l'allongement de la vie humaine et la libération de la femme. On lui doit aussi le recul de la pauvreté. Hernando de Soto, un économiste péruvien qui parle autant à Obama qu'à Merkel ou Cameron, fait de la propriété privée, moteur de la croissance, le remède aux bidonvilles. Des droits à polluer aux vertus de la RSE choisie en passant par l'inventivité perpétuelle, on perçoit que croissance et environnement sont bien plus alliés qu'ennemis, l'homme étant, comme le disait si justement Julian L. Simon, « notre dernière chance ». La souffrance et les pertes d'emplois qui accompagnent le ralentissement brutal de la croissance en période de crise relativisent par ailleurs d'autant l'envie d'un monde sans croissance.

Alors que la décroissance fait partie de ces rêves porteurs des pires

dérives (brider par la contrainte, c'est mettre la liberté à terre), elle infuse pourtant, subtilement, notre vision politique. Le principe de précaution préfère l'abstinence à l'agir risqué ; l'hypertaxation pénalise l'effort et le travail ; le rejet idéologique du financement privé emporte des laboratoires entiers dans des publications moins visibles et des innovations moins époustouflantes ; l'obsession industrialiste et l'idéologie frileuse nous font tourner le dos aux technologies nouvelles, notamment NBIC, qui sont, déjà, les moteurs de la croissance et du bien-être dans des contrées se montrant plus accueillantes aux adeptes de la liberté. Au constructivisme moralisateur de la stagnation forcée et à la stratégie du rétroviseur, je préfère la liberté et l'inventivité de l'entrepreneur et la responsabilité laissée à chacun de vivre comme il l'entend. Car si la croissance ne fait pas le bonheur, elle y contribue, pour beaucoup, considérablement. Cela ne fait pas de nous des matérialistes atomisés, comme on l'entend souvent dans la bouche des encapsuleurs professionnels. Bien au contraire : les amoureux de la liberté sont plus attachés aux valeurs qu'aux faux-semblants.

Delacroix, Eugène (1798-1863)

Sommes-nous bien à Paris ? La placette est si calme à l'ombre des grands arbres qui balancent leurs fleurs mauves. Les façades sont claires, le temps suspendu. L'agitation de Saint-Germain-des-Prés et de la rue de Seine, pourtant à deux pas, semble d'un autre monde. On passe une porte cochère discrète, puis un hall de pierre sombre : voici la cour, inattendue, de l'hôtel particulier. On vient de s'inviter, sur cette place que j'adore – la fameuse place de Furstenberg –, chez Eugène Delacroix.

Les parquets grincent et sentent bon la cire. Les rideaux de velours protègent les croquis, les toiles, quelques objets que le peintre a rapportés de son voyage en Orient. On va comme chez soi par les pièces feutrées. Dans l'atelier, dont les verrières très hautes ouvrent sur un charmant jardin, les chevalets, les palettes au repos, les gobelets tachés de couleur ont vu naître, de main de Maître, des œuvres parmi les plus emblématiques de l'histoire de la peinture.

« Le dernier des renaissants, le premier des modernes », disait de lui Charles Baudelaire. L'énergie et la touche emportée d'Eugène Delacroix ont révolutionné l'art de la représentation. La Révolution, justement, n'a pas dix ans quand il arrive au monde. Pendant que le XIXe siècle émergeant cherche un ordre institutionnel stable, entre République éprouvée par la Terreur, l'Empire et les Restaurations, Delacroix explore un génie dont il est très tôt conscient, exerce son œil dans l'atelier de son maître, Pierre Guérin, dont l'académisme l'ennuie déjà. Il s'enthousiasme bien plus pour le trait neuf de Géricault et entre aux Beaux-Arts. Les premières commandes officielles arrivent vite. Les premières audaces picturales aussi.

En 1827, *La Mort de Sardanapale* déchaîne la critique. Ce modelé des courbes, cette tendresse des chairs, le choc des couleurs, cet exotisme, cet érotisme à peine contenu et mêlé de mort. Scandaleux ? Non, libre. Et puissamment romantique. C'est-à-dire, à l'époque, profondément avant-gardiste. Victor Hugo, qui vient de faire paraître avec la préface de *Cromwell* un véritable manifeste de cette nouvelle ère intellectuelle et artistique, est formel : « Ne croyez pas que Delacroix ait failli, écrit-il. Son Sardanapale est une chose magnifique et si gigantesque qu'elle échappe aux petites vues. » Car le grand souffle romantique qui commence à courir sur l'Europe, en peinture, en musique ou en littérature, qui allume l'amitié entre Eugène Delacroix, Frédéric Chopin et George Sand, témoigne d'un basculement philosophique profond et d'une libération sans précédent : celle des émotions, de l'individu sensible, engagé, passionné, s'autorisant enfin la parole dans un monde jusqu'alors hermétique aux singuliers.

Le romantisme libérateur de Delacroix agite *La Barque de Dante* au-dessus des corps des damnés noyés dans l'Achéron, exalte le désespoir de cette *Jeune orpheline au cimetière* au regard traqué, se désole des *Massacres de Scio*, célébrant la bravoure du peuple grec écrasé par les Ottomans… Il ouvre l'horizon nouveau de l'orientalisme, que ce soit par des scènes héroïques comme le combat tumultueux du Giaour et du Pacha, ou des voyages imaginaires plus apaisés – douceur de mœurs, d'architectures ou de visages rêvés – contrastant abruptement avec les faits d'un siècle de puissance, de campagnes, de fièvre coloniale et militaire française sur les rives de la Méditerranée.

En 1832, il n'y tient plus : d'avoir tant songé et dessiné le Maroc à

Paris, il part pour un voyage qui durera six mois. Pouvoir étonnant de l'« ailleurs », qui révèle et libère l'inspiration du peintre. C'est pour lui une puissante explosion de découvertes et de sens que contiennent à peine ses carnets de voyage. Il esquisse tout, note tout, veut tout saisir : les tenues, les outils, la végétation, jusqu'aux sourires, aux musiques, aux parfums. Ses splendides carnets de croquis et les dizaines d'objets, de meubles, de souvenirs qu'il rapporte place de Furstenberg peupleront, longuement, fertilement, l'imagination de ses toiles orientales, dont les célèbres *Femmes d'Alger dans leur appartement*. Romantisme, orientalisme… les écoles et les étiquettes contiennent mal les horizons du génie créatif. Dans combien d'« -ismes » pourrait-on ranger Delacroix, dont le tracé brouillé, cet incroyable fondu de *La Chasse aux Lions* et le mouvement fou des chevaux ouvrent la voie à l'impressionnisme, dont les couleurs, bleu, vert, jaune dans les ombres, les corps, les visages mêmes annoncent déjà le fauvisme… L'innovation, en art comme en mécanique, est fille d'une liberté délivrée de ses chaînes.

Moderne, subversif, Delacroix l'est par sa peinture, davantage que par son engagement politique dans le siècle. C'est en « simple promeneur », de son propre aveu, qu'il traverse la révolution de Juillet. Ami d'Adolphe Thiers, il n'est pas un révolutionnaire convaincu. Mais « Si je n'ai pas vaincu pour la patrie, écrit-il à son frère le 18 octobre 1830, au moins peindrai-je pour elle. » Et voici, présentée au Salon de Paris en 1831 sous le titre de *Scènes de barricades*, la devenue légendaire *Liberté guidant le peuple*.

Dans l'imaginaire collectif, elle est l'image même de la liberté en marche. C'est une femme, mi-déesse antique dans sa toge jaune, son profil droit, la lumière qui l'auréole, sa poitrine offerte de Victoire, mi-femme du peuple, avec sa peau hâlée, sa solide charpente, ses cheveux au vent sous le bonnet phrygien, qui entraîne derrière elle, déterminée, les révolutionnaires de 1830 dans leur sursaut de révolte contre l'Ancien Régime. Allégorie réelle, sœur de la République avec le drapeau qu'elle brandit dans sa main droite, moderne et de son temps avec ce fusil au poing gauche, elle est liberté transfigurée par l'action, liberté de combat, liberté du peuple qui rue sous le joug des puissants. Avec son tribut de violence, d'enfance volée – ce petit Gavroche aux pistolets qui va à côté d'elle.

Ce visage sans fard de la liberté, pieds nus aux côtés du peuple,

reçoit de nouveau un accueil choqué qui confirme la réputation sulfureuse du peintre. Mais la portée symbolique réelle du tableau a fait beaucoup question. « La scène du 28 juillet, a pu écrire un critique en 1831, est selon moi une assez mauvaise charge contre la liberté. » Delacroix était plus partisan de l'Empire que de la République, et admirait Napoléon avec ferveur. Infiniment innovant par ses ruptures esthétiques, l'artiste est resté un peintre d'État, également apprécié par des régimes différents – monarchie de Juillet, IIe République, second Empire, dont les commandes étaient centrales pour sa production – des premières demandes passées sous Charles X pour les églises de Rambouillet et d'Ajaccio à *La Bataille de Taillebourg* ordonnée par Louis-Philippe pour le château de Versailles, en passant par d'innombrables sujets religieux, la réalisation des peintures pour la bibliothèque du Palais-Bourbon, la décoration de la chapelle des Saints-Anges à Saint-Sulpice, l'achèvement du décor de la galerie d'Apollon au Louvre, la décoration du salon de la Paix à l'Hôtel de Ville de Paris, et jusqu'à une rétrospective de son œuvre organisée par la ville pour l'exposition universelle de 1855. Commandeur de la Légion d'honneur la même année, puis élu à l'Institut deux ans plus tard, Eugène Delacroix demeure un artiste officiel.

Qu'importent les contingences terrestres, l'écheveau des motivations ou des influences réelles. Qu'importent les raccourcis de lecture à tort ou à raison. Le public et le temps ont fait de la *Liberté* de Delacroix un symbole chéri, familier et fédérateur, où se confondent pêle-mêle tous les moments fondateurs et les valeurs de la République française, pour en garder l'essence : le courage, la volonté face à l'oppression, l'espoir d'un futur meilleur défendu dans l'action, le droit, les droits hérités des Lumières. C'est tout le mystère du symbole : il est libre de contradictions, échappe à son époque, à son auteur. Mais seule une création hors norme, une inspiration puissamment libre comme celles de Delacroix peuvent lui insuffler une telle force.

Depardieu, Gérard (1948)

Gérard Depardieu est un homme libre. Libre de sa parole, de son geste, de son jeu. Libre et ivre de vie. Je ne le crois, malgré les apparences, en rien prisonnier de ses tourments, enchaîné à ses gourmandises : il vibre librement, dévore librement, boit librement, lit librement, cultive librement son esprit, pense librement le monde, survit librement à ses blessures, et fait librement vivre, en lui, tous ceux qui l'ont quitté. Cyrano est son héros, je lui emprunte dans ce livre comme dans ma vie. Gascon réincarné, ne dépendant de personne, il ose dire, dans une gouaille rabelaisienne qui fait la noblesse d'une France de caractère, celle de ses copains Blier, Carmet, Pialat ou Truffaut, ce que personne n'ose plus formuler. Il est libre, y compris quand il plaque la France, devient belge puis russe, sous les huées politiquement correctes. On le taxe au sommet de l'État de « déserteur » quand il ne fait qu'agir librement. Car Gérard, comme toute personne, est libre de vivre où il l'entend, de choisir le régime social, politique, fiscal qui lui convient, de boire ce qu'il veut boire, de penser ce qu'il veut penser. Il est pleinement libre parce qu'il a su devenir ce pour quoi il était fait. Personne n'a le droit d'enrayer sa volonté, ni la mienne, ni la vôtre. Rentrer dans le rang, céder aux invectives, c'est rejoindre le concert des petits, l'orchestre des moralisateurs, la compagnie des morts-vivants, des pointeurs de doigt, des totalitaires en herbe.

Quelle polémique, ce départ ! Je suis pourtant convaincu que toute personne, riche ou pauvre, quittant son pays, le fait avec tristesse. C'est nécessairement un déchirement, nourri de nombreuses explications, et l'on ne part jamais, vraiment jamais, uniquement pour l'argent. En général, et sauf expérience ponctuelle, on franchit les

frontières notamment pour rechercher plus de sécurité, se protéger des bombes ou de la misère, ou, car c'est aussi une forme de violence, même si elle n'est pas comparable, pour échapper à une captation fiscale jugée excessive, esclavagisante, surtout au regard de ce que l'on en fait.

Le départ de Depardieu est donc légitime tout simplement parce qu'il l'a librement voulu. D'ailleurs, qui pouvait l'en empêcher ? Il est parti, comme d'autres, à un moment où la captation fiscale, dont la France est championne, devenait insoutenable à ses yeux, et où, selon lui, le succès, la création de richesses (et donc d'emplois, de croissance) devenaient coupables. Il a donc également quitté ce qu'il ressentait comme un climat hostile, un état d'esprit qu'il trouvait, en liberté, irrespirable. On peut ne pas penser comme lui et rester en France. On peut même, comme devraient le faire ces acteurs et chanteurs qui l'ont publiquement agressé, ces donneurs de leçons, donner plus que les 75 % de l'époque grâce à l'impôt volontaire. Étrangement, je ne crois pas que M. Torreton, un temps très vocal, l'ait fait. Mais il est tout aussi légitime de penser différemment, de comprendre qu'il parte et de partir soi-même.

On pourrait, avec force, invoquer contre lui le fait que cet acteur de premier plan a longtemps bénéficié des subsides de l'État, notamment à travers le soutien accordé à l'industrie du cinéma, contractant ainsi une sorte de dette vis-à-vis des contribuables qui auraient indirectement largement contribué à sa remarquable réussite. On pourrait aussi considérer que quiconque accepte des subventions du ministère de la Culture ou du CNC, par exemple, avalise implicitement la redistribution étatique et le soi-disant soutien de l'État à l'industrie. C'est même pire que cela si l'on considère que ce sont souvent les bénéficiaires eux-mêmes qui cherchent à obtenir le soutien de l'État (c'est-à-dire des contribuables) par le lobbying et les effets de cour. Et il est vrai que, lorsqu'on cautionne moralement un système, il est déplacé de le dénigrer ensuite. Cela dit, M. Depardieu a très certainement rendu en impôts une très large partie de ce qu'il avait indirectement reçu en subventions. Et les sociétés qui ont produit ses films à succès se sont aussi acquittées de lourds prélèvements fiscaux. Il a donc bénéficié de l'aide publique, mais il a aussi, directement et indirectement, beaucoup contribué à la recette

nationale. Surtout, et c'est plus important, on peut parier que si le système avait été moins dépendant des subventions, Gérard Depardieu aurait, au regard d'un talent explosif, salué par un nombre considérable de spectateurs, fait une carrière tout aussi impressionnante.

Ceux qui ont reproché, par ailleurs, à Gérard Depardieu et à d'autres de quitter le navire en pleine tempête ou de commettre une faute *a minima* morale se sont faits les complices d'un effroyable renversement de responsabilité, tant ce sont les politiques qui sont à l'origine de la faillite publique, tout comme leur politique fiscale qui désincite le libre et légitime effort et ne fait qu'accroître nos difficultés. La théorie et la pratique l'ont démontré depuis longtemps. Tout amoureux de la liberté, mais également les sceptiques devraient d'ailleurs lire Alberto Alesina, ce génial professeur d'économie de gauche enseignant à Harvard, quand il démontre que la baisse des dépenses publiques est plus efficace pour relancer la croissance et l'emploi que l'augmentation des impôts. Je ne suis donc pas choqué, en amoureux sincère de la liberté de chacun, par le départ de ceux qui le peuvent et le veulent. Ils sont peut-être, hélas, trop lucides, même si j'entends, pour ma part, conserver un immense espoir quant à la capacité de mon pays à recouvrer assez d'amour pour la liberté.

Quant aux inégalités qu'il convient de compenser par la redistribution, dont on a beaucoup entendu parler lors de cette « affaire », je ne peux nier qu'une société libre basée sur le commerce

pacifique donnera toujours naissance à des inégalités de revenus pour la simple raison que chaque individu a une histoire, des capacités et des aspirations qui lui sont propres et qui sont différentes de celles de son voisin. Cependant, l'échange libre crée la richesse. Nous bénéficions tous du commerce, même et surtout ceux qui ont des capacités moindres que les autres. En d'autres termes, la pauvreté est bien plus grande lorsque les individus vivent en autarcie ou lorsque la société est tribale. Dans une société libre, l'individu ne peut s'enrichir que par l'échange et le service d'autrui, par l'innovation et le travail. Je perçois bien, par ailleurs, la tentation politique de prélever toujours plus, sur des fondements en apparence moraux, pour taxer, massivement, peu de personnes (limitation du risque politique, maximisation des recettes). Ouvrons cependant les yeux : vouloir ce que l'on n'a pas est une tentation permanente et universelle, c'est bien pour cette raison que « ne pas convoiter le bien d'autrui » est l'un des dix commandements. On ne rend pas cette tentation plus légitime ou honorable parce qu'on fait appel à la redistribution étatique pour la satisfaire.

Au contraire, tout système de redistribution basé sur la coercition étatique cautionne l'idée qu'il y a, à la base de la société, une lutte des classes permanente. La social-démocratie crée, de manière contre-intuitive, une forme perverse de disharmonie en favorisant la guerre de tous contre tous, chacun cherchant à bénéficier, grâce au monopole public, de subsides à la légitimité douteuse. La pauvreté nous révolte tous. Mais si l'on croit que les riches en sont responsables, on risque de détruire le seul moteur qui *in fine* nous permet de la réduire : la libre entreprise et l'échange volontaire. Surtout, on décourage la nouvelle génération, les nouveaux entrants, les inventeurs, les créatifs qui souhaitent, légitimement, bénéficier du produit de leurs talents et du jeu fructueux de leur liberté créative.

Faut-il pour autant supprimer l'impôt ? Je ne conteste pour ma part aucunement l'impôt, contrairement aux anarcho-capitalistes dans la lignée de Murray Rothbard, qu'il faut lire et connaître, mais l'hypertaxation et l'hyperprogressivité de l'impôt. Je leur préfère de loin la *flat tax*, un impôt à taux limité et unique, proportionnel aux revenus, payé par tous, qui est simple et rapportera à terme autant voire plus que nos prélèvements actuels, multiples, complexes, et décourageant le travail et l'effort. Il est par ailleurs urgent de

réinventer la solidarité. La solidarité publique est en panne. Nous dépensons plus de 600 milliards d'euros par an pour les prestations sociales, et la pauvreté grandit. Nous aidons les *insiders*, ceux qui sont dans le système, pas les *outsiders*, les vrais pauvres, ceux que l'on voit dans la rue. Et notre État providence est objectivement en faillite. Il promet mais ne pourra plus longtemps tenir sa promesse : quelle déception pour tous ceux qui y ont cru ! On a beau jeu de trouver des boucs émissaires, de dénoncer les riches. Mais c'est tout notre système, vendant du rêve et livrant du cauchemar, qui est défaillant. Il faut, au contraire, recréer les bonnes incitations, favoriser la liberté, et développer pleinement la solidarité privée. Je déplore d'ailleurs, même si j'ai la chance d'avoir l'oreille de plusieurs dirigeants politiques de tout premier plan dans les deux camps, l'absence de réflexion et d'innovation politique à droite comme à gauche sur ce sujet crucial. Et c'est un amoureux de la liberté – qu'on accuse souvent à tort d'égoïsme – qui en appelle à révolutionner en profondeur la solidarité pour qu'elle fonctionne enfin ! Les débats récents en Angleterre sur la Big Society devraient nous inspirer.

De la liberté gargantuesque d'un géant du cinéma qu'un Premier ministre a osé traiter de « minable » et que d'aucuns voulaient, se prenant pour Robespierre ou Pétain, déchoir de sa nationalité, à l'impôt glouton, cette entrée a dérapé, du fait des débats que son départ aura provoqués. Retenons le talent cyranesque d'un Gaulois libre, franc, affranchi. Libre, magnifiquement libre.

Design

Le design est, par excellence, champ d'expression de la liberté dans la contrainte.

La contrainte ? Extrême. Un cahier des charges fonctionnel strict : on doit pouvoir tenir assis – si possible confortablement – sur une chaise ; faire chauffer de l'eau dans une bouilloire ; lire l'heure sur une horloge, etc. Contrainte également, passé le stade du prototype, d'une production en série plus ou moins importante – le design, fils du XXe siècle industriel, n'est plus l'artisanat d'art qui a fait les belles heures des Arts décoratifs. Contraintes commerciales et marketing de l'éditeur, qui va ensuite produire, diffuser, promouvoir l'objet à la rencontre d'une demande. Bref : le design n'a pas les mains libres comme l'art pour l'art : il est geste de création, d'accord, mais placé sous la tyrannie de l'usage.

Et la liberté alors ? Essentielle : jongler avec la contrainte pour faire du beau, du nouveau, du mieux. Réinventer l'objet tout en respectant sa vocation, l'améliorer pour améliorer la qualité de vie de celui qui s'en sert, individu ou collectif. C'est dans le dialogue avec la règle que la marge de choix du designer est paradoxalement démultipliée. Le créateur français Patrick Jouin a cette belle formule, qui fait du designer « un équilibriste tentant d'impossibles figures où doivent s'unir des contraintes : d'un côté le marché, de l'autre l'être humain, le plastique et la nature, la fabrique et la légèreté, les pauvres et les riches. C'est infini : voilà où réside l'intérêt de ce métier ».

Pour proposer des solutions au réel dans ce flux de contradictions et retourner la contrainte en opportunité, le designer a plusieurs alliés. Le premier, c'est l'outre-disciplinarité, et une certaine rétivité à la pensée en silos : le designer navigue en permanence entre

considérations visuelles, technologiques, économiques, juridiques, environnementales et philosophiques. Le second levier de liberté, essentiel, c'est l'innovation : le design nourrit un rapport intime à l'exploration, au progrès – qu'il soit technique, artistique, politique ou social. « Le design est une affaire de possibles », résume le professeur et spécialiste du design au MIT Mads Nygaard Folkmann, qui fait de la recherche de « ce qui n'existe pas encore » un élément moteur de la quête du designer.

Innovation esthétique d'abord. Les grands designers, des pionniers aux jeunes générations – Charlotte Perriand, Le Corbusier, le couple Eames, Eero Saarinen, les Italiens du groupe Memphis, Philippe Starck, Patricia Urquiola, les frères Bouroullec et tant d'autres –, sont chacun, à leur façon et en leur temps, des icônes de style et de modernité. Ils avancent par ruptures plastiques, cassent les codes et les formes, dictent les modes bien au-delà de leur champ. Par leurs sauts créatifs, ils créent l'envie, l'infiniment désirable.

L'innovation formelle est intimement couplée à l'innovation technique, à un chemin de découverte constant sur les process de fabrication, les matériaux – souvent main dans la main avec des industriels ou des laboratoires de recherche. L'ébéniste Michael Thonet parvient le premier à incurver le bois d'une façon impeccable – sa chaise n° 14 aux courbes inimitables est toujours un best-seller aujourd'hui ; subventionnés par la marine américaine pendant la Seconde Guerre mondiale pour créer des attelles et des brancards innovants et légers, Charles et Ray Eames parviennent à produire par compression une coque de bois qui deviendra l'assise légendaire de leur série de sièges DSW ; l'Italien Gaetano Pesce fait danser la résine comme une trace vive de son geste dans l'espace ; aujourd'hui, les nouvelles perspectives s'ouvrent du côté des imprimantes 3D ou des objets connectés qui se fondent comme une seconde peau au désir toujours plus libéré de l'utilisateur.

Car la liberté esthétique et technique n'est jamais très loin d'un appel d'air politique et social. Le design, comme l'architecture, est souvent engagé et tutoie l'utopie – qu'elle soit citoyenne ou environnementale. L'objet, en se réinventant, est complice et support de la libération des mœurs, de la réinvention de la ville, de la démultiplication de celui qui s'en sert. Andrée Putman s'est attaquée aux modes de vie : « Il ne s'agit pas de se baigner dans son salon ou de

jouer au chef dans sa chambre à coucher, expliquait-elle, mais plutôt d'ouvrir les espaces à des occupations diverses, à des lieux flexibles : pourquoi les espaces seraient-ils accaparés par une fonction plutôt que de favoriser les sensations qu'ils nous offrent ? » Marcel Gascoin, compagnon de création trop peu connu de Jean Prouvé, Mallet-Stevens et Auguste Perret, a voulu mettre du beau, des meubles en série originaux et de qualité, dans les logements sociaux du Havre juste reconstruit après guerre. Depuis la décennie 1990, l'éco-design voit fleurir des objets en matériaux recyclés ou biodégradables à vivre aujourd'hui et demain…

En design, l'élan et le souffle sont partout, et j'adore ça. Mais, pour moi, la plus belle et touchante expression de cette liberté réside dans la poésie, l'imagination, la part de jeu et d'enfance qui habitent le geste du designer et gagnent le cœur de celui qui regarde, touche, caresse l'objet. Les fauteuils de Pierre Paulin, nuages acidulés et moelleux, ont donné aux salons de l'Élysée une touche joyeuse et décalée. Les créations du grand Ettore Sottsass, tout en couleurs, ont, au-delà du geste artistique saisissant, un accent astucieux de jeu de construction. L'Allemand Ingo Maurer, facétieux, glisse dans ses lustres sculpturaux des images fort coquines. Le couple Eames, au sourire *ultrabright* sur les campagnes marketing qu'ils ont eu le talent de mener pour pousser leurs créations dans tous les foyers américains, ont l'air de s'amuser beaucoup, et tout le temps.

Car, finalement, quelle plus belle utopie que de vouloir mettre du beau, du plaisir, de l'art, à portée si possible du plus grand nombre, de qui ne peut accrocher chez lui des toiles de maître ou voyager au bout du monde ? Quel plus beau projet que de vouloir, en un mot, réenchanter le quotidien ? C'est l'émouvant manifeste d'Andrea Branzi, figure influente de l'architecture et du design radical italien : « Face à la laideur du monde actuel, je suis poussé à le changer en commençant par ses composants les plus petits, les objets domestiques. Il n'est pas vrai qu'on puisse changer le monde uniquement avec des méga-programmes ou des révolutions : on peut le faire aussi en modifiant la qualité de minuscules choses. » Comme il a raison ! Le retour au bonheur peut avoir d'aussi menus alliés qu'une jolie petite cuillère dans le café du matin, surtout quand on le partage, aussi librement que joyeusement, avec l'amour de sa vie.

De Staël, Germaine (1766-1817)

Deux maris, des amants innombrables – le comte suisse Adolphe-Louis Ribbing de Leuven, le respectable général d'Empire Louis-Marie de Narbonne, l'essayiste Jean de Sismondi, Prosper de Barante, écrivain plein de tact, le romantique Auguste Schlegel, et bien sûr le grand Benjamin Constant, épris d'idées neuves et de liberté… Madame de Staël n'a pas manqué d'admirateurs. Un esprit brillant, une énergie parfois difficile à suivre (le pauvre Constant s'épanche régulièrement dans son journal intime sur ses scènes impossibles !), une immense finesse politique à la charnière brutale des temps révolutionnaires, et surtout une soif de liberté, d'indépendance extraordinaire : Germaine de Staël, esprit européen par excellence, annonciatrice du romantisme, « la femme la plus extraordinaire qu'on vît jamais », selon Stendhal, et « un être à part, un être supérieur tel qu'il s'en rencontre peut-être un par siècle » pour Constant, ne supportait pas l'inertie. Ni sentimentale ni intellectuelle : elle entendait vivre, aimer, s'exprimer sans mesure et, en femme libre, absolument à sa guise.

On a pu la dire « fille à papa », parce qu'elle était née Necker en 1766, du riche banquier genevois qui allait devenir ministre des Finances de Louis XVI, dans un milieu d'intellectuels nantis. Mais elle détonne vite par la vivacité de son intelligence et son caractère impétueux : elle n'a pas quatorze ans qu'elle tient déjà son cercle, converse, reçoit et éblouit son monde. Dans le premier salon qu'elle ouvre rue du Bac se presse déjà toute une génération férue d'idées nouvelles – La Fayette, Condorcet, François de Pange, Talleyrand… Son père la surnomme tendrement « mademoiselle de Saint-Écritoire », parce qu'elle rédige sans cesse et fait connaître ses opinions sans filtre – sur les Lumières et le caractère de Jean-Jacques Rousseau, sur

l'Angleterre dont elle admire le souffle de liberté, sur l'influence des passions sur le bonheur de l'individu et des nations, sur la littérature, les institutions sociales, et bien sûr sur la Révolution, qu'elle avait accueillie comme un « temps incommensurable » – fin des hiérarchies héréditaires qu'elle exécrait, avènement de la supériorité reconnue des talents qu'elle espérait.

Mais Germaine de Staël, tumultueuse et extrême dans l'intimité, n'est en politique une « absolue » d'aucun bord : modérée et « centriste » avant l'heure, elle soutient l'idée d'une monarchie constitutionnelle éclairée qui n'est pas au goût du jour et doit se réfugier en Angleterre. L'exil, migration commune à tant d'amoureux de la liberté, le voyage, la quête – « d'une sérénité inaccessible et d'un amour inatteignable », comme le dépeint si bien Michel Winock dans la biographie qu'il lui a consacrée –, toute sa vie est marquée par le mouvement, choisi ou forcé (après les « ultras » de tous bords, c'est Napoléon Bonaparte qui lui refuse l'accès au territoire – « Il faut que les femmes tricotent », grognait-il à son endroit, la tenant, en même temps que son ennemie, pour « une femme d'un très grand talent, […] de beaucoup d'esprit »). Du château familial de Coppet en Suisse où elle tient son mythique salon, à Prague, Vienne, Moscou ou Stockholm, partout elle tisse un réseau exceptionnel d'amitiés intellectuelles – j'adore sa devise, « J'admire donc je suis ! » –, dont témoigne l'hommage que lui rend en retour son ami Chateaubriand : « Avec elle s'abattit une partie considérable du temps où j'ai vécu : telles de ces brèches, qu'une intelligence supérieure en tombant forme dans un siècle, ne se refermant jamais. »

Partout, elle aime – baronne de Staël en premières noces à l'âge de vingt ans, elle se sépare en 1800, se remarie dix ans plus tard, et entre-temps meurt et renaît cent fois à l'amour dans les lettres enflammées qu'elle sème dans l'Europe entière. Partout, elle écrit – correspondance inspirée, romans philosophiques ou essais politiques embrassant tout un pan d'histoire française et européenne, de l'Ancien Régime à la Restauration en passant par la Révolution et l'Empire. En 1810, *De l'Allemagne*, bible du romantisme à venir, profession de foi cosmopolitique et libérale, exaspère Napoléon et les prétentions de plomb qu'il fait peser sur l'Europe ; *Delphine*, en 1802, puis *Corinne ou l'Italie*, en 1807, connaissent un immense succès. Ses héroïnes, la jeune veuve exaltée et la poétesse de talent, sont le double de leur auteur –

« Oswald se promenait dans les rues de Rome en attendant l'arrivée de Corinne. À chaque instant on la nommait, on racontait un trait nouveau d'elle, qui annonçait la réunion de tous les talents qui captivent l'imagination » –, elles inaugurent le débat sur la condition – et la liberté – féminine. « Delphine, écrit un critique de l'époque, est une tête exaltée ; elle est philosophe et déiste, et, ce qui est pis, elle est si bavarde qu'elle parle toujours la première. Parler est pour elle le bonheur suprême. Ce caractère existe, et Madame de Staël a pu le peindre ; mais elle a eu tort de croire qu'une femme pareille inspirerait de l'intérêt. » Oh, que non ! Madame de Staël, « cette ennemie du silence qui croit au caractère magique de la parole », en les très beaux termes de Mona Ozouf, n'avait pas tort, et la postérité n'a pu que lui donner raison.

Féministe, Germaine de Staël ? Le jugement serait anachronique – même s'il pourrait moucher le « compliment » de Constant : « Il y a dans Germaine de quoi faire dix ou douze hommes distingués » ! Mais infiniment féminine, courageuse, fière et surtout libre, très libre, affirmant en actes le droit et la capacité de la femme à vivre en être indépendant, à exister en tant qu'écrivain, à faire carrière, à s'exprimer.

Et quelle expression ! Appel à l'esprit et à l'éducation, déclaration d'amour à la liberté, libéralisme politique précurseur enrichi d'une immense sensibilité et, dirais-je, d'une civilité salutaire : Madame de Staël m'a définitivement conquis le jour où j'ai rencontré ses

Considérations sur les principaux événements de la Révolution française, qui ont certainement nourri les *Principes de politique* de Constant. David Hart et Robert Leroux m'avaient alors invité à préfacer leur très belle anthologie *L'Âge d'or du libéralisme français*. Y figurait notamment un texte de Madame de Staël extrait du chapitre douzième de cette œuvre posthume, qui m'a comblé d'intelligence, de lucidité, de hauteur : « De l'amour de la liberté » – me voici donc dans ses pas, avec mon Dictionnaire amoureux. Ce texte souligne et sublime la puissance vertigineuse de la liberté, moteur de toute association humaine – « Et par quel sentiment public serions-nous désormais émus, si nous repoussions l'amour de la liberté ? […] Sur quoi donc se fonderoit la fraternité des associations humaines, si quelque enthousiasme ne se développoit pas dans les cœurs ? » Je la rejoins quand elle lie la liberté à la connaissance – pour elle, les ennemis et les usurpateurs de la liberté ne peuvent que manquer de « lumières » :

> Examinez les adversaires de la liberté dans tous les pays, vous trouverez bien parmi eux quelques transfuges du camp des gens d'esprit, mais en général, vous verrez que les ennemis de la liberté sont ceux des connoissances et des lumières : ils sont fiers de ce qui leur manque en ce genre, et l'on doit convenir que ce triomphe négatif est facile à mériter. […] C'est une chose remarquable en effet qu'à une certaine profondeur de pensée parmi tous les hommes, il n'y a pas un ennemi de la liberté. De la même manière que le célèbre Humboldt a tracé sur les montagnes du Nouveau Monde les différents degrés d'élévation qui permettent le développement de telle ou telle plante, on pourroit dire d'avance quelle étendue, quelle hauteur d'esprit fait concevoir les grands intérêts de l'humanité dans leur ensemble et dans leur vérité. L'évidence de ces opinions est telle, que jamais ceux qui les ont admises ne pourront y renoncer, et, d'un bout du monde à l'autre, les amis de la liberté communiquent par les lumières, comme les hommes religieux par les sentiments, ou plutôt les lumières et les sentiments se réunissent dans l'amour de la liberté comme dans celui de l'Être-Suprême. S'agit-il de l'abolition de la traite des nègres, de la liberté de la presse, de la tolérance religieuse, Jefferson pense comme La Fayette, La Fayette comme Wilberforce ; et ceux qui ne sont plus comptent aussi dans la sainte ligue.

Je suis ému d'y lire – esprit d'entreprise bien avant l'heure – comme elle fait de la liberté la sève de l'émulation, de l'expression des talents :

> Les épicuriens de nos jours voudroient que les lumières améliorassent l'existence physique sans exciter le développement intellectuel ; ils voudroient que le tiers état eût travaillé à rendre la vie sociale plus douce et plus facile, sans vouloir profiter des avantages qu'il a conquis pour tous. On savoit vivre durement autrefois, et les rapports de la société étoient aussi beaucoup plus simples et plus fixes. Mais aujourd'hui que le

commerce a tout multiplié, si vous ne donnez pas des motifs d'émulation au talent, c'est le goût de l'argent qui prendra sa place. Vous ne relèverez pas les châteaux forts ; vous ne ressusciterez pas les princesses qui filoient elles-mêmes les vêtements des guerriers ; vous ne recommencerez pas même le règne de Louis XIV. Le temps actuel n'admet plus un genre de gravité et de respect, qui donnoit alors tant d'ascendant à cette Cour. Mais vous aurez de la corruption, et de la corruption sans esprit, ce qui est le dernier degré où l'espèce humaine puisse tomber. Ce n'est donc pas entre les lumières et l'antique féodalité qu'il faut choisir, mais entre le désir de se distinguer et l'avidité de s'enrichir.

Ému, toujours, de me remémorer avec elle la sève libre qui coule dans les veines de la France, que l'on oublie tant, et que l'on finit par contester aujourd'hui :

Depuis que les progrès de l'esprit humain ont créé les nations, c'est-à-dire, depuis que tous les hommes participent de quelque manière aux mêmes avantages, que feroit-on de l'espèce humaine sans le sentiment de la liberté ? Pourquoi le patriotisme françois commenceroit-il à telle frontière et s'arrêteroit-il à telle autre, s'il n'y avoit pas dans cette enceinte des espérances, des jouissances, une émulation, une sécurité qui font aimer son pays natal par l'âme autant que par l'habitude ? Pourquoi le nom de France causeroit-il une invincible émotion, s'il n'y avoit d'autres liens entre les habitans de cette belle contrée que les privilèges des uns et l'asservissement des autres ?

Je suis touché de sa foi en un « nivellement par le haut » au souffle de la liberté :

Quand depuis tant de siècles toutes les âmes généreuses ont aimé la liberté ; quand les plus grandes actions ont été inspirées par elle ; quand l'Antiquité et l'histoire des temps modernes nous offrent tant de prodiges opérés par l'esprit public ; quand nous venons de voir ce que peuvent les nations ; quand tout ce qu'il y a de penseurs parmi les écrivains, a proclamé la liberté ; quand on ne peut pas citer un ouvrage politique d'une réputation durable qui ne soit animé par ce sentiment ; quand les beaux-arts, la poésie, les chefs-d'œuvre du théâtre, destinés à émouvoir le cœur humain, exaltent la liberté : que dire de ces petits hommes à grande fatuité, qui vous déclarent avec un accent fade et maniéré comme tout leur être, qu'il est de bien mauvais goût de s'occuper de politique, qu'après les horreurs dont on a été témoin, personne ne se soucie plus de la liberté ; que les élections populaires sont une institution tout à fait grossière, que le peuple choisit toujours mal, et que les gens comme il faut ne sont pas faits pour aller, comme en Angleterre, se mêler avec le peuple ? […] Et vous, nobles François, pour qui l'honneur étoit la liberté ; vous qui, par une longue transmission d'exploits et de grandeur, deviez vous considérer comme l'élite de l'espèce humaine, souffrez que la nation s'élève jusqu'à vous ; elle a aussi maintenant les droits de conquête, et tout François aujourd'hui peut se dire gentilhomme, si tout gentilhomme ne veut pas se dire citoyen.

J'aime comme elle assortit la chère liberté de la nécessité d'un principe spirituel, d'un « phare » – qu'il soit pour d'aucuns la religion

(pour l'auteur notamment, pour qui « le christianisme a véritablement apporté la liberté sur cette terre, la justice envers les opprimés, le respect pour les malheureux, enfin l'égalité devant Dieu, dont l'égalité devant la loi n'est qu'une image imparfaite »), pour d'autres la morale, pour d'autres enfin le cœur :

> Sans doute il faut des lumières pour s'élever au-dessus des préjugés ; mais c'est dans l'âme aussi que les principes de la liberté sont fondés : ils font battre le cœur comme l'amour et l'amitié ; ils viennent de la nature, ils ennoblissent le caractère. Tout un ordre de vertus, aussi bien que d'idées, semble former cette chaîne d'or décrite par Homère, qui, en rattachant l'homme au ciel, l'affranchit de tous les fers de la tyrannie.

Dans ce texte comme d'ailleurs dans l'ensemble de son œuvre, transparaît enfin une tempérance, une élégance, une sensibilité exquises sans lesquelles l'action libre ne saurait livrer tous ses fruits de prospérité, de paix et de croissance. Madame de Staël a senti, après la bourrasque révolutionnaire, qu'il faudrait délivrer la République de ses douloureux souvenirs – rudesse, fanatisme, haine des talents – et affirmer que les Français ne seraient jamais assez républicains pour se passer de l'urbanité des manières et de la douceur des sentiments. Elle a toujours laissé parler son cœur et sa compassion – éclatante et émouvante défense de Marie-Antoinette ! D'aucuns ont pu dire que c'était sa touche « féminine » à la pensée libérale… À mon sens, c'est une touche simplement et profondément humaine, indispensable : civiliser sans relâche les relations sociales et les enrichir d'un trésor de sensibilité qui seul peut donner à l'usage de la liberté toute son intelligence et toute sa beauté.

Déterminisme et pouvoir de la volonté

Porté par ma passion de la liberté et admiratif du pouvoir de la volonté, j'ai toujours été farouchement hostile aux arguments déterministes, aux complaintes verbeuses et déresponsabilisantes, aux plaidoiries vaseuses du type : « ce n'est pas ma faute, c'est le fait de mon enfance », ou pire : « c'est la faute à la société » (*sic*). « L'histoire de ma vie, soupire Fitzgerald, est celle du conflit entre une furieuse démangeaison d'écrire et un concours de circonstances destinées à m'en empêcher. » Je n'ai jamais écrit de livre, entend-on souvent, car, moi, je n'ai pas le temps ! Autrement dit, je ne suis pas libre car ce n'est pas librement que j'ai bâti la prison de hasards où végète mon talent ! Insupportable rengaine des prétentieux velléitaires qui cherchent à tout prix à nicher leur échec ailleurs que dans leur propre inaction.

« Il n'y a pas de nature humaine puisqu'il n'y a pas de Dieu pour la concevoir, avance Sartre dans *L'existentialisme est un humanisme*, l'homme n'est rien d'autre que son projet, il n'existe que dans la mesure où il se réalise, il n'est donc rien d'autre que l'ensemble de ses actes, rien d'autre que sa vie. » Et que lui répond, dans le même texte, l'homme n'assumant aucunement son rapport démissionnaire à la libre volonté ? « Les circonstances ont été contre moi, je valais beaucoup mieux que ce que j'ai été ; bien sûr, je n'ai pas eu de grand amour, ou de grande amitié, mais c'est parce que je n'ai pas rencontré un homme ou une femme qui en fussent dignes ; je n'ai pas écrit de très bons livres, c'est parce que je n'ai pas eu de loisirs pour le faire ; je n'ai pas eu d'enfants à qui me dévouer, c'est parce que je n'ai pas trouvé l'homme avec lequel j'aurais pu faire ma vie. Sont restées donc, chez moi, inemployées et entièrement viables, une foule de dispositions,

d'inclinations, de possibilités qui me donnent une valeur que la simple série de mes actes ne permet pas d'inférer. » Comment fuguer de sa propre vie si ce n'est en se dégageant ainsi de toute responsabilité, même si l'on ne peut nier le poids des circonstances extérieures sur la destinée des hommes ? Mais agir en homme libre, en femme libre, n'est-ce pas précisément devenir toujours plus résilient à ces contraintes imposées, à ces paramètres exogènes ?

C'est en l'interrogeant sur ces dialectiques en apparence opposées que j'ai échangé avec Raphaël Enthoven lors d'un long et très fructueux échange, un jour férié, à huit heures du matin, dans son inspirant appartement bibliothèque du 14e arrondissement de Paris, où les livres rivalisent, philosophe oblige, avec les déplacements silencieux d'un chat anthracite. Il s'est élevé très vite contre la confusion erronée, selon lui, entre la liberté et le libre arbitre, permettant, pour certains penseurs inspirés notamment par Spinoza, d'incriminer le monde en cas d'échec tant ce dernier, précisément, ne fait obstacle qu'à celui qui se prend pour l'origine de ses actes.

Et Raphaël, comme toujours lumineux, inspiré, presque habité, d'avancer : « L'orgueilleux qui tient la liberté pour le droit de faire ce qu'il veut opposera volontiers, comme David à Goliath, le libre arbitre aux contraintes qui l'étouffent, la volonté individuelle à la pesanteur du destin. Mais David et Goliath se tiennent la main : les décrets de la providence sont les enfants du libre arbitre qui crée, de toutes pièces – et pour y succomber sous les applaudissements –, le fantôme de la coercition. » Plus fort encore, il avance, le regard pénétré d'inspiration joyeuse : « Sans libre arbitre, pas de destin, ni d'obstacle. Sans volonté absolue, pas de panache. Comment le monde serait-il un adversaire si je n'étais pas, moi-même, la source de mes choix ? Comment aurais-je un destin si je n'avais pas l'audace de m'insurger contre lui ? Comment serais-je héroïque si ma liberté n'était pas la citadelle en péril où ma volonté, délibérant avant d'agir, résiste vainement – et donc vaillamment – aux injonctions de la providence ? » À l'entendre, le libre arbitre, squelette de volonté, culminerait ainsi dans la défaite glorieuse. Le libre arbitre deviendrait l'illusion d'irresponsabilité qui donnerait au perdant le beau rôle du battu. En un sens, cela paraît logique : si la liberté n'était que le libre arbitre, il suffirait, pour rendre les armes, de désirer plus qu'on ne peut, de vouloir plus qu'on ne conçoit, d'être mortel quand on est homme. Ce serait trop facile.

« La délibération ne *précède* pas, m'explique mon contradicteur spinoziste, mais *suit* la décision qu'elle prétend renseigner. » C'est l'alcoolique de mauvaise foi se persuadant qu'il boit librement en trouvant, d'un air assuré, des vertus imaginaires à la boisson ; c'est le Charlus de Proust déclinant une invitation à dîner : « Impossible venir, mensonge suit » ; c'est parce qu'on est borné qu'on aime les frontières ; ce n'est pas à cause de l'héritage que les héritiers se détestent, mais c'est parce qu'ils se détestent qu'ils se disputent au moment de l'héritage ; « C'est un cocu, dit Guitry, et c'est pour cela que je le trompe. »

Bergson le disait lui aussi, à sa façon : « En nous interrogeant scrupuleusement nous-mêmes, nous verrons qu'il nous arrive de peser des motifs, de délibérer, alors que notre résolution est déjà prise. Une voix intérieure, à peine perceptible, murmure : "Pourquoi cette délibération ? Tu en connais l'issue, et tu sais bien ce que tu vas faire." Mais n'importe ! Il semble que nous tenions à sauvegarder le principe du mécanisme, et à nous mettre en règle avec les lois de l'association des idées. L'intervention brusque de la volonté est comme un coup d'État dont notre intelligence aurait le pressentiment, et qu'elle légitime à l'avance par une délibération régulière. »

Délibérer, ce serait dès lors avoir – à l'avance et après coup – le sentiment posthume d'avoir pu faire autrement. Le libre arbitre n'aurait rien d'arbitraire : l'homme qui « choisit » ne fait que préférer. Aux yeux du sens commun, toute décision prend la forme d'une alternative dont les termes correspondent à deux séries de motifs bien distinctes. Mais l'alternative est, comme les motifs eux-mêmes, un effet de rétrospection. « Les stances de Rodrigue, dans *Le Cid*, reprend Raphaël, viennent après la décision initiale de préférer l'honneur à l'amour, comme si l'hésitation n'était qu'une comédie inconsciente qu'il se jouerait à lui-même pour justifier le "choix" qui la précède. »

Jankélévitch paraît, à ce sujet, sur la même longueur d'onde : « On voudrait que la volonté ressemble à une fabrication au cours de laquelle l'acte se construit par morceaux en passant graduellement de l'existence virtuelle ou délibérée à l'existence actuelle ou résolue, mais une expérience vraiment contemporaine de l'action démontre qu'on délibère après avoir résolu bien plutôt qu'avant de répondre… C'est au

futur antérieur qu'on délibère. » Il ajoute : « Si les motifs peuvent agir par leur poids sur la décision, c'est qu'ils sont pris eux-mêmes dans un réseau de relations spirituelles et reflètent la tension subtile qui oriente déjà notre hésitation dans une avenue bien tracée ; chaque motif témoigne à lui seul de mes préférences intimes, comme chaque mot d'une phrase témoigne du sens intégral dont il ne véhicule, morphologiquement, qu'une partie. »

« N'y a-t-il donc de liberté, puisque le libre arbitre serait une illusion, puisque la décision serait préalable à la réflexion ? », osai-je demander naïvement, comme disent les philosophes, à mon camarade de pensée. « Au contraire », me répond-il, sans véritablement me surprendre. Et je comprends que, pour lui, le déterminisme lui-même ne survit pas au démontage des volontés inaugurales. La critique de l'acte volontaire est également une critique du déterminisme auquel, pourtant, elle semble donner des armes. Si le sentiment d'être le dépositaire d'un libre arbitre provient d'abord de l'ignorance des causes réelles qui nous font agir, la liberté n'est pas soluble, pour autant, dans les causes qui déterminent une décision. Mieux : seule la connaissance de ces « causes » permet d'accéder à l'acte qu'au fond rien ne précède. Croire qu'on fait ce qu'on veut, c'est ignorer qu'on est agi ; savoir qu'on est agi, c'est être libre de nouveau.

« Mais quelle liberté me reste-t-il quand je découvre qu'au lieu d'agir, je suis agi ?

— La spontanéité. L'art d'être libre en étant fidèle à soi. L'acte qui précède la puissance. Le geste gratuit. Le goût d'agir parce qu'on agit, comme on existe… La liberté véritable n'est pas de décider, mais d'être décidé. »

« Cette chose est dite libre, annonçait Spinoza, qui existe par la seule nécessité de sa nature et est déterminée par soi seule à agir. » En un mot, en pensant comme lui, ne serait pas libre qui le voudrait, mais qui le découvrirait. Au diable la volonté et la responsabilité d'agir dans un sens ou dans l'autre.

L'esprit vif et cultivé de Raphaël invite à l'humilité et force à tout remettre en cause, quitte à revenir à sa pensée première après l'avoir sévèrement malmenée. Je m'y lance en avançant que ma liberté, celle qui m'habite, que je chéris, qui m'accompagne dans mon quotidien, ce compagnon de route d'une vie riche d'existence, me semble pourtant,

dans l'expérience que j'ai pu en faire (pour parler comme mon ami philosophe), un désir profond, un choix fort clair. Un acte « réfléchi ». Une volonté guidée par l'ambition d'une amélioration de ma condition. J'ai pu, comme tout le monde, me tromper, m'égarer, aveuglé, aliéné, oserais-je dire, par les illusions mentales d'une vie humaine. Il n'en demeure pas moins que, dans le secret que personne ne maîtrise mieux que moi de mon intimité, de mes délibérations, je *sais* que ces dernières ont précédé l'action. Quand j'arrête mes études à dix-huit ans pour les reprendre trois ans plus tard et vivre dans cet arrachement au parcours classique une vie non dictée et infiniment choisie ; quand j'écris mon premier livre contre la volonté de la personne qui m'employait comme de celle avec laquelle je vivais ; quand je cesse d'être avocat, métier pour lequel j'ai accompli les études et les premières années nécessaires pour créer, à partir de rien, une société et une nouvelle approche du conseil ; quand je m'arrache au quotidien de souffrance d'un couple vacillant dans lequel je ne suis depuis trop longtemps plus moi-même pour retrouver, comme j'en rêvais, l'alignement parfait de mon être, de mon corps et de mon âme dans les bras et sous le regard transcendant de mon aimée, je n'ai pas *été agi*. J'ai véritablement *agi* en conscience, en désir, en liberté, en homme libre et responsable, assumant ma part de risque, vibrant au frisson d'une vie décidée, jouissant de mobiliser la puissance créatrice de ma volonté. Un acte libre n'est pas dénué de danger, mais il est toujours, comme ces moments forts de ma vie, un acte réfléchi, mûri, délibéré. Sinon ce ne serait tout simplement pas un acte. C'est une « liberté de second niveau », comme la qualifie Robert Misrahi, une liberté non spontanée et non imposée *a priori* ; une liberté portée par l'ambition d'un mieux-être et tout orientée vers le bonheur, mon bonheur, et vers – et je ne retrouve Spinoza que de cette manière – ce pour quoi je suis fait. « Ce pour quoi je suis fait » : dans ces six mots se cache sans doute cette donnée psychologique profonde dont me parle Raphaël et qui fait que, dans nos différences initiales, nous finissons peut-être par nous retrouver.

Car la liberté est effectivement avant tout intime. Elle ne devient une notion publique, juridique, que pour protéger cette intimité ontologique de toute forme d'agression extérieure. La liberté, c'est donc l'art complexe, presque une esthétique pour Ayn Rand, d'être soi

et de n'offrir aucune prise à autrui – sinon il suffirait, comme dit Foucault, de « faire sauter les verrous répressifs pour que l'homme se réconcilie avec lui-même, retrouve sa nature ou reprenne contact avec son origine et restaure un rapport positif et plein à lui-même ». La liberté-volonté, celle que je défends dans ce livre, je ne l'ai pas fantasmée, elle n'est pas théorique. Je l'ai palpée, je l'ai caressée, je l'ai vécue et l'expérimente chaque jour dans ma chair. « Beaucoup vivent et meurent sans avoir connu la vraie liberté, constate Bergson ; il faut chercher la liberté dans une certaine nuance ou qualité de l'action même, et non dans un rapport de cet acte avec ce qu'il n'est pas ou avec ce qu'il aurait pu être. » C'est pourquoi, j'en suis convaincu, la liberté est un mouvement désiré de connaissance à soi-même, doublé d'un chemin de plénitude, de vérité subjective, du bonheur de devenir ou d'être soi.

« Seul un être déjà libre peut contester la situation de dépendance et de souffrance où il se trouve, et imaginer une situation encore inexistante où il serait indépendant et heureux », avance Misrahi. Exister, c'est par essence être libre et pouvoir agir au service d'un monde amélioré. Sinon, la vie n'est pas la vie, mais un esclavage, un univers de contraintes.

Le primat du déterminisme, cette pensée réinventée dans le marxisme et, plus largement, toute forme de constructivisme, nous enferme dans le refus de lire le monde par le prisme des libertés individuelles et nous attribue des classes, des castes, des fers dont on ne saurait sortir. Il est, pour cela, nul et non avenu tout simplement parce que le déterminisme éventuel d'une action la prive de tout son sens, et la supprime donc comme action. Misrahi va plus loin, et je le rejoins pleinement : « Le déterminisme des motifs n'est que l'ignorance des initiatives qui nous font agir. » C'est par la réflexion, l'effort, l'exercice même rapide, même fugace d'une pensée en désir de préservation et d'amélioration, et par l'action qui libère plus qu'elle ne délibère que l'on passe d'une existence chaotique à une existence harmonieuse. Je n'y vois rien de moins que le cœur de la vie humaine, celui d'une civilisation, de notre civilisation, actionnée sur le double axe de la liberté et de la responsabilité.

La liberté n'est donc ni une somme de contraintes, ni un chemin de croix à l'issue incertaine. Être libre, c'est agir en conscience pour

devenir ou à tout le moins tenter de devenir ce que l'on est, affirmer ce que l'on devient, agir comme on existe et marcher, enfin, dans ses propres pas. En être responsable, remontant s'il le faut le cours hostile de sa destinée. Être libre, c'est être autonome, non seulement en cherchant à être et demeurer indépendant et non entravé (la « liberté négative » d'Isaiah Berlin), mais également en refusant d'obéir à des pulsions, des passions, en se détachant « des forces dont je ne serais pas moi-même responsable », me donnant « à moi-même des ordres auxquels j'obéis parce que je suis libre d'agir comme je le veux » (la « liberté positive », au soleil de la volonté, toujours chez Berlin). Comme disait Montaigne : « Le glorieux chef-d'œuvre de l'homme, c'est vivre à propos », c'est vivre en liberté.

Dialogues des Carmélites

Le Carmel. Lieu clos par excellence. Lourdes portes, grilles de bois sombre au parloir, réclusion : Blanche de la Force, jeune aristocrate tourmentée, croit venir trouver là, à Compiègne, un refuge à ses peurs. Nous sommes en 1789. Paris gronde, la révolte grossit comme un orage. Blanche, qui se rêve en sœur Marie de l'Agonie du Christ, entame loin du tumulte révolutionnaire un noviciat traversé par le doute et les questionnements, sous le regard sévère de la prieure, Mme de Croissy, mais aussi avec la complicité de sœur Constance, vive et enjouée, qui lui révèle des joies simples comme des rayons de soleil sur des draps frais.

Malgré la vie réglée du couvent, le monde rattrape Blanche cinq ans plus tard sous les traits hideux de la Terreur. Les ordres religieux ont été abolis. On force les portes du carmel de Compiègne. On en arrache les sœurs – toutes sauf une, Marie de l'Incarnation, qui avait quitté les lieux quelques jours plus tôt et sera la seule rescapée du rapt. On les plie à l'impossible choix : abjurer leur foi ou aller à

l'échafaud. Blanche, hagarde de terreur, est parvenue à s'échapper pendant le tumulte. Mais, après avoir longtemps erré, terrée, rongée d'hésitation, elle décide de son gré et enfin apaisée de rejoindre ses seize compagnes à l'instant fatal en place du Trône. Ensemble, marchant à leur destin, elles chantent un *Salve Regina* inoubliable. Les têtes tombent. Les voix s'éteignent. Une à une. Le psaume s'éteint.

Rideau. Silence bouleversé, gorges nouées, larmes au balcon, saisies par l'horreur du crime pour avoir osé penser différemment, croire contre l'avis d'un régime devenu fou, liberticide et meurtrier. Crépitement, puis flot ininterrompu d'applaudissements. Sur la scène du Royal Opera House, à Covent Garden, Sally Matthews, en Blanche transcendée, Emma Bell et Sophie Koch, accompagnées d'une distribution magnifique, saluent encore et encore. C'est Robert Carsen qui a signé cette mise en scène désarmante de justesse, de beauté et de puissance des *Dialogues des Carmélites*, opéra en trois actes et douze tableaux de Francis Poulenc sur un livret éponyme de Georges Bernanos. Les costumes sont d'époque, le décor est moderne, de granit et de blanc, totalement épuré. Les effets de lumières ajoutent à l'horreur décuplée par l'ajout d'un nouvel instrument à l'orchestre : la guillotine. J'assiste à tout cela, l'esprit révolté, le souffle coupé, la main serrée, fusionnée à celle de mon aimée. Nous communions tous deux de stupeur et de colère face à ce tableau terrible nous offrant ces corps allongés parce que voilés.

Publiés à titre posthume en 1949, les *Dialogues* ont été inspirés à Bernanos par le récit *La Dernière à l'échafaud* de l'Allemande Gertrud von Le Fort, lui-même adapté de l'histoire vraie, relatée dans ses carnets par l'unique survivante, mère Marie, des carmélites de Compiègne guillotinées à Paris le 17 juillet 1794. La partition de Poulenc, composée entre 1953 et 1957 – date de la création de l'opéra à la Scala –, dépose sur le texte saisissant de Bernanos des sonorités et des couleurs abruptes qui en magnifient toute l'intensité dramatique, philosophique et spirituelle – harmonies lointaines, cantiques minéraux, tableaux sonores hachés de trompettes du jugement et de ruptures tonales.

Les *Dialogues* sont une déflagration de sens, un abîme de profondeur et de lectures. Avec, au fond, le reflet miroitant de la liberté, qui se diffracte dans les flux et reflux du drame en mille éclats

d'acier, jusque dans cette quasi-crucifixion d'une Blanche, dernière debout, les bras en croix, avant de mourir, elle aussi, et de provoquer le silence.

Les *Dialogues*, bien sûr, sont un bouleversant réquisitoire contre la Terreur – abominable faucheuse de liberté, sublimement exposée et analysée par Patrice Gueniffey, élève de Furet et grand historien français de notre temps, au prétexte de la défendre, macabre fête de l'arbitraire, dévoiement radical et sanglant de l'idéal républicain.

Mais pas seulement.

Dans le texte de Bernanos, la liberté peut prendre des teintes délicates de lavande, comme à la blanchisserie du couvent où sœur Constance encourage ses compagnes à choisir d'enchanter le réel : « On peut faire très sérieusement ce qui vous amuse, les enfants nous le prouvent tous les jours… Exactement comme on peut faire avec bonne humeur ce qui vous ennuie… » Voici déjà une marge salutaire de liberté, même sous la règle d'airain du Carmel.

Elle y prend bien sûr les tons graves, insondables, du libre choix au feu des mystères de la foi, de la grâce, de l'humaine nature.

Peut-on choisir sans peur, ou est-ce la peur qui choisit pour nous ? La peur, cette grande voleuse de liberté, est omniprésente dans l'œuvre. Blanche croit trouver au couvent un abri à la dureté du monde : « Le monde est seulement pour moi comme un élément où je ne saurais vivre. Oui, mon père, c'est physiquement que je n'en puis supporter le bruit, l'agitation. » Implacable réponse du père : « On ne quitte pas le monde par dépit. » La pièce est bien un long dialogue de chacun des personnages avec sa peur, un long dénouement. Quand, ou pourquoi la volonté parvient-elle ou non à l'apprivoiser ? La première prieure, après une vie exemplaire dédiée à la règle, mourra pétrifiée d'incertitude et d'effroi : « Peur de la mort ! », crie-t-elle à l'agonie. Blanche, terrorisée par la vie, choisira pourtant librement de marcher sereine vers sa fin. Sœur Constance a trouvé sa solution : « J'ai toujours souhaité mourir jeune, c'est un trop grand malheur de devoir donner au bon Dieu une vie à laquelle on ne tient plus que par habitude, une habitude devenue féroce. »

Donner sa vie au bon Dieu. Mais peut-on choisir la foi, ou nous choisit-elle ? Peut-on commander à la grâce ? En place du martyre, le commissaire du comité révolutionnaire résume le procès : « Il n'y a pas de liberté pour les ennemis de la Liberté. » La réponse de la

carmélite garde tout son mystère : « La nôtre est hors de vos atteintes. » On reconnaît, ici, ce qui inspirera les écrits de Christian de Chergé, ce moine trappiste de Tibhirine, décapité avec ses frères moines en Algérie à la fin des années 1990. Le succès populaire de *Des hommes et des dieux*, ce film splendide d'humanité, de respect et de recueillement de Xavier Beauvois, avec Lambert Wilson et Michael Lonsdale, révélait comment certains se libèrent en respectant notamment cette parole d'Évangile : « Ma vie, nul ne la prend ; mais c'est moi qui la donne » (Jn 10, 18).

Au carmel ou à la ville, la règle enferme-t-elle ou, condition structurelle d'existence, libère-t-elle au contraire les possibles individuels ? « Ce n'est pas la Règle qui nous garde, c'est nous qui gardons la Règle », rappelle la prieure à la jeune Blanche. Et si la règle est dictée de plus haut – « Ce que nous appelons hasard, c'est peut-être la logique de Dieu » –, quelle resterait la marge de choix de l'individu ? Nul ne peut prétendre avoir la réponse. Mais osons dire au moins avec Bernanos : « Ce n'est pas la foi qui rassure, mais l'Amour. »

Dix-neuvième siècle français

Le XIXe siècle est l'âge d'or des Français amoureux de la liberté.

Du grand Benjamin Constant au visionnaire Gustave de Molinari (son *Ultima verba* est prophétique) en passant par le génie Jean-Baptiste Say, l'audacieuse et courageuse Germaine de Staël et l'immense Frédéric Bastiat, c'est un feu d'artifice de liberté qui explose à chaque page, un délice pour l'œil, l'esprit, l'éthique universelle et personnelle. Car ces textes majeurs ont en commun d'allier la finesse et l'élégance de la plume, la précision du raisonnement, une puissante modernité et une incroyable capacité d'innovation dans des champs aussi variés que l'économie, la sociologie, la philosophie, le droit ou la morale.

Bien entendu, c'est pour la succession inédite de ces grands penseurs de la liberté que le XIXe siècle peut effectivement être considéré comme un véritable « âge d'or » de la liberté, et non pour les politiques menées (autoritarismes napoléoniens, régimes monarchiques conservateurs, la révolution de 1848 marquée par l'opposition violente entre divers courants constructivistes, etc.). Relire ces auteurs, c'est retrouver l'esprit de résistance aux tyrans comme aux modes et repenser grâce à eux, et avec tant de justesse, l'action humaine face aux interventionnismes de toute espèce.

De cette heureuse promenade parmi ces grands classiques, qui puise parfois dans le célèbre *Journal des économistes* du visionnaire Gilbert Guillaumin, on retiendra notamment, sans goût prononcé du paradoxe, que la pensée de liberté n'est pas un simple économisme, comme ses ennemis veulent souvent le réduire, mais bien un humanisme fondé sur un corps de principes essentiels à la préservation des droits fondamentaux de l'être humain.

Car ces penseurs ne sont pas les enfants de la Révolution pour rien (on lira Charles Dunoyer sur les révolutions et les révolutionnaires). C'est pour protéger l'individu de l'arbitraire que le droit – naturel – de propriété est sanctifié chez Pierre-Louis Roederer, Charles Comte ou Léon Faucher. Ce n'est pas un vain mot pour Tocqueville de défendre la liberté de la presse ou pour Daunou de combattre pour la liberté d'expression. Et toute personne regardant avec objectivité cette pensée comprend qu'elle s'est très logiquement opposée autant au colonialisme du XIXe siècle (Yves Guyot) et aux tyrans de son époque (on relira Benjamin Constant sur l'usurpation et le despotisme de Napoléon) qu'elle ne s'élèvera avec force contre tous les totalitarismes du siècle suivant.

Ce siècle recèle autant de pépites insoupçonnées que de monuments de la pensée : on pense par exemple aux fameux *L'État* et *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas* de Frédéric Bastiat, que tout honnête homme devrait avoir lu au moins une fois dans sa vie, ou encore ce plaidoyer sublime de Jean-Baptiste Say pour l'entrepreneur, redécouvert depuis par Schumpeter puis par Kirzner.

Tous ces textes sont accessibles au grand public à un moment clé où le monde se partage entre ceux qui, happés par la pensée magique, troqueraient volontiers leur liberté pour maintenir l'illusion d'une (fausse) sécurité et s'enchaînent d'ores et déjà aux mensonges du socialisme de gauche, de droite, et d'extrême gauche et d'extrême droite, et ceux, de plus en plus nombreux, qui aspirent à recouvrer ces valeurs premières qui font le bonheur des peuples en restaurant les droits de chacun.

Découvrir ou relire ces textes mythiques contribuerait, dans la lignée d'un Benjamin Constant rayonnant autant sur la perfectibilité de l'être humain que sur la liberté individuelle, à l'élévation des esprits et au triomphe annoncé du pluralisme et de la liberté. Ou mieux encore, comme l'avance dès cette époque Madame de Staël, de « l'amour de la liberté » !

Droit de vote obligatoire

Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale au moment où ces lignes sont écrites, n'est pas dénué d'humour. Alors que son rapport est intitulé « Libérer l'engagement des Français et refonder le lien civique », sa mesure phare consiste à « instaurer le droit de vote obligatoire pour tous les électeurs ». L'originalité n'est pas non plus son fort puisque plus de cinquante propositions de loi visant à contraindre l'électeur français à se rendre aux urnes ont été émises depuis la IIIe République, dont quatre depuis 2002.

Avec sa proposition liberticide, Claude Bartolone, véritable incarnation de l'aile gauche non réformatrice, fait de nouveau acte de socialisme archaïque. Citant sans surprise Bourdieu en introduction de son rapport et fustigeant au passage « l'individualisme » pour rétablir « l'égalité réelle », le président de l'Assemblée nationale agit en véritable keynésien de la norme constitutionnelle. Il ne sait donc toujours pas que, en politique comme en économie, c'est l'offre qui crée la demande, et non l'inverse. Et si l'abstention est bien le premier parti de France, c'est parce que l'électeur est trop souvent désabusé, la crédibilité du politique n'ayant cessé de s'effondrer à force de promesses non tenues, de réformes avortées, d'absence de résultats tangibles. Bartolone, dans la lignée des grands architectes sociaux, fait mine d'ignorer, non sans orgueil, les racines du mal et, plutôt que de refaire confiance aux citoyens, ambitionne de les infantiliser et de les contraindre davantage. Il en oublie au passage d'évoquer les sanctions potentielles en cas de résistance à sa nouvelle norme, omettant, en bon socialiste, que ce sont les incitations qui guident les comportements humains.

Quitte à brandir le bâton et la menace de sanctions sur les

abstentionnistes, bien plus victimes que responsables de l'impéritie politique, pourquoi ne pas instaurer l'obligation pour les élus de tenir toutes leurs promesses électorales, sous peine de sanctions financières ? Voilà qui redonnerait du sens à la démocratie et refonderait le fameux lien civique cher à M. Bartolone ! On s'étonne par ailleurs qu'un constructiviste aussi ambitieux que lui n'ait pas fait preuve de plus d'imagination pour marquer les esprits. Parce qu'il faut féminiser la représentation nationale, à quand le vote obligatoire… pour élire une femme ? Puis, parce qu'un Parlement moderne ne saurait éviter de représenter toutes les « minorités », le vote obligatoire… pour une personne homosexuelle, d'origine étrangère ou de religion contraire à la sienne ?

Le vote obligatoire est l'archétype de la fausse bonne idée. En Grèce, où M. Bartolone cherche manifestement son inspiration, son instauration en 2015 n'a ni empêché un parti extrémiste – Syriza – de triompher, ni endigué l'abstention puisque seuls 63 % des électeurs sont allés voter. En Belgique, où le vote est obligatoire depuis 1893, un parti d'extrême droite, le Vlaams Belang, a pu battre des records.

Une fois de plus, il n'y a pas d'alternative. La politique doit être reprise en main par de véritables réformateurs osant braver les conservatismes et remettre le pays à l'endroit. Le vote blanc, introduit en France en 2014, doit être renforcé pour éviter d'envoyer des cohortes d'orphelins politiques vers les partis populistes. Parce qu'il est contraire à nos valeurs fondamentales, le moralisme socialiste au fondement du vote obligatoire est le propre d'une maladie se prenant pour son remède : les Français n'aspirent pas à moins de liberté, mais à plus. Voter doit demeurer, comme c'est le cas aujourd'hui, un droit et un devoir, mais ne saurait en aucun cas se transformer en obligation maternante.

Droite et gauche

La droite, souvent, c'est la meilleure part. On se situe, dans la Bible, « à la droite du Père », mais aussi selon les règles de la courtoisie : c'est un honneur d'être assis à la droite de la maîtresse de maison. Pourtant, dans l'ordre politique, la droite n'a pas toujours reçu tous les égards. Souvenons-nous de Simone de Beauvoir : « La vérité est une, l'erreur est multiple, ce n'est pas un hasard si la droite professe le pluralisme », ou, plus récemment, des agacements excessifs et archaïques d'un quotidien soixante-huitard sur l'un des leurs pour avoir commis l'outrage de se poser des questions… de droite !

Dans l'histoire politique française, la division droite/gauche provient, on le sait, d'un débat à l'Assemblée, aux prémices de la Révolution de 1789, sur le droit de veto du roi. Les partisans d'un veto se sont rangés à la droite du président de séance et ses adversaires à sa gauche. D'une division topographique est née une séparation politique. Sous la Révolution, la droite est rapidement devenue l'adversaire, plus ou moins attardée, des principes de 1789, et donc de la liberté. La situation s'est aggravée à la fin du XIXe siècle avec l'affaire Dreyfus : à droite, les antidreyfusards, les zélateurs de l'ordre moral, nationalistes, parfois antisémites. On comprend dès lors que le nom ait eu tendance à disparaître du vocabulaire politique jusqu'à la fin de la IIIe République. Le coup de grâce est évidemment venu avec le régime de Vichy, repaire de la droite conservatrice et de l'extrême droite, communiant tous au rejet viscéral des libertés « bourgeoises ». Progressivement, sous la Ve République, particulièrement après l'épisode gaullien, le qualificatif de droite est revenu, parce que la gauche se compromettait au bal stalinien, en odeur de sainteté. On a même parlé, un temps, d'une « droite libérale » pour qualifier les

fondateurs de la « liberté en tout ».

Pourtant, à partir de la Révolution française, c'est bien la gauche qui avait défendu les principes de 1789 : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la liberté du travail contre les corporations, la liberté de la presse, et la liberté d'opinion et d'expression contre la censure, l'abolition des lettres de cachet, etc. C'est même un amoureux de la liberté, Benjamin Constant, qui dirige, sous la Restauration, la « gauche libérale ». Comme l'a démontré Revel dans l'ensemble de son œuvre, la gauche, à l'origine, c'est la lutte pour la vérité, la liberté et la justice sociale fondée sur des méthodes économiques efficaces. Mais le foisonnement brouillon des écoles socialistes, puis l'influence très progressive du marxisme vont tordre le cou à cette passion de la liberté à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Le Front populaire et la Reconstruction, fruit de l'alliance des gaullistes et des communistes dans le prolongement du très constructiviste programme du Conseil national de la Résistance, consacrent la prégnance d'une gauche interventionniste.

La gauche, même si elle s'autoproclame progressiste, finit alors par contrarier la liberté individuelle, économique et sociale. La droite, emportée par la réaction, tombe dans le même piège, communiant aux pulsions d'ordre, aux réflexes paternalistes, aux ambitions maternantes et à la fascination du pouvoir. Voilà pourquoi, à part de rares exceptions qu'il faut aider sans relâche, les amoureux de la liberté sont souvent orphelins politiques. Comme l'anticipait Orwell, « La vraie distinction n'est pas entre conservateurs et révolutionnaires mais entre les partisans de l'autorité et les partisans de la liberté ». Car ces derniers ne sont pas nécessairement, contrairement aux idées reçues, les alliés naturels des conservateurs.

Comme l'explique Hayek dans son célèbre « Pourquoi je ne suis pas conservateur », « en une époque où presque tous les mouvements réputés "progressistes" recommandent des empiètements supplémentaires sur la liberté individuelle, ceux qui chérissent la liberté consacrent logiquement leurs énergies à l'opposition. En cela, ils se trouvent la plupart du temps dans le même camp que ceux qui d'habitude résistent aux changements. Dans les matières de la politique quotidienne, ils n'ont aujourd'hui guère d'autre choix que d'appuyer des partis conservateurs ». Mais ce ne sont que des alliances de circonstance, conséquences d'un phénomène de ligue face aux

ennemis communs (les socialistes marxisants). Car la proximité entre les deux courants s'arrête à ces rapprochements conjoncturels.

À l'heure de l'économie disruptée, opposant le repli sur soi des historiques aux innovations des nouveaux entrants ; au temps de la révolution NBIC, impliquant une confrontation majeure entre les techno-conservateurs et les transhumanistes ; alors que la recomposition intellectuelle du pays orchestre, sous nos yeux, l'alliance objective des populismes d'extrême gauche et d'extrême droite face aux réformateurs de droite et aux réformistes de gauche, il devient urgent de pouvoir proposer au peuple de choisir entre la réaction et le progrès, le sécuritarisme et le souffle de la liberté, la stratégie Maginot et l'ouverture aux opportunités du monde. Nos institutions, hélas, ne le permettent pas. La captation par des partis contraints, par les normes constitutionnelles et des primaires plus fermées qu'elles n'en ont l'air, d'unir à gauche comme à droite des frondeurs et des partisans de la réforme, prive les citoyens du vrai choc intellectuel de notre siècle et enfante un nombre considérable d'orphelins politiques. Réinventer nos institutions pour redonner prise aux citoyens sur ce choix de société serait une idée forte, démocratique et juste.

Et si les institutions nous privent de mettre fin au choc binaire entre la gauche et la droite, pourquoi ne pas au moins repenser la droite et la gauche à l'aune des grands acquis de la liberté ? Jaurès ne voyait-il pas dans la liberté « le premier des droits de l'homme » ? Foucault n'y découvrait-il une sorte d'éthique, de « revendication globale, multiforme, ambiguë, avec ancrage à droite et à gauche » ? La garantie des libertés et l'efficacité économique sont à l'évidence deux axes incontournables devant inspirer les réformateurs, à droite, et les réformistes, à gauche. C'est tout l'honneur de quelques politiques ouverts aux vertus de l'amour de la liberté – parmi eux, on retrouve quelques amis comme Manuel Valls et Emmanuel Macron, à gauche, et François Fillon, à droite – de désencapsuler leur propre camp de cette couche sacrément incrustée de vieux réflexes interventionnistes, liberticides et rances, pour refaire enfin le pari de l'incitation au déploiement des talents individuels, unis par une multitude de relations choisies et formant, par ricochet, notre futur succès collectif comme notre élan solidaire. Droite ou gauche, après tout, peu importe, défendons en toute hypothèse la puissance et l'amour de la

liberté.

Droits de l'homme

La proclamation des droits de l'homme est le fruit d'une longue évolution historique, celle de l'amour de la liberté.

On a d'abord proclamé à partir du XIIIe siècle les droits des Anglais, autour de deux principes fondamentaux : l'interdiction des arrestations arbitraires avec l'*Habeas Corpus* et l'interdiction des « taxations sans représentation ». Pour s'émanciper de la mère patrie, les colons américains ont rappelé, le 4 juillet 1776, à leurs cousins de la vieille Europe toutes les dimensions de la liberté qu'ils avaient oubliées. Thomas Paine, dans *Sens commun*, avait montré la voie, inspiré George Washington et le comité des Cinq composé de John Adams, Roger Sherman, Benjamin Franklin, Robert Livingston et Thomas Jefferson.

Mais il est revenu à la France de déclarer les droits de l'homme de la manière la plus célèbre, la plus universelle, en 1789. La Révolution française ouvre une période ininterrompue de débats autour de ces

droits. Les contre-révolutionnaires, l'extrême droite de l'époque, contestent la réalité de droits qui appartiendraient, horreur, à tous les hommes ! L'extrême gauche, elle, s'insurge contre l'oubli des droits sociaux (droit au travail, au secours, etc.). Marx et Engels parleront de liberté formelle, et non pas réelle.

Les manuels de libertés publiques dans la seconde moitié du XXe siècle – aujourd'hui on parle plutôt de « droits et libertés fondamentaux » – distinguent plusieurs générations : une première issue des révolutions anglo-saxonnes et française, consacrant les « droits-libertés », ces droits que l'individu oppose à autrui, à commencer par l'État. Puis vinrent les « droits-créances », opposables à l'État (sociaux, environnementaux), qui, loin de l'empêcher d'agir, appellent au contraire à son intervention et brident, parfois, la liberté.

La confusion est devenue telle que les juristes confessent qu'ils ne sauraient séparer les droits et les libertés, et que les deux termes sont devenus synonymes. Si ce n'est justement qu'il y a droits de l'homme et droits de l'homme : des « vrais » droits, protégeant des libertés fondamentales, et les autres, des « faux » droits. Malheureusement, à l'image de la monnaie, les mauvais droits ont tendance à chasser les bons. De là cette situation moderne, contemporaine et critique, qui a vu se multiplier les droits au gré des lubies du temps, des modes politiciennes : droit à la paix, au bonheur, à l'air pur, à un revenu décent, à la santé, etc. Mais à force de proclamer des « droits à » tout et n'importe quoi, on en est venu à contester les droits consubstantiels à l'individu humain. Et à la liberté.

Éducation

L'école ne fonctionne plus : l'ascenseur social par l'école républicaine qui a permis à mon grand-père maternel, fils de mineur né dans les corons, d'échapper au wagonnet et à la pioche pour, après avoir été identifié par le proviseur, devenir médecin, est en panne. S'il subsiste des professeurs merveilleux, la Cour des comptes a rarement été aussi alarmiste : « De fortes inégalités sociales subsistent dans le système éducatif : 18 % des élèves issus d'un milieu social défavorisé obtiennent un baccalauréat général contre 78 % pour les élèves de familles favorisées. » Elle dénonce un « échec persistant du système scolaire à conduire à la réussite tous les élèves qui lui sont confiés ». La France se trouve même à la traîne de l'OCDE du point de vue de l'équité scolaire : l'écart de résultats entre les élèves de statut favorisé et défavorisé en France est de l'ordre du double de celui du Japon, du Canada ou de la Finlande.

Jules Ferry avait pourtant pour projet de « faire disparaître la dernière, la plus redoutable des inégalités qui viennent de la naissance, l'inégalité d'éducation ». Son ambition était limpide : « L'éducation du peuple est la condition essentielle de la liberté. » Car la connaissance est la clé du libre choix et de l'innovation permanente, éclairés par la capacité de comprendre, de comparer, de raisonner, de modéliser, d'inventer, de penser éventuellement autrement et de trancher. L'autonomie, ce trésor de l'individualité, mais aussi la responsabilité, cette boussole de la dignité humaine, puisent à la source de ce que l'école et ses suites offrent à nos enfants.

Lorsque la République a décidé de créer les premières bourses, le 5 novembre 1877, elle avait pour ambition d'« aider les enfants d'origine modeste qui manifesteraient des dons scolaires

exceptionnels » à rejoindre les meilleures écoles du pays. Grâce aux bourses de la République, Henri Bergson a pu faire des études supérieures avant d'honorer la France avec un prix Nobel de littérature, Georges Pompidou a rejoint l'École normale supérieure et est devenu le plus populaire des présidents de la République.

Axe premier du développement humain, source vive de la liberté de tous, l'éducation mérite d'être intégralement réinventée à l'aune du succès grandissant des Moocs, ces libres formations – parfois diplômantes – accessibles partout dans le monde depuis un ordinateur ou un téléphone mobile connecté à Internet, des formations privées individuelles ou collectives, des succès du surcroît d'autonomie accordée aux directeurs comme aux professeurs. Si elle doit embrasser pleinement la modernité, allant de l'enseignement du codage à une éducation adaptée au type de mémoire de chaque élève, que l'on aura détecté par simple prise de sang suivie d'un séquençage de l'ADN, elle ne doit pour autant mépriser ni les fondamentaux (lire, écrire, compter), ni les humanités, clé de voûte incontournable d'un peuple mûr, adulte, habitué à débattre et à défier intellectuellement le « prêt-à-penser ».

La liberté est un combat de chaque instant. La meilleure arme en son soutien est l'éducation transmettant la puissance de la connaissance. N'oublions jamais que les pires dictatures ont pour point commun de vouloir, toujours, détruire la culture, éliminer les intellectuels, écraser l'apprentissage du libre arbitre et l'esprit de contestation. Amoureux de la liberté, battons-nous sans relâche pour la libre éducation.

Éluard, Paul (1895-1952)

C'est, entre tous, *le* poème de la liberté. Tracée en lettres capitales sur tous les supports de la vie, depuis les cahiers de l'enfance jusqu'aux marches de la mort, partout où elle peut se nicher si on veut bien l'y voir.

Sur les sentiers éveillés
Sur les routes déployées
Sur les places qui débordent
[…]
Sur la lampe qui s'allume
Sur la lampe qui s'éteint
Sur mes maisons réunies
[…]
Sur le tremplin de ma porte
Sur les objets familiers
Sur le flot du feu béni
[…]
Sur la vitre des surprises
Sur les lèvres attentives
Bien au-dessus du silence
[…]
J'écris ton nom[1] *!*

Le cri monte comme une vague qui emporte le lecteur, quatrain après quatrain, marche après marche, et, en haut de cet escalier céleste, une seule étoile : Liberté !

Elle tombe en pluie d'espoir et de lumière sur la France occupée de

1942, quand les avions de la Royal Air Force tractent des milliers d'exemplaires du texte tout juste écrit par Paul Éluard. « Liberté » au ciel de France, quand le sol est aux mains des nazis. « Liberté » qui consacre Paul Éluard en poète de la Résistance. Pas seulement à l'occupant ou à la barbarie : de toutes les résistances. Contre l'ennui, la résignation, le désamour, la mort.

J'aime à songer qu'en commençant à l'écrire sous son premier titre, « Une seule pensée », Éluard pensait conclure le poème par le nom de la femme qu'il aimait. « Mais je me suis vite aperçu, a-t-il expliqué par la suite, que le seul mot que j'avais en tête était le mot Liberté. Ainsi, la femme que j'aimais incarnait un désir plus grand qu'elle. Je la confondais avec mon aspiration la plus sublime. » Amour, liberté, comme deux ailes d'un même envol.

Elles font battre, indissociables, le sang à la veine du poète. C'est à Gala, cette jeune femme russe, fine et élégante, qui se laissera ensuite séduire par Dalí, qu'il dédie ses premiers vers d'amour. Puis ce sera Nusch, l'amour à la fois fou et mûr, qu'il célèbre dans des recueils aux titres splendides : *La Vie immédiate*, *Les Yeux fertiles* – présent, sève, inspiration, partage, naissance et éclosion, toutes les révélations de l'amour sont là. Comme dans « La courbe de tes yeux[2] » :

La courbe de tes yeux fait le tour de mon cœur,
Un rond de danse et de douceur,
Auréole du temps, berceau nocturne et sûr,
Et si je ne sais plus tout ce que j'ai vécu
C'est que tes yeux ne m'ont pas toujours vu.

Comme dans « Air vif[3] » :

Au bout de tous mes voyages
Au fond de tous mes tourments
Au tournant de tous les rires
Sortant de l'eau et du feu
L'été l'hiver je t'ai vue
Dans ma maison je t'ai vue
Entre mes bras je t'ai vue
Dans mes rêves je t'ai vue

Je ne te quitterai plus.

Amour, liberté et amour de la liberté sont les trois brins d'une tresse qui relie le poète à la terre et m'étreignent, moi aussi, en ces heures où je rédige. Ici et maintenant, Éluard aime et s'engage. Il soutient la révolution, les révolutions, dès après la Première Guerre mondiale – il n'a pas vingt ans quand l'enfer commence. Dans les années 1920, il soutient la révolte des Marocains contre l'occupant, rejoint le Parti communiste français avec Louis Aragon et André Breton. Dans les années 1930, il se dresse contre l'Exposition coloniale, s'insurge contre la répression franquiste. Puis c'est la Seconde Guerre mondiale, Paul entre dans la Résistance et écrit, écrit, publie clandestinement, prend des noms d'emprunt, contre tout autoritarisme. Son but ? « Retrouver, dira-t-il, pour nuire à l'occupant, la liberté d'expression. » *Poésie et vérité*, *Le livre ouvert*, *Poèmes politiques* : autant de recueils où bruissent les oiseaux sauvages de sa révolte. Puis ce seront les conférences de paix, auxquelles il participera après guerre dans le monde entier.

La plume, les mots d'Éluard savent gagner l'esprit et le cœur. Parce que sa profonde sensibilité et sa lucidité sont servies par une grande audace artistique. Entre les deux guerres, il rejoint très vite l'engagement surréaliste aux côtés de son ami Breton, de Benjamin Perret, de René Char. Pour réinventer le monde, le refonder sur une architecture philosophique, esthétique, politique, neuve. Mais le

langage poétique d'Éluard, même s'il ose les associations de mots, d'images, les ruptures, les surprises, reste clair, transparent. Désarmant d'immédiateté. « La terre est bleue comme une orange. » Oui. C'est vrai. Avec les mots, tout est possible pour qui veut bien voir. « J'ai la beauté facile et c'est heureux », écrit Éluard : c'est plus qu'heureux, c'est une bénédiction. Une ode évidente à la liberté.

Mais les « mouvements », qui par la pesanteur du groupe courent toujours le risque de glisser, imperceptiblement, vers le dogmatisme et un certain conformisme – quand bien même ils proclament l'innovation et la rupture de ban –, peinent à contenir la pleine liberté, les nuances mouvantes, indomptables de l'individu : comme il avait été exclu du parti communiste au début des années 1930, Éluard rompt avec le groupe surréaliste en 1938, notamment parce qu'il refuse d'adhérer au principe d'écriture automatique. Peut-être parce qu'un processus créatif où la raison lâche et l'inconscient prime ne peut plus être véritablement libre ? Peu importe, Éluard garde son propre cap, et il est clair : « Il ne faut pas de tout pour faire un monde, écrit-il, il faut du bonheur et rien d'autre. » Et le bonheur, c'est la rançon vertueuse de l'acte libre.

Engagement, innovation, générosité, indépendance : Éluard tient le subtil équilibre des cœurs libres. Mais, à mes yeux, le plus formidable élan de liberté, et de son corollaire, la volonté, que portent son âme et son œuvre est sa faculté d'espoir. Son pouvoir de recommencement, de résilience. D'espérance, comme l'évoquait le cardinal Lustiger – un homme au parcours religieux d'exception et à l'intelligence fascinante, qui m'a beaucoup influencé dans son rapport à l'humanité et à l'œcuménisme. Meurtri, éprouvé par les horreurs du siècle, déchiré par des drames personnels, amis perdus, amours arrachées – Gala le quitte, Nusch tant aimée meurt brutalement après douze ans d'un mariage épanoui –, Éluard renaît sans cesse. Il continue, il recrée.

De l'horizon d'un homme à l'horizon de tous le dévoile de la chute à la résilience, de la souffrance au rebond. *Le Dur Désir de durer*, acte de foi poétique, le voit se relever, péniblement mais sublimement, du deuil de l'aimée.

Toi que j'aime à jamais toi qui m'as inventé

Tu chantais en rêvant le bonheur sur la terre
Tu rêvais d'être libre et je te continue
(« Dit de la force de l'amour[4] »).

L'absente est infiniment présente et prolongée par lui. Éluard est l'homme de la « poésie ininterrompue ». Ce n'est pas un vain mot : *Le Phénix*, publié en 1951 alors qu'il se remarie à Dominique, est plein du miracle d'une joie retrouvée.

L'écrivain Jacques Gaucheron, poète et ami d'Éluard, lui a dédié un livre au titre magnifique : *Paul Éluard ou la fidélité à la vie*. Fidélité à la vie. Quelle plus grande volonté, quelle plus haute humanité, quel grand geste de liberté créatrice ?

Et par le pouvoir d'un mot
Je recommence ma vie
Je suis né pour te connaître
Pour te nommer
Liberté[5].

Entrepreneurs

J'aime, j'adore, je respecte infiniment les entrepreneurs. Ils sont les visionnaires, les découvreurs, les Christophe Colomb des temps modernes. Ils prennent des risques, usent de liberté comme on saute d'un tremplin pour améliorer la vie, osent et inventent, innovent et *disruptent*, comme on dit aujourd'hui. Le mot vient du vieux français et a migré vers la langue économique en pleine Renaissance. Oublié par Adam Smith, il fut redécouvert par l'un de ses brillants successeurs, le grand amoureux de la liberté Jean-Baptiste Say qui, entrepreneur en filatures de coton lui-même, l'a placé au centre de sa vision du monde.

Si la liberté d'entreprendre est la clé dans le développement des civilisations et mérite d'être bien plus respectée, j'aime, après avoir moi-même créé et dirigé deux sociétés, vivre et échanger avec ceux qui, sans cesse, imaginent demain, et même après-demain.

La concurrence est leur guide, et améliore nos vies. Bien loin des exploiteurs que Marx et ses enfants ont bien voulu dépeindre, ces fous de liberté aiment développer, grandir, créer des emplois, et même partager. Bill Gates n'est-il pas, après avoir universalisé la micro-informatique, un révolutionnaire de la philanthropie ? Ne parle-t-on pas de plus en plus de « coopétition », mélange stimulant de coopération et de compétition ? Et qui crée les nouveaux emplois si ce ne sont les champions de l'uberisation ?

Si tout grand groupe a été, au départ, une petite entreprise et a germé dans la tête d'une ou quelques personnes, c'est le génie des hommes et la puissance de la firme, cette intelligence collective nouée par des contrats, unissant une vision d'entrepreneur, la richesse du capital humain et désormais, parfois, la multitude, qu'il convient de célébrer aux quatre coins du globe. L'Homme, du moins

l'entrepreneur, sera, en toutes circonstances, notre dernière chance.

Comme l'écrit Catherine Audard, « Hayek est certainement le penseur moderne qui a le mieux compris que l'incapacité du communisme à rivaliser avec le capitalisme ne vient pas de ce qu'il serait moralement inférieur, mais de ce qu'il est inefficace parce qu'il ne comprend pas la nature des processus économiques. Ce n'est pas le planificateur, mais l'entrepreneur qui est le mieux placé pour saisir les processus économiques parce qu'il comprend "de l'intérieur" et reçoit l'information nécessaire en permanence grâce au marché et au système de prix ». C'est aussi la grande leçon de Schumpeter, mais également celle des Steve Jobs, Larry Page, Sergueï Brin et autres Elon Musk. Indépendance farouche, responsabilité, gourmandise nourrie d'efforts, d'ingéniosité et de travail. Chez nous aussi, c'est cela, le génie national. Ils s'appellent Jean-Baptiste Rudelle (Criteo), Thierry Petit et David Dayan (Showroomprivé), Aliza Jabès (Nuxe), Cédric Siré et Guillaume Multrier (Webedia), Frédéric Mazzella (BlaBlaCar). Et tous ces anonymes, fondateurs de pépites au succès local ou international, innovent, « disruptent », créent des emplois, défient les historiques, bousculent les vieux modèles. Ces héros de l'entreprenariat contemporain ont changé davantage le monde, et notre quotidien, que les politiques réunies des grandes puissances planétaires. Et comme par un étrange hasard, quand on leur demande, en un mot, de définir leur valeur clé au soutien de leurs succès, ils répondent unanimement, sans jamais hésiter : la liberté.

Esclavage et colonisation (abbé Raynal)

L'un des plus grands et des plus émouvants mouvements de l'histoire a été le passage de l'esclave au serf et du serf à l'homme libre. Aujourd'hui, pour les ennemis de la liberté, avoués ou déguisés, l'individu contemporain serait aliéné par la « marchandisation », opprimé, bref faussement libre. Pour libérer l'homme, l'homme politique débonnaire s'avance. Son moyen : pour paraphraser Rousseau, forcer l'homme à être libre.

La liberté, c'est pourtant tout autre chose. C'est refuser d'être un esclave, mais c'est aussi s'interdire d'être un esclavagiste. À l'opposé des idées reçues nous accusant régulièrement d'être des « exploiteurs », les vrais amoureux de la liberté qu'étaient ces grands penseurs du XVIIIe et du XIXe siècle se sont très fortement opposés non seulement à l'esclavage mais également à la colonisation, fût-ce au nom de la « civilisation ». On oublie d'ailleurs que l'esclavage n'a pas seulement humilié, violenté et dégradé l'esclave. Il a également appauvri les nations esclavagistes. Depuis Adam Smith, les penseurs de la liberté ont toujours lutté contre la colonisation, synonyme d'appropriation immonde d'autres hommes, d'expansion illégitime des pouvoirs de l'État, de violation et d'expropriation des propriétés privées, de fonctionnarisme et d'injustes taxations.

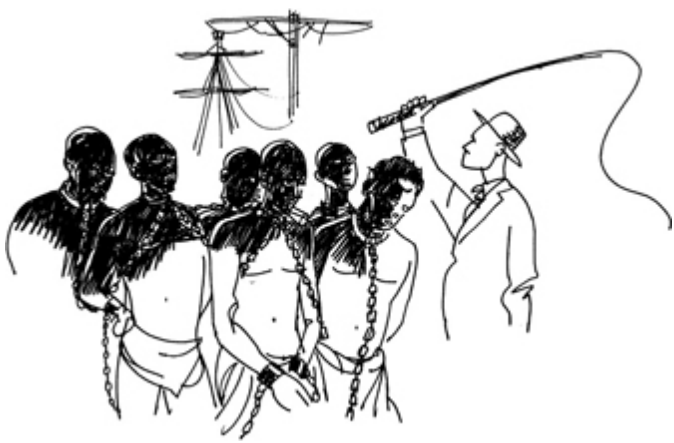
Un grand homme de lettres et un véritable héros de la liberté, l'abbé Raynal, à qui je tiens à rendre hommage dans cet ouvrage, avait à ce propos des mots très forts, des mots très vrais, qui lui ont valu d'être condamné à l'exil, avec son œuvre, par le Parlement de Paris le 25 mai 1781.

Dans l'*Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, plus communément

appelée *Histoire des deux Indes*, Raynal et son coauteur, Diderot, dénoncent la corruption et la course au profit des sociétés civilisées ainsi que certains aspects de la colonisation et de l'esclavagisme.

> Cette soif insatiable de l'or a donné naissance au plus infâme, au plus atroce de tous les commerces, celui des esclaves. On parle de crimes contre nature, on ne cite pas celui-là comme le plus exécrable. La plupart des nations de l'Europe s'en sont souillées, et un vil intérêt a étouffé dans leur cœur tous les sentiments qu'on doit à son semblable. Mais sans ces bras, des contrées dont l'acquisition a coûté si cher resteraient incultes. Eh bien, laissez-les en friches s'il faut que, pour les mettre en valeur, l'homme soit réduit à la condition de la brute, et dans celui qui achète et dans celui qui vend, et dans celui qui est vendu […] La liberté est la propriété de soi. On distingue trois sortes de libertés. La liberté naturelle, la liberté civile, la liberté politique : c'est-à-dire la liberté de l'homme, celle du citoyen et celle du peuple. La liberté naturelle est le droit que la nature a donné à tout homme de disposer de soi, à sa volonté. La liberté civile est le droit que la société doit garantir à chaque citoyen de pouvoir faire tout ce qui n'est pas contraire aux lois. La liberté politique est l'état d'un peuple qui n'a point aliéné sa souveraineté et qui fait ses propres lois, ou est associé en partie à sa législation. […] Parmi tant de mouvements et de tumulte, il s'élève un cri de la nature : l'homme est né libre !

Plus loin, Raynal confronte les visions de l'époque, dans un échange particulièrement glaçant :



> — Mais les nègres sont une espèce d'hommes nés pour l'esclavage. Ils sont bornés, fourbes, méchants ; ils conviennent eux-mêmes de la supériorité de notre intelligence, et reconnaissent presque la justice de notre empire.
>
> — Les nègres sont bornés, parce que l'esclavage brise tous les ressorts de l'âme. Ils sont méchants, pas assez avec vous. Ils sont fourbes, parce qu'on ne doit pas la vérité à ses tyrans. Ils reconnaissent la supériorité de notre esprit, parce que nous avons perpétué leur ignorance ; la justice de notre empire, parce que nous avons abusé de leur faiblesse. Dans l'impossibilité de maintenir notre supériorité par la force, une criminelle politique

s'est rejetée sur la ruse. Vous êtes presque parvenus à les persuader qu'ils étaient une espèce singulière, née pour l'abjection et la dépendance, pour le travail et le châtiment. Vous n'avez rien négligé pour dégrader ces malheureux, et vous leur reprochez ensuite d'être vils.

— Mais ces nègres étaient nés esclaves.

— À qui, barbares, ferez-vous croire qu'un homme peut être la propriété d'un souverain ; un fils, la propriété d'un père ; une femme, la propriété d'un mari ; un domestique, la propriété d'un maître ; un nègre, la propriété d'un colon ? Être superbe et dédaigneux qui méconnais tes frères, ne verras-tu jamais que ce mépris rejaillit sur toi ? […]

— Mais l'esclave a voulu se vendre. S'il s'appartient à lui-même, il a le droit de disposer de lui. S'il est maître de sa vie, pourquoi ne le serait-il pas de sa liberté ? C'est à lui à se bien apprécier. C'est à lui à stipuler ce qu'il croit valoir. Celui dont il aura reçu le prix convenu l'aura légitimement acquis.

— L'homme n'a pas le droit de se vendre, parce qu'il n'a pas celui d'accéder à tout ce qu'un maître injuste, violent, dépravé pourrait exiger de lui. Il appartient à son premier maître, Dieu, dont il n'est jamais affranchi. Celui qui se vend fait avec son acquéreur un pacte illusoire : car il perd la valeur de lui-même. Au moment qu'il la touche, lui et son argent rentrent dans la possession de celui qui l'achète. Que possède celui qui a renoncé à toute possession ? Que peut avoir à soi, celui qui s'est soumis à ne rien avoir ? Pas même de la vertu, pas même de l'honnêteté, pas même une volonté. Celui qui s'est réduit à la condition d'une arme meurtrière, est un fou et non pas un esclave. L'homme peut vendre sa vie, comme le soldat ; mais il n'en peut consentir l'abus, comme l'esclave : et c'est la différence de ces deux états.

En 1790, l'Assemblée constituante abroge le décret à l'encontre de l'abbé Raynal à l'initiative de Pierre-Victor Malouet, l'un des principaux rédacteurs des cahiers de doléances. Ce dernier n'hésite pas à louer ses qualités de défenseur de la liberté :

Je viens vous rappeler aujourd'hui que, parmi nos concitoyens, il existe, pour nous, et pour la prospérité, un vieillard vénérable qui fut aussi le précurseur et l'apôtre de la liberté, et dont la vieillesse est flétrie par un décret lancé contre sa personne et ses écrits ; c'est l'abbé Raynal, qui réclame aujourd'hui par ma voix la justice, les principes et la protection de l'Assemblée nationale […] Qu'il me soit permis, messieurs, de m'honorer à vos yeux d'une mission que je dois à l'amitié de cet homme célèbre ; qu'il me soit permis de vous dire que celui qui s'indigne aux cris furieux de la licence, s'unit avec transport à la voix d'un des plus généreux défenseurs de la liberté.

Un an plus tôt, un autre député, Bouche, avait publiquement vu en l'abbé Raynal « l'apôtre et presque le martyr de la liberté », et Robespierre évoquera son « amour passionné pour la liberté ».

Les remerciements de Raynal aux députés ne se feront pas attendre, même si, en grand défenseur des libertés individuelles, il n'a pas hésité à dénoncer, avec franchise, avec panache, les manquements

ou les tentations liberticides de la Révolution :

> En arrivant dans cette capitale, après une longue absence, mon cœur et mes regards se sont tournés vers vous. Vous m'auriez vu aux pieds de cette auguste Assemblée, si mon âge et mes infirmités me permettaient de vous parler, sans une trop vive émotion, des grandes choses que vous avez faites, et de tout ce qu'il faut faire encore pour fixer sur cette terre agitée, la paix, la liberté, le bonheur, qu'il est dans votre intention de nous procurer.

Si le débat sur l'esclavage en France attise ce feu chaud et puissant de la liberté des hommes, il témoigne également d'une inquiétante confusion des mots. La « France » devrait, nous intime-t-on, faire repentance en avouant les crimes esclavagistes qu'elle a commis dans son histoire, même si elle a aboli la première l'esclavage dans toutes ses dimensions en 1848. Ce qu'il faut souligner, ce n'est pas la dénonciation de l'insupportable esclavage, auquel tout amoureux de la liberté ne peut que souscrire, mais les conséquences que l'on en tire. La population française devrait aujourd'hui, en tant que responsable « collective » des faits passés, culpabiliser, battre sa coulpe, indemniser les descendants des esclaves en France et à l'étranger, et si possible de manière généreuse.

Ce concept de « responsabilité collective » est juridiquement et logiquement dénué de sens. Comme l'évoquait Michel Houellebecq dans l'excellente *Revue des Deux Mondes*, « c'est devenu une posture de gauche, de la *doxa*. En réalité, personne ne se sent coupable de quoi que ce soit, et à juste titre d'ailleurs. Sur la question de l'esclavage, ça atteint un niveau de ridicule inouï. Je n'ai pas d'ancêtre au XVIIIe siècle qui était esclavagiste… » Ajoutant : « Même dans les pires passages de la Bible, la malédiction est limitée à sept générations. » Derrière cette exigence, occultant bien souvent l'esclavage passé et malheureusement toujours actuel dans certaines parties du globe, se loge une négation de l'un des concepts fondateurs de la civilisation occidentale : celui de la responsabilité, par définition individuelle, corollaire absolu de la liberté personnelle.

Éthique de la liberté

Notre époque bouscule les organisations traditionnelles. La verticalité s'estompe au profit d'une multitude de connexions savamment orchestrées mais non hiérarchisées. La prime est accordée aux plates-formes, à l'innovation, à l'agilité. Les privilèges de classe, la toute-puissance des États, la prétention écrasante des grandes structures vivent leurs dernières heures. Le monde des NBIC (Nanotechnologie, Biotechnologie, Informatique et sciences Cognitives) et des GNR (Génétique, Nanotechnologie et Robotique) fait exploser les déterminismes de classes et les dépendances institutionnalisées. Internet réalloue les pouvoirs. Le consommateur devient producteur et, grâce au *crowdsourcing* (l'utilisation intelligente des données), chacun peut contribuer à la redéfinition des stratégies économiques. Déhiérarchisation des décisions, atomisation des activités, multiplication à l'infini des points de rencontres et de diffusion du savoir et de la culture, le nouveau monde ringardise et triomphe des oligarchies capitalistiques comme des aristocraties administratives.

Face à cette extension du domaine des possibles, nos débats, où tout semble devoir procéder de l'État, font frémir. L'angoisse, entend-on, gouverne ce réflexe protecteur et justifie ces lignes Maginot que l'on dresse comme une cavalerie de Playmobil appelée à la rescousse pour protéger notre « modèle social ». S'il ne faut bien entendu pas supprimer l'État, mais le recentrer sur ses fonctions premières – assurer la sécurité, y compris réglementaire et fiscale –, il est urgent de prendre conscience d'une évidence : notre plus grande force, c'est nous ! Les hommes et femmes libres regorgent de talents, de créativité et d'énergie. Cependant, notre système institutionnel n'a été pensé ni

pour favoriser ces aptitudes, ni pour inciter aux prises de risques vertueuses, aux aventures entrepreneuriales et inventives. Toute notre attention réformiste doit se concentrer sur la manière de redynamiser notre société, de se réconcilier avec la réussite, et de mobiliser – et donc de récompenser de ses efforts – une société civile dont les stars, anonymes ou non, sont rationnellement submergées par la tentation de l'exil.

Pour recouvrer ces sillons de l'excellence et inverser la courbe de la récession comme du chômage, ce sont des principes moraux qu'il convient de sacraliser. La liberté individuelle, la responsabilité personnelle et le respect de la propriété privée, cette sainte trinité inhérente à la société de confiance, sont les piliers incontournables du réveil des potentialités humaines. Ces bornes morales sont le produit d'une lente évolution ayant permis de sélectionner et d'identifier les normes les plus efficaces et les plus justes quant à l'interaction sociale. Israel Kirzner, professeur à la New York University, a ainsi démontré que les profits de l'entrepreneur ne sont pas injustes, car ils sont fondés sur une création véritable de valeurs, l'enrichissement des uns ne se faisant pas au détriment mais au bénéfice des autres, et notamment de ceux qui ont contribué à ce succès.

Récemment, Brian Carney et Isaac Getz ont révélé, dans *Liberté & Cie*, la puissance des entreprises ayant bousculé les structures pyramidales et « libéré » leurs salariés. Avec l'adoption précoce du « Say on Pay » dans certains groupes – ce mécanisme qui redonne aux actionnaires, véritables propriétaires d'une entreprise, la possibilité de se prononcer sur les modes de rémunération des dirigeants –, certains dirigeants ont renoué avec cette éthique de la responsabilité qui fait la force et le progrès des sociétés humaines. Richard Thaler, de l'université de Chicago, et Cass Sunstein, d'Harvard, ont eux aussi, avec *Nudge*, ce coup de pouce décisif permettant de faire basculer la décision, laissée libre, du bon côté, offert des pistes d'actions réinventées sans pour autant tourner le dos au vertueux triptyque.

Les amoureux de la liberté ne veulent plus de l'éthique de façade, de ce moralisme culpabilisant et envieux dénonçant les profits ou les riches, de la tiédeur maquillée en audace, de ces fausses solutions anéantissant la production de valeur et, par ricochet, la production de solidarité. Déchirons le voile d'incompétence et créons un monde d'incitations positives dans lequel, comme le disait Aron, chacun aura

« la charge de trouver, dans la liberté, le sens de sa vie ».

Nos dirigeants doivent recouvrer l'humilité sage de ceux qui laissent les autres – nous, la société civile – trouver leur propre bonheur par eux-mêmes. Englués dans le contrôle social, nous déprimons car nous manquons d'oxygène et d'occasions d'être fiers de nous. Les valeurs morales ne peuvent venir que du libre choix : si je suis contraint à bien agir, je n'ai aucun mérite. C'est en nous refaisant confiance que, collectivement, nous retrouverons l'estime de nous. Et le sourire d'un peuple conquérant, digne, éthique et libre.

1. « Liberté » in *Au rendez-vous allemand*, © 1945, Éditions de Minuit.
2. In *Capitale de la douleur*, © Éditions Gallimard.
3. In *Derniers poèmes d'amour*, © Seghers, 2013.
4. In *Poèmes politiques*, © Éditions Gallimard.
5. In *Au rendez-vous allemand*, *op. cit.*

Fédéralisme

Alors qu'elle ne représentait qu'une option peu crédible avant le début de la crise des dettes souveraines, l'idée d'une « fusion européenne », cette Europe unie non seulement politiquement mais aussi fiscalement, fait de plus en plus son chemin. D'aucuns, toujours plus nombreux, considèrent même qu'elle serait « le seul moyen de sortir définitivement de la crise de l'euro ».

L'Europe, on le sait, n'est pas en manque de centralisation. Celle-ci s'est accrue au cours des quarante dernières années au niveau monétaire, politique et réglementaire. De l'idée originelle d'une zone de libre-échange et de reconnaissance mutuelle des réglementations respectives, elle a évolué dans un effort constant d'harmonisation. La création d'un authentique État européen doté non seulement de pouvoirs réglementaires mais aussi d'un pouvoir exécutif – avec, par exemple, un ministre des Finances unique – s'inscrirait, en quelque sorte, dans le sens de l'histoire.

Projet attirant sur le papier, une fusion européenne est pourtant aux antipodes d'une solution à la crise actuelle. Pourquoi ? Parce que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets, et que ce n'est pas un manque de centralisation qui a créé la crise, mais un excès. Les économies européennes sont en effet, pour la plupart, malades d'un dirigisme débordant qui a découragé l'entrepreneuriat, sclérosé leur marché du travail, érodé leur compétitivité et fait exploser leurs dépenses et dettes publiques.

Cet échec est le résultat d'un mythe : l'idée que l'État serait bienveillant et quasi omniscient et que plus d'État serait en conséquence, en cas de crise, la seule source de salut. Pour contrer cette crise de l'excès de dette « publique » (elle redevient

abominablement privée quand les fonds sortent de la poche des contribuables !), l'étatisme et le centralisme sont le mal se prenant pour le remède. Et ce n'est pas parce que les États à la tête de la plupart des pays européens ont échoué qu'un super-État fédéral censé faire régner l'ordre et respecter les bons principes n'échouera pas, entraînant avec lui les quelques pays raisonnables qui ont su se réformer quand les autres s'enfonçaient dans le déni.

L'exemple américain devrait nous faire réfléchir. La tradition américaine perçoit l'État essentiellement comme un mal nécessaire ne pouvant fonctionner correctement que s'il est limité : c'est la qualité d'institutions définissant le bon fonctionnement de la démocratie, et non l'inverse. Le projet fédéral des pères fondateurs américains avait ainsi pour but de mieux diviser le pouvoir non seulement au niveau central mais aussi en provoquant une saine concurrence politique, économique et fiscale entre les différents États de l'Union. Mais cela n'a pas suffi : avec l'augmentation du rôle de l'État fédéral, la concurrence juridictionnelle, clé de voûte du fédéralisme américain, s'est érodée au profit d'une centralisation grandissante. Le résultat est éloquent : les États-Unis sont tombés, comme de nombreux pays européens, dans la spirale de la dépense et du surendettement qui risque, à terme, de mettre en danger la *social fabric* américaine.

Comment oublier que la règle d'or budgétaire qu'on voudra par exemple nous imposer existait déjà dans le Traité de Maastricht et que personne ne l'a respectée ? Les grandes déclarations d'intentions n'ont que peu d'influence sur la gouvernance des États, et ce n'est que par l'aiguillon de la concurrence juridictionnelle, qui révèle les meilleurs modèles et incite chacun à faire mieux que son voisin, et le libre-échange que les réformes nécessaires verront le jour dans chaque pays membre, ouvrant ainsi la voie au retour de la croissance et de l'emploi.

Face à l'effroyable échec d'une Europe du Sud on ne peut plus étatisée, la tentation est grande d'imposer les mêmes erreurs à toute l'Europe, tout en créant un pot commun de dettes dont la toxicité gagnera l'ensemble de ses membres. Alors, dans une gigantesque opération de nivellement par le bas et sur le fondement d'un tragique *too public to fail* (« trop étatique pour tomber », comme on disait *too big to fail*, « trop gros pour tomber », alimentant ainsi les méfaits de l'aléa moral) selon lequel si l'Europe du Sud tombe, tout le monde

tombe, le grand rêve du grand État européen verra le jour… mais risque de finir en cendres.

Féminisme

Osons le dire tout net : je me sens profondément féministe. Certainement pas au sens d'un militantisme radical, égalitariste et, encore moins, liberticide, pétri de discriminations publiques et d'atteintes à la liberté d'expression, ou de « sextrémisme » façon Femen, toute poitrine dehors. Car je ne me sens pas féministe « contre » les hommes ou la « domination masculine », en l'expression consacrée par Bourdieu, mais « pour » l'humanité. Féministe, au sens magnifique d'un mot qui honore, tout simplement, les droits de l'homme – hommes et femmes confondus. Féministe car humaniste, et amoureux de la liberté humaine, de la liberté de chaque être humain, sans la moindre distinction.

La « seconde vague » du féminisme dans les années 1960 et 1970 symbolisée par le MLF en France a adopté des accents marxistes – « lutte des sexes » et « classe des femmes » – qui ont crispé et crispent encore les amoureux de la liberté. Même si je déteste ce holisme sexiste, j'essaie toutefois de prendre un peu de recul, d'éviter les anachronismes ou les simplifications *a posteriori* : peut-on sincèrement dire, quarante ans après, comment il aurait fallu s'y prendre pour faire enfin accepter, par des voies différentes, la libération du corps, la libre reprise en main par chacune de sa sexualité, la dépénalisation de l'avortement, la légalisation de la contraception, qui étaient encore des délits ? Elle ne doit cependant pas faire oublier la « première vague » et les racines d'un engagement intellectuel, politique, social et culturel essentiel, fruit des Lumières et de l'émergence bien plus vaste de l'individu citoyen. Avant le Women's Liberation Movement de 1968 existait aux États-Unis le Women's Rights Movement – j'insiste sur la nuance, car c'est bien dans la défense de droits humains inaliénables,

et égaux pour tous, que celui qui aime la liberté ne peut qu'être féministe.

Les premiers discours « féministes » qui n'en portaient pas encore le nom ont été le fait d'élans individuels, comme celui de Christine de Pizan qui a rédigé au XVe siècle sa *Cité des dames*, audacieuse analyse de la société française d'un point de vue féminin, ou, pendant la Révolution française, de femmes qui ont exprimé leur désir d'appartenir avec les hommes à la nouvelle société en marche – tentant de toutes premières revendications de droits par des pétitions ou la brillante Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne d'Olympe de Gouges en 1791.

Le féminisme qui prend son essor au XIXe siècle avec l'avènement de la démocratie et l'apparition du travail salarié est en quelque sorte un « féminisme de liberté », au sens où il se préoccupe de la reconnaissance des droits politiques des femmes à l'égal de tous les citoyens. Sous l'influence des mouvements utopistes de Saint-Simon ou Fourier dans les années 1830, des femmes revendiquent leur émancipation et affirment qu'elles constituent un groupe de sujets politiques à part entière. Elles demandent essentiellement l'égalité des droits politiques – le vote en particulier, derrière les suffragettes d'Hubertine Auclert. Le penseur John Stuart Mill, grand amoureux de la liberté, soutient ces revendications et soumet un projet de droit de vote des femmes devant la Chambre des communes qui sera, hélas, rejeté. Dans *The Subjection of Women*, il considérera, à

raison, à la suite de cet épisode que les femmes sont « les derniers esclaves modernes ».

Nous sommes alors en 1869. Ce n'est toutefois pas encore l'avis de tout le monde : derrière Hobbes, Locke ou Rousseau qui excluent, à ma plus grande surprise pour Locke, la femme de la pleine citoyenneté, Schopenhauer dans son *Essai sur les femmes* de 1851 est sans appel : « Il ne devrait y avoir au monde que des femmes d'intérieur, appliquées au ménage, et des jeunes filles aspirant à le devenir, et que l'on formerait non à l'arrogance, mais au travail et à la soumission » !

Le droit, ou plutôt l'ordre de la société qui l'édicte, semble, hélas, s'être longtemps rangé à son avis en France puisqu'il faut attendre le 13 juillet 1907 pour que la loi reconnaisse enfin à la femme mariée le droit de librement disposer de son salaire, et bien sûr le 21 avril 1944 pour que le droit de vote soit accordé aux femmes : « Les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes », stipule l'article 17 de l'Ordonnance d'Alger. Il était temps, soupirent les amoureux et amoureuses de la liberté ! Temps aussi que les femmes puissent disposer de leur vie et de leur corps, avec la légalisation de la contraception et le vote en 1974 de la loi Veil, qui légalise le recours à l'interruption volontaire de grossesse en France.

Qu'en est-il aujourd'hui dans les sociétés qui placent la femme sous d'autres règles que celle du droit positif, la charia notamment ? *Quid* d'une femme qui, comme c'est le cas en Arabie Saoudite, ne peut sortir dans l'espace public, conduire, se déplacer sans la présence d'un père ou d'un frère ? Question qui fâche entre toutes, celle du voile islamique et de la liberté – ou non – de celle qui le porte, de façon choisie ou imposée. Le respect des différences de cultures, de cultes et de traditions impose-t-il nécessairement le silence ?

Je vis depuis peu à Londres, où la question est beaucoup plus banalisée qu'en France, et où il n'est pas rare de croiser des femmes intégralement voilées, intégralement gantées. En tant qu'amoureux fou de la liberté, je suis bien sûr tenté de considérer que chacun, chacune, est libre de s'habiller, de se coiffer, de sortir dans la rue comme il l'entend. Chacune est libre de ses croyances et de ses implications dès lors qu'elle le choisit pour elle-même, en être authentiquement libre, débarrassée des pressions ou des menaces. Dans le cas inverse, elle devient immédiatement esclave non consentante et mérite la plus

efficace des protections.

Mais le problème que pose le voile intégral à la liberté se niche à mon sens – et très modestement, puisque je ne prétends en aucun cas être spécialiste de théologie – plus en amont, dans une idéologie radicalisée et une interprétation biaisée des textes qui oblitèrent de plus en plus le libre arbitre et la décision non tant chez la femme que… chez l'homme lui-même : ce dernier serait-il incapable de décision, de maîtrise, de contrôle, s'il faut pour qu'il ne cède pas à la « tentation » (si tant est bien sûr que la femme soit « tentatrice ») soustraire son objet à sa vue ? Infantilisation totale, mise sous clé de la télécommande ou de la boîte de gâteaux, plutôt que travail adulte et responsable sur soi et ses pulsions de séduction ou de sexe : en cachant la femme, c'est non seulement la femme que l'on emprisonne, mais aussi l'homme, qui se doit parce qu'il est homme de ne pas être un porc et que l'on prive de la dignité d'agir en être libre et responsable. Si je respecte le voile, la croix ou la kippa, portés comme on exprime librement une croyance, un choix spirituel, je suis intolérant aux tartufferies faussement viriles (en réalité a-viriles !) d'une domination par l'asservissement et la mise sous tutelle de tissu de toutes ces femmes qui, au fond d'elles, ne veulent pas de leur prison vestimentaire parfois grillagée mais n'osent ou ne peuvent s'en libérer.

C'est en ce sens que tout esprit épris de liberté ne peut qu'être féministe : ne pas interdire *a priori* le voile, ne pas l'imposer non plus. Accepter que certaines entités privées exigent le voile (une école coranique, par exemple) et d'autres le refusent (une crèche laïque ou chrétienne, autre exemple). Attaché autant à la responsabilité, aux libertés des hommes qu'à celles des femmes.

En ce sens, ont été et sont encore féministes bien des femmes qui n'ont jamais eu l'idée même de le revendiquer, depuis la triomphante Aliénor d'Aquitaine, femme de tête, reine de France et d'Angleterre au XIIe siècle, au bras tantôt de Louis VII, tantôt d'Henri Plantagenêt, à la baronne Blixen, qui a construit et tenu seule et contre vents et marée sa ferme africaine, en passant par des esprits conquérants, créateurs et brillants comme Jeanne d'Arc et son armure ; Madame de Sévigné et George Sand et leurs mots fins, finesse d'esprit ; l'inventrice Marie Curie, et tant d'artistes, de la peintre Élisabeth Vigée Le Brun à la plasticienne Louise Bourgeois.

Je ne m'attaquerais pas à une discussion avec Simone de Beauvoir quant à savoir si on naît ou si on se construit femme – mythique « On ne naît pas femme, on le devient » du *Deuxième Sexe* paru en 1949. Mais je ne peux que partager ce qu'elle définit dans son maître ouvrage comme but ultime de tout être humain, à savoir « être libre et affirmer sa souveraineté en tant que personne ». Je ne m'aventurerais pas non plus dans un débat avec Gisèle Halimi, auteur en 1992 de *La Cause des femmes*, sur le statut d'« oppresseur opprimé » de l'homme : « Enfermée dans son rôle féminin, résume-t-elle, la femme ne mesure pas à quel point son oppresseur est lui-même prisonnier de son rôle viril. En se libérant, elle aide à la libération de l'homme. » Je sais juste qu'à mes yeux le féminisme, en tant qu'amour des libertés et droits humains, peut tout à fait s'accommoder de la joie d'ouvrir la porte ou de porter une valise à une femme. Qu'il ne renie en rien, jouant sur un tout autre terrain, ni la féminité, ni la merveille de l'altérité, ni l'élan de beauté, d'inspiration, de profond respect et d'amour qu'elle peut inspirer, ni bien sûr la miraculeuse, vitale et généreuse maternité.

L'amoureux des droits de l'homme et de la femme se plaît également à constater, comme on l'a déjà dit au fil de ces pages, que les allégories peintes, sculptées ou chantées de la liberté sont souvent des femmes, comme les Muses qui inspirent la création artistique – le plus grand élan de liberté qui soit, avec l'amour vrai ; et que la figure légendaire de la tenture exposée au musée de Cluny, régnant en six panneaux sur le monde et ses cinq sens, est une Dame. Sur le dernier lai de tapisserie, la Dame a à ses pieds une Licorne et une mention mystérieuse et sublime : « À mon seul Désir. »

Ferrand, Olivier (1969-2012)

La mort brutale, en juin 2012, d'Olivier Ferrand, à quarante-deux ans, a bouleversé le monde politique et le monde intellectuel français. Et l'ami que j'étais.

Brillant, Olivier l'était assurément. Son cursus, qu'il n'étalait pour rien au monde, en disait déjà long sur l'intelligence qui l'habitait. Diplômé de HEC, de Sciences-Po et de l'ENA, il a débuté sa carrière à la direction du Trésor, a été conseiller technique pour les affaires européennes du Premier ministre Lionel Jospin, puis conseiller politique du président de la Commission européenne Romano Prodi. Européen convaincu, il a, en 2004, rédigé le rapport « Construire l'Europe politique » commandé à Dominique Strauss-Kahn par Romano Prodi.

Marqué par la défaite de son camp en 2007, il crée, en 2008, Terra Nova, un *think tank* qu'il parvient à hisser en très peu de temps, au prix d'une énergie et d'un enthousiasme remarqués, comme l'un des pôles de rénovation intellectuelle de la gauche et, plus largement, de la vie politique française. On lui doit les « primaires à la française », dont il avait fait un livre avec Olivier Duhamel, et un trésor de têtes pensantes, d'idées, d'études et de recherches visant toutes à réinventer la social-démocratie, à mettre le socialisme français à l'heure du monde et à déringardiser la gauche en l'attirant délibérément plus vers le centre que vers l'extrême gauche.

Plusieurs médias et animateurs de débats nous avaient invités à nous confronter. Se définissant, lui, plus volontiers comme progressiste que comme socialiste, et me retrouvant, en tant que libéral, parfois bien éloigné des positions adoptées par une droite trop constructiviste, protectionniste, court-termiste et conservatrice à mon

goût, il nous arrivait souvent de constater, dans un même éclat de rire, que nous étions… d'accord, ce qui ne faisait pas l'affaire du journaliste ou de l'animateur en charge du débat !

Bien entendu, nous avions de nombreux points de divergence intellectuelle, mais Olivier faisait partie de ces contradicteurs avec qui débattre était un bonheur, la promesse d'une joute sincère, d'un croisement de fer honnête, structuré, constructif et joyeux. Véritablement solaire, la douceur de sa voix, l'éclat de son sourire et la précision de son regard illuminaient l'échange. Son sens de l'humour et la finesse de son analyse achevaient d'en faire un adversaire redoutable.

Nous étions devenus amis et nous voyions en dehors de ces échanges. Pour travailler ensemble, d'abord, et réfléchir à ces idées communes que nous avions à cœur de voir germer. Pour nous confier aussi, en confiance, sur les difficultés rencontrées. L'idée nous avait ainsi traversé l'esprit de créer une « entente », au sens du droit de la concurrence, sur le marché des idées : pour que les grands *think tanks* et quelques intellectuels plus solitaires s'annoncent à l'avance leurs sujets et rivalisent ensuite, en s'échangeant leurs contacts médiatiques, avec plus d'audience et de pertinence. Le monde des idées y aurait gagné. Les consommateurs aussi. Nous avions d'autres projets, sur le marché du travail, sur la réglementation bancaire, sur la nouvelle génération. Il y avait tant à faire avec un garçon comme Olivier.

Hélas, ce « jeune homme d'idées » qui avait su devenir, en plus, un « jeune homme de terrain » en gagnant, à la force du poignet et contre trop d'hostilité mesquine, une élection législative délicate, ce garçon que d'aucuns voyaient, dans son camp, comme un danger non seulement parce qu'il était puissant, rapide, charmant et travailleur, mais aussi parce qu'il était programmé pour tous les emmener vers le nouveau monde, ce qui ne plaisait pas à tous, a vu sa course s'arrêter net, comme foudroyé par le destin. Quelle souffrance. En perdant Olivier, j'ai perdu un complice de vie, un frère d'armes, une amitié en constant développement, qui ne cessait de croître et qui puisait ses racines dans le respect mutuel, l'énergie du changement et le regard profond des amoureux sincères. Car ce qui nous rapprochait était, véritablement, l'amour du débat d'idées et la volonté chevillée au corps de résister à toutes les oppositions, à tous les conformismes, pour faire triompher le juste, le vrai. Olivier était un modèle. Il le

restera. Je me souviens des mots très sensibles, très humains, échangés à son enterrement avec Manuel Valls. Je sens ce dernier, malgré des contraintes considérables et des différences de points de vue, investi de ce souffle réformiste qui définissait Olivier. Le vent de la liberté n'a pas fini de souffler.

Fiscalité

Au premier regard, il n'y a aucun rapport entre la liberté et la fiscalité, œuvre de la contrainte. Pourtant, dans l'histoire, les deux notions sont liées.

D'abord, la liberté dans sa dimension politique est directement liée à la fiscalité. Les grands textes anglais relatifs aux droits de l'homme ont consacré à partir du XIIIe siècle l'adage « pas de taxation sans représentation ». Si le monarque anglais voulait lever l'impôt, il devait en demander l'autorisation à son Parlement. Et c'est pour ne pas avoir respecté cette règle à l'égard des colons américains non « représentés » au Parlement de Westminster que la révolution s'est déclenchée en 1776.

La règle « pas de taxation sans représentation » n'était pas inconnue en France, au Moyen Âge. Mais elle souffrait d'exceptions. En premier lieu, elle ne s'appliquait, aux yeux des rois, qu'aux impôts nouveaux, et non à ceux qui avaient déjà pu être levés. En second lieu, même pour les impôts nouveaux, les monarques avaient tendance à s'affranchir de toute obligation. L'absence de réunion des états généraux à partir de 1614 se passe de tout commentaire à cet égard. Mais l'état déplorable des finances publiques à la fin de l'Ancien Régime amènera Louis XVI à convoquer les états généraux, avec les conséquences que l'on connaît.

Depuis lors, la conception de l'impôt a profondément changé. Jusqu'au début du XXe siècle encore, les fiscalistes tenaient pour la plupart à la conception traditionnelle selon laquelle l'impôt devait permettre de couvrir les dépenses publiques. Mais, insensiblement, la conception d'un impôt redistributif a pris le dessus. L'impôt, à commencer par l'impôt sur le revenu des années 1910, est devenu un

moyen d'intervenir tous azimuts dans le domaine économique et social, et d'égaliser les fortunes. Pour que l'impôt fût « juste », il fallait qu'il fût non plus proportionnel, mais progressif. Et pour faire payer plus encore les « riches », il fallait, chez nous, qu'un impôt sur la fortune fût établi.

La liberté, à partir d'un certain seuil, en vient à être excessivement bridée de tous ces prélèvements qui, comme l'a révélé Arthur Laffer, finissent même, une fois les taux trop hauts, à tellement désinciter l'action que les caisses de l'État s'en trouvent moins remplies.

Pour libérer la croissance, il n'y a pas mille voies : baisser les taxations en tout genre en réduisant les taux et en augmentant les assiettes, voire idéalement en supprimant la progressivité de l'impôt, c'est libérer les énergies.

Foucault, Michel (1926-1984)

Geoffroy de Lagasnerie, dans son brillant essai *La Dernière Leçon de Michel Foucault*, m'a ouvert les yeux sur la puissance fascinante de Foucault et cette plasticité, cette honnêteté intellectuelle le conduisant, à la fin de sa vie, à frôler avec envie, désir et même une certaine tendresse des idées qui me sont chères. Ce livre, révélant un grand curieux de la société de liberté, devrait rapidement atterrir sur les tables de chevet de tout dirigeant ambitionnant de réinventer non seulement la gauche, mais aussi la droite, tant ce n'est pas seulement la première, dont parle Lagasnerie, mais aussi la seconde qui ressemblent décidément trop à « une machine à dénoncer le matérialisme, le consumérisme, la marchandisation, l'individualisme, voire tout simplement la liberté ».

D'aucuns trouveront sans doute curieux que je fasse ici l'éloge d'un personnage *a priori* central de la gauche radicale de l'après-Mai 68, mais la lecture de la dernière leçon au Collège de France de l'auteur de *Surveiller et punir*, étrangement intitulée *Naissance de la biopolitique*, m'a littéralement coupé le souffle. Très violent à l'encontre du marxisme et du socialisme, Foucault se met à lire les héritiers de la tradition ordo-libérale (Eucken, Böhm, etc.) et les tenants de l'école autrichienne (Hayek, Mises, Nozick, Friedman, Becker), auteurs qualifiés par lui, sans que cela veuille dire grand-chose, mais c'est un détail, de « néolibéraux ». Le simple fait de leur consacrer un cours, sans les ostraciser ni les affubler d'injures ou de slogans réducteurs était déjà un exploit. Foucault annonce d'ailleurs, au début de son prestigieux séminaire : « Ce que je voudrais vous montrer, c'est que justement le néolibéralisme est tout de même quelque chose d'autre. Grand-chose ou pas grand-chose, je n'en sais rien, mais quelque chose

sûrement. Et c'est ce quelque chose dans sa singularité que je voudrais essayer de saisir. » Il voulait donc, de manière assumée, prendre le contre-pied de ses collègues germanopratins et rompre avec l'habitude caricaturant la pensée de liberté en une idéologie réactionnaire, dominante, droitière et conservatrice – ce qui n'a en effet aucun sens.

Mais Foucault, devenu très critique à l'encontre du planisme, du keynésianisme et de ce regard « central, totalisateur, surplombant », va plus loin. Au fil des cours, il finit très nettement si ce n'est par se laisser convaincre, du moins par accorder un réel respect à la rigueur, l'humanisme et la véracité profonde d'une pensée allant bien au-delà de l'économie et proposant une véritable éthique fondée sur la liberté individuelle et sur l'« ordre spontané » – une notion centrale que j'évoque longuement dans l'entrée « Ordre social ».

Foucault découvre dans la pensée de liberté, après son cours de 1976 formulant sa critique du marxisme, un lien de causalité entre les discours totalisants et les effets d'assujettissement et de hiérarchisation. Il perçoit simultanément l'humilité des amoureux de la liberté, leur regard lucide et modeste sur l'incapacité humaine à penser *a priori* un ordre social dépendant nécessairement de forces multiples et spontanées échappant au savoir d'un homme, fût-il dirigeant politique. Il retrouve même dans ce « néolibéralisme » sa propre préoccupation pour la mutiplicité des actes et des faits qui fonde le monde social, à l'opposé des prétentions universelles de grands discours déconnectés de l'agir humain.

De là à en faire un grand amoureux de la liberté, il n'y a qu'un pas que je franchis volontiers. Car Foucault ne me touche pas seulement par le regard neutre qu'il a bien voulu poser sur la pensée de liberté, ne craignant pas de pointer ses défauts (c'était évidemment monnaie courante dans son monde) et acceptant d'y percevoir ses mérites, notamment dans sa proportion libératrice (une attitude fondamentalement novatrice !), mais aussi par sa propre pensée émancipatrice.

Ce qui m'a séduit chez Foucault, c'est cette ambition enracinée de « déconstruction du paradigme qui, selon lui, fabrique de l'obéissance dans les sociétés contemporaines : la philosophie politique, la théorie du droit, la croyance dans l'État », comme le résume de Lagasnerie. Sa critique d'un système étatique décrit comme libérateur depuis Rousseau et Hobbes jusqu'à Rawls, Habermas et Derrida, mais visant

en réalité à assujettir la personne le rapproche en effet du dispositif contestataire des penseurs de la liberté. Lui aussi semble rêver à une sorte de coup d'État, un geste d'insoumission, de sédition d'une population reprenant le pouvoir sur sa propre vie tout en demandant au marché non de « laisser tout faire », mais de « ne pas laisser faire le gouvernement ». Cette disqualification d'un souverain tout-puissant ne fera évidemment pas rêver nos dirigeants, sauf ceux qui auront compris la bascule du nouveau monde, et la manière dont il faut repenser l'État pour réveiller, dans l'intérêt de tous, la flamme de la liberté. Foucault ayant emprunté, à la fin de sa vie, ce chemin, sa lecture ne pourra que les éclairer.

France irréformable

La France est-elle irréformable et, plus largement, rétive à la liberté ? Beaucoup finissent par le croire à force de rendez-vous manqués avec l'Histoire.

La France serait, m'explique l'historien Patrice Gueniffey, le seul pays du monde occidental où c'est l'État qui a construit la nation et non l'inverse. Nous serions ainsi, collectivement, le fruit d'une conception volontaire, arbitraire, artificielle, pensée d'en haut. Un pur constructivisme œuvrant de ce fait « à l'envers » de nos voisins qui auraient, eux, connu une gestation « à l'endroit » – la nation préexistait, chez eux, à l'administratif, au bureaucratique, au plan. Tel serait le péché originel, le génie mêlé de poison lent des Capétiens, qui ont joué aux architectes sociaux comme on joue aux apprentis sorciers pour unifier puis étendre un territoire à la diversité de paysages, de langues, de populations et de pratiques à nulle autre pareille.

Et pour aggraver notre cas, l'État central, faute d'argent, se serait, au cours des siècles suivants, toujours construit face à ses opposants successifs ou simultanés, souvent plus riches que lui, en recherchant le soutien de la classe moyenne *via* la distribution de protections et de rentes, et en maniant à son profit le concept, récupéré du droit romain, de souveraineté.

Cette France-État, préalable à la Nation-France, a produit de grandes figures qui alimentent l'exception française : Philippe Auguste, Philippe Le Bel, Louis XI, Louis XIV, Napoléon ou de Gaulle. Sans oublier les Richelieu et autres Colbert. Tous ardents défenseurs d'un État puissant, grignotant au nom de l'« intérêt général » les libertés individuelles au bénéfice de leurs droits à eux, accentuant au passage le sentiment étrange que l'étatisme coulerait dans nos veines.

Et que seuls les « grands hommes » pourraient nous sauver du déclin.

Patrice Gueniffey, qui m'avait déjà indirectement éclairé sur les racines de l'extrême gauche avec son lumineux *La Politique de la Terreur*, publiera, je l'espère, après son *Napoléon*, son *Histoire de France*. Il nous donnera à cette occasion, je le souhaite, autant d'explications que de raisons d'espérer.

Je lui en livre une, dont je n'ose imaginer qu'elle reflète la naïveté parfois évoquée des amoureux de la liberté, et me réfugie derrière le grand Tocqueville, qui voyait si juste sur nos gènes égalitaristes. Dans les démocraties, avançait-il, « chaque génération est un peuple nouveau ». Et les nouvelles générations ne croient plus dans un État surendetté et dispendieux. Elles pourraient en revanche se reconnaître dans une France récompensant de nouveau le travail, l'imagination et l'innovation, valorisant des valeurs fortes de liberté et de confiance, mais en les adaptant au nouveau monde (voir Uberisation).

Une telle inversion de vapeur nécessite-t-elle l'irruption d'un grand homme, ce personnage clé qui naît deux fois, comme l'évoquait Hugo, la première en tant qu'homme, la seconde comme génie ? La Ve République y pousse, mais Frédéric Bastiat avait une réponse à cela : « Il y a trop de grands hommes », dont on attend trop de choses et dont le pouvoir de nuisance est trop souvent démesuré.

Par ailleurs, on l'avait oublié, mais la liberté demeure la valeur préférée des Français. Ils sont ainsi, dans un sondage que je lis au moment où j'écris, 89 % à lui associer une image positive. La responsabilité arrive en deuxième position (88 % d'opinion positive). Entre la liberté, l'égalité et la fraternité, les Français placent toujours la liberté en premier (47 %) !

Les Français sont aussi 48 % à penser qu'ils n'ont pas assez de « liberté ou de contrôle total sur leur propre avenir » en raison, pour les plus nombreux, de « l'augmentation du nombre de restrictions, d'interdits et de recommandations dans la vie quotidienne ».

Au total, ils sont 73 % à estimer que l'État doit donner plus de liberté aux entreprises, contre seulement 61 % des Allemands. Sans surprise, alors que la société de défiance se déploie, cette proportion ne cesse de croître. Et pour faire face aux difficultés économiques, 53 % des Français estiment qu'il faut que l'État fasse davantage confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté.

On comprend ainsi mieux pourquoi les Français manifestent

nettement leur désaccord avec de nombreuses réformes qui accroissent les contraintes : ils sont 85 % à vouloir que le statut d'auto-entrepreneur soit maintenu ; l'utilisation de fonds publics pour créer des emplois aidés ne convainc que 38 % d'entre eux ; 74 % trouvent la politique fiscale actuelle injuste ; 74 % préfèrent la réduction des dépenses à l'augmentation des impôts ; 54 % comprennent que les plus riches quittent la France étant donné la pression fiscale qu'ils subissent. Les plus jeunes sont les plus disposés à soutenir cette position.

On a trop l'habitude de penser que les Français sont obsédés par l'égalité et à brider le réformisme sur ce fondement. Mais la liberté n'est pas un amour de vacances, c'est un amour à vie ! Les tenants de l'État papa doivent comprendre que face à des individus majeurs, adultes et responsables, il est urgent de nous laisser vivre pleinement cette idylle. Et qu'on ne nous dise pas que les corps intermédiaires, telles de vieilles tantes acariâtres, nous en empêchent : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles » ! La sagesse de Sénèque devrait nous inspirer et nous inviter, comme nous l'avons fait avec le psychiatre Patrice Huerre, dans *La France adolescente*, à sortir d'un schéma mental malsain dans lequel nous sommes traités comme des adolescents pathologiques par des politiques-parents beaucoup trop intrusifs.

France libre

Pour comprendre la différence entre légalité et légitimité, on se réfère, à raison, à l'opposition entre le gouvernement de Vichy et la France libre pendant la Seconde Guerre mondiale. D'un côté, la délégation de pouvoirs au maréchal Pétain, la collaboration et la honte. De l'autre, la désobéissance à la loi injuste, la Résistance et l'honneur.

L'acte libre et puissant d'un simple général deux étoiles de ne pas respecter l'armistice voulu par un maréchal de France « livrant le pays à la servitude » a changé le destin d'une nation. Elle a été peu suivie à l'origine, et ce même si les intentions abjectes de Pétain, dans l'exposé des motifs de la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, étaient clairement exposées : autoritarisme, corporatisme, anti-individualisme obsessionnel, holisme. Un anti-manuel d'amour de la liberté.

Il est revenu à la France libre, sublime élan de l'histoire, une double tâche : l'une dont elle s'est admirablement acquittée, l'autre beaucoup moins. La première, la victoire splendide, imposant un respect éternel de « l'offensive de la liberté ». La seconde, élaborer un programme politique, économique et social capable de mettre la France sur les rails de la paix et de la prospérité. Hélas, certaines idées du Conseil national de la Résistance, influencées par l'idéal communiste, ont posé les bases, en France, de nos difficultés actuelles. Le devoir d'inventaire vaut aussi pour les mythes triomphants.

Franklin, Aretha

« Think »

You better think
Think about what you're trying to do to me
Think
Let your mind go. Let yourself go free
Let's go back let's go back let's o way on back when
I didn't even know you. You couldn't 'o been too much more than 10
I ain't no psychiatrist I ain't no doctor with degrees
But it don't take too much IQ to see what you're doin' to me
Freedom, Freedom
There ain't nothing you could ask I can answer what you want
But I was gonna change my mind if you keep doin' things I don't
People walkin' 'round everyday planning games and taking scores
Tryin to make other people lose their minds well be careful you
don't lose yours
You need me and I need you
Without each other there ain't nothing we can do
Oh Freedom, Freedom
There ain't nothing you could ask I can answer what you want
But I was gonna change my mind if you keep doin' things I don't

You need me and I need you
Without each other there ain't nothing we can do
Freedom…

J'adore l'énergie de cette chanson. Je suis fou de son refrain. J'aime aussi le message qui gronde derrière cette voix de légende. En creux de cette adresse féminine à celui qui se comporte mal, transparaît l'idée que penser (*think*), c'est être libre, et qu'agir librement, ce n'est pas agir sans morale, sans responsabilité. Les femmes sont, ici, invitées à s'affranchir, comme dans le film *The Blues Brothers*, quand Aretha, chantant et dansant entourée de femmes, répond par cette incroyable chanson à l'homme qui l'enjoignait de se taire (« *Oh shut up woman !* »).

Avec Aretha, dont les larmes ont bouleversé le monde quand elle a reçu des mains du président des États-Unis la célèbre médaille présidentielle de la Liberté, on baigne évidemment en pleine culture gospel, celle des églises de son enfance, ce chant brisant les chaînes pour offrir la liberté, dont le cœur a tant saigné de l'esclavage et du racisme, à tous les êtres humains, sans distinction de race, de religion ni d'origine.

Comment ne pas penser, ici, à tous ces hymnes anglo-saxons qui m'ont fait chanter, vibrer, danser, des « Freedom » de Jimmy Hendrix ou, plus récemment, de Pharrell Williams, au « I'm Free » de The Who.

Penser surtout à cet autre immense amoureux de la liberté, Nelson Mandela, qui, lors de son procès en avril 1964, déclare, au terme d'une plaidoirie de quatre heures devant le Cour suprême de l'Afrique du Sud à Pretoria : « Toute ma vie je me suis consacré à la lutte pour le peuple africain. J'ai combattu contre la domination blanche et j'ai combattu contre la domination noire. J'ai chéri l'idéal d'une société libre et démocratique dans laquelle toutes les personnes vivraient ensemble en harmonie et avec les mêmes opportunités. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et agir. Mais, si besoin est, c'est un idéal pour lequel je suis prêt à mourir. » La liberté fut même son cri au soir de son élection à la présidence de la République, le 10 mai 1994 : « Jamais, plus jamais, ce beau pays ne vivra l'oppression des uns par les autres ! […] L'humanité ne connaîtra pas plus grand accomplissement. Que règne la liberté ! »

« Freedom » mais aussi « Respect » sont devenus des hymnes, et figurent parmi mes hymnes. Cette dernière, sublime, écrite par le génial Otis Redding, offre un autre cri de liberté au soutien de la lutte pour les droits civiques de la communauté afro-américaine et une injonction vibrante au soutien de l'égalité homme-femme. Elle fait inévitablement danser et fondre tous les amoureux de la liberté.

« Respect »

What you want (hooo) baby I got it
What you need (hooo) you know I got it
(Hooo) all I'm asking (hooo) is for a little respect
(Just a little bit) when you come home
(Just a little bit) hey baby (Just a little bit)
When you come home (Just a little bit) Mister

I ain't gonna do you wrong while you're gone
I ain't gonna do you wrong 'cause I don't wanna
All I'm asking is for a little respect when you come home
(Just a little bit) Baby (Just a little bit)
When you come home (Just a little bit) Yeah

I'm about to give you all of my money
And all I'm asking in return honey

Is to give me my profits when you get home
(Justa Justa Justa) Yeah baby when you get home

(Just a little bit) Yeah (Just a little bit)

Hooo your kisses sweeter than honey and guess what so is my money
All I want you to do for me is give it to me when you get home
(Re re re re spect) Yeah baby whip it to me
(Just a little bit) when you get home now (Just a little bit)

R-E-S-P-E-C-T find out what it means to me
R-E-S-P-E-C-T take out the TCB ohhhh (Sock it to me, etc.)

A little respect oh yeah (Just a little bit)
A little respect (Just a little bit)

Gary, Romain (1914-1980)

« Absolument résolu à la séduire immédiatement et pour toujours, de façon qu'il n'y eût plus jamais de place pour un autre homme dans sa vie, je fis comme ma mère me l'avait dit et, m'appuyant négligemment contre les bûches, je levai les yeux vers la lumière pour la subjuguer. » Ainsi le petit garçon de *La Promesse de l'aube*[1] part-il à la conquête de l'élue de son cœur. Et quels horizons infinis dans les yeux si clairs de Romain Gary. Des yeux éblouis de soleil d'avoir trop senti, trop cherché, trop percé la vie, jusqu'à y mettre fin de sa propre main en 1980. Gary, qui veut dire « brûle ! » en russe, et dont le vrai nom, Kacew, reçu à sa naissance à Vilnius en 1914, s'est aussi effacé sous un autre nom de plume, Ajar – ce qui valut, c'est si connu, à l'écrivain deux prix Goncourt sous deux identités différentes, l'un en 1956 pour *Les Racines du ciel*, l'autre en 1975 pour *La Vie devant soi*. Un titre magnifique, au goût de liberté inimitable. Car tout, chez Gary, a été profondément libre et romanesque : son itinéraire d'homme, ses choix, ses engagements et ses combats, son œuvre et son regard d'écrivain.

« Tu seras Gabriele d'Annunzio ! », avait prévu une mère impossible à contrarier. Romain Gary a fait encore plus fort en devenant lui-même, un lui-même pluriel, dont chaque facette est époustouflante de talent, de singularité et d'indépendance. Adolescent ambitieux qui se fit connaître de Kessel et de Malraux, écrivain d'une sensibilité et d'une finesse à fleur de peau, aviateur, résistant, fidèle de la France libre, diplomate, grand reporter, scénariste… Gary avait plus que la vie, toutes les vies, toutes les légendes devant lui.

Mina Kacew n'aurait pas été déçue. Elle avait quitté l'Empire russe avec son fils pour lui offrir le meilleur des avenirs dans une France

qu'elle rêvait patrie des arts, des lois, de Victor Hugo, des salons et de la galanterie. Le couple mère-fils, fusionnel, s'installe à Nice en 1928. De là, Romain part étudier le droit à Aix puis à Paris, avant de faire son service militaire dans l'aviation et d'intégrer l'École de l'air, dont il sort parmi les meilleurs élèves officiers. Mais la guerre éclate. Et il choisit très vite son camp : dès 1940, il rejoint les Forces aériennes françaises libres, puis le groupe Lorraine au sein de la Royal Air Force. On connaît ses faits de résistant : d'octobre 1943 à avril 1944, Gary participera à vingt opérations de bombardements en France, Hollande et Belgique, avec une blessure grave à la clé. Compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance : Romain Gary a été un grand défenseur et un grand amoureux de la France libre.

De la France tout court, de ses valeurs, de son histoire : « Pas une seule goutte de sang français ne coule dans mes veines, seule la France coule en moi. » Sa mère, qui vénérait la France, ne l'avait pas imaginé autrement : « Tu seras un héros, tu seras général, ambassadeur de France ! » Il le sera en effet, et sa carrière de diplomate pour la République française le conduira en Bulgarie, en Suisse, à l'ONU à New York, à Londres et à Los Angeles, où il sera consul général, et où il va rencontrer sa seconde femme, l'actrice Jean Seberg – inoubliable héroïne d'*À bout de souffle*.

Romain Gary, absolument français, était aussi profondément européen – merveilleuse *Éducation européenne*[2], roman écrit en 1943 et publié en 1945, véritable hymne à la liberté qui retrace le combat de résistants polonais, ukrainiens, juifs, et leur espoir de sauver, avec l'idéal européen, toute l'humanité. Dans l'épilogue, le héros Janek, devenu père, traverse de nouveau la forêt, trois ans après l'hiver 1942, et se souvient des dernières paroles de son camarade avant de mourir : « Parle-leur de la faim et du grand froid, de l'espoir et de l'amour. » On ne peut s'empêcher, en fermant le roman, de s'interroger sur le sens, aujourd'hui, d'une « éducation européenne ». Dans le roman de Gary, elle se fait par l'expérience de l'autre, par l'amitié, l'amour, et dans l'engagement de soi tout entier pour des valeurs sacrées – la liberté et la paix, précieux don de l'Europe qu'on a si souvent tendance au pire à oublier, au mieux à considérer comme acquis, quand il mérite nos plus fervents égards. Les épreuves que traversent les héros de Gary, incarnés dans la littérature et dans l'art de l'écriture

– haute forme d'héritage et d'éducation européenne s'il en est –, nous le rappellent ardemment.

Humaniste entier dans ses actes et dans son œuvre, on ne peut pourtant pas dire de Gary qu'il soit d'un bloc. Son goût de la liberté se manifeste non dans une ligne franche, mais dans un tableau impressionniste à mille touches, dans le « jeu picaresque de ses multiples identités », pour paraphraser l'écrivain Alain Bosquet.

Gary s'est toujours plu à brouiller les pistes, dans ses interviews où il inventait, raturait, réinventait sans cesse ses origines géographiques et familiales, comme dans son jeu de plume : Gary a écrit, outre sous le nom d'Émile Ajar, sous ceux de Fosco Sinibaldi et Shatan Bogat. Le mystère Ajar n'a été percé qu'après sa mort, avec la surprise que l'on sait pour le Goncourt – deux prix pour le même homme, fait absolument unique ! « Ne dis pas forcément les choses comme elles se sont passées, mais transforme-les en légendes et trouve le ton de voix qu'il faut pour les raconter », s'explique-t-il dans *La nuit sera calme*[3].

Dissimuler pour fuir, ou pour tricher ? Ce serait une lecture bien courte de Gary ! Non : en protégeant une part de la vérité et de son identité, Gary joue avec la vie, avec ses possibles, échappe aux diktats du réel. Il fait aussi un pied de nez à tous les manichéismes (« Il m'a expliqué en souriant que rien n'est blanc ou noir et que le blanc, c'est souvent le noir qui se cache et le noir, c'est parfois le blanc qui s'est fait avoir ») et à la « soudaine et aveuglante visibilité du monde » – celle qui essentialise, celle qui, par le biais d'étiquettes, de chronologies et d'identités figées, enferme définitivement dans les certitudes : « L'espoir exige que le vocabulaire ne soit pas condamné au définitif pour cause d'échec », écrit-il dans *Gros Câlin. Vie et mort d'Émile Ajar*[4], les quarante pages posthumes où Gary explique pourquoi et comment il a imaginé ces quatre romans signés Émile, est aussi un véritable cri d'indépendance. Gary y dénonce une « terreur dans les lettres » et le manque de sérieux de la critique parisienne : choisir Ajar lui a permis de n'être plus prisonnier de « la gueule qu'on lui a faite ».

Gary ne voulait pas non plus être prisonnier du temps : il ne voulait pas vieillir. « Je pense que pour vivre, il faut s'y prendre très jeune, parce qu'après on perd toute sa valeur et personne ne vous fera de cadeaux », avance-t-il dans *La Vie devant soi*[5]. « Catastrophe, répondait-il dans un entretien où on l'interrogeait sur la vieillesse. Mais ça ne m'arrivera pas. Jamais. J'imagine que ce doit être une chose atroce, mais comme moi, je suis incapable de vieillir, j'ai fait un pacte avec ce monsieur là-haut, vous connaissez ? J'ai fait un pacte avec lui aux termes duquel je ne vieillirai jamais. » La liberté ou la mort ? La question du suicide est un abîme sans fond, un vertige infini pour tout amoureux de la liberté et de la vie. Je suis cependant trop amoureux de la vie, de ma vie, et j'ai vu de trop près les conséquences collatérales de ce genre de geste définitif pour y adhérer, même si je respecte l'épouvantable pulsion de liberté.

L'œuvre de Gary pourtant – dont on a souvent dit qu'elle avait été éclipsée par la vie si riche de son auteur (« J'appartiens, moi, à la vraie race maudite qui est celle des écrivains que l'on ne cite jamais », a-t-il pu livrer en entretien) – est une ode à la vie sous toutes ses couleurs – depuis de fulgurantes tendresses à cet humour fin qui est une courtoisie du désespoir.

De sa première nouvelle publiée à vingt et un ans, « L'orage », à *Clair de femme*, Gary veut redresser le monde et l'arracher à la barbarie. À travers la dignité de ses personnages, il ambitionne celle de l'humanité tout entière. Ses héros sont des révoltés, des assoiffés de vérité. Le petit Momo de *La Vie devant soi* aime à tout rompre et notamment, en dépit de toutes les apparences, l'ancienne prostituée

Madame Rosa, la seule mère qui lui reste, même si « avec tous ces kilos qu'elle portait sur elle et seulement deux jambes […] c'était une femme qui aurait mérité un ascenseur ». La savoureuse Lady L., vieille dame britannique *so* respectable, ne s'accommode pas de l'aimable façade de mensonges dans lesquels se complaît sa famille : les confidences qu'elle livre sur sa vie rocambolesque dressent un portrait impitoyable de l'époque victorienne tiraillée entre révolutionnaires anarchistes et aristocrates. Morel, héros déterminé et hors norme des *Racines du ciel*, dit beaucoup plus qu'il n'y paraît à travers la lutte qu'il mène contre l'extermination des éléphants : à travers son combat, s'exprime sa soif vitale de survivant des camps de travail de la Seconde Guerre mondiale, son engagement pour l'indépendance et la fin de la mascarade coloniale, la marche vers la modernité. Dans *Chien blanc*, surprenante autofiction, Gary évoque à travers la rééducation d'un berger allemand dressé à attaquer spécialement les Blacks dans l'Amérique encore gangrenée de ségrégation des années 1960 la reconnaissance des Noirs américains pour leurs pleins droits civiques et les émeutes raciales qui suivirent l'assassinat de Martin Luther King. On pourrait poursuivre : chez Gary, chaque roman a sa grande cause de vérité, de liberté.

Mais au-delà des grands thèmes et des révoltes historiques contre toutes les oppressions, tous les totalitarismes, la liberté, chez Gary, réside aussi dans la puissance de l'imagination : « La marge entre ce que nous pouvons attendre de la réalité et ce que nous en attendons secrètement ne peut être remplie que par l'art et la fiction. » Artiste dans son siècle, Gary était aussi un magicien du rêve. « J'ai toujours rêvé d'avoir un trésor caché quelque part où il serait bien à l'abri de tout et que je pourrais découvrir chaque fois que j'avais besoin », imagine-t-il dans *La Vie devant soi*. Gary était capable de transformer la réclusion dans un tas de bûches, dans *La Promesse de l'aube*, en tendre occasion de reprendre goût à la vie : « Je ramassai les miettes du gâteau au fond de ma poche et les lui offris. Il se montra intéressé et s'appuya contre mon nez, la queue raide. Il me mordit l'oreille. Bref, la vie valait à nouveau la peine d'être vécue. […] J'ai toujours pensé depuis qu'il vaut mieux avoir quelques miettes de gâteau sur soi, dans la vie, si on veut être aimé d'une manière vraiment désintéressée. » Parce qu'imagination et amour, bien sûr, sont indissociables : « L'amour, tu sais, ce dont il a le plus besoin, c'est

l'imagination. Il faut que chacun invente l'autre avec toute son imagination, avec toutes ses forces et qu'il ne cède pas un pouce de terrain à la réalité ; alors là, lorsque deux imaginations se rencontrent… Il n'y a rien de plus beau », assène-t-il dans *Les Enchanteurs*[6] en 1973.

Gary et son œuvre, Gary dans son œuvre, enfin, c'est la quête filée, lancinante, du dépassement de soi. Le petit garçon de *La Promesse de l'aube* passe sa vie, mot à mot, fait à geste, à devenir lui-même, à se libérer d'un amour maternel monumental (« Ce que je veux dire, c'est qu'elle avait des yeux où il faisait si bon vivre que je n'ai jamais su où aller depuis ») pour le transformer en réalisations d'homme et en amour pour la vie tout entière : « L'amour, lui, comprend tout, a réponse à tout, résout tout et il n'y a que le laisser faire. » Le « laisser faire de l'amour » : depuis que j'y succombe, hors de question de m'éloigner de ses yeux !

Gastronomie

La liberté est la source vive de toute création. Si la contrainte peut mener à la qualité de reproduction d'un art, seule la liberté autorise l'innovation folle, le pied de nez aux habitudes, le mariage du jubilatoire et de l'insolite, avec ou sans empreinte classique. C'est vrai en tout, et notamment en cuisine ! Combien de fois, épris de sensibilité gastronomique, ai-je été transporté, bouleversé par la puissance de l'évasion culinaire, bousculé, comme on renverse la table (au demeurant joliment dressée), par la perfection dans la réalisation d'un plat classique ou l'imagination d'un grand chef ? Quoi de plus libre que le grand art de cuisiner ? Imagine-t-on la liberté, dans « l'aquarium » d'un maître de la gastronomie mondiale, demeurer aveugle et sourde à cette quête de plaisir et de vérité, à cette ode à elle-même, à ces produits savamment choisis, unis, mariés avec génie ? Je la vois, j'en suis sûr, assouvissant ses désirs, fascinée par l'inspiration qu'elle provoque, et tout engaillardie des saveurs à venir.

Muse du talent humain, la liberté est elle-même gourmande, charnelle, sucrée, salée, suave, délicieusement amère. Elle se sent, se hume, se croque, s'écoute et se caresse. Elle se promène, explosive, de papilles en papilles. Elle trinque, se boit et se mange, et festoie sans retenue dès qu'elle s'exprime sans limite. Dans une cuisine, sur les fourneaux ou inspirant un dressage, elle respecte de nombreuses règles, ce que trop souvent on oublie. Des codes stricts, des équilibres subtils, des partitions précises et des accords majeurs. La liberté naît de l'ordre quand les cadres sont posés et respectés.

L'amour de la liberté côtoie joyeusement celui de la bonne chère, et cette admiration sincère, presque orgasmique, pour les réalisations de ces artistes de l'éphémère qui vous offrent un moment suspendu,

un instant de jouissance. Brillat-Savarin voit juste quand il affirme que « la découverte d'un mets nouveau fait plus pour le bonheur du genre humain que la découverte d'une étoile ». Et la cause, comme disent les juristes, l'origine première de ce progrès, c'est bien évidemment la liberté créatrice, et « l'intelligence », comme disait Revel.

Jean-François Revel incarnait, par sa plume et son expert coup de fourchette, cet amour si complémentaire pour la divine liberté et l'exquise gourmandise. Dans *Un festin en paroles*, on croise Aristophane, Juvénal, Horace, Rabelais et même Casanova. La gastronomie emprunte aussi au monde. Et cela ne date pas d'hier. Car si le pain, la charcuterie et le fromage étaient déjà réputés à l'époque gauloise dans tout l'Empire romain, la cuisine française serait née de l'intégration d'influences étrangères, lorsque Henri II se marie avec Catherine de Médicis et qu'elle amène avec elle ses cuisiniers italiens. Le foie gras n'apparaît que suite à l'importation au XVIIe siècle du maïs d'Amérique du Sud sans lequel les oies ne peuvent être gavées. La tomate, le piment et le haricot, qui font l'originalité du cassoulet, sont tous trois des produits importés des conquêtes coloniales. La cuisine paraît ensuite au cœur de la libre et belle mondialisation. Elle accepte l'étranger, le digère et le recrée. Elle n'a pas peur de l'autre, elle l'accueille, l'invite à s'asseoir et le charme. Les mariages y sont blancs, noirs, jaunes, en fonction des ingrédients, et c'est l'humanité qui jubile. La gastronomie se gausse donc de ceux qui la préviennent des menaces d'une uniformisation du goût importée des fast-foods nés outre-Atlantique. On peut, dans la même semaine, avaler un sandwich (bien choisi) et vibrer chez mon ami Alain Ducasse. Croyez-moi, nous

sommes assez adultes pour faire la différence : au diable l'infantilisation ! Et gardons-nous du primat de la sécurité sur le libre et bon goût (comme sur le libre et bon sens !), de ces réglementations excessives qui prennent l'imagination culinaire en tenaille, d'une gastronomie soudain administrée, technocratisée et, pour le coup, pleinement uniformisée par des normes asséchantes. La liberté, c'est la confiance dans ceux qui créent, dans ceux qui consomment, et dans cette rencontre vertueuse entre passionnés. Le bouche à oreille à l'ancienne ou sur la Toile feront toujours le reste. À table !

Gide, André (1869-1951)

> Nathanaël, à présent, jette mon livre. Émancipe-t'en. Quitte-moi […]. Nathanaël, jette mon livre, ne t'y satisfais point […]. Jette mon livre ; dis-toi bien que ce n'est là qu'une des mille postures possibles en face de la vie. Cherche la tienne. Ce qu'un autre aurait aussi bien fait que toi, ne le fais pas. Ce qu'un autre aurait aussi bien dit que toi, ne le dis pas, aussi bien écrit que toi, ne l'écris pas. Ne t'attache en toi qu'à ce que tu sens qui n'est nulle part ailleurs qu'en toi-même, et crée de toi, impatiemment ou patiemment, ah ! le plus irremplaçable des êtres.

Émancipe-toi, reconnais-toi, deviens toi-même, ce pour quoi tu es fait, par toi-même : la vie et l'œuvre entière de Gide sont arquées par ce splendide et exigeant commandement. Gide, c'est un travail de sincérité permanent, vertigineux, pour se libérer de tout : d'une éducation puritaine, de la sollicitude d'une mère « aux vertus haïssables » (« Familles ! Je vous hais ! Foyers clos ; portes refermées, possessions jalouses du bonheur », tonnent, célèbres, *Les Nourritures terrestres*[7]), des préjugés d'une époque corsetée de principes et, plus encore, de l'injonction de cohérence qu'un monde rétif à la complexité lui crie à la face : sois d'un bloc, d'une ligne, lisible et clair !

La vie d'André Gide est un tissu de contradictions – « petit garçon qui s'amuse, doublé d'un pasteur qui s'ennuie », tel qu'il se décrit lui-même, fils d'un protestantisme rigide tiraillé par son inclination au plaisir (ces « mauvaises habitudes » qui suscitent son renvoi à huit ans de la très recommandable École alsacienne), amoureux chaste de sa cousine Madeleine et amant fou des hommes, puissamment classique et profondément moderne, aspirant au sacré mais contrarié de scepticisme. Il faut relire *Numquid et tu ?*, ces feuillets de l'ultime libération religieuse et du rejet du dogmatisme catholique, ou *La Symphonie pastorale*[8] : « Je cherche à travers l'Évangile, je cherche en vain commandement, menace, défense… Tout cela n'est que de saint

Paul. Et c'est précisément de ne le trouver point dans les paroles du Christ, qui gêne Jacques. Les âmes semblables à la sienne se croient perdues, dès qu'elles ne sentent plus auprès d'elles tuteurs, rampes et garde-fous. De plus elles tolèrent mal chez autrui une liberté qu'elles résignent, et souhaitent d'obtenir par contrainte tout ce qu'on est prêt à leur accorder par amour. »

La leçon de liberté de Gide, à mes yeux, est précisément celle-ci : reconnaître, assumer et chérir ces mille reflets de l'âme. Ne pas plier au diktat de la cohérence : « On ne tracera pas aisément la courbe de ma vie morale ! », sourit-il en 1909. Reconnaître et accueillir les infinies potentialités de l'être : « Qu'un bourgeon de Michel soit en moi, il va sans dire, écrit Gide au sujet du héros de *L'Immoraliste*[9] dans une lettre à son ami Robert Scheffer, qui avait attribué la beauté du roman à l'identification de l'auteur au héros. Que de bourgeons nous portons en nous, cher Scheffer, qui n'écloront jamais que dans nos livres ! » Christophe Ono-dit-Biot ne me disait pas autre chose quand il m'avouait ne pas seulement ressembler – même s'il n'est pas lui – au héros de *Plonger*, mais également à Paz, à Hector, à tous ces personnages qui puisent nécessairement en lui, leur géniteur de plume.

« Je ne suis pas pareil aux autres ! », pleurait, avant de pouvoir comprendre cela, le petit garçon désespéré qu'il était dans *Si le grain ne meurt*[10]. Le seul remède à l'angoisse est devenu la quête de soi, audacieuse, courageuse, libre. Pour Gide, « suivre sa pente pourvu que ce soit en montant » se fait au prix d'un examen critique permanent, d'une sollicitation infinie de sa conscience. « Appliquant mon rêve à la vie, je me construisais une éthique qui devenait une science de la parfaite utilisation de soi par une intelligence contrainte », exprime-t-il à travers Michel. Et son itinéraire intellectuel et littéraire « monte », dans une libre et perpétuelle invention de soi : « Que chacun de mes livres se retourne contre les amateurs du précédent, cela leur apprendra à ne m'applaudir que pour le bon motif et à ne prendre chacun que pour ce qu'il est : une œuvre d'art », écrit-il en 1924. Oui, les soixante œuvres qui ont valu à Gide le prix Nobel de littérature en 1947, et que j'ai dévorées entre dix-huit et vingt ans, sont toutes dissemblables et surprenantes ; leur unité, c'est sa présence à lui, une présence multiple, permise, libérée par le pouvoir de l'écriture.

Car, pour Gide, l'instrument d'émancipation par excellence,

l'exutoire à toutes les dissonances, c'est la plume : « Élever l'homme au-dessus de lui-même, le délivrer de sa pesanteur, l'aider à se surpasser, en l'exaltant, le rassurant, l'avertissant, le modérant, n'est-ce pas là le but secret de la littérature ? » (*Feuillets d'automne*). Et cette délivrance par la création ne peut se faire – c'est la deuxième grande leçon que l'amoureux de la liberté que je suis aime retenir de Gide – que dans un dialogue fertile avec la contrainte. « L'art naît de contrainte, vit de lutte, et meurt de liberté » (*Prétextes*) : merveilleux et vertigineux éclair de sens ! « Souvent, écrit Gide dans *Si le grain ne meurt*, je me suis persuadé que j'avais été contraint à l'œuvre d'art parce que je ne pouvais réaliser que par elle l'accord de ces éléments trop divers, qui sinon fussent restés à se combattre, du moins à dialoguer en moi. »

Et l'écriture de Gide, splendide, se contraint elle-même : il mène une croisade contre le « romantisme intérieur », s'imposant un classicisme fait de pudeur, de litotes, de frémissements domptés. Il se soumet à une règle de dépouillement, de « banalité », tout en accueillant – toujours ces fertiles contradictions ! – des néologismes audacieux, des ruptures de syntaxe, des hardiesses qui mêlent purisme et incorrections. Il chérit le classique tout en révolutionnant le roman : *Les Faux-Monnayeurs* tournent le dos au réalisme, au naturalisme, et se lancent dans une mise en abyme qui superpose deux récits, roman d'un roman en train de s'écrire. Gide, ou les premières lettres du « nouveau roman » !

Cette paternité ne lui aurait sûrement pas plu, lui qui refusait et renvoyait les disciples, plaçant au sommet de tout l'originalité et l'autonomie de l'individu libre, arguant que seuls croyaient pouvoir le prendre pour modèle ceux qui l'avaient mal compris. Pourtant, le « gidisme » a eu ses théoriciens, et ses détracteurs criant à une épidémie littéraire d'indécence. Mais Gide ne cherche pas à choquer. C'est comme une éthique de la sincérité qu'il pratique l'aveu non voilé, qu'il explore l'« acte gratuit » – troublantes *Caves du Vatican*, où Lafcadio explore les limites de sa liberté en précipitant sans raison son compagnon de compartiment au bas du train en marche (c'est ce qu'on appelle « le vertige de la liberté ») –, qu'il dresse dans *L'Immoraliste* la synthèse de ses expériences libératrices ou qu'il célèbre la « disponibilité » – celle du Ménalque des *Nourritures terrestres* et de l'Immoraliste, célibataire défait de toute attache, ou la

sienne, « voyageur sans bagage » dans ses longs périples africains.

Et ce n'est pas seulement pour ses « indécences » que Gide agace – hier comme aujourd'hui (il serait sûrement aussi difficile de publier ses confessions pédérastes que dans les années 1920) – ou que l'Église inscrit son œuvre, un an après sa mort en 1952, à l'*Index librorum prohibitorum*. C'est aussi pour ses engagements : « Belle fonction, celle d'inquiéteur ! », assume-t-il dans son *Journal* en 1935. Il questionne tout – homophobie, colonialisme, stalinisme.

Intime d'Oscar Wilde, il est parmi les premiers à assumer et défendre ouvertement le droit à l'homosexualité dans *Corydon*, qui fait scandale à sa sortie en 1924, et dont il dira dans son *Journal* cette année-là qu'il est « le livre le plus important et le plus utile » de sa carrière. *Voyage au Congo* (1927) et *Retour au Tchad* (1928), inspirés de ses voyages en Afrique, livrent quant à eux une critique acerbe du système colonial. Tenté, comme beaucoup d'autres à cette époque, par le communisme au début des années 1930, il se rend en voyage officiel en URSS en 1936 où il est reçu par Staline lui-même et déchante rapidement : *Retour de l'URSS* dénonce alors, avec une liberté fascinante et une indépendance admirable, la déception provoquée chez ce bel esprit par un régime dont il décrypte, derrière les efforts de propagande, les ressorts totalitaires, quitte à essuyer une pluie de critiques des détenteurs du prêt-à-penser parisien.

Mais ne nous y trompons pas : « Il n'adhère jamais aux meilleures causes qu'avec des restrictions mentales de jésuite, jamais aussi proche de la porte que lorsqu'il est sur l'estrade – Staline en sera estomaqué. Le bonheur personnel, et non le salut collectif, est son affaire exclusive », décrypte l'écrivain et critique Angelo Rinaldi. « Tout lui est bon, poursuit l'académicien à propos du *Journal* de Gide : une cigarette quand il décide de ne plus fumer, la lumière de l'aube dans une rue de Paris, un regard qui lui revient à tire-d'aile, un regain que le corps n'espérait plus au réveil, un film où joue Raimu, et pas de voisins qui protestent – la maison est vaste – lorsque, au piano, il massacre à loisir Chopin ou Schumann […]. Personne ne sait mieux que lui jouir de l'instant qui passe et n'a pas de mémoire. »

Hic et nunc, sans projection et sans remords : dilution de toute responsabilité, ou refuge ultime de la liberté ? Chacun écoutera en lui sa propre réponse à l'écho des *Nourritures terrestres*[11] :

J’ai peur que tout désir, toute énergie que je n’aurais pas satisfaits durant ma vie, pour leur survie ne me tourmentent. J’espère, après avoir exprimé sur cette terre tout ce qui attendait en moi, satisfait, mourir complètement désespéré. Tout être est capable de nudité ; toute émotion, de plénitude. Mes émotions se sont ouvertes comme une religion. Peux-tu comprendre cela : toute sensation est d’une présence infinie. Nathanaël, je t’enseignerai la ferveur. Nos actes s’attachent à nous comme sa lueur au phosphore. Ils nous consument, il est vrai, mais ils nous font notre splendeur.

Grève des entrepreneurs (Ayn Rand)

Nous vivons, sans le savoir, la prophétie d'Ayn Rand. La romancière philosophe, farouche anticollectiviste et championne de l'objectivisme, a anticipé, dès les années 1950 et avec une lucidité époustouflante, les méfaits de la montée en puissance de l'interventionnisme larvé et de la collusion pernicieuse entre certains dirigeants d'entreprise et de gouvernements cherchant, au mépris de la morale et de la liberté, à asseoir, bons sentiments à l'appui, leur pouvoir, à accroître leurs privilèges et à écraser leurs concurrents.

Atlas Shrugged, son immense roman prophétique de 1957, dont plus de 10 millions d'exemplaires ont été vendus et qui a été lu par plus de 30 millions d'Américains (on lui prête une influence déterminante dans l'élection de Ronald Reagan à la Maison Blanche), classé juste après la Bible au deuxième rang des livres ayant le plus influencé les Américains, a été traduit et publié en français en 2011. Tout le monde devrait lire cette fantastique dénonciation de la tyrannie démocratique et cette ode vibrante à l'entreprenariat. Ce roman, véritable grand cru pour un amoureux de la liberté, remarquablement construit, bouscule les idées reçues, pulvérise le conservatisme droite-gauche et donne, y compris dans l'hypothèse de rébellion des producteurs et des innovateurs, du souffle et de l'espoir pour demain.

Le moment est peut-être venu d'aller jusqu'au bout de la prophétie randienne : les entrepreneurs, les professions libérales, les inventeurs et tous les amoureux de la liberté pourraient s'unir et dénoncer le monopole des professionnels de l'égalitarisme et l'immoralité de l'irresponsabilité publique. Sans eux, sans nous, rien n'est possible, mais peut-être faut-il le leur rappeler ? À nous de faire entendre notre

voix, de faire valoir notre pouvoir, de démontrer la vertu profonde de nos idées pour imposer un authentique changement de cap. Avant que la liberté ne meure.

1. © Éditions Gallimard.
2. © Éditions Gallimard.
3. © Éditions Gallimard.
4. © Éditions Gallimard.
5. © Éditions Gallimard.
6. © Éditions Gallimard.
7. © Éditions Gallimard.
8. © Éditions Gallimard.
9. In *Œuvres complètes*, © Éditions Gallimard.
10. In *Œuvres complètes*, © Éditions Gallimard.
11. In *Œuvres complètes*, © Éditions Gallimard.

Hector

Hector, fier héros de la guerre de Troie, fils de Priam, frère de Pâris et époux d'Andromaque ! Général en chef des Troyens, il défend sa cité assiégée par les Grecs venus « récupérer » la belle Hélène enlevée par un Pâris fou d'amour. Il n'y a pas combattant plus vaillant qu'Hector : de sa vie même dépend l'inviolabilité des murs de Troie. Hector, symbole de liberté, de résistance à l'envahisseur. Un seul guerrier grec est à la hauteur de son courage : Achille. Leurs combats sont sans pitié, chacun aidé par des dieux partisans – c'est d'ailleurs Apollon, dieu de l'amour, qui seconde Hector. Hélas, Achille, aidé par Athéna, parvient à le vaincre et les Grecs remportent la guerre de Troie.

Alors, quelle liberté pour le valeureux Hector, jouet des dieux et des coups du destin ? Celle, dans sa marge d'action d'homme, de choisir son éthique, d'exercer sa sagesse : Hector face à l'adversité reste fidèle à ses valeurs, prince modèle, frère exemplaire, père attentif, époux fidèle et tendre de sa chère Andromaque – qui le lui rend éternellement, à la source de la splendide tragédie éponyme de Racine (Oreste qui aime Hermione, qui aime Pyrrhus, qui aime Andromaque, qui aime encore Hector au-delà de la mort) et du tableau poignant de Jacques-Louis David, *La Douleur d'Andromaque*. Hector, vrai héros, comme, je lui souhaite, notre Hector, du cycle troyen de *L'Iliade* et de *L'Odyssée*, incroyable épopée où la liberté de l'homme, du héros, est sans cesse questionnée à l'épreuve de la volonté du ciel.

Hector, c'est aussi Berlioz, brillant compositeur, chef d'orchestre et critique musical, éminent représentant du romantisme et de ses passions, innovateur qui a renouvelé en profondeur la forme

symphonique – quel élan que sa *Symphonie fantastique* ! Quel prénom libérateur !

Héros contemporains de la liberté (Mes)

Ce Dictionnaire amoureux est, par nature, truffé de héros de la liberté. Accorder une entrée infiniment subjective à mes champions contemporains, ces chevaliers portant haut le blason de cette valeur première, par leur chant, leur jeu, leur plume, leur résistance, leurs inventions ou leurs actes, c'est un peu comme s'accorder, par un bel après-midi d'automne, une balade extrêmement tendre serré, comme je l'adore, contre l'élue de son cœur, dans un paysage d'or et de vert, de rouge et de passion.

C'est aussi prendre le risque de l'oubli, du phénomène de mode et de l'éphémère, du revirement décevant (l'icône de la liberté birmane Aung San Suu Kyi, par exemple, est tombée de son piédestal après avoir laissé prospérer des violences ressemblant trop à un nettoyage ethnique contre les musulmans) et de la connaissance limitée (à part le Péruvien Hernando de Soto, qui est devenu mon ami, je ne parle ici que de personnes que je rêve de rencontrer), de la caricature et de l'amalgame rapide. Mais je ne résiste pas à saluer, ici, malgré leurs inévitables défauts, comme à nous tous, les Houellebecq et les Sansal, les Weiwei et autres Patti Smith, tous ceux qui, aujourd'hui, me font vibrer, frissonner, éclater de rire ou d'admiration. Mes champions de la liberté !

Les héros de mon temps, ce sont d'abord tous ceux qui meurent du fascisme islamiste. Et notamment les victimes, jeunes et innocentes, des attentats innomables ayant ensanglanté Paris. À travers leur mort et celle, portant symbole, de Khaled al-Assad, ce puits de connaissance, cet amoureux de la Palmyre antique et, par son prisme, de la civilisation, ayant fait le choix de rester dans « sa » ville pour

préserver ses trésors historiques malgré l'arrivée des djihadistes, je veux rendre hommage à toutes les personnes abattues, décapitées, lapidées, réduites à l'esclavage, volées, poussées à des départs parfois fatals, ou violées par un fanatisme totalitaire broyant l'humain et sa libre destinée au nom d'un Dieu lui-même assassiné par l'action barbare menée en son nom.

La sagesse et la bonté de cet homme d'humanité et de science, qui résonnent avec celles des moines de Tibhirine, magnifiquement incarnés dans *Des hommes et des dieux*, de Xavier Beauvois, rivalisent avec la bestialité salement sexuée de cette meute de crétins indignes nourrissant de leurs âmes noircies l'obscurantisme et la haine. La résistance, toujours, mérite d'être saluée, et notamment les « Filles du soleil », cette brigade de jeunes femmes yazidies ayant choisi de prendre les armes pour lutter contre un État islamique ambitionnant, après leur avoir volé leurs biens, de leur voler leurs corps. « Ils nous violent. On les tue », crient-elles avec un courage inouï. La liberté, c'est aussi le droit à l'autodéfense contre les forces du mal, et l'affirmation assumée de la supériorité de nos valeurs, et notamment de la liberté.

Les vrais porte-étendards de la liberté sont en réalité ceux qui le clament haut et fort, sans céder aux menaces dont ils font l'objet. Des écrivains comme Salman Rushdie et ses *Versets sataniques* ou plus récemment Kamel Daoud et son génial *Meursault, contre-enquête*, inscrit dans la filiation intellectuelle de Camus, portent dans leur chair l'idée majeure que la liberté d'expression revêt un caractère absolu et ne saurait supporter la moindre menace. Tous deux désignés comme cibles de *fatwa*, ces condamnations abjectes fondées sur des critères supposés religieux et sur de prétendus « blasphèmes », allant même jusqu'à être réduit à la clandestinité pendant près de dix ans en ce qui concerne Salman Rushdie, ils n'en ont pas moins conservé une totale fermeté d'esprit. « La critique, la satire et, oui, notre irrévérence intrépide doivent pouvoir s'appliquer aux religions », affirmait Salman Rushdie au lendemain des attentats de Paris de janvier 2015. Et Michel Houellebecq, autre géant de la liberté à qui je consacre, plus loin, une entrée (tout comme au très grand Mario Vargas Llosa), d'ajouter, limpide : « La liberté d'expression est la liberté de communiquer une œuvre de l'esprit à d'autres esprits. Elle ne saurait, sinon, se voir assigner de mission particulière ; ce serait une

contradiction dans les termes. »

Devant ces exemples d'intolérance religieuse, le succès planétaire de la comédie musicale américaine *The Book of Mormon,* sacrée en 2012 « comédie musicale du siècle » par le *New York Times*, m'a fait hurler de rire à Londres il y a quelques mois. Les interprètes comme les auteurs, inventeurs de la série libertaire *South Park*, rappellent avec un talent fou qu'une représentation irrespectueuse, chargée d'humour et d'une liberté déchaînée, des communautés religieuses (les mormons, les juifs, les catholiques, il manque hélas les islamistes radicaux !) mais aussi des Américains, des Africains, des missions humanitaires et de nombreux personnages historiques comme des héros du cinéma hollywoodien, cela fait un bien fou ! On peut ne pas aimer, bien entendu, mais on peut aussi rire, y compris et avant tout de soi. En revanche, ne plus censurer, ne plus interdire. Et penser, en souffrance, aux martyrs de *Charlie Hebdo*, cette bande à la dent dure mais au cœur tendre, authentiques partisans d'une presse libre et joyeusement satirique. Cabu, Elsa Cayat, Charb, Honoré, Bernard Maris, Mustapha Ourrad, Tignous et Wolinski ont payé le plus lourd des tributs pour leurs idées et leurs dessins, et ont réveillé, en France, un désir immense de liberté.

Toujours sur ces thèmes, qui décidément font l'actualité de la défense des libertés, comment ne pas saluer, ici, Boualem Sansal et l'ensemble de son œuvre, notamment son *2084*. Son univers, fils d'Orwell, où le collectivisme socialiste a disparu au profit d'un régime totalitaire non moins glaçant aux fondements religieux, pose l'une des grandes questions de notre temps. Dans ce monde, la vie des croyants est balisée en tout point de leur existence. Elle est rythmée par les prières, les pèlerinages, dont le but ultime est d'empêcher la formation, dans leurs esprits, de pensées indépendantes, d'éventuelles résistances. Logique éternelle du totalitarisme et drame majeur de ces croyances qui échappent à la sphère privée pour gagner celle du public, de la contrainte, de la servitude. Ati, le personnage principal, finit par comprendre que ce monde en apparence vertueux, fait de rites et de croyants, n'est qu'illusion, qu'il est cadenassé dans un système, une matrice machiavélique, un projet politique mû par l'obsession du pouvoir et la destruction, pour le conserver, des libertés, des individualités. Il parvient à comprendre que, malgré

l'impossibilité d'échapper au sort imposé par la dictature religieuse, il est tout de même plus libre en ayant conscience de sa captivité qu'en suivant un dogme dénué de sens : « Ati n'était pas libre et ne le serait jamais mais, fort seulement de ses doutes et de ses peurs, il se sentait […] plus vivant que la masse inerte et houleuse des fidèles, il avait acquis la conscience de son état, la liberté était là, dans la conscience que nous ne sommes pas libres mais que nous possédons le pouvoir de nous battre jusqu'à la mort pour l'être. »

Autre tyrannie, autre résistance : Ai Weiwei, victime de la censure d'un régime chinois relativement bien acclimaté à la mondialisation économique (avec ses limites), mais toujours trop peu disposé à respecter et encourager la liberté d'expression. L'artiste manifeste sans relâche, à travers ses travaux et ses expositions, son amour pour la liberté et sa confrontation disproportionnée, tel David opposé à Goliath, avec un pouvoir autoritaire cherchant à tout prix à le réduire au silence.

En 1994, Ai Weiwei réalise furtivement, comme un instant volé, la photographie de sa femme posant en Marilyn sur la place Tianan men – toujours scrupuleusement surveillée par la police chinoise ! Pied de nez magistral de cette jupe au vent à la répression sanglante des étudiants chinois réclamant la démocratie en 1989. En 2014, l'artiste dresse les portraits de 176 militants des droits de l'homme et de la liberté : Edward Snowden côtoie ainsi Liu Xiaobo ou Aung San Suu Kyi dans la légendaire prison d'Alcatraz, emblème de la geôle inviolable, privation ultime de liberté. Je regrette de ne pas parler mandarin pour saisir combien Ai Weiwei joue manifestement avec humour et subtilité de la richesse de sa langue pour dénoncer ses oppresseurs et revendiquer sa liberté créatrice : son œuvre *Hexie* rassemble des milliers de crabes en porcelaine (la prononciation de « crabe » en chinois est la même que celle de « censure »), autant de verrous acérés à dynamiter coûte que coûte. En 2015, je découvre, très ému, à la Royal Academy of Arts, à Londres, le saisissant « S.A.C.R.E.D. », composé de six reproductions miniaturisées de la cellule dans laquelle il a été enfermé et le mettant en scène, toujours escorté de deux gardes ayant interdiction de lui parler. Le mur de cette pièce, véritable hommage à la liberté, est couvert de l'œuvre *Golden Age*, un papier peint où l'on découvre l'oiseau de Twitter fait

d'or et intégrant le visage de l'artiste, cerclé de caméras de surveillance et de menottes. Artiste du XXIe siècle, il utilise savamment les nouveaux relais d'information et les réseaux sociaux pour propulser ses messages à travers le monde : comme des milliers d'utilisateurs, j'ai vu fleurir sur Twitter le mouvement #FlowersForFreedom initié par l'artiste pour inciter les autorités chinoises à lui rendre son passeport et à le laisser circuler librement. Son combat quotidien a acquis une dimension universelle, même si la lumière qui lui est faite en Occident n'est encore pas suffisamment étincelante pour l'extraire du silence dans lequel il est plongé dans son pays.

Mais la liberté, bien sûr, ne saurait se résumer à la seule résistance aux tyrannies. Elle est surtout un souffle positif, un instinct de vie, de survie. Un cri devenant composition. Comme chez Patti Smith, véritable icône de la liberté, dont j'avais dévoré l'autobiographie, pour qui « le rock punk, c'est la liberté de créer, la liberté d'avoir du succès, la liberté de ne pas avoir du succès, la liberté d'être qui vous êtes. C'est la liberté ».

La liberté est, enfin, ce vent de créativité, d'inventivité, d'ingéniosité des entrepreneurs, des inventeurs, des nouveaux entrants, des *disrupteurs*, des véritables moteurs de la création de valeurs, de croissance, d'emplois, de la baisse des prix, de l'amélioration perpétuelle de la qualité et de la variété des prestations, mais aussi de la solidarité et de la capacité de redistribution. Des héros de tous les jours comme des réinventeurs de l'époque, des accélérateurs de l'histoire, parfois plus puissants que les États, et tous ces entrepreneurs européens et principalement français, que j'admire au plus profond et que j'ai la chance de fréquenter et d'accompagner avec ma fantastique et si brillante équipe d'Altermind, épaulé par tous ces chercheurs et académiques de talent que nous mobilisons pour eux.

L'entrepreneur révolutionnaire, le génie de la liberté contemporaine peut cependant également être ce vendeur de lacets, ce pousse-pousse de bidonville, ces hommes et ces femmes assoiffés de liberté, ne cessant de se battre pour survivre et créer alors qu'ils sont maintenus dans l'anonymat et la pauvreté sous le joug d'une

bureaucratie fracassante et de pouvoirs tyranniques. Ceux-là, piégés par le « capital mort », sont au cœur de l'action et de l'œuvre de mon ami Hernando de Soto, cet économiste péruvien remarquable, ce champion hors norme de la liberté, qui a décidé de les défendre aux quatre coins de la planète. Il est même devenu l'un des économistes les plus influents de ce début du XXIe siècle et est régulièrement classé comme tel par la presse anglo-saxonne. Depuis l'Institut pour la liberté et la démocratie, qu'il a basé chez lui, à Lima, mais également depuis les bidonvilles du monde entier, Hernando constate et explique combien le développement des populations défavorisées est lié aux systèmes juridiques stables et protecteurs garantissant leur existence économique. Les recherches de l'ILD ont ainsi montré que, de l'Amérique du Sud à l'Afrique du Nord, l'instabilité et l'opacité du droit étaient un frein majeur à la croissance économique et au rétablissement de la dignité humaine. S'ils ne peuvent protéger leurs biens de l'arbitraire, les plus pauvres ne peuvent se construire un avenir ni prospérer. De Soto parle aux dirigeants du monde entier et recommande d'organiser des systèmes de droit de propriété stables et protecteurs pour lutter contre la pauvreté et intégrer à l'échange tous les entrepreneurs des pays en développement. La vision de terrain de cet économiste des pauvres, non eurocentrée, est la meilleure réplique au travail idéologiquement biaisé de Thomas Piketty.

Hernando me racontait ainsi récemment avoir interrogé, sur place, un à un, les familles et les rescapés des immolations par le feu qu'on a vues fleurir, avec horreur, à l'occasion de la révolution arabe. Son constat est fascinant : ce sont tous des micro-entrepreneurs assoiffés de liberté ! À l'image du célèbre Mohamed Bouazizi, qui s'était le premier immolé en Tunisie, de nombreux entrepreneurs se trouvaient dans des situations désespérées : le capital qu'ils avaient accumulé, aussi modeste fût-il, ne pouvait être utilisé pour assurer leur subsistance ni celle de leurs familles. En l'absence de droits de propriété stabilisés et d'un régime juridique transparent, les entrepreneurs, artisans et travailleurs indépendants arabes restaient par millions sous la menace permanente d'une expropriation autoritaire. Ce risque était générateur d'une fragilité immense, qui empêchait collectivement le développement économique de leurs pays et l'avènement de valeurs démocratiques. Celui qui a combattu, avec ses méthodes, le sanguinaire Sentier lumineux au Pérou est désormais consulté pour

lutter contre l'État islamique. La liberté a des héros à la hauteur de sa puissance.

Houellebecq, Michel (1956)

Trop nombreux sont ceux qui encapsulent Houellebecq, le lisent au premier degré, l'imaginent anticapitaliste, séduit par les extrêmes, vomissant la compétition, le consumérisme, la loi de l'offre et de la demande, la tyrannie du plus fort et toute cette sale pensée qui dominerait le monde et ferait de nous, êtres esseulés, des pions faussement libres rassemblés uniquement en statistiques violentes du marketing roi. Ils passent, à mon sens, complètement à côté de la véritable puissance de Houellebecq, de son regard infiniment original, de sa pensée complexe, de sa lucidité féroce et de son goût immodéré de la liberté.

Il le fait même dire au narrateur de *La Possibilité d'une île* : « La liberté, à titre personnel, j'étais plutôt contre ; il est amusant de constater que ce sont toujours les adversaires de la liberté qui se trouvent, à un moment ou à un autre, en avoir le plus besoin. » La liberté, c'est, malgré certaines envolées cyniques et le goût, formidablement libre et libéré, de la provocation, le bien le plus précieux pour Houellebecq. À la fois la liberté de choisir ses propres contraintes : pour lui, ce sera « du vin, des cigarettes, des putes ». C'est son choix et il attend qu'on le respecte tant il y a chez cet auteur un côté Walter Block, qui aimait, comme lui, défendre les indéfendables. Dans la si juste *Revue des Deux Mondes*, il confiait récemment à Valérie Toranian et Marin de Viry, à la faveur d'un entretien de haute volée, que « le terme même de "bonheur collectif" provoque en moi une espèce de terreur. L'idée que la société veuille s'occuper de mon bonheur ne m'inspire pas de sympathie ». Lui non plus n'aime pas la *nurserie* étatique vénérée par les adeptes de l'État maman.

La liberté chez Houellebecq, c'est également celle de créer, de se

distinguer et de s'émanciper par son originalité, par son autonomie de ton, d'aborder tous les sujets, même les plus sales ou les plus dérangeants. Du tourisme sexuel à la séduction islamiste voyant le héros de *Soumission* se vider progressivement de tous ses repères (sa thèse, son héros – Huysmans –, sa compagne, ses parents, ses collègues, ses sources de joie) pour mieux s'offrir à la servitude volontaire. Houellebecq se dit d'ailleurs « plutôt pour la liberté d'expression » et, même s'il se déclare favorable à « une certaine censure dans certains domaines », il reconnaît, dans la *Revue des Deux Mondes*, que dans les caricatures de *Charlie Hebdo*, « ça n'allait pas trop loin ».

C'est sans doute parce que l'auteur des *Particules élémentaires* aime la liberté qu'il nous propose des personnages précisément vidés du souffle vivant et créateur du geste libre : « Je réduis mon personnage, je l'anéantis. Du coup, pourquoi aurait-il une liberté personnelle, une liberté de pensée ? Pourquoi ne pas simplement adhérer à ce qu'on lui propose ? » Belle allégorie de la tentation de l'abandon, de la démission, des bras migrant vers le bas pour mieux vanter, en creux, la pleine et vertueuse liberté. Déperdition du vouloir qu'il déplore, clairement, ricanant intérieurement de ces personnages qu'il laisse s'embourber dans un éparpillement et un fatalisme autodestructeur sans abandonner, lui, son œuvre à la renommée planétaire.

N'a-t-il pas d'ailleurs fait s'étrangler ceux qui cherchent à le transformer en Monsieur Jourdain du communisme antimondialiste quand, dans *Le Point*, il assumait ne pas être choqué par la rémunération importante des artistes, des footballeurs et des grands patrons qui parviennent à faire prospérer une entreprise ? Si Houellebecq a bien fait de dénoncer – et avec quel talent ! – les conditions parfois psychologiquement inhumaines de certains parcours dans l'entreprise, cela ne fait pas de lui un nostalgique marxisant des usines à cheminée et des conditions, qu'il sait terribles, de la vie ouvrière. Il n'est en rien démondialiste et n'est pas heurté par l'inégalité dès lors qu'elle est juste. Lui qui a longuement vécu à l'étranger, en partie pour des raisons fiscales, a sans doute encore un peu de progrès à faire dans sa dénonciation excessive de la finance, qui comporte effectivement des crapuleux à bannir, mais qui contribue aussi grandement au financement d'une économie productrice d'emplois et d'autonomies humaines. Il pourrait aussi s'amouracher

davantage du progrès, dont il bénéficie sans cesse, au lieu de bougonner : « Je ne suis pas près d'admettre que le mouvement permanent soit une bonne chose. » Mais cela n'en fait pas un dangereux trotskiste !

Houellebecq est un grand écrivain parce qu'il parvient à peindre, comme l'évoquait René Girard, un « système de rapports » qui dit plus sur notre époque que n'importe quel essai. Il saisit avec génie ces « lois psychologiques » dont Proust faisait la recette des grands livres. C'est précisément parce que la vérité est romanesque et que le mensonge est idéologique que l'on invitera tout homme souhaitant saisir notre civilisation à lire et relire Houellebecq pour découvrir, derrière son imaginaire, son amour bien à lui de la liberté.

Hugo, Victor (1802-1885)

Debout face à la mer. Comment ne pas l'imaginer ainsi ? Les jambes bien ancrées dans le sol et le regard à l'infini, Victor Hugo écrit. Il noircit de son écriture penchée, ciselée, des pages et des pages qu'il jette au sol. Pas le temps de ramasser, la pensée va trop vite quand on est frappé par le génie. Des flots d'idées déchaînés, puissants comme la vague qui vient se briser à ses pieds sur les rochers de Guernesey. Plus tard dans la journée, quand l'immense homme abandonne le pupitre qu'il rejoint chaque jour bien avant l'aube, Juliette vient, fidèle, rassembler et classer cette bourrasque de papier et de création. *Les Misérables*, *Les Travailleurs de la mer*, *L'homme qui rit*, *La Légende des siècles*, parmi les plus grandes œuvres de la littérature française sont sorties de cette écume-là, de cette improbable écritoire perchée au sommet d'Hauteville House, la maison de l'exil.

Hugo, « homme océan » ! La magnifique formule, employée par Hugo lui-même à l'endroit de Shakespeare, me semble concentrer à elle seule toute la sève du personnage. Elle a été empruntée en 2002

par la Bibliothèque nationale de France pour le titre d'une exposition révélant la dimension incommensurable de son intelligence et de son humanité : des centaines de manuscrits, de lettres, de dessins, de caricatures, de pages de carnets captaient le flux et le reflux d'une imagination novatrice, visionnaire, sans limites et toujours en mouvement. Seul l'océan, polymorphe, vivant, insaisissable, peut donner le ton d'une vie et d'une œuvre hors de toute mesure – sinon celle de la plus pure liberté.

Hugo, surhomme inclassable, gourmand invétéré, a tout vécu, tout aimé, tout souffert et espéré d'un siècle accouchant à grands cris de la modernité :

Ce siècle avait deux ans ! Rome remplaçait Sparte,
Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte,
Et du premier consul, déjà, par maint endroit,
Le front de l'empereur brisait le masque étroit.
Alors dans Besançon, vieille ville espagnole,
Jeté comme la graine au gré de l'air qui vole,
Naquit d'un sang breton et lorrain à la fois
Un enfant sans couleur, sans regard et sans voix ;
Si débile qu'il fut, ainsi qu'une chimère,
Abandonné de tous, excepté de sa mère,
Et que son cou ployé comme un frêle roseau
Fit faire en même temps sa bière et son berceau.
Cet enfant que la vie effaçait de son livre,
Et qui n'avait pas même un lendemain à vivre,
C'est moi.

Oui, c'est lui, l'écrivain génial, le taulier de la littérature, le poète, le dramaturge, le philosophe, l'homme de tous les combats, que des millions de Français accompagnent dans les rues de Paris pour son dernier voyage : « Je donne cinquante mille francs aux pauvres. Je désire être porté au cimetière dans leur corbillard », avait-il dicté dans ses dernières volontés. Lui, dont *Le Figaro*, en ce jour de funérailles nationales, écrit : « Nulle royauté littéraire n'égala jamais la sienne. On a dit de Voltaire qu'il était second dans tous les genres. Victor Hugo, au contraire, est et demeurera le premier dans plusieurs […] ;

c'est le chêne immense dont les robustes frondaisons couvrent depuis soixante ans de leur ombre les frondaisons sans cesse renaissantes de la pensée française. » « Chacun rend hommage à la puissance de l'écrivain, commente Michel Winock dans *Les Voix de la liberté,* cette œuvre immense où se conjuguent toutes les productions de l'esprit : poésie, chanson, théâtre, roman, discours, pamphlet, histoire, sans compter ses encres et ses dessins. » Hugo, ou la puissance immense de la libre création.

Hugo n'a d'ailleurs aucune borne : il écrit, dessine, conçoit ou décore ses maisons, fabrique des meubles de ses mains, cultive des jardins – émouvant arbre au beau feuillage qu'il a planté au fond du terrain de Hauteville le 14 juillet 1870, quelques jours avant la déclaration de guerre de la France à la Prusse : « Aujourd'hui 14 juillet 1870, à une heure de l'après-midi, mon jardinier Tourtel m'assistant en présence de mon fils Charles, petit Georges et petite Jeanne étant là, j'ai planté dans mon jardin le gland d'où sortira le chêne que je baptise : "Chêne des États-Unis d'Europe". » Son imaginaire rebondit sans cesse. Un perpétuel roulis. Dans ses dessins que j'ai vus, il y a bien longtemps, en arrivant de ma province à Paris, chez lui, place des Vosges, sa main se joue des perspectives, des volumes et des contrastes, valse du noir au blanc, du flou au détail le plus aigu.

Romantisme fait homme, et ce faisant homme de goût autant que de liberté, Hugo fait sauter les frontières entre le beau et le laid, le grand et le petit, le passé, le présent et le futur, le réel, l'irréel et le surréel. « Le contact du difforme a donné au sublime moderne quelque chose de plus pur, de plus grand, de plus sublime enfin que le beau antique » : la préface de *Cromwell* en 1927 est une révolution esthétique et intellectuelle extraordinaire. Et je donnerais beaucoup pour rejoindre Théophile Gautier sur les bancs du Théâtre Français et vivre, ne serait-ce qu'en spectateur, la passion intellectuelle d'une bataille d'*Hernani* !

La liberté créatrice de Hugo est nouée indéfectiblement à sa liberté d'action, à son appétit de vie, à ses engagements fougueux et sans réserve. Il ne lâche la plume que pour se plonger dans l'action politique, osant changer d'avis quand son cœur et son intelligence le lui dictent : « J'ai grandi », constate-t-il simplement dans *Écrit en 1846,* quand d'aucuns lui reprochent d'être passé du royalisme à la

démocratie. Pair de France, exilé ou député, sa voix est celle de l'humanité tout entière et de ses droits les plus fondamentaux.

J'aime ainsi le Victor Hugo assoiffé de paix. Celui qui écrit et se bat pour l'indépendance – la liberté ! (l'idée même de colonisation est insoutenable pour les amoureux de la liberté) – des peuples asservis par des princes – « Finissons-en avec les empires meurtriers, écrit-il en 1876, indigné par le destin d'une Serbie écrasée par les Turcs. Muselons les fanatismes et les despotismes. Brisons les glaives valets de superstitions et les dogmes qui ont le sabre au poing. Plus de guerres, plus de massacres, plus de carnages ; libre pensée, libre-échange ; fraternité. Est-ce donc si difficile, la paix ? », autant que par la misère (émotion, à travers les bouleversantes notes de vie consignées dans *Choses vues*, de retrouver sans cesse ces lignes : « telle ou telle somme, donnée aux pauvres »).

J'adore Hugo martelant au Congrès des démocrates de septembre 1876 : « liberté de pensée, liberté de croyance, liberté de conscience ; liberté dans la vie, délivrance devant la mort ; l'homme libre, l'âme libre ! » J'aime l'amour et la foi tellement visionnaire de Hugo pour une Europe de paix, défendue sa vie durant et que nous devrions sans cesse rappeler à nous quand la fadeur bureaucratique de l'Europe contemporaine nous fait oublier ses acquis les plus précieux :

> Citoyens, écrit-il en 1853 depuis l'exil [ce passage quasi obligé des amoureux de la liberté !] à l'occasion de l'anniversaire de la révolution polonaise, du fond de cette adversité où nous sommes encore, envoyons une acclamation à l'avenir. Saluons, au-delà de toutes ces convulsions et de toutes ces guerres, saluons l'aube bénie des États-Unis

d'Europe ! Oh ! Ce sera là une réalisation splendide ! Plus de frontières, plus de douanes, plus de guerres, plus d'armées, plus de prolétariat, plus d'ignorance, plus de misère ; toutes les exploitations coupables supprimées, toutes les usurpations abolies ; la richesse décuplée, le problème du bien-être résolu par la science ; le travail, droit et devoir ; la concorde entre les peuples, l'amour entre les hommes ; la pénalité résorbée par l'éducation ; le glaive brisé comme le sabre ; tous les droits proclamés et mis hors d'atteinte, le droit de l'homme à la souveraineté, le droit de la femme à l'égalité, le droit de l'enfant à la lumière ; la pensée, moteur unique, la matière, esclave unique ; le gouvernement résultant de la superposition des lois de la société aux lois de la nature, c'est-à-dire pas d'autre gouvernement que le droit de l'Homme ; – voilà ce que sera l'Europe demain peut-être, citoyens, et ce tableau qui vous fait tressaillir de joie n'est qu'une ébauche tronquée et rapide. Proscrits, bénissons nos pères dans leurs tombes, bénissons ces dates glorieuses qui rayonnent sur ces murailles, bénissons la sainte marche des idées. Le passé appartient aux princes ; il s'appelle Barbarie ; l'avenir appartient aux peuples ; il s'appelle Humanité !

J'aime Hugo aimant l'homme, révolté par l'arbitraire, notamment dans son expression la plus brutale qu'est la peine de mort. Et je ressens encore le vertige, l'angoisse, le haut-le-cœur qui m'ont saisi adolescent à la lecture du *Dernier Jour d'un condamné*, et plus tard à celle de *Claude Gueux*, charge à la poudre contre les terrifiantes conditions de détention du siècle.

« Nous disons :
Abolition de la peine de mort.
Suffrage universel, bien-être universel, paix universelle », résume sublimement Hugo dans *Choses vues*.

Dans son œuvre romanesque ou poétique, j'aime ce Hugo qui n'en reste pas aux constats déterministes sans issue des réalistes ou des naturalistes. Hugo dépeint certes la misère sociale, intellectuelle, physique ; il reconnaît aussi ses implacables ressorts – héritage d'une condition, engrenage social ; mais toujours le héros hugolien a en dernier lieu cette part si précieuse de liberté, qui aux moments critiques de l'intrigue lui permet de choisir la lumière. De saisir sa chance. Quand il vole les chandeliers à l'évêque qui devant les gendarmes aura la douceur d'un pieux mensonge – « Eh bien, mais je vous avais donné les chandeliers aussi, qui sont en argent comme le reste et dont vous pourrez bien avoir deux cents francs. Pourquoi ne les avez-vous pas emportés avec vos couverts ? » –, Jean Valjean se voit offrir le choix de l'honnêteté, et le prendra – « L'évêque s'approcha de lui, et lui dit à voix basse : "N'oubliez pas, n'oubliez

jamais que vous m'avez promis d'employer cet argent à devenir honnête homme." Jean Valjean, qui n'avait aucun souvenir d'avoir rien promis, resta interdit. » Dans le magistral *Quatrevingt-treize*, les trois héros, Lantenac, l'aristocrate, son petit-neveu, Gauvain, épris de République, et le conventionnel Cimourdain, tout aux exigences de la Révolution et de la Terreur, tiennent chacun un dialogue intime entre la loi, « leur » loi, le devoir qu'elle leur impose et les choix que leur dicte leur intime humanité. Malgré la terrible mutilation qui a fait de lui l'Homme qui rit, malgré ses souffrances et ses humiliations dans une impitoyable Angleterre du XVIIIe siècle, Gwynplaine n'abandonne jamais sa beauté morale.

L'œuvre de Hugo ne cesse d'en découdre avec les grands obstacles auxquels est confronté l'individu, qu'il baptise du grec *anankè* : « La religion, la société, la nature ; telles sont les trois luttes de l'homme. Ces trois luttes sont en même temps ses trois besoins ; il faut qu'il croie, de là le temple ; il faut qu'il crée, de là la cité ; il faut qu'il vive, de là la charrue et le navire. Mais ces trois solutions contiennent trois guerres. La mystérieuse difficulté de la vie sort de toutes les trois. L'homme a affaire à l'obstacle sous la forme superstition, sous la forme préjugé, et sous la forme élément. Un triple anankè règne sur nous, l'anankè des dogmes, l'anankè des lois, l'anankè des choses. Dans *Notre-Dame de Paris*, l'auteur a dénoncé le premier ; dans *Les Misérables*, il a signalé le second ; dans ce livre, il indique le troisième. À ces trois fatalités qui enveloppent l'homme, se mêle la fatalité intérieure, l'anankè suprême, le cœur humain », explique-t-il en 1866 dans l'introduction des *Travailleurs de la mer*. Et ce qui me touche infiniment ici, c'est justement la possibilité – la liberté – qu'a toujours l'individu, évidemment résiliant, de s'en sortir. De s'extraire de la fatalité par le choix et l'action. De s'élever : tout chez Hugo, d'ailleurs, est élévation, et il y a toujours, dans la noirceur la plus totale, une petite chandelle, un espoir qui luit. Je m'y retrouve tellement…

Dans « Les pauvres gens », le poète transmue le dénuement extrême d'une famille de pêcheurs en générosité pour accueillir encore, en plus des enfants du foyer, les orphelins de la voisine. Dans *Les Contemplations*, Hugo fait du manteau d'un mendiant séchant sur l'âtre un ciel plein d'étoiles :

Son manteau, tout mangé des vers, et jadis bleu,
Étalé largement sur la chaude fournaise,
Piqué de mille trous par la lueur de braise
Couvrait l'âtre et semblait un ciel noir étoilé.
Et pendant qu'il séchait ce haillon désolé
D'où ruisselaient la pluie et l'eau des fondrières,
Je songeais que cet homme était plein de prières
Et je regardais sourd à ce que nous disions
Sa bure où je voyais des constellations.

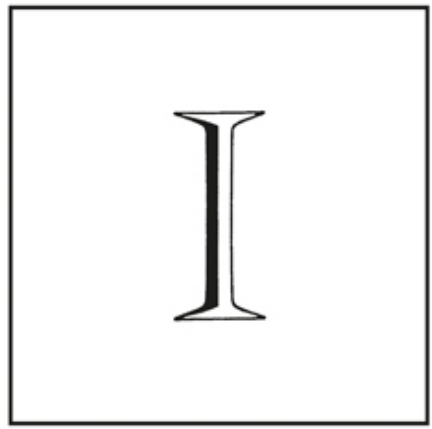
Haute liberté du créateur que de transfigurer le réel, d'extraire l'or du plomb : « Car le mot qu'on le sache est un être vivant, affirme Hugo, car le mot c'est le Verbe et le Verbe c'est Dieu. » Hugo, dans et par-delà son œuvre, a cette infinie liberté, ce pouvoir fabuleux de se réinventer. Il a l'audace des grands amoureux de la vie, se mêlant de tout, ne se privant de rien : il voyage à travers l'Europe pour en ramener toujours plus d'inspiration, aime, vole de femme en maîtresse – « Les biographes, commente Winock, feront valoir la vitalité de Hugo dans un autre domaine, celui d'une sexualité impétueuse prolongée pratiquement jusqu'à la fin de sa vie, comme l'attestent ses agendas intimes » –, élève avec une infinie tendresse ses enfants et petits-enfants. En exil pendant près de vingt ans suite au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, à Bruxelles, puis Jersey et enfin Guernesey dont il ne sait s'il reviendra (« Je dédie ce livre au rocher d'hospitalité et de liberté, à ce coin de vieille terre normande où vit le noble petit peuple de la mer, à l'île de Guernesey, sévère et douce, mon asile actuel, mon tombeau probable », écrit-il en préface des *Travailleurs de la mer*), il réinvente des lieux, un rythme, une vie autour d'Hauteville House, maison-œuvre toute par lui créée où il se livre avec son entourage, sa famille, ses amis, ses maîtresses, à toutes sortes d'expériences, graphiques, spirites… Il marche chaque jour longuement dans la lande, en silence, Juliette à ses côtés.

Malgré cette vie déracinée, malgré les deuils et les peines, Hugo demeure puissamment libre car toujours debout : il marche, il avance.

Demain, dès l'aube, à l'heure où blanchit la campagne,
Je partirai. Vois-tu, je sais que tu m'attends.
J'irai par la forêt, j'irai par la montagne,

Je ne puis demeurer loin de toi plus longtemps.

Face à la perte inexorable des êtres chers, dont sa douce Léopoldine, il choisit d'avancer, vivant, libre et vigoureux. Car « Le fleuve ne vaut que pour nous conduire à la mer », écrit-il dans *Choses vues*. Trois jours avant sa mort, la toute dernière note qu'il laisse dans ses carnets sera la suivante : « Aimer, c'est agir. » Comme une invitation à vivre et à agir en liberté à laquelle je veux, y compris par ce livre, répondre.



Identité

Notre époque a le défaut de coller des étiquettes, de nous encapsuler pour mieux nier nos individualités, nos marges d'actions et de pensées, nos libertés. Les ravages du holisme – le fait de prendre le tout pour la partie, de raisonner en termes d'entités, de collectif – sont manifestes dans le domaine politique : l'identité, indiscutablement et intensément individuelle, se doit désormais, dans un élan contre-intuitif, d'être nationale.

La personne humaine se trouve alors prise au piège de déterminismes dont elle ne saurait, par définition, se défaire. L'identité nationale, prônée par les plus « identitairistes », serait à la fois la réalité et le but : la réalité, car tout « Français de souche » serait indissociablement attaché à la nation ; le but, car la « bonne » politique devrait être construite autour de cette idée, aujourd'hui négligée. Nous voici prisonniers d'une chape commune, à prendre ou à garder. On ne s'en échappe pas.

Finalement, Renan avait raison.

> L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes. […] Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. […] Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie.

Un plébiscite de tous les jours : il est là, le secret de l'identité, la vraie, celle qui fait vibrer mon cœur, mon approche philosophique. Le

choix réitéré, la liberté d'en être ou de ne pas en être, le refus de nous réduire à une race, une religion, un territoire, et même une nation.

Les amoureux de la liberté sont intransigeants à ce sujet. Ayn Rand, par exemple : « Le racisme est la forme la plus abjecte et la plus brutalement primitive du collectivisme. Le racisme reconnaît un groupe et attribue ses vertus ou ses défauts, sa supériorité ou son infériorité à son origine raciale. Or il n'y a que des esprits individuels et des réalisations individuelles. […] Le racisme est porté par le collectivisme et son corollaire l'étatisme. Son seul antidote est la philosophie individualiste. » Car si la personne que nous sommes est libre, c'est justement parce qu'elle ne se trouve pas engluée dans une identité indépassable, quoi que nous soyons, quoi que nous fassions. Nous sommes en revanche, et il serait idiot de le réfuter, également le fruit de notre passé commun, et sans doute aussi celui de la terre où nous sommes nés, où nous avons grandi ou que nous avons décidé de rejoindre, mais nous ne sommes pas que cela. L'identité nationale exige, à l'inverse, des barrières, des frontières, elle enferme, réduit, englobe quand on voudrait libérer.

Quelle distance avec Stefan Zweig évoquant ses souvenirs d'Européen et son fameux tour du monde… sans avoir à produire la moindre pièce d'identité : « Rien peut-être ne rend plus sensible le formidable recul qu'a subi le monde depuis la Première Guerre mondiale que les restrictions apportées à la liberté de mouvement des hommes et, de façon générale, à leurs droits. Avant 1914, la terre avait appartenu à tous les hommes. Chacun allait où il voulait et y demeurait aussi longtemps qu'il lui plaisait. Il n'y avait point de permissions, point d'autorisations, et je m'amuse toujours de l'étonnement des jeunes, quand je leur raconte qu'avant 1914 je voyageais en Inde et en Amérique sans posséder de passeport, sans même en avoir jamais vu un. » Zweig ajoute : « Toutes les humiliations qu'autrefois on n'avait inventées que pour les criminels on les infligeait maintenant à tous les voyageurs, avant et pendant leur voyage. » La liberté, parfois, recule. Triste piège du primat de l'identité.

Dans une société libre, l'individu a le droit d'agir comme il l'entend dès lors qu'il respecte les droits légitimes d'autrui. La libre circulation des personnes, comme la libre circulation des biens et services, a toujours eu ma faveur. Elle régule les déplacements par la

dignité d'un accueil assumé, d'un contrat de travail signé, de l'acquisition d'une maison, et non sur la responsabilité collective ou la quête d'illégitimes allocations attirant, sans surprise, « toute la misère du monde ». Elle voit les autres hommes comme des hommes et les potentialités de développement se multiplier en proportion des talents humains, tranchant radicalement avec la vision rabougrie, malthusienne, d'un gâteau se réduisant à force de migrations.

Car notre identité heureuse, la vraie, c'est le panache à la française ! Celui de Cyrano, notre héros contemporain. « Et que faudrait-il faire ? / Chercher un protecteur puissant, prendre un patron, / Et comme un lierre obscur qui circonvient un tronc / Et s'en fait un tuteur en lui léchant l'écorce, / Grimper par ruse au lieu de s'élever par force ? / Non, merci ! » Voilà, en une tirade, notre puissant élan. C'est cela, la France, le génie français. Ils s'appellent Jean-Baptiste Rudelle (Criteo), Marc Simoncini (Meetic, Sensee), Thierry Petit et David Dayan (Showroomprivé), Frédéric Jousset et Olivier Duha (Webhelp), Aliza Jabès (Nuxe), Cédric Siré et Guillaume Multrier (Webedia), Frédéric Mazzella (BlaBlaCar). Et tous ces anonymes, fondateurs de pépites au succès local ou international. Ils innovent, « disruptent », créent des emplois, défient les historiques, bousculent les vieux modèles. « Sans pactes, libre dans sa pensée autant que dans ses actes », il est là, le cœur battant du Français qui réussit, n'a peur de rien, surmonte les pires obstacles. Entrepreneurs en France, malgré la fiscalité, le droit du travail, la réglementation et le regard moqueur. Qu'importe : « ne pas monter bien haut, peut-être, mais tout seul ! » Chez nous, tout est à réinventer : que d'opportunités ! Politiques, libérez les énergies. Récompensez l'effort, redonnez-nous l'envie et la pleine liberté. Le pouvoir est en nous, nous allons vous aider. Et nous serons si fiers d'être français ! Alors, cessons de caricaturer : oui, nous pouvons avoir une terre ou un passé commun. Mais le plus important, dans notre identité, ce sont nos valeurs communes. Au premier rang desquelles, comme le peuple de France l'a vécu dans sa chair frissonnante au lendemain des attentats du 13 novembre 2015, la liberté ! La liberté est le passé, le présent et l'avenir de notre patrie, de notre identité.

Improvisation

L'improvisation est un sublime geste de liberté. C'est le compositeur Karol Beffa, un ami d'une infinie qualité, passé maître dans l'art d'improviser de la musique plus ou moins savante, qui en parle le mieux. Dans l'une de ses lumineuses leçons au Collège de France, il nous propose, sur ce thème, de nous « faire entrer dans l'atelier du créateur ».

Car l'improvisation n'est ni synonyme d'impréparation, ni même un acte non désiré produit d'une spontanéité bâclée. C'est exactement l'inverse : l'improvisation est invention, création, talent et… préparation. D'abord parce qu'elle est le fruit du passé de l'artiste, de sa formation, de son expérience, de sa mémoire artistique. Ensuite parce qu'un pianiste, pour prendre cet exemple, pourra connaître le contexte et même le thème ou le support de sa future improvisation à l'avance, il improvisera tout de même dès lors qu'il ne saura aucunement, au moment de poser les mains sur le clavier, ce qu'il va jouer. Improviser, c'est créer en mariant dans un même moment la concentration technique à la liberté inventive.

Comme l'expose joliment Jean-Baptiste Robin dans l'article « Improvisation » du *Tout Bach* : « L'improvisation est un acte spontané par lequel un musicien crée une œuvre dans l'instant. L'inspiration du moment est relayée par un savoir musical technique et théorique, ainsi qu'une habileté à réagir en temps réel. » Et c'est tout le jeu subtil de la liberté que de venir épouser la connaissance, le savoir, l'expérience et même l'anticipation pour enfanter une œuvre unique, éventuellement éphémère.

Mozart, Bach, Beethoven, Haendel, Chopin, Liszt, Scriabine, Rachmaninov, Bartók, Britten, Prokofiev ont tous énormément

improvisé dans leur vie. Au théâtre, au cinéma, des matchs d'improvisation façon « Jamel Comedy Club » à l'Actors Studio, imaginé par Elia Kazan pour libérer « l'étranger » sommeillant dans chaque acteur afin d'entrer en identité psychologique intense avec son personnage, l'improvisation a libéré l'interprétation. La libre improvisation, splendide clé d'expression des génies créateurs.

Index de la liberté

Plusieurs grands index internationaux mesurent le degré de liberté des pays. Chaque fois, la France bat des records de médiocrité. On pourrait, sur le fondement de je ne sais quelle idéologie, n'en avoir que faire, voire s'en satisfaire. Mais quand on perçoit, objectivement, le lien direct et automatique entre le degré de liberté d'un pays et ses résultats économiques, aussi bien en matière de croissance et de chômage que de capacité à sortir des populations entières de la pauvreté ou à inciter au déploiement de la solidarité privée, on comprend que tant que le primat de la liberté ne deviendra pas, dans l'intérêt de tous, l'objectif premier de notre politique économique, rien de grand ne sera possible dans notre si cher Hexagone.

Le plus pertinent des classements internationaux, l'Index of Economic Freedom, établi par le respecté *think tank* conservateur américain Heritage Foundation, basé à Washington, classe ainsi, au moment où ces lignes sont écrites, la France au 62e rang sur 177, entre… la Thaïlande et le Rwanda ! Ce classement est sans appel : C'est Hong-Kong qui arrive en tête, suivi, sans surprise, de Singapour, puis d'un grand pays, l'Australie. La Suisse est 5e, le Canada 6e, le Danemark 9e. L'Italie demeure derrière nous, à la 83e place. La France arrive 30e en Europe sur 43 pays, et son faible score, supérieur tout de même à la moyenne mondiale, s'explique principalement, sans surprise là encore, par son déficit budgétaire chronique et la détérioration accélérée de ses finances publiques. L'IEF précise même que les atouts institutionnels du pays relatifs aux droits de propriété privée et à un cadre de régulation relativement efficient commencent à être érodés par une « politique populiste » encourageant une redistribution excessive des revenus et un État providence trop

coûteux.

L'index Doing Business, publié par la Banque mondiale, classe lui la France à la 38e place sur 189, entre l'Arménie et Chypre. Quant à l'Economic Freedom of The World du Fraser Institute, il nous positionne, sur le fondement de cinq critères (taille du gouvernement, système juridique et droits de propriété, *Sound money*, liberté d'échanger internationalement et réglementation), à la 40e place, laissant loin devant nous la Suisse (4e), le Canada (8e) et le Royaume-Uni (12e).

Trois index d'horizons différents pointent donc le retard, en principal comme en relatif, de la France en matière de liberté. Même si nous aurons à nous réinventer « à la française », comme dirait Édouard Baer, c'est-à-dire sans renier notre histoire ni abolir l'État, qui restera, par empreinte génétique, très présent chez nous, il nous faudra le faire en libérant le pays de ses multiples contraintes.

La liberté est notre avenir, la clé de notre bonheur futur. Réapprenons à l'aimer.

Indignation nostalgique

Je m'indigne peu car ce n'est pas mon caractère. L'indignation est souvent une non-action, un poids mort nourri de suffisance et d'aigreur, fantasmant plus sur les gloires passées qu'inventant l'avenir. L'indignation, c'est un souffle froid, pré-mortem, un ultra-conservatisme. Ce moment où, la mémoire grignotée par un temps assassin, la petite enfance rejaillit et triomphe, par l'effet du miroir déformant de l'insouciance, de toutes périodes lui faisant suite. L'indignation n'est pas un symptôme de la dégénérescence, elle est dégénérescente.

Stéphane Hessel avait trouvé un public immense sur ce fondement. Mais cette foule masquée de blanc communiait dans la nostalgie d'une époque révolue, d'un fantasme : la reconstruction, postérieure au second conflit mondial, faite de planification dirigiste et d'ambitions sociales généreuses ; le Conseil national de la Résistance ; le « plus jamais ça ». Le mirage de l'âge d'or est toujours debout ! Car chaque époque a ses souffrances. Dans *Le Monde d'hier*, Stefan Zweig qualifie les dernières années du XIXe siècle : « C'était l'âge d'or de la sécurité. » Que la période d'extrêmes tensions ayant précédé l'un des conflits les plus meurtriers de l'Histoire puisse rétrospectivement paraître comme un moment de sécurité absolue témoigne de la relativité de ce type de jugement.

Notre époque souffre d'une même myopie : les Trente Glorieuses sont notre petite enfance collective. L'incarnation d'un confort disparu et abondamment pleuré. Mais c'est un biais piégeant et immobilisant nos esprits. Ceux qui trouvent que tout va trop vite, que l'avenir est sombre, que l'espoir est mort tombent dans un panneau qui a leurré tous nos prédécesseurs sur cette planète.

Bien sûr, ceux qui souffrent sont légitimes à se plaindre ou à regretter. Et notre époque, vibrante, mais comme toutes les autres, de mutations, a de quoi effrayer. Mais c'est précisément parce que la vie est tragique et qu'elle n'a eu de cesse de permettre, à force d'innovations, un progrès constant (recul massif de la pauvreté, progrès scientifiques gigantesques, guérison croissante des maladies, sécurisation accrue des transports, accélération maximale de la circulation des informations, globalisation de l'éducation, etc.) que nous avons à faire le pari d'un monde réinventé.

Si nous conservons notre modèle hérité des années 1950, nous nous enfoncerons dans la dette, la non-croissance, le repli sur soi et le flicage des populations car il n'est pas compatible avec l'ouverture du monde moderne. Ou bien nous saisissons notre chance, nous nous réconcilions avec la mobilité, l'hétérogénéité ethnique et la flexibilité, avec l'éthique de la liberté et de la responsabilité. Et l'attractivité du pays sera telle que l'on délocalisera d'ailleurs pour venir chez nous, que les talents rentreront au pays, que l'avenir sera porteur d'espoir pour la nouvelle génération. Mais il faut accepter, de manière schumpéterienne, la déstabilisation vertueuse de l'ancien monde pour faire émerger le nouveau.

Plutôt que l'indignation, frisant souvent la malhonnêteté intellectuelle et le déshonneur de l'esprit, choisissons, en amoureux de la liberté, l'insoumission.

Inégalités

La lutte contre les inégalités est devenue l'antienne incontournable du discours politique de ce début de siècle. Le succès planétaire – plus exactement occidental – rencontré par *Le Capitalisme au XXIe siècle* de Thomas Piketty au moment même où l'on s'inquiète de l'augmentation constante de la part des revenus du « un pour cent » des contribuables les plus riches aux États-Unis et en Europe depuis les années 1980 y a largement contribué. Après avoir été en constante diminution depuis les années 1920, les inégalités augmenteraient maintenant depuis plus de trente ans pour atteindre, désormais, des niveaux records.

Même si cela dérange, même si cela déplaît, l'existence d'inégalités entre les hommes est un fait de la nature. C'est même un bienfait pour le monde car ce sont les différences – les inégalités – qui poussent les hommes à coopérer, à échanger et à produire, inventer, offrir. Une économie libre n'est pas un jeu à somme nulle, c'est un processus dans lequel les échanges sont créateurs de valeur. Les inégalités de revenus et de richesses sont inévitables et ne sont pas problématiques en elles-mêmes.

Je suis toujours frappé par les différences entre l'Europe et les États-Unis de ce point de vue. Les Américains ont traditionnellement tendance à accepter les inégalités de résultats du moment qu'elles sont issues d'un juste processus. Le philosophe américain minarchiste Robert Nozick le montre simplement dans *Anarchie, État et Utopie* : si des spectateurs sont prêts à payer librement un prix important pour assister au match d'une star du basket sur un terrain, aucune injustice (sociale) n'est commise, explique l'auteur. Le salaire du joueur reflète l'intérêt que lui porte le public, même si de l'inégalité a été produite au passage. Le sportif ne s'enrichit pas aux dépens d'autrui mais en

satisfaisant son public. Même pour John Rawls, le philosophe de l'inégalité, il est désirable d'à la fois maximiser les opportunités tout en minimisant les différences. Un certain niveau d'inégalité est, selon lui, acceptable dès lors qu'elle bénéficie à celui qui est le moins avantagé dans la société.

Mais le raisonnement des égalitaristes récents va plus loin. L'égalité peut porter soit sur les règles du jeu social (« Tous les hommes sont égaux en droits »), soit sur les résultats (égalité des revenus). Les droits de l'homme de 1789 insistent, par amour de la liberté, sur la première acception. L'analyse objective également, avec plus d'un milliard de personnes sorties de la misère depuis 1990. Mais avec le temps et sous l'influence du solidarisme, la notion floue de fraternité a pris le dessus. Derrière l'égalité en droit se cachait le fourbe et pernicieux égalitarisme. C'est là pourtant une révolte contre la nature car il n'est pas possible de rendre égal ce qui ne l'est pas. La quête est vaine et s'est toujours avérée liberticide et destructrice. En nivelant, on finit toujours par anéantir les incitations à mieux faire, le recul naturel des pauvretés et l'ordre social engendré, avec puissance, par la puissance de la liberté.

Infantilisation

Nutella, alcool, cigarettes, sucre, sel, beurre, chauffages extérieurs, lampes à UV, grippe A, *Tintin au Congo*, canicule, grand froid, piscines, incitations à marcher ou à faire du sport, médicaments, couches-culottes, radars en ville, impressions recto verso, addictions aux jeux, antennes-relais, permis à points, radars, photos retouchées, anorexie, etc. : l'État « fais pas ci, fais pas ça », de droite comme de gauche, nous protège toujours plus contre nous-mêmes.

Après l'inscription sur nos barres chocolatées selon laquelle « le sucre fait grossir », va-t-on bientôt écrire, sur le fronton des maternités, que « naître fait mourir » ? C'était l'objet de mon premier essai, *La Grande Nurserie*, paru en 2006, qui m'a permis de diffuser largement mon enquête sur ce phénomène contemporain touchant à tout et tout le monde. Et, depuis, cela n'a fait que s'accélérer : l'État nounou nous borde, nous protège et nous indique la conduite à tenir, en nous promettant un monde propre, sans risque, tolérant et solidaire. Protection ou inquisition ? Santé publique ou politique liberticide incitant à la déresponsabilisation ? Tous nos rapports ambigus à la liberté individuelle face à l'abus du monopole de la violence légale par les supposés chevaliers du Bien sont résumés dans ce maternage croissant de nos vies.

Comment lutter, je me le demande encore, contre ce flot de nouvelles règles, de protections, de préventions et d'incitations publiques qui bornent de plus en plus notre quotidien et finissent par nous déresponsabiliser, par nous étouffer, sans passer pour un affreux adepte de Dark Vador ou un capitaliste froid incapable de compassion et d'humanité ? Si nous sommes, j'en suis convaincu, véritablement confrontés à une nouvelle idéologie liberticide, hygiéniste et

précautionniste, le camp adverse a beau jeu d'encapsuler ceux qui osent s'attaquer au phénomène. Pourtant, si l'on prend du recul, si l'on ne se focalise, par exemple, pas uniquement sur la législation antitabac, on perçoit immédiatement la montée irrésistible d'un interventionnisme prétendant savoir mieux que nous ce qui est bon pour nous dans tous les domaines, du vin au sport, des UV à l'aspartame, de la canicule au grand froid, de la fessée à Internet et aux ondes des lignes à haute tension.

Déceler les symptômes de ce mal français et, plus largement, occidental, en dénonçant notamment le fantasme du risque zéro et le frein potentiel à la recherche scientifique qu'il insinue, la déresponsabilisation préoccupante qu'il implique, l'autocensure croissante qu'il provoque, la diffusion du prêt-à-penser politiquement correct qu'il alimente, l'obsession hygiéniste qu'il véhicule, l'État policier qu'il nourrit, le fichage de l'intime qu'il occasionne, la montée en puissance d'un totalitarisme *soft*, doux et supposé bienveillant qu'il engendre m'apparaît légitime pour toute personne ressentant de l'amour pour la liberté.

Aux sources de ce phénomène, la faillite de l'État providence et la volonté en contrepoint des politiques qui ne peuvent, dette oblige, plus jurer « je dépense donc je suis » et voient d'un bon œil la possibilité de promettre « j'interdis donc je suis » (qui peut s'opposer au combat du Bien ?). La demande incessante, également, d'un citoyen toujours plus individualiste et soucieux qu'on le protège de tous les dangers de la vie – mais la vie elle-même n'est-elle pas tragique ?

Doit-on aujourd'hui s'inquiéter de voir apparaître, comme dans la géniale bande dessinée prospective *SOS Bonheur*, une police des vêtements pour s'assurer de leur bonne adéquation avec le climat du jour et éviter les maladies, trop coûteuses pour la Sécurité sociale ? À quand la police des semelles pour limiter les risques de chute ? Et pourquoi pas apposer sur les ministères « Être ministre peut nuire à la liberté d'autrui » ? La lucidité libératrice de Mises nous fournit le meilleur des secours : « Un homme libre doit pouvoir supposer que ses semblables agissent et vivent d'une façon différente de celle qu'il estime être la bonne, et il doit perdre l'habitude d'appeler la police dès que quelque chose ne lui convient pas. »

Intellectuels (Nos)

Je t'aime… moi non plus. Remplacez Gainsbourg décoiffé par un intellectuel médiatique, et Birkin par une égérie bien plantée de la liberté : le refrain sera le même. Il va et il vient, le dialogue des penseurs hexagonaux avec la valeur première de leur devise républicaine. Complexe, émaillé de trompe-l'œil, de raccourcis, de doubles fonds, agressif voire violent, caricatural souvent, racoleur toujours. Liberté, la France te maltraite, t'accuse de tant de maux, te fait tourner la tête. Elle a pourtant su te reconnaître, t'aimer, te défendre comme personne, sous la plume d'esprits infiniment éclairés, ces grands amoureux précurseurs ou contemporains de la liberté, salués aux quatre coins de ce dictionnaire.

Aujourd'hui encore, des esprits libres comme des entrepreneurs, des inventeurs, des créateurs, des écrivains, des artistes de premier plan, des anonymes, aussi, ayant saisi librement leur vie chantent ta gloire, se nourrissent de ta flamme. Mais ce pays, ses élites politiques, intellectuelles continuent à te bafouer, y compris en prétendant te défendre. Je m'y attarde car ce livre se veut ancré dans son époque, mais également parce que je ne crains pas de dater cet ouvrage en évoquant ces noms dont certains, à l'évidence, disparaîtront bien vite de l'histoire de notre pensée. Je les vois, en effet, chacun avec leurs prismes, prisonniers de leurs propres commerces, plus ou moins agiles, plus ou moins sincères, au service de leur renommée, creuser un sillon tracé de longue date et révéler ainsi à l'amoureux que je suis l'ambiguïté ancienne, enracinée, d'une certaine élite française avec la liberté.

À l'heure où j'écris ces lignes, la mode est aux unes d'intellectuels. Finkielkraut, Zemmour, Onfray, Todd et Debray rivalisent désormais

avec les ténors de la politique et les marronniers. Et font vendre ! J'y vois une excellente nouvelle pour la qualité du débat public alors qu'on s'inquiétait de la disparition de l'écrit, et je m'amuse, comme beaucoup, d'entendre nos nouvelles stars se plaindre d'un ostracisme les portant, paradoxalement, en haut de l'affiche. La liberté n'en ressort toutefois pas toujours indemne, non seulement dans sa dimension économique, mais aussi morale. Je ne pouvais donc en faire l'impasse.

Je mets à part Finkielkraut et Debray, pour des raisons diverses.

Régis Debray fera toujours du Régis Debray, et c'est sans doute pour cela qu'on l'aime. Son dernier opus, *Madame H.*, le met de nouveau en scène, chevauchant ses premières conquêtes comme les grands et petits moments de sa vie, croisant sans cesse le fer avec ses vieilles lunes et ses dernières obsessions. Il bougonne, ronchonne, s'irrite, se moque faussement de lui-même, se flatte aussi, beaucoup, mais toujours en creux, notamment quand il pique la gauche ou ces pseudo-intellectuels de salon qu'il rêve, à demi-mot et non sans un fond de vérité, de déclasser pour non expérience en danger. Comme toujours, chaque phrase est très travaillée, la formule l'emportant sur l'exactitude, le beau style sur la vérité historique. Notre as de la rhétorique au carré ne craint jamais de perdre son lecteur : après tout, c'est à lui de s'adapter, de se mettre à son niveau. Comme toujours, et désormais comme beaucoup tant cette thématique a gagné en parts de marché éditorial, notre nostalgique nombriliste porte un message : *C'était mieux avant !* Qu'il est loin, pleurniche-t-il à sa façon, le temps des grands hommes, des armées viriles sentant la sueur et l'amour de la patrie, le cliquetis des mitraillettes, les héros de la Résistance et la vertu du sang coulant au service de la nation. Debray vomit la France contemporaine, forcément médiocre, dirigée par des médiocres, n'ambitionnant rien d'autre que la médiocrité. Dans la lignée d'un Muray ou d'un Schneider, il exècre ce monde ouaté, maternant et peu viril d'une France devenue fillette à défaut d'être grande dame et se plaint, sans rien y comprendre, de cet économisme triomphant. Mais que rêve-t-il, en vérité ? D'être de Gaulle, Victor Hugo ! À défaut de pouvoir voter pour eux, à la présidentielle et au Goncourt. Décidemment, quelle déception ! Mais combien cela le rend-il inoffensif et, au final, émouvant ! D'ailleurs, quand il ne voyage pas en homme préférant, réellement, l'acte et le fait, le contact et le vécu, il

fait joliment danser les mots, tôt le matin, seul, dans un mouvement amer. Le crissement d'une balançoire, trônant dans son grand jardin bourgeois, le sort parfois de ses emportements droitiers. Et là il prend conscience, les yeux fixés dans son miroir : le voici devenu plus conservateur, plus « réac » que ses propres parents. Tout ça pour ça ! Cela valait-il ces années de prison en Bolivie, cet isolement chez lui, en France ? Sans doute pas. D'où les très belles formules et le rêve, rentré, d'une place à l'évidence méritée au Collège de France.

Finkielkraut, c'est autre chose. C'est le magistère de l'intelligence, la culture et la pensée portées à leur apogée, le phrasé mais aussi la voix si caractéristiques, imposant le respect malgré certaines confusions. C'est pour moi « le patron », même s'il détesterait l'expression, l'intellectuel dominant, plus profond et plus sincère, plus libre et plus apte au doute, débarrassé d'opportunisme et beaucoup moins caricatural, malgré ses positions tranchées, que ses collègues de couverture. Moins amuseur, plus sensible, en réalité, et tellement plus réfléchi. J'ai tout lu, ou presque, et tout aimé de lui, depuis *La Défaite de la pensée* jusqu'à *La Seule Exactitude*, sans pour autant me retrouver dans tout, et notamment, bien sûr, dans certains réflexes nostalgiques, son rapport trop défiant au progrès et ses élans excessivement conservateurs. Mais il est peu d'hommes d'esprit contemporain donnant aussi élégamment à mûrir et à confronter ses propres idées. Son romantisme me séduit, ses livres sur l'amour (sublime *Et si l'amour durait* !), son adoration emportée du savoir et de la culture classique (« La liberté est impossible à l'ignorant », avance-t-il, et combien il a raison !), sa critique du nivellement par le bas, sa radicalité fine contre l'islamisme extrême, son appétit de littérature (fantastique *Un cœur intelligent*, mon préféré !), et bien évidemment l'immanquable « Répliques », ce temple du savoir, véritable « lieu de mémoire » radiophonique où je ne cesse de me réfugier.

Sur l'amour et la liberté, je l'ai immédiatement rejoint quand il affirmait :

> C'est cela, la difficulté principale des modernes avec l'amour. Si la loi de l'époque devient la loi de l'amour, si, au nom de l'intensité ou de la liberté, l'amour renonce à la durée et proclame sa propre obsolescence, cela voudra dire que l'amour n'est plus amour, mais avatar sentimental de la consommation. L'amour est aujourd'hui à la croisée des chemins. Soit il confirme cette déchéance ontologique, le « tous remplaçables », soit il la

> récuse […]. C'était la grande illusion de la libération sexuelle que de voir dans l'amour une espèce de superstructure. L'amour n'est pas l'oripeau du désir. On peut désirer sans aimer. Et le désir amoureux est plus fort que le désir tout court[1].

Nombre de mes réflexions, de mes interrogations à la frontière des libertés, révélées par exemple ici à l'entrée « Cocu », « Féminisme », « Islam et fondamentalisme islamiste » ou « Liberté d'expression », sont filles d'écrits et de paroles d'Alain Finkielkraut, de ses lectures de Péguy, de Kundera ou de Burke. Ainsi, comme on le lira, même si je continue à m'engager au soutien d'une liberté d'expression absolue et de se vêtir comme on l'entend, y compris en fidélité à ses propres convictions religieuses, j'avoue rencontrer un doute profond quand je l'entends dire :

> Les Américains, les autres Européens disent qu'avec l'interdiction du voile islamique à l'école et du voile intégral dans l'espace public, nous multiplions les lois liberticides. Ils nous font la leçon au nom des droits de l'individu. Mais nous nous obstinons, nous ne nous laissons pas intimider par ce discours, et nombre d'intellectuels musulmans nous supplient de continuer à faire preuve de fermeté car, nous disent-ils, la misogynie institutionnelle est à l'origine du grand marasme où est plongé aujourd'hui le monde islamique. L'oppression de la femme ne dégrade pas seulement les femmes mais organise dans l'ensemble de la société l'inégalité, la haine de l'altérité, la violence ordonnée par le pouvoir mâle, comme le dit Fethi Benslama dans sa *Déclaration d'insoumission à l'usage des musulmans et de ceux qui ne le sont pas*[2].

À l'inverse, derrière la critique constante formulée par Finkielkraut à l'encontre du progressisme, je crois percevoir celle, que je tente de porter, du constructivisme, de ces tentatives dangereuses de modelage de la vie humaine selon des mythes imposés par des architectes autorecrutés de nos existences. Et, malgré certaines saillies improbables, je n'imagine pas ce héros du savoir autrement qu'amoureux de la liberté.

La clé de réconciliation entre nos univers de pensée se trouve peut-être dans les écrits d'un homme évoquant longuement son ami Finkielkraut dans *Un bon fils*, un livre qui m'a beaucoup touché. Son auteur, Pascal Bruckner, méritait, plus que d'autres, la une des magazines. Il porte en lui un véritable amour de la liberté, le conduisant à dénoncer l'ensemble des totalitarismes, *hard* ou *soft* ; les excès de ce que j'ai appelé *La Grande Nurserie* (« Le citoyen contemporain est un hybride d'un homme d'affaires et d'un poupon,

un poupon pour qui la moindre frustration est odieuse et paraît une obscénité. Un homme d'affaires qui estime que son chagrin ou son petit désarroi doit être monnayé. […] Cette conjonction des égoïsmes a créé une ligue des lamentations, la revendication des Lumières de l'égalité et de la liberté se transforme en collectif de récriminations, le citoyen moderne est un homme qui porte plainte, jusqu'à porter plainte contre la vie[3] ») et les atteintes à la liberté individuelle (« En matière de liberté d'expression, le libéralisme à l'anglo-saxonne paraît préférable à la volonté française de censure. On n'éteint pas la haine par décret. Au risque de la décupler[4] » et « La censure aboutit inévitablement au résultat inverse de ce qu'elle recherche. Elle transforme sa victime en martyr de la liberté. Ce qui a été vrai avec Dieudonné en janvier l'est avec Éric Zemmour en décembre[5] »), tout en offrant un réalisme appréciable quand il s'agit d'islamisme radical (« L'islam a toute sa place en Europe, il a droit à cet égard à la liberté de culte, à des lieux de prière décents et au respect : à condition qu'il respecte lui-même les règles républicaines et laïques, ne réclame pas un statut extraterritorial, dérogation de piscine et de gymnastique pour les femmes, enseignement à part, sécession spirituelle, faveurs et privilèges divers. Il ne s'agit pas d'islamiser l'Europe mais d'européaniser l'islam : en faire une religion parmi d'autres, dotée des mêmes droits et devoirs, et qui pourrait éventuellement rayonner ensuite sur le reste du monde musulman. Pour cette tâche de longue haleine, il faut commencer par ne pas capituler, ne pas renier le cœur de notre héritage : l'esprit d'examen, l'égalité des sexes, la discrétion religieuse, le respect des droits et des libertés individuelles. Ces principes-là ne sont tout simplement pas négociables[6] ») ou d'exigence éducationnelle et culturelle (« À travers cette refonte des programmes scolaires on procède au reformatage du logiciel de la France pour complaire aux ennemis de celle-ci et de la liberté[7] »).

Alors que ce livre voit le jour un an après les attentats du 7 janvier 2015, je ne résiste pas à la tentation de reproduire ce que Bruckner écrivait ce même jour :

> Attaquer un journal, c'est attaquer la liberté d'expression. Attaquer un journal, c'est dire aux journalistes que toute critique de l'islam peut entraîner une condamnation à mort. C'est répéter que l'islam est un bloc sacré qui ne doit jamais être remis en question. C'est du jamais vu depuis le XVIIIe siècle. Le chevalier de La Barre avait été supplicié pour « impiété, blasphèmes, sacrilèges exécrables et abominables » au terme d'un procès

inique, mais c'était il y a deux cent cinquante ans ! Aujourd'hui, pour signifier leur refus de céder à la peur, je pense que tous les journaux de France devraient reproduire *in extenso* l'ensemble des dessins de *Charlie Hebdo*. Acteurs, metteurs en scène, philosophes peuvent être les prochaines victimes. On a décapité une partie de notre intelligentsia. Nous sommes en guerre depuis des années, mais nous avons manifesté à l'égard de l'islam radical une complaisance coupable. Il sera très intéressant de voir les lignes de partage dans les jours à venir. Gageons que les collabos de tout poil plaideront pour une limitation de la liberté d'expression[8]…

Un vrai amoureux de la liberté, comme je les aime !

Avec Éric Zemmour, Michel Onfray et Emmanuel Todd, on en revient, au-delà de leurs différences, à une défiance moins puissante et si française à l'encontre de la liberté. Ceux qu'on qualifie sans doute un peu trop vite d'intellectuels alors qu'ils sont, davantage, des commentateurs de l'actualité, partagent tous une hargne dégoûtée à l'encontre d'un système évidemment « trop individualiste », « trop libéral », « trop dominé par l'argent » (sauf, bien entendu, quand il s'agit de leurs droits d'auteur, savamment négociés, pour au moins l'un d'entre eux, par un agent), « trop mondialisé », « pas assez étatiste », « pas assez collectif », « pas assez national », et plaident, non sans brio parfois, mais au prix de tant de caricatures, pour un repli clanique, souverainiste, nationaliste, doublé d'un système aussi redistributif que liberticide, un modèle daté, nostalgique, accordant une place majeure au paternage et parfois même au maternage. Retour vers un futur aussi émollient que potentiellement tyrannique où la liberté est, comme elle l'a toujours été pour une partie de l'élite française, présumée coupable. Qu'on en juge en découvrant leurs derniers ouvrages.

Éric Zemmour, dans *Le Suicide français*[9], déteste pêle-mêle l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, le culte de l'argent, le capitalisme sans frontière, le consumérisme et la grande distribution, la décentralisation, le fédéralisme européen, la « financiarisation » de l'économie, l'individualisme forcené, l'accroissement des inégalités au profit d'une infime minorité de riches, les libéraux américanophiles, le libre-échange, la puissance du marché, la société mondialisée sans attaches nationales, les « multinationales exploiteuses », l'universalisme et le « droit-de-l'hommisme »… Quelle fatigue sûrement que tant de haines ! « Le primat de la liberté de choix

individuel, conclut-il, conduit non pas à l'émergence d'individus libres, mais à l'emprise d'une autre communauté que celle de la nation. » Pleure, Liberté, de tant d'ignorance de tes talents, de tant d'aveuglement à tes trésors, de tant d'antipathie et de misanthropie doublée, dans le cas zemmourien, d'une criante misogynie.

Intellectuel malgré lui, je le crois, du Front national et du Front de gauche, il affirme, en contrepoint, son amour du capitalisme d'État, du colbertisme, du « conservatisme éclairé », de l'État-nation, des frontières, de la « grandeur de la France », des nationalistes colbertistes, de l'ordre, du « peuple », du protectionnisme, de la souveraineté tant nationale que populaire et, bien entendu, des traditions. Il clame par ailleurs son admiration envers le « volontarisme » des hommes d'État exceptionnels : Bismarck, qui a selon lui le mérite d'allier, comme Napoléon III, le national et le social ; Colbert et le « colberto-gaullisme » ; de Gaulle, son schéma « autoritaire mais démocratique » et son « organisation holiste de la société » ; Louis XIV ; Napoléon et sa « somptueuse synthèse » entre l'Ancien Régime et la Révolution, « le seul Français qui combattit la finance les armes à la main » ; Napoléon III, le dernier dirigeant « industrialiste » ; et enfin Richelieu. Pourtant, « les nations n'ont de grands hommes que malgré elles », disait Baudelaire.

Plus frappant, mais finalement cohérent, est le traitement de faveur que l'auteur, classé à droite, réserve au communisme français. Si Éric Zemmour cite avec ferveur l'anti-individualiste Pierre Bourdieu et s'il vitupère l'antimarxisme « militant » qui aveuglait, ose-t-il, Jean-François Revel, manifestement plus mon héros que le sien, ce sont surtout ses éloges des interprétations marxistes qui retiennent l'attention. Et Zemmour d'affirmer, avec mesure : « En dissolvant les nationalités, l'économie libérale fit de son mieux pour convertir l'humanité en une horde de bêtes féroces – les concurrents sont-ils autre chose ? – qui se dévorent mutuellement parce que les intérêts de chacun sont égaux à ceux de tous les autres. » On aimerait presque, pour qu'il s'étrangle dans ses idées reçues, l'invectiver d'un slogan publicitaire lui offrant l'occasion jubilatoire de conforter sa théorie agressive : « What else ? »

Soyons sérieux. La lecture trop évidemment marxiste que fait Zemmour de la Révolution française comme triomphe de la « bourgeoisie » n'est-elle pas infiniment datée ? Au même titre que son

appréciation du capitalisme du XIXe siècle, dont le début du XXIe sonnerait un douloureux rappel : « L'avènement des pays émergents ramènera le capitalisme à son stade originel, celui des prédateurs sans complexes, des ouvriers traités comme des esclaves ou des chiffres dans un bilan ; retour à ce capitalisme du XIXe siècle de Dickens et de Zola qu'avait inauguré la sidérurgie. » Où se loge la valeur de l'historien quand l'idéologie prend à ce point le pas sur l'objectivité des faits à l'heure même du recul majeur de la pauvreté dans le monde, saluée et démontrée par Angus Deaton, tout jeune prix Nobel d'économie ?

Éric Zemmour, embourbé dans une lecture incroyablement partisane du passé, ne semble pas plus gêné de faire l'éloge de Napoléon III, alors même que la conclusion du traité de commerce franco-britannique de 1860 n'est guère compatible avec ses idées protectionnistes. Il ne semble pas plus ennuyé de mettre de Gaulle sur un piédestal, tout en devant reconnaître que le « grand homme » a donné, pour le pire, tous les pouvoirs en matière d'Éducation nationale à la gauche et qu'il a livré, à la Libération, des citadelles (transport, énergie, etc.) aujourd'hui encore très difficilement réformables aux dirigeants communistes. Il ne semble enfin pas tracassé d'écrire que le Concorde est une merveille technologique « commercialement assassinée » par le « protectionnisme américain », se transformant ainsi, parce que l'ennemi est américain, en adepte d'un libre-échange qu'on le pensait détester…

Quant à Michel Onfray, si la Liberté peut fondre en larmes avec Zemmour, ne peut-elle plutôt en rire, si cela lui redonne du cœur, comme je l'ai fait en découvrant les illustrations délicieusement caricaturales de son *Antimanuel de philosophie*[10], notamment ce patron évidemment gros, fumant inévitablement un cigare, et faisant, naturellement, ployer l'échine de deux salariés en ouverture du chapitre « Le smicard est-il l'esclave moderne ? ». Onfray le libertaire grimaçant, professant sans faiblir un rejet viscéral de la liberté quand il s'agit de vouloir ou de posséder. Seule, avance-t-il dans *Cosmos*[11], la matière existe. Ainsi, être libre, c'est obéir à la nécessité que nous enseigne la roue de l'éternel retour des choses. Le libre arbitre, pour Onfray, cela n'existe pas. Quant à l'Occident, le voici décadent, grignoté de l'intérieur par l'effet de son « capitalisme libéral », de

l'argent, du cinéma, de la propriété (n'est-il pas lui-même propriétaire ?) et du « travail productiviste ». Ses modèles fleurent bon, là encore, la nostalgie et le mythe du dénudement, le retour à l'état de nature, la tentation de la décroissance à la rencontre de la « ruralité perdue » et de la « civilisation tzigane ». Quel bel interventionnisme liberticide en ligne de mire ! « Posséder, c'est être l'esclave des choses, de l'avoir, de la propriété. Ce peuple libertaire n'est l'esclave de rien ni de personne. Aucun objet ne saurait lui être un lien ! Quand on est vraiment, ontologiquement, on n'a pas besoin d'avoir, matériellement. » Amen, je vous le dis, débarrassons-nous de cet argent qui corrompt, de ces possessions qui nous rongent, sauf, bien entendu, quand il s'agira de mes droits d'auteur… Et crachons sur le code civil comme on cracha sur nos tombes, tant ce recueil écrit en 1804 « met en mots la loi de la jungle faisant alors juridiction, le droit cristallise en mots la loi du plus fort qui devient loi de la force des plus nombreux ». Rien que cela.

Notre civilisation est bien évidemment « effondrée », brutalisée, littéralement violée par les hordes capitalistes, et emportée aux antipodes d'une métaphysique tzigane au demeurant sympathique.

Comme Zemmour, Onfray, ne manque jamais une occasion de griffer le progrès. Mais Onfray, je n'ai pas le droit de le citer davantage dans cette entrée. Car ce grand dénonciateur de la propriété, n'aimant sans doute la liberté que quand elle le sert, le flatte ou l'arrange, est le seul auteur contemporain évoqué dans ce livre à avoir refusé, par une lettre officielle de son éditeur, que je cite trop longuement son dernier livre au soutien de mon argumentation. L'amour du débat rencontre sans doute quelques limites quand il s'agit de remettre en cause la pensée d'un grand maître médiatique ! Se réfugiant – comme cela m'amuse ! – derrière un droit de propriété recouvrant un intérêt soudain, et agissant en être refusant, dans une liberté que j'entends évidemment respecter, un débat que j'étais heureux d'ouvrir avec lui, je suis contraint de cesser d'ouvrir des guillemets me paraissant, pourtant, éclairants, pour renvoyer mes lecteurs vers des pages dans lesquelles il n'hésite pas à condamner, dans une logique qui m'échappe, la causalité à ses yeux évidente entre le moteur, la voiture, la télévision, le téléphone, les écrans, et… le nihilisme ! Avec lui, la pensée de liberté devient inévitablement un darwinisme social et est accusée de tous les maux, y compris le

traitement réservé aux animaux par l'élevage industriel. Et notre philosophe supposément inclassable de regretter expressément, dans un élan zemmourien, que le socialisme mitterrandien ait été converti aux valeurs libérales de la droite, un chemin qui conduit évidemment à l'abîme.

Bien entendu, chez Onfray comme chez Zemmour ou chez Todd, l'argent en prend pour son grade. Onfray regrette, la larme à l'œil, la terre qui meurt et les paysans avec. Contraints et forcés par la religion de la productivité, les agriculteurs ne deviennent pas moins que les ouvriers de cette mise à mort. Il s'inquiète d'un monde aux prises avec de nouvelles idoles comme la rentabilité et le moteur, l'électricité et la chimie, le profit et l'argent ! Onfray, ou le rêve flatté du retour au monde d'avant, à cette époque bénie de la servitude et de la pauvreté massive, quand quelques nobles oisifs abusaient des privilèges et vivaient largement sur le dos de domestiques, harassés de fatigue, figés à jamais dans leur enviable condition. Car il semble oublier que depuis 1990, ce sont plus d'un milliard de personnes qui sont sorties de la pauvreté à travers le monde.

Onfray, surtout, l'homme qualifiant, au lendemain des attentats du 13 novembre 2015 à Paris, le terrorisme sanguinaire d'« islam politique » et justifiant ces actes par nos propres fautes, au point d'être cité par l'État islamique lui-même ! Cela se passe de commentaire.

Emmanuel Todd, enfin, enrichit sa condamnation du capitalisme et de l'hyper-individualisme contemporain d'une charge acerbe contre l'« européisme » et d'une analyse pour le moins originale, sévèrement critiquée par Finkielkraut, des motifs du rassemblement spontané du 11 janvier 2015 après les attentats liberticides perpétrés en France contre la rédaction du journal *Charlie Hebdo* : pour Todd, dans *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse*, l'émotion de la tuerie a ressuscité, non pas la République, pas plus l'amour de la liberté, mais la coalition qui avait voté notre entière dissolution dans le nouvel ordre européen…

Le holisme apparaît ainsi de manière transparente à chaque étape du raisonnement. Pour lui, le référendum de 1992 a « mis en évidence la notion de classe sociale » ; Charlie est nécessairement un « être social collectif » ; « l'hyper-individualisme contemporain » induisant une « atomisation de la société » et une « incertitude sur les fins dernières de l'existence » est disqualifié. « L'individu est-il vraiment

plus libre dans cette ambiance qui évoque l'anomie et l'absence de repères collectifs plutôt que l'épanouissement ? », s'interroge sans originalité cet énième pourfendeur de la société de confiance. L'ennemi de Laffer n'ira d'ailleurs pas chercher bien loin la formule résumant son écœurement : « Trop d'individu, parfois, tue l'individu. » On ne saurait être plus clair.

Zemmour, Onfray et Todd, nos « ZOT » contemporains, sont loin d'être sots. Mais qu'apportent-ils au débat sinon, tels des paratonnerres opportunément situés, d'engranger la foudre et la colère légitime d'un monde en quête de solutions, d'un peuple séduit par le populisme ? Ils ne font pourtant que creuser un vieux sillon, bien connu, bien étatiste, bien nationaliste et bien égalitariste, entretenu par les Sartre, Sollers et autres Beauvoir au temps de l'« horizon indépassable de la pensée contemporaine » de la pensée marxiste, ou plus amont par le solidarisme III^{e} République certainement plein de bonnes intentions mais tragiquement glissant d'un Léon Bourgeois. « L'individu isolé n'existe pas », répétait à l'envi l'auteur de *Solidarité* et de *La Politique de la prévoyance sociale*, prônant une solidarité de droit et récusant toute validité de la propriété individuelle, pourtant prolongement naturel de la liberté personnelle et creuset de la générosité spontanée.

C'est ainsi qu'on a pu croiser, ces derniers temps, dans la même veine, Michela Marzano et son *Extension du domaine de la manipulation*, dénonçant l'hyper-individualisme d'une société aveuglée par les valeurs d'authenticité, de volontarisme et d'autonomie placées, selon elle, « au service des dividendes des actionnaires et non du bien-être des travailleurs » ; le cynisme d'Octave du *99 francs* de Frédéric Beigbeder, vomissant le manque de considération des grandes marques pour les consommateurs et rouant de coups une retraitée américaine, fautive, à ses yeux, des supposées malfaçons des fonds de pension ; la comparaison de l'entreprise multinationale rien moins qu'à l'univers concentrationnaire par François Emmanuel, dans *La Question humaine* ; la starisation hallucinante du toujours maoïste, autrefois défenseur de Pol Pot, Alain Badiou, selon qui le goulag et la révolution culturelle ne doivent pas conduire à « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Comme l'analyse l'historien Zeev Sternhell dans *Les Anti-Lumières. Du XVIIIe siècle à la guerre froide*, tous les ennemis de la liberté se lisent et se lient les uns les autres depuis des décennies, formant depuis le XVIIIe siècle une chaîne intellectuelle ténue et cohérente en faveur d'une « autre modernité », non pas « porteuse de valeurs universelles, de la grandeur et de l'autonomie de l'individu, maître de son destin, une modernité qui voit dans la société et dans l'État un instrument aux mains de l'individu parti à la conquête de la liberté et du bonheur », mais, dans le sillon d'un Johann Gottfried von Herder, une « modernité communautarienne, historiciste, nationaliste, une modernité pour qui l'individu est déterminé et limité par ses origines ethniques, par l'histoire, par sa langue et par sa culture ». Pour Sternhell, Taine écrit longuement sur Herder, Burke et Carlyle ; Meinecke consacre de longs développements à Burke et une centaine de pages à Herder ; Burke est lui-même suivi par Maurras, auquel Sorel emboîte le pas… Déjà vu, déjà entendu.

Mais ne nous y trompons pas : les ennemis de la liberté n'avancent pas tous à la Herder ou à la Maurras avec tambours et trompettes racistes, nationalistes ou belliqueux. Le biais qu'entretient la pensée française à la liberté est d'autant plus subtil, insidieux, et difficile à « déminer » qu'il plonge ses racines dans un dogme bien particulier, « faux frère » de liberté : la passion de l'égalité, magistralement décrite par Tocqueville, et l'obsession nostalgiste du « c'était mieux avant ».

Sur l'égalité comme obsession idéologique, redonnons la parole à celui qui a tout vu, et relisons sans modération *De la démocratie en Amérique* :

> La première et la plus vive des passions que l'égalité des conditions fait naître, je n'ai pas besoin de le dire, c'est l'amour de cette même égalité. On ne s'étonnera donc pas que j'en parle avant toutes les autres. Chacun a remarqué que, de notre temps, et spécialement en France, cette passion de l'égalité prenait chaque jour une place plus grande dans le cœur humain. On a dit cent fois que nos contemporains avaient un amour bien plus ardent et bien plus tenace pour l'égalité que pour la liberté ; mais je ne trouve point qu'on soit encore suffisamment remonté jusqu'aux causes de ce fait. […] Le goût que les hommes ont pour la liberté et celui qu'ils ressentent pour l'égalité sont, en effet, deux choses distinctes, et je ne crains pas d'ajouter que, chez les peuples démocratiques, ce sont deux choses inégales. […] Le fait particulier et dominant qui singularise ces siècles, c'est l'égalité des conditions ; la passion principale qui agite les hommes dans ces temps-là, c'est l'amour de cette égalité. Les maux que l'extrême égalité peut produire ne se manifestent que peu à peu ; ils s'insinuent graduellement dans le corps social ; on ne les voit que de loin en loin, et, au moment où ils deviennent le plus violents, l'habitude a

déjà fait qu'on ne les sent plus. […] L'égalité fournit chaque jour une multitude de petites jouissances à chaque homme. Les charmes de l'égalité se sentent à tous moments, et ils sont à la portée de tous ; les plus nobles cœurs n'y sont pas insensibles, et les âmes les plus vulgaires en font leurs délices. La passion que l'égalité fait naître doit donc être tout à la fois énergique et générale. Les hommes ne sauraient jouir de la liberté politique sans l'acheter par quelques sacrifices, et ils ne s'en emparent jamais qu'avec beaucoup d'efforts. Mais les plaisirs que l'égalité procure s'offrent d'eux-mêmes. Chacun des petits incidents de la vie privée semble les faire naître, et, pour les goûter, il ne faut que vivre. […] Je pense que les peuples démocratiques ont un goût naturel pour la liberté ; livrés à eux-mêmes, ils la cherchent, ils l'aiment, et ils ne voient qu'avec douleur qu'on les en écarte. Mais ils ont pour l'égalité une passion ardente, insatiable, éternelle, invincible ; ils veulent l'égalité dans la liberté, et, s'ils ne peuvent l'obtenir, ils la veulent encore dans l'esclavage. Ils souffriront la pauvreté, l'asservissement, la barbarie, mais ils ne souffriront pas l'aristocratie. Ceci est vrai dans tous les temps, et surtout dans le nôtre. Tous les hommes et tous les pouvoirs qui voudront lutter contre cette puissance irrésistible seront renversés et détruits par elle. De nos jours, la liberté ne peut s'établir sans son appui, et le despotisme lui-même ne saurait régner sans elle.

Tout est là : l'égalité, cultivée sans mesure dans la tradition rousseauiste, est « facile », séduisante. La liberté est plus exigeante. Elle a un prix, s'arrache à force de travail et d'efforts, de remises en question incessantes. Voilà pourquoi il est plus confortable et plus aisé de s'attacher les faveurs d'une époque passée en méprisant la nôtre. Même notre grand Michel de Montaigne a un temps cédé aux sirènes de Plaute – « L'homme est un loup pour l'homme » –, se défiant, hélas, des élans et des instincts de l'homme libre.

Leurs élans nostalgiques, déclinistes, défaitistes, ne datent pas d'aujourd'hui, ni même d'hier. Un coup d'œil dans le passé, et la pêche paraît miraculeuse : « Il en était autrement jadis ; or, tout va en empirant » (Guillaume de Lorris, poète du XIIIe siècle) ; « Ainsi le bon temps regrettons / Entre nous, pauvres vieilles sottes, / Assises bas à croppetons / Tout en ung tas comme pelottes / À petit feu de chevenottes / Tost allumées tost estainctes / Et jadis fusmes si mignottes » (François Villon, poète du XVe siècle) ; « Toujours plaint le présent et vante le passé » (Nicolas Boileau, poète du XVIIIe siècle) ; « Je ne comprends pas qu'on ne soit pas désespéré » (François Mauriac, romancier français du XXe siècle), etc. Les « ZOT » n'ont rien inventé et caressent, en agiles flatteurs de biais cognitifs aussi vieux que le monde, la préférence naturelle de nos contemporains comme de leurs prédécesseurs pour le passé.

En contre-pied, je ferais pour ma part volontiers mienne la devise

lucide, pragmatique et résolument positive de Pline le Jeune : « Je suis un admirateur des anciens, mais sans pour autant imiter les gens qui méprisent les talents de notre époque. Il est faux, en effet, que la nature, comme si elle était lasse et épuisée, n'enfante plus rien d'admirable. » L'homme, je l'ai écrit plusieurs fois dans ce livre, est notre dernière chance. Tout reste à inventer.

En France, la critique de la liberté semble, hélas, un passage obligé pour être reconnu. L'épanouissement du moralisme dans les milieux intellectuels français, nourri par « une culture du *pathos* » hybridée de théorie du complot chère à la pensée néomarxiste, place en un raccourci magistral la liberté du côté de l'égoïsme au détriment de la solidarité, de la générosité, de l'amour, même. Quelle sombre erreur intellectuelle, conceptuelle, réelle ! Quelle méprise sur l'être humain et ce qui le fait vivre, choisir, aimer. Quelle incompréhension de ce que nous sommes ! Quelle prétention, aussi, à savoir mieux que nous ce qui est bon pour nous ! Il faut l'audace d'un Jean-François Revel, d'un Simon Leys ou d'un Raymond Boudon pour s'affranchir de ces certitudes.

Les « intellectuels contre la liberté » ne se confondent toutefois pas systématiquement avec ceux qu'Antoine Compagnon a qualifiés d'« antimodernes ». On peut choisir, et je le respecte infiniment même si je ne partage par leur penchant, comme Baudelaire, Renan ou Chateaubriand, comme Finkielkraut aussi, de chérir le classicisme et être farouchement inclassable, indépendant et épris de liberté. Les Edgar Poe, Gustave Flaubert, Charles Péguy, Marcel Proust et autres Julien Gracq n'avaient que faire de revendiquer la modernité, encore moins l'avant-garde. Ils regardaient même volontiers dans le rétroviseur. Mais, comme Barthes déclarant en 1977 : « Tout d'un coup, il m'est devenu indifférent de ne pas être moderne », ils se sont révélés grands résistants aux *diktats* de la pensée et de l'esthétique, aux modes, au monolithisme intellectuel. Et, ce faisant, acteurs d'un amour évident pour la liberté.

Comme s'en amusait Michel Foucault, avec une honnêteté intellectuelle stupéfiante, dans sa fameuse dernière leçon au Collège de France, il existe un ensemble de « matrices analytiques », qui sont « itérativement reconduites depuis deux cents ans, cent ans, dix ans », qui accusent la pensée de liberté de faire émerger, dans un

mouvement caricatural, une « société de masse », une « société de consommation », une « société du spectacle », ou bien encore une « société de l'atomisation, de l'uniformisation ou de la massification ». En psychologie, on appelle cela une régression. Une jolie expression pour qualifier la basse-cour de ces intellectuels au rapport si malsain avec la liberté, qui ne rêvent secrètement que d'une chose : nous cadenasser pour mieux nous imposer leurs vues.

Aujourd'hui, des alliés se font jour : l'indépendance d'esprit, l'exigence critique, le recul salutaire avec le concert des temps, l'échec des modèles interventionnistes et l'envie croissante de liberté. Comme l'écrivait Alain Finkielkraut en conclusion d'*Un cœur intelligent*, « être homme, c'est confier la mise en forme de son destin à la littérature. Toute la question est de savoir laquelle ». Des générations d'amoureux de la liberté voient le jour actuellement et montent en puissance, avec leurs différences, d'Agnès Verdier-Molinié à Robin Rivaton, de Gaspard Koenig à Nicolas Colin, d'Augustin Landier à Erwan Le Noan. Surtout, notre époque nous offre de lire et de déguster des auteurs merveilleux comme Kamel Daoud et Boualem Sansal. Quant à moi, parce que « le monde humain trompe par un commerce de grimaces » (Alain), j'ai fait mien le mot de Boileau : « Redoutant la basse servitude, la libre vérité fut mon unique étude » et m'enchante de combattre, avec respect mais exigence, tout ce qui tentera de porter atteinte à nos précieuses libertés.

Internet

Loi de Moore oblige, l'Internet des choses se mêle désormais à l'Internet des personnes. L'univers des possibles se démultiplie toujours davantage, ouvrant autant d'opportunités que de menaces. Corollaire inéluctable des immenses territoires économiques encore vierges qui se profilent, la montée en puissance d'une « société de verre » dans laquelle nous aurons de plus en plus de peine à protéger nos informations et nos secrets. Avec le « Cloud », les données les plus précieuses des individus, des entreprises et des États vont cesser d'être stockées dans des disques durs spatialement circonscrits pour être réparties dans le « nuage » du réseau. Cette révolution de l'hyper-stockage des « data » renouvelle totalement les problématiques de lutte contre l'espionnage, de protection de la vie privée et de coopétition, ce mix vertueux de compétition et de collaboration entre les prestataires de services.

La meilleure arme contre les dérapages et la menace panoptique est sans doute la concurrence. Véritable processus de découverte, elle incite, pour gagner des parts de marché, les concurrents du numéro un à devenir « mieux disants » en toute chose : sur le plan technologique et sur celui des prix, bien entendu, mais aussi sur celui de l'éthique, de la préservation de la vie privée et du respect des droits fondamentaux. Les consommateurs doivent être conscients de leur pouvoir d'exigence.

Centrée sur la préservation des droits fondamentaux, la régulation devra éviter les travers de l'hyper-réglementation. Pour que naisse un ordre spontané, qui sera plus vertueux que les inventions mal inspirées des grands architectes sociaux, et pour qu'il puisse réussir là où, dans le monde réel, il a, faute de liberté et de responsabilité, échoué (voir Uberisation).

Islam et fondamentalisme islamiste

Djihad : guerre sainte. L'oxymore est terrible, insoutenable, quand on ne perçoit pas qu'il s'agit, avant tout, d'une guerre contre soi, et non contre les autres. Il n'embarrasse pas une seconde ceux qui le brandissent contre la liberté, où qu'elle se trouve, du Danemark en Tunisie, d'Égypte aux États-Unis, de Turquie en France. Dévoyer, tordre l'islam dans le sang et les larmes pour en faire non plus la religion éclairée des textes originels, puisant dans les mêmes textes que tous les grands monothéismes, mais une idéologie politique ultra-radicale, un fascisme vert, un nazisme fondamentaliste dévoyé, séduisant les faibles d'esprit plus que les religieux, par application de la charia dans des États islamistes inflexibles. Ce sera donc cela, le front de guerre mondiale de ma génération, de notre XXIe siècle décidément trop religieux – en réalité pas assez car il ne s'agit pas, ici, de religion, mais de tyrannie meurtrière malsaine.

Insaisissable, polymorphe, diffuse et permanente, la menace déploie ses rhizomes sanglants de camps d'entraînement en filières combattantes, de Yémen en Europe, d'Irak en Al-Qaïda, d'Al-Tahwid en État islamique. Rejet total de la laïcité et de la démocratie, arasement de toute liberté individuelle, rétablissement de l'esclavage, soumission et réification odieuse de la femme, massacre des populations considérées comme ne respectant pas la charia, qu'elles soient musulmanes ou non, remobilisation des conflits entre sunnites et chiites, exécutions sommaires des minorités religieuses dont les images terrifiantes et savamment orchestrées se répandent sur la Toile comme une marée noire : voilà le cauchemar liberticide, mondialisé, sans chef ni visage, le plus massif et le plus préoccupant depuis les grands totalitarismes du XXe siècle.

Le sang de la liberté coule dans le monde entier. Au moment où j'écris ces lignes, il vient encore d'endeuiller Paris et la France qui, un soir de novembre 2015, a subi le pire attentat de son histoire. Déjà, quelques mois plus tôt, il a éclaboussé Paris, le 7 janvier 2015, quand l'horreur terroriste, l'abomination extrémiste ont froidement abattu une partie des membres du comité de rédaction du journal satyrique *Charlie Hebdo*, avant de s'en prendre à des policiers et des civils qui n'aspiraient qu'à vivre librement. Certains, auteurs, dessinateurs, descendants de l'antique Pauson, de Daumier, de Gustave Doré, de Faizant ou de Tim, usant pleinement de leur liberté d'expression, sont morts pour des dessins, des idées. D'autres, fonctionnaires de police, ont été assassinés pour assurer leur sécurité et la nôtre, gage de nos libertés. Des voix ont grondé, l'indignation s'est propagée, la France est sortie dans la rue et a montré sa résistance à l'oppression – et à ses côtés, dans un élan de solidarité bouleversante, le monde démocratique au grand complet.

De ce concert légitime et puissant de pleurs, d'effroi et de révolte que soulève chacun de ces actes de barbarie, deux idées fortes doivent s'imposer.

La première, c'est la sacralisation absolue de toutes les libertés individuelles. Toutes sont également intouchables, mais j'aimerais m'arrêter un instant sur la liberté d'expression tant sa défense est fondatrice dans le combat pour la liberté qui se joue sous nos yeux – dont nous devenons tous, qu'on le veuille ou non, des acteurs. Cabu, Charb, Tignous, Wolinski n'étaient pas toujours tendres avec la pensée de liberté, notamment dans ses déclinaisons économiques. Tel était évidemment leur droit. Mais ils étaient merveilleux dans leur dénonciation des comportements tyranniques et des déviances extrémistes. Ils devaient adorer la formule de Benjamin Constant, pour qui « le gouvernement doit protection à tous, et les opinions ne sont d'aucune juridiction humaine ». Car, dans le droit-fil du premier amendement de la Constitution américaine interdisant au Congrès d'adopter la moindre loi restreignant la liberté de parole ou de la presse, ils n'ont eu de cesse, au péril de leur vie, de se battre pour que chacun puisse dire, écrire, dessiner, caricaturer, chanter, provoquer comme il l'entend, et être protégé pleinement pour cela. La profonde tolérance est au cœur de cette vision humaniste et nécessairement absolutiste de la liberté d'expression, permettant aux idées de génie

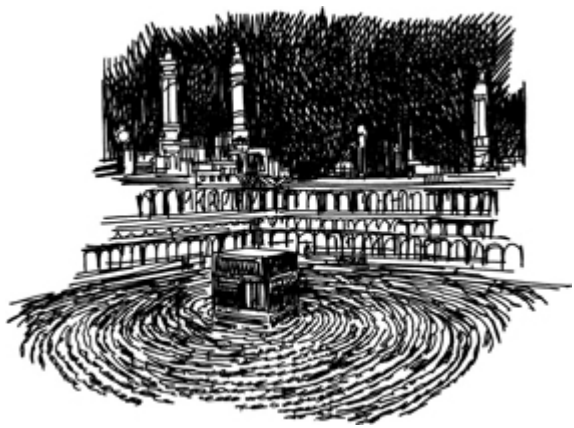
comme aux pires bêtises d'être proférées. Pour mieux contrer ces dernières, non par les armes, non par le sang, mais par la raison, l'image et les mots. Quand la liberté est menacée, le premier réflexe, et je le comprends, consiste souvent à l'amputer davantage encore. Face à de telles attaques contre la raison et la pensée, et en hommage à ces martyrs de notre valeur la plus précieuse, c'est pourtant bien la liberté qu'il convient de proclamer à nouveau, haut et fort. Elle fut au centre, en ces heures émouvantes d'unité nationale, retrouvant sa place première. Même la police a été fêtée, comme l'alliée de nos libertés, dans la lignée d'un Léon Blum : « Toute société qui prétend assurer aux hommes la liberté, doit commencer par leur garantir l'existence. » Si l'État à un rôle, c'est bien celui-là et c'est pour cela qu'avec vigilance et sagesse, j'ai apporté mon soutien à l'état d'urgence comme à l'intervention militaire contre l'État islamique pour traquer et mettre hors d'état de nuire les ennemis armés de la liberté.

La seconde priorité, en ces heures de deuil et d'histoire où l'on sent que nous basculons dans un autre monde, est de proclamer l'urgence d'un islam modéré fort. Il existe, contrairement à ce que l'on entend parfois, et doit faire le ménage dans son propre monde. Cet islam de la liberté, de la dignité et de la lumière, c'est celui des quatre califes Abou Bakr, Omar, Othman et Ali. Cet islam, qui a engendré tant de progrès en philosophie, en mathématiques, en chimie et en astronomie, n'est que tolérance, modestie et bienveillance. Il est essentiel de rappeler que le texte à son fondement respecte et protège les libertés. L'islamologue Mohamed Talbi rappelle que « tout ce qui relève des libertés individuelles est respecté et protégé par le Coran. La charia est une fabrication humaine, un carcan élaboré par des hommes au IIIe siècle de l'hégire », postérieurement au Coran et le détournant dans un sens liberticide. Le Coran laisse liberté aux hommes en matière de religion : la sourate II, verset 256, établit la « nulle contrainte en matière de religion ».

Le Livre garantit aussi la sécurité des personnes et des biens : « Vos vies et vos biens vous sont interdits les uns aux autres jusqu'à ce que vous soyez mis en présence de votre Seigneur, le jour de la Résurrection. » Le sang humain y est sacré : « Celui qui a tué un homme, qui lui-même n'a pas tué, ou qui n'a pas commis de violence sur terre, est considéré comme s'il avait tué tous les hommes » (5, 32).

Ses défenseurs lisent dans le Coran une vision parfaitement compatible avec le monde moderne : « Ne discutez avec les gens du Livre que de la manière la plus courtoise » (verset 46 de la sourate de l'Araignée) ; « Si ton Seigneur l'avait voulu, tous les habitants de la terre auraient cru » (verset 99 de la sourate de Jonas). Il est dit, rappellent-ils, dans le hadith du Prophète : « Celui qui n'a pas de raison n'a pas de religion. »

L'islam ouvert et humain, celui de l'immense majorité des musulmans du monde, ne peut qu'être cette religion de la raison, du respect, de la justice et de la liberté. Il n'a rien à voir avec les déviances de cette secte sanguinaire et totalitaire qui, elle, ne mérite plus la liberté et qu'il faut combattre sans limite. Cette approche de l'islam, religion de connaissance (« Mon Dieu, accrois ma connaissance », peut-on lire dans le Coran), va contre les idées reçues et prône autant le droit à une libre pratique pour les religions abrahamiques (juifs et chrétiens sont appelés « les gens du Livre ») que le fait qu'il n'y ait « pas de contrainte en religion » (verset 256 de la sourate de la Vache).

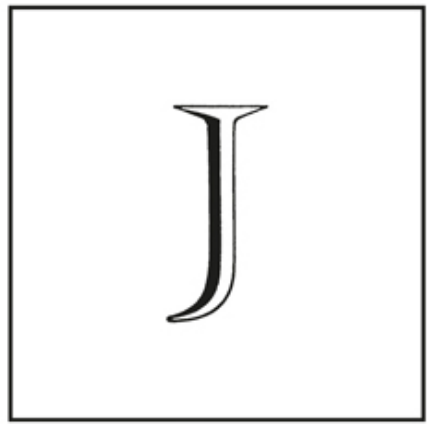


C'est cet islam qui doit se lever, que nous devons aider et encourager, et qui doit, pour enrayer l'amalgame et la fièvre sanglante, briser la prise d'otage de leur religion par les dérives terrorisantes et meurtrières. Avec plus de force qu'aujourd'hui.

Avec les victimes de cette secte liberticide, en communion d'âme, dans le silence des morts, crions à jamais et plus que jamais notre

insoumission et notre amour de la liberté.

1. *Le Point*, 22 septembre 2011.
2. Le Figaro.fr, 12 octobre 2015.
3. Revue *Reliance*, 2005/4, no 18.
4. *La banlieue s'exprime*, 5 janvier 2014.
5. Le Figaro.fr, 22 décembre 2014.
6. *Libération*, 25 février 2015.
7. Le Figaro.fr, 25 avril 2015.
8. *Le Figaro*, 7 janvier 2015.
9. Albin Michel, 2014.
10. Éditions Bréal, 2001.
11. Flammarion, 2015.



Jardins

Il était une fois le jardin d'Éden, d'où l'homme et la femme furent chassés pour avoir, pour la toute première fois, fait acte de liberté. Liberté, à l'ombre rose des ramées, invités par la tiédeur de l'air, de cueillir une pomme rouge comme la vie, d'y mordre à pleines dents et de goûter, pour le meilleur et pour le pire, l'incomparable saveur du libre choix.

Fini le paradis. La première chose qu'ils firent, sur la Terre âpre et noire à laquelle ils s'étaient condamnés, c'est bien sûr de recréer des jardins. De fragiles enclos de nature où s'échapper, flâner, se dérober aux villes, aux labeurs, au poids des regards, pour exercer encore cette liberté de jouer, de rêver, d'aimer.

Des jardins secrets, où n'être qu'à soi. Des « jardins pour y faire des bêtises », comme le dit la tendre chanson de Pierre Perret ? Pourquoi pas, à en croire les diablotins très grivois du *Jardin des délices* de Jérôme Bosch, les mises en gardes sévères contre les jardins défendus, ou les bosquets de Versailles qui doivent rougir encore des fêtes intimes auxquelles ils ont prêté couvert.

Car le jardin, qu'il hausse le col à la française entre des haies respectables, roule à l'anglaise de colline en pièce d'eau ou murmure à la japonaise, reste cet espace à part, ni tout à fait tenu ni tout à fait sauvage, où l'homme peut s'essayer sans trop de risques à la grande nature. À sa propre nature. Un pas dans l'herbe au sortir du palais, de la maison, du logis, un pas puis un autre, balbutiement d'être soi, puis c'est la grande course sans retenue sous le soleil… jusqu'à la barrière. Car le jardin est borné. Ceint de clôtures, de haies, de murs. C'est même ainsi qu'est née la propriété, le corollaire de la liberté. Alors, que vaut cette illusion d'envol qui s'accroche aux barbelés, qui se brise aux carreaux du jardin d'hiver ? Quelle liberté dans cet élan de nature rabattu par la main de l'homme ? Taillé en topiaire ? Architecturé comme une ville, plié à la symbolique du pouvoir ? Soumis à haut rendement potager ou fruitier ? À classification botanique méthodique ? Où est dans tout cela la sève indomptée des forêts vierges ? À quoi rime cette liberté dans un mouchoir de poche ?

Elle rime à tout, à toutes les chansons, à toutes les créations. Justement parce qu'il est compromis entre nature et culture, trait d'union entre les contradictions humaines, le jardin plus encore qu'un espace infini révèle la liberté en l'homme. Sa liberté réelle, faite de contraintes (la barrière, les caprices des saisons, les insectes ou les rongeurs qui attaquent un massif), de responsabilités (si je n'arrose pas les tomates, pas de salades d'été ; le Petit Prince est responsable de sa Rose), de choix (entre ces barrières, en dépit d'elles, grâce à elles, quelle merveille puis-je créer ?). Le jardin est espace de création, de recréation, de réinvention libre du monde. Le paysagiste, le jardinier, le promeneur s'essaient à échelle d'homme à l'exercice des sept jours, armés de terre, d'eau, de semences, et d'un transat pour contempler, une fois finie, cette petite géographie. On ne peut, sauf à pousser la grille, en sortir « devant soi », tout clos qu'il est ? Qu'à cela ne tienne. On en sort « par le haut », par l'infinie beauté – ô fontaines aux jardins de l'Alhambra, parfums de rose à Villandry –, par les verts labyrinthes de l'imagination. Tous les jardins sont des jardins suspendus – à nos rêves. Les miens portent un prénom de femme. Son univers est mon jardin. Un jardin d'amour et de liberté.

Judaïsme

Alvy Singer, neuf ans, l'air buté, museau constellé de taches de rousseur sous ses grosses lunettes cerclées de noir, s'ouvre au docteur de l'idée qui l'obsède – l'expansion de l'univers. Près de lui, sa mère, intraitable, exige que cessent ces élucubrations et qu'on revienne à l'essentiel, bien manger, faire ses devoirs, obéir en bon fils. Voilà la « mère juive » que Woody Allen met en scène avec une tendre férocité dans *Annie Hall* et tant de ses géniales comédies. Protectrice, étouffante, castratrice : la figure de cette mère – juive ou universelle – pourrait illustrer à elle seule l'inextricable dilemme de la liberté dans le judaïsme comme dans tous les grands monothéismes. La capacité à devenir soi, autonome, responsable, aux prises avec le regard tutélaire d'une autorité supérieure, omnisciente, aussi terrible que bienveillante.

Impossible liberté, sous le diktat d'une Loi gravée dans la pierre, de rituels ultra-codifiés, de la famille, de la communauté ? Ce serait une lecture bien courte, pour ne pas dire un total contresens, comme le livre Macha Fogel dans *Le Monde des religions* : « Dès le départ, avec la morale qu'elle tire de l'histoire d'Abraham, la Torah donne à ses fidèles une injonction paradoxale. Le grand homme "abandonne son père et sa mère" (Genèse 2, 24), pour tracer son propre chemin. Suivant son exemple, tout homme devra désormais quitter le foyer qui l'a vu naître, se marier, avoir des enfants… et leur transmettre ce qu'il tient justement de ses parents. Se séparer de ses ascendants pour mieux les perpétuer, telle serait la raison d'être d'Abraham et de ses fils selon la Loi », explique-t-elle.

Se construire, se libérer, s'émanciper, mais sans rien renier, sans rupture, dans le respect de ses racines et la continuité : voilà l'une des

très belles leçons de liberté qui imprègnent le judaïsme, où chaque interdit, chaque contrainte ou limite apparente à la liberté individuelle recèle en réalité une marge de choix et d'expression du libre arbitre essentielle.

Interdits alimentaires des sévères lois de la *kashrout* ? « Il est possible, poursuit Macha Fogel, qu'ils aient entre autres objectifs celui de rappeler à ces mères et à leurs enfants l'ordre donné à Abraham de voler de ses propres ailes. Dans un livre appelé *Leçons de diét-éthique*, qui présente une analyse symbolique des règles de la cacherout, l'auteur Sébastien Allali s'intéresse à l'interdit israélite de mélanger le lait et la viande. Selon de nombreux commentateurs, explique-t-il, cet interdit devrait être mis en relation avec celui de l'inceste : "Le lait symbolisant la mère, le mélange lait/viande serait l'expression du retour à l'utérus maternel évoqué par Freud." L'interdit de ce mélange, conclut l'auteur, serait donc "un rappel symbolique de la nécessité […] de ne pas mélanger de manière malsaine et confuse la vie des enfants (le chevreau, donc la viande) et celle des parents (la mère, donc le lait)". Autre injonction au devenir autonome : aux temps bibliques, les Hébreux fêtaient le sevrage du fils, qui de *tenok*, "celui qui tête", devenait *yeled*, "celui qui naît", et qui marche vers la liberté des hommes. »

La circoncision, atteinte à l'intégrité physique du corps de l'enfant, comme a pu en décider en 2012, condamnation à la clé, le tribunal de grande instance de Cologne ? « Circoncis le huitième jour, éclaire Régis Burnet, professeur à l'Université catholique de Louvain. Certains vous indiquent, par exemple, que le 8 est le chiffre le plus saint. Le 7 symbolise la création parfaite, et le 8 l'intervention de l'homme. En tant que petit garçon, vous êtes la création de Dieu, et vous entrez dans l'Histoire le huitième jour », c'est-à-dire dans la vie, dans la responsabilité humaine, dans sa pleine liberté.

Autre exemple, l'interdit de relations sexuelles frappant les femmes (et leurs conjoints !) durant les premiers jours du cycle. Une mise au ban pour « impureté » ? Non : qu'elle demeure intouchable « afin qu'elle soit ensuite aussi chère à son mari qu'au jour du dais nuptial », commente le sage rabbi Meïr au IIe siècle. De l'interdit provisoire naît le désir sans cesse renouvelé, la liberté de recréer l'amour chaque mois comme au premier jour.

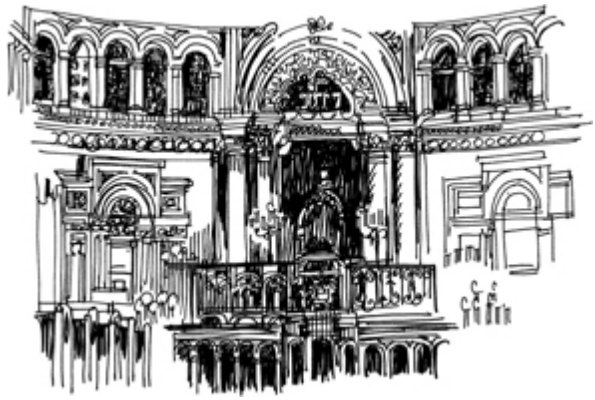
Anecdotes ? Sûrement pas : merveilleuses illustrations d'une

tradition orale d'exégèse consubstantielle au judaïsme, où chaque commandement, chaque règle, chaque fragment de verbe est ouvert à discussion, réflexion, interprétation. Sur toutes ces questions, il ne s'agit pas de juger ou de trancher, mais d'ouvrir des pistes de réflexion et de liberté.

Car le judaïsme est consubstantiel, dès l'origine, d'un souffle puissant de libération. Premier grand monothéisme, il s'affranchit d'un « ciel trop plein », suivant la belle expression de Thomas Römer, professeur au Collège de France, auteur de *L'Invention de Dieu* : aux alentours du VIe siècle avant notre ère, le peuple hébreu, en réaction aux invasions et aux destructions provoquées par les troupes babyloniennes du roi Nabuchodonosor II, choisit contre la pléthore de divinités de l'envahisseur un Dieu un, capable de justifier et de surmonter la catastrophe.

La sortie d'Égypte, avec la libération de l'esclavage et la traversée de la mer Rouge, peut ensuite être perçue comme la naissance, la délivrance, au sens presque obstétrique, du peuple juif. L'errance qui suivra, quarante ans dans le désert, se clôt par le don de la Loi qui, « enseignant au peuple juif un langage pour l'aider à comprendre le monde, lui impose ses premières obligations en même temps qu'il lui offre, corollaire de cette responsabilité nouvelle, la liberté… serait-ce celle de désobéir », commente Macha Fogel.

Car le libre arbitre et l'émancipation sont des notions absolument fondatrices dans le judaïsme. « Les Tables de la Loi étaient un acte de Dieu, elles provenaient de Dieu, elles étaient façonnées par Dieu, et l'écriture était également divine ; elle était gravée sur les tables et le texte dit : "Ne lis pas 'gravées' mais lis 'liberté'" ! », peut-on lire dans le Traité des Pères (Pirké Avot VI, 2*)*. « Rien n'échappe à Dieu mais la liberté est laissée à l'homme », postule le traité Avot (Pirké Avot III, 19), réflexions à caractère éthique faisant partie de la Mishna, littérature rabbinique de première importance. *Lekh Lekha*, « Va vers toi », se nomme également la troisième *paracha* (passage du Pentateuque lu chaque semaine de l'année) – un appel sans équivoque à devenir soi.



La soirée du Sédère, soirée pascale de Pessah, s'articule elle autour de quatre coupes de vin : à chacune correspondrait une des quatre formes d'accession à la liberté (du corps, des sens, de l'intellect, de la force spirituelle), faisant écho aux quatre formes verbales employées dans la Torah pour annoncer la future libération d'Israël. Dans la Cordoue du XIIe siècle, le philosophe juif Maïmonide a également affirmé sans restriction cette force du libre arbitre : son maître ouvrage, le *Guide des égarés*, dessine un homme libre de disposer de son corps, de ses sentiments, de son intelligence, libre de définir la place qu'il estime être la sienne dans le monde.

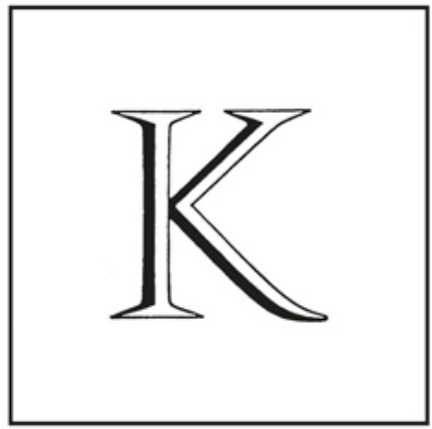
Nous l'évoquions plus haut : l'une des manifestations les plus extraordinaires de cette marge de liberté réside dans la discussion incessante des textes. Depuis la codification du Talmud, l'étude, le désaccord, le débat font partie intégrante de la tradition juive. Les controverses rabbiniques, la pratique du *Midrash*, les débats dans les *yeshivot* tissent et détissent à l'infini tous les sens ouverts par la Torah et la parole de Dieu, interprètent la Loi divine à l'aune de la subjectivité humaine et font tourner un moteur perpétuel d'interrogations sur les commandements, jamais pris à la lettre sans avoir été discutés. « Loi », en hébreu, se traduit d'ailleurs par *halakha*, du verbe *lelekh* – aller, se mouvoir, se déplacer : la Loi n'est pas figée, pas gravée dans le marbre, mais toujours inachevée, en mouvement, dynamique. L'étude dans le judaïsme n'est pas un acte d'accumulation des connaissances, mais un acte créatif, itératif, qui se joue dans le collectif. Qui se joue dans la beauté aussi, tant les rites qui contiennent et reflètent ces vivants commandements paraissent, en tout cas aux yeux du néophyte non initié que je suis, aussi mystérieux

que poétiques – forêt de symboles, de bougies, de psalmodies, de partages, parfois autour de tables dressées de succulentes recettes.

À cette marge d'interprétation et d'expression individuelle dans le cadre des lois est sûrement lié l'accueil formidable que réserve le judaïsme à l'humour, ce si grand ami de la liberté. Autodérision, malice bienveillante, réalisme bien trempé sont déjà présents dans le récit de l'origine du monde et les débats des Sages rapportés dans le Talmud, et perdurent jusqu'à aujourd'hui dans une littérature ou une production cinématographique foisonnante. Une manière, imparable, de libérer l'esprit critique.

De là également, peut-être, une part de la fertile complicité qu'entretient le judaïsme avec la création la plus inspirée – de Raymond Aron à Jean Zay, en passant par Marc Chagall, Albert Cohen, Simon Debré, Serge Gainsbourg, Romain Gary, Joseph Kessel, Emmanuel Levinas, Claude Lévi-Strauss, Georges Mandel, Amedeo Modigliani, Montaigne, Proust… pour ne citer que quelques-uns des fantastiques créateurs nourris de culture juive.

Enfin, alors que le judaïsme et le peuple juif ont fait, et font encore l'objet des assauts liberticides parmi les plus terrifiants de tous les temps, le judaïsme me semble ouvrir l'un des plus beaux choix, celui de la vie. « J'ai mis devant toi la vie et la mort, le bonheur et la calamité, choisis la vie ! » (Deutéronome 30, 19). « Choisir la vie contre les pulsions mortifères de la société », comme le martèle l'actuel grand rabbin de France Haïm Korsia dans un entretien accordé au *Monde des religions*. Quel plus beau commandement, quelle plus belle liberté.



Kazan, Elia (1909-2003)

America, America. Comme un refrain au goût de Terre promise. Un air de liberté plombé d'obstacles et de désillusions. Amère Amérique ? « Cette histoire m'a été contée par mes aïeux. Ils se souvenaient de l'Anatolie, grand plateau situé au centre de la Turquie en Asie, et du mont Argée, qui dominait la plaine. L'Anatolie, berceau des Grecs et des Arméniens, avait été envahie par les Turcs environ cinq cents ans plus tôt », entame la voix off du cinéaste sur fond de vastes horizons en noir et blanc. Pétri de références autobiographiques, *America, America* retrace le parcours de l'oncle qui décida de s'expatrier aux États-Unis pour s'affranchir de l'envahisseur, avant de faire venir ensuite le reste de la famille Kazanjoglous. Elia Kazan, « Grec de sang. Turc de naissance. Americain parce que mon oncle fit un voyage », en ses propres mots, débarque outre-Atlantique à l'âge de quatre ans. Au-delà de l'épopée familiale et intime, l'oncle Stavros, devenu emblématique pour des générations d'émigrés en quête de liberté ayant vibré d'émotion devant le film, donne un visage aux turpitudes universelles de l'exil.

Fuir l'oppression en quête d'un lieu de possibles. Mais se heurter, tout au long du chemin, à des barrières plus tenaces encore : l'âpreté de la route bien sûr – faim et froid, dénuement, incertitude permanente. Mais aussi, plus pernicieuses encore, les chaînes de la compromission – pactiser, se vendre, mentir, renier, Stavros a-t-il le choix pour survivre ? Ultime prison du migrant – de Stavros, de Kazan lui-même, et de tous ceux qui se reconnaissent en eux : le *no man's land* identitaire. Impossible retour en arrière : cet accent américain de Kazan, dans le film, qui l'empêche de se fondre à la terre de ses pères. Impossible assimilation dans le monde nouveau : l'œuvre et la vie entière de Kazan sont marquées par les stigmates de la minorité. « D'abord, mon père était opposé à mes études. Et, avec la dépression, il était à sec. Donc, au bout de six mois, je lavais les plats et servais à table. On ne m'invita pas à faire partie d'une fraternité. Cela me fit davantage sentir que j'étais un étranger, pas comme les autres », témoigne-t-il.

Le migrant vu par Kazan demeure « entre deux », entre deux rives, entre deux temps, mémoire et *tabula rasa*. L'exilé, cet « amoureux mélancolique d'un espace perdu, qui ne se console pas, en fait, d'avoir abandonné un temps », comme le décrit Julia Kristeva. Il perd son nom – Stavros –, prend l'identité de son camarade Hohanes, mort de désespoir de n'avoir pu entrer sur le territoire américain à cause d'une mauvaise toux. L'administration d'Ellis Island le biffe en « Joe Arness », tout comme elle raturera Kazanjoglous en Kazan.

À l'issue du voyage initiatique, fait de douleur et de corruption, c'est la rédemption au Nouveau Monde, « un processus de mort et de renaissance sous une autre identité, une identité résultant d'ailleurs de la naturalisation », écrit le critique Jean-Loup Bourget. « Pillé, prostitué, meurtrier, fiancé, traître, le héros traverse ces séquences qui sont toutes englobées dans la grande tâche partout présente, échapper à l'Anatolie pour atteindre New York. Et l'englobant, la grande tâche sanctifie ou du moins acquitte le héros pour tout ce qu'il a dû faire ici et là : déshonoré du dehors, il a sauvé son honneur intime, la pureté de son cœur et l'avenir de sa famille. Non pas qu'il trouve la paix. C'est le monde de Caïn, c'est le signe de Caïn, qui ne connaît pas la paix, mais fait coïncider dans une névrose hystérique l'innocence et la culpabilité, la honte et l'honneur : ce qui est et reste bien abjection dans telle ou telle situation locale est aussi l'héroïsme exigé par la

grande situation globale, le prix qu'il faut payer », commente admirablement Gilles Deleuze dans *L'Image-mouvement*. Est-ce là le prix de la liberté ?

Liberté mirage, qui une fois « arrivé », est encore tout entière à conquérir. Ellis Island est hérissée de barbelés. Puis, dès les quais de New York, c'est la marginalisation, le racisme, le rejet qui arrachent la peau. C'est un clivage, un tiraillement, entre le rêve et la réalité, l'impossibilité de rester comme avant et la difficulté de devenir un autre. Le destin, si contemporain encore, du migrant, de celui qui franchit une frontière en quête de liberté, de sécurité, d'avenir, de vivre.

Toute l'œuvre de Kazan – littéraire, dramaturgique, cinématographique – est habitée par ce paradoxe de l'intégration. Animé par le désir profond de se fondre dans la société américaine, Kazan souffre d'une réussite qui l'éloigne douloureusement de sa culture d'origine. Tout son cinéma mêle émerveillement et réprobation à l'endroit de son pays d'adoption. Son manifeste ? « Un véritable artiste doit avoir le courage de montrer ce que le reste de l'humanité dissimule », confie Kazan. Montrer, dans *Le Fleuve sauvage*, la résistance de la tenace Ella Garth, refusant, en héroïne de la liberté, d'être expropriée de ses terres menacées d'inondation par les grands travaux du barrage sur le Tennessee – bras de fer entre l'Amérique de la propriété sacrée et l'Amérique de l'interventionnisme triomphant et du New Deal. Montrer, dans *Sur les quais*, la violence de syndicats érigés en véritables gangs liberticides. Oser, dans *L'Arrangement*, qu'il adapte de l'un de ses propres romans, dénoncer l'ambiguïté de la réussite et les barreaux dorés quadrillant potentiellement l'*American dream*.

Sur la forme aussi, Kazan est un *outsider*. Il innove en tournant à l'extérieur, en choisissant la couleur, en explorant les effets techniques. Il fait entrer le sexe à Hollywood, avec son sulfureux *Tramway nommé désir*, adapté en 1951 de la pièce de Tennessee Williams. Il délaisse les héros et la tradition de la *success story*, pour regarder dans *America, America* les faiblesses de Stavros, déraciné, corrompu, errant et fragile. À l'Actors Studio, qu'il crée en 1947 et d'où sortiront les plus grandes stars hollywoodiennes, il applique « la Méthode », sa méthode, fondée sur des exercices d'improvisation, qui

n'a qu'un seul objectif : libérer « l'étranger » qui dort dans chaque acteur, pour une identification psychologique totale entre l'acteur et son personnage.

America, America, culture double, identité multiple. Kazan, malgré – ou à cause de – sa soif de liberté, ne pouvait être d'un bloc. En 1952, c'est le choc : en plein maccarthysme, il dénonce tous les communistes de son entourage, même ceux du Group Theater, cette formidable troupe d'avant-garde, cœur chaud de la vie théâtrale new-yorkaise qu'il avait rejoint vingt ans plus tôt. On le lui reprochera toute sa vie : en 1997 encore, on lui refuse un prix hommage par l'American Film Institute et l'Association des critiques de Los Angeles. En 1999, quand on lui remet le troisième oscar de sa carrière pour l'ensemble de son œuvre, une partie de l'assistance refuse de l'applaudir. « Si j'ai fait ce que j'ai fait, c'était pour de bonnes raisons qui n'appartenaient qu'à moi », tranche-t-il, laconique, dans son autobiographie. Des raisons aussi profondes qu'un village englouti par le Tennessee, aussi insondables que l'immensité anatolienne traversée par le chant du muezzin ? Si, idéologiquement, Kazan n'a jamais regretté ces délations, humainement, il ne s'en est jamais vraiment remis. « J'ai pris conscience du caractère terrible de mon acte : pas l'aspect politique, car c'était sans doute une attitude correcte à adopter ; enfin, cela n'a plus d'importance maintenant que ce soit correct ou non ; seul le côté humain comptait. Je me suis dit : tu as encore blessé un être humain, un de tes amis et sa famille. » C'est le minimum que l'on pouvait attendre d'un homme qui sa vie durant a voulu poursuivre et magnifier l'amour de la liberté.

Kessel, Joseph (1898-1979)… et Londres, Albert (1884-1932)

« Une valise, on dirait que c'est la liberté qu'on a dans la main », écrit Albert Londres dans *Adieu Cayenne*. C'est qu'Albert Londres avait l'enfermement en horreur. Sous toutes ses formes : dans un XXe siècle accouché sous les bombes de 14 et la poigne d'airain du colonialisme, il a enfoui sa plume partout où pourrissait l'aliénation. Et, de cette pointe minuscule, mais immense quand elle est franche et libre de censure, Londres a contribué à faire sauter les verrous. « Cet homme, écrit Paul Mousset dans la biographie qu'il lui consacrait en 1972, prouva à la France, puis au monde – de son époque ! – qu'un journaliste s'attaquant à des anomalies flagrantes, ignorées des foules ou acceptées par elles, n'est pas forcément un don Quichotte mais peut, au contraire, et à lui seul, conquérir des places fortes. »

Et quelles places fortes ! Les tranchées de la Grande Guerre, où, dans la boue et le sang, la carrière d'Albert Londres bascule, du confinement du journaliste parlementaire « chambrier » à l'âpreté du terrain. C'est sur le front qu'il inaugure, invente et embrasse la mission où le suivront tout au long du siècle des générations de grands reporters : « Albert Londres, commente Mousset, par sa manière d'enquêter, d'"instruire" un reportage, transforma, rénova un journalisme jusqu'alors assez peu différent de celui de Chateaubriand et de M. Thiers et la profession lui dut la naissance d'une race nouvelle de jeunes hommes. »

Après la guerre, le « jeune homme » se met en tête de forcer les portes de l'extrême prison : le bagne de Cayenne. C'est le choc : il creuse, interroge, fait sauter le silence acheté et le mutisme hypocrite des geôliers pour publier en 1923 dans *Le Petit Parisien* « Au bagne »,

le papier du scandale qui comptera pour beaucoup dans la fermeture quelques années plus tard du pénitencier de Saint-Laurent-du-Maroni. « Il n'y a donc pas d'hôpital ? Si. Il en est un grand à Saint-Laurent-du-Maroni. Mais on ne devient pas gibier d'hôpital comme ça, au bagne ! Il ne suffit pas d'être condamné pour franchir l'heureuse porte de cet établissement de luxe. Il faut avoir un membre à se faire couper, ou, ce qui est aussi bon, pouvoir prouver que l'on mourra dans les huit jours. Alors les médecins ? Les médecins sont écœurés. Les témoins les plus violents contre l'administration pénitentiaire se trouvent parmi eux. Le médecin voit l'homme. L'administration voit le condamné. Pris entre ces deux visions, le condamné voit la mort. » Le style Albert Londres est fait de phrases courtes et nettes, d'un lexique sans fard, et interpelle puissamment les lecteurs comme les autorités.

Quelques années plus tard, Albert Londres retrouve Eugène Dieudonné, jeune ébéniste parisien condamné à tort aux îles du Salut comme complice de la bande à Bonnot : clamant vainement son innocence, Dieudonné s'était évadé pour la troisième fois. Tentative réussie. Londres, qui le retrouve au Brésil, recueille son âme brisée par l'injustice : « Vous pourrez l'écrire comme vous voudrez, le doute demeurera toujours dans les esprits. Les quarante-trois ans de ma vie honnête et souffrante n'effaceront pas la honte de la fausse condamnation. Les regards timides me fuiront toujours, les portes se fermeront. » Londres parviendra à arracher tout de même sa réhabilitation en publiant *L'homme qui s'évada* en 1928. Après le bagne civil, le journaliste, épris de liberté, s'en prend au bagne militaire : terrible *Dante n'avait rien vu*… Après une longue polémique avec les autorités, tous les pénitenciers militaires sont finalement abolis.

Et Londres, par amour pour la liberté, de dynamiter un à un les préjugés, les confinements, les prisons de toute nature. Celles du travail forcé et du corps aliéné – d'un reportage bouleversant sur les prostituées françaises d'Argentine, *Le Chemin de Buenos Aires* en 1927, à sa couverture du Tour de France de 1928 avec *Les Forçats de la route* (« Les Pélissier n'ont pas que des jambes, ils ont une tête et, dans cette tête, du jugement. – Vous n'avez pas idée de ce qu'est le Tour de France, dit Henri, c'est un calvaire. Et encore, le chemin de croix n'avait que quatorze stations, tandis que le nôtre en compte quinze. Nous souffrons du départ à l'arrivée. Voulez-vous voir comment nous marchons ? Tenez… De son sac, il sort une fiole : Ça, c'est de la

cocaïne pour les yeux, ça c'est du chloroforme pour les gencives… – Ça, dit Ville, vidant aussi sa musette, c'est de la pommade pour me chauffer les genoux. – Et des pilules ? Voulez vous voir des pilules ? Tenez, voilà des pilules. Ils en sortent trois boîtes chacun. – Bref, dit Francis, nous marchons à la "dynamite". Henri reprend : – Vous ne nous avez pas encore vus au bain à l'arrivée. Payez-vous cette séance. La boue ôtée, nous sommes blancs comme des suaires, la diarrhée nous vide, on tourne de l'œil dans l'eau. Le soir, à notre chambre, on danse la gigue, comme saint Guy, au lieu de dormir »), en passant par une dénonciation inouïe de l'administration coloniale et de la servitude dans laquelle sont tenues les populations : « Le nègre ? lance-t-il en 1929 dans *Terre d'ébène*. Que l'administration commence. Pour elle, le nègre n'est jamais fatigué. Il traversera le pays à pied, il maigrira sur les routes, il crèvera à la "machine". Pour nous, tout juste si elle ne nous demande pas de le transporter dans un hamac ! Elle le spolie à coups de réquisition. Vous le savez bien… L'administration dépouille l'indigène ; mais comme l'indigène dit avoir de l'argent pour payer ses impôts, elle nous permet de lui acheter ce qu'elle ne prend pas. »

Le libre journaliste s'attaque aussi aux cachots anxiogènes de l'esprit aux prises avec ses fantômes : « Quand la fièvre nous tient, nous, gens de raison, nous avons des rêves horrifiants. L'angoisse nous étreint… mais en sursaut, mouillés de sueur, nous nous réveillons. Le cauchemar est fini. Pour les pauvres persécutés le cauchemar continue toujours… » Londres a pénétré « chez les fous », pour faire le jour sur la situation des malades dans les hôpitaux psychiatriques où la contrainte, les brutalités et l'horreur sont la norme. Et s'est indigné : « Quand une personne tombe malade de la mystérieuse maladie, si cette personne n'a pas le sou, elle est folle. Possède-t-elle un honnête avoir ? C'est une malade. Mais si elle a de quoi s'offrir le sanatorium, ce n'est plus qu'une anxieuse. » Comme toujours, prendre la parole ne vaut que pour ouvrir tout grand les portes, proposer des échappées : « Un fou ne doit pas être brimé, mais soigné. […] Les malades, docteurs, ne manquent pas d'asiles, ils manquent de soins. Les asiles font des fous. »

Les préjugés aussi : dès 1929, au moment où l'antisémitisme gagne partout du terrain, Albert Londres enquête en Israël et dans toute l'Europe centrale sur le devenir du peuple élu (*Le Juif errant est*

arrivé) : « Un pogrome est une espèce de rage. Elle n'atteint pas les animaux, mais seulement les hommes, et en particulier les militaires et les étudiants. » Puis, avec *Les Comitadjis,* il essaie de comprendre, dans les Balkans, ce qui pousse les nationalistes macédoniens au terrorisme.

Albert Londres meurt « en mission », en 1932, sur le bateau le ramenant de Shanghai où il était allé enquêter sur l'opium et les réseaux de trafiquants. « De la dynamite ! », avait-il câblé avant son départ… Il aura durablement donné le goût de la poudre à des générations d'esprits curieux, intransigeants, assoiffés de grands reportages au service de la vérité et de la liberté.

À chaque remise du prix Albert-Londres, créé dès 1933, je vibre d'admiration et de reconnaissance pour ces hérauts de la liberté, qui vont là où elle souffre pour lui redonner de la voix. Souvent au péril de leur vie : le lauréat de 2003, Gilles Jacquier, salué pour sa couverture pendant la seconde Intifada, a été tué à Homs en 2012. Chaque édition rappelle un grand combat de liberté – guerres, régimes liberticides, peine de mort, travail forcé, exils… En 2013, j'avais été très touché par le reportage de la journaliste Doan Bui du *Nouvel Observateur* sur le parcours des migrants tentant de rejoindre l'Europe par le fleuve à la frontière entre la Turquie et la Grèce. Liberté chérie, liberté rêvée, que de larmes d'élans désespérés pour te conquérir. Quelques semaines avant la parution de ce dictionnaire, ce sont trois journalistes qui ont été distingués : Luc Mathieu, pour une série d'articles réalisés entre mars 2014 et mars 2015 au Kurdistan, en Syrie et en Irak, pour mettre en lumière le conflit syrien et le djihadisme, et, dans la catégorie audiovisuelle, Cécile Allegra et Delphine Deloget, pour un *Voyage en barbarie* bouleversant sur le traitement inhumain dont sont victimes les Érythréens au Sinaï. Le prix cette année 2015 devait d'ailleurs initialement être remis à Tanger, au Maroc, mais l'expulsion de journalistes français a fait renoncer les organisateurs : « Les conditions – précaires – de la liberté de la presse dans le royaume du Maroc sont de notoriété publique et le prix Albert-Londres ne comptait certes pas les passer sous silence, ont communiqué ces derniers. Mais cette volonté systématique d'obstruction au travail d'enquête de journalistes courageux et intègres fait preuve d'un irrespect total à l'égard d'un métier et de

valeurs que nous défendons. » Le combat pour la pleine liberté d'expression n'est jamais terminé.

Kessel a longtemps été président d'honneur du prix. Celui que l'on présente souvent comme le plus grand héritier d'Albert Londres, et auquel l'imaginaire collectif ne manque jamais de l'associer, est à mes yeux bien plus qu'un disciple : un frère, un pair, un autre maître et pionnier du journalisme moderne au service de la liberté – à peine quinze ans séparent Albert Londres né à Vichy en 1884 et Kessel né en Argentine en 1898. « À moins que ce ne soit pour avoir un en-tête sur ton papier à lettres, qu'est-ce que tu vas foutre là-dedans ? », avait lancé Gaston Gallimard au « Lion » à son élection à l'Académie française.

Kessel, c'est la pépite de l'esprit du journalisme magnifiée par un art littéraire extraordinaire. Fulgurant Kessel, qui mériterait à lui seul un Dictionnaire amoureux… Amoureux de liberté, c'est certain. Il a traversé un XXe siècle d'embrasements, de déchirements et d'engagements, avec un cap ferme : refus en bloc de l'arbitraire, des discriminations, de la barbarie ; hommage à la dignité individuelle, à la responsabilité, à la possibilité pour chacun d'ouvrir son chemin, sa légende, à la force de l'action. « Le destin, ô mes frères, est nouveau à chacun des pas que l'homme pose devant lui », écrit-il. Libre dans sa vie, ses convictions, son métier – ses métiers, écrivain et journaliste, unifiés par un talent hors norme. Libre dans son œuvre, traversée par tous les vents de la planète. Il aurait voulu faire du théâtre, le théâtre du monde le rattrape, et le voilà pris en pleine Première Guerre dans l'aviation – pendant qu'au sol Albert Londres prépare sa « Grande Guerre ».

De cette expérience de feu, il tire son premier grand succès, *L'Équipage*, paru en 1923. Il parcourt l'entre-deux-guerres les yeux grands ouverts et la plume acérée, semant son style unique et son jugement net dans les pages de *Détective*, *Voilà, Marianne*, *Gringoire*, dont il claquera la porte dans les années 1930 dès que le journal dérapera vers l'antisémitisme, et bien sûr *Paris-Soir* avec la mythique équipe de Pierre Lazareff. Et vole sur tous les fronts, sur tous les continents où la liberté est en jeu : à Vladivostok où Lénine établit sa dictature, en Espagne comme correspondant de guerre quand Franco impose la sienne, dans l'Afrique de Gide, la Chine de Malraux.

Seconde Guerre mondiale ? Il s'engage de nouveau, corps et âme, pour la liberté. Traverse la péninsule Ibérique à pied pour rejoindre de Gaulle à Londres. Se bat dans les Forces françaises libres. Compose, avec son neveu Maurice Druon, les paroles du *Chant des partisans*, qui va devenir l'hymne de ralliement de la Résistance : « Chantez, compagnons, dans la nuit la liberté nous écoute… » Et ne lâche pas la plume : fin 1943, à Londres, il finit de rédiger *L'Armée des ombres*, témoignage à vif des destins résistants édité à Alger et réimprimé en France à la Libération : « Ces gens auraient pu se tenir tranquilles. Rien ne les forçait à l'action. La sagesse, le bon sens leur conseillait de manger et de dormir à l'ombre des baïonnettes allemandes et de voir fructifier leurs affaires, sourire leurs femmes, grandir leurs enfants. Les liens matériels et les biens de la tendresse étroite leur étaient ainsi assurés. Ils avaient même pour apaiser et bercer leur conscience, la bénédiction du vieillard de Vichy. Vraiment, rien ne les forçait au combat, rien que leur âme libre. »

Après la guerre, Kessel continue de sillonner le globe, écrivant, témoignant : il couvre le procès de Pétain, celui de Nuremberg, la naissance d'Israël, parcourt les bas quartiers de Macao ou Shanghai, les rues new-yorkaises, les terres afghanes. Pas à pas, ligne à ligne, la vie et l'œuvre de l'homme se confondent dans un même tourbillon de liberté : « Ma vie est plus importante que mon œuvre mais on peut vivre et écrire à la fois… », commente-t-il.

Les quatre-vingt-cinq volumes de sa bibliographie, publiés entre 1922 (*La Steppe rouge*) et 1975 (*Les Temps sauvages, Le Petit Âne blanc*), quatre ans avant sa mort, viennent confirmer son credo : *Belle de jour*, *Vent de sable*, *Le Bataillon du ciel, La Passante du Sans-Souci, Tour du malheur, Le Lion, Les Cavaliers.* On lit et on relit Kessel comme on part à l'aventure, la liberté en boutonnière.

Au-delà d'un destin proprement hallucinant, j'éprouve aussi pour Kessel cette affection profonde, pour ne pas dire admiration, que je porte aux écrivains qui ont choisi le « et » plutôt que le « ou » – ces écrivains « multi-facettes », qui nourrissent leur œuvre de terre, d'expérience, d'engagement, de réel : les écrivains reporters, comme Kessel, comme Christophe Ono-dit-Biot ; les écrivains médecins, hier Céline ou aujourd'hui Jean-Christophe Rufin, que j'ai rencontré lorsque Christophe dirigeait le splendide prix Montalembert du

premier roman de femme dont nous faisions, grâce à lui, partie ; les diplomates romanciers ou poètes – Gary, Neruda ou Saint-John Perse ; les hommes politiques romanciers, à l'image d'un Benjamin Constant. « Heureux sont les hommes qui rencontrent soudain, dans la révélation d'un métier, l'assouvissement de leurs désirs jusque-là incertains et la règle pour laquelle ils sont faits. Mais plus heureux encore ceux qui, riches de passions contradictoires, trouvent dans ce métier leur propre clef, la solution de leur être intérieur et le point d'équilibre entre les tendances qui les déchirent ! », écrit Kessel à propos de Jean Mermoz, dont il retrace des mémoires romancées en 1938. Dans ce métier, ces métiers, s'expriment tout ensemble l'amour de la liberté, une soif inextinguible du monde et des autres, le courage de l'action pleinement choisie.

Kessel était de cette trempe-là, « de ces êtres, écrit François Mauriac, à qui tout excès aura été permis, et […] qui aura gagné l'univers sans avoir perdu son âme ». Il souhaitait « Ne pas juger, et ne rien cacher d'un sang qui est profond et pur ». On retrouve Albert Londres : « Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus que de faire du tort. Il est de porter la plume dans la plaie. » Quelle profession de foi plus libre ? Cette toute dernière phrase de Kessel, que j'adore : « L'humanité ne vaut pas cher mais je l'aime et, quoi qu'il arrive, j'aime la vie ! »

Kundera, Milan (1929)

C'est sans doute parce qu'il a été communiste et a souffert, dans sa chair, de la déception totalitaire en subissant l'horreur liberticide cachée derrière une sublime promesse, que ce grand romancier, qui m'a tant fait vibrer, né en Bohême en cette symbolique année 1929, est devenu l'un des plus grands amoureux de la liberté.

Communiste, il l'a été par résistance. Opposition virile à l'occupation nazie de sa Tchécoslovaquie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'en livre dans *Le Dernier Mai*, publié en 1955, en rendant hommage à Julius Fučik, héros de la faucille et du marteau. Mais, dès 1957, avec *Monologues*, il se démarque de ses pairs en dénonçant la propagande politique. Dans le génial *L'Insoutenable Légèreté de l'être*[1], il a littéralement basculé : « Les dix premières années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont été l'époque de la plus épouvantable terreur stalinienne » ; « C'est un fait qui ne sera consigné par aucun historien : les années qui ont suivi l'invasion russe ont été une période d'enterrements ; jamais les décès n'ont atteint une telle fréquence. »

Plusieurs de ses livres mettent en scène la société totalitaire, son bureaucratisme, son obsession de la hiérarchie, son désir de surveillance, sa passion de la guerre. *La vie est ailleurs* regorge de « grand immeuble de la Sûreté nationale », de « bureau du chef », en écho au « chef de bureau au ministère de l'Intérieur » auquel est confronté Thomas dans *L'Insoutenable Légèreté*. Dans cette dernière, les caméras sont partout, jusque dans la salle de crématorium, « éclairée comme un studio de cinéma » ; « c'était la police qui filmait l'enterrement pour pouvoir identifier ceux qui y assistaient ». Et Tereza ne peut circuler librement, la fermeture des frontières la privant de rentrer à Prague.

La révolution paraît toutefois tentante, excitante – « Plus je fais l'amour, plus j'ai envie de faire la révolution, plus je fais la révolution, plus j'ai envie de faire l'amour, pouvait-on lire sur un mur de la Sorbonne, et Jaromil entra pour la deuxième fois dans le corps de la rousse » –, mais transpire la délation. Jaromil, justement, trahira et livrera à la torture « la rousse » qu'il avait pourtant possédée.

Possédée : j'utilise ce mot à dessein, découvrant en creux, chez Kundera, une vision inquiète et inquiétante de l'amour – « Il se disait que la rousse […] lui appartenait vraiment » – révélant toute la déviance d'un amour niant l'autre à force de lui serrer le cou, et reniant l'amour, le vrai, à force d'irrespect, de jalousie malsaine, de défiance moins en l'autre qu'en soi-même : « Je t'étranglerai si jamais quelqu'un te touche » ! Le pouvoir de l'amant y est d'ailleurs totalitaire et absolu. Le peintre dit à la mère de Jaromil : « Je ne veux rien, sinon que tu me donnes ta liberté, ta liberté totale. » Horrible conception du sentiment amoureux, négation totale des droits de chacun, de la liberté humaine, masculine, mais aussi, évidemment, féminine, et impossible chemin vers l'amour vrai, sincère, où l'on accepte de s'unir à l'autre et de vivre en fidélité par l'expression d'un engagement aussi renouvelé que pleinement consenti, ressenti, libre. C'est parce que les deux membres d'un couple sont toujours libres de partir que leur union durant trouve tout son délice, sa saveur, sa splendeur.

Mais la liberté, chez Kundera, n'est pas un monde de Bisounours. Chez lui, on s'affranchit en trahissant, comme Sabina, qui rompt tous ses liens pour advenir à elle. Toutefois, prévient l'auteur : « On peut trahir des parents, un époux, un amour, une patrie, mais que restera-t-il à trahir quand il n'y aura plus ni parents, ni époux, ni amour, ni patrie ? » Et que dire de la mère de Jaromil, réagissant au peintre : « plus elle s'efforçait de savoir sa liberté, plus cette liberté devenait une tâche ardue […], de sorte qu'elle ployait sous l'impératif de la liberté comme sous un fardeau ». Exigeante et poignante liberté, chemin ardu, chaotique, humain, à l'issue transcendée et magique.

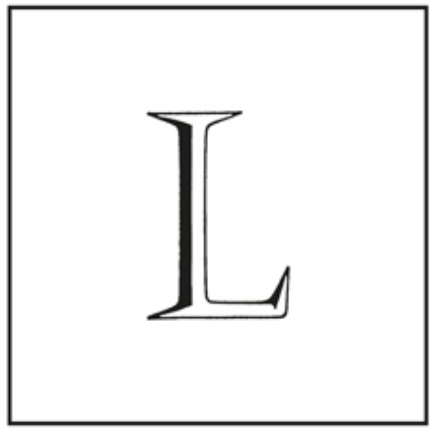
Thomas, justement, subit la censure et se voit contraint de retirer son article sur les crimes communistes en Tchécoslovaquie. Jaromil, héros de *La vie est ailleurs*, hésite entre deux extrêmes : la poésie, perçue comme bourgeoise et pourrissante par les adeptes du grand

contrôle (« le vers libre était la manifestation la plus évidente de la putréfaction poétique »), et le communisme.

La liberté, surtout, pour Kundera, c'est l'art, la littérature, l'échappatoire ultime d'une création bouillonnante et libératoire. L'idéologie, la tentation totalitaire, la politique politicienne, tout est relégué à distance au profit de la plume, du verbe, du style qui incarne, jusqu'au sang, la vie des hommes. *Les Testaments trahis*[2] le mettent ainsi en scène : « Vous êtes communiste, monsieur Kundera ? Non, je suis romancier » ; « Vous êtes dissident ? Non, je suis romancier » ; « Vous êtes de gauche ou de droite ? Ni l'un ni l'autre, je suis romancier. » Plus précisément, le grand roman européen, détaillé dans *L'Art du roman* : « Il y a un proverbe juif admirable : L'homme pense, Dieu rit. Inspiré par cette sentence, j'aime imaginer que François Rabelais a entendu un jour le rire de Dieu et que c'est ainsi que l'idée du premier grand roman européen est née. Il me plaît de penser que l'art du roman est venu au monde comme l'écho du rire de Dieu […]. Un des échecs de l'Europe est de n'avoir jamais compris l'art le plus européen – le roman ; ni son esprit, ni ses immenses connaissances et découvertes, ni l'autonomie de son histoire. L'art inspiré par le rire de Dieu est, par son essence, non pas tributaire mais contradicteur des certitudes idéologiques. À l'instar de Pénélope, il défait pendant la nuit la tapisserie que des théologiens, des philosophes, des savants ont ourdie la veille. » La littérature comme défi au prêt-à-penser, comme arme de libération massive d'individus enfin autonomes, comme capacité à « exister », à « être dans le

monde ».

1. © Éditions Gallimard.
2. © Éditions Gallimard.



Lacan et Mao

En 2010, Michel Schneider, à qui j'ai consacré une entrée dans cet ouvrage, a publié aux PUF un recueil d'articles passionnants : *Lacan. Les années fauve*. Nous en avions longuement discuté. Cet échange était un moment fort, comme une transmission intellectuelle et générationnelle. Il s'agissait, en creux, de démolition d'idoles liberticides et, forcément, d'amour de la liberté. Et d'envisager une interrogation troublante : je me suis toujours dit, en amoureux absolu de la liberté, que je n'aurais jamais pu tomber dans le piège du maoïsme, du lacanisme et de toutes ces illusions systémiques, véritables « prêt-à-penser » pour ne plus avoir à penser, qui ont frappé d'aveuglement une frange de la génération de mes parents. Mais n'est-ce pas une certitude un peu facile *a posteriori*, presque un anachronisme ? Que mes camarades Michel Schneider, mais aussi le philosophe du risque François Ewald ou l'économiste « grand patron » Denis Kessler se soient, entre autres esprits lumineux, laissé berner, pour mieux quitter ensuite ces routes de la servitude au profit d'une défense sincère de la liberté individuelle et de ses corollaires, me laisse songeur : qu'aurais-je fait, à l'époque ? Cette interrogation, comme d'autres se demandent au tréfonds d'eux-mêmes s'ils auraient vraiment été résistants, m'a un temps obsédé alors que je consacrais mon mémoire d'histoire à Sciences-Po au courageux revirement d'André Gide au moment de son fameux *Retour de l'URSS*. Une chose est certaine : je sais, aujourd'hui, qui sont nos ennemis.

> « Pourquoi avoir, cher Michel, ouvert ton livre avec un retour autobiographique sur les deux passions destructrices de tes vingt ans : Lacan et Mao ? », avançai-je. « Apprenti intellectuel, me répondit-il, j'ai, tu sais, éprouvé le besoin de me livrer à des pensées totalisantes et totalitaires qui se résumaient – c'était commode – en deux livres : les *Écrits* de Lacan [1966] et *Le Petit Livre rouge* [1969]. Avec l'ésotérisme de l'un et le simplisme

de l'autre, on pouvait aisément se croire intelligent. Tu n'as pas connu cela, toi, mais tout était soit infiniment simple, soit "plus compliqué que ça". J'ai trouvé là, comme d'autres à l'époque, ce que je croyais être des certitudes sur ma place dans le monde social, économique, psychologique. Il m'a fallu des années pour me déprendre de ces pensées qui ne pensent pas et de ces réponses qui vous évitent de vous poser des questions. »

« Tu étais comme aveuglé par une forme d'amour intellectuel ? Raconte-moi, cela me fascine *a posteriori* que toi, si ardant défenseur de la liberté, tu aies pu te faire avoir », ai-je demandé. « Oui, c'est vraiment cela. Les Grecs opposent à la *pistis* (la confiance raisonnée) la *prolepsis* (la croyance aveuglée par l'amour). La confiance est une valeur démocratique. Elle présuppose une dualité, une altérité entre le pouvoir et celui qu'il domine. À l'opposé, la croyance présuppose une fusion à la fois corporelle et affective entre les deux pôles de la relation de pouvoir. La psychanalyse dirait que la croyance est une relation de transfert et la confiance une relation de dissolution du transfert. Dans le transfert, on croit ce qu'on aime ; dans la dissolution du transfert, on a confiance dans celui qu'on n'aime pas forcément : on peut l'aimer parce qu'on lui fait confiance. À vingt ans, on a souvent besoin de croire, d'adhérer, de servir. Parce qu'on a besoin d'être aimé, reconnu, contenu. C'est encore vrai à soixante ans – l'homme est un animal d'illusions –, mais, avec le recul, on se méfie des contrefaçons. »

Je demandai des précisions. « Qu'est-ce qui unit ces deux "maîtres à penser" – ou plutôt à ne pas penser – que furent Lacan et Mao ? » Et Michel de répondre : « Outre le fait que les deux entretenaient des rapports complices (Lacan flirtant avec les dirigeants maoïstes tout en raillant leurs idéaux), il y avait dans l'un et l'autre engagement une dimension de servitude volontaire, pour parler comme La Boétie, un asservissement bien commode pour éviter les angoisses de l'entrée dans l'âge adulte. Lacan et Mao furent surtout des maîtres qui vous dispensaient "du trouble de penser et de la peine de vivre", comme dit Tocqueville. Ma génération – la tienne en fut heureusement épargnée – a été plongée par la découverte du totalitarisme dans un désarroi idéologique auquel le structuralisme tentait d'apporter une réponse unifiante. Il nous fallait des idées plus que des pensées, des slogans plus que des analyses, des réponses en lieu et place des questions. J'entretenais le même rapport avec le maître de la psychanalyse qu'avec le dirigeant de la révolution chinoise. Ce que Pascal dénonce comme la confusion des ordres ou la "tyrannie". Il y avait vraiment de la tyrannie dans l'air dans mes années lacano-maoïstes, au sens où les maîtres voulaient « avoir par une voie ce qu'on ne peut avoir que par une autre », et disaient : "Je suis beau, donc on doit me craindre ; je suis fort, donc on doit m'aimer." Je ne fais que citer Pascal ! La psychanalyse m'a appris ensuite que dans la passion, qu'elle soit amoureuse, politique ou intellectuelle, on n'aime pas quelqu'un pour ses qualités, mais on lui trouve toutes les qualités parce qu'on l'aime. »

Il me fallait mettre à jour et en perspective ces dérapages intellectuels. « À t'entendre, avançai-je, Lacan était le gourou froid et haineux d'une secte captivant de jeunes ingénus effrayés par l'âge adulte. Peut-on voir l'enfant illégitime du lacanisme dans le "précautionnisme" ambiant et l'entreprise de "nurserisation" des individus par l'État, que tu analysais dès 2002 dans ton étude psychopathologique de la vie politique française, *Big Mother* ? » « Il y a, répondit mon camarade romancier, effectivement une continuité dans le refus de la responsabilité de chacun devant son destin. Toute adhésion aliénante cache un abandon du libre arbitre, une démission intellectuelle : "Il pense, donc je suis." Aujourd'hui, on assiste à l'abandon déresponsabilisant de pans entiers de nos vies à l'État, cette mère devenue seule responsable des destins individuels et collectifs.

Cette véritable idéologie, on la retrouve aujourd'hui dans de nombreux programmes politiques et, notamment, dans les théories du *care*. »

Il me fallait féliciter mon ami et complice dans l'amour de la liberté : « Contrairement à d'autres auteurs, tu ne fais pas de tes années de servitude volontaire une gloire passée ou une erreur mondaine et germanopratine. Tu les regardes en face. Tu te regardes en face. Quelles leçons en tires-tu ? » Sincère, culpabilisé aussi, il répondit modestement : « J'ai mis longtemps à revenir. À revenir à moi, comme on le dit après un malaise ou un coma. La désintoxication fut rude. Il m'a fallu bien du temps pour mesurer la folie de ma passion maoïste dans une organisation totalitaire stalinienne. J'en ai été le complice propagandiste, modestement nuisible et pathétiquement crédule, mais idéologiquement actif. Je m'acharnais dans l'impossible mission de faire croire à d'autres ce en quoi je ne croyais pas moi-même, ce qui est d'ailleurs le cas de tous les clergés. Le régime chinois était bien un régime criminel et j'ai contribué huit ans durant à sa défense parmi les intellectuels et les gens du peuple. Il y a des hontes qu'aucune confession ne saurait effacer. C'est une faute que je n'oublierai jamais. »

Je demandai alors où il se situait sur la cartographie des positions intellectuelles. Je ne fus pas surpris de pouvoir le « ranger », quel affreux terme, parmi les libéraux classiques, tendance socio-libéral : « En politique, je suis partisan d'un État "suffisamment insuffisant" pour permettre au citoyen de prendre ses responsabilités. Appelle cela "social-libéral", si tu veux. La société peut être maternelle, mais, comme dit le grand psychanalyste des relations mère-enfant D. W. Winnicott, elle ne doit pas être "toute bonne". Elle doit juste être "suffisamment bonne". Le dernier gouvernement socialiste a donné l'image d'une mère aux bontés illimitées et irresponsables. Alors que le rôle d'une bonne mère est d'inculquer à l'enfant qu'il y a des limites qui passent par l'autorité paternelle, je constate, comme tu l'as fait toi aussi dans *La Grande Nurserie*, que l'État n'ose plus dire : "Non !" Les sociétés monoparentales sont condamnées aux explosions de violence, au déclin, à la régression et à la dépression. C'est un phénomène bien connu des psychologues comme des sociologues. Pour progresser, il faut équilibrer les choses. Que l'État soit suffisamment maternel, mais également paternel ; qu'il assume les deux rôles nécessaires à la construction d'un sujet et à l'autonomie d'une société. Dans l'immédiat, on peut craindre que, comme dans la chanson d'Aznavour, "La Mamma" ne meure à force de vouloir tout donner à tout le monde. Il peut arriver que, par le biais de l'endettement et de la dépense publique excessive, la mère étatique s'effondre. »

Et comme Michel Onfray commençait à se stariser, je ne résistai pas à l'interroger sur l'estocade portée par ce dernier contre la psychanalyse. Michel fut radical : « Elles sont absurdes. Dans le domaine intellectuel, je continue à avoir un très grand respect pour la psychanalyse, malgré le discrédit dont elle est entourée du fait de certaines théories ou pratiques des psychanalystes eux-mêmes. La psychanalyse n'est pas quelque chose en quoi on doit croire, comme une religion, ni que l'on doit utiliser, comme une science. On doit la pratiquer, comme un art, avec la certitude qu'on n'échoue pas toujours. Si la psychanalyse est bien, comme le pensait Freud, une "thérapie par l'amour", je ne vois aucune raison pour que, de l'amour, elle ne connaisse pas les symptômes, les impasses, les aliénations. Mais elle permet, si ce n'est de guérir, de mieux vivre. »

Plus important, car il y livre une clé de libération personnelle, je demandai à Michel de m'expliquer comment Proust – oui, Marcel Proust ! – l'avait sauvé des pièges totalitaires dans lesquels il s'était enfermé. Comment la lecture libère-t-elle ? Michel fut catégorique : « Ce sont effectivement les pages de *À la Recherche du temps perdu* sur

l'amour et ses destins funestes qui m'ont en quelque sorte prévenu contre la croyance en l'institution politique ou psychanalytique. La sujétion m'était désormais impraticable ailleurs que là où elle est parfois délicieuse : dans l'amour, le vrai, le sexuel, celui qu'on ne saurait sublimer dans l'amour du pouvoir. J'avais déjà donné et je sus assez vite que la folie lacanienne comme la folie maoïste n'étaient pas les miennes. Comme dit Swann : "Pasmongenre" ! »

Comme nous étions dans la transmission, lui et moi, lui pour moi, je lui demandai, même si j'avais trente-cinq ans à l'époque : « Quel message aimerais-tu transmettre à ceux qui ont vingt ans aujourd'hui ? » « Je n'aime ni les prêches ni les messages, me dit-il avec un faux air d'Eddy Mitchell. Je crois à la transmission d'une génération à l'autre non de ce que l'on sait, mais de ce que l'on ne sait pas, des doutes, des interrogations. Pour savoir, un peu, qui on est et ce qu'est le monde, il faut lire des livres et des livres. C'est la lecture qui m'a très certainement permis, après douze ans d'expérience de l'inquisition sectaire, de repérer les formes politiques et analytiques de la perversion et de ne plus céder au jeu dans lequel le maître plonge le dominé dans l'infantile. En lisant Proust, j'ai découvert justement que le roman n'est pas une somme, un ensemble de réponses, mais une question douloureusement ressassée, un horizon de sens sans cesse reculé à mesure qu'on croit l'approcher. Je ne découvrais pas *La Recherche* comme un tout, bien qu'il n'y eût rien qui ne s'y trouvât : la critique sociale, l'humour, la description des langues privées, les inévitables malentendus entre gens qui croient parler la même langue, l'amour hors de soi, le désir hors du temps, etc. *À la recherche du temps perdu* m'a aussi dispensé de jurer sur Lacan comme on jure sur la Bible. On n'en a jamais fini avec la croyance, mais on peut se libérer de l'idolâtrie. Le roman de Proust m'a servi à cela. Tout simplement parce que la littérature n'est pas quelque chose en quoi on doit croire. Pour comprendre et se comprendre, il faut lire, lire, et encore lire. Des romans qui parlent du "monde d'hier", comme dit Stefan Zweig, parce que c'est encore, à la technologie près, le monde des sentiments et des intérêts que nous traversons dans la jungle postmoderne. Proust m'en a plus appris, en un livre, sur la sexualité, l'amour, le désir, l'impossible possession de l'autre, que tout Michel Foucault. Et Houellebecq que Pierre Bourdieu sur la société, ses failles et ses désastres identitaires ! »

« Je partage tellement ce sentiment, m'exclamai-je, cette expérience, même si j'aimerais déjà avoir lu tout ce que tu as lu. Qui sont les nouvelles idoles qui, jouant avec nos peurs, veulent nous empêcher de penser, et contre lesquelles il faudrait d'urgence se mobiliser ? » « Ce qui me fait peur, dit-il, c'est la disparition des idéaux. L'absence d'idéologie, le "tout se vaut, rien n'a de sens" sont des dangers tout aussi grands que de croire détenir et incarner le sens de la politique ou de la vie. Les idoles aujourd'hui n'ont plus de visage et sont moins assignables à un camp ou l'autre. Elles sont anonymes, sans visage, comme les marchés ou les réseaux. Se mirer sur Facebook, c'est faire de soi sa propre idole, son propre idéal. Capture non moins dangereuse que celles qui occupèrent naguère les foules ou les institutions. Ne pas chercher la vérité, tout en sachant qu'on ne fera jamais que l'approcher, n'est pas un sort que j'envie ou que je souhaite aux jeunes générations. Se déprendre du "tout" n'est pas se défier de tout, ne croire en rien. À l'époque où l'on croyait, Pascal disait : misère de l'homme sans Dieu. Aujourd'hui où l'on ne croit plus, ou plutôt où l'on croit que l'on ne croit plus, ce qui menace nos sociétés, c'est plutôt la solitude et le narcissisme de ce que l'on appelle, bien à tort, "réseaux sociaux". »

Je m'insurgeai : « Comme à de rares occasions, je ne suis, sur ce point, pas d'accord avec toi. S'il y a bien un peu de nombrilisme naïf dans l'abus de réseaux sociaux, la

domestication de l'outil a fait son œuvre. L'autorégulation aussi. Il faut toujours un peu de temps pour que l'humain s'adapte à l'innovation. Mais j'y vois davantage une occasion d'échanger qu'un vaste miroir dont le reflet serait perceptible sur une multitude d'écrans. J'apprends plus que je ne me répands, sur Internet ! Mais avançons : quel regard portes-tu sur la crise ? » « Ce qu'on prend pour une crise uniquement morale, une crise du moral des Français, ou des autres peuples, je le perçois davantage, avança l'énarque philosophe, comme une crise de la morale. Une crise généralisée à tous les comportements des agents sociaux et économiques. Au fond, l'effondrement des valeurs boursières ne fait peut-être que traduire et/ou entraîner une crise, un effondrement des valeurs morales. La crise résulte fondamentalement, dans les esprits, des mauvais comportements, ceux des dirigeants comme des dirigés, de la dominance du narcissisme sur l'altérité, sur le sens de l'altérité. Il y a plusieurs symptômes qu'on peut relever : la montée de la dette publique en offre un exemple évident. Qu'on reporte sur les générations futures le coût à payer pour notre jouissance présente… c'est une négation de l'autre, de ses droits, du respect qu'on lui doit, et une illustration de la toute-puissance du narcissisme qui dit non seulement "moi d'abord", mais également "moi seul, et après moi le déluge". Désormais, on peut, hélas, le constater, le déluge est là. »

« Pourquoi écris-tu aujourd'hui ? lui demandai-je enfin. Pour te libérer toujours davantage, c'est-à-dire pour être toi ? » « Depuis mes années Proust – j'y demeure encore –, pour Être, oui, tu as raison, me dit Michel. Un peu, c'est déjà beaucoup. Et pour savoir qui je suis – un peu –, il me faut lire et écrire. J'ai retenu de mes successifs assujettissements volontaires au pouvoir le fait que la passion de n'être rien, de n'être personne, comme le vœu de disparition (qui n'a rien à voir avec le masochisme, qui est la passion d'être un rien, une chose), pouvait prendre une autre voie, au service des pulsions de vie. N'être que les mots qu'on dit, que ceux qu'on écrit, n'être que son étude, ses passages, ses trous d'être. Ne plus attendre que l'autre vous raconte votre histoire, mais l'écrire ou la lire dans des romans ou des fictions. »

Lire, écrire, nous libérer des pensées « copier-coller » : Michel Schneider m'avait, ce jour-là, offert un joli témoignage d'amour de la liberté.

La Fontaine, Jean de (1621-1695)

« La raison du plus fort est toujours la meilleure. » « Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. » Pas la peine d'essayer de devenir un bœuf si on est né grenouille… On a tant lu, tant appris, tant entendu les *Fables* de La Fontaine, qu'avant même d'être un monument de la littérature française, elles font un peu partie de la famille. Mais, malgré la tendresse qu'on leur porte, n'y aurait-il pas un vieux fond de déterminisme derrière leurs jugements sans appel ?

Hors des commandements du fabuliste, point de salut. Vous aimez chanter ? Préparez-vous, comme la cigale, à la disette. Vous faites confiance à vos capacités ? Grave erreur, car, comme le lièvre, même si vous êtes de nature rapide, vous serez distancé à moins d'être parti à temps. C'est écrit, et c'est le principe même de la morale : ne vous aventurez pas, armé d'initiatives, d'originalité et d'espoirs, hors de sa sagesse chenue. Vous le paieriez cher.

Jean de La Fontaine, né en 1621 à Château-Thierry, était d'un classicisme fou, de son diplôme d'avocat à l'ordonnancement de ses vers, de l'assujettissement à ses protecteurs et protectrices littéraires – le grand Fouquet, la duchesse de Bouillon, celle d'Orléans –, à son anoblissement, en passant par son entrée à l'Académie en 1684, où il se range délibérément, dans la querelle des Anciens et des Modernes, du côté de l'Antiquité – ses célèbres *Fables*, publiées en plusieurs recueils entre 1668 et 1693, sont, ne l'oublions pas, inspirées de celles d'Ésope. À première vue donc, le cher homme ne serait pas un parangon de liberté.

Mais on jugerait bien vite à l'encapsuler ainsi. Et bien mal. Regardons de plus près : le jeune Jean préfère très tôt s'amuser des farces de Rabelais que méditer sur les écrits de saint Augustin. Il

claque vite la porte de l'Oratoire, où il était destiné à une vie de prêtre séculier, pour filer étudier à Paris. Une fois son diplôme de droit en poche, il acquiert une charge de maître des eaux et forêts du duché de Château-Thierry, à laquelle se cumulera celle de son père. Mais l'affaire ne l'intéresse pas : il préfère devenir poète, et publie à trente-trois ans, sans grand succès d'ailleurs, une première comédie, *L'Eunuque* – tant qu'à écrire, autant rire. Sous des dehors de facilité – dont il plaisante jusque dans son épitaphe (« Quant à son temps, bien sçut le dispenser : Deux parts en fit, dont il souloit passer : l'une à dormir, et l'autre à ne rien faire ») –, il travaille très dur : de longs poèmes – notamment, et sans crainte des représailles, en soutien de Fouquet lorsque celui-ci va être emprisonné sur ordre – et jalousie – du roi (une fidélité qui fera perdre au poète son titre de « gentilhomme servant ») ; de premiers contes, des nouvelles, puis le grand chantier des *Fables* qui durera plusieurs années.

En dépit d'une rigueur formelle qui fera des *Fables* l'une des plus grandes œuvres du patrimoine poétique classique français, et derrière le fabuliste qui a fait finalement oublier le reste d'une œuvre pourtant riche et profuse, La Fontaine innove, explore : alors qu'il réinterprète l'*Orlando furioso* de l'Italien Ariosto pour en tirer un conte personnel, *Joconde*, il défend, contre les usages littéraires des temps, la liberté du traducteur par rapport à son modèle, sa marge légitime de re-création. Avec *Les Amours de Psyché et Cupidon*, il ose un mélange de prose, de vers, de récits mythologiques et de conversations tout à fait inédit, qui laisse le public interdit. Il s'essaie au livret d'opéra, avec *Astrée, Achille, Daphné, Galatée* – autant d'échecs qui n'auront comme résultat tangible qu'une belle dispute avec Jean-Baptiste Lully avec qui il avait tenté l'aventure. Et puis il y a ces délicieux *Contes licencieux* publiés entre 1665 et 1674 (et pour certains d'ailleurs interdits d'édition), qu'une postérité moralisante a pris soin de glisser sous le tapis des *Fables* : l'auteur des aventures d'animaux anthropomorphes que l'on raconte aux enfants a écrit des pièces qu'on oserait moins leur lire, fort canailles, même si tout le talent du conteur est de manier l'implicite.

Mais, d'ailleurs, écoutons plus attentivement ces *Fables* innocemment racontées en classe ou avant l'extinction des feux : sont-elles si inoffensives ? Tant s'en faut. L'art et le jeu de la fable consistent justement, sous couvert du genre, à pouvoir tout dire : caché sous une peau de lion ou de brebis, en empruntant la voix de l'agneau ou du corbeau, toutes les irrévérences, toutes les vérités sont possibles. Et La Fontaine ne s'en prive pas. Faut-il se gausser des princes ? Le lion serait bien embarrassé si le petit rat ne venait pas ronger le filet qui le retient serré. Faut-il critiquer la justice ? Grippeminaud, chat bien fourré, gros et gras, juge d'un conflit de logement entre Dame Belette et le petit lapin, les croque tous les deux : le problème est réglé. Faut-il railler le clergé, ses excès ? Le rat retiré du monde pour méditer en moine en profite, glouton, pour dévorer, et claque la porte au museau des siens quand ils viennent quérir son aide. La Fontaine ou la liberté subtile d'exprimer l'inexprimable.

Le poète a beau être protégé par les conventions de la littérature, les puissants rient jaune et ne sont pas dupes : certains contes sont interdits, et son élection à l'Académie, en 1684, est houleuse – les charges anticléricales, même sous des moustaches de rat, peinent à passer, et Louis XIV ne lui a pas pardonné sa loyauté à Fouquet.

Par-delà la satire, et la liberté d'opinion qu'elles dissimulent, les *Fables* nourrissent à mon sens un autre rapport, profond, à la liberté individuelle. Parce qu'elles appellent à la responsabilité, le corollaire,

l'ami inséparable, le fidèle second de la liberté : Aide-toi et le ciel t'aidera, c'est par l'observation, le jugement et l'effort que le Chartier embourbé qui avait appelé Hercule à son secours finit par dégager lui-même sa charrette. Parce qu'elles rappellent que, au-delà des influences, le bon jugement de chacun, de l'individu libre et responsable, demeure le meilleur des conseillers : le Meunier, après avoir écouté les avis contradictoires des vieillards et des jeunes femmes qui tour à tour commentent s'il doit aller sur son âne, laisser plutôt grimper son fils, y monter tous deux ou laisser l'animal sans charge, décide de n'en faire plus qu'à sa tête, les positions de chacun étant dictées par sa propre condition. Parce qu'elles mettent en garde contre la flatterie qui dissout la dignité et la fermeté de jugement – le Corbeau perd son fromage pour quelques compliments bien tournés. Parce qu'elles préfèrent la souplesse, l'adaptation, aux lourdes rigidités, la flexibilité dirait-on aujourd'hui : le roseau plie, mais ne rompt pas, et être agile, dans un environnement forcément mouvant, à l'ère numérique comme hier au temps des placets, c'est un gage de marge d'action. Parce qu'elles sont souvent drôles, et que le pouvoir du rire libère et allège des contingences du réel. Et puis simplement parce qu'elles osent, justement, appeler un chat un chat : oui, un loup est plus fort qu'un agneau. Cruauté ? Déterminisme ? Non : constat. Hélas ou pas, avec ou sans solutions ensuite, avec ou sans subtilités (la bonté, l'innocence de l'agneau peuvent être, suivant les systèmes de valeurs, plus « fortes » qu'une puissance brute)… l'histoire ne le dit pas. Mais quand même ! Pour oser l'écrire, au XVIIe siècle comme aujourd'hui, il faut avoir l'esprit sacrément libre.

Laïcité

On ne cesse aujourd'hui d'utiliser le mot « laïcité » à toutes les sauces. Et parfois, souvent, la laïcité paraît s'opposer à la liberté : moi, État, j'interdis par exemple aux individus d'être habillés de telle ou telle manière, ou de montrer, à tout le moins ostensiblement, l'attachement à une religion. Pourtant, dans l'histoire, le combat pour la laïcisation a été celui de la liberté. La défense de la tolérance, puis celle de la liberté d'opinion et d'expression ont dressé les défenseurs de la liberté contre les partisans de l'obscurantisme. Au XVIIIe siècle, puis surtout au XIXe, la séparation de l'Église et de l'État était devenue l'obsession des amoureux de la liberté. Des Églises, en réalité, mais on use souvent du singulier car c'était l'Église catholique, celle de la quasi-intégralité des Français de l'époque, qui était alors visée.

Malheureusement, cette juste lutte pour une neutralité confessionnelle de l'État a attisé les extrémismes de chaque camp. À l'intransigeance des catholiques ultras s'est opposée la « religion » civile des tenants d'une conception rigoureuse, pour ne pas dire rigoriste, d'une laïcité de combat. La loi de 1905, qui sépara enfin les Églises de l'État, n'est pas exempte de reproches à cet égard.

Quoi qu'il en soit, la séparation des Églises et de l'État devait permettre de supprimer l'intervention directe des religions dans les affaires de l'État. Il fallait aussi éviter à l'État de s'ingérer dans les affaires, dès lors civiles, des diverses religions. Pour que la liberté de croyance et de confession, nécessairement individuelle, soit pleinement respectée, la sphère publique est, doit être, distincte de la sphère du religieux. Restituons à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ! Toute autre situation ne peut aboutir qu'à une forme de totalitarisme *via* l'absorption de la société civile par l'État.

Voilà exactement ce que je pensais, et globalement ce que je pense encore, en amoureux de la liberté, de ce sujet complexe. Je suis toutefois ennuyé, bouleversé, meurtri, atteint dans mon amour de la liberté, quand je prends conscience de la tartufferie inacceptable et profondément liberticide de certains hommes imposant, sous prétexte de religion, à des femmes de renier leur féminité au point de cacher leurs jambes, de voiler leur visage, de couvrir leurs mains ou leurs yeux, pour les rassurer vis-à-vis de leurs propres pulsions ou de leur capacité à dominer ou conserver leur femme.

J'aimerais donc, tout en garantissant la liberté de se vêtir comme on le souhaite, que soit préservée la liberté de chacun, de chacune, de toute déviance malsaine, de ces ascendants niant les individus et les droits fondamentaux qui se prennent pour des vertus. Que celles qui veulent, vraiment, porter le voile plus ou moins intégral le fassent, en liberté totale. Mais qu'elles aient tous les moyens et bénéficient de toutes les protections pour ne pas se couvrir si elles ne le souhaitent pas. La liberté, en la matière, doit être totale, sauf à sombrer, de nouveau, dans un terrible esclavage.

Lecture

C'est l'été, aux heures chaudes. Les persiennes sont closes et laissent filtrer au-dedans les rayons du soleil. Dehors, l'ombre des pins, la rumeur des cigales. Tout a goût de vacances. Surtout ce suprême ravissement : s'étendre et prendre un livre. Instant magique où, immobile, on part d'un même mouvement de pages à la rencontre de soi et du vaste monde.

L'enchantement fonctionne partout : dans cette jolie maison de vacances, bien sûr, dans un hamac ou sous une tonnelle, mais aussi dans les lieux les moins propices à la rêverie – compressé dans le métro, dans une salle d'attente glacée de néons ou brassé dans un avion (un livre, c'est d'ailleurs le formidable antidote que Mario Vargas Llosa préconise contre la terreur des airs dans son savoureux opus *Comment j'ai vaincu ma peur de l'avion*). Où que l'on soit, la lecture ouvre en nous un espace intérieur inouï. C'est souvent dans un écrin de verdure que sont représentées les « liseuses » peintes par les grands maîtres – celle de Claude Monet, adossée à un arbre, sa vaste crinoline répandue sur l'herbe fraîche, son joli front penché au-dessus de l'ouvrage sur ses genoux ; *La Lecture ou l'ombrelle verte*, de Berthe Morisot, où la dame, dans une verte prairie et protégée par un charmant chapeau, a abandonné son éventail et son ombrelle pour un livre ; *La Liseuse couronnée de fleurs ou la Muse de Virgile* de Camille Corot, encadrée de hauts arbres, les pieds nus dans les fleurs ; les jeunes sœurs de Renoir, leurs têtes blondes réunies au-dessus d'un même volume sur fond de feuillage. Le jardin extraordinaire, ce n'est pas ce qu'il y a *autour* de la liseuse : c'est le livre même, et le paysage merveilleux, à la fois sauvage et cultivé, qu'il dessine en nous.

Car la lecture nous donne le moyen même de la liberté – liberté de

se définir, de penser, d'agir, de juger, d'être soi : la connaissance. Une connaissance multiple et paradoxale – à la fois du monde et de nous-même, à la fois conceptuelle, intellectuelle, et profondément sensible, intuitive.

Le livre, les livres sont la porte de l'univers. Quel précieux savoir est consigné dans le lourd grimoire, éclairé comme d'un feu intérieur, sur lequel est penchée la *Vieille femme lisant* peinte par Rembrandt ? Quelle révélation *L'Arlésienne* de Van Gogh a-t-elle trouvée dans le livre qu'elle a à la main, pour que la toile entière s'embrase de jaune soleil derrière son costume mauve sombre ? « La vérité est dans l'alphabet », écrivait le formidable Marcel Aymé : toutes les découvertes, consommées ou à venir, peuvent être écrites, et lues. Comme dans la vertigineuse nouvelle de Jorge Luis Borges, *La Bibliothèque de Babel*, le monde entier pourrait être ramené à une bibliothèque infinie, à la fois magnifiquement ordonnée et désespérément labyrinthique. Le monde entier, et bien au-delà : dans *L'Annonciation* peinte par Léonard de Vinci, l'archange Gabriel surprend la Vierge en pleine lecture… de la Bible. Les livres sont les précieux gardiens du sacré.

Ils sont aussi les complices privilégiés de notre intelligence heureuse, d'un plaisir de conscience. D'un plaisir de croissance. L'enfant se construit par la lecture, d'abord bercé par la voix qui lui raconte une histoire, puis quand enfin il sait lire – accès tant désiré, tant attendu, à ce pouvoir phénoménal, tout le temps et partout – à plat ventre sur le tapis, à table alors qu'on lui a dit quinze fois de poser son livre, sous les couvertures à la lampe de poche après l'extinction des feux. Il découvre toutes les couleurs de la planète, et les contours de lui-même – cet incroyable pouvoir initiatique des contes, sous toutes les latitudes, que décrit le psychologue et pédagogue Bruno Bettelheim. L'enfant grandit, le lecteur reste et, adulte, se cherche et se construit toujours entre les pages : « La lecture, écrit Roland Barthes (*Prétexte*), naît de cette croyance (l'amour ?) que l'autre sait quelque chose de moi que je ne sais pas. »

Et qu'il est bon de ne pas savoir, et de s'abandonner à la découverte. D'ouvrir un livre neuf comme on enfilerait une paire d'ailes, pour aller voir le monde, sur les pas de Marco Polo, Jules Vernes ou Robinson. D'accompagner ces merveilleux écrivains voyageurs, explorateurs, scientifiques, artistes, tous profondément

poètes et amoureux du vaste monde – Alexandra David-Néel, Roger Frison-Roche, Théodore Monod, Joseph Kessel, Nicolas Bouvier… D'avoir avec eux si froid, trop chaud, peur, faim, de ressentir aussi comme si c'était le nôtre leur émerveillement, leur infini bonheur de cheminer. L'évasion n'est pas que dans les carnets de voyages : le lecteur « devient » portugais, italien, américain, colombien, à la mesure qu'il découvre la sensibilité, le rythme, le flux d'un Pessoa, d'un Calvino, d'un Fitzgerald, d'un García Márquez. Quel livre emporteriez-vous sur une île déserte ? Celui qui aurait à la fois toutes les couleurs du monde, et toutes celles de votre âme.

Car, quand on lit, l'île déserte, c'est soi-même. Lire est si certainement le moyen d'être réincarné de son vivant. Le lecteur crée autour de lui une auréole de solitude plus bleue et claire qu'un lagon. Il est libre d'y entrer, d'en sortir, comme il veut, comme on pousse la porte d'une librairie pour un moment juste à soi : tout comme « aimer » ou « rêver », le verbe « lire » ne supporte pas l'impératif, affirme à raison Daniel Pennac dans *Comme un roman*. La lecture est un choix, un plaisir – il est formidable de constater dans les nombreux sondages sur les « pratiques culturelles » comme elle résiste en tête des activités préférées des Français, que ce soit d'ailleurs aujourd'hui sur livre papier ou numérique. La lecture est aussi toute proche du rêve : regardez la petite tête ronde de Juliette, la sœur de Gustave Courbet, que le peintre dessine tendrement, assoupie sur son livre. Mais le lecteur est libre aussi de partager : bonheur et musique inégalables de la lecture faite à voix haute, d'une mère à son enfant, entre amis, entre amours : « Écoute comme c'est beau, apprends ce qui m'émeut, partageons cette merveille, cet éclat de sens. »

Quand le lecteur est seul, à l'extérieur, tout semble calme : quelle solitude songeuse que celle de la *Liseuse sur fond noir* d'Henri Matisse, la tête reposant sur sa main, ou que l'isolement des lectrices d'Edward Hopper, l'une dans sa *Chambre d'hôtel*, l'autre dans un train, *Compartiment C, voiture 293*. Mais derrière le calme apparent, à l'intérieur, le remue-ménage est intense. Regardez le petit doigt levé sur la tranche du livre de l'adorable *Liseuse* de Fragonard – juste assez pour signaler un grand bouillonnement intérieur ; notez les sourcils imperceptiblement froncés de la *Liseuse à l'ombrelle* de Matisse. La

lecture est le libre champ de toutes les émotions, pudiquement gardées, rien que pour soi, derrière les paupières baissées. Les liseuses peintes par Renoir, comme celle de *La Lecture interrompue* figurée par Corot, sont à la fois seules, calmes, mais d'une immense sensualité, les bras, les épaules nues, les cheveux dénoués, parfois au cou un fin collier de couleur qui épouse un décolleté : la lecture est le territoire de tous les émois.

Car enfin voici l'une des plus belles libertés que nous offre la lecture : la liberté d'aimer, d'apprendre à aimer, à reconnaître les émotions, à les dire, à les offrir en bouquets de mots.

Lire, c'est être libre, sans cesse se libérer. « Tout ce qui dégrade la culture raccourcit le chemin qui mène à la servitude », avançait Albert Camus. Après Proust, Victor Hugo ou Musset, après Racine, Albert Cohen, Rostand ou Kundera, après, aussi, des philosophes à la plume superbe comme Emmanuel Levinas, après les aveux, les couleurs qu'ils ont accrochées à nos cœurs de lecteurs et les émois immenses qu'ils nous ont procurés, qu'il est doux et grisant de pouvoir dire à notre tour, après les avoir lus, après avoir conquis, avec eux, grâce à eux, nos sphères de liberté, « je t'aime » !

Leys, Simon (1935-2014)

L'amour de la liberté est un amour de la vérité. La vérité, Simon Leys l'a rapportée, sordide, de la Chine maoïste, en 1971, dans *Les Habits neufs du président Mao*. Révélant les massacres mathématiquement orchestrés de l'ogre de Pékin (avant les grands mouvements de purges des années 1950, Mao avait prévu des quotas d'exécution : 0,6 % dans les campagnes, 0,8 % dans les villes), déchirant le voile d'ignorance d'une *intelligentsia* enflammée par la « lumineuse Révolution culturelle », il s'invita à la table des maoïstes de salon pour y servir, avec la rigueur du sinologue et la précision de celui qui saisit les subtilités d'une langue lointaine, des faits parmi les plus atroces.

Telle n'était pas sa vocation première, puisque l'homme, très lettré, était féru d'art et de littérature. Mais il n'a pu garder pour lui ce « témoignage d'une conscience forcée hors de sa retraite par le spectacle de ce qui lui semble être une gigantesque imposture ». Pourtant, la puissance des croyances, le refus des évidences, le confort rhétorique d'une utopie promettant l'éclosion d'une intelligence populaire, la (mensongère) liberté d'expression des « Cent fleurs », le progressisme (sanguinaire) du « Grand Bond en avant » et l'abondance proclamée des récoltes composèrent une alternative aussi lointaine qu'enviable au stalinisme de bandes et eurent raison de la libre-pensée et du récit avéré. La *realpolitik* et le dédain lointain, chargé de présupposés ethniques, des intellectuels français de tous bords pour ces Chinois « inadaptés au régime démocratique » prendront plus tard le relais.

Il fallait donc un courage inouï ou une naïveté touchante pour affronter, seul, les aveuglements germanopratins d'une opinion forgée

par Roland Barthes, Philippe Sollers, André Malraux, Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre ou Maria Antonietta Macciocchi, que Leys ridiculisera d'une main de maître quelques années plus tard dans un numéro mythique d'« Apostrophe ».

Traité de « perfide espion », « travaillant à la mode américaine », portant les « ragots de la CIA », proférant des « informations incontrôlables en provenance de la colonie britannique », l'auteur est accusé, dans la plupart des grands journaux parisiens de l'époque, de n'avoir, sombre ironie, « manifestement pas l'expérience de ce dont il parle ». Seul René Étiemble, au *Nouvel Observateur*, eut l'honnêteté de découvrir, dans cette dénonciation cinglante de l'obscurantisme totalitaire chinois, assez d'informations étayées pour saluer l'ouvrage d'un homme « trop pondéré pour partager les illusions des jeunes gens intelligents et généreux, mais qui ne connaissent rien au maoïsme ; trop étranger aux sectes politiques pour adopter aveuglément le maoïsme comme le font les transfuges du Parti communiste français ». Le choc de ce livre-bombe l'incita même à implorer ses propres lecteurs : « On vous en prie, on vous en supplie, lisez *Les Habits neufs du président Mao* […] Depuis *L'Aveu,* de London, je n'ai rien lu de plus bouleversant dans l'ordre du politique. »

Mais le courageux Étiemble fut immédiatement victime de son élan de lucidité, voyant son papier amplement amputé au profit d'un deuxième texte, signé d'un authentique « ami du peuple chinois », Jean Daubier, qui accusa violemment Simon Leys de sa « totale ignorance du maoïsme » dans un texte qui « fourmille d'erreurs » – dont Daubier épargnera évidemment la liste à ses lecteurs pour plus rapidement s'extasier de la supériorité de la pensée du Grand Timonier. Admirable gauche capable de cautionner le plus odieux des totalitarismes dès lors que l'idée fondatrice est belle ! Mis à l'écart du monde universitaire français, Simon Leys, de son vrai nom Pierre Ryckmans, s'exilera plus tard en Australie pour poursuivre ses travaux. « La vérité engendre la haine », comme le rapportera son indéfectible ami et premier éditeur René Viénet, dans la revue *Commentaire*. La haine et l'exil, malheureusement, sont parfois les compagnons d'armes des amoureux de la liberté.

Jean-François Revel, remis d'une petite brouille passagère avec l'auteur des *Habits neufs*, a habilement résumé l'apport de Simon Leys à la culture de liberté : « Simon Leys, au milieu de l'océan de bêtises et

d'escroqueries intellectuelles qui baignait les côtes poissonneuses de la maolâtrie intéressée de l'Occident, nous a un jour fait parvenir le message de la lucidité et de la moralité. Sa trilogie, *Les Habits neufs du président Mao*, *Ombres chinoises*, *Images brisées*, est bien "l'acquis à jamais" dont parle Thucydide. Car, observateur, historien et penseur, Leys reste au long de ses pages surtout un homme, et un écrivain chez qui la science et la clairvoyance se mêlent à l'indignation et à la satire. Ne cessons pas de relire ces œuvres. » J'ajouterai qu'il a su, comme Orwell, son auteur favori non pour ses prouesses littéraires mais pour l'originalité de sa méthode de création et la clairvoyance de son œuvre, nous servir de boussole pour décrypter, au-delà même du maoïsme, les ressorts de la malédiction tyrannique. C'est là la grande leçon de Simon Leys : chaque époque est mordue par ses mensonges, ses novlangues inventées au service de systèmes d'asservissement, ses idéologies constructivistes, conspirationnistes et liberticides, ses pensées faciles, séduisantes et terriblement accommodantes, ses prêtres médiatiques d'un bien commode mais si dangereux « prêt-à-penser ». À l'heure où la séduction populiste, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite (ce qui revient au même sur le plan économique), se nourrit de nos politiques démissionnaires face aux immenses vertus de la réforme d'ampleur ; à une époque où le fondamentalisme islamiste de sectes meurtrières séduit de plus en plus de jeunes en quête de reconnaissance, d'ordre et d'ambitions ; alors que « l'horreur de la politique » menace, du totalitarisme *soft* et infantilisant aux tentations sécuritaires, il faut sans cesse tendre l'oreille, relever les signaux faibles, garder, chevillé au cœur, l'esprit critique, et faire place aux Simon Leys contemporains capables de dénoncer, contre les autres, avant les autres, la perversion souvent fascinante des ennemis de la liberté.

Pierre Boncenne, dans son excellente biographie *Le Parapluie de Simon Leys*, dont je recommande la lecture, rappelle que Sartre avait osé le pire : « Un régime révolutionnaire doit se débarrasser d'un certain nombre d'individus qui le menacent et je ne vois pas d'autres moyens que la mort. On peut toujours sortir de prison. Les révolutionnaires de 1793 n'ont probablement pas assez tué » ! Récemment encore, Alain Badiou, indéfectible apôtre de Mao et chouchou des éditeurs comme des plateaux de télévision, qui ne voyait, après être passé par les Khmers rouges de Pol Pot, « qu'un grand philosophe de ce temps : Mao Zedong », continuait à vanter les mérites visionnaires de son idole et à rejeter d'un revers de main la comptabilité des morts, qualifiée de « dimension zéro de la polémique politique ». Nos « grands esprits » nous mènent parfois au cachot, tout en hissant cyniquement la voile de la culture et de la liberté. « Ô Liberté ! que de crimes on commet en ton nom ! », comme l'avait lancé, dans un cri, Madame Roland face à la guillotine le 8 novembre 1793. Restons, à jamais, sur nos gardes.

Notre époque, pas moins que les précédentes, implique de prêter l'oreille aux enfants de Simon Leys, pour que, face aux mensonges contemporains, la vérité relève toujours la tête et, avec la liberté, l'emporte sur les pires dérives et finisse, comme le disait joliment Revel, par « éclater de rire ».

Libéral

Comme je l'ai expliqué dans le *Dictionnaire du libéralisme*, que j'ai dirigé chez Larousse, et comme je le précise chaque année avec gourmandise à mes élèves à Sciences-Po, l'adjectif « libéral » est ancien et désigne, dans un premier temps, ce qui est relatif à un homme libre, puis ce qui est digne de lui. On parlera d'arts libéraux, ces savoirs fondamentaux à la fois littéraires et mathématiques au fondement de l'éducation des citoyens antiques comme des lettrés du Moyen Âge et de la Renaissance. Ils sont dits « libéraux » car ils contribuent, par la transmission de la connaissance, à autonomiser l'homme et donc à le libérer. Aristote y fait référence dans sa *Politique* comme dans sa *Métaphysique*.

La connotation est infiniment positive puisqu'elle renvoie à un homme généreux, qui aime à donner. De là, les libéralités, ces dons au bénéfice des légataires. Ce n'est qu'au début du XIXe siècle qu'il fait son apparition dans le monde politique. Il aurait été utilisé pour la première fois en 1812, en Espagne, pour qualifier la Junte de Cadix. Être libéral, c'était s'opposer à la monarchie absolue, arbitraire et liberticide, au profit d'un régime constitutionnel respectueux de la liberté individuelle. D'aucuns affirment qu'il est apparu vingt ans plus tôt, en France, pour qualifier un groupe d'intellectuels, et que les « indépendants » qui affrontèrent les « ultras », conservateurs et monarchistes, aux élections de 1817, se sont eux-mêmes qualifiés de « libéraux ».

Quand on part à la racine du mot, on est bien loin des caricatures : des origines françaises, une défense acharnée des droits fondamentaux de chacun, une empreinte généreuse très éloignée du « grand méchant marché », pour reprendre l'expression de David Thesmar et Augustin

Landier.

Aujourd'hui, toute personne se disant réformatrice ou réformiste est immédiatement taxée de « libérale », voire d'« ultralibérale », par les tenants du conservatisme et du repli sur soi. Mais ces derniers sentent de plus en plus le réchauffé, voire le moisi, et la prise de conscience de leur inefficacité à créer le bonheur s'installe. Faut-il, pour redevenir audible, oublier ce mot ? J'aspire à le porter avec passion, sans catéchisme mais fort de convictions sur le mieux-être des hommes dès lors qu'ils sont libérés, en cohérence, en étant donc le plus possible ouvert, curieux et respectueux de l'autre. Il est trop porteur de sens, trop beau pour lui tourner le dos. Je comprends aussi tous ceux qui s'en cachent, par tactique, ou ceux, bien plus nombreux, qui ne savent pas qu'ils le sont, mais portent au quotidien ces valeurs de bon sens. Il va juste falloir qu'ils se manifestent, tous, bientôt, pour que le politique sente monter la vague et trouve un intérêt à se les approprier. Je sens tout cela frémir, la vie politique se partageant désormais entre partisans de la conservation et défenseurs de la réforme. Surtout, je perçois la rentabilité électorale du populisme, d'une part, et du politique réformateur qui, en libérant enfin les énergies, redonne de l'espoir et recouvre sa crédibilité.

Pourquoi ne pas, désormais, se dire amoureux de la liberté ? J'espère de tout cœur que ce livre embrassera bien au-delà de ceux qui se disent libéraux, car c'est bien la fibre sensible à la liberté présente au fond de chacun que ce livre entend si ce n'est réveiller, du moins toucher.

Libertariens

Le terme « libertarien » est assez nouveau en France alors qu'il existe depuis plusieurs décennies aux États-Unis. Le mot *liberal* est là-bas traditionnellement associé à la gauche américaine depuis que les *liberals* ont soutenu le New Deal du président Roosevelt dans les années 1930. Ces derniers incarnent le progressisme qui voulait, et veut toujours, réformer la société par la main du pouvoir fédéral. Face à la montée du collectivisme aux États-Unis dans les années qui suivirent la Grande Dépression et l'après-guerre, les intellectuels de droite, sous l'impulsion de Russell Kirk et William Buckley, ont donné naissance à un nouveau mouvement conservateur. D'origines et de convictions hétéroclites, ils ont en commun de dénoncer fermement l'étatisme. Dans cette mouvance se dessine une idée, le libertarianisme de droite – il en existe un à gauche, mais il a beaucoup moins d'influence –, qui postule le primat de la liberté individuelle, de l'autonomie et de la responsabilité personnelle.

Les principes libertariens ne sont pas nouveaux et leurs ascendants sont nombreux. Ils sont associés à l'époque des Lumières en Europe ou aux *Cato's Letters* aux États-Unis. Leurs auteurs, John Trenchard et Thomas Gordon, y stipulent l'importance de droits naturels inviolables. De Thomas Paine à Frederick Douglass et William Lloyd Garrison, abolitionnistes américains du XIXe siècle, et de Lysander Spooner à William Graham Sumner, nombreux sont les penseurs qui embrassèrent, sans le savoir nécessairement, la cause libertarienne.

Sumner, prêtre de l'Église épiscopale et sociologue à l'université de Yale, est particulièrement important dans l'histoire du libertarianisme américain du XIXe siècle. Il célèbre la classe moyenne laborieuse (« *the forgotten man* ») qui se trouve souvent coincée entre les élites et les

indigents, finissant par payer des impôts pour entretenir ces deux groupes.

La tradition libérale anglaise peut aussi revendiquer une paternité importante en les personnes de Richard Cobden et John Bright, défenseurs acharnés du libre-échange. Mais Herbert Spencer est le plus influent des penseurs libéraux anglais de l'époque. Il décrit la « loi de l'égale liberté » et met le monde en garde contre l'esclavage du socialisme.

Les penseurs français du XIXe siècle eurent également une grande influence sur le libertarianisme moderne. Jean-Baptiste Say, Frédéric Bastiat, Charles Dunoyer et le Belge Gustave de Molinari ont tous une place de choix au panthéon libertarien. Molinari est parmi les premiers à envisager la production privée de la sécurité et de la justice, idées parfois surprenantes mais infiniment importantes pour les anarcho-capitalistes actuels.

Avec l'arrivée du New Deal, suppôt du progressisme de l'entre-deux-guerres, les opposants à la gauche américaine se font plus nombreux. On y trouve le H. L. Mencken, Isabel Paterson, Rose Wilder Lane, et surtout la philosophe et auteur Ayn Rand. C'est cependant la naissance de la Foundation for Economic Education établie par Leonard Read en 1946 qui marque le début de l'ère libertarienne aux États-Unis. Dans son livre *Radicals for Capitalism*, Brian Doherty décrit cette fondation comme le premier *think tank* libertarien. En plus des penseurs conservateurs cités ci-dessus, l'après-guerre voit aussi grandir l'influence de l'École de Chicago derrière Milton Friedman, George Stigler ou, plus tard, Thomas Sowell.

Conservateurs et libertariens partagent des principes fondamentaux. Ils pensent que l'harmonie des intérêts se manifeste uniquement sur un marché libre, que le libre-échange réduit les risques de guerre et enrichit les masses, et que la division du travail reposant sur la propriété privée est une condition de l'ordre social. Ils s'opposent, en revanche, sur de nombreux aspects. Les premiers ne conçoivent la liberté que dans un contexte de normes sociales fortes, d'institutions robustes et de traditions historiques. Un conservateur dans la lignée d'Edmund Burke respecte l'héritage du passé et soumet la liberté à la vertu. Selon lui, l'ordre du marché en tant que tel ne produit pas les normes sociales nécessaires à la vie en société. Les

institutions (surtout la famille), la religion, la culture, et même le gouvernement sont importants dans la production de l'ordre social. Ces facteurs sont externes au marché lui-même et doivent être cultivés et encouragés. Autrement dit, pour les conservateurs, l'ordre est la mère de la liberté.

Les libertariens en revanche, bien qu'ils défendent aussi le capitalisme et rejettent l'égalitarisme sous toutes ses formes, y compris sous sa forme socialiste, sacralisent la liberté individuelle (ou la raison, pour les élèves d'Ayn Rand – les objectivistes randiens). La liberté fait, pour eux, figure de valeur suprême. Ils en déduisent le principe de non-agression et la propriété de soi. Ce dernier point est une différence fondamentale avec les conservateurs de tendance religieuse pour lesquels l'homme n'appartient qu'à Dieu. En outre, les libertariens font confiance aux forces régulatrices de l'ordre spontané pour créer l'harmonie sociale, y compris en matière de normes morales. Pour eux, c'est la liberté qui crée l'ordre. Le laisser-faire n'est pas un économisme, c'est une philosophie morale, un principe d'organisation sociale complet. Les institutions, la religion ou la culture sont des phénomènes endogènes au marché, plutôt qu'exogènes.

Ces réflexions ne doivent pas laisser penser, cependant, que le libertarianisme est un courant de pensée parfaitement homogène. Ils s'opposent, sans surprise, sur la nature et la dimension de l'État. « L'État est-il un mal nécessaire ? » et « L'anarchie est-elle viable ? » sont les deux questions qui empêchent les libertariens de dormir la nuit. Le courant s'étend ainsi des partisans de l'État minimum (les minarchistes comme Robert Nozick, qui soutiennent l'État « veilleur de nuit ») aux anarcho-capitalistes (pour Murray Rothbard, l'État n'a pas à détenir le monopole de la violence car tout étatisme est un vol et une atteinte à nos droits inviolables et personnels).

Les libertariens reçurent des appuis précieux avec Friedrich Hayek, Ayn Rand, Murray Rothbard, et plus tard James Buchanan et Robert Nozick, tous affichant un certain dédain des idées conservatrices. Frank Meyer dans les années 1960 tenta une synthèse mais sans grand succès. Il n'est pas exagéré de dire que le libertarianisme est plus discuté aujourd'hui que jamais. Et cette évolution s'est déroulée sous

mes yeux. Je n'aurais jamais pensé il y a vingt ans que des jeunes Américains de droite ne se définissent plus seulement comme conservateurs, mais aussi et surtout comme libertariens. C'est un courant désormais important dont certains hommes politiques américains, tels que Rand Paul, se réclament ouvertement. Un mouvement à suivre, par curiosité pour les amoureux de la liberté, à leur façon.

Liberté d'expression

Au lendemain de la frappe terroriste qui a ensanglanté Paris à l'aube de 2015, comme ce terrible soir de novembre, la France, debout comme rarement, est retombée amoureuse de sa première valeur : la liberté. Mais alors qu'elle était de nouveau fièrement brandie, c'est bien elle, la liberté, que l'on retrouve au cœur d'un débat majeur, complexe, aussi essentiel que troublant en ces temps d'incertitudes : faut-il libérer ou borner davantage encore la liberté d'expression ?

Temps obscurs : des caricaturistes sont morts d'avoir trop croqué un prophète ; un grand hebdomadaire français a été la cible d'un commentaire acide du Premier ministre, exprimant son « dégoût » de voir, en une, la photo non floutée d'un policier à terre, levant les bras, une seconde avant que l'un des frères Kouachi l'extermine froidement ; dans le même temps, nombre de médias américains ont eux aussi publié cette photo mais ont refusé de reprendre les caricatures de *Charlie Hebdo* ; simultanément, Dieudonné poursuivait ses provocations malsaines en s'autoproclamant, avant même que les cercueils des victimes soit scellés, « Je suis Charlie Coulibaly », en référence à celui qui a tué une policière à Montrouge et quatre personnes dans une épicerie casher à Paris. Les politiques surenchérissent parallèlement d'idées et de mesures visant à limiter toujours plus la liberté d'expression sur Facebook, Twitter et ailleurs, au service de la sécurité, tout en proclamant la laïcité républicaine et le droit de blasphémer, tout être censé, même assuré dans ses convictions profondes.

Un amoureux sincère de la liberté avait de quoi douter, chanceler, hésiter. C'était alors mon cas, et c'est ainsi, en toute sincérité, que je

me suis autorisé à l'exprimer.

J'ai toujours pensé et soutenu que la vision anglo-saxonne, et plus encore américaine, de la liberté d'expression ne supportait pas la contradiction. Radical, le premier amendement de la Constitution des États-Unis énonce que le Congrès ne fera *aucune loi* restreignant la liberté de parole ou de la presse. Dans la même ligne, Benjamin Constant classe la liberté totale d'opinion dans la liberté non des Anciens mais des Modernes : « Le gouvernement doit protection à tous, et les opinions ne sont d'aucune juridiction humaine », écrivait-il dès 1796. Celui qui n'hésitera pas à proclamer : « Liberté en tout : en religion, en philosophie, en industrie, en politique » et « Laissons la liberté agir librement » exige une neutralité complète de la part de l'État parce que les gouvernants sont composés d'hommes de même nature que les gouvernés et qu'ils sont, en conséquence, tout autant faillibles. Accorder à l'État le droit de prohiber la manifestation des opinions serait donc, pour ce partisan du *free speech* qui aiguisa ses arguments avec Madame de Staël, la consécration de l'arbitraire, ce marchepied des régimes autoritaires.

Pour le fin juriste et maître de l'histoire des idées Jean-Philippe Feldman, « la simple lecture des textes fondamentaux des années 1780 permet de comprendre la supériorité de l'école américaine ». Je le rejoins pleinement. D'un côté, l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dispose en effet que la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme et que tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, « sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». De l'autre, le premier amendement à la Constitution des États-Unis ratifié en 1791 dispose que le Congrès ne fera aucune loi restreignant la liberté de parole ou de la presse. Alors que la Déclaration française se trouve minée par le légicentrisme ou le culte de la loi, le texte américain comprend la liberté d'expression comme une liberté individuelle garantie face aux ingérences de l'État. « La différence saute aux yeux : dans un pays, on déclare une liberté que l'on met aussitôt sous la protection du législateur, alors que, dans l'autre, on garantit la liberté contre celui qui est considéré comme son violateur potentiel le plus dangereux : le législateur fédéral », résume Feldman.

Cette vision voltairienne – même si, concrètement, les États-Unis

sont victimes d'une autocensure pudibonde et dangereusement sélective – m'a toujours nourri. Comme le proclame John Stuart Mill, « les seules mesures que la société est justifiée à prendre pour exprimer sa répulsion ou sa désapprobation pour un tel comportement sont les conseils, l'instruction, la persuasion, et la cessation de la fréquentation de l'individu par ceux qui l'estimeraient nécessaire pour leur propre bien », aucunement l'interdiction, la censure d'État. Je me disais notamment que la nature humaine est, essentiellement, fondée sur l'ignorance. C'est parce que l'homme ne sait pas tout qu'il est encouragé à échanger en permanence des opinions, des informations, puis à se forger une conviction pour entrer dans l'action. La connaissance, en science comme dans la vie quotidienne, est fille de la confrontation des idées contraires. Même les plus farfelues. C'est la libre discussion qui met en permanence à l'épreuve les croyances comme les positions acquises, et tout amoureux de la liberté se doit d'adopter, non pas religieusement mais logiquement, une attitude de tolérance à l'égard des opinions d'autrui, même et surtout quand il ne les partage pas.

Le libre marché des idées est d'ailleurs un concept philosophique largement partagé. Comme l'explique justement un philosophe qui monte, Damien Theillier, on le trouve dans la défense de la liberté d'imprimer formulée par John Milton dans son *Areopagitica* en 1644, puis chez Turgot dans ses *Lettres sur la tolérance civile* (1754), chez Benjamin Constant dans ses *Réflexions sur les Constitutions, la distribution des pouvoirs et les garanties* (1814), dans le plaidoyer de John Stuart Mill en faveur de la liberté de pensée et de discussion dans *De la liberté* (1859), et enfin dans le concept popperien de « discussion critique » au sein de l'espace public, dans *La Société ouverte et ses ennemis* (1945). Mill insiste ainsi sur le fait que les « facultés humaines de la perception, du jugement, du discernement, de l'activité intellectuelle, et même la préférence morale, ne s'exercent qu'en faisant un choix. Celui qui n'agit jamais que suivant la coutume ne fait pas de choix. Il n'apprend nullement à discerner ou à désirer ce qui vaut mieux ».

Les anarcho-capitalistes, ces jusqu'au-boutistes de la liberté, iront plus loin encore. Je ne vais pas, pour ma part, jusqu'à raisonner comme leur chef de file, Murray Rothbard, selon lequel il n'existe

aucun « *droit* à la liberté d'expression », dès lors que le seul droit dont l'individu soit titulaire, c'est le droit de propriété. Or, selon lui, personne ne peut détenir un droit de propriété sur l'information ou les croyances qui se trouvent dans le cerveau d'autrui. Les restrictions à la liberté d'expression ne sont donc jamais légitimes lorsque l'on considère cette liberté comme un sous-ensemble du droit de propriété, et c'est sur ce fondement que Rothbard finissait lui aussi par s'opposer à tout délit d'opinion. De son côté, la philosophe objectiviste Ayn Rand avançait que si le racisme est pernicieux et moralement méprisable, rejoignant pleinement le célèbre mot de Martin Luther King dans son splendide discours « I have a dream » du 28 août 1963, « C'était la promesse que chacun – oui, les Noirs tout autant que les Blancs – serait assuré de son droit inaliénable […] à la liberté », le droit du raciste d'utiliser et de disposer de sa propriété pour *mal penser* et même *mal parler* doit être protégé. En effet, avançait-elle, les doctrines ne sauraient être interdites ou prescrites par la loi. Autrement dit, on a le droit d'être complètement crétin, car, comme l'avançait Lysander Spooner, « les vices ne sont pas des crimes ».

Mais que faire, face au déni de la Shoah quand d'aucuns le qualifient d'opinion et prétendent, en abusant de nos belles idées, pouvoir les enseigner à leurs élèves ? Comment réagir à l'appel au meurtre, à l'apologie du terrorisme, à l'incitation au djihad meurtrier qui, concrètement, aspire des milliers de jeunes dans des camps d'entraînement visant à nous détruire ? Comment ne pas se sentir *cocus* (j'en ai même fait une entrée dans ce livre) de nos beaux idéaux, doctement brandis et détournés à leur profit par nos ennemis intellectuels au soutien de leurs sombres idées ? Doit-on encore et toujours, dans le droit-fil de la tradition anglo-saxonne, accepter que l'on profère des bêtises, pour, dans une démarche *a minima* utilitariste valorisée par les enfants de Freud, pouvoir leur répliquer sans victimiser ni ostraciser leurs auteurs ?

Ne peut-on pas, à l'inverse, accepter de se laisser gagner, à la marge, par un républicanisme laïc motivé par un instinct de protection, de sécurité, de résistance voire de survie face à l'aveuglement terroriste et l'accroissement des capacités de recrutement par des paroles sans contradicteurs sur Internet ? En se souvenant que, sur la Toile, l'offre ne crée pas la demande puisque c'est la demande, *via* le moteur de recherche, qui oriente l'internaute

vers un stock de données disponibles, le privant potentiellement de toute occasion de percevoir l'existence même d'une opinion contraire. Faut-il donc, en ce deuxième cas, accepter la limitation restreinte de la liberté pour punir les délits et laisser parler les provocateurs ?

J'ai du mal, à cette heure, à y répondre, étant à la fois perturbé par la violence du choc, l'amplitude de la menace et la justesse lucide des mots de Manuel Valls à l'Assemblée nationale, avant que *La Marseillaise* ne fût entonnée de manière historique par l'Hémicycle entier, mais percevant également la puissance de la liberté et le piège de la prohibition excessive. Résonnent alors en moi les mots si justes de Karl Popper : « Nos tentatives pour saisir et découvrir la vérité ne présentent pas un caractère définitif mais sont susceptibles de perfectionnement, notre savoir, notre corps de doctrine sont de nature conjecturale, ils sont faits de suppositions, d'hypothèses, et non de vérités certaines et dernières. Les seuls moyens dont nous disposons pour approcher la vérité sont la critique et la discussion. » Montaigne, aussi, dont le mot « liberté » est l'un des plus usités des *Essais* et dont le chapitre consacré à la « liberté de conscience », rédigé en pleine guerre de Religion, quatre ans après le massacre des protestants à la Saint-Barthélemy, assoit magnifiquement notre amour de la liberté pour la postérité.

En France, le débat est pour le moment tranché puisque la loi définit très clairement ce qui ressort du délit de ce qui ne l'est pas. Peut-être faut-il pourtant, enfin, cesser de prendre les citoyens pour des incapables. Benjamin Constant l'a justement formulé dans *De la liberté de la presse* : « Les principes qui doivent diriger un Gouvernement juste sur cette question importante sont simples et clairs : que les auteurs soient responsables de leurs écrits, quand ils sont publiés, comme tout homme l'est de ses paroles, quand elles sont prononcées ; de ses actions, quand elles sont commises. L'orateur qui prêcherait le vol, le meurtre ou le pillage, serait puni de ses discours ; mais vous n'imagineriez pas de défendre à tous les citoyens de parler, de peur que l'un d'entre eux ne prêchât le vol ou le meurtre. L'homme qui abuserait de la faculté de marcher pour forcer la porte de ses voisins, ne serait pas admis à réclamer la liberté de la promenade ; mais vous ne feriez pas de loi pour que personne n'allât dans les rues, de peur qu'on n'entrât dans les maisons. » Les excès de la liberté se

combattent par la liberté.

Damien Theillier a à ce sujet raison quand il affirme qu'« il y a certainement des personnes qui font un mauvais usage de leur liberté, mais la réponse à ces abus, c'est toujours d'ouvrir l'espace public de la discussion afin de laisser émerger des critiques, des arguments, des raisons ». Cela exige de sortir d'une attitude soit policière, soit passive, et d'être nous, les amoureux de la liberté, les amoureux de la vérité, toujours en éveil. Popper imagine d'ailleurs la société ouverte fondée sur « le primat de la responsabilité individuelle, du libre examen rationnel et critique, qui exige des efforts sur soi-même pour vivre en libre individu dans des rapports pacifiés et détribalisés aux autres ». Si l'institutionnalisation de la pensée contraire est une condition de la société de liberté, à nous de transmettre ce goût du sens critique, d'en être les garants actifs et vigilants.

Gardons également en tête qu'en matière de liberté d'expression, et alors même que les lois mémorielles ont déjà trop grignoté les grands principes de Constant, il faut, comme l'avançait Montesquieu, « toucher aux lois avec les mains tremblantes ». Le pamphlet, par exemple, doit être impérativement sauvegardé tant il « devrait être, pour reprendre le mot de Orwell, la forme littéraire d'un âge comme le nôtre. Nous vivons à une époque où les passions politiques sont vives, où les véhicules de libre expression sont de plus en plus rares, et où le mensonge organisé règne sur une échelle inconnue jusqu'à présent. Pour combler les lacunes de l'histoire, le pamphlet est l'outil idéal ».

Si les cars de police ont pu être, en France, acclamés par la foule, fermant au passage la longue parenthèse de Mai 68, c'est un savant

dosage de liberté et de sécurité qui devrait obséder l'ambition textuelle de nos dirigeants. On ne peut sortir de ces événements tragiques moins libres, plus infantilisés, même si l'on doit accepter l'état d'urgence pour identifier et arrêter les terroristes. Ou alors les actes abominables de ceux qui, en tuant au nom d'Allah, tuent Allah auront révélé leur sinistre rentabilité. Un amoureux de la liberté ne saurait, en aucune manière, s'y résoudre.

Marché prédictif

Les hommes politiques passent leur temps les yeux rivés sur les sondages. Tenant d'une main tremblante cette boussole capricieuse, l'opinion précède souvent la conviction. Difficile de les blâmer totalement, cependant. Chaque individu cherche en permanence à recueillir des informations, même imparfaites, sur la perception de ses actions afin d'optimiser ses choix futurs. Les télévisions traditionnelles ont le vieil audimat, les sites Internet les outils de Web Analytics. Tous ces instruments de mesure sont précieux, mais datés. Non seulement parce qu'ils sont de plus en plus ringards au regard des performances algorithmiques, mais aussi parce que la vraie mesure précieuse n'est ni le passé ni le présent, mais l'avenir.

À ce sujet, il faut écouter Émile Servan-Schreiber, avec qui j'ai créé Hypermind, un super cerveau humain composé de milliers de prédicteurs. Il nous révèle qu'en matière de prédiction, un groupe humain est toujours plus fort que nous, et plus fort que les machines (*big data*). Bienvenue dans le monde contre-intuitif de l'intelligence collective et des marchés prédictifs. Un univers bien appréhendé par la CIA, Google et d'autres grandes firmes mondiales, mais pas encore par nos politiques, beaucoup trop « XXe siècle ». Toutes les études conduites depuis un quart de siècle s'accordent pourtant pour conclure que le consensus d'une foule de parieurs offre une prévision plus fiable que celle d'un expert réputé ou d'un sondage d'opinions.

Jugez plutôt : aux États-Unis, entre 1988 et 2004, 964 sondages ont été effectués par différents instituts. Ils se sont révélés moins justes que l'agrégation de centaines de parieurs dans 72 % des cas ! La diversité du groupe de parieurs est une force permettant de compenser leur manque d'expertise : pour pronostiquer un verdict, 16 étudiants

réunis obtiennent un résultat aussi juste que celui d'un avocat ayant vingt ans d'expérience. En revanche, il faudra 42 étudiants pour faire aussi bien que deux avocats expérimentés communiquant ensemble. Pas de doute : l'intelligence est collective.

De l'intelligence agrégée des libres choix individuels. À l'heure d'Internet et de la loi de Moore, il serait suicidaire de raisonner autrement. L'algorithme de Google en offre un autre exemple parfait. Pour trouver la bonne réponse à nos recherches, il compile et synthétise en chemins optimaux les liens que d'innombrables internautes ont sélectionnés en ne pensant qu'à leur intérêt propre. La puissance repose sur l'intelligence agrégée d'une multitude de décisions libres et personnelles. On est loin du « meilleur d'entre nous » ou de « l'homme providentiel » ! On est bien plus dans la redistribution des pouvoirs à nous tous et dans le fait de décider et d'agir nous-mêmes, à rebours de la caste des élus et de la tribu des experts.

« Si j'étais le président Obama, je voudrais ces prévisions sur mon bureau tous les matins », s'est même enthousiasmé l'éditorialiste du *New York Times* David Brooks. S'ils veulent sauver le pays et se déringardiser rapidement, les politiques français ont une opportunité en or : lancer immédiatement un vaste marché prédictif français et interroger notre intelligence collective sur les projets de réforme, la profondeur de la rupture, la méthode du changement. Ils seront surpris de la précision, de l'audace et de la pertinence des résultats, mais aussi de l'adhésion populaire qu'une telle action impliquerait. Ou comment la liberté d'innover associée aux mécanismes d'incitation sur un marché de la prédiction produit une information fiable sur le futur. C'est ce que nous avons modélisé, avec Émile Servan-Schreiber, en créant Hypermind. Fascinant.

Mémoire

Funes el memorioso, personnage de la nouvelle éponyme de Jorge Luis Borges dans le recueil *Ficciones*, n'arrive plus à vivre : il est assailli, envahi, étouffé par un don extraordinaire et létal : sa capacité inouïe à se souvenir de tout. La traduction française du titre du récit – *Funes ou la mémoire* – ne rend pas compte de la nuance que lui apporte l'espagnol original : Funes le « mémorieux » – où la mémoire devient labeur, ancre, boulet. Les moindres détails vus, entendus ou ressentis par Funes restent à jamais prisonniers de son esprit, où ils s'accumulent, tournent, retournent, ne laissant plus aucune place pour le présent, le futur, l'action – en un mot pour la vie.

Le grand écrivain et poète argentin n'est pas le seul à avoir soupesé les entraves de la mémoire. Le sage Thémistocle du *De oratore* de Cicéron, doté comme Funes d'une mémoire prodigieuse, avoue qu'il troquerait bien volontiers son *ars memoriae* pour l'*ars oblivionis*, l'art de l'oubli, tant cet excès mémoriel encombre sa pensée. « Penser, rappelle Borges en écho à l'Athénien, c'est oublier des différences, c'est généraliser, abstraire. Dans le monde surchargé de Funes il n'y avait que des détails. » Pas de liberté de pensée dans un cerveau incapable de tri et saturé d'informations. Même constat chez Nietzsche : dans la *Deuxième Considération inactuelle*, il dépeint l'hypertrophie des souvenirs mis en ordre par l'histoire dont souffre à ses yeux la période moderne. Cet excès de passé gêne la vie et empêche l'individu de se montrer créateur, c'est-à-dire libre, dans ses projets d'avenir. N'est-ce pas d'ailleurs le fondement cartésien du *Discours de la méthode*, que de faire table rase des connaissances héritées du passé, pour se libérer des préjugés et laisser fleurir des intuitions neuves ?

Alors que sonne la révolution de l'intelligence artificielle, dont l'algorithme hypermnésique de Google est sans doute le premier être « pensant », l'avenir est aux « arbres de la connaissance », comme me l'avait soufflé bien avant tout le monde Laurent Alexandre, ce chirurgien serial entrepreneur sur-intelligent, auteur du très visionnaire *La Mort de la mort*. À ceux qui sauront manier les concepts et construire des raisonnements plus que jouer sur la mémoire humaine, à ceux que l'on appelait, des centaines d'années plus tôt, des « universitaires » (au sens de penseurs universels). La liberté au temps des moteurs de recherche jaillira encore et toujours de l'intelligence, de l'art de manier les arguments pour se forger une opinion propre, du désir de pluralisme, du refus engagé de toute pensée prémâchée. Avant Laurent, un homme m'a appris cela : le docteur Maurice André, mon grand-père maternel, à qui je dois tant, et qui, jeune homme de quatre-vingt-quinze ans, apprend encore tous les jours et se récite sa leçon du jour avant de s'endormir pour nourrir une mémoire « plus forte que Google », comme je le dis souvent. Cet homme merveilleux de douceur paternelle et d'intelligence humaine m'a non seulement appris à lire et à écrire (notre relation épistolaire est particulièrement nourrie !), mais également à me méfier des raisonnements-marchandises, ces idées toutes faites à la popularité aussi large que le fondement est ténu. Il m'a aussi enseigné le respect des femmes – il en a accouché des centaines avec toujours autant de passion, d'admiration et de bienveillance. C'est cette mémoire qu'il me lègue et qui contribue à faire de moi, je l'espère, l'homme libre et responsable que j'aspire sans cesse à devenir.

« Souviens-toi ! » L'injonction contemporaine du « devoir de

mémoire », hommage collectif obligatoire aux déchirements de l'histoire, prend également pour le philosophe et l'historien des accents impérieux. Pierre Nora, auteur – et c'est loin d'être contradictoire ! – du magistral et fondateur *Lieux de mémoire*, cette somme dans laquelle j'adore me plonger, publiée entre 1984 et 1992 avec l'ambition de proposer un nouvel outil d'analyse historique, s'est inquiété lui-même à plusieurs reprises d'une « boulimie commémorative » et n'a cessé de questionner les quatre « lois mémorielles » adoptées par l'État français entre 1990 – la fameuse « loi Gayssot » interdisant le négationnisme – et 2005 – loi sur la reconnaissance des sacrifices pour la France des Français d'outre-mer. Nora, dans *Malaise dans l'identité historique*, s'interroge : « Quoi de plus normal que de rendre justice à la souffrance humaine ? […] Il faut cependant prendre la mesure, claire et nette, de la logique qui inspire ces mesures ponctuelles, du mouvement auquel elles répondent et du point où elles aboutissent. Car derrière les nobles intentions qui les inspirent – et qui ne cachent, le plus souvent, que la démagogie électoraliste et la lâcheté politique –, la philosophie d'ensemble, spontanément accordée à l'esprit de l'époque, tend à une criminalisation générale du passé dont il faut bien voir ce qu'elle implique, et où elle mène. » Le philosophe Paul Ricœur, dans le magistral opus *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, questionne également, bien qu'avec d'autres nuances, la valeur d'une « mémoire abusivement commandée ». Ricœur ne conteste pas la légitimité du travail de mémoire et de deuil, mais s'inquiète des abus du « devoir de mémoire », lorsque « le devoir de rendre justice, par le souvenir, à un autre que soi » s'érige en « direction de conscience ». Et combien je les rejoins tous deux.

Faut-il pour autant l'amnésie, la *tabula rasa*, pour que surgisse une pensée libre, neuve, singulière, affranchie de la tyrannie du souvenir ? Non, bien sûr. Le Léthé, fleuve de l'Oubli qui borde les Enfers, est un seuil de la mort. « Je veux dormir ! Dormir plutôt que vivre ! / Dans un sommeil aussi doux que la mort, / J'étalerai mes baisers sans remords / Sur ton beau corps poli comme le cuivre » : l'oubli morbide magnifié par Baudelaire constitue un refuge sans retour. À l'inverse, Mnémosyne, déesse de la mémoire, est fille de Gaïa et d'Ouranos – de la Terre et du Ciel, ascendance on ne peut plus ancrée dans la vie. Même le dieu des dieux, Zeus, est sous le charme, puisqu'il lui donne

neuf filles, les fameuses Muses, sœurs de toute inspiration. Mnémosyne, fertile, a aussi inventé les mots et le langage. C'est dire, forte de cette généalogie gorgée de sève, si la mémoire est indissociable de la pensée, de la création et, bien évidemment, de la liberté.

Simplement, pas n'importe quelle mémoire. Pas une mémoire imposée, ni une mémoire saturée, brouillonne et massive, mais une mémoire consciente, travaillée, dans le cœur individuel ou le corps collectif. Une mémoire à la Montaigne, de « tête bien faite » plutôt que de « tête bien pleine ». Une mémoire active, comme la décrit le philosophe et mathématicien Leibniz, qui n'est pas un stock mais un tri, une intelligence en action. Une mémoire humaine en somme, modelée par l'individualité et le choix, qui se donne la possibilité de l'oubli, ou de la résurgence décidée, dans un seul objectif : une vie meilleure, un progrès, de soi à soi, et partant de soi pour tous les autres. C'est ce *travail* de mémoire qui peut rendre libre – d'infléchir un chemin, d'apprendre du passé, de tirer des leçons de l'expérience. Pour Leibniz, la mémoire est nécessaire à l'autonomie, à l'affranchissement des contraintes extérieures : c'est elle qui permet à l'âme de conserver « la loi des changements de direction » et d'être « source de ses actions ».

Mais, en retour, la liberté est tout aussi nécessaire à la mémoire, pour la sculpter, l'activer : Ricœur voit la mémoire comme le « travail du récit qui s'efforce de comprendre les dépendances antérieures dont nous héritons et qui s'efforce par là aussi d'ouvrir le champ des possibles ». La « fabrique » de la mémoire nécessite une intervention herméneutique de la liberté : elle donne à la mémoire le pouvoir d'interpréter l'antériorité pour mieux comprendre le présent. Sans liberté, la mémoire ne serait qu'un mécanisme de superposition d'images dénuée de fonction, un diaporama à vide comme on en croise parfois dans les biennales d'art contemporain.

Cette mémoire active est celle qui dialogue subtilement avec le travail de l'historien, qui étudie scientifiquement le passé pour offrir des outils de compréhension du présent. « La vie a besoin des services de l'histoire, il est aussi nécessaire de s'en convaincre que de cette autre proposition […] à savoir que l'excès d'études historiques est nuisible aux vivants », ponctue Nietzsche dans *De l'utilité et de l'inconvénient de l'histoire pour la vie.* Et la mémoire historique est liée à

la pensée juridique, laquelle ouvre la possibilité d'une vie libre en société : les lois se nourrissent d'histoire pour un présent meilleur, et nul ne peut ni ne doit oublier, et donc méconnaître, les lois. « Les représentants du peuple français, constitués en Assemblée nationale, considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de l'homme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements » : c'est par ces mots souvent… oubliés que s'ouvre la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, cette charte des libertés.

Cette mémoire vive est aussi celle de la psychanalyse, ou de techniques comme l'EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing, ou désensibilisation et reprogrammation par mouvements oculaires), importée par David Servan-Schreiber, que j'ai pratiquée avec succès pour décorréler un souvenir traumatisant (la mort de mon petit frère) d'une émotion atrocement négative, qui permettent, j'en atteste, à l'individu de se libérer en partie ou en totalité de ses peurs, de ses empreintes et de ses héritages inconscients. De s'affranchir, d'une certaine façon, de l'inoubliable. Dans un article de 1914, « Remémoration, répétition et élaboration », Freud explique comment l'élaboration du souvenir permet de sortir du cycle de la compulsion de répétition : selon la théorie freudienne, on peut guérir en se souvenant.

Cette mémoire élaborée dialogue enfin avec l'oubli – le « bon » oubli, l'oubli choisi selon la belle distinction de Nietzsche, qui oppose le « mauvais oubli », refoulement, négation, à l'« oubli positif », privilège des « natures pleines et fortes, en qui se trouve en surabondance la force plastique et régénératrice qui permet de guérir et même d'oublier » (*La Généalogie de la morale*). On retrouve là également un versant essentiel du travail libre de mémoire et d'oubli développé par Paul Ricœur : le pardon. Dans les filets de la mémoire, le pardon est un choix personnel actif, une réconciliation intérieure et partagée : « Pour pouvoir lier promesse, encore faut-il pouvoir délier ou être délié par le pardon », écrit Ricœur.

Regardons de nouveau plus attentivement notre fleuve Léthé. D'un côté, il déleste les vivants de leurs souvenirs terrestres pour les plonger dans la mort, mais il peut aussi être franchi dans l'autre sens :

quand les âmes des morts reviennent à la vie, elles boivent au Léthé pour oublier les Enfers et se préparer à de nouvelles réincarnations.

Cette mémoire choisie, apprivoisée, enfin, est source infinie de liberté créatrice. De résonances pleines de rires et de larmes – oh, cette madeleine trempée dans le thé, ces souvenirs écrits, convoqués, savourés, par lesquels Proust défie le temps perdu et devient écrivain. Pas d'émotions sans mémoire, et sans mémoire pas de cathédrales aux murs de verre, de papiers, de lettres, de couleurs, de notes et d'invention pour nous libérer des prisons du temps.

Mais pour que la mémoire libère, encore faut-il qu'elle ne soit pas en « libre accès ». Le pouvoir totalitaire, on le sait, emprisonne le passé, dompte les clichés, manipule nos référents, gomme les visages, efface les événements, use sans relâche du grand Photoshop historique. Orwell se confie à ce sujet dans ses *Réflexions sur la guerre d'Espagne* : « Si le chef déclare à propos de tel ou tel événement que celui-ci ne s'est jamais produit – eh bien, il ne s'est jamais produit. S'il dit que deux plus deux font cinq – eh bien, deux plus deux font cinq. » Le « ministère de la Vérité » et le « Commissariat aux archives » de *1984* n'ont d'autre fonction que la destruction de toute capacité de raisonnement individuel libre, fondée sur les traces tangibles d'un passé manipulé. Fort heureusement, il existe toujours des Soljenitsyne et autres Simon Leys pour s'affranchir, et nous libérer de cette « mutabilité du passé » pratiquée autant par les staliniens face aux renégats trotskistes que par Mao aux prises avec Lin Biao, son dauphin déchu. Et même, aujourd'hui, par le totalitarisme hygiéniste *soft*, cette crèche publique géante que j'ai tenté de peindre, pour mieux la dénoncer, dans mon premier essai, effaçant les pipes et les cigarettes des affiches de Jacques Tati ou de Coco Chanel. La mémoire publique exige, pour que la liberté triomphe, de redevenir un acte de vérité et de responsabilité personnelle, et non l'agent d'un « vivre mieux » pensé par d'autres, imposé par d'autres, s'octroyant la possibilité de mentir pour nous mais en réalité contre nous.

Mer

« Homme libre, toujours tu chériras la mer ! » Ainsi Charles Baudelaire associe-t-il, magistralement et définitivement, l'océan et le souffle de liberté en l'homme. Pour le poète, la liberté est à l'aune de l'incommensurable : « La mer est ton miroir, tu contemples ton âme dans le déroulement infini de sa lame ; et ton esprit n'est pas un gouffre moins amer. » *Amers*, comme ce recueil ainsi titré par Saint-John Perse où la sensibilité humaine, dans ses revirements, ses tumultes, ses hésitations, ses désirs, se fond à l'écume, au ressac, à la vague impérieuse, à l'horizon aveuglé de lumière.

Amère, la liberté peut l'être parfois, dans l'âpreté de ses choix, de ses responsabilités, de sa solitude. Mais bientôt, comme en mer, passé la morsure du soleil, l'angoisse du récif ou la brûlure des câbles à la paume des mains, l'emportent le sel, l'ivresse du vent et l'incomparable satisfaction de pouvoir viser l'étoile de nos rêves. De nous retrouver nous-mêmes, alignés, libres car débarrassés de tout ce qui fait que nous ne sommes pas nous. D'être, en toute humilité tant

on se sait petit sous la voûte du ciel, mais pleinement maître à bord. La sérénité et la lumière d'une mer d'huile, invitation à la libre méditation des âmes comme ces photographies de Marie Bovo, *Jours blancs*, et notamment *23H57*, si chère à mon cœur car offerte pour mes quarante ans, toutes prises dans les îles Lofoten, au nord du cercle polaire, celles de *Moby Dick*, quand le soleil ne se couche jamais.

Mais ne nous mentons pas, l'épreuve de la liberté est exigeante, parfois douloureuse, et l'on voit trop d'hommes, trop de femmes, y renoncer par petit confort ou lassitude, déprime ou manque de confiance en soi, infantilisation ou résignation. Bien amarrés au quai, le rêve, moteur premier de la liberté, moisit, noircit, ronge la coque de nos corps vieillis davantage par le manque d'être soi que par le temps qui passe. Et les voiles intérieures de ces vies où la liberté s'est pendue finissent, inexorablement, par pleurer.

Alix, qui partage ma vie, me sachant écrire cette entrée sur les flots, souffle à mon oreille, au réveil de ses songes :

Et la mer et l'amour ont l'amer pour partage,
Et la mer est amère, et l'amour est amer,
L'on s'abîme en l'amour aussi bien qu'en la mer,
Car la mer et l'amour ne sont point sans orage.
Celui qui craint les eaux qu'il demeure au rivage,
Celui qui craint les maux qu'on souffre pour aimer,
Qu'il ne se laisse pas à l'amour enflammer,
Et tous deux ils seront sans hasard de naufrage.
La mère de l'amour eut la mer pour berceau,
Le feu sort de l'amour, sa mère sort de l'eau,
Mais l'eau contre ce feu ne peut fournir des armes.
Si l'eau pouvait éteindre un brasier amoureux,
Ton amour qui me brûle est si fort douloureux,
Que j'eusse éteint son feu de la mer de mes larmes.

Stigmates sublimés d'une vie passée, tremplin insoupçonné de la nuit à la lumière, Pierre de Marbeuf, le poète le plus cynique du XVIIe siècle, s'invite au matin d'un amour dans lequel, elle et moi, avons pleinement plongé. Lucide, son enseignement premier apparaît au grand jour : ce n'est pas pour rien que les grands hommes et

femmes de mer, ceux d'hier et d'aujourd'hui, sont icônes de liberté. Dans le sillage des grands navigateurs – Magellan, Colomb, Vasco de Gama, Jacques Cartier –, l'océan a irrémédiablement goût de découverte, de possibles, de conquête, de terre vierge et de champ libre.

Le navigateur-découvreur n'a pas froid aux yeux, n'a pas peur du risque : c'est un entrepreneur de sa vie. Il largue les amarres, rompt les chaînes d'une réalité ancienne, faite de limites, d'impossible, de peurs, de poussière et de pesanteur, pour croiser, léger, décidé et confiant, bravant les risques avec courage, vers des chapelets d'îles neuves et de promesses de nouveauté. « Ces beaux et grands navires imperceptiblement balancés sur les eaux tranquilles, ces robustes navires à l'air désœuvré et nostalgique, ne nous disent-ils pas dans une langue muette et magique : "Quand partons-nous pour le bonheur" » (Baudelaire). Moïse, ou plutôt son Dieu, l'a même ouverte, la mer, mais pour mieux orchestrer leur fuite, la fin de l'esclavage, du joug égyptien. La mer biblique, qui mena bien plus tôt Noé à la paix, est un chemin de liberté.

À tort ou à raison, c'est le plus souvent taiseux, solitaires, sans entraves et décidés à suivre leur propre cap que l'on se représente les Éric Tabarly, Florence Arthaud, Titouan Lamazou, Olivier de Kersauson, Michel Desjoyeaux et tant d'autres grands marins contemporains. Souvent, le « voileux » se double d'un artiste, dessinateur, écrivain, poète. La plume file sur le papier comme l'esprit sur l'eau, inspirée, nourrie de cette liberté qui leur fouette le visage. Même à terre, la mer nourrit le créateur de solitude, ou plutôt de ce tête-à-tête inspirant entre l'homme et l'immensité des flots. L'exil de Victor Hugo dans les îles de la Manche au lendemain du coup d'État, en 1851, de « Napoléon le Petit », fut ainsi résumé superbement par Simon Leys : « Il s'est installé devant l'océan, et il a écrit. »

Si libre ? L'appel du large, s'il est appel, pose immanquablement la question du libre choix. Est-on maître de l'appel qui se fait sentir en nous – qu'il soit vocation ou nécessité ? Libre même d'y répondre ou de s'attacher au mât ? On peut embarquer poussé par la misère, ébloui d'espoir, comme les conquérants de José Maria de Heredia : « Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal, de Palos de Moguer, routiers

et capitaines partaient, ivres d'un rêve héroïque et brutal. Ils allaient conquérir le fabuleux métal que Cipango mûrit dans ses mines lointaines… » Sont-ils si libres, les pauvres gens de Victor Hugo ? « L'homme est en mer. Depuis l'enfance matelot, il livre au hasard sombre une rude bataille. Pluie ou bourrasque, il faut qu'il sorte, il faut qu'il aille, car les petits enfants ont faim. » Même le vieil homme d'Hemingway rejoint une mer à laquelle le besoin l'enchaîne encore malgré l'âge, l'extrême lassitude des membres, les yeux brûlés par le miroir des flots. Et quelle violence on lui doit, dans *D'autres vies que la mienne*, quand, devenant tsunami, elle massacre et détruit. Sans compter les requins, rois sanguinaires dans *Plonger*. Les ex-voto des chapelles Sainte-Anne, protectrice des marins, n'y suffisent pas toujours. Alors, « C'est pas l'homme qui prend la mer, c'est la mer qui prend l'homme ! », comme le fredonnait le chanteur Renaud dans une sonorité faussement populaire, détermino-marxiste ?

Si ce n'est à ce qui le somme ou à ce qu'il fuit, l'homme en mer est en tous les cas soumis aux éléments, aux grains, au vent qui se lève ou ne se lève pas. Dévot, pire encore, à une illusion de liberté qui n'est, en réalité, qu'un enfer de contraintes ? Dans « Les berceaux » de Sully Prud'homme, admirablement mis en musique par Gabriel Fauré, « Le long du quai, les grands vaisseaux, / Que la houle incline en silence, / Ne prennent pas garde aux berceaux, / Que la main des femmes balance. / Mais viendra le jour des adieux, / Car il faut que les femmes pleurent, / Et que les hommes curieux, / Tentent les horizons qui leurrent » ! Car finalement, à moins d'être un éternel errant, le marin ne doit-il pas regagner terre ? S'y agenouiller, l'embrasser parfois quand il ne l'espérait plus après des semaines d'insoutenable égarement ? Et puis, quand quelque temps a passé et que la vie des villes – la vie tout court – redevient trop lourde, revenir encore et toujours songer au bord de l'eau à des lendemains meilleurs ?

La réponse au fond à cette valse millénaire entre l'homme et la mer, entre l'ingratitude des récoltes et les promesses du grand large, la dureté des flots et la chaleur du foyer, les contraintes de l'humaine condition et les mirages de la fuite, de l'horizon qui enivre, est peut-être dans cette comptine : « La mer est démontée, qui la remontera ? La mer est déchaînée, qui la renchaînera ? Un enfant qui joue sur la

plage, avec une poignée de coquillages… » L'enfant, libre de peurs et de douleurs, infiniment confiant, présent, qui s'éveille et rit en nous, fidèle, chaque fois que la mer sur le sable vient toucher ses pieds nus. Pas l'enfant de nostalgie, qui n'est que régression. L'enfant dans l'immensité de ses envies, la passion de l'imaginaire, des histoires et des conquêtes, allié à l'adulte, pleinement adulte et traité comme tel (au diable l'infantilisation !), apte à virer à bâbord ou à tribord, peu importe la gîte et les coûts, pour choisir pleinement sa vie et rechercher sans se renier la terre ultime, promise. À chacun la sienne, la mienne ne fait pas mystère. Elle a des yeux si verts.

Mode

Fashion victim. Là où la mode passe, l'identité trépasse. Pas de répit pour qui veut la suivre : on arrive au tartan que c'est déjà les pois, on fond sur le court quand le long est de retour. Pour qui veut la faire, la peine est double : angoisse du coup d'avance, du détail inédit, et tension d'un soi toujours en scène.

Obéir à la mode, ou la dicter, est tout sauf histoire de chiffons : c'est l'histoire même de l'individu dans le collectif – dialogue infiniment subtil entre reconnaissance et affirmation. Respecter la mode, c'est annoncer l'appartenance sociale et tenir son rang, quel qu'il soit ; à la Cour, l'étiquette passe d'abord par une bonne mise. Ne la transgressent que les braves, les hommes libres. Écoutons Cyrano se quereller, au premier acte de la pièce de Rostand, avec le Vicomte :

> LE VICOMTE, suffoqué :
> Ces grands airs arrogants !
> Un hobereau qui… qui… n'a même pas de gants !
> Et qui sort sans rubans, sans bouffettes, sans ganses !
>
> CYRANO :
> Moi, c'est moralement que j'ai mes élégances.
> Je ne m'attife pas ainsi qu'un freluquet,
> Mais je suis plus soigné si je suis moins coquet ;
> Je ne sortirais pas avec, par négligence,
> Un affront pas très bien lavé, la conscience
> Jaune encore de sommeil dans le coin de son œil,
> Un honneur chiffonné, des scrupules en deuil.
> Mais je marche sans rien sur moi qui ne reluise
> Empanaché d'indépendance et de franchise.

Car la mode est affaire intime de rapport à soi – un soi dangereusement soluble, soit dans la ressemblance, dans la fusion à la « tribu », comme le décrit Michel Maffesoli, soit dans l'extrême paraître, l'un et l'autre extrêmes annulant l'authenticité de l'être. Où suis-je, qui suis-je sous une armure de marques ? Où me réfugier si même le « no logo » devient *trendy* ? Parfois, la tyrannie des apparences ou les attentes supposées du regard des autres sont si voraces qu'elles ne se contentent pas d'une écorce de griffes ou de tissus ; elles attaquent la chair, la soumettent à des jeûnes tragiques ou à un bistouri acéré. « Obsession », « Excess », « Addict »… les grandes maisons de mode ne pourraient pas mieux trouver quand elles choisissent le nom de leurs gammes cosmétiques.

La mode ne s'arrête pas bien sûr à la panoplie : elle gagne les goûts, les gestes, le langage. Elle dessine d'une main le profil d'une époque, d'un pays, et gomme de l'autre toute aspérité individuelle : « Cela est visible dans nos sociétés européennes, écrit le sociologue Gabriel Tarde dès 1890 dans *Les Lois de l'imitation*, où les progrès extraordinaires de la mode sous toutes les formes, de la mode appliquée aux vêtements, aux aliments, aux logements, aux besoins, aux idées, aux institutions, aux arts, sont en train de faire de l'Europe l'édition d'un même type d'homme tiré à plusieurs centaines de millions d'exemplaires. »

Pour souscrire à la mode, l'esprit perd son jugement, ne distingue plus aux feux de la raison ce qui est plomb, ce qui est or. De nouveau, seul l'esprit libre, qui ne craint pas la masse d'avoir trop vécu ou pas assez, peut s'affranchir de ses illusions.

L'esprit libre de l'enfant : « Le roi est nu ! », crie le petit garçon au passage du monarque qui se croyant vêtu du plus fin fil de soie va comme Adam par les rues du royaume.

L'esprit libre du poète – ici Musset (« Une soirée perdue ») :

J'étais seul, l'autre soir, au Théâtre Français,
Ou presque seul ; l'auteur n'avait pas grand succès.
Ce n'était que Molière, et nous savons de reste
Que ce grand maladroit, qui fit un jour Alceste,
Ignora le bel art de chatouiller l'esprit
Et de servir à point un dénoûment bien cuit.

Grâce à Dieu, nos auteurs ont changé de méthode,
Et nous aimons bien mieux quelque drame à la mode
Où l'intrigue, enlacée et roulée en feston,
Tourne comme un rébus autour d'un mirliton.
J'écoutais cependant cette simple harmonie,
Et comme le bon sens fait parler le génie.
J'admirais quel amour pour l'âpre vérité
Eut cet homme si fier en sa naïveté,
Quel grand et vrai savoir des choses de ce monde,
Quelle mâle gaieté, si triste et si profonde
Que, lorsqu'on vient d'en rire, on devrait en pleurer !

Et pourtant, qu'on ne s'y trompe pas : sous des dehors tyranniques, la mode est un formidable paradoxe de liberté.

La mode sait être libre d'abord parce qu'elle est art, geste vivant de créateur. Art à fleur de peau. Voir marcher une ravissante sculpture en Petite Robe Noire réinventée par un génie prénommé Karl. Admirer comme un marbre fin les plissés d'un Miyake. Voir et écouter la poésie, l'intelligence humaine et la sensibilité créatrice du grand Alber Elbaz. S'étonner de l'inventivité cent fois renouvelée, cent fois étourdissante, des collections, printemps, été, automne, hiver, valse des saisons, des couleurs, des matières. La mode est libre aussi de flirter avec le vrai luxe, celui qui fuit la banalisation et tisse une relation très amoureuse, très singulière, entre le créateur, l'objet et l'amateur.

Au-delà du beau, libre par nature, plusieurs artistes de mode ont aussi plus directement revendiqué, ou participé, à la libération des individus dans leurs créations. Coco Chanel a sorti la femme moderne du corset, lui offrant toiles fluides, liberté de mouvements et suprême élégance. Yves Saint Laurent lui a permis l'irrévérence folle d'apparaître en smoking. Jean-Paul Gaultier a proposé des jupes aux messieurs avec sa collection *Et Dieu créa l'homme* de 1984.

Après, et avant eux, la mode est une veste à double revers, qui permet à qui la porte de se faire oublier, ou d'affirmer, d'assumer qui il est, en dépit des conventions, et même au-delà d'elles, pour faire bouger l'époque – des jolis carrés garçonnes des années 1920 aux crêtes eighties en passant par les fleurs de Woodstock. Même pour qui n'a pas de quoi rêver haute couture, la mode reste un espace d'affirmation de l'originalité individuelle. Gilles Lipovetsky dit d'elle dans *La Balkanisation de la mode : liberté et anxiété des apparences* (L'Esprit Créateur, 1997) qu'elle est « indétachable de ce droit individualiste reconnu aux individus de valoriser l'éphémère et les nouveautés au détriment de l'immobilité traditionnaliste ».

Convention ou rupture, la mode reste avant tout un jeu, qu'il convient aujourd'hui de marier au design et à la technologie. Un infini jeu de miroirs se reflétant et se répondant sans cesse dans un mouvement perpétuel de pure liberté.

Molière (1622-1673)

Jean-Baptiste Poquelin naît le 15 janvier 1622. Corneille a juste seize ans, Cyrano de Bergerac à peine trois, Racine, Boileau ne tarderont pas à les rejoindre : le siècle n'a qu'à bien se tenir. Jean-Baptiste, qui n'est pas encore Molière, reçoit une éducation de haute tenue chez les jésuites de la rue Saint-Jacques. Il est promis à la charge paternelle, confortable et honorable, de tapissier du Roi. Il fait son droit et décroche le titre d'avocat, mais rien n'y fait : dès qu'il peut, il s'échappe du côté des bateleurs du Pont-Neuf et de la Foire Saint-Germain-des-Prés, il file voir les farceurs italiens à l'Hôtel de Bourgogne ou va en douce prendre des leçons auprès du comédien Scaramouche.

L'appel du théâtre, impérieux, le pousse hors des sentiers que la lignée et la raison ont tracés pour lui. Il n'a pas vingt ans que ce désir prend les traits d'une femme de quatre ans son aînée, comédienne talentueuse : Madeleine Béjart. Prudent, le père Poquelin éloigne son fils, l'envoyant à Narbonne pour remplir sa charge auprès du roi Louis XIII en voyage. Mais rien n'arrête la vie ni l'envie : Madeleine le retrouve en pays d'Oc. En 1643, à vingt et un ans, Jean-Baptiste renonce officiellement à la charge paternelle.

Il signe en bonne et due forme le premier acte d'une vie de liberté. Une liberté difficile, contrariée souvent, courageuse toujours, donnant sans cesse la réplique à la contrainte. Molière choisit le théâtre, envers et contre tout : sa famille, l'insuccès persistant des débuts, les créanciers – il est même emprisonné au Châtelet faute de pouvoir payer les chandelles qui éclairent les représentations de l'Illustre Théâtre fondé avec Madeleine.

Paris ne lui fait pas bon accueil ? Il part chercher le public ailleurs,

sur les routes de France, de ville en ville, montant et démontant ses tréteaux pendant plus de dix ans. En 1658, il n'a encore rien écrit de notoire, mais revient à Paris en véritable chef de troupe et sous le patronage de Monsieur, frère du roi. S'ouvre le ballet des pensions et des faveurs princières, cent fois regagnées, reperdues. Il faut faire vivre la troupe, mais Molière, qui signe désormais de plus en plus de pièces, ne transige pas sur ce qu'il a à dire, à écrire, à montrer. Combien de scandales soulèveront ses créations ? En 1659, c'est le premier grand succès des *Précieuses ridicules*. Et la première grande querelle. En suivront bien d'autres : celle de *L'École des femmes* en 1663, attisée par les rivaux de l'Hôtel de Bourgogne et par Corneille lui-même ; celle, mémorable, de *Tartuffe*, qui durera plus de deux ans et vaudra à Molière de la part de la Confrérie du Saint-Sacrement le titre glorieux de « démon vêtu de chair et habillé en homme et le plus signalé impie et libertin qui fût jamais ». Quelle belle stance que celle du jeune Boileau, vingt-six ans, à son aîné : « Laisse gronder tes envieux ! » Car oui, pas de vraie liberté, pas de vrai talent sans jaloux.

Scandale aussi de sa vie privée : en 1662, Molière épouse Armande Béjart, la fille de Madeleine, qui n'a pas vingt ans quand il en a vingt de plus. Qu'importe : Molière, la même année, est enfin accueilli à la Cour. L'année suivante, Louis XIV lui accorde une pension de mille livres au titre d'« excellent poète comique ». Mais la tranquillité, même royale, n'est pas pour lui : les pièces s'enchaînent, et les brouilles, et les passions, les réconciliations, personnelles – avec Armande, notamment – et artistiques – avec Lully, auquel le roi finit par accorder sa faveur exclusive pour les spectacles musicaux, privant *Le Malade imaginaire* alors en pleine répétition d'une création à la Cour.

Atteint dans sa santé, ses affections, son amour-propre, Molière ne lâche pas un instant l'instrument de sa liberté, de son expression, de son existence : son travail. Il s'épuise aux répétitions du *Malade*, et à la quatrième représentation, le 17 février 1673, est pris de convulsions sur scène. On le transporte hors du théâtre ; il réclame un prêtre, le prêtre ne vient pas. Molière s'éteint sans confession, sans concessions. Le curé de Saint-Eustache refuse son inhumation en terre chrétienne : trop d'irrévérences. Il est tout de même enterré *in extremis* sur les supplications d'Armande, mais le bruit court que son corps aurait été

ensuite exhumé et jeté à la fosse commune des interdits et non baptisés. Pourquoi la terre des bien-pensants ne veut-elle pas le garder ?

Parce que, à l'égal de sa vie, son œuvre entière, sa création, ses mots, ses idées sont trop libres. Molière n'a peur de rien ni de personne, nul n'est épargné par ses vers malicieux et acérés : les dévots, les puissants, les médecins, les faux savants, les faux poètes, les vrais pédants… Toutes les hypocrisies de l'époque trouvent leur compte sous les applaudissements du public, du *Bourgeois gentilhomme* aux *Femmes savantes*, des *Précieuses ridicules* au grandiose *Tartuffe*. Par la magie du travestissement, toutes les conventions se contournent, se retournent : le valet, la servante, Scapin ou Dorine, parlent au maître d'égal à égal avec aplomb, intelligence et finesse ; les filles refusent l'autorité du père, le mariage forcé, et revendiquent la vérité de l'amour. Comme le Misanthrope, Molière clame sans fard la vérité, sa vérité au monde. Comme Don Juan, il est insoumis aux règles de la société, poussant le choix personnel jusqu'à l'extrême, jusqu'au défi avec la mort.

Car Molière a brûlé, du début à la fin, de sa passion pour la liberté. Liberté merveilleuse qui s'exprime par le miracle de l'exception théâtrale – la scène est un carnaval où déguisé, grimé, on peut tout dire ou presque. Liberté déliée par la magie des mots, par les infinis recours de la « langue de Molière ». Liberté enfin qu'offre cet incomparable véhicule de légèreté, dispensé des pesanteurs du moralisme : le jeu, l'humour, le rire.

Musset dit tout quand il écrit de Molière : « Quel grand et vrai savoir des choses de ce monde, / Quelle mâle gaieté, si triste et si profonde, / Que, lorsqu'on vient d'en rire, on devrait en pleurer ! » Car ce rire ne serait pas si puissant, libérateur, s'il ne contenait l'indéfectible double de sa lucidité tragique. N'oublions pas que ce que Molière voulait faire plus que tout, c'étaient des tragédies. Sa sensibilité profonde, les épreuves et les deuils de son enfance, et la mode de l'époque qui y voyait le seul genre noble l'y poussaient tout entier. Mais en dépit de lui-même ses dons étaient merveilleusement comiques. Plutôt que de s'épuiser, de s'aigrir dans cette contradiction, Molière a accompli le plus grand acte de liberté qui soit donné à l'homme : transformer la contrainte en opportunité. Il a élevé son talent comique à la hauteur de ses aspirations tragiques, et a donné à son œuvre cette unité si rare, cette plénitude qu'on retrouverait en musique chez Mozart : une infinie douceur, frémissante de vie, mêlée à la plus grande gravité.

Voilà pourquoi le créateur de la Comédie-Française et ses personnages éternels suscitent encore l'admiration, et l'indéfectible tendresse, du public. Voilà pourquoi ils nourrissent et inspirent toujours les plus grands artistes, comédiens ou metteurs en scène – Jean Vilar, Ariane Mnouchkine, Robert Wilson – et tant de compagnies, de créateurs aujourd'hui dans le monde entier. Notre XXIe siècle, ses combats, ses angoisses, ses affrontements – économiques, philosophiques, politiques, religieux – ont plus que jamais besoin de l'humour et de la parole libre d'un Molière. Qu'aurait dit, écrit, montré Jean-Baptiste des débats actuels sur la liberté d'expression ? Aux auteurs et metteurs en scène d'aujourd'hui de prendre le flambeau. Avec le même amour pour la liberté.

Mondialisation

La mondialisation est le produit de l'échange libre et volontaire. Elle est, en ce sens, fille de l'amour de la liberté. Une fille rejetée, dédaignée, battue même par une opinion généralement hostile, des hordes de manifestants anticapitalistes aux chroniqueurs de salon en passant par les nationalistes de droite et de gauche, qu'ils soient modérés ou extrêmes. Victime contemporaine des condamnations à œillères, elle mérite un plaidoyer rectificatif.

Car, à y regarder de près, la mondialisation « n'exploite pourtant pas » une aire géographique ou des individus au profit d'autres, mieux nantis, qui en tireraient des bénéfices : elle crée plus de richesses, pour tous.

Le fait que l'échange libre et volontaire soit toujours créateur de richesses est l'un des principes fondamentaux de l'économie. Ce n'est pas un dogme, c'est un fait, sans cesse constaté, lui-même produit d'un raisonnement logique : plus les échanges sont nombreux, plus le volume de richesses créées est grand. Dans la mesure où la mondialisation est l'expression la plus aboutie du phénomène de l'échange humain – des hommes et des femmes qui ne se connaissent pas échangent par l'intermédiaire de la division du travail et de la spécialisation alors qu'ils habitent dans des régions différentes du monde, ne parlent parfois pas la même langue et n'ont pas la même culture –, elle contribue à un plus grand partage des richesses sur le globe. Toute personne sensible, à raison, à la notion de partage et percevant pleinement ses vertus doit, si elle est honnête avec elle-même, accueillir la mondialisation avec bienveillance et joie. Car pourquoi devrions-nous conserver toutes les richesses pour nous, amis de l'Occident, et maintenir le reste du monde dans la pauvreté ? Si

l'on raisonne à l'échelle de l'être humain et non des nations, toutes les belles âmes devraient à l'évidence être favorables à la mondialisation.

Allons plus loin : plus le marché est vaste, plus la possibilité d'interactions bénéfiques se multiplie. Ce n'est pas nouveau : le cas de l'échange de biens et services est connu depuis longtemps. L'économiste anglais David Ricardo avait montré, dès le XIXe siècle, les bienfaits de l'échange international dans lequel les producteurs de pays différents peuvent se spécialiser selon leur « avantage comparatif » dans la production de tel ou tel bien. Dès lors que tout le monde ne produit pas la même chose, de la même façon, au même coût et au même prix, la spécialisation et l'échange seront bénéfiques pour tous.

Traiter ce sujet presque naïvement, sans aborder le cas complexe de la délocalisation, serait controversé. Elle semble être destructrice d'emplois et provoquée par un odieux *dumping social*. L'émotion légitime et fortement médiatisée provoquée par les difficultés personnelles de salariés confrontés à la fermeture de leur usine nous pousse, tous, à nous mobiliser contre ce phénomène. Il est cependant important de l'analyser rigoureusement.

Une étude très récente (« Offshoring high-skilled jobs » de Laura Abramovsky, Rachel Griffith et Helen Miller, publiée par le Centre for Economic Policy Research) montre, empiriquement, que lorsque des firmes européennes délocalisent pour utiliser de la main-d'œuvre qualifiée dans les pays en développement, cela a un effet positif sur le nombre de travailleurs qualifiés employés… dans le pays originel. Il y a plusieurs raisons à cela, la principale étant que les productions deviennent complémentaires au cours du temps et que même si une partie des activités est délocalisée, il demeure beaucoup d'activités de recherche et de développement à forte valeur ajoutée dans le pays d'origine fonctionnant en symbiose avec celles qui sont délocalisées. Il ne faut, comme toujours, jamais regarder un phénomène humain de manière photographique, mais comme un film intégrant la capacité d'adaptation permanente des êtres humains aux évolutions contextuelles. Il faut également penser le monde sans s'effrayer de la mise en concurrence, y compris des modèles sociaux, car celle-ci, véritable « processus de découverte » en l'expression de Hayek, permet de mettre en exergue ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, et s'avère bien plus vertueuse qu'on ne veut bien nous le dire.

On parle désormais de *global innovation networks* dans lesquels les pays en développement ont une carte de plus en plus importante à jouer. Et c'est bien la preuve que, à l'échelle du monde, la mondialisation est une vaste opération positive de partage, la fin d'un monopole régional (occidental), au sens où la croissance et l'innovation, désormais mondialisées, autorisent toute personne et tout pays à jouer dans le jeu du développement. Les détracteurs de la mondialisation et de l'échange libre généralisé oseraient-ils assumer l'idée qu'ils ne veulent pas « partager » cette croissance, qu'ils veulent la garder pour nous, en laissant les autres habitants à la porte du développement ? À eux la misère, la faim et la tyrannie politique, à nous l'emploi, l'opulence et la démocratie confortable ! Quel égoïsme ! C'est pourtant bien ce que beaucoup, en creux, pensent, tout en se parant des couleurs des bons sentiments. Un nombre croissant de produits sont aujourd'hui conçus dans une partie du monde et fabriqués ou assemblés dans d'autres endroits. Les produits Apple sont conçus en Californie, assemblés en Chine avec des composants qui viennent de dizaines de pays, y compris d'Europe et du Japon. Tout le monde en profite !

Bien évidemment, il convient de distinguer le court du long terme. L'accroissement des échanges commerciaux peut faire, dans le court terme, des mécontents. Par exemple, l'une des raisons du protectionnisme occidental envers les produits agricoles des pays en développement est le maintien organisé des agriculteurs dans les pays riches. Ces derniers ne veulent pas souffrir de la concurrence de pays plus pauvres alors même que les consommateurs des pays riches en bénéficieraient. Ils dénoncent la mondialisation et usent de leur influence sur les politiques dans le seul but de maintenir leurs privilèges. La politique agricole commune de l'Union européenne est, pour poursuivre cet exemple, protectionniste envers les productions agricoles de beaucoup de pays en développement. Un autre cas connu des économistes est celui du prix du sucre aux États-Unis qui, parce qu'il fait l'objet de mesures de protection, est plus élevé que son cours mondial ! La mondialisation peut donc bousculer des situations favorables (dans le court terme), mais pas plus que la concurrence sur n'importe quel marché, et le consommateur final y gagne (en pouvoir d'achat, en innovations accessibles au plus grand nombre, etc.). Ce

sont cependant là des effets transitoires qui disparaissent à terme grâce aux gains des échanges obtenus et à l'adaptation permanente des êtres humains face aux modifications de l'environnement économique. Hélas, la réglementation et l'interventionnisme supposé protecteur des États vient perturber cette adaptation spontanée et renforce, paradoxalement, la difficulté de certains pays à se mettre à l'heure du monde et à l'appréhender comme une opportunité plus que comme une contrainte.

Les échanges commerciaux mondiaux se sont intensifiés depuis la Seconde Guerre mondiale, et surtout depuis les années 1970. Les échanges prennent place surtout entre pays développés, mais chaque fois que des pays en développement ont pu y prendre part (c'est-à-dire lorsque les pays développés leur ont ouvert leurs marchés), comme ce fut le cas pour l'île Maurice dans les années 1970, le résultat fut un gain général pour les producteurs et les consommateurs de tous les pays y prenant part. Les pays émergents comme le Brésil ou l'Inde ont bénéficié énormément de l'internationalisation des échanges depuis 1980. Il reste encore un long chemin à parcourir pour ces pays, mais ils ne peuvent améliorer leurs conditions de vie sans participer à la ronde des échanges mondiaux.

L'Institut suisse de technologie produit le KOF Index of Globalization qui mesure, pour plus de 150 pays, les dimensions économiques, sociales et politiques de la globalisation. La dimension économique mesure le commerce et l'investissement international ainsi que les restrictions que chaque pays peut mettre en place contre ceux-ci (protectionnisme, contrôle des capitaux, etc.). La dimension sociale reflète l'étendue de la dissémination de l'information et des idées à travers les pays du monde. Enfin, la dimension politique montre le degré de coopération politique entre les pays. Entre 1980 et 2008, le KOF Index of Globalization est passé d'une valeur inférieure à 40 à presque 60. Selon cet index, la globalisation s'est donc accrue dans le monde de 50 % en presque 30 années. Sur la même période le PNB mondial en taux réel a augmenté de 161 %. L'accroissement des échanges, c'est la garantie de la montée en puissance de la richesse, et l'amélioration des conditions de vie d'un nombre toujours plus grand de personnes.

Les pays en tête du classement de l'index sur le plan économique

sont des petites économies ouvertes : Singapour, Irlande, Luxembourg, Pays-Bas, Malte et Belgique. Les grands pays de l'OCDE ont des taux de globalisation économique moins forts car ils sont capables de vivre avec un degré d'autarcie plus important. La France est 25e, l'Allemagne 28e et les États-Unis 50e. Pour un petit ou moyen pays, la globalisation est marginalement plus vertueuse. Les pays en queue du classement comme le Burundi, le Niger et l'Éthiopie sont aussi des pays très pauvres. Les chiffres montrent que l'ouverture d'une économie (qu'elle soit grande ou petite) est toujours gage d'un accroissement du niveau de vie à l'intérieur de ce pays, toutes choses égales par ailleurs.

Notons que, au-delà d'un partage des richesses au niveau international, la mondialisation est, plus encore, une *création de richesses*. En effet, dire que la mondialisation est un partage des richesses implique quelque part une vision statique du processus économique dans lequel une quantité de richesses est détenue au départ (par les pays occidentaux) et est partagée au cours du temps. La théorie et l'expérience montrent que les richesses sont *créées* par l'échange. Ce n'est pas un jeu à somme nulle mais un jeu à somme positive. C'est là le miracle de l'échange. La puissance de la liberté déployée à travers le monde.

La mondialisation n'est pas plus une machine à ternir les couleurs du monde, au contraire, elle enrichit sans cesse la palette de nouvelles nuances : hier, aujourd'hui ou demain, il n'y a pas de création culturelle sans échanges, sans rencontres.

Il est certain que la mondialisation permet la diffusion de produits qui deviennent très internationalisés. La musique rock est un tel produit dans la mesure où elle se retrouve presque partout et dans toutes les langues. La culture devient de plus en plus internationale. En même temps, la globalisation donne lieu à une plus grande spécialisation. Alors que le rock sévit sur toute la planète en différentes langues, des musiques authentiques comme le flamenco espagnol de Jerez trouvent des amateurs tout autour du globe. Beaucoup de Japonais apprécient la musique de cette région d'Andalousie et la connaissent mieux aujourd'hui qu'il y a quarante ans.

Le développement de la musique depuis le Moyen Âge a d'ailleurs bénéficié de l'internationalisation des échanges et de la concurrence

politique. Roland Vaubel montre dans son article « The role of competition in the rise of baroque and Renaissance music » qu'il est probable que les musiques baroque et de la Renaissance se soient plus développées en Italie et en Allemagne grâce à la mobilité des musiciens qui avaient un nombre plus élevé d'employeurs dans leurs carrières que les musiciens français ou anglais. Les premiers étaient ainsi exposés à plus de concurrence et d'innovations musicales que d'autres en Europe où la centralisation, comme en France, limitait l'innovation. Les échanges internationaux promeuvent non seulement une plus grande diversité de biens et de services, mais aussi une plus grande inventivité dans le domaine des biens intangibles comme la culture.

Il y a trente ans, il n'était pas commun de trouver du vin à table dans les pays anglo-saxons ou encore dans les pays d'Amérique latine. Seuls les Français, les Italiens et quelques autres habitants d'Europe buvaient du vin régulièrement. Les goûts des consommateurs dans le monde ont largement évolué durant cette période, et il n'est pas rare aujourd'hui de voir une bouteille de vin sur la table en Nouvelle-Zélande, en Australie ou encore en Argentine. Ce qui n'empêche pas la bière d'être toujours consommée dans beaucoup de pays. Doit-on voir dans cette évolution une perte d'authenticité, un lissage des différences ou un accroissement du bien-être des consommateurs dans le monde ? Alors même que les individus consomment de la *world food*, ils cherchent aussi de l'authentique. La production de livres de cuisine a explosé dans le monde depuis vingt ans. Il y a aujourd'hui des programmes télévisés sur la cuisine dans la plupart des pays du monde. Grâce à Julia Child, qui a fait découvrir la cuisine française aux Américains, ou encore à Whole Foods Market, la première chaîne de magasins alimentaires « de qualité » aux États-Unis, le consommateur moyen américain a accès à une nourriture plus variée et meilleure pour la santé en 2010 qu'en 1980. La spécialisation (la nourriture « authentique » en l'espèce) existe en parallèle et n'est en rien éradiquée par la *world food*. De plus, de nouvelles façons de concevoir la nourriture sont apparues dans le monde. Les pays comme la Nouvelle-Zélande et l'Australie qui n'avaient pas de grande tradition culinaire sont devenus des lieux incontournables de la « cuisine fusion ». Aujourd'hui, les chefs ignorent les barrières traditionnelles et vont chercher ce dont ils ont besoin dans la cuisine française,

italienne, japonaise ou encore thaïlandaise pour faire de nouvelles créations, des innovations culinaires. La mondialisation, c'est le partage gagnant-gagnant des traditions et des innovations.

La mondialisation permet enfin de créer et d'innover en permanence, dans tous les domaines.

La mondialisation fait peur alors que nous en bénéficions chaque jour. Elle fait peur car elle met en concurrence les modèles sociaux et fiscaux. Elle met surtout en lumière les limites de l'État hyper-providence et du surendettement des États. La tentation protectionniste est, depuis le début de la crise financière en 2008, très forte, mais le repli sur soi n'est pas une solution. En effet, le niveau de vie que nous connaissons dans les pays de l'OCDE aujourd'hui est presque entièrement le résultat de la division du travail et de la connaissance prenant place entre des centaines de millions d'individus. La division du travail dépend de l'étendue du marché (lisez ou relisez Adam Smith dans *La Richesse des nations* !), et plus cette dernière est grande, plus les richesses créées par le travail et le capital sont importantes, car plus les économies externes liées à la production sont grandes. Parce que les gains liés à l'extension des échanges sont immenses, l'homme moderne a dépassé les limites de la famille et de la tribu. La mondialisation est l'aboutissement de ce processus commencé il y a bien longtemps.

Plutôt que de craindre la mondialisation, il faudrait au contraire embrasser la dynamique économique qu'elle crée. La vie, c'est le changement, et quiconque cherche à se soustraire à cette dynamique fondamentale ne peut que régresser. Les pays en développement et émergents bénéficient de la mondialisation car il y a partage des richesses et même création. Ils investissent dans l'éducation de leurs enfants pour produire de la main-d'œuvre qualifiée. Maintenant, la Chine a plus de doctorants en nanotechnologie que les États-Unis. C'est donc à nous de profiter de toutes ces opportunités pour réduire la lourdeur de notre « modèle » pesant sur notre compétitivité et poussant, dans certains cas, les entreprises à regarder ailleurs. Le chômage en France n'est pas le résultat de la mondialisation, bien au contraire, sans cette dernière, il serait sans doute beaucoup plus élevé. Il est le résultat de la croissance des coûts (exogènes) du travail qui surpasse l'augmentation de sa productivité. Ne cherchons pas un bouc

émissaire là où il ne se trouve pas. C'est une réforme de nos économies sclérosées, éclairée par la pensée de liberté, qui serait nécessaire pour retrouver la croissance et les emplois, pas un rejet de la mondialisation et un retour vers plus d'autarcie.

Morale

Si le « modèle social français » s'effondre aujourd'hui, c'est en grande partie parce que l'égalité et la contrainte publique ont été, avec l'État providence, hier, et avec l'État précaution, aujourd'hui, très largement substituées à la liberté et à la responsabilité personnelle. L'État s'ingère de façon immorale dans les affaires privées des citoyens toutes les fois que celles-ci n'impliquent pas immédiatement une atteinte portée au droit de l'un par l'autre. Trop d'hommes politiques ont fait de la morale leur nouveau cheval de bataille et se la sont appropriée pour pouvoir mieux guider nos actions et surveiller nos intentions, perdant cependant de vue que, en agissant ainsi, ils alimentaient la spirale de la déresponsabilisation.

Bâtisseurs d'un nouveau monopole, quelques dirigeants ont ainsi entrepris de « nationaliser la morale ». Pourtant, si la morale n'est pas individuelle, aucun acte personnel ne peut être moral. Il ne saurait y avoir de responsabilité morale, de vice ou de vertu sans liberté de choisir et de penser par soi-même. Aucun acte contraint n'est moral. Aristote et Thomas d'Aquin à sa suite l'ont posé comme un principe fondamental de leur éthique : « Un acte accompli sous la contrainte ne peut entraîner aucun mérite ni aucun blâme. » Un homme ne peut être vertueux qu'à la condition de savoir ce qu'il fait et d'agir sans contrainte. Comme l'écrivait Lévinas, « dans le geste altruiste, quelque chose de ma liberté, de ma puissance, trouve à s'exercer ». C'est pour cela que la liberté n'est pas une valeur comme les autres. C'est, comme le résume Damien Theillier, « la condition de possibilité de toute valeur ». Nous ne pouvons laisser trop longtemps cette dangereuse tendance à étouffer la flamme qui brûle en chacun de nous pour lui préférer un grand feu national, bureaucratique et froid, diffusant ses

commandements à un public démissionnaire et résigné. Il est temps de redécouvrir les principes moraux humanistes qui, seuls, autorisent le déploiement des vertus de la responsabilité individuelle et la restauration d'une société de confiance. Il faut, pour cela, revenir à des principes simples et récemment oubliés. Il existe une règle de bon sens, bien comprise par la plupart des individus à travers les temps, mais qui n'est malheureusement pas du goût de nos législateurs. Il s'agit du droit inaliénable de chacun de nous à être et demeurer maître de notre personne et des biens légitimement acquis. En fixant la limite naturelle de l'action humaine, qui peut dès lors se déployer librement mais sans jamais attenter au corps et aux biens d'autrui sans avoir obtenu, au préalable, son consentement, cette règle est, depuis la nuit des temps, au fondement même de l'organisation pacifique et respectueuse des relations humaines. Plusieurs fondements philosophiques justifient cet impératif moral. Le premier se situe dans le droit-fil de la pensée kantienne. La protection de chaque être humain contre toute interférence extérieure non volontairement acceptée se déduit, nous dit Kant, d'une analyse logique des implications philosophiques qu'entraîne nécessairement le concept d'action. L'agir humain, s'il est sereinement analysé, implique le respect absolu de la volonté personnelle et la condamnation de toute intervention arbitraire ou autoritaire d'autrui. Sa compréhension révèle l'existence d'un sanctuaire inviolable en chacun de nous et dont nous seuls détenons la clé. « Le ciel étoilé au-dessus de moi et la loi morale en moi » : c'est la charpente de la morale kantienne. D'un côté, les valeurs sont universelles (le ciel étoilé) ; de l'autre, l'individu est actif et juge de ces valeurs. Le deuxième est plus strictement « individualiste ». Dans la lignée du matérialisme hobbesien, il considère que seuls des principes déduits de la prise en compte des désirs « subjectifs » et des motivations individuelles peuvent servir de fondement à l'élaboration d'une théorie sociale des droits et à l'avènement d'un sentiment réel d'obligation morale. Ce courant philosophique est inspiré de l'individualisme méthodologique : en observant l'ensemble des institutions, y compris les plus « collectives », comme l'État ou l'entreprise, les analysant au microscope et cherchant la racine de l'ensemble de ce que l'on croit être leurs décisions, on découvrira toujours un ou plusieurs individus à l'origine de ces choix. Un phénomène social est toujours la

conséquence d'actions individuelles. Ainsi, l'État est une abstraction. Quant à l'entreprise, elle n'est rien d'autre (mais c'est déjà considérable) qu'une réunion de personnes liées par une série d'ambitions et de valeurs propres ou partagées et unies formellement par des contrats librement consentis. L'homme formule sans cesse une série de choix personnels, et cela sert de support à l'émergence d'une obligation morale consistant à les respecter. Un troisième mouvement s'inscrit dans le renouveau d'une approche de type aristotélicien. Elle se fonde sur l'idée que le bien et le mal ne sont pas des points de repère arbitraires culturellement déterminés, mais des concepts « objectifs », déterminés par les conditions mêmes de la nature de l'homme. Cette approche permet de répliquer aux nombreux « conservateurs », de droite comme de gauche, qui reprochent régulièrement aux amoureux de la liberté d'être fondés sur une vision trop exclusivement atomisée, individualiste et économique de l'homme, ne tenant pas suffisamment compte de sa dimension politique, sociale et communautaire. On peut en effet découvrir dans le projet de responsabiliser les personnes une dimension extra-économique et proprement morale. Lorsque les politiques entendent nous protéger contre nous-mêmes, ils imposent, comme j'essaie de le dénoncer depuis mes premiers articles, leurs visions de la morale par la force de la loi et par l'usage du monopole de la violence légale. Les dirigeants violent pourtant la règle morale fondamentale et se comportent en parfaits immoralistes. Et ce d'autant, circonstances aggravantes, qu'ils usent de plus en plus régulièrement de l'argument moral à des fins purement électorales. Nous ne votons plus pour des dirigeants sensibles à la préservation de nos droits individuels, mais pour des professeurs de vertu, protecteurs d'intérêts catégoriels. Aucun homme, même sorti victorieux d'une élection démocratique, ne peut pourtant prétendre savoir ce qui est bon pour nous. Il est impossible qu'il devienne, tout à coup, apte à généraliser un prétendu bonheur universel et public par des mesures directives, unilatérales ou redistributives. Car ces normes sont, par nature, aveugles ou, à tout le moins, frappées de myopie, et violent inévitablement le principe d'autodétermination individuelle. Les individus sont-ils, cependant, capables de s'autogouverner ? La pensée éprise de liberté et de responsabilité ne vise pas la perfection mais le respect de la nature humaine et la possibilité de laisser les règles de responsabilité se

déployer suffisamment pour pouvoir faire son œuvre régulatrice. Elle ne promet pas le bonheur absolu, mais permet qu'un plus grand nombre l'atteigne, dans le respect des droits. Avec la pensée « constructiviste » et sa palette de visages, du plus doux – démocratique, mais perverti par la tyrannie de la majorité – au plus terrible – totalitaire, où la folie modélisatrice du despote s'impose comme norme supérieure, l'homme politique, ce « pétrisseur de l'argile humain », promet à l'inverse de construire une société idéale.

Quant à la pensée libre et humaniste, elle part du constat très simple que toute décision n'est pas forcément objectivement bonne, mais qu'elle est en accord avec les droits universels dès lors qu'un choix a pu être formulé librement par un individu, en considération des faits et des informations spécifiques qu'il aura été en mesure d'acquérir et des objectifs qu'il s'est fixés et dont il dispose mieux que quiconque.

Le fondement est juste et l'ambition est aussi noble que modeste. Qu'est-ce qui me rend, moi, heureux ? Que puis-je faire pour l'être davantage ? L'épanouissement humain ne peut être que le produit d'une multitude de micro-décisions, de cheminements vers un mieux-être que l'on aura soi-même identifié. Le bien-être humain est donc le produit d'une volonté autonome et hautement personnelle tendant vers une situation choisie. Il n'est pas définissable *a priori*, de façon abstraite, impersonnelle et collective, comme le désastre communiste l'a prouvé.

En agissant librement, l'homme est au contraire naturellement incité à rechercher les meilleures informations, pour éviter les mauvais choix et les écueils. Il ne les obtient pas toujours, mais il y est incité. Il est responsable et directement intéressé à l'optimisation de son cheminement. Il est poussé à agir au mieux pour atteindre ses objectifs. À l'inverse, en déléguant cette fonction à un dirigeant politique, il s'en remet à un être irresponsable (dans le sens où il ne subira pas lui-même les conséquences de ses actions) dont le seul risque est la perte de la prochaine élection.

La plus belle des morales, n'en doutons pas, est l'éthique splendide de la liberté.

Nous sommes, cependant et bien évidemment, des êtres sociaux au

sens où notre réalisation dépend de la présence d'autrui. Respecter les individus ne revient donc pas à souhaiter que chacun se retire du monde et vive égoïstement dans son coin, en ermite ou en autarcie. C'est, à l'inverse, croire dans les vertus de l'échange, des rencontres, de la circulation de biens, des services, des idées et des personnes. L'échange libre est dès lors au fondement de notre éthique de vie. Il ne peut être que pacifique, dans l'intérêt bien compris de tous d'évoluer dans un monde harmonieux, construit sur des règles morales de respect et de tolérance, d'échange libre et de responsabilité. Allons plus loin : si mon bien-être entre en conflit avec celui d'un autre, et si cet autre a la capacité de m'empêcher de jouir de mes propres facultés d'autogestion, il est impératif que l'on puisse se reposer sur des règles objectives, éthiques et impersonnelles de comportement qui garantissent la liberté de s'épanouir personnellement au milieu des autres. Parce que nous sommes des êtres connectés, en mouvement perpétuel, nous avons besoin de principes moraux dont la fonction principale n'est pas de guider l'individu vers la perfection mais de lui apporter une norme de conduite impersonnelle et de lui permettre de vivre sa vie. De tels principes doivent fournir un cadre protecteur indispensable. La redécouverte de la responsabilité personnelle, l'un des principaux droits naturels, inviolables et fondamentaux, ne nie pas, bien au contraire, la catégorie des grandes vertus que sont l'amitié, le courage, l'amour, l'intégrité ou la générosité. Mais ces grandes qualités doivent être diffusées, prônées, encouragées par les acteurs privés, dans les cercles personnels. Les vices ne sont pas des crimes, et l'État devrait inverser totalement la tendance interventionniste dans laquelle il s'est engouffré pour ne sanctionner que les atteintes à cette règle morale supérieure. Pour tout le reste, il devrait laisser les hommes trouver, entre eux, les solutions à leurs éventuels conflits. Car le contrat et la responsabilité personnelle sont des modes d'empêchement et de résolution des conflits qui permettent, contrairement aux lois jetables, de découvrir des solutions adaptées aux cas particuliers. C'est là un élément qu'oublient constamment trop d'hommes politiques, friands de production législative visant, surtout, à justifier leur propre existence. Aujourd'hui, un gouvernement qui ne produit pas de lois sera taxé d'inaction. C'est dire combien on a perdu le sens de ce que devrait être une loi. Par essence générale et impersonnelle, elle ne sert plus

aujourd'hui qu'à défendre les intérêts d'individus ou de groupes isolés. La loi doit donc retrouver sa fonction première et se contenter de donner à chacun, de manière égale, la capacité de s'épanouir. Les droits fondamentaux sont donc des droits de non-interférence réciproque. La liberté doit être « égale » en ce sens qu'elle doit permettre la coexistence d'une infinie pluralité de formes individuelles d'épanouissement. Dans le cas contraire – c'est-à-dire dans la société contemporaine –, l'émergence d'une législation à visée communautaire peut effectivement créer des « droits » au profit de certaines catégories d'individus, sanctifiées par le sceptre étatique, mais de telles faveurs se font aux dépens d'autres catégories de personnes, qui bien souvent paient l'addition pour les bénéficiaires des largesses du pouvoir en place. Derrière une « vitrine » d'égalité, se cache donc toujours une série d'intérêts injustement sacrifiés.

Cette mise au point essentielle permet de reposer la question des limites de l'action politique. Si elle ne consiste pas à créer le bonheur de chacun des administrés ou d'une partie d'entre eux, elle peut en revanche, au moins dans un premier temps, chercher à en assurer les conditions. L'obsession de la majorité des hommes politiques ne devrait donc plus être d'agir pour améliorer la vie de catégories successives d'individus identifiés comme ses clients potentiels, mais de mettre en place les conditions fondamentales pour qu'il y ait action tout court et restaurer ainsi un contexte propice à la recherche libre du bonheur personnel. Elle ne devrait pas plus consister à rechercher l'égalité à tout prix – « La passion de l'égalité, source d'injustice », disait Tocqueville – et devrait, au contraire, privilégier l'émergence d'une vraie société, composée d'individus de nouveau responsables, dans laquelle « les hommes sont prodigieusement dissemblables ; ils ont des passions, des idées, des habitudes et des goûts essentiellement divers : rien n'y remue, tout y diffère », et l'échange peut alors déployer sa puissance pacifique de rapprochement entre les êtres. L'égalité et l'absence de responsabilité ne peuvent être au fondement du lien social. La liberté, en revanche, accompagnée de son corollaire – la responsabilité –, en est la condition. Les métarègles que sont la liberté et la responsabilité individuelles doivent animer les dirigeants nationaux, mais également dominer les ambitions juridiques internationales. Il existe en effet un horizon de normes et de valeurs globales qui dépasse très nettement les frontières en se fondant sur le

respect absolu des personnes et qui devrait très fortement inspirer les responsables des bureaucraties internationales, actuellement en crise précisément parce qu'elles n'ont pas intégré ni défendu la puissance normative de la liberté individuelle.

À tous les niveaux, nous assistons pourtant à un empiètement croissant du politique sur la sphère de la morale personnelle. De nombreux hommes politiques veulent définir ce que nous devrions faire et légiférer sur la quasi-totalité des affaires morales. Mais, dans cette perspective, il n'existe aucune limite à ce qui pourrait être contrôlé par le pouvoir politique au nom de la morale. Seule une bonne et juste compréhension de ce droit inviolable et sacré que nous avons, chacun d'entre nous, sur notre personne et nos biens, permet de contenir cette expansion moralisatrice et asservissante. Celle-ci doit primer sur toute autre considération morale et déterminer la forme et la puissance des institutions politiques et juridiques de la cité. Car lorsque ce droit est menacé, lorsque la responsabilité s'effrite, la tyrannie, même si son visage semble doux, n'est pas très loin. Jules Barni avait donc raison de séparer la politique de tout ce qui, dans la morale, « n'est pas le droit » et qui « appartient exclusivement au for intérieur, au domaine de la conscience ». Il reprochait même à Montesquieu d'avoir « estimé que les lois doivent entretenir la frugalité dans la démocratie », car ce grand philosophe « ne voyait pas que des lois de ce genre sont tyranniques et qu'elles n'engendrent ordinairement qu'une fausse vertu ».

La mainmise du politique sur des sujets éminemment moraux est l'un des dangers majeurs de notre époque. Notre siècle pourrait bien être celui du plus grand hold-up moral de tous les temps. Cette érosion de la responsabilité personnelle par l'effet de l'intervention arbitraire de l'État résulte, en définitive, de l'incapacité de voir que les normes politiques ne relèvent pas nécessairement du même ordre que celles de la vie morale. Ne nous replions pas pour autant dans le pessimisme convaincu que la nature même de nos démocraties nous enferme à jamais dans cette logique infernale. Au contraire. C'est justement parce que tout est individuel, et parce qu'il existe toujours des esprits authentiquement rebelles et avides de liberté que l'espoir d'une résurrection de la décision et de la responsabilité personnelles ne pourra jamais s'éteindre.

Mort

La plus grande entrave à la liberté humaine n'est-elle pas la mort ? L'issue fatale du parcours humain borne inévitablement le déploiement de nos capacités, de nos désirs. La maladie qui, parfois, la précède affecte injustement nos libres mouvements, paralyse nos membres, limite notre amplitude. La vraie limite à la liberté humaine est là, dans l'atteinte à nos corps, à nos esprits, à notre capacité de nous mouvoir ou de penser librement. Quant à la mort, cela va sans dire ! Serait-elle pour autant notre maître absolu, comme l'écrivait Hegel ? Jamais libres puisque mortels. S'il est vrai qu'on peut la fuir, tenter de l'esquiver, la défier, comme Don Juan, arrogant puis tremblant devant la statue du Commandeur, elle finit toujours par nous rattraper.

« Puisque la mort est inévitable, oublions-la », avançait Stendhal. Je crois au contraire qu'il faut l'avoir à l'esprit, sans en faire une obsession, pour vivre en liberté, comme si l'on était immortel, mais en guidant nos actes, nos pas et nos choix dans les rails de la responsabilité et des valeurs rendues premières par notre finitude.

L'idée même d'une issue fatale, rendant la vie tragique, a de quoi dérouter : à quoi bon faire un effort, respecter la norme, puisque mort s'en suit ? L'anarchisme libertaire goûterait, pour certains, aux délices d'un *Carpe Diem* cynique ou athée. « Les mortels n'ont pas moins de soin d'ensevelir les pensées de la mort que d'enterrer les morts mêmes », disait, lucide, Bossuet. Mais l'idée même d'être entièrement dépossédé invite, au contraire, à monter à cheval, à parcourir le monde, à choisir sa vie. À être et demeurer libre, et à pouvoir se regarder en face, aux prises avec sa propre grille morale.

Je suis, pour ma part, le survivant de mon petit frère, qui a décidé,

en pleine liberté ou privé totalement de la sienne – j'hésite encore –, de renoncer. J'ai été saisi par la raideur de ce grand corps vidé de vie, par la chemise bien boutonnée jusqu'en haut pour cacher, maladroitement, la peau de son cou brûlée par la balle fatale qu'il y avait projetée. J'ai depuis la sensation, même biaisée, même irrationnelle, que chaque seconde de vie supplémentaire m'est offerte pour jouir de ce qui me nourrit : le regard complice, beau et doux d'une infinie caresse, le rire, le déplacement gracieux, la parole fine et éclairante de mon aimée ; le mouvement joyeux et tendre de nos enfants ; une collection de notes, de mots ou d'images qui éveille nos plaisirs ; la construction d'un parcours de vie gourmand de rencontres, de réalisations, de moments simples, d'instants d'exception. Si la mort a pu me faire peur, m'agacer, me révolter, cette mort a ouvert en moi ce qui germait au plus profond : le goût du vrai, du beau, de l'effort, de l'engagement total, de l'infinie liberté d'aimer et d'exister, d'être soi, pleinement soi, à tout jamais. J'aurais pu sombrer, tomber, démissionner moi aussi. Mais je ne suis pas de ceux-là, et il n'y a là aucun jugement. Ce jour-là, j'ai regardé le mort, la mort, ma mort par ricochet, et j'ai pensé : elle viendra, c'est certain, mais quel délice de la défier, de lui intimer le silence. Et comme elle n'annule pas les mots, les mots d'amour, les mots choisis, librement, j'ai eu envie d'aimer, d'écrire, de vivre.

Si nous sommes tous égaux devant la mort, qui égalise les conditions de sortie, la mort est on ne peut plus individuelle. « Nous disons la mort pour simplifier, mais il y en a presque autant que de personnes », avançait Marcel Proust. Certains ont peur. D'autres, croyants ou non, avancent sereins, prêts à délier leur âme comme on se libère d'un fardeau. D'aucuns encore, comme le compositeur Bohuslav Martinů, réveillé à nos souvenirs par la délicieuse plume de Michel Schneider, s'inquiètent d'un avenir moins passionnant : « Ce qui me chagrine le plus, c'est que je vais cesser d'apprendre. » Or apprendre, n'est-ce pas le meilleur moyen d'être libre ? Michel, justement, dans *Morts imaginaires*, a cette très belle formule : « Un écrivain est quelqu'un qui meurt toute sa vie, à longues phrases, à petits mots. » Puisant dans l'érudition de cet immense lecteur, de cet auteur que j'admire, le moyen de mieux comprendre leur vie, par la petite lorgnette de leur mort, il nous fait non pas entendre mais

toucher, polir, caresser de sa langue envolée ce que mourir implique pour ceux qui ont décidé de saisir leur destin. Kafka le résume en un mot : « Ce que j'ai écrit de meilleur tient à cette capacité que j'ai de mourir content. » La mort libère la création, nourrit la passion, réveille les ambitions.

La mort est aussi, et c'est le sens de l'histoire, toujours plus retardée par le génie humain. L'homme-dieu a su lire, avec Craig Venter, notre ADN. Il saura prochainement vivre mille ans, nous dit Laurent Alexandre. Les transhumanistes s'en félicitent. Les géno-conservateurs réclament des textes, des digues, des interdits. Je fais partie de ceux qui aiment la liberté au point de souhaiter que chacun puisse, quand cela est possible, choisir sa mort. Qui mieux que moi-même pour choisir, en liberté, jusqu'à la manière de tirer sa révérence ? L'euthanasie en creux, le suicide en embuscade, le débranchage de corps vivants mais réduits à l'état légumier, tous ces sujets marchant sur la crête d'une volonté difficile à saisir, complexe à identifier, méritent patience, sagesse et réflexions profondes. Mais, en ligne de mire, il est une idée forte à garder : il n'y a rien de plus beau, rien de plus digne que de vivre puis de mourir en liberté.

Moustaki, Georges (1934-2013) – « Ma liberté »

Accord parfait, mais réel désaccord. Voilà une façon musicale de décrire ce que je ressens pour cette chanson mythique, qui me fait vibrer, de Georges Moustaki : « Ma liberté ».

Accord : comment mieux peindre l'engagement pour cette amie irremplaçable, fidèle, exigeante, pour laquelle on tente tout – tous les combats, tous les paris, tous les sacrifices ? « Ma liberté », « perle rare » qui n'a de prix et qui les vaut tous – le dénuement, les renoncements, la solitude.

Je t'avais tout donné
Ma dernière chemise
Et combien j'ai souffert
Pour pouvoir satisfaire
Toutes tes exigences
J'ai changé de pays
J'ai perdu mes amis
Pour gagner ta confiance

Liberté au front digne, sans concessions. Si belle sous la voix douce et légèrement voilée de Moustaki, plus splendide encore dans la voix nette et cadencée de Serge Reggiani, elle se confond aux autres thèmes du chanteur-compositeur-interprète – l'amour d'abord, bien sûr, filigrane sensible de tous ses textes ; l'amitié, chère à celui qui admirait tant Georges Brassens et qui en fut l'élève ; la solitude, qu'étrangement je déteste mais qui semble, pour beaucoup, un ultime refuge à soi, de soi ; le voyage de ce *Métèque* sans attaches, la peau

brunie de soleil et d'errances, qui, comme Georges, était peut-être né en Égypte, de parents grecs de religion juive, avait peut-être grandi entre les rayonnages de son père libraire, vendu des recueils de poèmes en faisant du porte-à-porte ou secoué des cocktails dans un piano-bar de Saint-Germain-des-Prés.

Pour Georges Moustaki, comme pour beaucoup, en ces années 1960 et 1970, la liberté prenait souvent la couleur rouge – « Sans la nommer », c'est la révolution permanente théorisée par Trotski, avec les déconvenues et les mensonges qu'ils découvriront ensuite. Mais en Mai 68, et pour tous les mois de mai pour lesquels a chanté Moustaki, c'était de bon cœur, sûrement, la couleur de l'espoir, de la liberté de penser, d'aimer, de créer. Terrible illusion sincère d'une époque aveuglée par les discours utopiques derrière lesquels se cachaient tant de charniers. Il serait trop facile, de la fenêtre de ma génération, de les pointer du doigt.

Créer, Georges Moustaki l'a fait sans mesure, pour lui et pour d'autres grands noms de la chanson française – Édith Piaf, Serge Reggiani, Barbara et d'autres. La poésie ne tient pas dans une seule main : comme la liberté, elle se partage et grandit d'être offerte.

Dissonance : je n'en aurai qu'une avec cette si belle déclaration d'amour à la liberté. Sa chute : « Pourtant je t'ai quittée », et « Je t'ai trahie pour une prison d'amour et sa belle geôlière ». Pieds et poings liés, victime consentante surprise par de grands yeux, qui perd à

jamais le goût du grand air, des virées sans limites, du sel d'être soi. C'est bien tendrement dit, c'est splendide d'amour, et pourtant, pour moi qui ai la chance de vivre l'amour majeur, quel choix plus grand, plus libre, plus courageux que celui de l'amour ? Quelle amplitude, quelle vision il donne à l'âme ! Aimer l'autre, c'est être pleinement libre, et non ligoté, enchaîné. Se sentant en prison, qui peut prétendre aimer ? Soit on ne s'aime pas assez, et l'on n'ose quitter. Soit on s'aime trop, et l'on ne sait se donner. Mais quand on aime, vraiment, on donne, on vibre, on danse en liberté.

Octavio Paz, dans *Pierre de soleil,* l'exprime si admirablement :

quand deux amants s'embrassent, les désirs s'incarnent.
la pensée s'incarne, des ailes croissent
sur les épaules de l'esclave, le monde
est réel et tangible, le vin est vin,
le pain retrouve sa saveur, l'eau est de l'eau,
aimer est combattre, ouvrir des portes,
cesser d'être un fantôme avec un matricule
condamné à la chaîne perpétuelle
par un maître sans visage ;
le monde change
quand deux êtres se regardent et se reconnaissent,
aimer est se dépouiller de son nom

Moustaki, dans une autre chanson, l'avait si bien compris :

Nous prendrons le temps de vivre, d'être libres, mon amour.
Sans projet et sans habitude, nous pourrons rêver notre vie.
Viens, je suis là, je n'attends que toi… tout est possible,
tout est permis.

Quand on est libre, quand on est amoureux, au risque de passer pour un naïf, mais que craindre des aigris, des cyniques et des êtres jaloux, qu'est-ce que c'est beau la vie !

Mozart, Wolfgang Amadeus (1756-1791)

Mozart, c'est d'abord la liberté de ne pas choisir, de tout embrasser, de tout accueillir. De lui et de nous-même. De ses transports, de ses retenues, de ses contradictions qui sont les nôtres. Que préférer chez Mozart ? Tout est beau, tout est ample, lumineux, grave et tendre à la fois. Les adagios ronds comme des bulles d'or de ses concertos – ce mouvement lent du *Concerto pour piano n° 23*, celui du *Concerto pour clarinette K622* ? La sublime *Symphonie concertante* ? Sa musique de chambre, ce quintette pour clarinette qu'on ne peut écouter sans sourire ? Ses messes, le *Kyrie* du *Requiem*, profond, terrible, impérieux ? La joie et la mélancolie parfaitement équilibrées de ses opéras, cet air de la Comtesse si poignant dans les *Nozze* ? Le meilleur est de piocher au hasard et de se laisser surprendre. On n'est jamais déçu. Et toujours émerveillé de la paix, de l'espoir, de l'humaine consolation qu'il éveille en nous.

« Donner raison à Mozart, écrit André Comte-Sponville dans ses *Impromptus*, c'est donner raison à la meilleure part de nous-même, la plus belle, la plus vraie, la plus lumineuse… » Nous permettrait-il d'ajouter : la plus libre ?

Car tout, chez Mozart, échappe à la pesanteur.

À commencer par le tourbillon de sa vie. L'hyperactivité de Mozart est un véritable défi aux lois du temps et de la physique. Osons dire de l'humanité. « Comment, s'interroge le critique musical Pierre Petit dans les termes rapportés par le musicologue Georges Masson, a-t-il donc fait pour composer une somme aussi gigantesque ? […] Si un copiste travaillant à un rythme normal à raison de huit heures par jour devait réécrire toute l'œuvre de Mozart, il lui faudrait, matériellement, trente années de travail continu. Or Mozart est mort à trente-cinq

ans. » Il signe sa première pièce à six ans à peine. Enfant, il a soif de tout – dessin, mathématiques – et ne prend pas une seconde de répit. Puis, depuis Salzbourg qui l'a vu naître en 1756, ce sont d'inlassables voyages aux côtés de son père à travers l'Europe entière. Il compose sans arrêt, tard le soir, jusqu'à la nuit. On le retrouve le matin à terre affalé sur ses feuillets. Il donne des leçons de musique, se produit en concert, dirige ses œuvres, va aux représentations de celles des autres, écrit des centaines de lettres, fait du cheval, joue au billard, va au bal avec sa femme, Constance, remplit ses obligations mondaines, ses devoirs familiaux – avec sept enfants dont il en perd cinq. Et, avec tout cela, il écrit en à peine trente ans plus de six cents œuvres d'une perfection bouleversante. Comment a-t-il donc fait ? Pour tenter de comprendre, on a beaucoup parlé de « divin ». Le mystère serait trop grand pour y répondre, mais une chose est certaine : prisonnier de clichés tenaces – de l'enfant prodigieux exploité par un père avide de gloire jusqu'au supposé empoisonnement que l'on retrouve dans *Amadeus*, le film de Miloš Forman –, Mozart reste un homme, infiniment simple et complexe, entier, avec son lot de félicités et d'angoisses, de détresses, de fatigue et de maladie.

Un homme libre, pleinement libre, qui défend farouchement son indépendance. Toute sa vie, Mozart aspire à se défaire de l'image du musicien-valet. En 1781, il s'installe à Vienne car il ne veut plus être, à Salzbourg, « celui qui mange à la table des domestiques », comme il l'écrit lui-même. Il accepte à trente et un ans le poste de compositeur à la Cour impériale, parce qu'il faut vivre, mais n'oublie jamais ce qu'il a écrit à son père quelques années plus tôt en quittant son premier employeur : « Je ne dois prendre conseil que de ma raison et de mon cœur. »

Voilà des préceptes de vie et de travail tout en Lumières. Car Mozart, au siècle du grand classicisme, est tout empreint des valeurs qui nourriront quelques décennies plus tard les révolutions européennes : l'avènement de la raison et de l'individu responsable, pensant, l'entrée en scène d'un droit soucieux de droits individuels nouveaux, le développement des universités, des théâtres. Dans les États germaniques où crée et grandit Mozart, cette nouvelle pensée philosophique qui cherche à rendre l'individu plus constructif, plus « adulte », est nommée l'Aufklärung. Elle irrigue toute l'œuvre de Mozart.

Sur le fond, Mozart n'est pas à proprement parler « révolutionnaire », et son engagement, philosophique, n'est pas politique : les idées auxquelles il adhère sont celles de son temps, de son siècle. Il les cultive au sein de la loge maçonnique de la Bienveillance – manifestement l'une des plus rationalistes parmi les 68 loges que compte alors Vienne –, qu'il rejoint en 1784. Surtout, il en nourrit l'ensemble de son œuvre. Amour, fraternité, vertus des gens du peuple, égalité, liberté : ces idéaux nouveaux sont particulièrement célébrés dans ses opéras. *Die Entführung aus dem Serail* (*L'Enlèvement au sérail*) a pour thème la libération d'un être cher que l'on soustrait à l'esclavage. Il puise dans la pensée de l'écrivain allemand Lessing, au cœur des préoccupations philosophiques du moment – tolérance, clémence, respect des autres, sagesse.

La Flûte enchantée, qui a été maintes fois analysé au prisme de sa symbolique maçonnique, déroule deux initiations complémentaires – celle de l'homme et celle de la femme –, sous le signe de la fraternité,

de l'amour de la connaissance, du courage, de la valeur individuelle de l'être humain : Tamino et Pamina n'atteindront la perfection de leur amour qu'au prix d'une quête profonde de vérité, d'accomplissement, de libération de l'obscurité. *Les Noces de Figaro* insistent sur la reconnaissance de la dignité humaine et le pouvoir de l'esprit : Figaro ne brille pas par le rang qu'il occupe dans la société, mais par sa valeur, sa personnalité, son intelligence, sa finesse, son esprit libre. La trame moralisatrice de *Don Juan*, jeté aux Enfers par le Commandeur, tend aussi vers l'universalité d'une responsabilité, corollaire inévitable de la liberté, y compris libertine.

Au-delà du contenu de ses créations, la liberté novatrice de Mozart tient aussi à son caractère profondément européen. Mozart sillonne l'Europe pendant des années, se produit devant toutes les cours, et son œuvre capte toutes les couleurs de la civilisation européenne : pour les *Nozze* par exemple, créées à Vienne, il s'inspire de la pièce du Français Beaumarchais, qu'il fait génialement adapter par son librettiste italien Da Ponte.

Mozart est donc un Européen des Lumières, classique, rationaliste. Sa liberté ne se niche pas dans la démesure, ni dans la déraison. Elle ne se nourrit pas non plus d'innovations stylistiques stupéfiantes, ni d'une nouvelle syntaxe : Mozart explore les formes de son époque – musique de chambre, concertos, symphonies, pièces vocales, sans choc formel majeur.

Le sentiment de liberté que l'on éprouve en contemplant la production de son génie ne vient donc pas d'une capacité de rupture, mais, au contraire, d'une capacité inouïe de synthèse. « Il n'est pas venu abolir, résume fort bien Comte-Sponville, mais accomplir. » Je dirai, dans la lignée de ce dictionnaire, qu'il est sans doute l'homme qui, le plus, est devenu ce pour quoi il était fait, faisant de lui un homme infiniment libre : Mozart a pratiqué tous les genres, avec une unité et une qualité de style stupéfiantes dans la diversité. Servi comme personne par des facultés créatives et artistiques hors du commun, il est libre de faire le lien. Qu'est-ce en lui que l'on perçoit à la première écoute ? Son universalité, sa grâce. L'immédiateté de sa beauté : « Il faut que la beauté soit sensible, qu'elle nous procure une jouissance immédiate, qu'elle s'impose ou s'insinue en nous sans que nous ayons aucun effort à faire pour la saisir. Voyez Léonard de Vinci, voyez Mozart. Voilà de grands artistes ! », commentait le compositeur

Claude Debussy. Son « génie gai, enthousiaste, tendre et amoureux », comme le décrivait Nietzsche.

Amoureux ? Oui, profondément amoureux de la vie. Tout ce que Mozart a vécu, il l'a mis dans sa musique. Ses douleurs et ses élans, ses amertumes et ses grands bonheurs. Mozart est libre de passer du rire aux larmes, et nous avec lui. Quelle plus grande licence que de pouvoir exprimer, et reconnaître d'un seul trait, sans fard et sans dissimuler, toutes les nuances, parfois si contradictoires, de l'âme humaine ? Mais laissons à Mozart, et à sa correspondance, la clé de son propre passage : « Ni l'intelligence élevée, ni l'imagination, ni toutes deux ensemble ne font le génie. Amour, amour, amour, voilà l'âme du génie. » L'amour, et la liberté. L'amour est la liberté. L'amour de la liberté.

Musique

L'immense liberté de la musique – et son pouvoir presque magique – est de valser avec le temps. De donner corps sonore à l'insaisissable, à l'air, au silence. De transformer en or, en beauté et en émotions le plomb inexorable des secondes. De faire sauter tous nos barrages intérieurs pour dilater à l'infini l'espace de nos cœurs. La musique est la liberté faite vie. Légère, fluide comme une eau, signifiante au plus haut degré sans la contrainte des mots, « Elle est peut-être, écrivit Proust aux mots si musicaux, l'exemple unique de ce qu'aurait pu être – s'il n'y avait pas eu l'invention du langage, la formation des mots, l'analyse des idées – la communication des âmes. »

Je ne pourrais pas vivre sans elle. Sans l'élan de liberté intérieure puissant, inégalable, qu'elle procure. Écoutons Mozart, Schubert, Brahms, l'adagio de la *Cinquième* de Mahler… C'est un horizon sans limites, libéré, qui se déploie d'un coup dans notre corps fini. Un océan de ressentis, de fulgurances, d'inspiration, une source d'énergie, de courage intarissable à l'heure de se relever d'un moral un peu gris (ce qui m'arrive rarement) ou de prendre l'action à pleines mains.

La musique. Toutes les musiques ! Sacrée, savante, contemporaine ou populaire ; vocale, symphonique, pop ou rock ; à danser, à prier, à rêver !

Musiques de résistance ou de libération, qui ont animé tant de combats pour la liberté ! Opéras engagés, auxquels ce dictionnaire dédie une entrée, œuvres à clés et à thème pour célébrer la lumière et le progrès humain, comme chez Mozart ou Beethoven dont on parle aussi dans ces pages, chansons révolutionnaires, cris du cœur d'hier et d'aujourd'hui pour appeler à la révolte ou à un monde meilleur,

comme je l'expose aussi dans l'entrée « Chanson française » ! Musique bouleversante, déchirante, de survie, des prisonniers de camps de concentration – le Français Olivier Messiaen a composé au Stalag VIII-A de Görlitz *Quatuor pour la fin du temps* et une terrible *Danse de la fureur* ; d'autres moins connus comme Erwin Schulhoff, enfant prodige qui avait reçu des leçons de Debussy et de Dvořák, l'un des premiers à intégrer le jazz dans le classique, exécuté à Wülzburg en Bavière en 1942 après y avoir composé cinq pièces poignantes pour quatuor à cordes, se sont aussi accrochés à la musique jusqu'à la fin… Musique elle aussi souffrante, torturée dans ces camps de l'enfer, comme chaque fois qu'elle a été instrumentalisée pour accompagner des poussées liberticides, des montées au front, des frénésies dévastatrices. Écoutons les mots bouleversants du grand écrivain espagnol Jorge Semprún, résistant, rescapé de Buchenwald : « La musique des chansons de Zarah Leander que les S.S. diffusaient sur le circuit des haut-parleurs du camp, à toute occasion. La musique entraînante et martiale que l'orchestre de Buchenwald jouait matin et soir, la place d'appel, au départ et au retour des kommandos de travail. Et puis la musique clandestine par laquelle notre univers se rattachait à celui de la liberté : musique classique jouée certains soirs dans un sous-sol du magasin central. »

Musique traquée parce qu'elle est libre, gaie, imprenable, parce qu'elle porte haut les espoirs et les révoltes – plus d'échos de chants à Téhéran, plus de guitare ou de cora dans le *Timbuktu* pris par les djihadistes sous la caméra du Mauritanien Abderrahmane Sissako. Heureusement, pour reprendre les mots d'un grand symbole de liberté, Nelson Mandela, « la politique peut être renforcée par la musique… mais la musique a une puissance qui défie la politique » !

Musiques populaires, musiques de la jeunesse créative et subversive – pop de quatre jeunes Anglais dans le vent qui ont révolutionné leur génération, puis des Rolling Stones qui m'ont tant fait vibrer, punk en rupture de conventions prônant l'autogestion, reggae utopiste et enfumé d'un Marley, rap au flow ravageur qui fait l'objet d'un développement dans les prochaines pages…

Musiques « du monde », invitations au voyage – s'abandonner à la *saudade* de Cesaria Evora, siroter une caipirinha en écoutant de la bossa, flâner sur un sentier des Andes avec Atahualpa Yupanqui… Tout l'univers est là, à portée d'oreille et sans billet retour : quelle

liberté puissante que d'explorer en quelques notes notre imaginaire et les mille références qui composent une sensibilité (un mot que j'affectionne, l'une des plus belles qualités !).

Musiques sacrées, trouées vers le ciel, liberté inouïe, inespérée d'effleurer le mystère, cathédrales de grâce aux piliers d'accords et de voix humaines. Inégalable émotion que la résonance d'un chœur – quels transports j'ai éprouvés en écoutant Accentus, l'ensemble remarquable, innovant, exigeant de la non moins remarquable chef française Laurence Equilbey. *Stabat mater* de Pergolese, cantates ou passions de Bach, *Magnificat* de Vivaldi, Monteverdi, Scarlatti, Fauré, Britten, messes, requiems, psalmodies, chants soufis dans la nuit magique de l'émouvante Gazelle d'or… prières lumineuses, immédiates, infiniment humaines, profondément divines, touchant du bout des oreilles la joie intense de se sentir plus libre.

Musique d'innovation, en rupture permanente – nouveaux instruments, nouvelles harmonies, nouvelles formes, scandales à chaque nouveauté qui chasse l'académisme musical établi. « Pour détester la musique moderne, il faut la connaître. Ainsi, on pourra la détester plus intelligemment. Ou bien, sait-on jamais, l'apprécier », commente non sans humour Leonard Bernstein.

Musique, champ absolu du travail, des fruits merveilleux de la patience. À mon plus grand regret, j'ai peu étudié et pratiqué la musique. J'ai juste chanté, deux ans, et j'ai adoré ça. Mais je sais de quelques merveilleux amis, que le talent, doublé d'un travail colossal, a conduits à en faire leur métier, qu'elle est sans doute l'école la plus extraordinaire de rigueur, de ténacité, de méthode qui soit. Et que de ce travail, serviteur fabuleux de notre liberté, structuré, régulier, naît le feu libre de l'improvisation, qui permet à celui qui a acquis la maîtrise technique suffisante et le sens des codes d'y nager, d'y frayer comme dans une eau claire, de créer librement des pesanteurs et des obstacles, seul ou avec d'autres musiciens. Improvisation, dont parle – et joue ! – avec tant de grâce le brillant compositeur Karol Beffa.

Musique enfin du cœur et de l'âme, expression libre et inégalable des émotions, qui « donne des ailes à la pensée », comme le disait déjà Platon, et « va droit au fond de l'âme » pour Stendhal. Musique que l'on peut offrir à son aimée comme un bouquet de printemps pour lui dire je t'aime avec des mots plus grands que nous. Car, comme le dit si joliment Jacques Prévert dont j'adore la libre fraîcheur et l'inventivité,

« l'amour de la musique mène toujours à la musique de l'amour »… Et quelle plus belle musique que ce tendre « je t'aime » qui nous vient d'une bouche aimée ?

Nationalisme

Les populismes nationalistes sont de retour. Ils se nourrissent avant tout du manque de cap et de courage des partis de gouvernement, des réformes inachevées et, à force de céder aux caprices et au court-termisme sondagier, de l'absence de résultats. L'effritement de leur parler-vrai et de leur crédibilité fournit le terreau idéal à la tentation de l'extrême. Mais ce réflexe nationaliste nous enfoncera davantage dans l'échec.

Si la nation est une communauté d'individus forgée par la coutume, l'histoire ou la langue, et si elle n'existe que dans l'esprit des individus qui la composent librement, le nationalisme se caractérise par l'existence d'un intérêt national supérieur aux intérêts individuels. Il suppose l'intervention de l'État-nation et le fait que les intérêts des différentes nations divergent irrémédiablement. Si les amoureux de la liberté reconnaissent la légitimité de la nation en tant que sentiment d'appartenance à une même communauté, ils se méfient des idéologies nationalistes. Celles-ci opèrent en effet une confusion, historiquement fausse, d'abord entre l'État et la nation, puis entre cette dernière et le peuple. Il s'ensuit que le nationalisme, l'une des composantes de l'extrême droite depuis la fin du XIXe siècle, promeut le protectionnisme et le centralisme, et se conçoit comme un étatisme.

L'Autrichien Mises explique le nationalisme comme la conséquence de l'intervention de l'État dans la vie économique. À tout le moins, l'interventionnisme engendre très certainement le nationalisme économique aux sources, lui-même, du bellicisme. À ses yeux, le nationalisme économique est même incompatible avec une paix durable. Les amoureux de la liberté considèrent, eux, que la nation provient de la volonté de l'individu souverain d'adhérer à une

communauté dont il partage les valeurs. Ayn Rand explicite qu'une nation, comme tout autre groupe, n'est qu'un ensemble d'individus et n'a en toute hypothèse d'autres droits que ceux des citoyens.

Le nationalisme n'est en réalité rien d'autre qu'une fiction dévorante, une illusion holiste. Il fait de l'appartenance nationale un absolu absorbant et effaçant les personnes, méprisant leurs caractères, les noyant dans la masse. Hayek prévient : un programme collectiviste, nationaliste, ne peut être conçu qu'au service d'un groupe limité cachant ses intérêts privés derrière un voile collectif.

Le nationalisme est souvent fils du conservatisme et du socialisme. Comment ne pas rapprocher la méfiance du conservateur envers le nouveau, cette hostilité envers l'internationalisme et ce penchant pour le repli sur soi le plus strident ? Ce préjugé nationaliste fournit même la passerelle entre le conservatisme et le collectivisme. Quant au socialisme, il est omniprésent dans les programmes économiques des nationalistes, et s'avère national, malgré la promesse internationale : souvenons-nous des communistes ! Le nazisme, obsédé par la lutte pour l'espace vital, en fournit la meilleure – et la pire – illustration. Amoureux de la liberté, unissons-nous au service de la plus humaniste des souverainetés, la souveraineté de chaque être humain sur lui-même, sans pour autant nier la puissance des appartenances.

National-socialisme contemporain

En dénonçant, au cours de la rédaction de ce Dictionnaire amoureux, « la mystification » de Marine Le Pen, qui « s'exprime comme un tract du parti communiste des années 1970 », le président de la République François Hollande a, au moment où j'écrivais ce livre, déclenché la colère des adorateurs de Lénine. Il n'avait pourtant pas tort. Marine Le Pen a en effet réalisé l'un des plus beaux casses politiques de la Ve République en siphonnant, au moyen d'un magistral copier-coller, l'électorat populaire de l'extrême gauche tout en conservant la clientèle historiquement poujadiste de son père.

La filiation avec Georges Marchais va toutefois plus loin que ne l'avance le Président car celui-là, qui n'aurait sans doute jamais imaginé devenir le père spirituel de la fille de l'un de ses pires ennemis, n'était même pas si éloigné des Le Pen dans son rapport à l'immigration. Dans une lettre ouverte au recteur de la mosquée de Paris publiée le 6 janvier 1981 dans *L'Humanité*, Georges Marchais osait en effet écrire que « La présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés et de membres de leurs familles, la poursuite de l'immigration posent aujourd'hui de graves problèmes. […] Il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage. […] il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. […] Se trouvent entassés dans ce qu'il faut bien appeler des ghettos des travailleurs et des familles aux traditions, aux langues, aux façons de vivre différentes. Cela crée des tensions, et parfois des heurts entre immigrés des divers pays. Cela rend difficile leurs relations avec les Français ». Alors que les militants du FN ont tracté cette lettre pour convaincre, sur le terrain, les déçus du PC de voter pour leur candidate, les communistes n'ont eu de cesse de crier à

l'amalgame et au simplisme anachronique. Rien n'y fait cependant. Car si le visiteur des hauts dignitaires de l'URSS refusait, comme l'a précisé François Hollande, qu'« on chasse les étrangers », la vérité historique de ses positions anti-immigration l'emporte sur la gêne politicienne.

Le succès électoral de Marine Le Pen puise dans le génie tactique de cette filiation contre-intuitive. En faisant du FN le premier parti anticapitaliste et antisystème de France, la fille de Georges et de Jean-Marie joue à la marchande de peurs pour mieux vendre ses illusoires protections. C'est cela que le président Hollande a très justement pointé. L'hyper-étatisme du parti bleu marine appartient à un autre temps tant il est devenu illusoire, dans notre monde actuel, de promettre, comme elle le fait à longueur de meetings, la « fermeture des frontières » ou le « retour au plan quinquennal » pour mobiliser les « travailleurs » contre la « casse sociale » d'un « patronat mondialiste » rompu à l'« extrémisme ultralibéral ». Sa logorrhée communo-populiste, assez nationale et assez socialiste pour pouvoir la qualifier, sans la caricaturer, de nationale-socialiste, a fait ses preuves en matière d'illusionnisme électoral. Même Éric Zemmour s'y est mis pour multiplier la vente de ses essais.

Étrangement, la droite et désormais la gauche n'ont que très récemment commencé à attaquer le FN sur ce grand écart économique. Consanguinité malsaine d'un antilibéralisme français qui fut le seul point commun de tous les candidats à l'élection présidentielle de 2012 et dont le prix se mesure, hélas, en taux de croissance en berne et en taux de chômage record. Il y a pourtant beaucoup à dire, y compris tactiquement. Car si, avec un tel discours, Marine Le Pen, qui s'est félicitée avec Jean-Luc Mélenchon du succès de Syriza en Grèce, peut légitimement engranger les voix des orphelins du communisme, elle doit, désormais, perdre celles qui n'auraient jamais dû voter pour le FN si elles avaient pris conscience de son virage économique.

Marine Le Pen voue, malgré son échec probant, un culte absolu à l'État providence, qu'elle place au cœur de sa vision économique. Dans son discours d'investiture de Tours, en janvier 2011, elle glorifie le rôle de l'État dans la construction nationale et appelle à lui redonner un rôle économique de premier plan. Alors que son père, dont seuls

23 % du discours concernaient l'économie contre 40 % pour sa fille, dénonçait « l'État moloch à la fois monstrueux, tyrannique et impuissant », Marine Le Pen avance « l'État, c'est la clé ». « L'État, ajoute-t-elle, doit retrouver son rôle régulateur en matière économique et se réapproprier le contrôle de certains secteurs stratégiques comme l'énergie, les transports et, si nécessaire, les banques insensibles aux injonctions d'éthique. » « L'État, c'est l'instrument du renoncement, devant l'argent, face à la volonté toujours plus insistante des marchés financiers, des milliardaires qui détricotent notre industrie et jettent des millions d'hommes et de femmes de notre pays dans le chômage, la précarité et la misère. » De quoi faire pâlir un rouge de l'Est.

Côté programme, l'extrême gauchisme de Marine Le Pen est sans appel : retraite à soixante ans ; réindustrialisation pour créer des emplois ; renégociation des traités européens pour mettre fin à la « loi de la jungle » ; sortie de l'euro ; alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail ; réinstauration de droits de douane ; régulation des prix de l'énergie et des produits de première nécessité ; encadrement des taux d'intérêt ; revalorisation des salaires et des pensions ; retour de l'inflation pour réduire le poids de la dette et le chômage dans une logique keynésienne inspirée de la « courbe de Phillips » ; nationalisations à tour de bras, y compris du système bancaire ; maintien des 35 heures, etc.

Si le FN est bien devenu, économiquement et territorialement, le parti des dominés, c'est à eux qu'il faut désormais s'adresser. Non en leur promettant du sang et des larmes. Mais en démontrant la trappe à pauvreté se cachant derrière le mensonge nationaliste ultra-étatiste et en révélant le fondement moral, humainement valorisant et économiquement vertueux d'un projet de société fondé sur la liberté, la responsabilité et la propriété.

New York

« J'ai vu New York, New York USA ! J'ai jamais rien vu d'aussi haut, oh, c'est haut… », chante l'inimitable Serge Gainsbourg sur des percussions endiablées, mi-jazz, mi-afro, rythmées comme le *skyline* de Manhattan, ses crénelures, ses hauts et ses bas découpés gris sur bleu, frénétiques comme le trafic fou de ses rues en damier.

Oui, c'est haut, vertigineusement haut, pour tous les migrants européens qui apercevaient enfin le flambeau de Miss Liberty après de longs jours sur l'océan étal, et de longues années au pied du modeste clocher de leur terre natale. Haut comme les promesses de fortunes fulgurantes, d'ascension sociale à portée de la main. Haut comme la haute liberté du rêve américain, portée en 1776 à la Déclaration d'indépendance des États-Unis que la statue tient dans sa main gauche. « Une ville debout […], raide à faire peur », disait Céline.

D'Irlande, d'Italie, de France, d'Angleterre, ou d'où qu'ils arrivent par la mer sur cette côte Est, fuyant les guerres, la misère ou l'ennui de vieux continents, les arrivants retombaient vite sur terre au sortir du bateau, entassés dans le Centre d'immigration d'Ellis Island, soumis aux interminables files d'attente, aux visites médicales, aux questionnaires généalogiques et autres méticuleux inventaires de leurs maigres bagages. Certains ne voyaient de la liberté que les pieds nus de la statue, avant de devoir reprendre la mer en sens inverse. Pour ceux qui restaient, hommes et femmes en quête d'un avenir neuf, New York était la première porte vers tous les possibles.

Et vers tous les combats : New York, dans son extrême urbanité, a dès le début des airs de territoire sauvage. Pour les nouveaux venus, c'est une jungle à gagner, où imposer ambitions et respectabilité. La marge est partout, dans l'affrontement électrique des Jets et des Sharks sur les *playgrounds* de *West Side Story*, dans les rixes à couteaux tirés du *Parrain*, dans la réputation sulfureuse, jusqu'à il n'y a pas si longtemps, de certains quartiers – le Bronx, East Harlem, ruelles de Brooklyn. Qu'importe : New York garde un goût de rêve et d'émancipation.

Est-ce à cause de son passé héroïque, qui au XVIIe siècle a fait d'elle le fief des Sons of Liberty, et des premières grandes manifestations des colonies contre la politique anglaise ? Est-ce à cause de cette grande liberté économique, qui a vu fleurir les empires et les buildings de verre des Rockefeller, Trump et autres Chrysler, et qui anime toujours Wall Street, la place boursière la plus emblématique de la planète, qui a résisté aux plus grands krachs de l'histoire – celui de 1929 en tête ? Ou bien en raison de la paix démocratique aux accents kantiens qui a installé son idéal sur l'île, après la Seconde Guerre mondiale, avec le siège des Nations unies ? Tout cela à la fois, sûrement, et bien davantage.

Le vent de liberté qui souffle sur la ville est à la mesure de l'immense élan artistique qu'elle a attiré, attire et brasse toujours. Combien de peintres, de poètes, d'artistes volontaires ou en exil sont venus y chercher asile ou inspiration ? Federico García Lorca en rapporte son magnifique recueil *Poeta en Nueva York* ; plusieurs générations d'écrivains cubains fuyant la dictature, de José Martí à Reinaldo Arenas, ont pu y exprimer leurs convictions ; Jean-Paul

Sartre, dans *Situations III*, lui dédie un fervent « J'aime New York ! » ; Diego Rivera et Frida Khalo y font un séjour remarqué – et polémique, puisque la fresque du célèbre muraliste mexicain au Rockefeller Center doit être détruite avant l'inauguration, trop « rouge » pour son commanditaire ; les toiles peintes par Frida à New York sont d'ailleurs plus empreintes de nostalgie, d'angoisse et de mal du pays que d'un enthousiasme fervent. Les chemins de la liberté sont tout sauf univoques.

Mais New York reste la ville créative, tour à tour subversive et mythique, de la Factory de Warhol, des all-over de Jackson Pollock, des sons acides du Velvet Underground, des scénarios de Scorsese, d'un rap East Coast sombre, révolté, survolté ; la ville intellectuelle au charme inimitable de Woody Allen, d'*Annie Hall* et de ce légendaire *Manhattan* en noir et blanc ; la ville des galeries d'art de Soho et de Chelsea ; la ville du geste architectural moderne, si bien figuré en musique par les syncopes et les dissonances de Leonard Bernstein, de la ligne Art déco de l'Empire State Building au premier musée Guggenheim dessiné par Frank Lloyd Wright, en passant par les dernières expérimentations du Japonais Taniguchi au MoMA.

New York reste symbole de liberté, pour le pire – indescriptible horreur du 11 septembre 2001, cauchemar des Twin Towers qui s'effondrent pour avoir porté haut, si haut, ce symbole ; et, ne cessons pas d'y croire en dépit du prix parfois inconcevable de cette liberté, pour le meilleur. La Freedom Tower de Daniel Libeskind aura repoussé sur le site du World Trade Center. La liberté est une plante précieuse, fragile, mais incroyablement vivace, aux racines profondes comme l'humanité. Moissonnez-la, elle essaime et refleurit au centuple.

Noureev, Rudolf (1938-1993)

Il arrive au monde comme il le traversera sa vie durant : à toute vapeur. Rudolf Noureev naît en 1938 à bord du Transsibérien. En plein mouvement, en pleine vitesse, entre deux continents. Pourtant Rudolf sort vite des rails pour tracer sa propre voie et devenir, en homme libre, ce pour quoi il est fait. « Je ne suis pas russe, mais tatar, dit-il. Le Tatar est un animal complexe, savant mélange de tendresse et de brutalité », affirme-t-il. Tout chez cet immense créateur, danseur et chorégraphe parle d'émancipation – personnelle, artistique, politique. C'est du moins ce qu'en a retenu la légende, à coups de clichés mythiques, de couverture du *Times*, de chroniques admiratives ou racoleuses. L'histoire a besoin de symboles incandescents. Et a fait de Rudolf Noureev, assurément, une icône brûlante de liberté.

Mais derrière les inoubliables portraits, le large sourire et ce corps saisissant de puissance et de grâce, au-delà de la bulle médiatique et d'un homme peut-être prisonnier de sa propre image, il y a bien une réalité de lutte, de volonté, d'affirmation. Il y a ce petit garçon pauvre de la république soviétique de Bachkirie qui va à l'école sans chaussures, avec le manteau de sa sœur, et qui d'un coup découvre un univers de merveilles dans le petit théâtre de la ville où il voit son premier ballet. Il y a cette ténacité à apprendre la danse, envers et contre tout, contre l'autorité du père surtout qui, juste rentré du front, s'oppose à une activité qu'il juge déshonorante pour un homme. Qu'importe, Rudolf s'échappe, se cache, travaille et progresse, soutenu par une volonté farouche et un talent hors du commun. Comme la Cendrillon qu'il chorégraphiera bien plus tard avec tant d'inspiration, il s'évade d'une famille oppressante par le pouvoir initiatique de l'art.

Première victoire, arrachée par un travail acharné, le jeune homme

parvient à intégrer la prestigieuse école de danse de Léningrad, puis, à vingt ans à peine, la première compagnie de danse de l'URSS, celle du théâtre Kirov. Indissociable dialogue que celui de la liberté et du travail : la liberté se construit, se gagne, se cultive à main nue pour qui veut voir lever ses blés d'or. « Vouloir, c'est pouvoir », disait-il souvent en amoureux éperdu de la liberté… citant Napoléon !

Chez Rudolf Noureev, elle n'a pas assez de la scène ni du libre mouvement porté par la musique pour s'exprimer. Elle emporte tout : les crispations d'un monde de guerre froide, les codes rigides de l'art chorégraphique, les mœurs pudiques d'un siècle n'osant encore rien au grand jour.

C'est en 1961 que l'artiste, alors en tournée à Paris, réalise l'une de ses plus célèbres pirouettes : le « saut de la liberté ». Il rompt à grand bruit avec l'Union soviétique, demandant, au pied des marches de l'avion qui doit l'y ramener de force tant ses audaces occidentales scandalisent Moscou (Noureev enflamme Paris tant sur scène qu'à la ville, brûlant la nuit parisienne), l'asile politique à la France. « *I want to stay and to be free* », a-t-il déclaré à l'aéroport du Bourget. L'époque en retient avant tout un choix dissident contre le bloc de l'Est ; mais, pour Noureev, le geste est autant politique qu'artistique.

Car la danse de Noureev, pas plus que sa vie, ne peut se faire à aucun carcan. Elle est acte de libération, d'identité, d'affirmation d'un corps en pleine possession de lui-même, loin des académismes qui plient le physique et l'âme au gris des figures imposées. Elle est indissociable du chant de son être, de son appétit de vie, de son

homosexualité devenue emblème de libération sexuelle pour toute une génération, de cette sublime jeunesse immortalisée par les nus sans filtre du grand Richard Avedon.

Dès le début, et tout au long de sa carrière, Noureev innove et fait voler en éclats le cadre de l'interprétation classique. Ses demi-pointes très hautes, sa souplesse, la fluidité de son mouvement, tout jusqu'au choix des costumes annonce une ère nouvelle, une rupture de genre. Les classiques le rejettent, mais Noureev assume une danse sensuelle, qui intègre les codes de la féminité, tout en affirmant à la fois comme jamais l'importance des rôles masculins. « Les génies extrêmes ne sont pas faits pour plaire aux âmes timorées », avançait Charles Baudelaire.

Pendant les dix-sept années où il dansera avec la grande étoile britannique Margot Fonteyn, il replace le duo sur un strict pied d'égalité : liberté inouïe, pour le grand ballet classique accoutumé à magnifier la princesse, que de réhabiliter le prince. Liberté que Noureev transpose à toutes les chorégraphies qu'il crée ou recrée, animant d'un nouveau souffle les *Giselle*, *Roméo et Juliette*, *Casse-Noisette* et autres *Belle au bois dormant* que des années de tradition avaient figé dans le marbre. Tantôt prince éperdu, éploré ou élancé, bandit ou filou, royal et vieillard, le libre Rudolf s'approprie tout le répertoire et ose tout. « Soyez amant du beau », soufflait le chorégraphe Carlo Blasis.

À l'Opéra de Paris, où il est directeur de la Danse six années durant, de 1983 à 1989, il élargit considérablement le répertoire, accueille les « contemporains » William Forsythe, Jerome Robbins, Martha Graham. Il essuie même une grève mémorable des danseurs lorsqu'il décide de remplacer la chorégraphie du *Lac des cygnes* de Bourmeister par la sienne. Mais le public ne s'y trompe pas, qui l'adule. Noureev n'hésite pas à emmener le classique vers de nouveaux spectateurs qui le reçoivent avec ferveur, dans des stades, au Palais des Sports, jusqu'à la télévision, kaléidoscope en millions d'écrans de son immense vitalité. Noureev, comme tout grand créateur, modifie les attentes de son public. Il ne satisfait pas une demande mais la crée en apportant du neuf, de l'unique, du vivant. L'offre libre et inventive crée toujours la demande. Son histoire d'amour avec Paris allait pourtant s'achever dans les « larmes de la colère », comme le raconte sa biographe Ariane Dollfus, et dans l'émotion d'une ultime *Bayadère*.

En 1993, le sida emporte son charisme, son caractère impossible, sa virtuosité, ses excès flamboyants. Noureev semblait donner raison à Aristote, quand il se demandait « pour quelle raison tous ceux qui ont été des hommes d'exception sont-ils manifestement mélancoliques ? ». Mais la maladie n'a pu emporter l'essentiel : le souffle de liberté, le puissant élan de vie et d'authenticité qu'a laissés ce don complet de lui-même. Dans la danse, disait-il, « chaque pas doit porter la marque de son sang ». Le sang d'un homme libre coule à tout jamais.

Nudge

Le philosophe allemand Humboldt condamnait très sévèrement les politiques qui « habituent l'homme à compter sur un enseignement étranger, sur une direction étrangère, sur un secours étranger, plutôt qu'à chercher lui-même des ressources ». Il n'aurait sans doute pas de mots assez durs pour critiquer la dérive déresponsabilisante d'une époque tétanisée par le progrès, effrayée par la liberté individuelle et endormie dans le mythe de la bienveillance publique.

Puisque le cadre qui se dessine pour les prochaines années sera, à l'évidence, teinté d'interventionnisme, il nous faut également proposer aux politiques un discours alternatif au perpétuel retour de l'État hyper-régulateur, qui, dans l'histoire, n'a jamais fait la preuve de son efficacité, et qui puisse, dans le même temps, séduire nos dirigeants.

Plusieurs initiatives récentes, dans la doctrine économique, philosophique et comportementale méritent sur ce point d'être mises en lumière. L'une des plus importantes est sans doute celle de Richard Thaler et de Cass Sunstein. Le premier est économiste et professeur à Chicago. C'est l'un des grands théoriciens de la finance comportementale. Le second est professeur de droit à Harvard et Chicago. Dans *Nudge*, ils ont proposé une nouvelle forme d'interventionnisme… *soft*.

À leurs yeux, les hommes sont des *Humans* (être humains sensibles et faillibles, aux capacités limitées) avant d'être des *Econs* (acteurs économiques rationnels, accédant à une information parfaite, comme on les trouve dans les modèles de l'économie néoclassique). Nos perceptions, nos passions, nos raisonnements et, par suite, nos choix sont constamment biaisés et distordus par des paramètres extérieurs qui finissent par rendre le fonctionnement du marché imparfait (au

sens de l'analyse économique néoclassique) et nous empêchent d'accroître notre bien-être comme celui des autres. En résumé, « nous sommes plus Homer Simpson que M. Spock », ce que l'analyse économique traditionnelle n'a pas compris.

Nos décisions influent sur les individus qui nous entourent : nous ne vivons pas seuls et nous retrouvons en effet en position de *choice architects* lorsque nous exerçons nos activités familiales, parentales ou professionnelles. En d'autres termes, nous sommes plus souvent que nous le pensons amenés à prendre des décisions qui vont influencer, directement ou indirectement, les choix des autres individus autour de nous. Par exemple, le directeur de cafétéria qui dispose les aliments d'un buffet selon un certain agencement, l'employeur qui a le choix de rétribuer ses salariés quotidiennement, hebdomadairement ou mensuellement, ou encore la mère qui inscrit ses enfants dans certaines activités sportives : ces choix créent une interdépendance que nous subissons et exerçons tous les uns sur les autres, et qui nous éloigne toujours plus du modèle de l'individu économiquement rationnel, bénéficiant d'une information parfaite et dont les décisions sont hermétiques à l'environnement et sans conséquence sur autrui.

Il existe par ailleurs une conception du *paternalisme*, c'est-à-dire la façon dont on peut vouloir éclairer ou aider quelqu'un dans ses choix, qui n'est pas coercitive. Le fait qu'un directeur de cafétéria dispose les boissons sucrées ou les desserts dans une certaine partie du buffet ne restreint pas la liberté de choix des consommateurs dudit buffet, même s'il oriente leur choix par le truchement d'un *nudge* (« coup de coude »), sorte de petit « coup de pouce » à peine perceptible mais qui recèle un pouvoir d'influence aussi important que souhaitable.

À partir de ces postulats, Thaler et Sunstein ont développé une théorie du *libertarian paternalism* (paternalisme libéral), apparue dans deux articles scientifiques remarqués : « Libertarian Paternalism » (2003) et « Libertarian Paternalism is not an Oxymoron » (2003). Ils y défendent une action privée et publique, incluant tous les individus – tous les *choice architects* que nous sommes sans le savoir – et visant à limiter au maximum les imperfections découlant de nos libres choix. Se méfiant cependant d'une intrusion trop importante de l'État, qui a fait la preuve de son échec avec l'effondrement de la providence publique et la montée en puissance inquiétante des intrusions

réglementaires dans la sphère privée de nos vies, ils rejettent les normes coercitives mais encouragent le recours aux *nudges*, ces fameux petits coups de pouce qui ont l'immense mérite de préserver en tous points la liberté de choix et de détermination de chacun, mais qui nous orientent vers ce qui paraît être le mieux pour nous.

Dans le monde de Thaler et Sunstein, chaque individu conserve donc son « droit à l'erreur » ou son « droit à l'échec », qui sont les corollaires inévitables – et souhaitables – de la liberté et la matrice du mécanisme de responsabilité personnelle. C'est parce qu'il peut choisir, et se tromper, que l'homme est incité à agir en être responsable. À l'inverse, être privé de choix, comme le promet la société administrée, fait de nous des individus irresponsables, la responsabilité étant intégralement transférée à celui qui décide pour nous. D'ailleurs, on l'a vu avec l'antimodèle soviétique comme avec les égarements de l'étatisme intrusif, ces décideurs publics ne sont pas plus éclairés que nous et se trompent même plus facilement « pour nous » puisqu'ils ne supportent pas eux-mêmes les conséquences négatives de leurs décisions. L'autorégulation vertueuse est à ce prix : il faut demeurer libre, il faut pouvoir choisir, il est fondamental, si l'on se trompe, d'assumer ses erreurs. L'éthique de la responsabilité puise en effet sa puissance dans ces conditions indispensables. Mais rien n'empêche, en revanche, que des indications existent. Que des incitations légitimes et bienveillantes puissent nous guider vers un choix qui, *a priori*, est meilleur pour nous. Dès lors que l'intégralité de nos préférences peut demeurer, au final, le produit d'une décision totalement libre dans un univers complet de choix, l'invitation subtile à pencher dans un sens ou dans un autre est éthiquement irréprochable, économiquement raisonnable et pratiquement bienvenue.

Ainsi compris, les *nudges* peuvent révéler toute leur utilité, notamment face à des situations complexes nécessitant à la fois une certaine expertise des individus, une quantité et une qualité d'informations minimales, et une durée nécessaire, mais pas toujours disponible, de réflexion avant l'action. En effet, la plupart d'entre nous sommes pressés, partiellement mal informés et profanes en de nombreuses matières sur lesquelles il faut cependant trancher. Or, sur des questions ou des choix difficiles, qui, pour certains, ne nous sont soumis que très rarement (ce qui ne laisse pas de place à l'expertise ou

à l'apprentissage), impliquant par exemple un sacrifice à court terme et des bénéfices à long terme, ou en réponse à nos désirs voire à nos addictions primaires, un peu d'aide ne ferait pas de mal.

Les auteurs, forts d'une base de données statistiques importante, tentent par ailleurs de démontrer, au soutien de leur théorie, que les *vrais* humains, par opposition aux individus parfaits des modèles néoclassiques, sont plus grégaires, paresseux, instinctifs et impatients que l'homme parfait qui sert de référent. Selon eux, le marché ne les protège pas assez contre ces inclinations sous-productives. Thaler et Sunstein s'efforcent d'étayer cette thèse à l'aide d'exemples aussi nombreux que divers, allant de la réduction des comportements nocifs pour l'environnement à la meilleure allocation des actifs dans un portefeuille d'investissement, en passant par le choix optimal d'un fonds de pension et celui d'une université adéquate pour sa progéniture.

Toutes ces illustrations à forte valeur pédagogique révèlent quelques constantes : optimiser l'information dont disposent les individus pour effectuer leurs choix, en leur assurant une information de qualité, régulière, accessible et relativement complète (prospectus commercial et rapports réguliers, et clairs, dans le cas de la gestion de portefeuilles financiers, par exemple) ; favoriser la prise de décision en imposant aux individus de faire un choix à un moment précis (obligation de s'inscrire ou de ne pas souscrire à la Sécurité sociale pour obtenir sa première paie) ; maximiser les options choisies par défaut (souscription automatique à un fonds de pension équilibré pour les individus peu soucieux de choisir celui qui correspond le mieux à leur profil) ; conjurer l'inertie des individus en les soumettant d'office à certaines obligations tout en leur laissant le choix de s'en défaire à tout moment – préférer pour la décision de faire don de ses organes après son décès l'option *opt-out* (tout le monde est inscrit sur une liste générale de donneurs, sauf ceux qui, expressément, se désinscrivent) à l'*opt-in* (seuls ceux qui font la démarche de s'inscrire expressément le sont) ; susciter des réactions chez les individus en activant les leviers ayant trait à leur instinct (la culpabilité, par exemple, en rappelant aux individus que 76 % de la population a fait le choix de donner ses organes ou en équipant les équipements électriques de diodes indiquant l'usage abusif d'énergie).

Ces différentes formes de *nudges* ont pour but de favoriser le bien-être de chacun et donc, par agrégation, le bien-être collectif (*paternalism*), tout en minimisant les coûts pour la société et en n'imposant pas aux individus de restriction sur leur liberté de choix. Souscrire par défaut à un fonds de pension équilibré pour un individu qui ne prendrait pas le temps d'en choisir un ne coûte rien et laisse à l'individu en question la possibilité d'en changer à tout moment (*libertarian*). Thaler et Sunstein s'en réfèrent d'ailleurs constamment à la notion de *one-click modification* : toutes ces incitations, ces orientations de préférence, ces coups de pouce doivent pouvoir être refusés en « un clic », c'est-à-dire sans effort, par les individus sur lesquels ils *pèsent* de leur poids léger.

Vis-à-vis de l'action publique, Thaler et Sunstein se méfient d'un gouvernement arbitraire et intrusif, dont ils mesurent aujourd'hui les effets pervers et l'affaiblissement croissant. C'est pour cela que, dans un premier temps, ils insistent sur le rôle des acteurs du secteur privé (compagnies d'assurances, banques, sociétés de gestion de portefeuilles, universités privées, employeurs, etc.) dans l'établissement et la généralisation des *nudges*. Cette émergence d'un tissu de droit privé et spontané, totalement supplétif, permettrait d'alléger considérablement les missions, lourdes, myopes, coûteuses et parfois liberticides du politique.

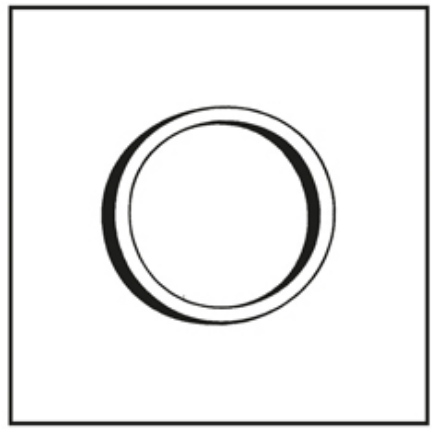
Plus proches des individus et de leurs intérêts, plus souples et plus flexibles, généralement neutres idéologiquement, c'est d'abord à ces acteurs *privés* de favoriser le *bon choix* des personnes concernées, sans pour autant porter atteinte à leur liberté de considérer que, pour eux, le *bon choix* n'est pas celui qu'on leur suggère.

Pour avancer dans cette direction, résolument moderne, le politique doit opérer une révolution culturelle profonde. Il doit reconnaître combien l'éloignement des réalités quotidiennes ne lui permet pas de réguler nos vies de manière optimale et dans le moindre détail, et transférer une partie de son pouvoir à chacun de nous. Mais sans pour autant nous lâcher nus dans l'infinie liberté : il peut exiger, comme condition à son retrait, l'existence de ces procédés modernes d'orientation, à la fermeté douce, et, éventuellement, demander, dans le cadre de ce passage d'une société assez largement administrée à une société de responsabilité, à être le rédacteur d'une partie des *nudges*

applicables sur les sujets les plus sensibles. Tant que les individus demeurent libres de choisir et, plus précisément, de *mal* choisir, il n'y a en effet pas de mal à leur donner un *coup de pouce*, dans leur propre intérêt.

Il y a dans ce micro-interventionnisme une idée assez séduisante – même si, avec Anthony de Jasay, notamment dans *L'État*, on sait que l'interventionnisme minime appelle toujours un interventionnisme plus important, ce qui doit nous mettre en alerte –, car on oriente, on guide, on rassure, on limite les occasions d'erreurs, mais on préserve la liberté (à forte valeur ajoutée) de chacun.

On rappellera cependant à Thaler et Sunstein que les économistes « autrichiens » (par opposition aux économistes néoclassiques) sont les premiers à critiquer le modèle de l'agent rationnel et froid, sans émotion et sans âme, avançant dans un univers économique théorique et virtuel où l'information est parfaite et la concurrence pure. *Idem*, ils savent, eux, que l'action humaine est le produit d'un choix subissant l'influence d'autrui, l'anticipation des répercutions de nos décisions sur notre entourage, mais aussi le temps, la rareté, et qu'il est guidé par la valeur (subjective) que l'on donne à cet acte (ou au refus de le réaliser). L'essentiel étant que l'on ne bascule, à aucun moment, du coup de pouce à l'obligation formelle qui, elle, procède de l'angélisme exterminateur, voire de l'ordre moral, et alimente toutes les dérives d'infantilisation. Sans compter l'aléa moral qu'il implique.



Opéra

On aimerait pouvoir l'écrire. Mais on ne peut que l'entendre, l'écouter, le sentir monter, vibrer en soi : un balancement de valse lente, de mer qui s'ouvre, une tonalité grimpante comme un rayon d'espoir, les arpèges des cordes, une « grande aria », comme a pu la décrire Rossini, qui va crescendo pour devenir hymne, ode, lumineuse supplique : *Le Chœur des esclaves* de *Nabucco*, que Verdi compose et crée à la Scala en 1842, est le chant de la liberté. La Lombardie est alors sous le joug autrichien : le cultissime *Va Pensiero*, chanté par les Hébreux prisonniers de Babylone sur un livret de Solera, lui-même inspiré du drame *Nabuchodonosor* d'Anicet-Bourgeois et Cornu, est tout de suite reçu par les Milanais comme une injonction à leur propre indépendance. Les résistants, en signe de protestation, couvrent les murs de la ville de graffitis au nom du compositeur. Mais il a une double signification, car derrière ces cinq lettres (VERDI) se cachent les initiales de Vittorio Emanuele Rei D'Italia. Plus d'un siècle et demi plus tard, en 2011, le grand chef d'orchestre Riccardo Muti dirige *Nabucco* à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de l'unité italienne : la salle entière reprend l'air, qui, à peu de chose, manqua de devenir l'hymne national italien.

La Muette de Portici, c'est l'équivalent belge de l'italien *Nabucco*. Nous sommes le 25 août 1830, en plein quatrième acte. Le ténor Lafeuillade, une hache à la main, costumé en pêcheur napolitain, entonne de sa voix de stentor : « Amour sacré de la patrie / Rends-nous l'audace et la liberté / À mon pays, je dois la vie / Il me devra la liberté. » La salle est comble, le public se déchaîne, vibre, puis tourne à l'émeute. La foule, frondeuse, se répand dans les rues. Des barricades sont dressées, le noir, le jaune et le rouge de la révolution

brabançonne naissent au fronton de l'hôtel de ville, annonçant la nomination, le 4 octobre suivant, d'un gouvernement provisoire proclamant l'indépendance de la Belgique.

L'opéra, voie de la liberté ? Pas si simple, car entre toutes les formes musicales, il est peut-être la plus contrainte, la plus codifiée et la plus exclusive. Malgré ses transformations au fil des époques et des lieux, depuis ses expressions premières dans la Florence du XVIIe siècle de la main de Jacopo Peri, et bien sûr du grand Monteverdi, aux créations les plus contemporaines – Leonard Bernstein, Olivier Messiaen, puis Philip Glass, Pascal Dusapin, Kaija Saariaho aux opéras de Karol Beffa, inspirés de Kafka, en passant par toutes ses déclinaisons françaises, allemandes, autrichiennes, espagnoles, anglaises ou russes –, il reste le « grand genre » qui unit tous les autres.

Musique, drame, ballet, arts visuels, savamment monté, articulé, conçu et interprété de main de maîtres – compositeur, librettiste, chorégraphe, décor ; sur scène et dans la fosse, solistes, chœurs, danseurs parfois, ample espace scénique, changements de plateaux, de costumes, orchestre symphonique au grand complet –, l'ampleur, pour ne pas dire la lourdeur du dispositif ne se prête pas proprement à l'improvisation. Ceux qui d'ailleurs souhaitent lui redonner un peu de légèreté, mâtiner le drame d'une pointe d'humour, simplifier la production, ont pu se voir instantanément dégrader sur l'échelle de la respectabilité des styles : l'*opera seria* toise l'*opera buffa*, décliné en France par l'opéra-comique, notamment sous la baguette du facétieux

et génial Offenbach, ou la zarzuela espagnole, qui insiste davantage sur l'action théâtrale, lesquels doivent patienter avant d'être enfin reconsidérés au cours du XXe siècle à l'aune de leur pleine valeur artistique.

L'opéra n'est pas non plus, à première vue, un parangon de subversion, et aime à se ranger du côté des institutions. La tragédie lyrique classique française, inaugurée par Jean-Baptiste Lully, puis cultivée par Rameau, Charpentier, Campra, d'une savante rigueur, reflète le faste et l'ordre de la Cour. Les « maisons d'opéra », qui fleurissent dans les grandes capitales européennes dès le XVIIIe siècle et jusqu'à aujourd'hui dans le monde entier – des frontons classiques de la Scala de Milan, du Royal Opera House de Londres, de l'Opéra Garnier à Paris ou du Palais des festivals de Bayreuth, aux voiles de céramique de l'opéra de Sydney, à la silhouette de verre sombre de celui de Copenhague, aux volées de marches de marbre de l'Opéra Bastille, autant de « grands travaux » qui assoient la force du maître d'œuvre, puissance publique ou mécène privé –, sont de vénérables temples du bon goût où se pressaient et se pressent « les gens qui comptent ». Car l'Opéra est un lieu pour voir et être vu. Le genre impressionne encore et peine à apprivoiser tous les publics. Pourtant, une grande partie du répertoire de l'opéra italien, qui relève désormais indéniablement de la musique savante, était considéré dans la première moitié du XIXe siècle comme partie prenante de la culture populaire. Je l'ai parfois perçu, dans le splendide théâtre antique d'Orange, quand la population locale se mêle, bercée par le mistral, aux ténors des affaires et de la politique, pour huer « le méchant » avant qu'il quitte la scène.

Sous ses grands airs et son front haut, l'opéra sait être un amoureux fervent de la liberté, parfois timide, parfois emporté, passionné.

D'abord, parce qu'il sait s'émanciper de ses propres carcans formels, de ses écoles, des attentes de ses commanditaires. Il est le siège de bouleversements telluriques à la mesure de la solidité de son architecture. Ceux que l'on pouvait croire sages se révèlent novateurs : sous ses dehors métrés, l'opéra français classique, par exemple, surprend en introduisant de grandes ouvertures instrumentales tout à fait inédites dans le reste de l'Europe. D'autres, comme le grand

Friedrich Haendel ou plus tard Saint-Saëns ou Honegger, s'émancipent de la représentation scénique pour glisser vers l'oratorio, plus épuré, musical et vocal. Derrière Claude Debussy, et la création en 1902 de *Pelléas et Mélisande*, qui choque par la fluidité, la presque transparence de sa composition et l'absence de grands thèmes musicaux, le XXe siècle, des États-Unis à l'Europe, distord sa structure, ses harmonies, fait voler ses codes en éclats : l'Allemand Kurt Weill, par exemple, n'hésite pas à s'ériger, en ses propres termes, en « Verdi des pauvres », et à proposer en 1928 un *Opéra de quat'sous* peuplé de mendiants et de prostituées, qui tire l'opéra vers la comédie en musique et le jazz.

Mais, amoureux de liberté, l'opéra l'est surtout par ses thèmes éternels – l'amour bien sûr, mais aussi les combats de l'individu aux prises avec sa destinée, sa condition, sociale ou simplement humaine. Le dénouement peut en être cruel, et le combat pour la liberté, extrême, se solder au prix de la vie : Mimi et Rodolfo vivent *La Bohème* de Puccini mais paient ô combien durement leurs choix ; la splendide *Carmen* de Bizet, femme libre, indomptable, insoumise par excellence, va au-devant de la mort pour avoir voulu mener sa vie et son cœur comme elle l'entendait ; Violetta, émouvante *Traviata* de Verdi aux couleurs de *La Dame aux Camélias* de Dumas, se libère d'une vie superficielle et étourdissante par la vérité de l'amour, mais en succombera dans les bras d'Alfredo. L'*Orphée* mis en musique par Gluck est le jouet de la volonté des dieux et perd à jamais son Eurydice, tel l'Énée d'Henry Purcell, qui pousse la reine Didon au suicide pour n'avoir pas pu contrarier la voix du ciel qui l'éloignait d'elle et des rives de Carthage.

L'opéra est lieu de déchaînement des grandes passions ! C'est par ses arias emportées, ses livrets de légende, que ceux qui s'y sont laissé séduire peuvent laisser aller les élans retenus de leur propre cœur, comme je le fais du mien. Voilà sûrement pourquoi l'époque romantique a tant chéri cet art majeur : cycles tumultueux et épiques de Wagner, échos de feu d'Albéniz ou Falla, transports de Samson pour Dalila sous la baguette de Saint-Saëns, d'Athanaël pour la Thaïs de Massenet, destin fatal de Norma et Pollione de Bellini ! Parce qu'il met à leur service conjoint toutes les couleurs de l'expression artistique, parce qu'il n'hésite pas à voir les choses en grand, le moment d'opéra, le « grand air », plus qu'aucun autre peut-être, est

une fulgurante libération des émotions.

Mais le drame se dénoue parfois dans la joie. Qui mieux que Mozart a su célébrer, dans des opéras inouïs de perfection, de lumière, de tendresse, l'avènement de l'amour et de la vérité au terme d'un parcours libératoire entre les obstacles tendus par les hommes ou les dieux ? Figaro peut enfin célébrer la pleine joie de ses *Noces* avec Suzanne au terme d'incroyables chassés-croisés avec le comte Almaviva, la comtesse, Marceline, Chérubin. Au fil d'une œuvre codifiée et symbolique s'il en est, le Tamino de *La Flûte enchantée* chemine vers la clarté et l'amour de Pamina, se libérant des illusions et des mensonges du règne de la Nuit.

La liberté ouverte par l'opéra se manifeste aussi par d'extraordinaires fulgurances créatives et artistiques, celles des compositeurs bien sûr, mais aussi celles de tous les artistes – metteurs en scène, décorateurs, interprètes – qui y contribuent. Il y a naturellement la créativité et l'inspiration sans cesse renouvelées des décors et des mises en scène – de la poésie de Patrice Chéreau aux couleurs d'un peintre que je chéris, Olivier Debré, de Giorgio Strehler, pure élégance, aux lignes graphiques de Bob Wilson. Il y a, surtout, les envolées magiques de la voix lyrique – l'âme atteint des sommets, portée par le chant presque surnaturel, comme délié de pesanteur et de toute contrainte. Combien de travail et de rigueur extrêmes pour atteindre une telle facilité ? On pense à la bouleversante Callas, à Elisabeth Schwarzkopf, à Régine Crespin, et à de tant de princes et de fées de la voix d'hier à aujourd'hui – Angela Gheorghiu, José Carreras, José van Dam, Kiri Te Kanawa, Cecilia Bartoli, Philippe Jaroussky, et mon amie, la joyeuse et généreuse Nathalie Manfrino –, chacun avec son timbre, sa personnalité, ses choix de répertoire, tous infiniment touchants de virtuosité, maîtrise, fragilité et émotion mêlées. Pour Wagner, « le plus bel instrument, le plus vieux, le plus vrai, la seule origine à laquelle notre musique doit son existence, c'est la voix humaine » : la voix, voilà la base et le secret de la puissance libératoire de l'opéra – chanter à pleine voix, à pleins poumons, chanter les mots, les maux, et ne rien retenir. « La raison parle, mais l'amour chante », a écrit Alfred de Vigny. La liberté aussi.

Ordre social

Le progrès de notre temps, de notre civilisation, passe par la découverte, puisant dans les textes anciens et montant en puissance ces cinq derniers siècles, que la liberté et le pluralisme, la pluralité, sont au cœur d'un véritable ordre social. Cet ordre spontané est la grande alternative historique à la *physis*, l'ordre naturel – l'ordre des sociétés primitives dans lesquelles l'ordre est le produit de la nature, ou des dieux, l'homme ne décidant de rien et subissant, dans la peur, la toute-puissance du Mythe –, et au *nomos*, l'ordre artificiel – l'ordre découvert à l'occasion de la colonisation grecque en Méditerranée selon lequel tout ordre provient de quelques hommes dirigeant la Cité qui, par la force, l'héritage ou la magie d'une élection, savent mieux que nous ce qui est bon pour nous et décident à notre place, tels des architectes sociaux, au nom d'un intérêt supérieur supposément distinct de la somme de nos intérêts personnels.

Si les conservateurs font l'éloge nostalgique de la société de nature et, parce qu'ils y voient un prolongement logique, de la nation et du nationalisme ; si les socialistes entendent nous modifier pour nous extraire du vil individualisme et nous forcer à adhérer aux schémas forcément vertueux du « collectif » ; si même les Lumières françaises ont produit un mythe dangereux en survalorisant la toute-puissance de l'intellect et de la raison pour engendrer un « rationalisme constructiviste » (souvenons-nous du mot de Voltaire : « Si vous voulez de bonnes lois, brûlez celles que vous avez et faites-en de nouvelles »), tous ces modèles ont un rapport suspicieux, voire haineux, avec la spontanéité, cette dernière échappant, par nature, au régulateur. Hayek est lumineux à ce sujet : « Le conservateur ne se tiendra pour rassuré et satisfait que si une sagesse supérieure veille et supervise les

changements, que s'il sait qu'une autorité est chargée de garantir que lesdits changements s'opèrent "dans l'ordre". »

L'ordre spontané, autrement appelé homéostasie, ne relève, comme l'expose le philosophe Philippe Nemo, ni de l'ordre naturel ni de l'ordre artificiel, mais prend un peu des deux. Ce n'est pas un ordre naturel puisqu'il varie dans le temps et dans l'espace. Ce n'est pas plus un ordre artificiel car personne ne l'a créé *ex nihilo*. Nemo l'explique à merveille : « Jusqu'à ce développement majeur, on pensait la Liberté comme le principe directement antinomique de l'ordre. La Liberté individuelle était censée nuire à l'autorité hiérarchique dont elle désorganisait les plans ou au groupe naturel qu'elle désagrégeait. Les penseurs des temps modernes ont donc compris qu'il existe un autre type d'ordre, au-delà des ordres "naturel" et "artificiel" identifiés depuis les Grecs : l'ordre spontané, un ordre qui vit de Liberté au lieu d'être détruit par elle. » En s'opposant à l'inclinaison traditionnelle des réflexions sociétales pour un ordre venu d'ailleurs, chargé soit de remettre l'homme dans le droit chemin de la nature, soit de l'emmener vers une humanité modelée par quelques-uns, l'éthique de la liberté ambitionne, en respectant les choix individuels, de débarrasser les modèles politiques fondés sur une pulsion autoritaire, unificatrice et moniste.

Nemo nous apprend qu'Adam Ferguson parlera, lui, d'un ordre qui résulte des actions libres des hommes mais non de leurs intentions. Il existe en effet, sans contradiction possible, dans le langage (s'il était naturel, tous les hommes parleraient la même langue ; s'il était artificiel, quelques hommes auraient pu créer et imposer une langue nouvelle, ce qui n'a jamais été possible) ou dans la morale (si elle était naturelle, tous les hommes et tous les temps auraient été gouvernés par les mêmes impératifs ; elle n'a pas plus été artificielle dès lors qu'aucune morale n'a été pensée et imposée par un petit groupe d'hommes). L'ordre spontané se positionne donc du côté de l'immanence et du pluralisme, dans le respect des actions et des convictions de chacun, mais pour autant dans un ordre véritable, par opposition à un monde unifié, nivelant, planifié, réducteur et totalisé. Les intérêts particuliers n'ont donc plus à faire l'objet d'une répression pour les contraindre à rentrer dans le cadre d'un « contrat social » qu'on nous interdit de négocier. Je suis séduit, en opposition, par cette pensée humble, modeste, reconnaissant qu'il est impossible de penser

un ordre social dépendant nécessairement de forces multiples impossibles à appréhender, et je partage la critique hayekienne quand il avance : « Je crois pour ma part que ce faux rationalisme, qui s'est imposé pendant la Révolution française, et qui a exercé son influence pendant les cent dernières années au travers des mouvements jumeaux du positivisme et de l'hégélianisme, est une manifestation de démesure intellectuelle, laquelle est l'opposé de l'humilité intellectuelle – qui est l'essence du vrai libéralisme –, qui traite avec respect les forces sociales spontanées au travers desquelles l'individu construit des choses plus grandes qu'il n'en a conscience. »

Cette surpuissance organisationnelle et productrice de normes de l'action libre des hommes, qui me fascine et fonde le socle de ma vision du monde, a, dans les temps anciens, été associée à la Providence, pour être ensuite laïcisée. On se souvient de la bien mal comprise *Fable des abeilles* de Bernard Mandeville, démontrant comment les actions individuelles, y compris (mais pas seulement !) les « vices privés », peuvent produire des « bienfaits publics », et de la fameuse « main invisible » d'Adam Smith, pourvoyeuse d'un ordre alors qu'elle n'est ni la main d'un homme ni celle d'un dieu, mais bien celle de la société qui s'organise d'elle-même. D'où un malentendu douloureux pour les amoureux de la liberté. Car si, effectivement, le marché, perçu non dans son appréhension boursière mais philosophique (le lieu de rencontre des intérêts communs), devient l'instance permettant le développement d'un « ordre spontané qui laisse les individus libres d'utiliser leur propre connaissance pour leurs propres buts » (Hayek), cela n'emporte pas inévitablement « marchandisation » au sens mesquin du terme. C'est au contraire le seul moyen – naturel (quoi de plus naturel que l'échange humain ?) – de transformer de l'hétérogénéité en harmonie, sans but supérieur préalable et sans appropriation des résultats concrets par une petite bande. C'est même le seul moyen de réconcilier l'immense variété et l'inévitable divergence des ambitions individuelles.

L'ordre spontané, dont la pierre angulaire est la liberté humaine, n'est évidemment en rien l'anarchie. Il réinvente en revanche la politique en procédant d'institutions et de concepts clés au cœur de ce que l'on a appelé l'État de droit : le droit abstrait et universel, les droits individuels protégés par l'État (je dis bien l'État, qu'on en finisse

avec l'accusation anarchiste !), les droits de l'homme, la démocratie, le marché, les institutions académiques libres, la presse et l'opinion libres, le respect des conventions valant lois entre les parties. La vision de la politique est nécessairement différente de ce qu'elle peut être sous la gouvernance de l'ordre naturel ou de l'ordre artificiel. Le but de l'État n'étant plus de coller à un prétendu ordre naturel, source unique de ce qui est juste, viable et fécond, ni de concevoir par la raison, *a priori*, un ordre social idéal ou utopique. Il n'est donc plus, en un mot, de changer l'homme, mais bien de le respecter.

La supériorité de ce modèle est évidente dès qu'on le compare aux totalitarismes nazis ou communistes du XXe siècle, ou au fanatisme islamique de nos jours. Elle l'est également face aux dérives de la démocratie : souvenons-nous de la prédiction hayekienne : « Il semble que ce soit la destinée régulière de la démocratie qu'après une première période glorieuse pendant laquelle on la comprend comme une sauvegarde de la liberté personnelle et où elle l'assure effectivement, la démocratie en vienne tôt ou tard à revendiquer le pouvoir de régler n'importe quelle question concrète selon la décision d'une majorité, sans égard au contenu de cette décision. » L'ordre spontané et la puissance de la liberté se mesurent à leur capacité (toujours perfectible) à produire de la paix, de la prospérité et du bonheur individuel dans une société par nature hétérogène.

Ce modèle correspond également pleinement à nos sociétés complexes dans lesquelles une administration centralisée de l'économie devient impossible. Encore Hayek, décidément le meilleur sur ce sujet : « Le contrôle et le planisme ne présentaient pas de difficulté dans une situation assez simple pour permettre à un seul homme ou à un seul conseil d'embrasser tous les faits. Mais lorsque les facteurs à considérer deviennent si nombreux qu'il est impossible d'en avoir une vue synoptique, alors, mais alors seulement, la décentralisation s'impose. »

Cette vision de la société est, je le reconnais, assez contre-intuitive. Elle nécessite en conséquence du temps pour l'exposer et emporter l'adhésion. Elle place ainsi les défenseurs de la liberté en position de faiblesse dans la bataille des idées l'opposant aux constructivismes simplistes de tous bords, à ces promesses et pensées magiques auxquelles le cerveau humain se plaît régulièrement à croire. Hayek

lui-même en était conscient : « Il n'y a probablement aucun facteur pris isolément qui contribue autant à la répugnance des gens à laisser le marché fonctionner librement que leur incapacité à comprendre comment l'équilibre indispensable entre offre et demande, exportations et importations, ou autres paramètres analogues, se produira sans intervention délibérée. » Voilà pourquoi tout amoureux de la liberté doit participer, à sa manière, à la défense du pluralisme, de la spontanéité de l'ordre produit par la liberté humaine, régulée par la responsabilité personnelle, et de l'État protecteur des droits individuels face aux obscurantismes de toutes les obédiences, à ces interventionnismes pulsionnels, chargés de bonnes intentions mais trop souvent pensés pour limiter la diversité des plans de vie au nom d'exigences supposées « supérieures ». C'est le sens profond de ce livre, de mon engagement intellectuel, de mon combat d'homme.

Orwell, George (1903-1950)

Orwell est le socialiste le plus amoureux de la liberté que mes lectures m'ont offert de croiser. Combattant des mots, combattant des armes, aussi. Car ce n'est pas seulement muni de son stylo qu'il s'engagea, physiquement et courageusement, dans la lutte contre le fascisme et le nazisme, où il faillit perdre la vie. Cette cohérence de l'existence avec l'incroyable force de ses écrits en fait un héros de l'antitotalitarisme, d'extrême droite comme d'extrême gauche, une figure majeure de la liberté.

La puissance de l'imaginaire d'Orwell lui a permis de rencontrer le réel : *1984*, qui circulait sous le manteau à l'est, regorge de détails troublants sur un quotidien liberticide qui ne fut pourtant pas le sien. Car Orwell avait, dans sa chair, sous sa plume, compris la logique tyrannique, la spirale du pouvoir, la répartition des rentes, l'obsession anticulturelle, la machinerie idéologique, la fascination du pire et la mise à mort de l'irréductibilité des individualités par la destruction des nuances du langage afin d'étouffer toute volonté de se rebeller, qui font le succès d'un système d'asservissement. C'est cette « imagination sociologique », comme la qualifie Simon Leys, qui lui permet de saisir « la réalité massive, complète, cohérente et vérifiable du gouffre totalitaire ». La « vérité romanesque », concept cher à René Girard, prend dès lors chez Orwell tout son sens, ses romans étant plus puissants pour pointer efficacement les ennemis de la liberté que le plus lumineux des essais. Et comme le pointait très justement Houellebecq, dans un échange fructueux avec Valérie Toranian et Marin de Viry pour la *Revue des Deux Mondes*, Orwell ne nous propose « pas une prédiction, c'est une expression des peurs de son époque », nous invitant à tendre l'oreille aux nôtres pour mieux y remédier.

Plus fort encore, Orwell n'emmène pas son lecteur loin de chez lui, dans un totalitarisme assez distant pour éveiller sa curiosité mais en rien sa méfiance. C'est en Grande-Bretagne que *1984* déploie son mécanisme destructeur et sa fameuse novlangue cachant, derrière la mort des signifiants, la liberté de penser de manière autonome. Il rejoint en cela la prédiction fatale de l'Autrichien Hayek qui, dans *La Route de la servitude*, à laquelle je consacre une entrée, s'inquiète d'une spirale destructrice de la liberté individuelle dans les démocraties occidentales. Orwell, qui partage avec Hayek un tempérament libertaire et anticonservateur, n'ira cependant pas aussi loin que le futur prix Nobel d'économie et demeurera socialiste. Son illustre allié de la London School of Economics verra, lui, dans le socialisme dit démocratique la source d'une irrémédiable tyrannie, fût-elle *soft*. Une approche toute tocquevillienne, comme j'y reviendrai à l'entrée consacrée au grand Alexis. L'amour de la liberté est toutefois leur grand point de convergence, Orwell avançant, alors qu'il rencontrait des difficultés à publier son jubilatoire *La Ferme des animaux* dans une Angleterre plus à même de critiquer Churchill que Staline : « Parler de la liberté n'a de sens qu'à condition que ce soit la liberté de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre. »

Le final de *1984* offre une leçon aussi troublante que fascinante : Winston, le héros, découvre, à la seconde où on le tue, qu'il aimait Big Brother. Comment ne pas être époustouflé par les larmes coulant chez tant de Russes ou de Chinois au décès de Staline ou de Mao, ou par ce prêtre irakien, chrétien d'Orient dont la famille a été victime de Daech, m'expliquant sa nostalgie de Saddam Hussein ? L'amour du

tyran, pourtant ennemi de la liberté et auteur des pires crimes, en dit long sur la complexité du cerveau humain, son rapport à l'autoritarisme sécuritaire et à la liberté, sa plasticité résiliente.

Ostrom, Elinor (1933-2012)

Le comité Nobel a, en 2009, pris tout le monde à contre-pied en attribuant son célèbre prix à deux amoureux de la liberté.

Oliver Williamson est reconnu depuis longtemps pour ses travaux sur la nature des coûts de transaction qui ont permis d'éclairer les mécanismes expliquant l'existence de la « firme » sur le marché. Ses contributions à l'analyse institutionnelle montrent par ailleurs comment certaines règles peuvent émerger spontanément pour permettre à des individus sans aucun lien entre eux d'échanger. Toute personne qui a lu véritablement son œuvre sait combien elle se veut héritière de deux prix Nobel : Ronald Coase et Friedrich Hayek.

Le thème des arrangements institutionnels émergents est également au cœur des travaux, moins connus dans le monde académique, d'Elinor Ostrom. Celle qui restera dans l'histoire comme la première femme ayant reçu le prix Nobel d'économie a démontré avec force combien la diversité institutionnelle est une constante de l'activité humaine et une chance inégalée pour régler, de manière optimale, des situations que l'on croyait inextricables.

Ses travaux viennent contrecarrer une idée particulièrement répandue, notamment en ces temps de préoccupations environnementales. Nombreux sont en effet ceux qui pensent que, quand le « marché » ne paraît pas capable de résoudre une difficulté (par exemple, quand on souhaite gérer une ressource naturelle non appropriée), le transfert de la décision à une autorité publique, supposée garante de l'intérêt général, est la seule alternative envisageable.

Ostrom a montré à sa manière – théoriquement, empiriquement, par des expériences en laboratoire – que, dans de telles circonstances,

des solutions bien meilleures que cet interventionnisme public émergent spontanément pour résoudre ces problèmes dès lors que les individus sont laissés totalement libres.

Si cette condition est remplie, nous dit Ostrom, ceux-ci parviennent toujours à régler leurs problèmes communs sans avoir recours ni à l'État ni aux échanges marchands. Ces « arrangements privés », qui se matérialisent par la naissance et l'activité quotidienne d'associations diverses et de communautés de voisinage, forment le ciment de ce que l'on a coutume d'appeler la société civile et donnent toute sa flexibilité et son efficacité à l'organisation spontanée de la société humaine. Aucun architecte social n'a pensé cette solution *a priori*, et c'est même pour cela qu'elle est la meilleure.

Ces remèdes naturels aux difficultés que l'on affronte collectivement au cours de l'existence sont bien souvent ignorés par l'économie dominante qui, souffrant d'une myopie conceptuelle, ne voit l'organisation sociale que de manière dichotomique : le marché d'une part, l'État de l'autre. Ostrom affirme, travaux à l'appui, que la réalité des enjeux de gestion collective est bien plus diverse, bien plus complexe et permet de dégager des solutions bien plus efficaces.

Elle a étudié des centaines de cas de par le monde. Pourquoi, par exemple, des biens communs existent encore en Suisse pour faire paître les vaches en été ? Parce qu'une règle traditionnelle, qui date de 1517, stipule que personne ne peut conduire plus de vaches dans les alpages qu'il ne peut en nourrir durant l'hiver. Cet « arrangement institutionnel » permet de résoudre le problème des biens communs sans que l'autorité publique ait eu à intervenir et sans avoir recours aux droits de propriété privée (qui ne manquent pourtant pas en Suisse).

Ostrom révèle par ailleurs, sur un sujet aussi sensible que l'alimentation en eau, comment des règles ancestrales, par-delà la réglementation publique et le jeu des droits de propriété, ont permis et permettent encore de réguler avec une efficience absolue l'irrigation dans un nombre infini d'endroits sur la planète. Elles ont émergé grâce aux connaissances que les individus – laissés libres pour trouver une solution – avaient de leur propre situation et à l'incitation naturelle de ceux-ci à coopérer pour résoudre, dans l'intérêt de tous, des problèmes collectifs.

La question importante est, bien entendu, de savoir pourquoi, dans

certains cas, des solutions n'émergent pas. Pourquoi certaines règles spontanées sont parfois difficiles à faire respecter. La lauréate avance, preuves à l'appui, deux hypothèses cumulatives : lorsque trop de facteurs se conjuguent ensemble, il devient difficile d'établir un arrangement institutionnel satisfaisant ; les difficultés naissent aussi des interventions publiques qui, sans doute avec de bonnes intentions, imposent des solutions politiques arbitraires ignorant voire bafouant des arrangements locaux antérieurs ou des règles qui seraient nées sans cette intrusion normative.

Ostrom, comme Williamson, enrichit l'analyse économique en l'invitant à briser ses œillères méthodologiques et à s'ouvrir, avec respect et non plus avec caricature, à la diversité extraordinaire des réponses institutionnelles apportées aux problèmes humains. En saluant des travaux qui renouent avec Adam Smith et Alexis de Tocqueville et s'inscrivant dans la volonté hayekienne de décrypter ces mécanismes permettant aux systèmes sociaux d'évoluer spontanément, le comité Nobel a remis les amoureux de la liberté sur le devant de la scène et nous invite, tous, et notamment ceux qui prétendent pouvoir, à quelques-uns, réorganiser le monde, à une modestie fructueuse qui, fondée sur la confiance et la liberté, ouvre des horizons d'harmonie indépassables.

Peinture

De Montaigne, et du livre III des *Essais* – l'essai « Du repentir » –, on connaît ce mot : « Le monde n'est qu'une branloire pérenne. » On cite moins souvent la suite : « Je ne peins pas l'être, je peins le passage. » Montaigne bien sûr n'est pas peintre : il s'en réfère là au processus même de la pensée, qui cherche à saisir et décrire des objets mouvants. Mais son image – « peindre le passage » – s'applique merveilleusement à l'art pictural : la peinture a beau figer des couleurs – pigments, encres, huiles, aquarelle ou sanguine –, sur un support – toile, bois, paroi de plâtre ou de pierre –, elle a pour autant la capacité de contenir l'instabilité universelle. Elle a beau enclore et cadrer la représentation, elle sait accueillir et témoigner d'une puissante vague de liberté.

En peinture, la liberté vibre à chaque touche : liberté *dans* la peinture, en tant que sujet de représentation, mais aussi liberté *de* la peinture en tant que champ artistique, liberté du peintre, artiste et individu, et, au-delà même, liberté extrême du regardeur.

Liberté *dans* la peinture ? Nul ne pourrait faire l'inventaire des œuvres et des peintres qui se sont attelés, de près ou de loin, au sujet de la liberté. De près, en lui donnant visage et corps d'allégorie, ou en immortalisant de grandes scènes de combats pour ou contre elle. Aux côtés de *La Liberté guidant le peuple* d'Eugène Delacroix, qui me bouleverse par sa force d'incarnation, d'autres femmes au front haut et à la détermination inflexible marchent aux murs de nos musées, auréolées de lumière, défiant l'arbitraire, comme *La Liberté ou la Mort*, de Jean-Baptiste Regnault, qui nargue la grande faucheuse du haut de son nuage. Des femmes, mais aussi des colombes, comme celle de Magritte, pour qui j'ai beaucoup de tendresse et qui illustre en plein

ciel la couverture de ce dictionnaire. C'est aussi la liberté qui anime le majestueux *Serment du Jeu de paume* de David, ou qui pleure sur le peuple grec terrassé par les Ottomans lors des massacres de Chios (Scio) figurés par Delacroix. C'est elle encore qui motive, sous d'autres latitudes et quel qu'ait été ensuite le bilan de l'histoire, le geste des muralistes mexicains – Diego Rivera, mais aussi Orozco ou Siqueiros – qui ont voulu transformer les monuments en livres ouverts sur la révolution, les indépendances, l'avènement d'un ordre social défait des anciens jougs.

De plus loin, la peinture aborde la liberté chaque fois qu'elle touche aux libertés individuelles, qu'elle prend position, contre un régime, un ordre établi, des convenances, une censure. Peinture, subversion, scandale font excellent ménage. La peinture se plaît à montrer, célébrer l'inconcevable. Rembrandt ouvre un bœuf écorché, toutes entrailles dehors. L'immense Manet place des femmes nues sur l'herbe au beau milieu de messieurs bien mis pour un étonnant pique-nique, ou représente son Olympia offerte entière aux regards du spectateur, les défiant de ses yeux bruns, son fin ruban noir de courtisane au cou. Le public s'offusque, la critique bondit. Quels mots lui reste-t-il pour crier son indignation devant *L'Origine du monde* de Gustave Courbet, ou plus tard devant le *Nu féminin allongé jambes ouvertes* d'Egon Schiele ? L'audace de la représentation est intarissable. Aux quatre coins du monde, la censure et les âmes bien-pensantes ont

toujours eu et ont encore du fil à retordre : le baiser des deux « Bobbies » du britannique Banksy, les sulfureux Adam et Ève, colorés et kitch à souhait, du couple d'artistes Pierre et Gilles, les armées de personnages hilares du Chinois Yue Minjun, qui tournent à l'absurde absolu toutes les situations où les place le régime. La peinture ose mettre le doigt sur tous les tabous, politiques, sociaux, culturels, et questionner toutes les entraves.

De façon moins frontale, plus ténue, le pinceau caresse aussi la liberté quand la toile s'ouvre au rêve : la liberté est absolue quand l'inventivité est sans limite, depuis les détails délirants des toiles du grand Jérôme Bosch aux univers inconcevables et délicieusement délirants de Salvador Dalí, en passant par les architectures privées de début, de fin et de pesanteur de Giorgio De Chirico.

La peinture sait aussi se déprendre de l'immobilité à laquelle semblerait la condamner la matière et ses deux dimensions, quand le peintre sait recréer un mouvement plus vivant qu'un bruissement d'ailes : l'eau miroite sous les fabuleux *Nymphéas* de Monet ; le cadre contient à peine la farandole des grandes dames rousses de *La Danse* de Matisse ; les toiles des futuristes italiens – *Dynamisme d'une automobile* de Russolo, *Les Adieux* de Boccioni ou le *Vol d'une hirondelle* de Balla – sont étourdissantes de vitesse.

Elle se libère aussi, quand elle le souhaite, de la convention de la représentation, pour jouer au trompe-l'œil, à la perspective à s'y méprendre, ou faire du genou à la réalité – quand le peintre ou le commanditaire apparaissent dans un coin de la toile sous leurs traits véritables, accrochant souvent le regard du spectateur comme Vélasquez peignant *Les Ménines*, ou quand l'artiste s'amuse à un vrai faux détail – cette mouche naturalisée collée par Martial Raysse sur l'à-plat rouge de sa *Grande Odalisque*.

La peinture sait également briser le silence, car elle est, pleinement, langage : « C'est d'ailleurs ce qui me gêne dans la peinture, ponctue le brillant, passionnant et regretté historien d'art Daniel Arasse : à travers ses matières, ses formes, il y a quelque chose qui pense et je n'ai que des mots pour en rendre compte, en sachant pertinemment que ces mots ne recouvrent pas l'émotion dégagée. Donc c'est le tonneau des Danaïdes. Je pourrai toujours le remplir par des mots et des mots, je n'atteindrai jamais la qualité spécifique de

l'émotion d'un tableau de peinture. » Le même Daniel Arasse expose magnifiquement, à partir notamment d'une analyse de plusieurs *Annonciations* sublimes de la Renaissance italienne – celles de Fra Angelico, Filippo Lippi, Sandro Botticelli, Léonard de Vinci –, comment la peinture sait, par ses jeux de perspectives, ses détails, ses astuces, dire l'invisible et parler plus clairement qu'aucun discours du mystère de l'Incarnation. Le détail également, explique-t-il aux côtés d'autres brillants théoriciens, est en peinture plus bavard qu'un long traité – ce petit bracelet au nom de Raphaël au bras blanc de sa *Fornarina*, le foisonnement de sens dans le moindre recoin d'une toile de Brueghel, les compositions si savantes de Nicolas Poussin.

Mais la liberté dans la peinture – liberté des sujets, liberté de parole –, n'est pas tout, loin s'en faut. La peinture prend aussi ses libertés propres, en tant que champ artistique. Elle est histoire de rupture, et chaque génération d'artistes se plaît à contrarier la précédente, à jeter à bas ses idoles, ou à l'admirer pour mieux la transformer et l'enrichir. Schumpeter n'a pas seulement sa place dans le monde des entreprises : la roue de la liberté ne cesse de tourner en art, également. Si certains restent parfois sagement du côté de la commande et des académismes, d'autres arrivent bien vite pour mettre le feu au salon. La mesure médiévale trouve à peine son plein épanouissement qu'elle se voit soufflée par la perspective renaissante ; le baroque décoiffant d'un Rubens vient secouer le classicisme mesuré de Poussin ; Cézanne renverse trois siècles de perspectives avec ses nappes amidonnées couvertes d'oranges qui ne tombent pas par pur miracle, puis les impressionnistes, les fauves, les pointillistes (Signac, splendide !) font éclater la captation du réel à la charnière des XIXe et XXe siècles – une orange devient plus vraie d'être bleue, un champ de coquelicots plus soyeux par une touche diffractée ; le surréalisme prend le contre-pied total de la représentation, puis le cubisme, l'abstraction se libèrent de la forme même. L'affranchissement est permanent, radical. Qui a dit qu'une peinture devait être unique ? Andy Warhol et ses camarades pop les produisent joyeusement en série. Qui a dit qu'elle devait avoir un support plan ? Yves Klein peint d'un bleu signature le corps de ses modèles. Qui a dit qu'elle devait représenter quelque chose ? Michel Foucault, dans une conférence magistrale donnée à Tunis en 1971 sur la peinture de Manet, explique

à son sujet : « Manet […] était donc en train d'inventer si vous voulez le tableau-objet, la peinture-objet, et c'était là sans doute la condition fondamentale pour que finalement, un jour, on se débarrasse de la représentation elle-même et on laisse jouer l'espace avec ses propriétés pures et simples, ses propriétés matérielles elles-mêmes. »

Jusque dans son propre parcours, le peintre se libère de lui-même, de ce qu'il a déjà peint, de ce qu'il a déjà été ; il fait œuvre après œuvre une mue lente et certaine : quel chemin depuis les sages portraits de Pablo aux traits fulgurants des derniers Picasso ! « Quand j'étais enfant, je dessinais comme Raphaël, mais il m'a fallu toute une vie pour apprendre à dessiner comme un enfant », osait-il, dans un élan de liberté ultime. Quels mondes entre les à-plats de couleurs mêlés de Gerhard Richter et ses portraits floutés ?

Car l'histoire de la peinture est aussi l'histoire d'un avènement individuel : celui de l'artiste qui advient, qui s'émancipe de l'atelier pour enfin exister comme signature ; qui transgresse, par les choix de ses techniques ou de ses sujets ; qui cherche à se comprendre, à se dépasser, à se guérir par un sentier abrupt de couleurs et de formes comme Frida Kahlo ; qui lâche enfin sur la toile toute son énergie vitale, libère sa force et sa rage de vivre, comme Jackson Pollock qui danse au-dessus de ses all-over, ou Jean-Michel Basquiat qui transforme ses toiles en cri vaudou.

La liberté ultime de la peinture, enfin, se loge à mon sens dans le regard même de celui qui la rencontre, suivant l'expression parfaite de Marcel Duchamp : « Je crois sincèrement que le tableau est autant fait par le regardeur que par l'artiste. » À nous de deviner ce que dit la lettre à la main de la fraîche *Liseuse à la fenêtre* de Vermeer. À nous de comprendre les secrets que livre saint Joseph charpentier à l'oreille de l'enfant qui tient la bougie irradiant sur le noir fond de Georges de La Tour ; d'imaginer pourquoi, ou pour qui, sourit la Joconde ; de libérer notre regard du cadre. Qu'y a-t-il au-delà des frontières de la toile ? Que se passe-t-il, suivant la formule de Foucault, « entre la fine pointe du pinceau et l'acier du regard » ? Tout, tout ce que l'esprit sensible est libre d'imaginer.

En peinture, rien ne pourra cependant plus me bouleverser que la modernité de Vélasquez, les fascinantes libertés prises par Le Caravage

à une époque où il ne faisait pas bon vivre dans la marge, ou les toiles splendides de Goya pour faire taire les horreurs de la guerre. Mais le dernier mot, ici, ne peut qu'aller à l'immense Véronèse. En pleine Inquisition, son interrogatoire à propos de *La Cène*, qui deviendra, par l'effet de la censure, *Le Repas chez Levi*, est un morceau d'anthologie, un cri immense de liberté artistique : « Nous autres peintres, nous prenons de ces licences que prennent les poètes et les fous, et j'ai représenté ces hallebardiers, l'un buvant, l'autre mangeant en bas d'un escalier, tout près d'ailleurs à s'acquitter de leur service, car il me parut convenable et possible que le maître de maison, riche et magnifique, selon ce qu'on m'a dit, dût avoir de tels serviteurs. »

Au début de son interrogatoire :

> Véronèse : – Je peins et je fais des figures.
> Le juge : – Avez-vous connaissance des raisons
> pour lesquelles vous avez été appelé ?
> Véronèse : – Non.
> Le juge : – Vous imaginez-vous quelles sont ces raisons ?
> Véronèse : – Je puis bien me les imaginer.

La liberté de créer dérange tous les pouvoirs. À nous de la préserver et de lui redonner sa capacité rebelle, sa geste libératrice.

Photographie

Au premier regard, on ne sait pas si c'est la mer ou une étendue de glace, à peine marquée de traces légères, qui se fond à un ciel couchant d'une douceur inouïe. Tout y est calme, ample, à fois incroyablement ouaté et puissant, subtil et complet – le gris léger des ombres, l'orange tendre du ciel, l'horizon infini. La regarder, c'est un peu comme écouter Mozart, félicité et mélancolie mêlées. Je ne m'en lasse pas. J'ai eu le bonheur de la recevoir de mes amis et de la femme de ma vie pour un anniversaire inoubliable : *Jours blancs, 23H57*, de la photographe Marie Bovo.

Comment une photographie, une image par nature figée, un piège à lumière et à temps, peut-elle inspirer un tel sentiment de liberté ? Comment une sensation de vie tangible, miroitante, peut-elle naître d'un arrêt sur image qui n'est qu'« impression » de réalité ? Car on pourrait dire avec Jean Baudrillard que la photographie est le drame de l'instant, « discontinue, ponctuelle, imprévisible et irréparable, comme l'état des choses à un moment donné ». Sa violence définitive tient à ce qu'elle capture le réel dans le seul visible : « Derrière la plupart des images, poursuit Baudrillard, quelque chose disparaît. Quelque chose d'unique, le calme, le secret, la mort. » Positif, négatif : l'image photographique est enfermée dans un contraste minéral, comme ces deux paumes plaquées sur fond noir et blanc par le photographe italien Ugo Mulas, exposées un temps au Centre Pompidou à Paris dans le cadre d'une exposition au titre irréductible : « Qu'est-ce que la photographie ? » La question est cent fois posée, le mystère reste entier, comme pour les premiers sujets qui se faisaient tirer le portrait, pleins de crainte et de révérence, devant cette chambre noire capable d'engendrer une image stupéfiante du monde

visible, ou qui craignaient, quand le monde comptait encore des lieux retirés de la marche technologique, que cet appareil au cou de l'explorateur ne leur vole leur âme. Pas besoin d'être un paparazzi pour un être un « voleur d'image » : le portrait capture le visage, le défait de son identité plurielle et évolutive ; l'image dépossède la mémoire – « On photographie des objets pour les chasser de son esprit », écrivait Kafka ; le photographe arrache la lumière à la vie : « C'est une des forces de la nature que l'homme a soumise à sa volonté, écrivait en 1859 l'écrivain et critique d'art Philippe Burty au sujet des daguerréotypes pour la première fois admis au Salon annuel de peinture et de sculpture. Si la mythologie régnait encore, on aurait divinisé ce Prométhée qui dérobe la lumière du soleil et qui la fait travailler comme une esclave soumise. »

Aux rets d'une telle radicalité, pourquoi l'amoureux de la liberté reste-t-il infiniment touché, séduit, conquis par la photographie ? Précisément parce que cette pépite enclose de soleil et de présent contient en puissance tous les possibles.

Elle a, d'entrée de jeu, un goût de modernité. Même si elle va sur ses deux siècles, elle reste une novatrice permanente. Les clichés de Daguerre et Niépce étaient des plaques argentées recouvertes d'iode exposées dans la *camera obscura*, qu'il fallait incliner en tous sens jusqu'à distinguer une image fragile. Puis est venu le négatif, puis le film souple, la couleur, le Polaroïd, aujourd'hui le numérique, et quoi demain ? La photo n'en finit pas d'expérimenter : elle découpe le temps pour comprendre le mouvement humain, avec les chronophotographies de Marey, elle joue avec la lumière, solarise, surexpose, inverse, filtre, pixellise pour des rendus toujours nouveaux. Il n'est pas vrai d'ailleurs d'en faire une prisonnière du visible : c'est la photographie qui a fait percevoir les phénomènes invisibles postulés par les théories modernes du temps et de l'espace, de l'énergie et de la matière. La radiographie a pénétré l'opacité du corps. La photographie astronomique a donné une mesure tangible du vide et de l'immensité. C'est encore la plaque photographique qui a permis de distinguer les bandes invisibles du spectre électromagnétique, avec notamment le phosphoroscope de Becquerel ou les raies de Fraunhofer. En captant les forces psychiques manifestes à la surface du corps lors des séances occultes dont la fin du XIXe siècle était friande, la photographie spirite a postulé les insuffisances de la perception humaine et soulevé des

questions fondamentales sur la nature de l'esprit et de la matière.

Mais, au-delà d'une immense aire de jeu physique et scientifique, la photographie a aussi la liberté phénoménale des langages silencieux. Immédiate, facile d'accès, démocratique pourrait-on dire tant son usage et sa réception sont massifs, elle est expression libre, parle du monde comme il va, témoigne, s'insurge. Robert Doisneau disait que les photos sont des « constats d'huissier ». Plus encore, elles savent se faire pamphlets, contre la guerre, l'injustice, la contrainte. Robert Capa (inoubliable soldat républicain fauché en pleine course, torse offert aux balles et au soleil, arme au poing) et Henri Cartier-Bresson, pères du photojournalisme, Raymond Depardon, Marc Riboud (cette jeune fille à la fleur face aux baïonnettes de la guerre du Vietnam), André Kertész, Sebastião Salgado et tant d'autres, indépendants ou réunis en agences (la mythique Magnum, créée en 1947 par Henri Cartier-Bresson, Robert Capa, George Rodger et David Seymour, a voulu offrir aux photographes les moyens de leur indépendance en revendiquant leurs droits d'auteur), donnent un visage aux soubresauts des temps. « Le journalisme indépendant et courageux est notre seule arme contre la démolition, le démantèlement de la démocratie », a pu dire le photographe Peter Lindbergh.

Le journalisme, mais l'art aussi : même loin des champs de bataille, le photographe cultive un pouvoir de dénonciation – ou tout du moins de réflexion, d'une efficacité rare. Contre la censure – regardons le

torse du photographe chinois Qiu Zhijie, barré de l'idéogramme terrible « Non, tu ne dois pas ! » sur son cliché *Tatoo II*. Ou sur tout sujet où l'expression d'une liberté, d'une existence individuelles est en jeu : que veut nous dire le Britannique Martin Parr, avec ses narrations concises, ultra-colorées, sur le tourisme de masse, les comportements consuméristes ou le supposé temps libre ? Quelle conscience scrutent les grands yeux en noir et blanc placardés en XXL par le photographe JR sur les bidonvilles, les trains, les usines du vaste monde ?

Question de point de vue. Car la photo est un révélateur de libres subjectivités. Celle du photographe, qui choisit le sujet, le cadre, l'angle. Celle du regardeur, qui peut lire et imaginer un monde à l'abri du « silence de la photo, une de ses qualités les plus précieuses, à la différence du cinéma et de la télévision, à qui il faut toujours imposer silence, sans y réussir », en les termes de Jean Baudrillard. La subjectivité pousse parfois jusqu'à la subversion, quand l'œil du photographe brise les tabous de la représentation – songeons aux clichés crus et ultra-réalistes d'une Nan Goldin qui a osé tout montrer, la déchéance physique, la douleur, la maladie, la marge, ou, à l'opposé, à l'esthétique glacée et raffinée du Japonais Araki, femmes pâles, nues, méticuleusement entravées.

Mais la photo n'a pas nécessairement besoin de provoquer pour constituer une libre expression, une libre exploration de l'intime, un instrument de la quête de soi, des autres, de l'humanité tout entière. Plusieurs artistes ont magnifiquement utilisé le médium photographique pour partir à la rencontre d'eux-mêmes. L'Américaine Cindy Sherman s'est offert, par ses autoportraits la mettant en scène dans des rôles divers, le luxe de s'imaginer en « quelqu'un d'autre ». Sophie Calle, à travers ses clichés sensibles, ses textes aigus, ses installations, prend la liberté d'explorer les contingences qui rapprochent et séparent les êtres. Christian Boltanski s'est recréé un passé avec *L'Album photographique de Christian Boltanski 1948-1956* regroupant vingt-deux clichés d'une prétendue enfance, rejouée par l'artiste à l'âge adulte. *Les Sœurs Brown* de l'Américain Nicholas Nixon dialogue avec la tyrannie du temps, avec quarante photos de quatre sœurs, prises année après année entre 1975 et 2014, à raison d'une photo par an. Le privilège de la réflexion photographique sur soi n'est pas réservé qu'aux artistes et, de la photo de famille aux jeunes *selfies*, la photo est une vaste entreprise d'interrogation du singulier et de

l'appartenance au collectif. Qu'en aurait dit Charles Baudelaire, critique du Salon de 1859 où étaient exposées les plaques de Daguerre, qui avait alors dépeint Daguerre en messie d'un « Dieu vengeur poussant la société immonde à se ruer, comme un seul Narcisse, pour contempler sa triviale image sur le métal » ? Mais Narcisse n'est sûrement pas grossièrement prisonnier de sa beauté, d'un reflet superficiel : il est sûrement fasciné de l'univers tout entier contenu dans cette image. De la même manière le portrait photographique, qu'on pourrait dénoncer hâtivement comme la réduction de l'individu à une seule vue, peut receler en réalité – si l'artiste est inspiré, et la photo véritablement réussie – l'essence ineffable de sa personnalité.

Des séries de portraits historiques du Britannique David Octavius Hill aux « portraitistes » d'aujourd'hui – je songe aux portraits francs, directs et colorés de Sandrine Roudeix –, en passant par les mythiques photos de studio type Harcourt, on voit à la fois en un coup d'œil la singularité des êtres et une humanité sans nom, quelque chose qui refuse d'être soumis au silence et à l'oubli, qui réclame impérieusement une reconnaissance vivante et éternelle.

Enfin, le luxe, la liberté inouïe que prend la photo, c'est de pouvoir arrêter le temps, s'arrêter au détail, pour saisir, honorer, contempler la beauté du monde. De pouvoir, en les termes de Cartier-Bresson, attraper le « moment décisif », celui qui magnifie, justifie et contient tous les autres. « Le désir de photographier vient peut-être de ce constat : vu dans une perspective d'ensemble, du côté du sens, le monde est bien décevant. Vu dans le détail, et par surprise, il est toujours d'une évidence parfaite », a écrit Baudrillard. *Le Baiser* de Doisneau, mille et mille fois revu, reste une merveille de poésie, d'amour éternel. Les solarisations de Man Ray et ses visages d'amande à la Brancusi ont une beauté de paradis. Les photographes de mode, chacun avec son style et sa façon, de Guy Bourdin à Helmut Newton, rendent hommage à l'architecture vivante du corps habillé d'art.

Mais laissons le dernier mot au « silence » de la photo, et à son infini pouvoir, en les termes de Jean Baudrillard : « C'est ici qu'intervient la photo à titre d'image qui ne signifie rien, qui ne veut rien signifier, qui résiste à la violence de l'information, de la communication, de l'esthétique, et retrouve l'événement pur de l'image comme forme de résistance. » Résister, se libérer des entraves,

quelle plus belle définition, quelle plus belle ambition ?

Pop art

À l'oreille, un mot délicieusement pétillant. Et d'emblée subversif. « Pop » pour *popular*. Accolé à « art », c'est plus qu'une détonation joyeuse : une bombe qui fait sauter les canons d'une culture savante réservée, depuis l'Antiquité, aux palais des dieux et des princes.

Le pop art, dont on connaît surtout l'effervescence new-yorkaise autour du « pape » Warhol, naît en réalité en Grande-Bretagne au début des années 1950, dans un cercle artistique qui ne pouvait s'appeler autrement que *The Independent Group*. C'est Richard Hamilton qui en signe le manifeste artistique lors d'une exposition collective au titre évocateur – « *This is tomorrow* », « Voilà demain » !

Outre-Manche et quelques années plus tard outre-Atlantique, avant de revenir sur le Vieux Continent avec les audaces des nouveaux réalistes, l'idée est la même : interroger le nouvel ordre d'une société d'après-guerre, qui après des années noires s'étourdit de promesses technologiques et consuméristes neuves. Une classe moyenne

adolescente découvre la « culture de masse » à coups de publicité, de marketing, de produits standardisés, d'industries culturelles toutes fraîches.

Et, comme à chaque grand tournant des temps, les artistes réagissent. Un peu comme les surréalistes et Marcel Duchamp avant eux, Andy Warhol, Claes Oldenburg, Jasper Johns, Robert Rauschenberg, Roy Lichtenstein et jusqu'à Jean-Michel Basquiat et Keith Haring, pour ne citer que les plus emblématiques de la scène pop américaine, interrogent l'actualité en faisant voler en éclats le statut de l'œuvre d'art, de son unicité, de sa préciosité. Warhol produit ses sérigraphies par dix, vingt ou cent dans sa mythique « usine à art », la Factory. Plus de marbre, plus de pigments ou de bois nobles : place à la peinture acrylique, au plastique, à tous les matériaux qui triomphent avec l'ère industrielle des « glorieuses ». Irrévérencieux, le pop art s'émancipe du « beau » : c'est l'objet quotidien, dans toute sa trivialité, qui est magnifié, amplifié, des hamburgers géants d'Oldenburg aux boîtes de soupe Campbell d'Andy. C'est l'injonction publicitaire poussée à l'extrême par les grandes lettres, rouges, vertes ou bleues de Robert Indiana : « Love », « Eat », « Die » ! Le pop descend le *higher art* de son piédestal social et culturel en s'emparant d'icônes ultra-populaires, du portrait mille fois reproduit de Marilyn ou de Liz Taylor à celui de Mickey Mouse, en passant pas les superhéros pixellisés en grand format par Lichtenstein – on entend en écho les onomatopées de Bardot dans « Comic Strip » de Gainsbourg. Wizzz ! Le « cling » de la caisse enregistreuse n'est pas loin : sacrilège suprême, le pop art assume la valeur sonnante et trébuchante de l'art et inaugure le marché moderne de l'art : « Faire de l'argent, c'est de l'art, et le travail est de l'art. Faire de bonnes affaires est le meilleur art qui soit », affirme sans complexe Warhol.

Colorés, insolents, les rois du pop le sont aussi à la ville, pas seulement à l'atelier. C'est toute une culture underground qui mêle dans un New York électrique arts plastiques, nuits blanches, expérimentations en tout genre, danse, musique – The Velvet Underground est produit par Andy Warhol, qui conçoit aussi la couverture de leur premier album ; le compositeur John Cage ou le chorégraphe Merce Cunningham sont aussi de la partie.

L'Europe n'est pas en reste, où Hamilton produit la couverture et les affiches pour le *White Album* des Beatles. Car la pop culture, qui

vient taquiner la société occidentale là où elle est le plus sensible – démocratisation des biens et des pratiques, universalisation d'un mode de vie industrialisé –, ne s'en tient pas à la scène américaine, ni même anglo-saxonne. Elle gagne l'Europe : en France, les nouveaux réalistes – Klein et ses bleus, Tinguely et ses boulons, Villeglé et ses collages lacérés, Arman et ses instruments brisés, César et ses compressions, Adami et ses toiles en à-plats ultra-colorés dynamitent, en même temps qu'une certaine idée de l'art et de l'esthétique, toute une conception du « progrès ». En Belgique et aux Pays-Bas, où Woody van Amen décline la terrible *Electric Chair* de Warhol, et jusqu'au Japon, avec les figures couvertes de pois et les performances de Yayoi Kusama, ou en Islande (ces toiles d'Erró, saturées de graphismes BD, d'extraits médias et d'étals de supermarché), le pop art n'a pas de frontières.

Parce que l'esprit libre, l'esprit de l'artiste, ne prend rien pour argent comptant : le pop art n'est pas d'un moment, d'un lieu ou d'un marché, c'est un état d'esprit, qui n'en finit jamais de questionner la marche du monde. C'est un véritable *free art*. Un art de la liberté.

Post-politique

En 2009, j'ai publié un essai dont je portais le concept libérateur depuis longtemps : *Post-politique* (Lattès). Dans ce *Dictionnaire amoureux de la Liberté*, au carrefour de mes regards et de mes passions, j'ai souhaité inviter cette idée, qui me paraît trouver sa pertinence au temps de l'économie de disruption.

Alors que le XXe siècle a vu triompher le politique, le XXIe s'annonce post-politique. Cela ne signifie pas que le politique est en voie de disparition, mais que la puissance du dirigeant public des sociétés occidentales, que l'on croyait indestructible, est profondément remise en question. Affaibli et concurrencé de toutes parts, il ne peut déjà plus prétendre être demain ce qu'il a été hier. Il soutient l'inverse, bien sûr, mais sait, au fond de lui, combien ses promesses sont dites pour vaincre, mais en vain. Il n'aura plus autant d'influence, ne provoquera plus tant de révérences. Un jour prochain, on ne se tournera plus vers lui tel un détenteur de créances. Car, aussi paradoxal que cela puisse paraître dans le contexte actuel, son pouvoir réel décline. Sur le long terme. Inéluctablement. En terme absolu comme en terme relatif.

Lorsque l'on analyse l'avènement du monde postaméricain, cela ne signifie pas que l'Amérique n'aura plus d'existence ni même de pouvoir, mais que ce dernier, qui était unilatéral, va être éclaté entre plusieurs pôles. De même, l'impuissance publique ne réduit pas l'État à néant mais l'invite, au lieu de se braquer sur ses sacro-saintes missions, à saisir la tendance contemporaine pour se réinventer positivement dans une société multipolaire, dans laquelle chacun de nous peut avoir la chance, plus qu'hier, de prendre sa vie en main.

Saisir ce phénomène, ses implications et l'avenir qu'il nous réserve

est un impératif vital dans un monde de concurrence intense entre les modèles sociétaux. Découvrir, en conscience, les opportunités insoupçonnées d'innovation, d'imagination et de reconstruction sociale que ce mouvement historique procure à la nouvelle génération est la divine surprise d'un cheminement qui, *a priori*, devait nous plonger dans un tourbillon d'angoisses et d'infinies tensions.

Changer de monde fait peur. De nombreux politiques le savent et en profitent pour faire mentir la projection fatale de son emprise déclinante en adoptant sans cesse, avec un sens subtil de l'anachronisme, des solutions d'un autre temps, des emplois aidés au protectionnisme déguisé, des lois mémorielles à l'angélisme intrusif. Elles n'ont pourtant jamais fait leurs preuves et appartiennent à cette politique d'avant. Elles manifestent, surtout, une agitation paniquée, magnifiée par des stratégies de communication, et nourrissant une bulle médiatique à laquelle nous sommes, dans notre quotidien, de moins en moins sensibles. C'est dire combien celle-ci peut exploser rapidement.

Remiser la politique d'avant, avec ses vieilles recettes et ses mauvais errements, oser changer de paradigme, repenser notre temps : voilà une attitude résolument moderne. Faire appel à la culture et aux talents de chacun, cesser de vouloir tout contrôler d'en haut, à quelques-uns, redistribuer le pouvoir confisqué et souvent mal géré : la voilà la vraie rupture. Un tournant réel, au-delà des calculs partisans, par-delà la politique politicienne, comprenant avec une modestie génialement lucide que tout ne peut être contrôlé depuis le sommet, profondément post-politique, qui nous permettrait de grandir et nous ouvrirait de nouveaux modes, plus efficients, d'organisation humaine. Une fois comprise cette opportunité, les populations, réconfortées, avanceront avec sérénité vers ce nouveau monde. Un univers qui n'a rien à voir avec le chaos dont nous parlent ceux qui s'accrochent à leur pouvoir et qui sont tout à la fois convaincus de leur capacité de planification et persuadés de notre incapacité profonde. Un horizon qui, osons rêver de nouveau, fera de nous des hommes plus libres, plus responsables, plus autonomes et plus ouverts.

La politique telle que nous l'entendons dans les démocraties occidentales termine son cycle de vie. Avec les Lumières, l'ordre politique avait basculé de l'illumination divine à l'homme éclairé par

la lueur métaphorique des sciences. Berceau intellectuel complexe et contrarié de la Révolution française et de l'indépendance américaine, le XVIIIe siècle philosophique ouvrit la voie à la réinvention politique majeure. Il fit mourir la monarchie absolue et engendra l'État démocratique. Mais, dans la pratique, le pouvoir monopolisé, circonscrit dans son espace – la nation – et dans son temps d'intervention – le mandat postélection –, a concentré les décisions entre les mains d'un petit nombre.

Cet équilibre, autrefois respecté, tant de fois désiré, a vécu trop de saisons. La loi, inventée comme l'expression de la volonté générale, s'est égarée dans les détails de l'émotion et a perdu, avec son caractère sacré, la puissance qu'offre une vision. Les idéologies se sont enfuies, laissant la place à la défiance à la raison. La substance même du débat public, l'affrontement des propositions, a dérapé et s'est vidé, emporté par les forces du délitement et la nécessité de plaire au plus grand nombre.

Le politique qui nous gouverne depuis trois décennies est né dans un univers de frontières. La société était fermée, administrée et dirigée. Elle est désormais ouverte, en comparaison et en compétition. Les lieux de pouvoir ont éclaté. L'entreprise monde, la religion, l'accélération dans la communication, l'émergence des NBIC, le plaisir et la consommation, le renforcement des libertés individuelles, la société de l'hyper-connaissance, l'émergence de nouvelles formes de domination et de régulation font faner l'heure politique. Ce mouvement place l'individu au cœur du nouveau monde.

Cela ne signifie pas, comme on l'entend trop souvent, que l'égoïsme ait triomphé et que l'homme soit, désormais, débarrassé de toute ambition collective. Au contraire, il se retrouve au centre d'un système de connexions de plus en plus dense, alimenté par la multiplicité et l'accélération des échanges de biens, de services et d'informations, qui lui permet de personnaliser à l'extrême la moindre de ses actions et positions. Chaque jour, le consommateur vote pour l'économie de disruption, pour les nouveaux services, les nouveaux entrants. Le collectif n'est plus imposé. Il est de plus en plus choisi, impliquant un changement de paradigme très puissant, bousculant les présupposés déterministes. Le poids de la nation, par exemple, dans le mental de chacun d'entre nous, a très nettement reculé, même s'il resurgit régulièrement dans les discours électoraux. Bien entendu, les

ronchons de service s'en plaignent et font recette dans nos librairies. Récemment encore, Régis Debray nous a offert, avec *Madame H.*, une énième symphonie pleurnicheuse du « C'était mieux avant ». Qu'il est loin, se plaint-il dans un style splendide, le temps des grands hommes, des armées viriles sentant la sueur et l'amour de la patrie, le cliquetis des mitraillettes, les héros de la Résistance et la vertu du sang coulant au service de la nation. Il devra pourtant bien se faire à ce choc des modèles fracassant l'opposition ancestrale entre l'ordre naturel et l'ordre artificiel, et installant les fondements d'un nouvel axe de stabilisation des comportements : l'ordre spontané. Or le surmoi de nos élus reste imprégné du temps passé. Ils sont rares à mesurer le basculement qui les emporte.

Dans un tel contexte, la politique a perdu de son prestige et de son influence. L'État providence montre ses faiblesses congénitales et, s'il résiste encore, soutenu par des corporations toujours influentes et des vieilles promesses non tenues (retraite par répartition, protection sociale égalitaire, redistribution massive des richesses, etc.), il ne pourra pas survivre. Concrètement, un président, qu'il soit américain ou français, a d'ores et déjà beaucoup moins de pouvoir que ses homologues il y a vingt ou trente ans.

Le monde qui s'éteint avait placé l'État au centre de tout. Le national-socialisme et l'illusion communiste ont même poussé, jusqu'à l'horreur, l'hyper-politique et la négation des individus. Jusqu'à présent, l'alternative reconstructrice demeurait, dans les pays occidentaux, super-politique : l'État providence, avec sa promesse d'une société plus juste et plus stable, a dominé le second XXe siècle.

Crise financière, pouvoir d'achat, environnement. Accident, sécurité, misère. Énergie, petit commerce, santé. Addiction, obésité, fin de vie. Toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés font partie de l'action politique. En France, nous avons un ministre pour chaque sujet de la vie. Tout est politique. Rien ne lui échappe. « On ne s'évade pas », comme disait Rimbaud.

« La tragédie, aujourd'hui, c'est le politique. » Saint-Just ne croyait pas si bien dire, car il y a bien quelque chose de tragique dans cette volonté du politique de tout appréhender, de tout régenter, de tout réglementer, pour notre bien, jusque dans le moindre détail de nos vies et de nos choix personnels, au moment même où l'on constate de

manière de plus en plus criante sa grande impuissance. D'ailleurs, peut-on lui en vouloir ? Plus le monde est complexe, plus il fait peur, et plus le citoyen en appelle au volontarisme protecteur. S'il veut gagner l'élection, le politique n'a d'autre choix que de promettre l'impossible pour endiguer ces angoisses qu'il aura, au passage, savamment agitées.

L'appel au politique est constant. Certains citoyens n'hésitent pas à solliciter directement leur maire ou leur député pour régler leurs petits problèmes. Et les élus ne répondent pas que telle n'est pas leur affaire. Au contraire, ils en rajoutent. Nous sommes un nouveau service public, affirment régulièrement plusieurs d'entre eux. Ceux-là mettent, sans le savoir, de l'huile sur le feu sacré de l'interventionnisme galopant. Trouver un travail ou un logement, lancer une entreprise ou une association, obtenir une place en crèche ou bloquer l'implantation d'une grande surface : le politique local ne saurait être une super-assistante sociale multifonctions. Quant au politique national, on lui demande d'augmenter les salaires, de relancer la croissance, de diminuer le chômage, d'enrayer la crise financière et de sauver la planète. Rien que ça. Les campagnes électorales s'apparentent à des jeux d'empilement où il faut, pour gagner, construire la tour de promesses la plus élevée en évitant que tout ne s'effondre… avant l'élection. Mais la déception est nécessairement au rendez-vous : comment respecter de vains serments ? Une vraie quadrature du cercle dont il faudra bien, un jour, sortir.

L'État, un monstre froid ? Non, un tigre de papier, aux beaux discours mais aux griffes rongées alors même qu'on se demande tous, nous, électeurs, si nous toucherons ne serait-ce qu'un peu de notre retraite, pour laquelle nous allons ou avons cotisé toute notre vie, si nous parviendrons à boucler nos fins de mois face à la montée des prix ou si nos enfants ne sont pas de plus en plus mal éduqués. Sans parler des déficits qui continuent de se creuser, et qu'il faudra bien un jour éponger.

Mais que peut faire, vraiment, le politique face aux grandes tendances qui se dessinent, avec ou sans nous, pour ou contre nous ? Le pouvoir financier a basculé du côté du Sud, qui détient 72 % des réserves mondiales. L'accélération de l'information, le développement généralisé des richesses, l'expansion de la connaissance. Quand on sait

que les effets du Grenelle de l'environnement sur la planète seront réduits à néant si la Chine augmente sa croissance de 0,3 point, on finit par se demander si, malgré leur bonne volonté, nos ministres ne s'épuisent pas pour rien.

L'économie de demain offrira des mutations insoupçonnables dans des domaines aussi variés que l'hyper-agriculture, la neurostimulation, les soins médicaux personnalisés, la démocratisation de la cartographie puis de la réparation génétique, l'intelligence artificielle, la robotique et la pondération personnalisée des risques de maladies graves, les nanomédicaments, les nouvelles sources d'énergie, les systèmes de paiement, le M2M (Machine to Machine), les transports intelligents, la mémoire flash, la micro-éducation, les armes non létales, l'argent programmable, les détecteurs d'intrusion de vie privée, etc. Que fait, et que peut faire le politique face à l'émancipation de cette société de la globalisation et de la connaissance ? Nous voici confrontés aux vraies questions du XXIe siècle.

Nous quittons la société industrielle, qui fixait une séparation claire, aujourd'hui en passe de voler en éclats, entre vie privée et vie professionnelle, pour entrer dans le monde du réseau, basculant de la verticalité malthusienne et de la hiérarchie interventionniste à un ordre horizontal qu'il faudra bien apprivoiser. Dans le même temps, les États ont refait surface, soit en accélérant les réformes de libéralisation pour donner de l'air aux énergies créatrices et en acceptant de s'effacer sur certains sujets, tout en renforçant leur efficacité sur d'autres, privilégiant par exemple l'investissement dans l'avenir à la politique de redistribution ; soit en montant au créneau de la bataille économique et en se lançant dans un patriotisme économique mortifère. La Russie et la Chine ont très clairement opté pour les deux stratégies, en oubliant, hélas, l'expansion démocratique… Quant à la France, la volonté de renouer avec la puissance et l'audace est manifeste. Mais la majorité est hostile, et l'opposition ne semble souhaiter réformer en profondeur. Le recours régulier aux emplois aidés, qui font avancer la file d'attente de la population bénéficiaire, aux dépens du reste des chômeurs, et qui a fait mille fois la preuve de son coût et de son inefficacité, témoigne d'un manque d'inventivité politique. Le dirigeant public s'épuise, tiré vers le bas par de bien dangereuses sirènes : le court-termisme, le

victimisme, le pragmatisme mou et le relativisme. En tous les cas, les mauvaises facettes de ces nouveaux dogmes.

À l'heure où beaucoup rédigent tranquillement l'annonce nécrologique de la mort annoncée de l'économie de marché ; alors que, en parallèle, les mots « faillite de l'État » surgissent, à raison, de temps à autre ; au moment où, à grand renfort de fonds virtuels, le politique est censé revenir nous sauver de l'explosion financière, il nous apparaît primordial de démontrer que le politique comme le marché ne sont pas condamnés ; qu'ils ont encore de très beaux rôles à jouer ; mais qu'ils doivent, pour cela, totalement se réinventer, faire une autocritique constructive et tenir compte – vraiment – des évolutions du monde et des ratés des décennies passées. L'État doit quitter radicalement et rapidement ses vieux habits de dirigeant pilote d'entreprise, redistributeur et moralisateur, et porter haut l'étendard d'un État renouvelé, moderne, pariant sur la liberté des hommes plus que sur les structures, et comprenant les mérites d'une nouvelle forme de régulation, fondée sur la liberté et la responsabilité. La seule qui puisse nous donner les moyens d'affronter efficacement un monde dont la complexité n'en finit pas de s'accélérer.

Faut-il s'en effrayer ? Certainement pas. Surtout si, dans nos comportements individuels, nous intégrons cette donnée comme un processus irréversible et que, cessant de remettre une large partie de nos vies entre les mains d'autrui, nous reprenions chacun en main notre propre destinée.

La faiblesse des États et l'absence d'institutions multilatérales efficaces témoignent de ce tournant. Ceux-là mêmes qui le renient usent d'une rhétorique nostalgique, avouant ainsi la dimension passée de leurs rêves inachevés. Ils nous parlent du temps d'avant, de ce moment où l'État était grand, respecté et conscient ; où la politique attirait les meilleurs ; où elle aidait et transportait les gens. Mais qui y croit, encore, vraiment ? Qui perçoit, dans sa vie, l'influence réelle de ces (im)puissants si bienveillants ?

Le politique, profondément régalien au XIXe siècle, n'a eu de cesse, au XXe, de se substituer à nous, sous les traits diaboliques de la planification totalitaire, ou de nous administrer, par le prisme des politiques dites keynésiennes. Aujourd'hui, au nord comme au sud, le politique, emporté par le vent de la globalisation et la désintégration

de ses marges de manœuvre budgétaires, recule dans ses fonctions de production et de redistribution. Il perd ainsi une part considérable de sa capacité d'action. C'est en cela que le basculement a commencé. D'un autre côté, il se renforce dans ses ambitions de contrôle et de régulation. Car si le pouvoir se déshabille, s'il cède le pas aux autres modes de régulation du monde, ce n'est ni consciemment ni intentionnellement. Et il ne se laisse pas faire : le temps n'est pas à la passation de pouvoirs mais à la conservation à tout prix de celui-ci. Baroud d'honneur d'un État démuni, surfant sur l'angoisse collective et le bannissement culturel des risques, le politique joue de plus en plus au gendarme et aux valeurs, invoque l'ordre moral et propose de nous *nurser* à chaque instant. Les digues de ce nouvel hyper-contrôle, qui vont jusqu'à pousser les limites de nos vies privées, sont bien réelles et maintiennent l'illusion du pouvoir. Ce sont ces pans de l'action publique qu'il faudra donc décrypter pour parvenir à les optimiser.

La post-politique, c'est donc l'éveil d'un monde qui invite le politique, tel que nous l'appréhendons dans la vie courante, à faire le deuil du passé (supposé) glorieux où il concentrait tous les pouvoirs (surveiller, punir, nourrir, donner, redistribuer) pour, comme emporté dans une dialectique hégélienne, se régénérer et retrouver, en s'améliorant au passage, sa finalité première : instaurer, par la confrontation saine des idées contraires (aujourd'hui disparue), l'ordre qui, par-delà la lutte de pouvoir, optimisera les rapports entre les êtres.

De nombreux choix de fond devront ainsi être tranchés : risque ou stabilité, innovation ou hyper-contrôle, liberté ou administration, croissance ou décroissance, individu ou État, ordre naturel, artificiel ou spontané, progrès ou régression, redistribution ou concentration des pouvoirs, assistance ou incitation, loisir ou travail, retour des idées ou pragmatisme aculturel. Si, à travers le monde, toutes les formes d'organisation politique existent et représentent autant de défis à la liberté, du fanatisme religieux (État islamique) aux dictatures (Corée du Nord, Birmanie), des régimes de liberté limitée (Singapour) aux autoritarismes de marché (Chine, Russie), les nations libres, occidentales et démocratiques, plus ou moins sensibles à la limitation du rôle politique, sont aujourd'hui contraintes d'innover pour se

réinventer.

Cette mutation est une chance qu'il nous faut comprendre pour pouvoir la saisir. Mais son caractère nouveau alimente les peurs, que les politiques n'hésitent pas à entretenir, dans leur majorité, pour préserver leur commerce de réglementations et de précaution. Un peu comme un acteur historique et monopolistique d'un marché sur le point de s'ouvrir à la concurrence et qui, face à l'arrivée de nouveaux entrants, s'agite pour que la réglementation qui encadrera ce mouvement préserve, sous couvert de protéger les consommateurs, sa domination passée. La meilleure attitude, face à un tel phénomène d'atomisation des producteurs de normes et de réseaux, n'est ni le repli sur soi ni le refus borné du mouvement irrésistible du monde, mais l'analyse, l'identification des opportunités, la quête d'une voie optimale pour les saisir, l'innovation institutionnelle, économique, philosophique et morale, et, après cela, la pédagogie de la modernité. La plongée dans un monde post-politique fait de restitution des pouvoirs aux citoyens et d'amour profond de la liberté.

Précaution

L'ambition de créer une société parfaite, débarrassée des risques, habite de nombreux penseurs depuis que l'homme s'est lancé dans la formalisation conceptuelle des projets collectifs. L'idée d'un paradis terrestre orchestré par la sagesse de certains êtres « supérieurs », appartenant à une certaine caste, ayant dépassé un âge plus que raisonnable ou ayant été élus au suffrage universel, est celle qui, dans ce registre, a connu et connaît encore le plus grand succès.

Des utopies de la Grèce ancienne – notamment *La République* de Platon – aux plus contemporaines – *Une utopie moderne* de Wells, *Nous autres* de Zamiatine, *Hymne* d'Ayn Rand ou, bien sûr, *Le Meilleur des mondes* de Huxley et *1984* d'Orwell –, l'angle d'analyse a cependant radicalement varié. La description envieuse des vertus du monde optimal a cédé la place à la dénonciation, tout aussi envolée, des immenses dangers du grand Plan supposé libérateur mais n'offrant que servitude, décroissance et pauvreté. L'histoire est passée par là et a révélé au monde combien la « recherche du Temple perdu » – le Temple de la félicité humaine – conduit, *in fine*, à l'atrocité érigée en système, confirmant au passage les intuitions littéraires fulgurantes d'un Huxley qui, pour n'évoquer que lui, écrivit son œuvre majeure en… 1931.

Les amoureux de la liberté, combattant avec la même intensité toutes les tyrannies, dénoncent le principe totalitaire jusque dans la tyrannie *soft*, cette planification administrative de nos vies pour notre « bien ». Brisant la logique de responsabilité personnelle, pendant subtil et irremplaçable de la liberté individuelle, l'État précaution – issu, par mutation génétique et extension, de ce que l'on appelait l'État providence – s'est installé et veille sur un nombre toujours plus

grand de sujets, de matières, de comportements. Un seul objectif pour nos « administrateurs mondiaux » à nous, ces Mustapha Menier en puissance : le « risque zéro », au risque de freiner voire d'assassiner le progrès, l'inventivité, la liberté. « C'est pas nécessaire d'avoir des raisons pour avoir peur », comme le dit, à sa façon, Madame Rosa au Momo de *La Vie devant soi* de Romain Gary.

Imaginer qu'il suffise de s'abstenir d'agir pour éviter un risque potentiel sans prendre la mesure tout aussi plausible des risques propres à l'inaction laisse songeur. La civilisation n'a, surtout, jamais cessé de grandir sur le terreau de prises de risque, depuis longtemps raisonnées et encadrées par le droit. L'article 1382 du code civil – « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » – est le discret mais incroyablement puissant allié d'une société où les révolutions techniques n'ont eu de cesse d'améliorer la vie.

Avec le principe de précaution gravé depuis dix ans au sommet de notre Constitution, la liberté est devenue « présumée coupable » : à elle de prouver qu'elle n'est pas responsable d'innover en prenant… des risques. La victime collatérale de ce qui est bien devenu, comme l'a justement formulé Gérald Bronner, une idéologie de la précaution étant, précisément, l'innovation et l'invention, le réflexe prohibitionniste ayant l'effet d'un gaz paralysant sur toute recherche en terrain inconnu – qui est le propre, avouons-le, de la recherche.

Récemment, cette utopie liberticide et anesthésiante, nourrie par le sociologue allemand Ulrich Beck, a, tel un produit financier toxique, après avoir atteint le système central de notre architecture normative (la production de lois, soumises à notre Constitution), gagné la sphère périphérique : les juges. Devenue subjective, la pieuvre de la religion précautionniste étend ses tentacules et freine les élans de créativité, les élans de liberté. Comment, en de telles circonstances, ne pas se remémorer la sagesse de Mario Vargas Llosa qui, dans *La Vérité par le mensonge*, annonçait : « Les utopies ne sont acceptables et valables que dans l'art et la littérature. Dans la vie, elles ne font jamais bon ménage avec la souveraineté individuelle et la liberté » ?

Protestantisme

Les rapports entre le protestantisme et la liberté réveillent de douloureux souvenirs en France. Après les cruelles guerres de Religion, le statut du protestantisme avait été intelligemment fixé à la fin du XVIe siècle et au début du XVIIe. La révocation de l'édit de Nantes par l'édit de Fontainebleau en 1685 fut l'une des erreurs les plus grossières et les plus liberticides que Louis XIV ait commises. Elle provoqua un exode dramatique pour le pays dont le nombre reste indéterminé, mais qui s'élève, aux dires des historiens, à bien plus de cent mille personnes. Au-delà de l'insoutenable discrimination infligée aux protestants, le départ – illégal puisqu'il était interdit ! – des « forces vives » provoqua un enrichissement des pays voisins à la mesure de l'appauvrissement hexagonal. Il fallut attendre le règne de Louis XVI pour que, à la veille de la Révolution française, plusieurs mesures fussent enfin prises pour mettre fin à ces normes intolérantes.

Le rapport au protestantisme explique-t-il pour autant le sur-développement de certains pays et le sous-développement d'autres ? Dans *Le Mal français*, Alain Peyrefitte affirme, à la suite, nous dit-il, de Max Weber, la corrélation entre protestantisme et développement. Pourtant, dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme,* Weber avait simplement posé à titre d'idéal-type que certaines branches du protestantisme étaient susceptibles de mener à la croissance du capitalisme, notamment parce que la libre lecture de la Bible favorisait l'alphabétisation des pays protestants et parce que la rigueur dans le comportement quotidien et, paradoxalement, l'espérance d'être sauvé avaient pour conséquence une vie ascétique et l'accumulation du capital.

Force est de constater en France que bien des penseurs de la liberté

au XIXe siècle étaient protestants, à commencer par la famille Say ou l'épouse de Tocqueville. Quant à Benjamin Constant, il a pu recouvrer la nationalité française grâce aux dispositions qui permirent aux descendants des huguenots ayant quitté la France à la suite de la révocation de l'édit de Nantes de le faire.

Proust, Marcel (1871-1922)

L'œuvre d'une vie. Ciselée, polie, reprise et raturée jusqu'aux derniers instants, quand Marcel Proust s'éteint, épuisé, en 1922. Un livre-monde, publié en sept tomes, devenus monuments de littérature, d'intelligence, de sensibilité et de profonde humanité : *À la recherche du temps perdu.*

Savourer, penser, analyser la *Recherche* est une tâche sans limite, tant la matière embrasse tous les reflets de l'âme. Elle a nourri et réjoui les esprits les plus inspirés, les plus libres – depuis André Gide, qui a entretenu une correspondance passionnante avec son contemporain, méjugeant au départ le chef-d'œuvre jusqu'à lui valoir son célèbre refus de publication à la NRF pour s'en repentir profondément ensuite, à Raphaël Enthoven (dont le père, Jean-Paul Enthoven, a dédié avec lui à Marcel Proust un indispensable Dictionnaire amoureux !) qui a éclairé le Proust philosophe dans un savoureux *Été avec Proust* composé aux côtés d'Antoine Compagnon, Julia Kristeva et d'autres fervents lecteurs, en passant par Samuel Beckett, Walter Benjamin, Jean-Yves Tadié, Jean-François Revel, Jean Cocteau, Paul Morand, François Mauriac, André Maurois, Claude Simon, Gérard Genette, Maurice Blanchot, Gilles Deleuze, Roland Barthes, Philippe Sollers, François Bon, etc. Chacun ayant livré « son » Proust et, avec lui, grâce à lui, son propre génie.

Que pourrait-on ajouter à des voix si brillantes ? Un sourire, un acquiescement humble, la joie toute personnelle et à la portée de chacun d'ouvrir la *Recherche* et de se (re)découvrir à chaque âge avec elle, et un salut complice à la liberté.

Si toute création du cœur et de l'esprit naît du jeu subtil entre contraintes et liberté, peu d'écrits sont, au point de la *Recherche*,

œuvre, processus de *libération*. Libération formelle et totale, innovation littéraire bien sûr, mais surtout libération, par l'art et le travail, de tous les héritages pour qu'adviennent enfin l'être profond, sa vocation, sa destination ; libération, aussi, de la plus imprenable et mystérieuse des forteresses : le temps, le temps qui passe, inexorable, nous transforme, se perd, nous perd, et que Proust, au terme d'un périple incroyable, a su retrouver, apprivoiser. Le temps retrouvé, c'est le temps libéré.

Libération stylistique d'abord : Marcel Proust nous a livré, de *Swann* au *Temps retrouvé*, un roman incroyable qui a bouleversé à jamais le paysage littéraire. S'affranchissant des codes du roman, il a créé une œuvre libre, à nulle autre pareille. Proust se nourrit du réalisme d'un Balzac ou d'un Flaubert, a lu les classiques et les romantiques anglais, allemands et russes… mais brise toutes les conventions : il propose une histoire sans trame, sans intrigue, exploration descriptive et critique de la mémoire des personnages et du narrateur, mêlant un incroyable souci du détail à une atemporalité obsessionnelle, presque surréaliste. Confusion des genres, phrases interminables, brisées de parenthèses, de tirets, dialogues non ponctués, chronologie bousculée et cousue « comme une robe » par un patron invisible et méticuleux, autobiographie « fictive », lieux réels – Proust se permet tout, affranchi de toute règle et de tout usage littéraire.

Parcours libératoire exceptionnel ensuite, par l'écriture et l'art, pour devenir soi. Libération, mot à mot, en des milliers de pages, des héritages familiaux, des conventions d'une époque, d'une vie à l'état brut pour en extraire la pépite de son être : un créateur. On connaît ce mot du critique Gérard Genette pour résumer, drastiquement – et brillamment –, les sept opus de la *Recherche* : « Marcel devient écrivain. »

Ce devenir, cette épiphanie de soi, cette libération à ce soi qui s'impose mais que l'on laisse, en liberté, prendre possession de nous, passe par un travail acharné : la courte existence de Proust est tout entière dédiée à l'édification de cette cathédrale sensible. Non qu'il l'ait prémédité – il avait présenté à son éditeur, en 1909, un projet de deux tomes de trois cents pages, mais il se « laisse prendre » à l'ouvrage qui le dépasse. Les deux tomes deviennent sept, qu'il corrigera frénétiquement jusqu'au dernier soupir, et dans lesquels il

réalise et formule enfin sa mission d'écrivain.

Nourri d'un travail colossal, ce processus conjoint de libération et de révélation compte plusieurs adjuvants. D'abord, un recul critique sur le siècle, ses codes et sa propre extraction sociale. C'est du mondain que Marcel commence par se libérer. Proust, né en 1871, est enfant de la haute bourgeoisie parisienne. Il peut compter sur la fortune familiale pour s'adonner à sa vie intellectuelle et artistique, et fréquente très tôt les salons. Il s'autorise vite un regard critique sur le monde dont il est acteur et témoin, n'hésitant pas à railler non sans humour ses vices, ses impostures et ses hypocrisies : « Ma première pensée fut de le féliciter non d'avoir été promu colonel, mais d'être si bien en colonel, déguisement pour lequel il semblait avoir emprunté l'uniforme, l'air grave et triste de l'officier supérieur qu'avait été son père », note-t-il du jeune marquis de Beausergent. « Je ne pus, malgré ses sourires et ses bonjours, la reconnaître en une dame aux traits tellement déchiquetés que la ligne du visage n'était pas restituable. C'est que depuis trois ans elle prenait de la cocaïne et d'autres drogues. […] Le Temps a ainsi des trains express et spéciaux qui mènent à une vieillesse prématurée », relève-t-il ailleurs à l'endroit de la vicomtesse de Saint-Fiacre. Comme l'avait compris Revel, Marcel Proust excelle dans la manifestation de la vérité par le prisme des détails, au filtre des comportements individuels. « Nul n'a su aussi brillamment dire les hommes, sauf peut-être Montaigne », précise l'auteur du *Voleur dans la maison vide*. En nous livrant, avec une puissance comique redoutable, une splendide satire des snobs, il s'érige, en amoureux de la liberté, contre les classifications nobiliaires ou de fortune à la puissance discriminatoire confondante.

Au fil des pages, Marcel peut également libérer Proust grâce à une extraordinaire exploration de sensations, archéologie unique de la mémoire sensible, involontaire, qui lui permet de contacter et analyser son être intime, grâce à l'imaginaire (« Tâchez de garder toujours un morceau de ciel au-dessus de votre vie »), et bien sûr à travers l'art, activé, décuplé par la sensation : « La vérité suprême de la vie est dans l'art », résume magistralement *Le Temps retrouvé*.

Et puis, quelle rencontre de soi serait possible sans penser l'amour, son mystère, ses tourments, ses émois ? Inégalable et méticuleuse exploration du sentiment amoureux que la *Recherche*, sous toutes ses couleurs – depuis l'aliénation, dans *La Prisonnière*, quand l'amour jaloux qui met sous clé l'objet de ses désirs s'étouffe lui-même, à la toute-puissance du sentiment amoureux qui annulerait l'altérité pour ne renvoyer qu'à soi (« On n'aime plus personne dès qu'on aime » !), en passant par l'infini, l'insaisissable : « L'amour ne naît, il ne subsiste que si une partie reste à conquérir » (*La Prisonnière*). Proust explore et libère aussi en pointillé, au fil des situations, des rencontres et des tableaux, ce qu'il appelle son « inversion », cette homosexualité difficile à embrasser dans un milieu, une époque, une famille qui ne lui font pas l'accueil facile.

Avec Proust, à ses côtés, c'est le lecteur qui part à la rencontre de ce qu'il est, de la subtilité des rapports humains, des soubresauts de la mémoire, de l'ambiguïté du sentiment amoureux, des bienfaits de l'imagination et de la beauté des arts. Et c'était bien l'ambition de

Proust, que ses lecteurs parviennent à « lire en eux-mêmes » : « Le grand écrivain, écrivait-il à André Gide, est comme la graine qui nourrit les autres de ce qui la nourrit d'abord elle-même. »

Tenter de devenir soi, en écrivant, en lisant : magistrale entreprise de libération ! Tout aussi magistrale est, dans la *Recherche*, l'œuvre d'émancipation des rouages du temps, tâtonnante mais déterminée, tenace, progressive. Dans l'une de ses lettres, Proust explique au sujet de la conclusion alors donnée à Swann : « Attention, cette conclusion est provisoire. À ce moment-là, je n'ai pas encore compris comment retrouver le temps. »

Proust prend des libertés incroyables avec le temps, le dilate, l'allonge – oh, ce temps délicat de la longue phrase proustienne –, le chahute, fait fi de sa logique – essayez de reconstituer la chronologie labyrinthique des faits, avec le peu d'indices tangibles qu'il livre ! Essayez de comprendre pourquoi Françoise, la vieille servante que l'on croise *Du côté de chez Swann*, est encore de ce monde dans *Le Temps retrouvé* quand elle devrait avoir un âge plus que canonique ! « La longue œuvre de Proust me paraît courte », disait Jean Cocteau : voilà la magie de Proust, de l'art et du génie, abolir jusqu'aux contraintes physiques les plus élémentaires. Proust, mon grand libérateur !

Pourtant, dans la *Recherche*, les visages se flétrissent, la jeunesse s'envole, « les maisons, les routes, les avenues, sont fugitives, hélas, comme les années ». Le temps se perd et, pire, la conscience de cette perte est absolue. Comment y remédier, y échapper ?

Proust retrouve le temps, fusionne avec le passé en plein présent par la magie de la sensation – ô mythique madeleine apportée par la mère du narrateur avec une tasse de thé. Jamais je ne m'en lasse, tant elle me libère, me rend heureux, léger : « Mais à l'instant même où la gorgée mêlée des miettes du gâteau toucha mon palais, je tressaillis, attentif à ce qui se passait d'extraordinaire en moi. […] Je pose la tasse et me tourne vers mon esprit. C'est à lui de trouver la vérité. Mais comment ? […] Chercher ? Pas seulement : créer. Il est en face de quelque chose qui n'est pas encore et que seul il peut réaliser, puis faire entrer dans sa lumière. »

« On se souvient d'une atmosphère parce que des jeunes filles y ont souri. » La mémoire vive, involontaire, offre en une goutte de présent tout le passé à portée de main, les joies comme les douleurs – cette bottine que le narrateur dénoue, comprenant, sentant qu'il ne reverra

plus jamais sa grand-mère. Les douleurs comme les émois, « car aux troubles de la mémoire sont liées les intermittences du cœur ».

C'est aussi l'art de l'écrivain qui comme par enchantement permet de dépasser le temps : dans *Le Temps retrouvé*, le narrateur comprend, face à la décrépitude des figures qu'il contemple dans l'incroyable « Bal des têtes », que c'est en écrivant, ce geste libre et beau, qu'il les tirera de l'oubli.

Voilà le temps aboli. Et abolie avec lui la peur de notre finitude : « Une minute affranchie de l'ordre du temps a recréé en nous pour la sentir l'homme affranchi de l'ordre du temps, et celui-là, on comprend qu'il soit confiant dans sa joie, même si le simple goût d'une madeleine ne semble pas contenir logiquement les raisons de cette joie, on comprend que le mot de "mort" n'a pas de sens pour lui ; situé hors du temps, que pourrait-il craindre de l'avenir ? » Proust, l'éternel. Celui qui, finalement, n'était pas libre devant l'œuvre d'art qui s'imposait à lui, mais a su, en liberté, accueillir splendidement son génie, devenant au passage le plus grand d'un siècle qui fut le sien.

Rap

1995. *La Haine* crève les écrans. Mathieu Kassovitz, qui ne se perdait pas encore dans les spirales de la conspiration, montre les « quartiers » qu'on appelait encore « banlieues » comme la France ne les a encore jamais vus. Noir et blanc cru, barres d'immeubles et cages d'escalier sans espoir, émeutes et tragédie, en un lieu, en un jour, de trois jeunes, Hubert, Saïd et Vinz – un jeune Vincent Cassel que le cinéma n'oubliera plus. Et puis, surtout, la déflagration, c'est la BO du film. Un rap aiguisé comme une lame qui semble traverser le périphérique pour la première fois : Assassin, Ministère AMER, IAM, La Cliqua… Le rap français grondait déjà avant *La Haine*. Skyrock, devenue la radio du rap, de la libre parole et de la nouvelle génération, portée par le visionnaire Pierre Bellanger, lui consacre tout son son. Le film signera toutefois son intronisation, sa bascule vers le grand public. Derrière lui, c'est la traînée de poudre.

Les adolescents des années 1990 s'en souviennent qui, même dans des quartiers cossus, bien loin de la « cité des Muguets », se mettent à porter casquettes et baggys, à traîner leur skate, à graffer sur les murs du lycée, à parler vinyles, scratch et labels. Il n'y a pas encore d'iPod, on écoute La Rumeur ou « 11'30 contre les lois racistes » sur des cassettes qui s'emmêlent dans un walkman. Les textes parlent de lois liberticides, d'État policier, de répression, de discrimination, de trafic comme ultime recours quand les circuits légaux sont inaccessibles.

Pour beaucoup des jeunes scandant ces refrains, ce sont des notions abstraites, loin de leur quotidien. Pour d'autres, ce sont des réalités tangibles, que la musique, les paroles, l'improvisation, les rythmes saccadés permettent de dénoncer, d'évacuer. Mais pour les uns comme pour les autres, de près ou de loin, c'est le souffle de la

révolte, la soif de vivre, l'énergie de la jeunesse qui parlent dans le rap, dans sa franchise, et souvent dans ses excès, son mépris de la mesure. Qui animent les millions d'auditeurs de Skyrock, qui se permet tout – irrévérences et provocations peut-être, mais surtout une parole libérée, vraie, exutoire d'une génération qui ne peut être muselée sous peine d'imploser.

Avant de débarquer en France à la fin des années 1980 avec les emblématiques MC Solaar et, surtout, NTM, le rap est d'abord américain. Il pousse dès les années 1970 dans les quartiers new-yorkais, héritier d'une culture parlée afro-américaine – *to rap*, c'est débiter vite, parler en accéléré –, et fleurit en joutes verbales dans les rues et les *block parties*. À quelques années près, les bandes de *West Side Story* n'auraient pas dansé sur du Bernstein, mais auraient fait du break dance.

The Last Poets, pionniers du genre, s'affirment en poètes urbains militants. Car, à partir des années 1980, le caractère engagé du rap ne fait plus discussion : KRS One, Public Enemy, Tupac Shakur, Snoop Dogg et bien d'autres rappent pour l'égalité sociale, notamment l'expression d'une minorité afro-américaine encore marginalisée. L'artiste KRS One définit le rap comme « un engin révolutionnaire pour changer les fondements racistes de la société américaine ». Tupac Amaru Shakur, élevé dans la culture Black Panthers, dénonce ce qu'il considère être l'hypocrisie de l'idéal méritocratique américain :

> *The American Dream wasn't meant for me*
> *Cause lady liberty is a hypocrite she lied to me*
> *Promised me freedom, education, equality*
> *Never gave me nothing but slavery* (« Panther Power »).

Le rap, expression de l'échec d'un certain projet de liberté ? Le dialogue est complexe. Les excès du rap, et parfois son extrême violence, peuvent devenir une autre forme d'aliénation, celle du désespoir, de la terre brûlée. Les outrances du « gangsta rap », rap « de gangsters » ultra-prolifique en succès commerciaux, font l'apologie d'affrontements de clans et du mirage d'une nouvelle réussite sociale « facile » par l'illégalité – *american dream* au goût de sabordage.

Même paradoxe sur le Vieux Continent, en France, où le rap suit à

une décennie d'écart son grand frère américain – jusqu'à y devenir le deuxième marché mondial. Le rap est à la fois l'expression d'un désir de liberté et d'un malaise, celui du modèle d'intégration « à la française », contesté par de nombreux artistes qui fustigent le passé colonial de l'Hexagone, le divorce avec sa classe politique, les failles de son ascenseur social. « Tant pis, on n'est pas nés sous la même étoile », rappellent les Marseillais d'IAM : exclusion, ghettoïsation, déterminisme social. Chanter pour mieux les vaincre ? « J'écris contre l'oubli mais ça ne reste qu'une chanson », se résigne Assassin.

Pourtant, une chanson peut beaucoup. Suffisamment pour s'attirer les foudres de la censure (que de polémiques entre les ministres de l'Intérieur successifs et les Joey Starr, Sniper et autres Orelsan) et enflammer les débats sur la liberté d'expression : la libre parole, portée haut par les valeurs françaises, est-elle soluble dans l'incitation à la violence, à la haine ou la misogynie ? Question infiniment sensible.

Suffisamment aussi pour fédérer un mouvement populaire et lever des révolutions. De l'Amérique latine au Sahel, en espagnol, en russe, en swahili, les forces vives du monde entier rappent, contre des horizons bouchés, pour une vie rêvée. Le magazine américain *Time* classe le rappeur tunisien Hamada Ben Amor 71e personnalité la plus influente au monde pour son rôle clé dans le soulèvement de son pays par ses chansons engagées ; les chansons de celui qui se fait appeler « El General » à la scène sont aussi devenues l'hymne des manifestants de la place Tahrir en Égypte.

Suffisamment enfin pour libérer l'énergie créatrice, acte libératoire entre tous, de celui qui écrit, qui chante, qui écoute. On pourrait dire, *ex post*, que « rap », c'est aussi l'acronyme de « Rythme And Poetry ». Rythme et poésie : deux instruments extraordinaires d'improvisation, de créativité humaines. Il y a pour qualifier le débit du rappeur un mot anglais que j'adore : le *flow*. Le flow, c'est le flux – de l'interprétation, de la surprise, de la rupture grammaticale, des assonances, de l'argot, de la rime. Le flux de l'imagination, libre et libératrice, qui n'a pas de limites.

« Mais l'important, raconte Hubert dans le film de Kassovitz, c'est pas la chute. C'est l'atterrissage. » Pourvu, pour tous ceux qui aspirent à la liberté, qu'il soit réussi.

Renan, Ernest (1823-1892)

Qui était le premier individualiste de l'Histoire, libre de toutes contraintes sociales pour suivre son idéal ? Jésus. C'est du moins la réponse provocante d'Ernest Renan dans sa *Vie de Jésus*, publiée en 1863. Un véritable scandale. Plus encore, une révolution : en historien, méthode scientifique au poing, Renan « magnifie la personnalité de Jésus, mais il démontre que le fondateur du christianisme n'est pas l'incarnation de Dieu. Il donne à admirer un être exceptionnel, mais un homme rien qu'un homme », comme l'explique Michel Winock dans ses *Voix de la liberté*.

Renan reconstitue la vie de « cet homme admirable » (deux mots qui font déjà l'effet d'une bombe lorsque, en 1861, il les prononce lors de sa leçon inaugurale de la Chaire hébraïque au Collège de France : ils lui valent d'en être aussitôt révoqué) à partir de sa prodigieuse érudition (Renan a alors déjà signé plusieurs travaux fondateurs de philologie et d'histoire des religions – une *Histoire générale et système comparé des langues sémitiques* en 1855, des *Études d'histoire religieuse* en 1857, *De l'origine du langage* en 1848), mais aussi d'investigations de terrain, tout mandé qu'il est en 1860, par arrêté impérial, de conduire « une mission à titre gratuit ayant pour objet des recherches épigraphiques et archéologiques en Palestine et en Syrie ».

« L'intérêt de Renan pour l'Orient, terreau du monde biblique et matrice de religions, ne s'est jamais démenti : il possède l'arabe, le syriaque et l'hébreu », explique Alexandre Najjar dans son *Dictionnaire amoureux du Liban*. Sa sœur adorée, Henriette, l'accompagne en Terre sainte. De douze ans son aînée, elle lui a appris, tout jeune déjà dans leur Bretagne natale, à douter de la foi du charbonnier au feu de la raison – raison qui l'emportera quand, en 1845, Ernest claque la porte

du séminaire où il se destinait à la prêtrise pour embrasser la science et l'université. Près de vingt ans plus tard, au Liban, Henriette est toujours à ses côtés en quête de science et de vérité. Elle n'en reviendra pas, terrassée par une crise de paludisme. C'est à elle, à son « âme pure », que Renan dédie au retour cette *Vie de Jésus* conçue là-bas, près d'elle : « Te souviens-tu, du sein de Dieu où tu reposes, de ces longues journées de Ghazir où seul avec toi j'écrivais ces pages inspirées par les lieux que nous avions visités ensemble ? […] Tu dors maintenant dans la terre d'Adonis, près de la sainte Byblos et des eaux sacrées où les femmes des mystères antiques venaient mêler leurs larmes. Révèle-moi, ô bon génie, à moi que tu aimais, ces vérités qui dominent la mort, empêchent de la craindre et la font presque aimer. » On mesure aussi à ces mots le style, le génie d'écriture propres à Renan qui ont fait de l'ouvrage un succès de librairie colossal, traduit dans toutes les langues, et une pièce maîtresse de la littérature romantique, émancipatrice, libérée de la chape des conventions comme des convictions.

La *Vie de Jésus*, premier volume d'une *Histoire des origines du christianisme* que suivra l'*Histoire du peuple d'Israël*, transforme Renan en adversaire redoutable d'une l'Église aussi désorientée qu'irritée par la solidité de ses références bibliques. Les polémiques sont innombrables, le pape taxe l'auteur de « blasphémateur européen ». La place de Renan dans le cœur des « libres-penseurs » de l'époque est-elle tout acquise pour autant ? Non, car la *Vie de Jésus* est tout sauf un manifeste d'athéisme. Renan garde sa vie durant un profond besoin de divin, et défend le rôle social et les mérites de l'esprit religieux, nous privant – quel délice – de l'enfermer dans une case (progressiste ou conservateur ?). George Sand a su résumer à merveille ce débat enflammant ses contemporains : « Renan s'acharne à réparer d'une main ce qu'il détruit de l'autre. »

Car Renan n'est pas d'un bloc, et son rapport à la liberté n'est pas dénué d'ambiguïtés. Il est amoureux fou de science, sceptique et démystificateur devant l'éternel, mais profondément religieux. Fermement positiviste, il garde une sensibilité extrême qui l'ouvre à l'imagination, au merveilleux, à une poésie toute romantique. Sur le front politique, il n'est pas ce qu'on peut appeler un démocrate, ne concevant la société que strictement hiérarchisée et élitiste :

> La civilisation à l'origine a été une œuvre aristocratique, l'œuvre d'un tout petit nombre (nobles et prêtres), qui l'ont imposée par ce que les démocrates appellent force et imposture ; la conservation de la civilisation est une œuvre aristocratique aussi. Patrie, honneur, devoir sont choses créées et maintenues par un tout petit nombre au sein d'une foule qui, abandonnée à elle-même, les laisse tomber.

Il sacrifie sans trop de peine l'individuel au progrès collectif : « Le sacrifice des individus est permis. Combien de générations il a fallu sacrifier pour élever les gigantesques terrasses de Ninive et de Babylone ! Les esprits positifs trouvent cela tout simplement absurde. Sans doute, s'il s'était agi de procurer des jouissances d'orgueil à quelque tyran imbécile. Mais il s'agissait d'esquisser en pierre un des états de l'humanité. Allez, les générations ensevelies sous ces masses ont plus vécu que si elles avaient végété heureuses sous leur vigne et sous leur figuier », pose-t-il sans détour dans *L'Avenir de la science*. Et la postérité intellectuelle et littéraire l'a couvé d'un œil méfiant aux côtés d'autres « suspects » – Maurras, Barrès, Romain Rolland – qui auraient trop flirté avec le patriotisme extrême, le colonialisme ou d'autres « -ismes » tout aussi inavouables.

Ce serait oublier bien vite que Renan a été l'un des premiers défenseurs de la laïcité : « Le progrès continu de la laïcité, c'est-à-dire de l'État neutre entre les religions, tolérant pour tous les cultes et forçant l'Église à lui obéir en ce point capital », déclare-t-il au moment de la réception de Louis Pasteur à l'Académie française en 1882. Que sa conception totalement neuve de la nation, énoncée dans la conférence fondatrice de 1882 à la Sorbonne, fait voler en éclats un caractère national organique imposé pour lui substituer la volonté pure, active et choisie, des individus. « L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion, ni du cours des fleuves, ni de la direction des chaînes de montagnes » : le célèbre « principe spirituel » de la nation est indissociable de la liberté des peuples et des individus à choisir eux-mêmes leur sort, à se déterminer, qui s'inscrit au présent dans un héritage culturel partagé. « Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. » Ludwig von Mises consent d'ailleurs, dans *Le Gouvernement omnipotent*, à qualifier cette intervention de « doucement digne de la grande tradition du libéralisme français ». Ce serait oublier aussi que Renan s'en prend volontiers à la toute-puissance d'un État qui voudrait tout contrôler : « La plus grande gloire des gouvernements est dans ce qu'ils laissent faire », écrit-il dans *Questions contemporaines*. « Le gouvernement n'est ni une machine de résistance ni une machine de progrès. C'est une puissance neutre, chargée, comme les podestats des villes d'Italie, de maintenir la liberté de la lutte, non de peser dans la balance pour l'un des partis. »

Renan, pris aux rets de ses contradictions ? Peut-être, mais il sait s'en libérer de la meilleure façon qui soit, en les assumant, se définissant lui-même comme un « romantique protestant contre le romantisme, un utopiste prêchant en politique le terre à terre ». De cette complexité, de ces débats, de cette intelligence profuse, retenons peut-être simplement l'essentiel, un cœur épris de création, de vie et de liberté. Et écoutons, comme un chant, ces mots admirablement tissés par Renan en 1879 lors de sa réception à l'Académie française :

Toute perdue qu'elle est dans le chœur des millions d'êtres qui chantent l'hymne éternel, chaque voix a compté et comptera toujours. La joie, la gaieté que donnent ces pensées est un signe qu'elles ne sont pas vaines. Elles ont l'éclat ; elles rajeunissent ; elles prêtent au talent, le créent et l'appellent. Vous qui jugez des choses par l'étincelle qui en jaillit, par le talent qu'elles provoquent, vous avez après tout un bon moyen de discernement. Le talent qu'inspire une doctrine est, à beaucoup d'égards, la mesure de sa vérité. Ce n'est pas sans raison qu'on ne peut être grand poète qu'avec l'idéalisme, grand artiste qu'avec la foi et l'amour, bon écrivain qu'avec la logique, éloquent orateur qu'avec la passion du bien et de la liberté.

République

La liberté est largement indifférente aux régimes politiques. République, monarchie, démocratie, toutes sont susceptibles de la promouvoir ou, au contraire, de la trahir. Toutefois, la République américaine est devenue à la fin du XVIIIe siècle un modèle de protection des libertés. Le rejet de l'absolutisme royal associé à la méfiance envers la démocratie a guidé ses fondateurs. Du côté français, république et liberté n'ont pas toujours fait bon ménage. La Ire République a rapidement sombré ; la IIe, en 1848, a permis l'abolition de l'esclavage et instauré le suffrage universel masculin, mais elle a donné lieu à des troubles provoqués par les socialistes et l'extrême gauche pour finalement se livrer au pouvoir d'un seul homme, Louis-Napoléon Bonaparte. La IIIe, jusqu'au début du XXe siècle, a consacré la tradition républicaine des libertés : municipales en 1884, syndicales puis associatives en 1901, puis la séparation des Églises et de l'État en 1905.

Jean-Pierre Machelon, dans sa thèse, parue en 1976, *La République contre les libertés ?*, a toutefois mis en lumière les multiples restrictions aux libertés publiques de 1879 à 1814, comme la législation d'exception pour lutter contre l'anarchisme, qui autorisa le pouvoir arbitraire et légitima l'action liberticide. Il a même fallu attendre 1971 pour que, sous la Ve République, le Conseil constitutionnel s'autorise enfin à apprécier la constitutionnalité d'une loi sur la base du préambule de la Constitution, et notamment sur celle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen !

L'horloge, même républicaine, tourne toujours trop lentement quand il s'agit de faire triompher la liberté. Gageons que nos politiques ne pensent jamais la république autrement qu'en un bras intellectuellement armé au service non de la toute-puissance publique mais de la liberté des personnes, y compris et surtout contre l'arbitraire d'État.

Revel, Jean-François (1924-2006)

C'est étonnant tout ce que la génération de mes parents, comme la mienne – et, je l'espère, celle de mes enfants – doit à Jean-François Revel. Le père de Matthieu Ricard, le célèbre moine bouddhiste avec qui il avait écrit un émouvant *Le Moine et le Philosophe*, splendide confrontation entre la croyance d'un fils et l'athéisme d'un père, était plus adepte de vérification que de méditation. Engagé à gauche et tout entier mobilisé au soutien de la réforme, il n'a eu de cesse de dénoncer avec autant de force que de clarté les systèmes totalitaires (splendide *La Tentation totalitaire* !) comme les idéologies constructivo-liberticides enfantées par la droite et la gauche de son temps, le fascisme et le communisme. Intellectuel utilitariste, passionné jusqu'à l'obsession du fait exact et des preuves tangibles, et grand défenseur d'une société de liberté, refusant de s'isoler et de se couper du monde pour ne construire qu'une montagne de mots, il fait figure de modèle pour qui veut défendre ses idées sans pour autant abandonner les rivages essentiels de la vraie vie. Il en avait d'ailleurs fait le thème de l'un de ses livres fondateurs, *Pourquoi des philosophes*, que j'ouvre régulièrement avec *La Connaissance inutile*.

S'il croyait, avec le génial Karl Popper, dans la raison pragmatique, la preuve scientifique et la société ouverte, il était imbattable pour en identifier les ennemis et leur réserver, de sa plume agile et érudite de normalien voyageur, un traitement assassin. Véritable sceptique ontologique, Revel avait toutefois fait trois paris audacieux pour son temps : celui de l'individualisme, du capitalisme et de l'information en démocratie. Le temps lui aura donné raison. De la guerre froide à la « Détente », le futur académicien dénonce inlassablement l'aveuglement totalitaire et va jusqu'à identifier certains de ses stigmates dans l'autocratisme présidentiel d'une Ve République aveugle aux mécanismes de régulation naturelle.

Son amour de la liberté et de la vérité, puisant dans la tradition des Lumières et de la Grèce, traverse toute son œuvre et justifie une vision globalement positive, que je partage, de Mai 68 (un « mouvement international qui apporta une profonde et souvent positive transformation dans les mœurs, les sensibilités, les mentalités »), même si, à l'évidence, ce puissant mouvement de liberté a été dramatiquement détourné par des dirigeants qui n'ont, disait si justement Revel, « rien compris à l'enjeu du siècle, à savoir la lutte à mort entre les totalitarismes et les démocraties, autrement dit rien compris à l'Histoire » et nous ont enfermés dans une culture de l'inculture et un rapport malsain à l'effort comme aux leçons du passé. Ce désir de liberté est encore plus manifeste dans ses mémoires gourmands (*Le Voleur dans la maison vide*) et dans deux essais indémodables, qui m'ont tant marqué : *La Grande Parade* et *L'Obsession antiaméricaine*. Mais il existe tout autant dans *Sur Proust*, quand il

révèle non seulement la dimension comique mais aussi la critique splendide de vérité des phénomènes de castes du plus grand romancier du XXe siècle. Revel affirmera toutefois être resté de gauche, car la gauche, aimait-il à rappeler, ne peut être que libérale dès lors que c'est le capitalisme qui crée les richesses et permet la redistribution.

Aux étatistes de droite comme de gauche, il répondait, notamment dans ses éditos modèles du genre de *L'Express* puis du *Point*, par une argumentation précise, fondée sur des faits et des données chiffrées. Il y rappelait régulièrement que ce sont les amoureux de la liberté qui, au XIXe siècle, ont posé les premiers la « question sociale » : François Guizot a fait voter la première loi limitant le travail des enfants dans les usines ; Frédéric Bastiat a demandé la reconnaissance du droit de grève ; Émile Ollivier a ouvert la voie au syndicalisme futur. Mais on l'enferma, par commodité ou par ignorance, dans la capsule de la réaction pour avoir – outrage majeur ! – osé s'inscrire dans la filiation de Hannah Arendt et de François Furet en dénonçant les nombreux parallèles entre nazisme et communisme.

Revel, qui n'avait pas intitulé par hasard la collection qu'il dirigeait chez Pauvert « Libertés », montrait aussi qu'il existe un profond désir de liberté dans la culture française : « C'est Turgot qui a influencé l'auteur de *La Richesse des nations* et non l'inverse, de même qu'il a inspiré l'Américain Thomas Jefferson. Ce sont les physiocrates qui, dans un célèbre article de l'*Encyclopédie*, ont plaidé les premiers pour la liberté du commerce. » Il va même jusqu'à s'opposer à l'argument du déterminisme étatique français par l'effet d'une tradition colbertiste en citant… Colbert : « Une entreprise qui est soutenue par l'État, si elle ne fait pas de bénéfices au bout de cinq ans, doit être abandonnée. » Une sagesse colbertiste bien oubliée au temps du logiciel « Colbert 2.0 » inventé récemment par Bercy.

Je n'ai malheureusement jamais rencontré Revel, cet « honnête homme » (au sens où l'entendait Pascal : homme intègre à l'intelligence universelle), selon les mots de Simon Leys rapportés par Pierre Boncenne dans son réjouissant *Pour Jean-François Revel*. Nous devions nous voir en 2005-2006, par l'entremise d'un ami commun, alors que, débutant, j'achevais mon premier livre, *La Grande Nurserie*. Mais le rendez-vous a été repoussé deux fois pour raisons de santé avant que j'apprenne que lui, l'immortel bon vivant, le résistant

marseillais de la première heure, ce fou d'Amérique latine, grand pourfendeur de l'antiaméricanisme, l'ami intime de Vargas Llosa et d'Octavio Paz, ce génie de la philosophie, de l'esthétique, de la critique littéraire, de l'histoire, de la politique, de la sociologie, de l'économie et, surtout, de la vérification journalistique au soutien de la vérité, avait rejoint ses chers Montaigne, Taine, Tocqueville et Escoffier pour un grand dîner bien arrosé où la gastronomie, qu'il avait sublimée dans son ouvrage *Un festin en paroles*, rivalisait avec la critique moqueuse de l'existentialisme et du structuralisme pour provoquer, dans un grand éclat de rire, un vent de liberté qui n'a jamais cessé de me quitter.

Rimbaud, Arthur (1854-1891)

Je m'en allais, les poings dans mes poches crevées.
Mon paletot aussi devenait idéal,
J'allais sous le ciel, Muse, et j'étais ton féal…

Cette « Bohème » de Rimbaud, c'est le plain-chant d'une liberté à nulle autre pareille : celle de la jeunesse, au goût de nuit sauvage, d'herbes hautes et de grillons, celle qui dévore le monde sans un sou en poche, sans souci de demain. « Mon auberge était à la Grande Ourse. Mes étoiles au ciel avaient un doux frou-frou. » Tout est là : une légèreté de soie, à peine froissée, des grelots rieurs, des horizons noirs et or sous la voûte céleste. Arthur va par son poème d'un pas adolescent bien balancé, la tête pleine de rêves et d'amour splendides. Il sort à peine de l'enfance, avec ce visage pâle, les yeux si clairs, la moue mi-boudeuse, mi-décidée qu'on lui connaît.

« On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans. » Surtout quand on a été, comme lui, un enfant brillant, têtu et révolté – voyez ce poète de sept ans, ses « tics noirs », tirant la langue « les deux poings à l'aine ». Adolescent fugueur, bouillonnant contre tout, sa mère si sévère, l'école, l'Église, l'ordre social, il s'enfuit à Paris des rimes plein les poches. Là, il subjugue ses aînés – Banville, Verlaine surtout. Son génie est provocant, incontrôlable. Verlaine en devient fou, d'admiration, d'amour, d'exaspération mêlés. Ce coup de feu qui part dans une chambre bruxelloise est la détonation paroxystique d'émotions trop intenses pour tenir dans un cœur, même dans deux. C'est, en un claquement sec, la folle densité contenue dans les vers du jeune poète.

La langue de Rimbaud fait sauter tous les gonds de la poésie

d'avant lui, d'enjambements en rejets, de prose en césure. Rimbaud, c'est le premier vers libre. Le trait d'union vibrant entre le chaos émotionnel des romantiques et l'innovation visionnaire des surréalistes. « Le Bateau ivre » a un « flow », un rythme hypnotique. « Mais vrai j'ai trop pleuré, les aubes sont navrantes. / Toute lune est atroce et tout soleil amer, / L'âcre amour m'a bercé de torpeurs enivrantes, / Ô que ma quille éclate, ô que j'aille à la mer ! » C'est sur ces hautes vagues noires d'écume la libération de toutes les passions, de toutes les révoltes, de toutes les illuminations. Le poète peut bien vivre une saison en enfer : l'indomptabilité et l'extra-lucidité sont souvent à ce prix.

Rimbaud passe comme une étoile filante au ciel de la poésie. Il délaisse sa Muse à vingt et un ans. Tourne la page pour d'autres contrées aux noms beaux comme des chansons lointaines – Chypre, Harar, Yémen –, mais d'une réalité âpre. De cette seconde vie d'aventurier, je ne voudrais retenir les relents si souvent évoqués d'errance, de trafics sans lendemain, d'amputation sordide. Mais plutôt le courage, peut-être meurtri ou déçu, vécu en tout cas, de l'homme qui a voulu faire, librement, ce pour quoi il était fait, en écoutant l'enfant qui récitait encore en lui :

> *À sept ans, il faisait des romans, sur la vie*
> *Du grand désert, où luit la Liberté ravie,*
> *Forêts, soleils, rives, savanes ! – Il s'aidait*
> *De journaux illustrés où, rouge, il regardait*
> *Des Espagnoles rire et des Italiennes*.

Arthur Rimbaud est cet éternel « Petit Poucet rêveur » qui nous rappelle de semer soigneusement, dans nos courses folles, ce qu'il faut d'espoir et de vent pour faire pousser, au cœur de nos vies humaines, la si précieuse, l'irremplaçable et inégalable liberté.

Romantisme

Des accords de piano saccadés, comme une cavalcade hors d'haleine. Une tension qui monte staccato. L'angoisse gradée demi-ton par demi-ton. Une voix d'homme noue un drame terrible entre basse, baryton et ténor : un père emporte son fils au grand galop sur son cheval. Il fait nuit, il fait orage, la forêt gronde. L'enfant tremble, s'inquiète crescendo ; le père ne comprend pas, ne voit rien, tente de le rassurer. En vain : une mort qu'il n'a pas vue approcher lui ravit son fils dans ses bras, sous les traits d'Erlkönig, le roi des Aulnes. Toute la puissance romantique est là, dans ce *lied* haletant de Franz Schubert inspiré du conte éponyme de Goethe. La grande nature, son mystère, son règne. Le fantastique – ce roi de la mort caressant et maléfique. L'émotion à l'extrême – cette ultra-sensibilité de l'enfant qui sait ce que la raison affadie des adultes ne peut plus voir.

Pourquoi cette pluie battante, ce cœur qui bat à tout rompre ? Parce que, si l'on en croit Musset dans *La Confession d'un enfant du siècle*, « Tout ce qui était n'est plus ; tout ce qui sera n'est pas encore », et que le siècle – ce XIXe siècle éprouvé de guerres, de révolutions, de chambardements politiques et sociaux – en souffre. S'interroge, se cabre et, forcément, crée ! À travers toute l'Europe, les enfants de la tourmente, écrivains, peintres, poètes et musiciens, s'engouffrent dans une libération artistique et philosophique sans précédent : le romantisme.

« Le romantisme, tant de fois mal défini, affirme Victor Hugo dans la préface d'*Hernani*, n'est, à tout prendre, et c'est là sa définition réelle, que le libéralisme en littérature. » Le ton est donné. Et justifie, par le haut, la pleine place du romantisme dans ce dictionnaire subjectif. Le romantisme s'enracine en effet dans un contexte

d'émancipation des peuples contre les absolutismes qui conduit à la vague de révolutions libérales en Europe à la mi-temps du siècle. « La liberté littéraire est fille de la liberté politique, poursuit Hugo dans sa préface. La liberté dans l'art, la liberté dans la société, voilà le double but auquel doivent tendre d'un même pas tous les esprits conséquents et logiques. »

Les esprits, justement, n'hésitent plus à s'affirmer : des *Souffrances du jeune Werther* à la toute fin du XVIIIe siècle jusqu'au milieu du siècle suivant (l'échec des *Burgraves* de Hugo, en 1843, signe la fin de la période romantique – du moins officiellement, car l'élan romantique tire ses flèches jusqu'au seuil presque du XXe siècle), on assiste à un basculement conceptuel et esthétique fondateur : l'émergence, l'affirmation, la reconnaissance de l'individu. « Je n'imitais plus personne, je m'exprimais moi-même pour moi-même », affirme Lamartine dans ses *Méditations poétiques*. Et l'alliée romantique de cette expression singulière, c'est une libération des émotions jusqu'alors inédite. Fi de l'honnête homme, de la création guidée par la mesure et la saine raison, place au règne de la vision, de l'imagination déliée. « La solitude seule est la source des inspirations », médite le poète du *Stello* de Vigny, ouvrant sans le savoir la voie à la peu connue et trop souvent mal comprise « vertu d'égoïsme » d'Ayn Rand, un siècle plus tard.

Le héros romantique, pas plus d'ailleurs que son créateur, ne s'accommode de la norme sociale : il s'interroge sur sa condition, son identité, s'épanche. « Je suis le ténébreux, le veuf, l'inconsolé », se lamente le Desdichado de Gérard de Nerval. Le René de Chateaubriand aurait pu lui souffler la réplique, tout plongé qu'il est dans la mélancolie et la douleur de la trahison. Passion, démesure, affirmation de choix inédits : le réel est digne d'un roman, quand Aurore Dudevant claque la porte au nez de son baron de mari, s'enfuit à cheval dans la campagne berrichonne, choisit le pantalon, file avec Musset à Venise avant de lui préférer son médecin Pagello, fait toutes les gammes de l'amour avec Frédéric Chopin, et vit de sa plume, grande première pour une femme, sous le nom de George Sand ! Goethe ou Lord Byron auraient-ils pu inventer pareille intrigue, pareils tourments, pareils scandales ? Quel féminisme de l'autonomie créatrice et de la liberté, tellement plus beau et plus fondé que ses déviances réductionnistes et socialisantes.

Le maître ensorceleur des destins romantiques, celui qui exalte, réveille, libère l'inspiration et les vérités profondes, c'est bien sûr l'amour : « La vie est un sommeil, l'amour en est le rêve. Et vous aurez vécu si vous avez aimé », annonce Musset. Que seraient sans l'amour les héros stendhaliens, ceux de Hugo, et, plus tard, ceux des derniers héritiers du romantisme, Balzac ou Flaubert ? Lettre morte. Mais la vie est bien là, et ses orages avec elle : « Il faut s'accoutumer à tenir la mer ! », déclare le Chatterton de Vigny. La mer, reflet mouvant, insaisissable de l'âme enfin libre d'affleurer en surface : « La mer est ton miroir, tu contemples ton âme / Dans le déroulement infini de sa lame », déclame Baudelaire, fils d'un romantisme mûr. La mer, et au-delà. En rupture de ban, en rupture de ville, de cercle social, l'inspiration romantique trouve dans le plein air un terrain à la mesure de ses échappées belles. Le voyageur de la célèbre toile de Caspar David Friedrich contemple un océan de nuages aussi insondable que son spleen. C'est en forêt profonde que les héros du *Ring* trouvent des clés pour percer le mystère où les a plongés le génie de Wagner. C'est face aux lumières sereines des toiles de Turner ou Constable, vaste campagne, eaux apaisées, que le spectateur d'hier et d'aujourd'hui peut retrouver la paix à l'issue du voyage au bout de lui-même, au bout de cette liberté telle que nous la définissons ici (être et devenir, volontairement, en homme responsable choisissant sa vie, ce pour quoi l'on est fait).

Enfant rebelle des Lumières, le romantisme s'affranchit de tout. De la mesure, de la retenue du classicisme, mais aussi de ses conventions stylistiques et esthétiques bien sûr – lesquelles sous la plume de Madame de Staël ne pouvaient qu'« étouffer de nobles sentiments, tarir la source des pensées » (*De la littérature, considérée dans son rapport avec les institutions sociales*). Le drame romantique, théorisé par Hugo dans la préface fondatrice de *Cromwell*, est une révolution formelle : plus d'unité de temps, de lieu, d'action, la pièce s'atomise. Suivra la bataille d'*Hernani*, véritable querelle de la modernité contre le conservatisme. En peinture, c'est la touche, les couleurs d'un Delacroix, fauve libéré en plein Salon, qui réinventent la figuration. En musique, le foisonnement, la rupture, l'innovation sont partout, des cascades pianistiques de Chopin, Liszt, Mendelssohn, aux lieder

inspirés de Schumann ou Schubert, en passant par les traits de génie de Beethoven.

Libre d'héritages formels, le romantisme s'amuse aussi à sauter par-dessus les frontières. À rêver d'ailleurs – ces voyages de Théophile Gautier ou de Pierre Loti, en Italie, en Espagne, en Algérie, au désert, ces couleurs lointaines qui résonnent des sonnets de Baudelaire aux toiles d'Ingres ou Chassériau. Et puis, là où le classicisme était attaché à la stricte tradition intellectuelle et esthétique française, le romantisme est un Européen convaincu, qui dépasse les repères de l'Hexagone pour se nourrir d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Grande-Bretagne.

Et si notre chère Europe, belle de tous ces héritages artistiques et intellectuels, si forte de ses combats pour la liberté et les droits, si miraculeusement libre de guerres depuis plus d'un demi-siècle, notre Europe d'aujourd'hui désenchantée par les débats technocrates, osait reconvoquer ce souffle romantique, *stricto sensu* – audace, innovation, ambition, création, libération des forces vives de l'individu ? Ce serait réjouissant, et salutaire.

Route de la servitude (*La*)

C'est un livre qui a bouleversé ma vie. Un petit « livre politique », comme son auteur, Friedrich Hayek, l'annonce lui-même en ouverture de cet ouvrage culte, publié en 1944.

En parallèle des grandes manœuvres visant à libérer l'Europe du joug nazi, une véritable bataille des idées fait rage entre les socialistes et les libéraux. Et dans ce conflit sublime d'intelligence, cette année charnière offre aux amoureux de la liberté une victoire comparable au débarquement de juin avec la publication, en Angleterre, de *The Road to Serfdom*, qui connut un succès immédiat et dont la version abrégée du *Reader's Digest* sera vendue à plus de 600 000 exemplaires.

Comment expliquer que ce petit livre d'un authentique académique autrichien, professeur d'économie mais aussi philosophe, juriste, épistémologue et bon connaisseur des mécaniques cérébrales, né à Vienne en 1899, émigré au Royaume-Uni pour fuir le nazisme, ait immédiatement été sanctifié et demeure, plus de soixante-dix ans plus tard, une référence majeure à travers le monde ?

D'abord parce que, avec ce livre, celui qui deviendra prix Nobel d'économie trente ans plus tard foudroie d'un coup de génie lucide une Angleterre où, à l'époque, alternaient sans cesse interventionnistes de gauche et interventionnistes de droite. Hayek, qui avait assisté quelques années plus tôt à la montée du péril hitlérien, frappe fort en accusant cette classe politique unanimement convertie au planisme, qui s'imagine en rempart contre le totalitarisme, mais qui, selon lui, lui ouvre tout grand la voie.

Heurtant de plein fouet une élite arrogante en dédicaçant son ouvrage « aux socialistes de tous les partis », le professeur de la prestigieuse London School of Economics ose briser les tabous. Il

fustige, avec une rare profondeur, la social-démocratie et le dirigisme économique qui, en empiétant sur la liberté individuelle, creusent le lit de la servitude des peuples. Si le fascisme n'est pas réaction mais fils d'une impasse, le socialisme de gauche mais aussi de droite, c'est parce que la tyrannie est l'instrument le plus efficace de coercition et de réalisation forcée des idéaux étatiques et que, à ce titre, elle finit toujours par devenir indispensable à une société planifiée. Le chapitre XII, consacré aux « racines socialistes du nazisme », d'une rare clairvoyance pour l'époque, en livre des preuves éloquentes.

Au premier regard, ce pamphlet savant pourrait toutefois sembler daté. L'Angleterre du milieu des années 1940 n'a heureusement pas connu le sort de l'Allemagne nazie. Mais ce serait manquer la grande leçon d'un livre à l'actualité brûlante. Quand la droite et la gauche communient trop longtemps aux mêmes illusions interventionnistes (suivez mon regard !), quand elles n'osent se réformer et parient plus sur l'État que sur chacun, le pays s'appauvrit, les tensions montent, la tentation sécuritaire s'accroît, l'ordre moral s'installe, la liberté se fane et la dictature rôde. Notre France contemporaine, où l'État est partout et offre, par ses échecs, table ouverte à des partis et comportements extrémistes se régalant chaque jour davantage du chômage de masse, de la déprime généralisée, de la violence et du racisme ambiant, ne peut pas être insensible à ce message.

À l'État centralisé, à la coercition généralisée, au collectivisme conservateur et distributeur de privilèges, Hayek préfère non l'anarchie mais l'État de droit limitant, par des règles fixées et annoncées à l'avance, le gouvernement. Rappelant que Mussolini avançait fièrement : « Nous avons été les premiers à affirmer que plus les formes de la civilisation sont compliquées, plus la liberté individuelle doit être restreinte », Hayek trace, dans *La Route de la servitude*, la voie d'une alternative forte, qui deviendra un concept central dans son œuvre : la préférence pour l'individualisme (au sens philosophique de respect des droits individuels, de la liberté, de la responsabilité et de la propriété de l'être humain), par opposition au collectivisme, et l'ordre spontané, hérité des scholastiques espagnols.

L'hyper-complexité des sociétés contemporaines interdit selon lui à l'homme politique, aussi doué soit-il, de voir clair, de penser juste et de décider efficacement à notre place. Le politicien, qui a de surcroît

son propre agenda, ne peut être ce surhomme capable d'anticiper tous les paramètres pour dessiner le plan qui mènera au bien-être des populations. Au contraire, il perturbe, voire anéantit, par ses interventions, les mécanismes naturels d'adaptation et de choix de chacun qui, dans un contexte de liberté, façonnent la coordination des actions humaines, elles-mêmes guidées par la boussole de la responsabilité.

La concurrence, qu'il définira comme un « processus de découverte », contribue selon lui bien mieux que le planisme à la meilleure allocation des ressources, et incite à l'innovation et au progrès d'une société qui a moins à attendre des ordres du pouvoir que de la libre initiative de chacun. Avec Hayek, la personne n'est ainsi plus un pion ou un être infantilisé. Elle devient un individu autonome, respecté, adulte et responsable. Dès lors, « la question qui se pose, c'est de savoir s'il vaut mieux que le gouvernement se borne à créer des conditions offrant les meilleures chances aux connaissances et à l'initiative des individus, en sorte de leur permettre, à eux individus, de faire les meilleurs plans possibles ; ou si l'utilisation rationnelle de nos ressources requiert une direction et une organisation centrales de toutes nos activités, conformément à une épure délibérément élaborée ».

Encapsuler aujourd'hui Hayek, comme on l'entend parfois, en extrémiste affreux ou en inspirateur de la crise financière relève, on

l'aura compris, d'une incroyable malhonnêteté intellectuelle. Parce qu'il n'imagine pas la liberté débarrassée de son corollaire, la responsabilité, ce n'est certainement pas lui qui aurait suggéré, comme les gouvernements américains démocrates puis républicains, de forcer les banques à accorder des crédits immobiliers à des personnes insolvables (origine des *subprimes*) ou de garantir *a priori* le sauvetage des banques, ce qui incitera les managers déresponsabilisés par le sinistre *too big to fail* à maximiser les risques.

Hayek, cet humaniste non conservateur dont le célèbre débat avec Keynes a marqué l'histoire de la science économique (lire à ce sujet le très juste *Keynes-Hayek. The Clash That Defined Modern Economics*, de Nicholas Wapshott), incarne une authentique « route de la liberté » bien différente de cette route de la servitude empruntée par les tenants d'un étatisme providentiel aujourd'hui en faillite. Ce n'est donc pas un hasard si ces deux grands noms de l'économie sont sans cesse accolés dans les manuels les plus sérieux comme dans les pastiches aussi amusants que pédagogiques, notamment deux clips de rap de Papola et Roberts visionnés par plus de 7 millions de personnes sur YouTube, dans lesquels Keynes et Hayek s'affrontent sur un rythme endiablé sur les vertus et les dangers du planisme et de la relance par la demande.

C'est d'ailleurs ainsi qu'il faut relire Hayek. Comme une alternative jamais appliquée (contrairement à tout ce que l'on peut en dire) au keynésianisme triomphant. Ce serait même la « seule alternative », comme le dira l'une de ses plus fidèles lectrices, Margaret Thatcher, celle qui n'a pas seulement dirigé l'Angleterre mais qui l'a également sauvée, comme l'a récemment affirmé David Cameron.

Nous aurions tort, en ces temps de nécessaire réinvention, de tourner le dos à la vision éclairée de Hayek. Aron avait commis cette tragique erreur. Comme quoi on pouvait avoir tort avec Sartre, mais également avec Aron. Michel Foucault, lui, avait *in extremis* perçu, dans sa dernière leçon, la puissance d'une pensée débarrassée des modélisations mathématiques, authentiquement construite sur une compréhension de l'agir humain et bien plus subtile que la caricature qu'on en fait. Franchissons tous ce pas. Amour de la liberté garanti !

Schneider, Michel (1944)

Je me souviens précisément du jour où j'ai eu la chance de rencontrer Michel Schneider. Tout s'est joué par l'entremise de mon vieux complice Yorick de Mombynes – un jeune énarque de la Cour des comptes, élégant, curieux de tout et, ce n'est pas courant, libertarien, avec qui j'ai créé, grâce à Richard Descoings, un séminaire d'introduction à la pensée libérale à Sciences-Po que j'anime désormais avec le très cultivé agrégé de droit public et avocat Jean-Philippe Feldman.

Michel a le regard triste de celui qui sait. Michel a aussi le regard perçant de celui qui sait formuler. À l'oral, sa lucidité assombrie interpelle. À l'écrit, sa langue est saisissante de beauté. Esprit libre, il a osé critiquer, avec courage et gourmandise, le petit Versailles républicain de la rue de Valois sous Jack Lang dans son truculent *La Comédie de la culture*. Fin observateur de l'animalité politique et tocquevillien de cœur, Michel a ensuite lancé le mouvement critique de l'infantilisation des individus par un État qualifié avec justesse de Big Mother, à la faveur d'une analyse psychopathologique de la vie politique française époustouflante d'actualité. « Cessez de nous materner ! », réclame-t-il justement dans ce livre qui inspira directement ma *Grande Nurserie*. Je ne partage pas son opposition au mariage pour tous ou à la GPA, contre nature à ses yeux, libre désir ne portant préjudice à quiconque, selon moi, mais je vibre à sa plume qui m'a tant inspiré.

Son cerveau d'écrivain est fils de sa pratique de la psychanalyse, de son passage par l'ENA, de ses années à la Cour des comptes, mais également et surtout de la nécessité, par la boulimie de belles lectures et l'écriture de romans, de se remettre de la mort de son frère aîné. On

le comprend en lisant *Comme une ombre*, qui raconte son enfance torturée, complexe, mais finalement assez riche d'expériences humaines, et ce frère si présent, si absent. Ce dernier a décidé de se libérer de la vie, plongeant dans une nuit de reconnaissance son petit frère Michel qui, de Marilyn à Proust, a comblé ses lecteurs de mots dessinés au fusain.

J'ai lu ce livre, publié quelques heures après que mon propre petit frère a suivi le même chemin. Il venait de paraître. Dans ces moments, les livres deviennent des complices de vie, des frères que l'on choisit, des cannes de liberté. J'ai revu très vite Michel, qui m'avait fait part de la douleur d'écrire sur ce sujet. Nous avons parlé culpabilité, fratrie, résilience par l'écrit, liberté, aussi, évidemment. Je lui ai fait part d'un projet secret de roman, entamé quelques mois avant que mon frère nous quitte. J'avais le titre : « Un frère en trop ». « Il ne faut pas, me dit-il, dans ces moments-là, se sentir "en trop", par culpabilité du survivant », pour ajouter : « Très beau titre, car on ne sait duquel il s'agit. » « Il y a des destins que rien ne peut sauver, ajouta l'auteur de *Morts imaginaires*, et je suis de tout cœur avec toi dans cette épreuve. Continue à l'écrire. C'est encore ce que j'ai trouvé de mieux pour répondre à la mort : "Tais-toi !" »

Se libérer de ses morts, et accepter que, chez certains, cette liberté entendue comme – ou plutôt tendue vers – « être ce pour quoi l'on est fait » puisse parfois signifier, comme dans une tragédie grecque, agir au service de sa propre destruction. Ce qui me lie à Michel va bien au-delà des mots.

Schumpeter, Joseph (1883-1950)

Quand tout va mal, deux règles fondamentales s'imposent : revenir au bon sens ; se référer aux classiques. L'un d'entre eux n'est quasiment jamais enseigné dans nos écoles. Du moins en France. Partout dans le monde, il est pourtant célébré comme l'un des grands économistes du XXe siècle : Joseph Schumpeter. Économiste d'origine autrichienne, ses travaux s'articulent autour de trois idées centrales : le marché, l'entrepreneur et l'innovation, et l'évolution des systèmes sociaux. Esprit hors pair, doté d'un grand sens de l'humour (il avait déclaré avoir trois objectifs dans l'existence : être le plus grand économiste au monde, le plus fin cavalier d'Autriche et le meilleur amant de Vienne, et avait précisé avoir atteint seulement deux de ses ambitions, mais sans préciser lesquelles…), celui qui deviendra professeur d'économie à Harvard et le maître de toute une génération d'économistes de l'après-guerre (Robert Heilbroner, Paul Samuelson, Robert Solow, etc.) étudie sous les auspices de Friedrich von Wieser, Eugen von Böhm-Bawerk et Carl Menger à l'université de Vienne. Pour autant, pour ceux qui s'intéressent aux différentes familles composant la pensée libérale, la théorie économique de Schumpeter, en particulier sa théorie des prix, plus affiliée au marginalisme de l'École de Lausanne, n'est pas entièrement « autrichienne ». Il ne dissimule pas son intérêt pour Adam Smith, Turgot et Jean-Baptiste Say, mais c'est à Léon Walras qu'il voue une réelle admiration.

Que nous apprend Schumpeter ? La place centrale de l'innovation dans le processus de développement et de croissance. C'est dans ce cadre qu'il analyse les cycles de long terme dits « de Kondratiev » (*Le Cycle des affaires*, 1939). Il les commente à l'aide du concept fondamental de « destruction créatrice ». Le processus de croissance

économique est rythmé par la destruction d'entreprises et d'industries suivie de leur remplacement par de nouveaux acteurs utilisant des nouvelles techniques de production. L'artisan de cette innovation est l'entrepreneur, l'inventeur, celui qui imagine et met en place de nouvelles combinaisons de facteurs productifs. Pour autant, s'il s'en fait un fervent défenseur, Schumpeter n'entend pas idéaliser le capitalisme, contrairement, selon lui, à Friedrich Hayek à qui il reproche, dans son *Histoire de l'analyse économique* (1954), de ne s'attacher qu'à un libéralisme abstrait. Tous deux se retrouvent en revanche sur un point : leur scepticisme face au keynésianisme ambiant.

La grande leçon de Schumpeter pour une France qui a perdu la clé de la croissance et de l'emploi, plus largement pour le monde qui s'inquiète de la robotique galopante et du développement de l'intelligence artificielle, c'est de comprendre qu'il est non seulement inutile mais nuisible à l'ensemble de l'économie d'intervenir au moyen de fonds publics pour tenter vainement de sauver une entreprise embourbée dans une industrie du passé. Il vaut mieux qu'elle ferme, que les patrons comme les salariés perdent leur emploi, mais qu'ils en retrouvent un autre dans une entreprise innovante à qui on a laissé voir le jour. Or cette dernière émerge mille fois plus facilement dans une société ouverte au monde, récompensant la prise de risque et le profit tiré de l'innovation, et débarrassée de l'esprit de précaution. La liberté de créer et d'innover est impossible à arrêter. De tout temps, certains emplois ont disparu, d'autres sont apparus, mais la richesse globale a toujours augmenté. Misons tout sur la liberté.

Sculpture

Quand j'entends le mot « sculpture », je sors la dame de fer. Pas celle moquée par Renaud, mais celle qui domine, de son feu éternel, l'entrée du port de New York. Le monument a fait oublier l'objet d'art, tant le symbole est fort et les proportions colossales. Mais la Statue de la Liberté est d'abord une sculpture, drapée de cuivre de la main du Français Auguste Bartholdi. Le flambeau levé, elle s'inscrit dans la longue tradition des allégories sculptées de la liberté, depuis la déesse Libertas des temples romains aux mille Marianne de France, front haut sous leur bonnet phrygien. Hormis quelques rares exceptions – comme *Le Génie de la Liberté* sculpté par Alexandre Auguste qui surplombe la colonne de Juillet place de la Bastille à Paris –, j'aime à constater que les Libertés sculptées sont presque toujours des femmes.

Femmes aussi, les toutes premières statuettes sculptées de main d'homme il y a des milliers d'années. Vénus paléolithiques, dames aux rondeurs d'ivoire, rêves de Pygmalion : femme, inspiration, liberté, quel dialogue fertile vous avez toujours tenu ! L'objet sculpté pourtant, par essence, est l'antithèse du libre mouvement, de la vie : malheur à celui qui est changé en statue de sel, prison éternelle de marbre et de repos pour le gisant. Mais la merveilleuse alchimie du travail et de l'art fonctionne : par le geste du sculpteur, par son amour de la matière et de son sujet, la sculpture s'anime, la figure de glaise prend vie. Malgré le poids, malgré l'ancrage du socle, on voit le sang battre à la veine de marbre. Puissante impression d'envol de la *Victoire de Samothrace* – si magnifiquement restaurée par les équipes du Louvre. Charmant soubresaut de l'Amour d'Idrac, piqué au pied par une abeille dans la galerie du Palais des beaux-arts de Lille, ma ville natale.

Le calme de la sculpture n'effraie pas la liberté, qui vient souvent se poser sur son bras comme un oiseau léger.

Liberté du regardeur – d'imaginer ce que peut bien faire de ses bras la *Vénus de Milo* ; de passer la porte du symbole pour accéder à une révélation collective ou intime. « Elles sont si belles, disait Michel-Ange des portes du baptistère Saint-Jean de Florence sublimement sculptées par Lorenzo Ghiberti, qu'elles pourraient servir d'entrée au paradis. »

Liberté extrême du créateur, malgré les contraintes de la matière et des techniques, de transformer une matière brute (minéral, végétal, eau et feu) pour faire surgir la forme, de représenter un idéal de soi aux proportions de statuaire antique, de formuler des vœux, d'intercéder auprès des dieux – petits ex-voto d'argile ou de corne, masques de danses sacrées, saints de bois polychrome, panthéons égyptien, grec et romain au grand complet.

Liberté, responsabilité et frêle espoir d'éternité, de raconter pour l'avenir une civilisation entière – livres de pierre aux chevets de nos églises romanes, aux galeries des temples d'Angkor ou de Teotihuacan.

La sculpture, au fil de son histoire et de son évolution, a aussi sa liberté propre. C'est une affranchie. Elle brise le mur de la connaissance en même temps que l'homme – de l'os à la pierre, de la pierre au bronze, au fer, au verre, à l'acier, au textile, à l'aluminium, jusqu'aux révolutions numériques en trois dimensions d'aujourd'hui.

Elle se libère de la peinture, à laquelle elle est longtemps restée liée : en l'absence de perspective moderne, peintres et tailleurs d'images du Moyen Âge étaient de la même communauté de métier, et c'est par le relief et le jeu des couleurs associées que l'image prenait sa profondeur. Les deux offices ne sont officiellement distingués qu'avec la création des Académies royales de peinture et de sculpture.

Elle s'affranchit du support plan – bas-relief, haut-relief, intaille –, pour entrer dans la « ronde-bosse », en volume. Le regardeur n'est plus tenu par la frontalité, désormais libre de regarder de tous côtés, sous tous les angles un *David* de Michel-Ange, triomphant Piazza della Signoria à Florence, ou la délicate *Psyché ranimée par le baiser de l'Amour* de Canova au Louvre.

En réalité, elle ne cesse d'inventer, d'explorer, de casser les codes – esthétiques, techniques, philosophiques : Auguste Rodin et Camille Claudel stupéfient l'époque par la puissance de leur modelé et leur audace ; le corps humain, et d'un même geste le reflet de son âme se réinventent sous la main de Maillol, Bourdelle, Brancusi, Giacometti. Les proportions s'étirent ou se dilatent, les traits s'altèrent ou s'épurent jusqu'à l'amande nue d'un visage. Pablo Picasso met des cornes à une selle de vélo, Miró fait du bronze une peinture. La sculpture flirte avec la mode – silhouettes architecturées d'un Jean-Paul Gaultier, compositions vivantes d'un Paul Poiret –, ou avec le design. Elle côtoie les technologies les plus audacieuses. Les géants hyperréalistes de Ron Mueck sont des prouesses techniques du XXIe siècle.

La sculpture sait être libérée au point d'être irrévérencieuse. Les tailleurs de pierre de l'époque romane s'amusent déjà beaucoup et n'hésitent pas à glisser des détails salés au détour d'une frise ou d'un chapiteau. Au XXe siècle, elle est d'une complète insolence : elle fait un pied de nez monumental à l'histoire de l'art avec l'urinoir de Marcel Duchamp ; elle repeint notre *Vénus de Milo* en bleu Klein ; elle broie des pianos au pilon méthodique d'Arman et célèbre des cubes de voitures compressées comme des balles de foin signées César.

Elle va même jusqu'à s'affranchir d'elle-même, s'alléger, revenir au mouvement : Calder fait des mobiles, Niki de Saint Phalle des fontaines joyeuses ; Jean Tinguely met des rouages en mouvement ; le land art sculpte le paysage, pour des compositions poétiques et éphémères. Ultime étape, certains artistes – Orlan, Cindy Sherman –

prennent leur propre corps pour support, le modifient, le mettent en scène – sculpture vivante, corps sculpté, art en chair et en os. Pas de côté vers la danse.

Mais pour moi la sculpture la plus légère, la plus émouvante, éternelle et insaisissable, la plus libre de toutes, est cette sculpture d'amour et de mots d'Aragon à Elsa, que je murmure à mon gré en songeant à l'amour de ma vie :

> *Car ceux-là qui vont lire un jour Elsa mes vers*
> *N'y peuvent séparer ton nom de l'univers*
> *Et leur bouche de chair modèle ta statue.*

Sécurité

L'État moderne réagit aux événements tragiques en intensifiant instantanément son poids et son pouvoir. Les menaces sont évidemment bien réelles. Mais cette croissance exponentielle des pouvoirs publics constitue-t-elle, de manière certaine, la solution aux nouveaux enjeux ? Dans un monde où un quasi-blanc-seing est donné au pouvoir politique, cette question de bon sens n'est même plus posée. Peu importe, finalement, la réponse. Aujourd'hui, un gouvernement qui n'augmenterait pas sa puissance d'intervention à la suite d'une catastrophe serait aussitôt taxé d'attentisme, d'incompétence ou d'insensibilité. Drame d'une société circonscrite à l'actualité et croyant aveuglement aux vertus de l'extension sans bornes de l'action publique. Dénoncer cette dérive inflationniste ou, ce qui revient au même, braver les tabous en posant la question de l'efficacité ou de la légitimité de toutes ces mesures prises, dans l'urgence, par les États en situation de crise déclenche fatalement la suspicion : comment peut-on mettre en doute l'action d'un gouvernement qui défend notre bien à tous ? La critique est, en ces matières sensibles, peu appréciée par les autorités comme par les maîtres à penser qui n'hésitent pas à la discréditer aux yeux du monde en taxant leurs détracteurs de collusion avec l'ennemi, d'égoïsme ou d'irréalisme face à l'ampleur des menaces. Bien entendu, il n'est pas question, dans nos sociétés modernes, de contester l'autorité régalienne de l'État en matière de sécurité, notamment quand il s'agit de rechercher les auteurs d'un attentat ou d'éviter qu'il se produise. Si le développement des sociétés de gardiennage et de sécurité privée a démontré ses qualités, la remise en cause du monopole de la violence légale n'est clairement pas à l'ordre du jour et demeure une

construction théorique. Cependant, même si je me suis prononcé en faveur de l'état d'urgence en France après les attentats de novembre 2015, notre démocratie ne peut basculer dans une augmentation sans limites du pouvoir sécuritaire de l'État sans s'interroger sur les conséquences de cette extension constante des pouvoirs coercitifs sur nos libertés individuelles. Les menaces terroristes, notamment, effraient légitimement. Elles appellent bien évidemment une réaction à la hauteur des dangers, mais celle-ci doit être raisonnée, limitée dans le temps, efficace et proportionnée. Une attitude responsable invite donc non pas à s'opposer systématiquement au renforcement de notre système de sécurité intérieure, mais à s'interroger en permanence sur sa portée comme sur les moyens d'améliorer les procédures de contrôle pour qu'à aucun moment nous ne puissions ni laisser les terroristes nous terroriser, ni sombrer, sans même nous en rendre compte, dans une impasse liberticide que nous pourrions regretter.

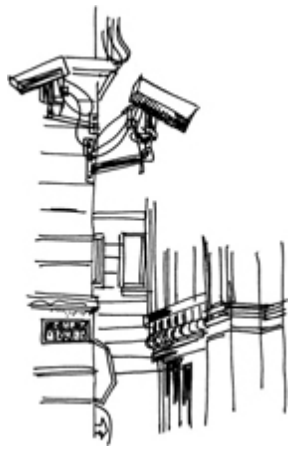
Nous sommes tous sensibles à la limitation des risques, notamment lorsqu'il s'agit de notre propre sécurité. Nos maisons, nos voitures, nos valises, nos systèmes informatiques sont tous équipés de clés, de cadenas, de codes secrets. Nous tentons ainsi de préserver notre corps, nos familles et nos biens des agressions extérieures. Trouver le bon degré de protection est, nécessairement, le résultat d'un arbitrage entre la probabilité et la conscience des risques à venir, d'une part, et le coût et les contraintes d'un accroissement des mesures de sécurité, d'autre part. Il est donc possible d'engager une réflexion rationnelle fondée sur des arguments objectifs et logiques visant à l'optimisation des mesures de sécurité intérieure. Lorsqu'un homme politique prend de telles dispositions au nom d'une nation tout entière, sa raison n'est cependant pas simplement motivée par l'évaluation des risques et des probabilités, du coût et de l'efficacité des mesures à prendre. Il est également, de par sa nature, en raison de son statut, attentif au niveau de protection attendu par son électorat (ou plus précisément qu'il croit percevoir chez celui-ci). Dans toute décision publique, mais c'est davantage le cas en matière de sécurité, on ajoute donc une variable psychologique qui n'est pas sans influence sur la décision finale. Ici, elle trouve sa source dans la nécessité de rassurer une population. Tout un jeu subtil, plus ou moins conscient, s'instaure alors entre celle-ci et ses représentants, qui cherchent, très légitimement et avec

de louables intentions, à la réconforter. Certains, plus rares, n'hésitent pas à attiser les peurs voire à jouer sur les bas instincts ou à mobiliser les cauchemars pour tenter d'augmenter l'adhésion et l'écoute de citoyens angoissés, bouleversés par les images retransmises à la télévision, partageant, dans une grande communion des sentiments, le malheur des autres et attendant de leurs élus une réaction à la hauteur de leurs inquiétudes. Chacune des parties réagit naturellement et, si l'on met à part les démarches populistes de certains leaders ou partis non gouvernementaux, aucune des deux ne peut être blâmée.

Les États policiers ont toujours été bâtis sur des sentiments de peur ou de haine, que les hommes politiques se sont crus capables de juguler. Ceux-ci, croyant souvent bien faire, n'ont pas hésité à amoindrir, égratigner, limiter voire remettre totalement en cause un certain nombre de libertés fondamentales. L'histoire a démontré que tout peut basculer quand on ne se contente plus, en gros, d'arrêter et de punir les méchants et qu'on se permet, pour le bonheur de tous, de surveiller les gentils. Afin de préserver l'homme des dérives, la politique de sécurité doit donc être constamment inféodée à notre bien le plus précieux : la liberté. La sécurité doit être au service de la liberté et de la responsabilité personnelle. Cela ne veut bien évidemment pas dire qu'il ne faut pas de police ni même une bonne police. Au contraire, et l'on ne peut que regretter que les budgets de l'armée, de la police, du renseignement et de la justice aient connu de sévères coupes quand personne n'osait toucher aux 600 milliards de dépenses sociales par an… Mais celle-ci doit, d'une part, être doublée d'une justice préservant les droits de la défense et la présomption d'innocence afin d'éviter l'arbitraire et la condamnation des innocents, et, d'autre part, ne pas se transformer en surveillance généralisée de tout le monde, sous prétexte que nous pourrions tous, à un moment ou à un autre, basculer du côté obscur. On finirait en effet, avec de tels raisonnements, par inverser la logique de préservation des droits et donner à l'État le pouvoir illégitime de contrôler nos vies.

Cette « envie du pénal », comme disait Philippe Muray, va pourtant croissant. Elle a même inspiré Steven Spielberg qui appréhende dans *Minority Report* ce que sera notre monde en 2054. Il imagine que le meurtre aura disparu grâce à la mise en place d'un système de prévention/détection/répression. La « Precrime », une autorité publique de sécurité, aidée de trois « extra-lucides », combat

le crime en fouillant en permanence dans les cerveaux des citoyens. Dès qu'une intention de meurtre jaillit dans l'esprit de l'un d'eux, l'information est identifiée en amont par cette autorité centrale et envoyée à des troupes d'élite qui arrêtent celui qui allait commettre un méfait avant même qu'il n'ait eu le temps de passer à l'acte. Cette barrière de la présomption insidieuse de culpabilité de chacun d'entre nous, qui est la marque des pires totalitarismes, ne doit, à l'évidence, jamais être franchie. C'est pourtant ce qui s'est, dans une moindre mesure, produit dans la plupart des pays occidentaux au lendemain des attaques terroristes qui ont frappé les États-Unis en 2001. Des systèmes de vidéosurveillance ont par exemple été mis en place par les autorités publiques qui n'ont eu de cesse de rappeler que celui qui n'a rien à se reprocher n'a rien à craindre à être filmé. Si l'on comprend l'argument, tout comme les avantages matériels évidents d'une telle solution (pour la dissuasion comme pour l'efficacité des enquêtes de police, nettement perceptible au lendemain des attentats de Londres, en 2005, puisque les kamikazes ont été identifiés en moins de 48 heures par les forces de l'ordre), cela ne rassure en rien quant à l'inversion de présomption qu'elle porte en elle. La surveillance généralisée fait de nous tous non plus des innocents mais des coupables en puissance, bouleversant les mentalités et perpétuant l'idée que l'État doit et peut tout régler, y compris en jonglant avec nos droits les plus essentiels, comme la préservation de nos vies privées.



Le terrorisme est une stratégie de l'incertitude, une guerre

antidémocratique. C'est même le propre de cette forme d'action que de frapper par surprise et d'entretenir l'imprévisibilité pour déstabiliser les consciences. Les terroristes visent ainsi, en frappant de manière épisodique et symbolique, à faire bien plus de dégâts que les pertes humaines et matérielles qu'ils entraînent. Ils cherchent à briser la confiance, à embrouiller les esprits, à semer le doute et à répandre l'inquiétude. Ils espèrent ralentir le tourisme, freiner le commerce, frapper l'économie tout entière, c'est-à-dire l'échange humain et la liberté. Ils veulent assécher nos cœurs, tuer notre mémoire en brisant la culture et étouffer notre vitalité. Le terroriste pouvant frapper à toute heure et n'importe où, il faudrait que l'État soit partout pour tout maîtriser, tout contrôler, tout appréhender. La suspicion gagne et le pouvoir s'étend. Le terrorisme est donc, par nature et même si tel n'est pas forcément son but premier, une lutte contre le libre-échange et une invitation indirecte à l'ultra-étatisme.

Il ne s'agit bien évidemment pas de prétendre qu'il faudrait ne point réagir aux actes terroristes. Ce sujet est trop sensible pour nous caricaturer. Il faut même que le terroriste anticipe une sanction particulièrement sévère pour tenter – lorsqu'il lui reste un soupçon de lucidité, c'est-à-dire lorsqu'il n'a pas sacrifié l'intégralité de son âme sur l'autel du fanatisme – de le dissuader. La question n'est pas là. Elle porte uniquement sur l'obsession sécuritaire qui succède à tout phénomène terroriste. Il ne s'agit pas non plus de nier l'utilité d'une politique de prévention et de contrôle, mais de rechercher le juste équilibre entre la tranquillité escomptée, l'efficacité de la dissuasion et de la surveillance, et la préservation des libertés fondamentales. Il faut en effet impérativement éviter ces périodes de serrage excessif des vis à des fins électorales. Le risque sécuritaire est bien trop souvent une excuse à l'émergence d'un État curieux, suspicieux et réduisant notre sphère de responsabilité. Si le laxisme est, en matière de sécurité, insupportable et dangereux, le climat de prévention, de méfiance et d'ultra-contrôle ne l'est pas moins. L'histoire a montré combien les législations créant, dans un climat d'urgence entretenu par une campagne de peurs, des mesures extraordinaires de sécurité, se sont toujours révélées pernicieuses pour les droits et libertés. Au lendemain du 11 Septembre, la politique de John Ashcroft, le ministre américain de la Justice, semble ainsi avoir franchi la ligne jaune de la mise en danger des libertés individuelles. Dans un pays qui s'est,

contrairement à la France, toujours gardé de sombrer dans les pièges hasardeux de la détention préventive ou des procès à huis clos, la tradition judiciaire anglo-saxonne a été, en quelques semaines, profondément bousculée. Démocrates et républicains s'accordent depuis, dans leur grande majorité, pour dénoncer une période livrée à l'improvisation et aux tentations arbitraires. Les écoutes, les perquisitions, les inculpations ont manifestement été maniées avec bien moins de vigilance que ne l'imposaient les grands principes humanistes de la nation étoilée. L'intérêt supérieur de la patrie américaine a servi de justification à une procédure marquée par le secret et par un irrespect flagrant du principe du contradictoire. Tout cela ressemblait à s'y méprendre au *Procès* de Kafka, avec d'inacceptables « tribunaux sans visages », comme ceux créés par la loi antiterroriste de Fujimori au Pérou. Commentant l'enquête diligentée au lendemain du 11 Septembre, qui n'a finalement entraîné aucune inculpation directement liée au complot terroriste et aux attaques de New York et de Washington, William Webster, l'ex-patron de la Sécurité fédérale et de la CIA, a d'ailleurs invité John Ashcroft dans le *Washington Post* à utiliser « les moyens légaux de l'investigation […] plutôt que l'intrusion dans la vie privée des gens ».

« Ceux qui renoncent à une liberté essentielle pour obtenir une sécurité temporaire ne méritent ni la liberté ni la sécurité », aimait à rappeler Benjamin Franklin. Ce commandement aussi célèbre que fondamental devrait obséder nos dirigeants qui maîtrisent le périmètre de nos libertés. Sans même évoquer le scandale de Guantánamo, la réaction politique aux événements tragiques du 11 Septembre montre combien, en l'espace d'une loi, une Administration peut mettre à mal les grands principes qui sont au fondement de l'organisation juridique et du passé philosophique de toute une nation. Le fameux Patriot Act a eu le tort de faire primer l'intérêt supposé « général » sur les droits personnels et le respect de la sphère privée. Il n'existe pourtant, sur cette Terre, que des intérêts individuels. Et ceux-ci ne peuvent coexister qu'au moyen d'échanges libres entre des individus responsables. Il faut donc préserver cette liberté comme on l'aurait fait, en d'autres temps, d'entités sacrées. Cela ne veut pas dire que les intérêts de groupes n'existent pas. Au contraire, il existe une multitude de groupements, car l'homme est un être social et ne vit pas, comme Robinson Crusoé, seul sur son île. Tous ceux qui critiquent

l'individualisme en y décelant une « faute » parce qu'« on ne vit pas seul » se trompent de cible. Les échanges et les communautés sont nécessairement choisis par des personnes. Certes, les sentiments partagés, les émotions communes et les psychologies collectives ne peuvent absolument pas être niés. Mais ils ne peuvent justifier que quelques hommes soient dotés, lorsqu'ils sont aux affaires, de pouvoirs absolument considérables allant même jusqu'à nier ou violer les droits individuels. Les dirigeants doivent, au contraire, être particulièrement lucides sur les limites des concepts collectivistes et profondément conscients de leur impérieuse mission : préserver, en toutes circonstances et avant toute chose, les droits des individus. Aujourd'hui, malheureusement, le réflexe est inversé. « La sécurité est le plus grand ennemi des hommes », s'exclame Hécate dans *Macbeth*. Terrible ambivalence, en effet, que cette quadrature du cercle dans laquelle l'État qui prend à sa charge la préservation de notre sûreté détient le monopole de la force, et peut dès lors devenir la pire menace que l'homme ait jamais connue. Il faut avoir la puissance de lever l'impôt et de battre monnaie pour parvenir à s'équiper militairement comme le fait un État. En dehors des catastrophes naturelles, les grandes vagues de destructions humaines sont toutes nées dans l'esprit de chefs d'État, dépositaires de l'affreux pouvoir d'envoyer au front ou au fond de geôles obscures des générations entières d'hommes et de femmes qui pensaient autrement et n'avaient pas leur mot à dire. Personne ne sait cependant où placer le curseur sur la ligne des valeurs afin de trouver le juste équilibre entre la liberté et la sécurité. Mais c'est justement pour cela qu'il faut sans cesse interpeller les consciences et les mobiliser sur les risques perpétuels de dérapages et innover toujours pour que des contrôles existent. Tel est le rôle du Parlement, et, plus précisément, des dispositions relevant de notre procédure pénale, véritable gardienne des droits fondamentaux.

Trop de Français sombrent cependant dans le réflexe contradictoire de la « confiance grognon » : d'un côté, ils sont prêts à dire les pires horreurs sur leurs élus et à faire montre d'une défiance absolue envers la classe politique dans son ensemble ; de l'autre, il suffit qu'un dirigeant leur explique, d'un ton grave et sévère, qu'il a adopté des mesures certes réduisant quelque peu leurs libertés mais visant à renforcer les pouvoirs de l'État pour réduire les risques

auxquels ils sont collectivement confrontés, pour que l'esprit critique s'essouffle immédiatement et qu'ils applaudissent des deux mains. La liberté et la responsabilité personnelle ne sont pas immortelles. On l'oublie trop souvent. Chacun devrait donc se sentir investi d'une mission de défenseur de ces droits piliers sans lesquels aucun autre ne serait envisageable. Étrangement, ce sont pourtant bien plus les faux « droits-créances » qui font l'objet des combats les plus âpres, contribuant d'ailleurs à faire de nos libertés de bien fragiles peaux de chagrin. La liberté et la responsabilité semblent acquises alors même qu'elles ne cessent de reculer.

En matière de sécurité, notre pays est d'ores et déjà aux prises avec les démons de l'ordre moral. L'idéologie du contrôle social entend prémunir les gens contre les dangers et profite des peurs, souvent fondées, toujours entretenues, non pas pour appliquer les règles existantes mais pour en inventer de nouvelles et étendre, en défendant l'avènement d'une société plus préventive, le pouvoir des élus sur nos vies. « Dans ce domaine comme dans bien d'autres, la morale est le bras armé du pouvoir, l'instrument idéal de contrôle et de préservation des intérêts. » L'esprit de justice est désormais associé à l'esprit de contrainte, et l'idéologie de la prévention substitue à la conscience éclairée de l'« homme libéré » la conscience étriquée et balisée du « citoyen sécurisé ». Nos valeurs sont, sous l'influence de la pensée droit-de-l'hommiste, de plus en plus entre les mains des juges, épaulés par les experts et les psychologues. Nous ne pourrons d'ailleurs pas nous priver trop longtemps de revoir notre politique pénale, de plus en plus orientée vers la rédemption que vers la sanction, entraînant un déplacement du droit, autrefois équipé de critères objectifs, et accordant de plus en plus d'importance à ce qu'Armand Laferrère a appelé « la justice des anges » (la personnalité du prévenu, l'influence de son éducation voire de la société, le risque de récidive, etc.). Ce sont, là encore, des stigmates de l'entreprise de déresponsabilisation marquant notre pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous ne pouvons bien évidemment pas nier les apports des expertises psychologiques, mais – le procès d'Outreau en a fourni une lugubre illustration – le juge peut, avec de tels outils, se retrouver dans une situation impossible. Les hommes n'ont pas le pouvoir de scruter les âmes et ne disposeront jamais de l'information suffisante pour parvenir à une décision juste. La subjectivisation

galopante du droit, qui s'est invitée à la table de la déresponsabilisation, prend donc ses racines dans une conception utopique du droit, éloignée des grands principes composant le droit naturel, mais également de la rigueur et des vertus du syllogisme judiciaire. Elle finit par biaiser les raisonnements de certains juges et pourrait bien, si l'on n'y prête pas attention, participer à l'effritement de la digue des libertés fondamentales au profit de l'erreur judiciaire et du retour de l'arbitraire. Que ce soit en matière de mœurs, d'édition, d'humour ou d'alcool, l'angélisme sécuritaire contemporain déploie ses ailes sans limite ni véritable contrôle et nous entretient dans une sorte de culpabilité généralisée tout en nous déchargeant de nos responsabilités. Serait-ce ainsi à l'État, par exemple, d'interdire la pornographie à la télévision pour protéger les enfants ? Est-ce vraiment le rôle d'un policier ou d'un préfet ? N'est-ce pas plutôt celui des parents ? Il est vraiment temps de laisser ces derniers jouer de nouveau pleinement leur rôle éducatif. Laisser également les acteurs du marché audiovisuel, de plus en plus soumis au jeu de la concurrence et donc de plus en plus soucieux de satisfaire le téléspectateur, s'adapter aux demandes de protection parentale et offrir eux-mêmes des solutions adaptées aux parents (en leur donnant par exemple, comme c'est déjà le cas, la possibilité de bloquer, au moyen d'un code secret, l'accès à certaines chaînes ou à certains programmes). On nous répondra que les parents ne sont, au sortir d'une période on ne peut plus déresponsabilisante, plus capables de tenir leur rôle. Ils ne sont d'ores et déjà plus présents, plus responsables. Broyés par la machine bureaucratique, ils auraient démissionné. Quand bien même ce serait vrai pour tous les parents (ce qui est loin d'être le cas), ce n'est précisément pas en réduisant encore davantage leurs sphères d'action que les choses vont s'arranger. Il est vrai que nous sommes allés très loin – trop loin ! – dans l'étatisation de l'intime, mais il faut, justement, provoquer le réveil des acteurs qui composent cette société démissionnaire. Notre survie en dépend.

Les attributions de l'État n'ont cessé d'augmenter sous la pression d'une demande croissante de sécurité et de protection, mais l'État précaution qui est sorti de la cuisse de l'État providence – cette immense machine à prélever et à distribuer, aujourd'hui totalement rouillée – est empli de dangers. Perpétuer le modèle actuel reviendrait à s'avouer vaincus et à accepter, avec fatalité, d'aller jusqu'au bout

d'une logique planiste qui, de toute façon, ne pourra aboutir à des résultats satisfaisants. Si l'on n'est jamais sûr de réussir en fondant son action sur des principes corrects, on est en tous les cas certains de l'échec en la fondant sur des principes erronés. On ne peut dès lors maintenir, sous prétexte que les individus seraient désormais déresponsabilisés et qu'il serait, en quelque sorte, trop tard, un système poussant encore davantage à la déresponsabilisation. Sinon, il aurait été inutile de lancer des révolutions dans les pays communistes ! Il faut, au contraire, parier de nouveau et en urgence sur les règles de politesse, sur les codes de civilité et sur la reconstruction et la redécouverte des équilibres spontanés qui naissent des comportements privés et des échanges humains pour restaurer au plus vite une régulation naturelle et durable des relations entre des individus libres et responsables, sans que l'État s'invite automatiquement dans nos vies. Tous ces comportements sociaux, qui existent naturellement mais que l'État a fini par assécher, constituent en effet une formidable alternative à l'intervention publique défaillante et reprendront naturellement vie dès qu'il entamera sa décrue. À l'inverse, l'ère du préventif et de la maîtrise anticipée des risques alimente, bien entendu, cette tendance à l'inspection légitime et continue par le « Grand Inquisiteur ». Le « panoptique » s'impose partout et creuse le lit d'une triple et ombrageuse déviance, invitant à la méfiance : le culte de l'efficacité politique, l'obsession de la défiance et la tentation tyrannique. Les amoureux de la liberté font, sur ce sujet, le grand écart. Ils tentent de résoudre l'évidente contradiction entre liberté et sécurité en justifiant le rôle de l'État dans la préservation de la sûreté des personnes et des contrats, tout en rappelant l'impérieux respect, y compris dans ces fonctions, de la liberté individuelle et de la vie privée. John Locke explique la formation même de l'État par la nécessité pour les hommes de conserver « leurs vies, leurs libertés et leurs biens ; choses que j'appelle d'un nom général, propriétés ». Un État qui n'assurerait pas cette protection perdrait donc sa légitimité. L'idée d'un État légitime mais dont les fonctions sont limitées à la sécurité est également reprise par Benjamin Constant. Et pour garantir concrètement la nécessaire limitation des pouvoirs de l'État, Constant exige que l'État se soumette à une Constitution écrite, respecte rigoureusement des formes judiciaires et garantisse la liberté de la presse. C'est sans le moindre

doute à propos de ce type de principes qu'il faut, comme l'avançait Montesquieu, « toucher aux lois avec des mains tremblantes », ce qui ne semble pas avoir été fait en l'espèce.

Au XXe siècle, la pensée de liberté s'est séparée en deux écoles. D'un côté, Friedrich Hayek a repris la notion classique d'un État chargé d'assurer la sécurité des individus, mais – conformément aux tendances générales de la pensée politique du siècle – a élargi la définition de la « sécurité » au-delà de la simple protection physique. Il estime que l'État peut assurer « un certain minimum de nourriture, hébergement et vêtements […] une assurance contre les hasards de la vie ». Il reviendra cependant sur certaines de ces protections dans *La Constitution de la liberté*. D'autres ont contesté que la sécurité physique elle-même doive être assurée par l'État, soulignant que des organisations privées peuvent s'en charger. Le penseur libertarien Murray Rothbard, dans *L'Éthique de la liberté*, tire les conséquences de son propre axiome selon lequel « l'État est une organisation criminelle » et conclut que l'État ne peut accepter librement de limiter son rôle à la préservation de la sécurité : celle-ci devra donc être assurée par des institutions privées, librement rémunérées par les bénéficiaires de leurs services. Dans l'école dite « anarcho-capitaliste », David Friedman tire les mêmes conclusions d'une approche utilitariste : la sécurité privée est préférable, moins pour protéger les libertés individuelles que parce qu'elle sera plus efficace et moins coûteuse.

Liberté et sécurité : cette opposition réconciliable mérite des réflexions profondes et sans cesse renouvelées, loin des caricatures, loin des mauvais procès. En liberté.

Séparation des pouvoirs

Il est des mythes utiles. La séparation des pouvoirs en fait partie. Pour les juristes les plus rigoureux, l'expression est un non-sens : le pouvoir étant un, comment pourrait-il se diviser ? Sa véritable signification est moins mystérieuse, plus organisationnelle : certaines fonctions de l'État sont tout simplement attribuées à des organes distincts. D'ailleurs, comme je l'ai expliqué pendant des années lors de mon séminaire de « Grandes questions du droit », à Sciences-Po, où j'exerçais, à ma manière, la « démagogie pédagogique » – une sorte de cours extrêmement agréable tout en étant extrêmement exigeant et terminant inévitablement au café pour parler de la vie et créer, au-delà du plaisir d'échanger ou de prolonger la réflexion, une incitation très forte à libérer la parole et la capacité d'investissement de l'étudiant, ne serait-ce que pour ne pas décevoir son « maître de conf » –, Montesquieu, auquel on attribue volontiers la paternité de l'expression, ne l'a jamais utilisée : il écrivait plutôt « distribution des puissances ».

Mais pour quelle raison devrait-on distribuer des fonctions à des organes séparés ? Pour obtenir la liberté, nous dit Montesquieu. Il va de soi que ce n'est pas lui qui a inventé le concept ou son équivalent, qui se trouve déjà sous la plume d'Aristote ou de John Locke. Mais Montesquieu consacre des chapitres essentiels de *De l'esprit des lois* en 1748 à l'analyse de la Constitution anglaise, qu'il comprend globalement très bien, contrairement à ce qu'ont pu en penser bien des commentateurs.

La suite de l'histoire française peut se comprendre comme un grand malentendu, d'autant plus lorsque l'on compare – cruellement – notre pays aux États-Unis. Une tradition française, commencée dès le

début de la Révolution de 1789, poursuivie sous celle de 1848, va comprendre de manière rigide la séparation des pouvoirs : pour que la liberté règne, il faudrait que les pouvoirs soient rigoureusement séparés. À un Parlement la fonction législative, à un gouvernement la fonction de l'exécution des lois, aux tribunaux celle d'appliquer les lois à des cas concrets.

Pourtant, Montesquieu n'avait jamais rien pensé de tel. Bien au contraire, il démontrait que les fonctions, certes distribuées à des organes différents, devaient permettre la collaboration de ces organes, tout du moins du législatif et de l'exécutif.

Il y a également une méprise toute française dans l'analyse de la Constitution américaine et plus largement de celle du régime dit présidentiel, selon une expression d'ailleurs tout hexagonale. La séparation des pouvoirs aux États-Unis serait rigide, nous disent les juristes français de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, à l'inverse de la séparation souple en vigueur en Angleterre. Or, c'est oublier que, outre-Atlantique, les organes participent aussi aux fonctions qui ne leur sont principalement pas attribuées : le Président américain met son veto aux lois, le Congrès peut mettre en accusation le Président comme les juges, etc.

Dans plusieurs de ses œuvres, Friedrich Hayek a constaté avec dépit l'inefficacité de la séparation des pouvoirs. Elle qui devait, aux termes des Constitutions, arrêter le pouvoir, permettre la liberté, a échoué. Les pouvoirs de l'État se sont multipliés et la liberté a reculé. Toute réflexion institutionnelle future devrait méditer ce constat pour faire rejaillir, tant c'est la destination première de tout arsenal constitutionnel, le primat absolu de la liberté.

Shõnagon (Sei)

Qui s'est déjà plongé dans les *Notes de chevet* (traduction remarquable d'André Beaujard, Gallimard-Unesco, 1966) de Sei Shõnagon, et notamment dans la version splendidement illustrée par Hokusai de l'un des plus beaux livres de la littérature japonaise, ce monument des écrits intimes rédigés par une dame d'honneur attachée à la princesse Sadako peu avant l'an 1000, au moment de la plus haute splendeur de la civilisation de Heian, connaît et goûte ces listes de libres « choses contrariantes », « choses charmantes », « choses qui font battre le cœur » et autres « choses désolantes » qui rythment l'ouvrage et révèlent l'universalité, par-delà les temps et les continents, des réflexions et humeurs sur l'oreiller d'une femme en apparence si éloignée de nous.

Tweets du Xe siècle, ces notes frappent par leur précision et leur efficacité émotionnelle. Elles frappent surtout par leur liberté tant sont décrits, dans le moindre détail, les aléas de la vie à la Cour. Elle se désole ainsi d'« un chien qui aboie pendant le jour » ; d'« une chambre d'accouchement dont le bébé est mort » ; d'« un brasier sans feu » ; d'« un conducteur qui déteste son bœuf » ; d'« un savant docteur à qui naissent continuellement des filles » ; d'« une maison où l'on n'offre pas de festin à celui qui a fait un long détour pour éviter de marcher dans une direction néfaste. Au changement de saison, c'est encore plus désolant ».

La France contemporaine inspire, elle aussi, quelques révoltes de chevet.

Choses désolantes :

L'islamisme radical et l'ensemble de ses victimes.

Le discours narquois, arrogant et boudeur de certains libéraux, à l'opposé de leur conception du libre-échange et de l'individualisation des approches – ils feraient mieux de tomber vraiment amoureux de la liberté et de respecter, voire d'aider, ceux qui devraient être leurs amis intellectuels.

L'alliance populiste des extrêmes et leur programme économique, toujours plus liberticide.

Le capitalisme de connivence l'emportant sur le capitalisme de concurrence.

Le socialisme venant parfois de gauche, parfois de droite, qui, en opposant les uns aux autres, tue tout espoir d'harmonie, brise la roue de la liberté et alimente l'envie, la pauvreté et le racisme.

Penser que les Chinois ne font que des tee-shirts quand ils ont plus de docteurs en génomique que les États-Unis.

L'obsession politicienne de protection des *insiders*, quand les vrais pauvres sont laissés de côté.

L'union sacrée des sécuritaires, la désunion partagée sur une loi de libéralisation, même modeste, de l'économie.

Les orphelins politiques, premier parti de France.

Choses réconfortantes :

L'homme, en toutes circonstances, demeurera notre dernière chance.

L'âge d'or, ce n'est pas hier, ni même avant-hier, c'est demain.

Rien ne va trop vite, c'est nous qui nous sommes arrêtés, et qui sommes libres de repartir, puis d'accélérer.

Les réactionnaires conservateurs ont leur avenir derrière eux. Le nôtre est devant.

La France est riche de tant de trésors que le jour où elle se réveillera, les talents du monde viendront s'y installer.

La capacité d'innovation, moteur premier de la croissance, est encore parmi nous.

Le progrès, qui a toujours déplacé les métiers – certains ont disparu, d'autres sont apparus, mais la richesse globale a toujours augmenté et le bien-être général s'est sans cesse accru.

La Résistance, élan spontané d'une minorité d'hommes dans une nuit en apparence éternelle.

Le panache à la Cyrano : notre véritable ADN français.

Société ouverte

« On entend trop souvent la suggestion que le totalitarisme est inévitable », écrit Karl Popper dans *La Société ouverte et ses ennemis*, un livre majeur qui a contribué à forger ma vision du monde. Publié en 1945 avec l'aide de Friedrich Hayek, qui venait de publier *La Route de la servitude*, et d'Ernst Gombrich, le grand historien d'art, son origine en dit long sur les motivations sincères de ce grand amoureux de la liberté qu'était Popper : il commença à le rédiger en mars 1938, le jour même où il apprit l'invasion de son pays, l'Autriche, par les forces nazies.

La Société ouverte appartient à un cortège d'ouvrages essentiels, fils de la montée des totalitarismes européens, comme *Le Gouvernement omnipotent* de Ludwig von Mises, *The God of the Machine* d'Isabel Paterson, *La Source vive* d'Ayn Rand ou *L'Ordre social* de Jacques Rueff, qui inspirera tant d'analyses, jusqu'aux *Maîtres penseurs* d'un ancien maïoste avec qui j'ai partagé plusieurs années durant la passionnante tâche d'attribuer le grand prix de la biographie politique, André Glucksmann.

La « société ouverte » fait référence à la démocratie athénienne fondée sur le commerce et les droits individuels – du moins de ceux qui n'étaient pas esclaves –, par opposition à la tyrannie de Sparte. Il n'en fallait pas plus pour éveiller en moi un idéal social ancré dans l'Antiquité, d'autant que Popper attaque, avec une précision redoutable, Platon, Hegel et Marx, qui ont successivement construit un mode de pensée clos sur lui-même ne supportant pas la contradiction. Il n'est pas plus tendre avec leurs enfants communs : l'historicisme, le collectivisme, le positivisme éthique et l'utopie socialiste, qu'il tient pour responsables des totalitarismes de son temps.

Popper oppose la civilisation de la « société ouverte », magnifiquement libre, aux dictatures, forcément tribales, inévitablement fermées, repliées sur elles-mêmes. Vantant, dans le sillage d'Edmund Burke et de Friedrich Hayek, la démocratie occidentale, fruit d'un long processus tendant à limiter le pouvoir politique par la règle de droit et la notion de constitutionnalité, Popper insiste davantage, pour la définir, sur cette limitation du pouvoir politique que sur le supposé transfert du pouvoir au peuple. Ce dernier serait d'ailleurs, pour Kenneth Arrow, une véritable chimère, un mythe inatteignable.

La philosophie politique de Popper a pour originalité d'être échafaudée sur les mêmes bases que sa fameuse théorie de la connaissance scientifique. Esprit rare, comme on en trouvait dans le Vienne de l'entre-deux-guerres, et né juif, Popper est en effet le philosophe des sciences qui révolutionna son domaine avec la publication, à trente-deux ans, de *Logique de la découverte scientifique.* Il définit alors la connaissance en termes de conjectures et de falsifications. On ne peut, avance-t-il, jamais être certain de la vérité, mais on peut être certain qu'une proposition est fausse, du moins dans le monde présent. Une théorie n'est scientifique que si elle est falsifiable, autrement dit si elle peut être réfutée par l'expérience. Il en va de même avec la notion de gouvernement représentatif qui doit soumettre ses propositions au scrutin uninominal et donc au jugement des électeurs. Ainsi la « société ouverte » devient une fantastique matrice à tester les idées politiques. En amoureux de la liberté, Popper

va plus loin : la démocratie n'est pas une question de « qui doit gouverner », mais plutôt un processus permettant de « changer de gouvernement sans tomber dans un bain de sang », et donc d'éviter la tyrannie.

La notion poppérienne de la « société ouverte » est réjouissante, brillante, séduisante. On comprend avec lui que la civilisation a permis, par le dialogue et l'expérimentation, l'émergence d'institutions de liberté. En contrepoint, les sociétés primitives, tribales, ne permettent pas d'échapper à la pesanteur des groupes et des traditions castratrices. Or, nous dit-il, les pensées exprimées par de nombreux écrivains contemporains demeurent frappées par des relents de primitivisme – d'atavisme social, aurait écrit Yves Guyot.

Si la pensée de Popper est lumineuse, est-elle pour autant suffisante ? J'avoue m'autoriser un doute. Contrairement à un Turgot ou un Tocqueville, Popper ne voit pas, ou pas assez, poindre la dynamique interventionniste et, par là, liberticide des démocraties modernes, qui donneront naissance au surendettement public, aux réglementations innombrables, à l'obésité d'un État providence dérivant, par la double tentation du maternage et du sécuritarisme, en « État maman » et en « État papa ».

Pire, il se réjouit à l'idée que les gouvernements des démocraties représentatives puissent se livrer à ce qu'il appelle « l'ingénierie sociale au coup par coup en opposition à l'ingénierie sociale utopiste ». Cette « ingénierie sociale » savamment dosée serait une application du principe de falsification. Or c'est exactement ce à quoi nos démocraties se sont livrées, depuis la Seconde Guerre mondiale. Avec les résultats que l'on connaît…

Dans son empressement de calquer ses notions épistémologiques à l'organisation sociale, Popper s'aveugle et finit par réfuter la tradition de la loi naturelle, qui puise pourtant sa source dans les scholastiques du XVIe siècle, ces chrétiens visionnaires, dont je parle ailleurs dans ce livre, qui théorisèrent la puissance de l'ordre spontané. Il passe alors totalement à côté de l'essence même de l'organisation sociale. Popper n'accorde finalement d'importance qu'au processus démocratique et minimise la liberté qu'un Hayek ou un Mises placent au centre du processus social.

La liberté, j'en suis convaincu, est première, et la démocratie ne

doit en rien la dominer. Elle doit même être à son service, dans ses deux approches révélées par Isaiah Berlin, la liberté négative, consistant « à ne pas être entravé dans ses choix par d'autres », et la liberté positive, invitant chacun « à être son propre maître ». Richard Epstein l'explique admirablement dans *Simple Rules for a Complex World* : les règles simples gouvernant une société de liberté se fondent sur les principes de liberté individuelle, de propriété privée, de non-agression, de liberté des contrats et de responsabilité. Ces règles « magiques » ne sont aucunement le fruit d'une pensée « magique » : elles ont été sélectionnées par des années et des années de pratique humaine. Aristote était lumineux à ce sujet :

> Le principe du gouvernement démocratique, c'est la liberté. On croirait presque, à entendre répéter cet axiome, qu'on ne peut même pas trouver de liberté ailleurs ; car la liberté, dit-on, est le but constant de toute démocratie. […] Son second caractère, c'est la faculté laissée à chacun de vivre comme il lui plaît ; c'est là, dit-on, le propre de la liberté, comme c'est le propre de l'esclavage de n'avoir pas de libre arbitre. […] Il en résulte que, dans la démocratie, le citoyen n'est tenu d'obéir à qui que ce soit ; ou, s'il obéit, c'est à la condition de commander à son tour ; et voilà comment, dans ce système, on ajoute encore à la liberté, qui vient de l'égalité (*Politique*, 1317b).

Si Popper a raison d'opposer le principe de représentativité à la dictature nazie, seule la liberté et ses corollaires permettent de s'opposer entièrement et pleinement à la tyrannie. C'est d'ailleurs ce qui fit la grandeur de la jeune Amérique. Les pères fondateurs agissaient au doux son du primat de la liberté : ils ont ainsi innové en matière de philosophie politique en imposant aux représentants du peuple les *checks and balances* et le respect du Bill of Rights. À la notion de « société ouverte », je préfère donc celle de « société libre » ou de « Grande Société », au sens où l'entendait Hayek.

Les ennemis de Popper – le nazisme, le fascisme ou le communisme – sont aujourd'hui moins audibles. Mais de nouveaux opposants à la « société ouverte » ont depuis lors surgi. De l'État islamique à la dictature en Corée du Nord, nombreux sont les totalitarismes ayant la « société ouverte » en horreur. À ceux-là, un seul mot, une seule réplique, un seul combat : liberté !

Soljenitsyne, Alexandre (1918-2008)… et Pasqualini, Jean (1926-1997) ou le non au communisme

L'Archipel du goulag et *Prisonnier de Mao* sont deux témoignages poignants de l'atrocité de l'univers carcéral du totalitarisme extrême. Ils sont, par leur contenu, la clandestinité première de leur destin et la portée majeure de leur message de vérité, de sublimes actes de résistance, des cris de liberté.

Dès leur parution (1973 et 1974), ces œuvres percutent de plein fouet les imageries de salon et les aveuglements verbeux vantant les bienfaits russes et chinois de cette « belle utopie », pour reprendre l'expression de Jacques Rossi, autre grand témoin du goulag soviétique. Elles rentrent en dissidence, cette danse potentiellement macabre et fabuleusement libératrice des amoureux de la liberté contraints de résister aux dérives de l'autoritarisme public dès lors que l'État, ou plutôt la « raison d'État », prime sur le respect et la vie des individus.

Pasqualini, dont le père était corse et la mère chinoise, a été victime de la terrifiante campagne des Cent fleurs qui, en 1957, sous couvert d'extension des droits et de restauration de la liberté d'expression, emporta, pour asseoir le pouvoir de Mao, des centaines de milliers de Chinois dans la déportation, l'enfermement ou la mort. Le péché de celui qu'on appelait, là-bas, Bao Ruo-wang ? Avoir travaillé pour l'ambassade américaine, ce qui lui vaudra douze ans de prison (il en subira sept avant d'être extradé en France). Il en revient fort d'un témoignage bouleversant sur le traitement alloué à près de 16 millions de détenus, expliquant notamment combien ces prisons maoïstes étaient conçues comme de véritables instruments de

redressement idéologique, tout en étant hautement rentables pour l'industrie. Pierre Boncenne, dans la biographie qu'il consacre à Simon Leys, relève avec ses mots toujours si justes cette différence de degré dans l'asservissement et l'épuration entre les prisons soviétiques et les geôles chinoises : « Le goulag apparaît comme un gâchis monstrueux où l'on massacre sans rentabilité économique et sans parvenir à annihiler la conscience des *zeks* (quelques-uns d'entre eux deviendront les auteurs de grands textes littéraires) ; dans le *laogai* chinois, les "centres de rectification par le travail" où la contrainte physique se double d'une sujétion mentale, la discipline atteint un tel degré de pureté coercitive que les prisonniers finissent par éprouver un sentiment de reconnaissance à l'égard de leurs geôliers. » On le perçoit d'ailleurs chez Pasqualini, qui ne parvient à se montrer ni antichinois ni anticommuniste.

Soljenitsyne a, quant à lui, modifié le sens de l'histoire avec *L'Archipel du goulag*. Ces clichés littéraires pris à l'intérieur des camps de travail communistes par un homme condamné pour « délit d'opinion » le mettent en scène dans cet « étonnant pays du goulag déchiqueté par la géographie tel un archipel, mais soudé par la psychologie tel un continent ». En donnant la parole à 227 *zeks*, ces prisonniers victimes de cette « industrie pénitentiaire », véritable « mouvement perpétuel » de l'horreur liberticide, et en faisant publier ce manuscrit passé à l'Ouest grâce au courage d'« amis invisibles », Soljenitsyne contribua à ce que le masque de l'immonde se fracture enfin.

Armes lettrées d'une admirable résilience à l'oppression, dans laquelle se marie la tendresse de la résistance à l'atrocité esclavagiste et criminelle, ces livres, parmi d'autres, sont autant de talismans et de modèles pour les authentiques amoureux de la liberté. La liberté de penser et d'écrire, et même tout simplement de décrire, s'avérant un sublime antidote aux pires dérives totalitaires.

Subsidiarité

Ce mot a mauvaise presse. Il évoque une Europe détestée. L'Europe des réglementations tatillonnes de nos fromages ou de la teneur minimale en sucre des confitures. Comme le rappelait avec rigueur et brio Jean-Philippe Feldman dans une conférence récemment prononcée sur le sujet, la subsidiarité renvoie, étymologiquement, à la ligne de réserve sur un champ de bataille, au soutien, au renfort, au secours et à l'assistance. L'ambiguïté se trouve en conséquence inscrite dans ses gènes : il existe une tension entre l'ingérence et la non-ingérence, entre la volonté d'intervenir et la limitation de l'intervention.

À l'ambiguïté des termes s'ajoute l'ambiguïté des origines. Au milieu du XIXe siècle, Mgr Ketteler, évêque socialiste de Mayence, développe le thème de la subsidiarité pour interdire aux communautés d'ordre supérieur d'empiéter sur celles d'ordre inférieur. Avec les encycliques, la doctrine sociale de l'Église consacre le plus souvent une vision hiérarchique et holiste de la subsidiarité.

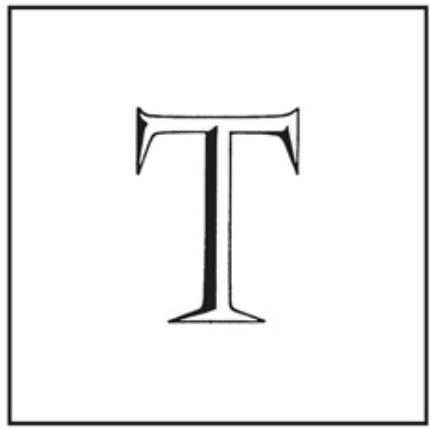
Dans son discours de Bruges en 1989, Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, mentionne onze fois le principe de subsidiarité. Il comprend parfaitement que celle-ci délimite la sphère privée et celle de l'État, et qu'elle répartit les tâches entre les différents niveaux de la puissance publique, mais il ajoute qu'il ne faut pas qu'elle devienne l'arme des « intégristes » du « tout-marché »…

L'article 3b du traité de Maastricht disposera ensuite que les décisions sont prises le plus près possible des citoyens, conformément au principe de subsidiarité. En réalité, la disposition contient trois principes : attribution, subsidiarité et proportionnalité, après un

article général relatif à la subsidiarité, et non une liste de compétences.

La conception communautaire de la subsidiarité est finalement celle d'une bonne organisation des pouvoirs publics ou d'une bonne répartition des compétences. L'Union européenne n'agit, en dehors de ses domaines de compétences exclusives, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée peuvent être mieux réalisés au niveau communautaire. Cette conception de la subsidiarité se retrouve dans le traité de Lisbonne de 2007. Le principe ne s'applique donc qu'au profit de Bruxelles : certes, il y a compétence d'attribution pour les autorités communautaires, mais il y a extension de la détermination des compétences de la Communauté à tous les domaines d'action susceptibles d'être mieux réalisés au niveau communautaire.

La conception de la subsidiarité portée par les véritables amoureux de la liberté est tout autre. Elle est, pardonnez ce mot peu élégant, « remontante ». Car elle part non des superstructures, mais de l'individu libre et vise à respecter les droits, par définition individuels. Elle porte en elle le recul du politique par rapport à la société civile. Ce n'est pas une répartition des compétences entre un super-État et des États, mais le libre épanouissement des personnes. Et tout ce que, véritablement, nous ne saurions faire nous-mêmes peut dès lors remonter à l'échelon supérieur. Avec une telle approche, aussi juste philosophiquement qu'efficace, l'harmonie spontanée des règles est, par principe, préférée à leur harmonisation forcée.



Thatcher, Margaret (1925-2013)

Le parallèle entre l'Angleterre d'avant Thatcher et la France actuelle n'a jamais été aussi criant. La gestion keynésienne du Labour et des Tories avait plongé le Royaume-Uni dans une telle nuit que le gouvernement avait été contraint de solliciter l'aide du FMI. Les syndicats étaient maîtres à bord, la taxation battait des records, le déficit commercial comme celui de la balance des paiements atteignaient des niveaux abyssaux, l'endettement montait en flèche et la productivité s'effondrait. La droite et la gauche anglaises portaient peu ou prou les mêmes solutions et n'avaient qu'un mot à la bouche : la relance, à laquelle succédait une rigueur maladroite – le fameux *stop and go*. La déprime dominait et le déclinisme avait fait son nid dans un pays où, les *trade unions* étant si puissants, la réforme paraissait impossible.

Et pourtant Margaret Thatcher l'a emporté. Les actes ont été au rendez-vous : le Royaume-Uni a connu les premiers budgets en équilibre depuis la Seconde Guerre mondiale, la mise au pas des syndicats lors de la grève des mineurs de 1984 (son second mandat sera le plus brillant), une vague de privatisations sans précédent, la libération des marchés financiers, la montée en puissance de la City et l'attraction des talents du monde. Les résultats aussi : de 1961 à 1979, l'Angleterre était passée du 9e au 18e rang mondial en PIB par habitant ; en 1990, elle avait retrouvé le 7e rang, sa productivité étant passée d'un indice 100 en 1979 à 161. Le chômage était retombé à 5,8 % grâce à la création d'un nombre considérable d'entreprises et à l'application de la devise schumpétérienne, Londres avait retrouvé son dynamisme et était devenu la première place financière et artistique d'Europe. Ce miracle anglais est le produit de cette « révolution

thatchérienne » tant caricaturée de ce côté-ci de la Manche.

Les leçons pour notre pays sont infinies. Alors qu'une chape de plomb semble s'être abattue sur la France depuis trop longtemps, il est urgent de s'inspirer de Margaret Thatcher. Il suffit, comme elle l'avait fait, de se fonder sur le bon sens, cette confiance spontanée dans le travail, l'effort et le libre-échange qu'elle avait découverte dans l'arrière-boutique de l'épicerie paternelle, comme le révèle si bien son biographe français, Jean-Louis Thiériot.

Si elle citait souvent Edmund Burke, Adam Smith, Samuel Smiles, Karl Popper, Friedrich Hayek ou Milton Friedman, c'était uniquement parce que ces grands esprits avaient su modéliser une pensée qu'elle portait au plus profond d'elle, fondée sur la confiance dans l'homme, dans la liberté, dans la responsabilité personnelle. Elle avait compris, elle, ce que sont les incitations individuelles, les risques du dirigisme, la nécessité de créer un contexte favorable aux entrepreneurs et aux innovateurs. Son succès a été tel qu'il a irrigué jusqu'au Labour lui-même, qui a osé sa révolution pour devenir le New Labour et inspirer, en partie seulement, hélas, Tony Blair.

La France a besoin d'une Margaret Thatcher. Ce pays, où l'amour de la liberté est né, s'en défend. Une large partie de l'élite ne veut s'y résoudre. Cependant, il y viendra. Car, en pleine compétition internationale des modèles sociaux, fiscaux et réglementaires, ce n'est pas une option, c'est une obligation. Si la France veut continuer à

vivre.

Théâtre

Le théâtre est puissamment réel d'être libre de réalité. Miracle de la convention scénique : ici, on « représente », on « rend présent », sous un costume et un verbe empruntés aux auteurs ; mais justement : protégés et enhardis par le pacte théâtral, le dramaturge, l'acteur, le metteur en scène sont admis à tout raconter, explorer, questionner. Ils ont cette liberté. Concentré dans l'espace et le temps de la représentation, le propos est ciselé. Il a parfois l'impact d'une balle.

Tout laisserait croire que la « boîte » du théâtre est close : son architecture, cirque antique ou dorures à l'italienne, qui tourne le dos au reste de la ville ; le temps, court – les acteurs sont sur scène une, deux, trois heures tout au plus (hormis quelques cas extraordinaires, voyages théâtraux qui embarquent le public pour parfois huit, neuf, dix heures, semées ou non d'escales pour manger un morceau sous la tente ou sous les étoiles) ; l'espace, frontal ou circulaire, parfois nu, parfois animé d'une machinerie de guindes, de pendrions, de décors pivotants, mais qui malgré toutes ses astuces reste une illusion de réel ; le texte, qui, même si les conventions classiques – unité de temps, de lieu, d'action – ont fait long feu, n'en a pas moins un début et une fin. Mais voilà le tour de force : si contraint qu'il soit, l'acte de jeu sait embrasser tout l'univers. Magie d'une liberté par-delà les fers.

Les régimes autoritaires ne s'y trompent pas. Ils ont toujours soigneusement dompté, censuré, cadré les hommes de théâtre et leur parole – bouleversant film allemand, *La Vie des autres*, où un capitaine de la Stasi se voit confier la surveillance d'un dramaturge à la puissante parole politique, et se trouve bouleversé, transformé, conquis par la liberté, l'amour, l'émotion de la vie et de l'œuvre de celui qu'il doit museler ; fantastique Pierre Caron de Beaumarchais,

qui, avec ses pièces savoureuses, nous laisse ce fameux aphorisme : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » ! Le père de Figaro et de ses incartades se gaussait de tout – justice, Église, bonnes mœurs.

Écoutons-le dans la préface du *Mariage,* lequel mettra trois ans à venir à bout des censeurs, pour être enfin représenté en 1784 :

> Me livrant à mon gai caractère, j'ai […] tenté, dans *Le Barbier de Séville*, de ramener au théâtre l'ancienne et franche gaieté, en l'alliant avec le ton léger de notre plaisanterie actuelle ; mais comme cela même était une espèce de nouveauté, la pièce fut vivement poursuivie. Il semblait que j'eusse ébranlé l'État ; l'excès de précautions qu'on prit et des cris qu'on fit contre moi décelait surtout la frayeur que certains vicieux de ce temps avaient de s'y voir démasqués. La pièce fut censurée quatre fois, cartonnée trois fois sur l'affiche à l'instant d'être jouée, dénoncée même au Parlement d'alors ; et moi, frappé de ce tumulte, je persistais à demander que le public restât le juge de ce que j'avais destiné à l'amusement du public. Je l'obtins au bout de trois ans. Après les clameurs, les éloges ; et chacun me disait tout bas : « Faites-nous donc des pièces de ce genre, puisqu'il n'y a plus que vous qui osiez rire en face. »

C'est que le théâtre n'oublie pas ses origines cathartiques par le rire et les larmes, d'Athènes au mystère médiéval, de la farce guignolesque aux tréteaux itinérants de la *commedia dell'arte* : sous le masque de carnaval ou de tragédie, c'est la puissance contenue d'une société tout entière qui explose, ses frustrations, ses interdits, ses tabous, sa soif de plus grand, de plus beau, de meilleur. De plus libre. Entre cour et jardin, l'acteur, l'auteur, le spectateur ensemble règlent

leurs comptes aux étroitesses du réel. Ils nous libèrent.

Parce que la vie est un songe, comme l'a magistralement médité Calderón de la Barca, et que représentation et réalité sont puissamment mêlées, les monuments de l'art dramatique – du Siècle d'or espagnol au Globe de Shakespeare, en passant par Goethe, Racine, Corneille – ont chéri ce qui est au cœur à la fois de toutes les vies et de tous les rêves : la liberté. C'est Faust prisonnier du pacte avec Méphistophélès, Hamlet aux prises avec une folie feinte, l'honneur et la vengeance, Andromaque ou Phèdre, jouets des désordres des hommes et de la volonté des dieux.

Le théâtre, quand il échappe aux conventions de Cour et aux diktats du répertoire, sait s'engager pour un autre monde. Un monde, avec Jean Vilar et l'immense projet du Théâtre national populaire, où tous, par-delà les conventions sociales, pourraient accéder aux plus belles œuvres de l'esprit et à l'émotion de mises en scène exigeantes, du palais de Chaillot à Avignon ; un monde, chez le dramaturge norvégien du XIXe siècle Henrik Ibsen, bien plus vaste que l'ordre petit-bourgeois où se débattent ses personnages ; où Bertolt Brecht et le Berliner Ensemble réinventent ce qu'il est décent de dire, de montrer, dans l'Allemagne d'après-guerre ; un monde dont on peut questionner les frontières, les partages, les iniquités, comme le font Ariane Mnouchkine et son Théâtre du Soleil, avec parfois des jugements discutables, mais une infinie poésie. Un monde, surtout, où l'on peut librement rire de tout – rire de résistance : merveilleux Molière, espiègles Marivaux ou Guitry, immenses amoureux de la liberté à qui j'aurais dû consacrer, aussi, de longues entrées, quels traits joyeux et imparables vous lancez aux puissants, aux hypocrites, aux bien-pensants !

J'aime aussi les infinies libertés que le théâtre d'hier et d'aujourd'hui prend avec lui-même. Je savoure, quand elle est inspirée, la liberté fantastique que peut déployer le metteur en scène – traits de génie de Giorgio Strehler ou de Bob Wilson, magie des créations lumières – pour révéler, réinventer, jeter un jour neuf ou magnifier un texte ! J'aime ressentir – ou imaginer, dans le cas de pièces que je n'ai pu voir, trop éloignées de moi dans le temps ou l'espace – la surprise réjouissante d'une innovation scénique qui fait justement sauter les parois de la « boîte », du lieu, des genres, du mur imperméable entre acteurs et spectateurs – cette incroyable *Geste*

paysanne qui de la main du metteur en scène Jean-Pierre Pottier a ouvert dans les années 1970 l'espace de la scène à la campagne entière et donné pour la première fois aux amateurs ruraux la possibilité de raconter leur propre histoire, celle des paysans ; les expérimentations de nos voisins européens du tg STAN ou de la Needcompany de Jan Lauwers qui nous réjouissent d'inventivité à chacun de leurs passages à Paris en rompant le silence entre les acteurs et la salle ; le théâtre mêlé de cinéma pour une émotion décuplée des Chiliens du Teatrocinema ; l'inclassable, merveilleux et émouvant Tanztheater de la grande Pina Bausch, récit complet de mots et de danse en hommage à la délicatesse humaine… Parfois, l'innovation a goût de subversion, comme chez le dérangeant Jan Fabre qui n'hésite pas à montrer à l'extrême le corps à cru, ou l'Italien Romeo Castellucci dont la pièce *Sur le concept du visage du fils de Dieu* a été accueillie par de violentes manifestations. Je n'en suis pas moi-même féru, mais qu'importe. L'essentiel se résume à trois coups : liberté, es-tu là ?

Tocqueville, Alexis de (1805-1859)

Qu'aurait pensé Tocqueville des grands enjeux économiques de notre temps ? Aurait-il eu peur des robots broyeurs d'emplois ? Défendrait-il l'hyper-taxation des riches ? S'inquiéterait-il de l'expansion de Google et d'Amazon ? Serait-il transhumaniste ou précautionniste ?

Derrière le nostalgique de la liberté aristocratique et l'académicien voyageur à la capacité prédictive hors du commun se cache – trop de gens l'oublient – un Tocqueville économiste qu'il est truculent d'interroger pour décrypter un monde en quête d'hauteur. Au moment où le Premier ministre s'inquiète – à tort – du silence des intellectuels, une lecture entre les lignes du génie normand offre une belle occasion de questionner notre temps.

Celui qu'on qualifie souvent de père du libéralisme à la française a le libéralisme économique particulièrement ambigu. Il se définissait d'ailleurs lui-même, dans une lettre adressée le 24 juillet 1836 à Eugène Stöffels, comme « un libéral d'une espèce nouvelle ». Et l'on s'étonne, en se souvenant du « champion de la liberté » qu'on nous décrivait sur les bancs de l'école, de lire sous sa plume un réquisitoire contre l'industrialisme que n'auraient renié ni Engels ni Piketty. « En Angleterre, écrivait-il dans son rapport sur les aspects extérieurs de Manchester publié en 1835, le nombre des personnes qui possèdent tend plutôt à diminuer qu'à croître, et le nombre des prolétaires s'augmente au contraire sans cesse avec la population. » Non, ce n'est pas l'auteur du *Capital* au XIXe siècle qui a écrit ces lignes, mais bien Alexis de Tocqueville, qui lancera, cinq ans plus tard, une charge terrible dans sa seconde *Démocratie*, contre « l'aristocratie manufacturière de nos jours » qui, « après avoir appauvri et abruti les

hommes dont elle se sert, les livre en temps de crise à la charité publique pour les nourrir ». Il n'avait d'ailleurs pas de mots assez durs pour qualifier cette élite industrielle, ces patrons formant une « nouvelle aristocratie », « une des plus dures qui aient paru sur la terre ».

Dans le même esprit, alors qu'il comparait Manchester, la grande ville manufacturière des tissus et du coton, à Birmingham, la ville du cuivre et de l'acier, où la population ouvrière était plus aisée et mieux nourrie, il n'hésita pas à affirmer : « Ici est l'esclave, là le maître ; là, les richesses de quelques-uns, ici, la misère du plus grand nombre ; là, les forces organisées d'une multitude produisent, au profit d'un seul, ce que la société n'avait pas encore su donner. » On est nettement plus proche de la lutte des classes et d'une remise en cause de ce qu'il aurait qualifié, de nos jours, de déviances du capitalisme que d'une pensée de liberté percevant dans le tournant du progrès industriel l'opportunité de sortir des populations entières de la misère et de la faim.

Tocqueville-Piketty, même combat ? Rien n'est moins sûr. Car si le grand Alexis n'est effectivement ni Frédéric Bastiat, ni Charles Comte, ni Charles Dunoyer ; s'il ne se serait jamais enflammé, comme Benjamin Constant, pour « la liberté en tout », il n'hésitait pas, lui, à dénoncer l'hyper-fiscalité frappant les entrepreneurs et notamment « l'élévation des taxes qui fait que le riche ne peut pas employer le pauvre comme il le ferait si une si grande part de son argent n'entrait pas dans le coffre de l'État ». Pas très Piketty pour le coup…

Tocqueville, tout en étant favorable à la participation comme à une banque des pauvres, n'en était pas moins un défenseur de la liberté individuelle et de la propriété privée au soutien de la prospérité économique et de la dignité humaine. Pourfendeur radical du socialisme, il affirme sans retenue que, « parmi les moyens de donner aux hommes le sentiment de l'ordre, l'activité et l'économie, je n'en connais pas de plus puissant que de leur faciliter les abords de la propriété ».

Annonçant avant tout le monde les mouvements de 1848, le député de la Manche prononça même, le 12 septembre, un discours très libéral à la Chambre des députés contre l'inscription du « droit au travail » dans la Constitution. Fustigeant avec fougue ce « droit-créance » particulièrement illusoire plaçant l'État en situation de débiteur universel face à une population désincitée à réaliser les efforts nécessaires pour trouver un emploi, il n'hésita pas à associer la pensée socialiste à « un appel énergique et continu aux passions matérielles de l'homme ».

L'étatisation croissante de l'économie lui paraissait « une attaque tantôt directe, tantôt indirecte, mais toujours continue, aux principes mêmes de la propriété individuelle » et « une défiance profonde de la liberté, de la raison humaine ». L'interventionnisme et le constructivisme étatique voulant que « la sagesse seule est dans l'État, que les sujets sont des êtres infirmes et faibles qu'il faut toujours tenir par la main, de peur qu'ils ne tombent ou ne se blessent ; […] qu'il est nécessaire de réglementer l'industrie, d'assurer la bonté des produits, d'empêcher la libre concurrence » n'avaient véritablement pas grâce à ses yeux.

« La démocratie veut l'égalité dans la liberté et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et la servitude », résumait-il dans une formule redoutablement efficace qui inspirera Hayek jusqu'au titre de sa célèbre *Route de la servitude*. Tocqueville le libéral était en verve, en ce début d'année révolutionnaire, et l'on se prend à rêver du retour d'un tel tribun, fondant ses propositions économiques sur des convictions à ce point assumées, devant une Assemblée médusée par la puissance de ses mots et la profondeur de sa croyance en l'homme comme en la liberté.

Dans la comparaison entre les Russes et les Anglo-Américains en conclusion de la première *Démocratie*, la tentation de l'ordre spontané

se fait clairement sentir : « Pour atteindre son but, le premier [l'Anglo-Americain] s'en repose sur l'intérêt personnel, et laisse agir, sans les diriger, la force et la raison des individus. Le second [le Russe] concentre en quelque sorte dans un homme toute la puissance de la société. L'un a pour principal moyen d'action la liberté ; l'autre, la servitude. » Tocqueville se méfie, surtout, tout au long de son œuvre, de tout ce qui pourrait rendre la société stationnaire, averse au risque et au progrès. Il pointe « le dogme de l'égalité des intelligences » qui s'insinue peu à peu dans les croyances et empêche les innovateurs d'émerger.

Voilà pourquoi l'on peut affirmer, sans s'inquiéter du regard oblique des experts honnêtes, que le député Tocqueville, du fait de sa critique – oserions-nous dire son incompréhension – de l'industrialisme et de ses quelques réflexes conservateurs, se serait sans doute inquiété en partie des accélérations provoquées par la révolution NBIC mais n'aurait rejoint ni le camp des sceptiques ni les apôtres de la décroissance. Il aurait agi à l'opposé d'une majorité de nos représentants de droite comme de gauche, qui ont préféré se désunir sur une loi ouvrant – même modestement – notre économie à plus de liberté et communier ensemble quand il s'est agi de restreindre nos libertés.

Mais, on le sait pour le coup, Tocqueville est et sera toujours le meilleur pour dénoncer ce « pouvoir immense et tutélaire », « absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux », qui « ressemblerait à la puissance paternelle » mais qui « ne cherche, au contraire, qu'à [nous] fixer irrévocablement dans l'enfance ». Et, rien que pour cela, c'est l'un de nos plus grands héros de la liberté.

Totalitarisme et marché

On évoque souvent, avec une certaine malhonnêteté intellectuelle, la tyrannie de la liberté. J'aimerais revenir sur quelques définitions basiques, majeures, et manifestement oubliées.

Il y a totalitarisme quand l'État dirige « tout » dans la société. Son pouvoir est illimité, verrouille la pensée, censure son expression, la vie sociale et la vie économique. Ce régime ne reconnaît aucun droit propre à quiconque sauf aux tyrans qui le dirigent.

Le régime de liberté est le strict opposé de ce régime ayant connu son « apogée » dans le fascisme, le communisme et, de nos jours, l'État islamique. La souveraineté de l'État y est limitée, ce dernier reconnaissant en théorie et en droit et respectant en acte le principe selon lequel son pouvoir exécutif et législatif respectera certaines libertés fondamentales comme les libertés religieuses, de pensée, de presse, la libre propriété, la liberté de créer, de passer des contrats, de choisir librement sa vie amoureuse comme sa vie professionnelle. La « liberté politique » en est le terreau.

La liberté implique un certain ordre spontané, pour éviter que l'on ne cherche à transformer l'homme sur le fondement de ce que l'on pense être l'ordre naturel ou de ce qu'un tyran ou un groupe de personnes croient pouvoir obtenir et faire de nous par la contrainte. L'ordre spontané, c'est l'alternative véritable aux égarements de l'ordre naturel et de l'ordre artificiel, car il ne s'agit plus de changer l'homme mais de le respecter. Cette pensée puise ses racines dans l'Antiquité et le Moyen Âge. Philippe Nemo explique admirablement que, dans l'Église, le conciliarisme s'est opposé à l'absolutisme papal ; les franchises des villes, l'autonomie des provinces, opposées à la puissance des pouvoirs royaux, sont des actes de liberté face aux

tyrannies centrales ; contre la prétention des rois absolus à gouverner seuls, on a vu apparaître des doctrines démocratiques, depuis les « monarchomaques » du XVIe siècle revendiquant le « gouvernement représentatif » et le suffrage universel, en passant par les républicains anglais, comme Harrington, ou les théoriciens de la « souveraineté populaire » en France, comme Sieyès.

Contre la prétention de l'État à se soumettre au peuple, naît, explique Nemo, la défense d'une société de liberté : depuis les scholastiques espagnols faisant valoir, en pleine époque d'Inquisition, les droits naturels des Indiens contre les actions des agents de l'État et autres colons espagnols, jusqu'aux théoriciens américains mettant en place le contrôle juridictionnel des lois pour limiter la souveraineté même du peuple par le droit, en passant par l'« école du droit de la nature et des gens » de Grotius, par les théoriciens de la tolérance comme Bayle ou Locke, par les économistes français ou anglais des Lumières comme Humboldt, Kant ou Benjamin Constant. Les révolutions hollandaise, anglaise, américaine et française, inspirées de ces idées, ont permis une évolution rapide de la société. Le progrès des sciences et des techniques, l'avènement de la « révolution industrielle », la croissance économique sans précédent, l'explosion démographique, le changement spectaculaire de la vie sociale, des mœurs, de toute la civilisation connue, tout ce qu'on caractérise comme l'avènement de la « modernité », sont les enfants de ces régimes de liberté. Mais ces mouvements, comme UberPop aujourd'hui, font peur, perturbent les rentes, déstabilisent les acquis. Ils créent donc des aubaines à saisir par des politiques, jouant les « marchands de peur » pour, si ce n'est vendre leur protection, du moins saisir un pouvoir ambitionné au-delà des limites posées par l'auto-organisation, et imposer leurs vues.

Comme Karl Popper l'a démontré, la société ouverte a deux types d'ennemis : la gauche et la droite. Pour lui, la droite, centrée sur le passé et l'ordre naturel, déplore que l'on se soit écartés des institutions anciennes. Elle prône la *réaction*, un retour aux origines, dans la lignée de Platon, nostalgique lui-même de l'aristocratie dont la société de son temps s'est écartée par étapes. La gauche, elle, est davantage encline au progrès et au constructivisme d'inspiration marxiste. Toutes deux sont fâchées avec la liberté.

Voilà pourquoi les amoureux de la liberté sont souvent orphelins : les accros de la nature succèdent souvent aux obsédés du plan et de la construction. Ils finissent même par s'unir, au moins intellectuellement, et par enfanter ce keynésianisme *soft*, maladie de notre temps, brisant autant les incitations à agir que la liberté d'inventer.

Transparence

La transparence imposée est la nouvelle mythologie de notre temps. Sa popularité ne cesse de croître, apportant, au gré des lois et des pratiques, inquisition, suspicion, culpabilisation et – c'est sans doute l'effet le plus dommageable – déresponsabilisation.

Jean-Denis Bredin, qui fut l'un de mes maîtres quand j'étais avocat et avec qui j'ai aimé parler – ultime privilège pour le jeune homme que j'étais – littérature et plaidoiries, est, lui aussi, convaincu de sa suprématie. Il l'a révélé, avec cette lucide poésie et cette cruelle ironie qui le caractérisent, sous ces traits triomphants dans un savoureux discours prononcé le 4 novembre 1997 devant la savante Compagnie, l'Académie française.

> Une femme, très jeune, très belle, seulement vêtue d'un long voile s'avança. Elle avait le regard limpide, ses mains semblaient de cristal, sa démarche était si claire, si évidente, son allure tant rayonnante que la Compagnie tout entière se leva. Superbement dressée, cette femme prit la parole, et sa voix fut aussi pure que ses mots. « Je suis la Transparence, dit-elle, la seule Vertu de ce temps et de ceux qui viendront. Je prie la Discrétion, la Réserve, la Pudeur, le Respect, de vouloir bien se retirer car leur temps est passé… Je suis la Transparence, la nouvelle Trinité, je suis la Vérité, et l'Innocence, et la Beauté. Je ressemble à l'image, je suis l'image, je ressemble au jour, à la lumière, au soleil, je lève les voiles, je chasse les mystères, je traque les mensonges, je mets bas les masques. » Le Courage s'avança et, encouragées par lui, la Justice, la Charité, la Solidarité firent de même. Ensemble ils s'inclinèrent devant la plus radieuse des Vertus. La Transparence les traversa d'un regard foudroyant et elle poursuivit son lumineux discours. « Regardez-moi tous, et ressemblez-moi. Je veux que vos corps, que vos cœurs, que vos amours, que vos patrimoines soient merveilleusement transparents. Je veux que vous appreniez à tout dire, à ne supporter aucun secret, à travailler la porte ouverte, à ressembler au verre, à la glace, aux étoiles. Je veux que vous appreniez tous à vous méfier de vos rêves, de vos rêves amis de la poésie, amis de l'art, amis de l'imagination, amis de tout ce qui porte au mensonge. Regardez-moi ! Je suis la Vérité, terrible et merveilleuse, qui ne tolère aucune ombre. Je suis l'Innocence parfaite et qui désigne tous les coupables. Je suis la vraie Beauté, celle qui a retiré tous les voiles et qui se confond à

la lumière. » La Transparence leva alors le doigt, ce doigt de vérité qu'elle porta jusqu'à ses yeux brûlants. Elle dit à nos Confrères : « Ne vous y trompez pas, Mesdames, Messieurs, je suis le plus beau mot de votre Dictionnaire, l'ultime Vertu d'un temps qui aura enterré toutes les autres[1]. »

Derrière cette ambition malsaine, cette divine prétention, cette arrogance de Coupole, se cache un phénomène infiniment pervers fait de contrôle de tout et de tous sur tout et sur tous. De la finance aux lois Sécurité et Liberté, la transparence pure et parfaite est même devenue une religion, un culte, une Église dotée de ses apôtres, de ses ayatollahs. Véritable menace pour notre intimité, elle a de quoi combler ce cher André Breton qui rêvait, le pauvre, de « vivre dans une maison de verre ». Si encore on pouvait choisir, libres de nous dévêtir. Mais au temps des écoutes et autres caméras, ce sont coercitions et autres servitudes qui nourrissent nos angoisses, réveillent nos méfiances.

Si la transparence et l'impudeur qui ont fait la fortune des émissions de télé-réalité ont pu beaucoup choquer, au moins les candidats postulaient-ils volontairement et conservaient, à tout moment, la liberté de quitter le plateau, de se soustraire aux caméras. Il en va bien différemment quand, armé du monopole de la violence légale, l'État vous force à vous dévoiler… totalement. Bilans de société, secrets de vos affaires, révélations forcées, jusqu'aux dérives complètes, la nudité s'impose au sommet des conquêtes.

Toute chose soustraite à la vue est devenue suspecte. Présumée coupable. Le *privé* cède le pas au *public*, supposé plus honnête et plus rigoureux. Mais, derrière cette volonté politique d'abolir le secret, c'est l'homme privé qui trinque, l'empire de ses secrets.

La multiplication des législations transparentionnistes – j'ose le mot, car on bascule en idéologie – omet des réalités d'évidence : trop de lois et trop de réglementation tue le droit ; les lois inutiles chassent toujours les lois essentielles ; plus la loi est complexe, plus elle engendre l'arbitraire et le soupçon. Cet arsenal législatif, créé dans l'espoir de rendre la société plus translucide, produit l'effet inverse en plaçant la réalité humaine dans l'ombre de la technicité et la liberté sous le fardeau de la culpabilité.

Pour vivre heureux, vivons cachés – c'est aussi un peu vrai pour vivre en liberté.

Turgot, Anne Robert Jacques (1727-1781)

La France n'a pas connu de meilleur économiste que le grand Turgot. En affirmant cela, je suis sans doute injuste avec tous les grands noms de l'économie française. C'est pourtant une conviction profonde. Intendant bienfaisant du Limousin et ministre de Louis XVI, l'image d'Épinal le grime en homme d'État donnant quelques bons conseils au roi avant de croiser la disgrâce. Mais c'est ignorer l'héritage véritable de ce grand amoureux de la liberté, de ce trésor pour l'esprit, de cette pépite pour tous les défenseurs d'une société débarrassée de ses blocages et autres carcans. Turgot est en effet le penseur de l'économie politique au service de la liberté et du bonheur humain.

À l'opposé des idées reçues, Turgot est l'allié des plus faibles. Dans un premier temps destiné à la prêtrise, c'est même un moraliste. « L'intérêt, l'ambition, et la vaine gloire » n'offriront jamais, à ses yeux, la joie aux hommes. Seule la liberté a ce pouvoir.

C’est au contact de la vie réelle, en tant qu’intendant de Limoges, qu’il commence à façonner ses idées. Il y fait preuve d’un esprit innovateur – il réforme la taille et la milice –, mais aussi d’un certain dirigisme quand il cherche notamment à promouvoir, avec de l’argent public, la porcelaine éponyme. La mort de Louis XV précipitera tout. Le jeune Louis XVI met un terme à la politique menée par son prédécesseur, l’ancien Parlement de Paris est rétabli et, le 24 août 1774, l’abbé Terray est renvoyé au profit de Turgot au poste prestigieux de contrôleur général des Finances (l’équivalent de Matignon aujourd’hui).

Turgot se sent alors pousser des ailes et entreprend d’instaurer la liberté du commerce des grains et de la farine à l’intérieur du royaume. C’est une révolution avant la Révolution : la France est alors parsemée de péages. Vendre du blé entre deux régions peut s’avérer extrêmement dispendieux. Les famines sont en conséquence fréquentes alors que le grain est souvent abondant. Turgot dénonce cette situation et vante les vertus d’un échange libéré sur l’ensemble du territoire. Il se heurte immédiatement aux conservatismes publics comme à certains intérêts privés. La réforme, déjà, bouscule la rente illégitime des acteurs historiques. Turgot redouble toutefois d’ardeur et multiplie les réformes économiques. Il est soutenu par le souverain, est détenteur du pouvoir et le met au service de sa vision de l’homme en supprimant les corvées et en restreignant le pouvoir des jurandes et maîtrises.

Turgot entame en parallèle avec un succès historique le

redressement financier du royaume en parvenant – une gageure, déjà ! – à faire passer le niveau des dépenses en dessous du niveau des recettes. Le déficit se réduit et le coût de la dette diminue. Les créanciers, hollandais notamment, parient sur ce ministre qui, enfin, ambitionne de mettre un terme à la spirale de l'endettement. Hélas, malgré, ou plutôt à cause de la portée de ses réformes, Turgot dérange. Il se met beaucoup de monde à dos, y compris les dévots, les parlementaires, la Cour, les financiers, et même la reine. Le roi cède et finit par ne plus le soutenir. Il faut dire que Turgot ne brille pas par son sens tactique. Il ne semble pas avoir lu Machiavel et se révèle incapable de s'allier des soutiens, de jouer de politique, et d'assouplir ou de ralentir tactiquement, pour mieux accélérer ensuite. Alors qu'il s'oppose à la participation de la France à la guerre d'indépendance américaine, il est congédié le 12 mai 1776.

Turgot a certes fini par échouer, mais il nous livre une leçon de courage et de liberté. Il croyait intimement à ses idées réformatrices, nées d'une réflexion profonde sur la nature humaine et la nécessité de créer les bonnes incitations au travail et aux bons comportements publics. Elles se sont avérées justes *a posteriori*. Turgot a en réalité connu le sort de ces amoureux de la liberté qui, emportés par leurs nobles convictions, ne supportent même pas l'idée de se compromettre.

Personne d'autre que lui, au XVIIIe siècle, n'a manifesté une perception aussi juste et aussi enracinée de la perversité ontologique de l'interventionnisme excessif et des vertus de la liberté en économie. Il l'exprime admirablement dans sa fameuse lettre à l'abbé Terray :

> Ce que doit faire la politique est donc de s'abandonner au cours de la nature et au cours du commerce, non moins nécessaire, non moins irrésistible que le cours de la nature, sans prétendre le diriger ; parce que, pour le diriger sans le déranger et sans se nuire à soi-même, il faudrait pouvoir suivre toutes les variations des besoins, des intérêts, de l'industrie des hommes ; il faudrait les connaître dans un détail qu'il est physiquement impossible de se procurer, et sur lequel le gouvernement le plus habile, le plus actif, le plus détailleur, risquera toujours de se tromper au moins de la moitié…

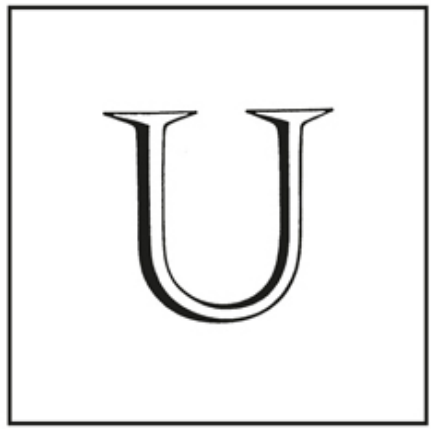
Comme Hayek un siècle plus tard, Turgot perçoit bien que le politique ne peut légitimement prétendre être ce grand architecte social omniscient, tant la connaissance pertinente se trouve entre les

mains agissantes des individus libres, guidés par leurs desseins. Lorsque la liberté est donnée à l'homme d'être maître de son destin, l'harmonie sociale devient possible, révèle le ministre. Au droit de la responsabilité, qui sanctionne les conséquences négatives du non-respect des règles de la liberté, d'orienter les comportements vers ce qui est juste et bon.

Lui qui fut « à la tête des partisans du laisser-faire », selon le mot de Gustave de Molinari, est une figure emblématique de la liberté en France. Plus qu'un acte de foi, l'amour de la liberté est, chez Turgot, un acte politique et philosophique de confiance en l'homme fondé sur son analyse de l'agir humain. Il n'est donc pas question de « faire faire au gouvernement ce que chacun peut faire et ce que chacun fera beaucoup mieux que lui ». D'où les efforts constants de ce génie de la liberté pour libérer le commerce, accroître la concurrence et réduire les entraves à l'échange comme le contrôle du prix du blé, au service du mieux-être humain.

Si Turgot fait figure de héros de ce Dictionnaire amoureux, c'est parce qu'il présente la caractéristique exceptionnelle d'être à la fois un penseur et un acteur de la liberté. Même Adam Smith a lu et a puisé ses idées dans l'œuvre de Turgot, faisant de notre grand homme un père parmi les pères de la pensée de liberté.

1. © Éditions Gallimard.



Uberisation

À l'heure où la révolution NBIC, à la croisée des Nanotechnologies, de la Biologie, de l'Informatique et des sciences Cognitives (intelligence artificielle et sciences du cerveau), bouscule des secteurs entiers, des transports à la grande distribution en passant par l'information, l'assurance, l'éducation ou la santé, un acteur majeur de nos sociétés semble devoir éternellement résister au grand bond en avant digital : l'État.

La question n'est pourtant pas de savoir s'il sera un jour uberisé, blablacarisé, googlisé, wikipédié, amazonisé, airbnbisé, youtubisé ou netflixisé, mais quand et comment.

Cependant, tout comme, hier, le chauffeur de taxi, le professeur d'université ou l'hôtelier, le politique, convaincu de son immortalité et dépassant rarement le stade technologique du SMS, n'imagine pas qu'il puisse être un jour « disrupté ».

C'est l'une des grandes lois de l'histoire : les acteurs historiques, armés des œillères du pouvoir, ne voient jamais venir ceux qui, exploitant pleinement le potentiel offert par la liberté, innovent et finissent par contester leur suprématie, défier leur modèle et creuser leur tombe. Les plus menacés par ce « dilemme de l'innovateur » sont ceux, admirable paradoxe, qui se croient protégés par un monopole public. Car aucune digue ne résistera à ce grand bond technologique. Pas même l'État, détenteur du monopole de la violence légale.

Mais qu'en restera-t-il, quand, alors qu'il aura refusé de se réformer en profondeur, la technologie s'en chargera ? Comment, au lieu de subir, saisir les opportunités et maîtriser les éventuelles déviances d'une telle mutation ? Quand l'État choisira-t-il d'être optimal plutôt que sécuritaire ou létal ?

L'innovation de rupture, qui mobilise essentiellement les enfants d'André Maginot et les lobbyistes de géants menacés, est notre alliée dans la réforme. Comme l'explique Patrick Joubert, le déploiement stratégique du Cloud dans la sphère publique réduirait les délais de traitement, supprimerait les files d'attente, faciliterait la traçabilité et permettrait une exploitation utile des données. L'optimisation des back offices administratifs autoriserait également, comme les Anglais l'ont fait sous l'impulsion d'un Français visionnaire, François Enaud, une réduction massive des besoins en fonctionnaires tout en améliorant la qualité du service rendu.

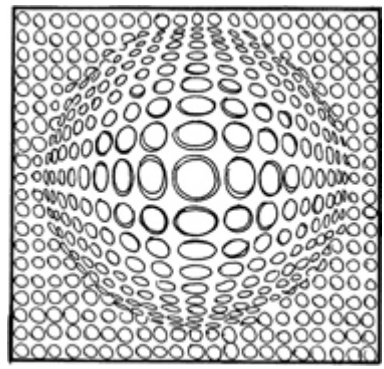
Mieux encore, la digitalisation permet d'en appeler à la multitude pour réinventer l'intervention publique. Car, dans ce nouveau monde, l'usager du service public sera tout autant son producteur, réhabilitant la liberté et la fraternité spontanée face à une égalité de façade. La France souffre d'un chômage trop important ? Pôle Emploi doit s'inspirer de l'incroyable capacité de sites et d'applications de rencontres comme Tinder ou de freelancers comme Elance ou oDesk pour optimiser la rencontre de l'offre et de la demande de travail. L'assistanat public est déjà en faillite ? Des applications de covoiturage innovant comme UberPop ou bientôt Lyft offrent de quoi arrondir ses fins de mois à toute personne disposant simplement d'une voiture et d'un peu de temps disponible. La dépendance demeure « grande cause nationale » ? Les finances publiques locales sont toujours plus contraintes ? Le crowdfunding façon Kickstarter ou Indiegogo rendrait enfin possible l'impôt volontaire au soutien de projets spécifiques. Les plates-formes de solidarité ou d'aide à la personne mettant directement en lien les personnes âgées avec la multitude de ceux qui se proposent de les aider ne cessent de se déployer. L'égalité des chances est illusoire malgré la réforme du collège ? Les Moocs, ces cours en ligne dont certains sont diplômants, permettent désormais à quiconque ayant accès à Internet de se former avec les meilleurs enseignants du monde sans barrière à l'entrée.

Le champ des possibles est infini. Que deviendra l'assurance maladie quand des médecins en ligne transformeront des jours d'hôpital en soins ambulatoires ou lorsque des cyber-infirmiers remplaceront les maisons de retraite ? Que remboursera-t-elle au temps du séquençage généralisé de nos ADN ? Aura-t-on encore besoin d'agents de circulation quand les voitures se conduiront toutes seules ?

L'avenir d'EDF et d'Areva ne doit-il être entièrement révisé à l'aune du stockage révolutionnaire de l'électricité par des inventeurs comme Elon Musk ?

Grâce à la révolution NBIC, même la rigidité de notre droit du travail se retrouve contournée par la « freelancisation » de la vie professionnelle et l'atomisation positive de l'activité productive. À l'État cependant de percevoir les clés de ces succès en adaptant sa législation et sa fiscalité au soutien, et non en frein, de l'entrepreneuriat digital et de ces fulgurances individuelles et collectives si chères à Michel Serres.

La crise de légitimité du politique elle-même ouvre le champ fascinant de la reconquête, par les citoyens, de pouvoirs trop longtemps délégués à leurs représentants grâce aux nouveaux outils de consultation, de référendums et de délibérations collectives. Le *digital empowerment* permettra aux citoyens de faire davantage pression sur leurs gouvernants au service d'une démocratie plus directe, moins déconnectée de la « vraie vie ». « Nous vivons la fin des organisations pyramidales au profit de structures relationnelles horizontales, voire "nodales", où la personne porte en elle des capacités d'innovation, de production et de partage, fait observer Bruno Breton, le dynamique patron du Social Media Lab de l'École polytechnique fédérale de Lausanne. Nous avons développé des algorithmes et des outils technologiques de *smart data* qui permettent de connecter directement les décideurs au peuple. »



Comme le démontrent par ailleurs les marchés prédictifs – dont celui lancé par Hypermind et *Le Point* –, l'élite, les sondages et les

experts eux-mêmes sont en passe d'être, eux aussi, uberisés par la sagesse des foules et le potentiel créatif du plus grand nombre. Ils offrent au passage le moyen de sortir du piège du principe de précaution, ce frein institutionnel au progrès dès lors que la science appréhende difficilement les risques soulevés par une innovation, en le remplaçant par une obligation de prévision fondée sur la capacité de l'intelligence collective à mesurer ces risques futurs. Aux États-Unis, la CIA évalue désormais les conséquences de l'action ou de l'inaction du gouvernement dans tel ou tel théâtre géopolitique *via* un marché prédictif avant de prendre la décision d'agir. Tout projet de loi devrait d'ailleurs être soumis, avant le vote, à l'anticipation collective de ses effets plus ou moins bénéfiques.

Face à tant de bouleversements, un système public dans lequel, pendant cinq ans, un président et son équipe peuvent nous imposer leurs vues, sans même s'intéresser à ces mouvements profonds, ne saurait résister.

« Les élites politiques vont être *challengées* d'ici la fin de la décennie, notamment sur les deux derniers bastions de l'État providence : l'école et la santé », avance, implacable, le serial entrepreneur et incollable visionnaire de la révolution NBIC, Laurent Alexandre. Tous les candidats à l'élection présidentielle devraient d'ailleurs s'empresser de le consulter avant de s'envoler pour un stage à la Singularity University. C'est là, notamment, que naissent les innovations les plus fascinantes et les théories politiques sous-jacentes de l'idéologie transhumaniste. Ses défenseurs, même s'ils sont plongés dans des rêves libertariens composés d'îles off-shore ou de micro-États indépendants, véritables petites Venise technologiques autogouvernées par les *geeks*, doivent être pris au sérieux car leur influence s'étend au rythme d'inventions censées, comme l'affirme le président de Google, Larry Page, « régler dans les cent prochaines années la majorité des problèmes que rencontre l'être humain ».

Si l'État doit se réformer au plus vite, en surfant sur ces innovations plutôt qu'en les laissant nous dévorer, c'est parce qu'il a un rôle majeur à jouer. Dès lors que nous vivons en société ouverte et que d'autres pays, plus technophiles, nous distancent dangereusement, il doit refuser la tentation du censeur systématique. Il ne doit pas plus se muer en accélérateur aveugle, nous livrant aux excès, aux pillages et à la destruction de nos droits fondamentaux. L'État doit, pour n'être

plus *has been*, redéfinir sa mission. C'est un défi également lancé aux intellectuels qui ont la charge d'imaginer le nouveau corpus doctrinaire d'un monde bientôt dominé par l'intelligence artificielle, la robotique, le *neuroenhancement*, la manipulation génétique et l'immortalité. Car si la lumière du progrès naît des ténèbres de siècles d'ignorance, elle peut aussi s'assombrir par la corruption, l'excès, l'aveuglement clientéliste ou la barbarie.

Le rôle premier de cet État post-providence est assurément de mûrir et de protéger, de nouveau, les droits individuels. Il doit garantir nos libertés et non, en cédant aux sirènes du sécuritarisme, nous mettre sous tutelle. Il se doit d'être fort, et donc assaini financièrement, pour se concentrer sur ses nouvelles missions : réguler ces acteurs privés à l'influence exponentielle non par des amendements guillotines mais par le jeu garanti d'une saine concurrence entre eux ; réintégrer les citoyens dans les processus de décision de leur vie ; assurer le respect, par tous, du pluralisme et des droits de propriété – y compris sur les données ; assurer la non-prolifération d'armes technologiques de surveillance et de destruction humaine ou économique massive ; offrir à chacun, quels que soient ses origines et son parcours, de devenir acteur de la réinvention de l'État. La technologie lui permet ce remodelage en nous restituant une partie des pouvoirs que nous lui avions confiés. Permettre à chacun de participer à la réinvention de l'État, quelle plus belle et plus urgente ambition pour un homme politique du XXIe siècle ?

Utopie

On traite souvent les amoureux de la liberté de doux utopistes.

L'utopie, c'est pourtant le produit d'un rêveur invétéré qui construit de manière artificielle un monde prétendument meilleur pour échapper aux réalités du monde réel. Dans *De l'esprit des lois* en 1748, Montesquieu se moquait déjà de cet auteur qui avait bâti Chalcédoine en ayant les rivages de Byzance sous les yeux. Karl Marx n'avait lui-même pas de mots assez durs pour ridiculiser ses ancêtres ou ses contemporains du « socialisme utopique » auquel il opposait les vertus de son socialisme « scientifique ». Thomas More, l'inventeur du mot *utopia*, se trouve d'ailleurs sur la liste des grands ancêtres du marxisme-léninisme sous une statue du Kremlin. Dans ses terribles chroniques du goulag, Jacques Rossi résume tout en une formule : « Qu'elle était belle, cette utopie ! » Car sous ces rêveries sociétales, de la Renaissance au XXe siècle, couvent bien souvent de sombres régimes autoritaires au mieux, totalitaires au pire, liberticides en toute hypothèse.

On comprend mieux le genre contraire auquel l'utopie a donné naissance : la contre-utopie, dont les illustrations les plus connues sont *Le Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley en 1932 et *1984* de George Orwell, paru en 1949. Ce sont des romans qui décrivent, en apparence avec empathie, mais emplis de dénonciation en creux, un futur radieux qui n'est rien d'autre que ce présent totalitaire. Les amoureux de la liberté s'y sont bien entendu retrouvés.

Mais l'utopie présente un autre sens. Bien loin d'œuvrer en faveur d'une dictature ou d'une tyrannie, elle peut servir à mettre en place une société de liberté. Friedrich Hayek écrivait ainsi dans *Droit, législation et liberté* qu'on a toujours besoin d'une utopie de rechange

pour faire face à l'effondrement du système existant. Il la définissait comme un « programme qui ne serait ni une simple défense de l'ordre établi, ni une sorte de socialisme dilué, mais un véritable radicalisme libéral qui n'épargne pas les susceptibilités des puissants (syndicats compris), qui ne soit pas trop sèchement pratique, et qui ne confine pas à ce qui semble politiquement possible aujourd'hui ». En ce sens, l'utopiste d'aujourd'hui n'est que l'annonciateur du réalisme de demain. Édouard Laboulaye l'a manifestement vécu : « Je m'attends à ce qu'au lieu de me répondre on crie à l'utopie ; c'est l'argument ordinaire de sages qui comptent leurs expériences par leurs échecs, et qui se croient des esprits pratiques en suivant l'ornière où leurs devanciers nous ont versés. »

L'utopie d'un monde de liberté, c'est sans doute la seule utopie réaliste. L'unique « foyer utopique », comme le qualifiait Michel Foucault, le véritable humanisme. Parce que, contrairement à tous les autres systèmes de pensée, elle n'ambitionne pas de changer l'homme mais de le respecter. Personnellement, je continue à y rêver.

Vanina

Rome, 1823. La ville est en émoi : la police traque les révolutionnaires carbonari qui luttent contre les souverains italiens restaurés après 1815 pour l'unification de l'Italie sous l'égide d'une Constitution libérale. Pietro, jeune patriote blessé dans les affrontements, se réfugie dans le palais du prince Vanini. Bien plus qu'une cachette et des soins, il y trouve un trésor : Vanina, la ravissante fille du prince, inspiratrice de notre Vanina… Entre les deux jeunes gens, c'est l'amour fou, passionné, sur fond de révolte politique. Leur histoire n'est pas d'un bloc, traversée aussi de jalousies, de trahisons, de repentirs : qui prétendrait que l'amour et la liberté, l'amour de la liberté, sont une tâche toujours aisée ?

C'est Stendhal qui, en 1829, signe cette brûlante nouvelle : « Vanina Vanini » paraît dans la *Revue de Paris* puis rejoint les *Chroniques italiennes* après la mort de l'auteur. Huit ans plus tôt, Stendhal avait été expulsé de Milan : sa bienveillance envers le mouvement carbonariste, issu de la franc-maçonnerie, n'était pas du goût des troupes absolutistes autrichiennes qui tenaient la ville. Il transposera dans « Vanina » des thèmes qui lui sont chers : soif de liberté, lutte contre l'oppresseur, affirmation de destins individuels par l'amour et l'engagement politique. En 1961, Roberto Rossellini adaptera l'intrigue au cinéma, avec Sandra Milo dans le rôle-titre.

Vargas Llosa, Mario (1936)

S'il est un romancier contemporain amoureux de la liberté, c'est évidemment Mario Vargas Llosa. Amoureux de la vraie liberté. Pas celle des sandinistes, pas celle qui fait rage chez ces génies de la plume aveugles aux détournements d'âmes. Celle des Lumières, des droits individuels, celle garantissant à l'homme toute la dignité à laquelle il a droit. Celle, mieux encore, qui donne la force de diriger sa vie comme un capitaine imprime la destinée de son navire.

Né à une époque et dans un pays où une vocation d'homme de lettres n'était pas aisée, le grand Mario a montré au monde que l'on peut vivre sa vie comme un héros randien. Insatiable travailleur, auteur à ce jour de plus de quarante œuvres de fiction, de romans, d'essais et de pièces de théâtre, à commencer par *Conversation à La Cathédrale*, ce roman balzacien des temps modernes dont une nouvelle traduction française vient de paraître. C'est par ce roman que j'ai été saisi à la magie llosatienne. Ce livre nous plonge dans le vrai Pérou, le Pérou quotidien, social, fait d'humanité et de laideur. On y croise des riches, des pauvres, des oppresseurs et des victimes. Un monde malade de la corruption et du mensonge. Mais, à la différence de Zola, Mario ne blâme pas les riches. Il s'en prend bien plus à l'égarement, à l'ignorance, à l'envie, à la trahison et, bien évidemment, à l'orgueil. Incroyablement lucide sur ce qui a vrillé là-bas, il revoit ses erreurs en miroir de son peuple : lui aussi, plus jeune, a soutenu le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro.

Comment faire aimer la liberté à ceux qui, croyant la connaître, lui tournent le dos, embrassent d'autres idoles ? Amoureux de la liberté, nous haïssons forcer, contraindre, imposer. Il faudra donc convaincre. Toute son œuvre y invite. À la différence de tant d'intellectuels,

d'artistes engagés, Mario Vargas Llosa n'hésite jamais à faire de la littérature un bouclier vainqueur contre tout ce qui, de près ou de loin, menace nos libertés. Dans un entretien récent, Mario évoque sa jeunesse, ces heures où il pensait, en lecteur avisé, la littérature, celle de Sartre, celle de Camus, comme un moteur du monde. Mais, précise-t-il, « l'effet social et politique de la littérature est bien moins contrôlable que ce que je ne pensais ».

Optimiste, Mario construit, lettres après lettres, une cathédrale de mots pour mieux nous libérer. « Moins susceptibles à la manipulation » : ainsi nous désire-t-il, nous, ses lecteurs, et il y contribue. La littérature comme alliée de cette « culture de la liberté ». Lui le voltairien a dû être touché, comme je l'ai été, par l'explosion des ventes du *Traité sur la tolérance* au lendemain des attentats parisiens de janvier 2015.

Aujourd'hui, grâce à Internet, la censure a la vie dure. Quelle conquête absolue ! Mario s'inquiète toutefois : « La révolution numérique produit aussi une confusion extraordinaire » ; on y trouve des histoires « bien polies, avec une technique efficace, mais ce n'est pas de la littérature, c'est de l'*entertainment* ». A-t-on cessé de lire pour gober du *on line* ? Mario, comme un remède aux dérapages stériles d'ego digitalisés, à la vacuité d'un tout devenant moins que moitié.

Ses remèdes, ses potions, ce sont ses livres, bien sûr. *La Civilisation du spectacle*, vibrant recueil au soutien des valeurs esthétiques et

éthiques de la culture, nous aide à réfléchir. Plus de réflexion, moins de divertissements futiles, de démagogie facile. Dans son éloge implicite de la tolérance, il avance sans hésiter combien toutes les cultures et toutes les religions doivent coexister, communier ensemble à la table de la liberté, seule à même de réconcilier les hommes.

Admirateur assumé de Thatcher, il n'en a pas moins dénoncé avec force son soutien à Pinochet. Les dictatures font l'objet de ses tirs nourris. Des colonnes d'*El País* à la *La Fête au bouc*, nous plongeant dans les dernières heures de l'immonde Trujillo, il dénonce Saddam Hussein et soutient l'invasion américaine, ce qui lui vaudra quelques ennemis en Europe.

En 1990, Vargas Llosa, qui était proche de Revel, va au bout de son engagement amoureux. Il se présente à l'élection présidentielle en portant les belles couleurs de la liberté. Alberto Fujimori va gagner, puis être condamné, quinze ans plus tard, pour corruption et violation des droits de l'homme… Quelle tristesse, ce Pérou, hébergeant ce génie, mais oscillant sans arrêt entre un extrémisme de gauche et son équivalent de droite.

Mais la plume est plus forte que le politique. Prix Nobel mérité, Mario Vargas Llosa est un maître, un géant. Avec lui, plus encore, aimons la liberté.

Victoria

Puissance et majesté à l'état pur : les flots du Zambèze se précipitent sur près de deux kilomètres de largeur pour former les plus spectaculaires chutes d'eau au monde, les Victoria Falls. Canyon, forêt tropicale bruissante, nuages d'eau comme si le ciel était descendu embrasser la terre : toute la libre sève de la vie est là.

Victoria, également, cette étendue d'eau immense comme une mer : le lac Victoria, serti entre le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, est le plus grand d'Afrique. Victoria, le grand désert australien, ocre et infini sous le soleil. Victoria, terre de glace étincelante dans l'Antarctique. Victoria, une île de l'archipel arctique, et combien de caps, de baies, de pics, de monts et de vallées… Nom éclatant entre tous, choisi pour désigner tant de merveilles du grand livre de la nature !

Victoria, surtout, nom de reine, mais aussi celui de notre petite fille, de notre petite reine. Victoria, « notre » majesté, si j'osais, puisque Londres, où nous résidons avec ma famille, nous a si bien accueillis. Souveraine au règne le plus glorieux de l'histoire de la Grande-Bretagne, Victoria incarne la grandeur britannique à son apogée – l'empire qu'elle a réuni couvre à sa mort, en 1901, un cinquième des terres émergées ! C'est alors l'« atelier du monde » – industriel, commercial, naval, mais aussi diplomatique : l'ère « victorienne » est remarquable de stabilité, échappant en soixante ans de règne aux guerres et aux révolutions. Volontaire, décidée, conquérante, Victoria a aussi su à l'intérieur modeler une monarchie constitutionnelle marchant vers la démocratie, dans le respect infini de la toute-puissante liberté.

Victoria, victoires de la statuaire antique qui déploient leurs ailes

de marbre au grand vent de la liberté, et dont la *Victoire de Samothrace* offre un exemple bouleversant de finesse et de puissance mêlées.

Vie privée

Pour vivre heureux, vivons cachés ! Plus qu'un adage, un droit ? En 1890, deux avocats américains, Louis Brandeis et Samuel Warren, publient « The Right to Privacy », un article dans lequel ils définissent un « droit à être laissé en paix, à l'abri du regard d'autrui », et l'érigent en véritable propriété que l'individu autonome possède et contrôle. Bien avant eux, l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 dessine en creux ce bastion imprenable de l'intimité en énonçant les droits naturels et imprescriptibles de l'homme – liberté, propriété, sûreté, résistance à l'oppression. Car l'une des premières conditions de résistance à l'oppression est bien la possibilité de vivre et d'agir à sa guise à l'abri du regard d'autrui : la surveillance, l'intrusion d'un tiers entrant dans nos vies comme dans un moulin, ouvre la voie à toutes les dérives totalitaires – en témoignent des visions angoissantes à la Orwell dans *1984* ou à la Terry Gilliam dans son film *Brazil*, ou l'analyse fondatrice de Hannah Arendt dans *Les Origines du totalitarisme* sur la fusion des sphères du public et du privé comme condition d'émergence du totalitarisme.

Sur le papier, rien de plus clair. Mais la notion de vie privée est, entre toutes, bousculée sans cesse, contrariée, défiée par la marche du progrès. La valse de la *privacy* et de la technologie ne date pas d'hier, ni d'Internet. Le passage, en les termes du sociologue Émile Durkheim, de sociétés de « solidarité mécanique », où l'individu se confond à la communauté, à une « solidarité organique », où la conscience individuelle supplante la conscience collective, se joue depuis le Moyen Âge et la distension des liens de seigneuriage avec l'évolution des techniques de travail et l'émergence progressive d'une société

industrielle. Et que dire, quelques siècles plus tard, du choc de la photographie, puis du cinéma, quand il est devenu possible de dérober, de diffuser la voix, le visage, avec l'émergence de débats sans fin sur le « droit à l'image » ?

Cela posé, nul ne peut nier que la lame de fond numérique est un défi colossal, sans précédent peut-être par sa magnitude, lancé à la vie privée. La collecte massive des données personnelles, la nébuleuse *big data* désormais de plus en plus signifiante avec les nouveaux algorithmes *smart data* capables de décrypter les émotions, de structurer, lire, faire parler au plus juste ces données brutes, la traçabilité ultra-précise de toutes les empreintes numériques, l'usage commercial fait de ces traces par un *data marketing* toujours plus bluffant de pertinence et d'adaptation à nos goûts et à nos besoins personnels, la capillarité fulgurante avec laquelle ces données circulent et s'échangent sur la Toile nourrissent, à tort ou à raison, toutes les angoisses, tous les fantasmes – brillant et bouleversant film de Spike Jonze, *Her*, où Joaquin Phoenix s'éprend de son OS, Operating System dont l'intelligence artificielle a su percer et déceler mieux qu'aucun être humain tous les secrets de son cœur. Les GAFA – Google, Apple, Facebook, Amazon et consorts –, Big Brothers que même le meilleur auteur de science-fiction n'aurait pu imaginer ? La concurrence devrait jouer et les inciter, même eux, à faire mieux en termes d'éthique de la liberté que le voisin, pour grignoter des parts de marché.

En retour, nous assistons et participons à l'un de ces moments clés de l'histoire où le droit, par essence fils du temps long et de l'« arrêt sur image », tâtonne, essaie, cherche à comprendre, encadrer et statuer sur des comportements et des avancées technologiques qui progressent, loi de Moore oblige, avec la plasticité et la vitesse d'un organisme vivant. Législateurs, entreprises du secteur, associations et société civile débattent sans relâche et s'essaient à tous les moyens pour ne pas tomber de ce train lancé à vitesse de la lumière. Non sans contradictions et frictions entre désir de préservation des libertés et atteintes qui leur sont portées.

Un arsenal de nouvelles lois et normes parfois liberticides se place sous l'impératif de sécurité, tant la pénétration et la circulation des données personnelles sont devenues un enjeu clé des guerres du XXIe siècle, terrorisme en tête. Suite aux attaques du 11 septembre

2001, le Congrès américain a voté le Patriot Act, qui comporte une série de mesures attentatoires à la *privacy*, entre autres le *sneak and peek warrant* autorisant la perquisition d'objets personnels au domicile des personnes concernées en leur absence, la section 215 établissant que la collecte et la surveillance de communications électroniques ou téléphoniques peut se faire sans mandat ni ordonnance judiciaire, et l'utilisation de programmes informatiques comme Prism ou XKeyscore permettant de scanner les communications numériques échangées sur des services en ligne. Le Royaume-Uni a publié le 25 juillet 2014 le controversé Data Retention and Investigatory Powers Act (DRIPA), obligeant les fournisseurs d'accès à Internet, y compris étrangers, à conserver les données de communication de ses utilisateurs (excepté le contenu) jusqu'à douze mois, afin que les services de police y aient accès.

En France, la loi de programmation militaire votée en 2013 permet à son article 20 l'accès administratif aux données de connexion et au contenu des échanges électroniques des utilisateurs de services en ligne ; le projet de loi relatif à la géolocalisation étudie la possibilité pour la police judiciaire de suivre par « tout moyen technique destiné à la localisation en temps réel, sur l'ensemble du territoire national, [d'] une personne, à l'insu de celle-ci, [d'] un véhicule ou [de] tout autre objet, sans le consentement de son propriétaire ou de son possesseur » ; le projet de loi sur le renseignement, à l'étude à l'heure où j'écris ces lignes, considère l'utilisation par la police judiciaire de boîtes noires (dispositifs d'analyse automatique des données sur la Toile), d'IMSI-catchers (fausses antennes permettant d'intercepter les conversations téléphoniques), de micros et de caméras dans des lieux privés à l'insu de leurs propriétaires, ainsi que de *keyloggers* (logiciels pouvant enregistrer en temps réel ce que tape un utilisateur sur un clavier). La liberté recule, la vie privée devient peau de chagrin.

Les institutions de surveillance publiques se multiplient : Commission nationale de l'informatique et des libertés en France (CNIL), Information Commissioner's Office (ICO) britannique… Et les obligations faites aux opérateurs et entreprises du secteur sur le traitement et la conservation des données personnelles deviennent innombrables, parfois au détriment grave de la liberté économique et entrepreneuriale.

En contrepoids, se radicalise une idéologie de la transparence à

mon sens tout aussi liberticide : « *You have zero privacy anyway. Get over it* », affirmait déjà en 2000 Scott McNealy, le patron de la firme américaine Sun Microsystems. « *Public is the new social norm* », confirmait Mark Zuckerberg en 2010. Selon Vint Cerf, considéré comme l'un des pères d'Internet, « *Privacy may actually be an anomaly* », une parenthèse historique entre les XIXe et XXe siècles, de la période préindustrielle à l'ère numérique. La multiplication de prises de position et désormais de législations transparentionnistes postulant la mort irréversible de la vie privée, comme je le développe dans une entrée de ce dictionnaire dédiée à la transparence, place la réalité humaine dans l'ombre de la technicité et la liberté sous le fardeau de la culpabilité.

Pendant ce temps, soucieux de libertés mais toujours sur le fil de l'ingérence ou de la contrainte, les chartes et les engagements de principe fleurissent, de la main des opérateurs du secteur ou de la société civile : à l'occasion des huit cents ans de la Magna Carta et des vingt-cinq ans du World Wide Web, la British Library a lancé un projet de « Magna Carta du numérique », où chacun peut voter pour les clauses de « l'Internet qu'il préfère » pour la liberté, l'accès et le respect de la vie privée sur Internet ; la dernière édition du Forum d'Avignon, passionnante ère de débat sur les mutations de la société et de la culture à l'ère numérique, animée avec brio par l'excellente Laure Kaltenbach, proposait dans sa dernière édition une « Déclaration préliminaire des droits de l'homme numérique », quand le Conseil des droits de l'homme de l'ONU vient précisément d'annoncer à l'unanimité par les 47 États membres la création d'un rapporteur spécial sur le droit à la vie privée chargé de travailler « sur les questions de vie privée en ligne et hors ligne, notamment la surveillance, les perquisitions et les saisies par la police, les restrictions de l'État sur les relations personnelles, et les intrusions des entreprises dans la vie privée », de « signaler les violations présumées, en quelque lieu qu'elles se produisent, du droit au respect de la vie privée », et d'avancer des « solutions utiles pour garantir le droit à la vie privée à l'ère du numérique ».

Car par-delà les débats la question est bien là : quelles solutions concrètes avons-nous à l'ère numérique pour préserver ce qui me semble être un jardin secret essentiel au déploiement de la liberté ? La réflexion sur les outils d'information (expliquer à l'usager, pour lui

donner des marges d'action éclairées) et les solutions technologiques est à mon sens une piste incontournable, avec notamment le concept émergent de *privacy by design*, qui suppose d'intégrer la protection des données personnelles dans les normes de conception des technologies, des pratiques internes et des infrastructures matérielles en en faisant une donnée majeure pour les développeurs, dès la conception. Elles se développeront nécessairement par l'effet de la libre concurrence, qui incite non seulement au meilleur prix, au meilleur service, mais également au meilleur comportement éthique. Mais tous les moyens techniques ne peuvent prendre sens et utilité qu'en tant qu'adjuvants et conseillers du meilleur garant de la préservation de la vie privée : la responsabilité individuelle, corollaire indépassable de la liberté humaine.

À chacun, en tant qu'entrepreneur, ami, parent, d'exercer à chaque pas dans ses usages, si les outils d'information lui en sont donnés, une curiosité salvatrice pour comprendre ce qui se passe, et une éthique d'action personnelle à l'heure de dire ou ne pas dire, faire ou ne pas faire. À chacun, au temps d'Internet comme du séculaire bouche à oreille, d'exercer son bon sens pour, en être libre, choisir et assumer ses dires et ses actes.

La distinction entre *polis* (vie publique) et *oikos* (vie privée) constitue un socle fondamental des civilisations humaines. Quand la norme n'associe plus la vie privée à un sanctuaire inviolable et sacré, c'est la liberté qui meurt. L'exigence de transparence, fragile paravent d'une surenchère médiatico-commerciale, renvoie au mythe dépeint par Rousseau dans *La Nouvelle Héloïse* d'une société d'innocence, cet âge fantasmé dans lequel les individus vivraient sans conflit ni mensonge. Mais Rousseau lui-même savait qu'il s'agissait d'une utopie. Une utopie dévastatrice qui, en brisant la sage séparation aristotélicienne entre le public et le privé, engendre non le rêve mais le cauchemar.

Les êtres humains ne sont ni des vitres ni des lieux de passage pour la lumière. Ils sont épais, complexes, et doivent bénéficier d'un droit sacré à la préservation de leurs rires, de leurs peines, de leur intimité. Si la transparence publique est essentielle, de la destination de fonds publics à la lumière nécessaire sur les crimes des tyrans, la glasnost n'a aucun droit de cité par-delà les frontières de ce qui nous est

personnel. Y compris, j'en suis convaincu, pour les personnes publiques.

L'enfer décrit par Sartre dans *Huis clos* n'était-il pas ce blocage du clignement d'œil, livrant ainsi, sans aucun répit, chaque seconde s'écoulant au regard de l'autre ? Et si Hannah Arendt fait du respect de cette dichotomie vie privée/vie publique le point d'orgue d'un basculement potentiel vers le totalitarisme, c'est précisément parce que l'individu, pour être libre, ne doit voir son « moi » broyé par un intérêt ou un désir collectiviste.

Face à certaines révélations touchant à l'intime, la curiosité et la nécessité de se tenir informé sont plus fortes que la réprobation personnelle. Elles ne devraient tout simplement pas être publiées. Car les biais cognitifs sont trop puissants pour ne pas découvrir ce que l'on aimerait y trouver. Toute personne, quelle qu'elle soit, qui serait écoutée ou enregistrée à son insu, souffre nécessairement d'une telle publicité. Et que dire du secret de l'instruction, sans cesse bafoué au profit d'articles destinés à condamner *a priori*, sans respecter les principes fondamentaux de la présomption d'innocence, du secret des échanges entre un avocat et son client, du droit à un procès équitable et des droits de la défense ?

Nous vivons une dangereuse régression démocratique, dont les poussées de fièvre récentes ouvriront peut-être la voie à une exigence de décence. Nous aurons alors sauvé la vie privée. Et sauvé la liberté.

Vingtième siècle

On a coutume de qualifier le XIXe siècle de grand siècle de la liberté. Paradoxalement, le XXe siècle, siècle des guerres mondiales et des totalitarismes, a produit de nombreux penseurs libéraux, forcément défenseurs, à des degrés divers, d'une société de liberté, nourrissant les grands courants qui composent une pensée toujours plus vivante.

Les adeptes du libéralisme social ou du socialisme libéral laissent un domaine d'action important à l'État dont l'objet, loin de se limiter à ses fonctions dites régaliennes, est d'encadrer le marché et de protéger les plus faibles. Certes, le marché représente un outil incontournable en raison de son efficacité, mais les injustices auxquelles il mènerait devraient être redressées par l'État, défenseur de l'intérêt général, dans la lignée de Mill, Mazzini, Green, Rosselli ou Sen.

Les partisans du libéralisme conservateur, eux, se méfient des emballements démocratiques et entendent tout particulièrement protéger le droit de propriété contre les atteintes susceptibles de lui être portées. Opposés à la redistribution des richesses, ils ne rechignent cependant pas à l'usage de l'arme étatique pour maintenir les valeurs fondatrices de la société, notamment sur le plan moral.

Ceux qui se qualifient de libéraux sans épithète – les défenseurs du libre marché selon une expression américaine courante, mais réductrice – estiment que les socialistes libéraux et les conservateurs libéraux travestissent leur doctrine. Le rôle de l'État doit se limiter à celui d'un veilleur de nuit ou d'un garant aux fonctions strictement encadrées : protection intérieure et extérieure du territoire, affaires étrangères et, suivant les auteurs, quelques autres missions telles que la lutte contre les épidémies, les tâches qui excèdent les possibilités –

en tout cas actuelles – du secteur privé, ou encore les « biens publics », selon une expression controversée.

Cet État plus ou moins limité apparaît toutefois trop étendu aux yeux des libertariens, un courant d'origine américaine qui plaide en faveur d'un État vraiment minimal, auquel le philosophe Robert Nozick a attaché son nom dans *Anarchie, État et Utopie* de 1974, écrit, entre autres, en réaction à la *Théorie de la justice* de John Rawls.

Enfin, les anarcho-capitalistes constituent un rameau détaché de l'anarchisme et, comme lui, œuvrent à la disparition – parfois immédiate, parfois plus progressive – de l'État, mais, d'une part, refusent toute violence, d'autre part, prônent le capitalisme. Deux positions peuvent être distinguées à l'intérieur de ce courant, une fois encore américain : ceux qui, tel David Friedman – le fils de Milton –, justifient le libéralisme avant tout par son efficacité et qui renouent ainsi avec le vieil utilitarisme ; et ceux qui, tel Murray Rothbard, le défendent par sa justice et plus précisément au motif que lui seul permet de défendre un droit absolu de propriété – d'aucuns les nomment « propriétaristes ».

D'autres auteurs sont plus difficiles à classer, à commencer par les écrivains. Ayn Rand, auteur de romans best-sellers et dont Rothbard fut un élève bien plus radical, a toujours refusé d'être cataloguée parmi les libertariens. Fondatrice du courant « objectiviste », elle affirme que l'individu doit, pour survivre, refuser de nier la réalité, fuir le mysticisme et adopter un code moral fondé sur des valeurs objectives et des vertus qu'elle découvre dans le capitalisme.

Philip K. Dick, dans ses nouvelles de science-fiction, décrit un monde du futur où les valeurs libérales sont sacrifiées et son *Minority Report*, porté à l'écran par Steven Spielberg, dénonce une société dans laquelle les individus sont condamnés pour des crimes qu'ils vont prétendument commettre. Autre exemple, Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature, n'a jamais caché son goût pour la défense de la liberté individuelle… et sa passion pour Margaret Thatcher !

À la fin du XXe siècle et au début du XXIe, la pensée de liberté se décline en plusieurs modes d'approche, sous une influence américaine prégnante. Les grands penseurs actuels sont avant tout américains, ou du moins ont-ils créé des écoles aux États-Unis qui ont attiré les

étudiants et les chercheurs libéraux du monde entier. L'université de Chicago, sous la bannière de Hayek et de Milton Friedman, qui y fonda l'influente École de la théorie quantitative de la monnaie, dite monétarisme, est devenue universellement célèbre. Mises, exilé aux États-Unis pendant la guerre, a créé un séminaire influent à l'université de New York. Quant au courant de l'analyse économique du droit, il applique de manière transdisciplinaire les outils de l'analyse économique au domaine juridique, et ce afin de prédire les effets d'une loi, de prescrire le vote d'une législation ou de prédire quel texte sera adopté.

Fondé véritablement à la fin des années 1950 et au début des années 1960 autour d'articles de Ronald Coase (« Le coût du droit ») et de Guido Calabresi, le mouvement dit Law and Economics compte plusieurs prix Nobel d'économie : Coase et Gary Becker. Et il en est venu à traiter de tous les aspects du droit – droit des affaires, de la concurrence et de la fiscalité bien sûr, mais aussi droit des contrats, de la famille, de la propriété ou encore de la responsabilité, tant civile que pénale.

L'École des choix publics s'est, elle, finalement installée à l'université George Mason, à Fairfax, sous la direction de James Buchanan, prix Nobel d'économie en 1986. Le Public Choice démythifie l'État et ses serviteurs en insistant sur le fait que les hommes politiques sont des individus comme les autres, mus par leur intérêt personnel et en ce sens soucieux de leur élection ou réélection. La sphère du politique se trouve analysée comme un « marché » sur lequel les votes s'échangent contre des promesses d'intervention publique. La loi résulte d'un marchandage entre des groupes d'individus qui cherchent à atteindre leurs objectifs par le truchement de la contrainte.

Elinor Ostrom, première femme à recevoir le prix Nobel d'économie, en 2009, est elle aussi une amoureuse de la liberté. Elle a en effet démontré, dans le prolongement des travaux sur l'ordre spontané, que face à un problème de gestion de ressources communes, des règles émergent, la plupart du temps, à partir de l'interaction individuelle, sans avoir recours à l'État.

La pensée de liberté est un arc-en-ciel offrant une palette tuant dans l'œuf toute tentative sincère de caricature. Sa variété en fait l'un

des courants de pensée les plus riches et les plus passionnants.

Voltaire (1694-1778)

Voltaire incarne toutes les contradictions françaises en matière d'amour de la liberté.

Il est, d'abord, le premier ou du moins l'un des premiers grands intellectuels. Au bon sens du terme : pas celui de l'« opium » cher à Raymond Aron, mais celui de penseur engagé de la liberté. Très impliqué dans les affaires Calas, Sirven ou du chevalier de La Barre, Voltaire échappe au monde purement académique ou théorique pour s'engager publiquement au soutien de la justice face à l'intolérance et la bêtise.

Son principal engagement sera, on le sait, au soutien de la liberté d'opinion et d'expression. S'il admire l'Angleterre, ce n'est d'ailleurs pas un hasard : ces libertés y sont, dès son époque, autrement garanties. Voltaire connaîtra pourtant la privation de liberté, raffermissant d'autant plus son amour pour elle : durant la plus grande partie de sa vie, il dut fuir à répétition la maréchaussée, quitter le territoire français, subir les foudres de l'extrémisme religieux et le poids de l'intolérance.

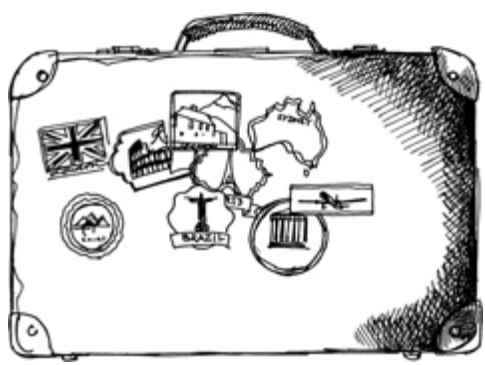
Sa passion pour la liberté le conduit également à saluer la nomination de Turgot par Louis XVI, comprenant au passage les bienfaits du progrès technique et de la diversification, la France ne pouvant demeurer une nation agricole.

Son amour de la liberté est-il pour autant sans tache ? Il est permis d'en douter. La lecture de certains textes de l'auteur de la célèbre formule « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire » se transforme parfois en redoutable épreuve, à commencer par un antisémitisme virulent, savamment exploité par le gouvernement de Vichy. Par ailleurs, ses accointances avec les grands de ce monde, les « despotes éclairés » (ou plus exactement les « monarques éclairés »), manifestent une tendance très française à tout attendre d'un homme providentiel. Voltaire aurait dû savoir, ainsi que l'exprima Frédéric Bastiat à la fin des années 1840, qu'« il y a trop de grands hommes dans le monde ; il y a trop de législateurs, organisateurs, instituteurs de sociétés, conducteurs de peuples, pères de nation, etc., etc. Trop de gens se placent au-dessus de l'humanité pour la régenter, trop de gens font métier de s'occuper d'elle ».

Parce que nous ne devons jamais faiblir dans notre amour pour la liberté, un mot de lui, enfin, nous invite à la mobilisation : « N'est-il pas honteux que les fanatiques aient du zèle et que les sages n'en aient pas ? » Alors que sèchent péniblement les larmes de *Charlie Hebdo*, c'est un commandement qu'il me plaît à rappeler aux crédules d'un monde qui n'aurait, parce qu'elles seraient définitivement acquises, plus à se battre pour nos libertés. De même qu'on ne dit jamais assez qu'on aime, on ne défend jamais assez le souffle de la liberté.

Voyages

« Il meurt lentement celui qui ne voyage pas, / celui qui ne lit pas, / celui qui n'écoute pas de musique », écrit le grand poète chilien Pablo Neruda. « Il meurt lentement / celui qui devient esclave de l'habitude / refaisant tous les jours les mêmes chemins, / celui qui ne change jamais de repère, / Ne se risque jamais à changer la couleur de ses vêtements / Ou qui ne parle jamais à un inconnu », poursuit celui qui a su rapporter, de séjours lointains et même d'un exil déchirant, une œuvre poétique ronde et généreuse comme la Terre. Il meurt lentement, oui – ou du moins meurt en lui un monde de possibles, tant le voyage est à la fois un acte et un moyen de liberté sans commune mesure.



Il exerce son choix, celui qui décide de faire ses valises – guidé non par la nécessité, la misère ou la violence, mais par la volonté d'un projet – artistique, scientifique, professionnel, ou juste par l'envie, une incurable gourmandise ou un goût délicieux du monde et des autres. Il exerce également son risque, celui qui décide de fermer la porte sur le

quotidien, de tenter des horizons neufs. Il tente sa chance et son plaisir – « Heureux qui comme Ulysse a fait un beau voyage » ! –, s'offre l'échappée belle, sur des mers réelles ou rêvées – car pour l'esprit nomade le voyage peut se contenter des routes de l'imaginaire : « J'ai accompli de délicieux voyages, embarqué sur un mot », se souvient Balzac, quand Cyrano travaille « sans souci de gloire ou de fortune, / À tel voyage, auquel on pense, dans la lune ! » La liberté du voyageur s'épanouit bien avant, et au-delà du départ, car c'est l'âme qui a des ailes : « Il n'est rien de plus beau, fait remarquer Kundera, que l'instant qui précède le voyage, l'instant où l'horizon de demain vient nous rendre visite et nous dire ses promesses. »

Ceux qu'on appelle « écrivains-voyageurs », parce que leur plume se nourrit de leurs pas, excellent à donner corps à l'évasion, à la pure charge de liberté que porte en lui-même le voyage. Le Suisse Nicolas Bouvier part dès dix-sept ans pour faire ses politesses au monde, parce qu'« un voyage se passe de motif, il ne tarde pas à prouver qu'il se suffit à lui-même ». Il sèmera, de Norvège en Japon, d'Afghanistan en Iran, de Corée en Turquie, des poignées de mots d'une poésie poignante et d'une infinie justesse. Avant et après lui, d'autres hommes et femmes de lettres et d'horizons – de Pierre Loti, Théophile Gautier, George Sand ou Stendhal au XIXe siècle aux « découvreurs » et aventuriers Victor Segalen, Alexandra David-Néel ou Théodore Monod, en passant par Stevenson, Gracq, Kessel, Le Clézio, Kerouac, et jusqu'à leurs plus jeunes héritiers, comme Sylvain Tesson ou le Ono-dit-Biot de *Birmane* ou *Plonger* – incarnent mot à mot, pas à pas, le souffle libre de la route.

Car des noces vagabondes de l'intime et de l'ailleurs naît surtout le plus beau fruit de liberté : la création, sœur de curiosité, d'ouverture, de rencontres ou de solitude inspirée.

Baudelaire parfume ses *Fleurs du mal* de senteurs lointaines. Delacroix rentre du Maroc, ses carnets saturés de croquis et de couleurs pour de géniales toiles à naître. Gauguin part en Polynésie et bouleverse le postimpressionnisme. Lettres, peinture, mais aussi musique – chœur des Bohémiens de la *Traviata*, accents andalous du *Carmen* de Bizet, Brel chantant les Marquises. Cinéma, photographie – songeons, entre mille, aux images de Depardon ou de Marie Bovo : il n'est pas un art qui n'ose le hors-champ.

Manifestation d'une liberté certaine, le voyage est aussi le moyen

de conquérir une liberté plus haute : une liberté nourrie de connaissances accrues – du monde, des autres et de soi – qui seules peuvent éclairer les vrais choix et leur conférer leur valeur.

« Le monde est un livre et ceux qui ne voyagent pas n'en lisent qu'une page », écrit saint Augustin : on peut voyager pour mieux connaître le monde et ses semblables, dévoiler leurs mystères, et mieux guider sa barque à la boussole d'une compréhension neuve. Les grandes expéditions, découvertes ou voyages scientifiques de Marco Polo, Magellan, Colomb, Jacques Cartier, Cook, Amundsen, Paul-Émile Victor et tant d'autres grands explorateurs ont fait reculer les bornes de l'univers. Quel élan de liberté que d'aller au-delà du connu, de nous libérer par la connaissance ! Franchir les limites d'un monde pour faire connaissance avec le nouveau, c'est faire preuve d'un immense courage, d'une audace, d'une vision individuelle peu commune, mais aussi léguer aux générations suivantes l'aire d'une liberté augmentée. Souvent, l'exploration, la percée des frontières accompagnent aussi un élan économique puissant, pour découvrir de nouveaux marchés, des routes plus rapides, de nouvelles techniques, de nouveaux trésors – songeons aux épopées de la route des Indes, mais aussi à l'extraordinaire aventure de Jacques Cœur, grand argentier du roi Charles VII, qui de Gênes et Venise au Levant multiplie les innovations commerciales et les entreprises. Il aura fallu toute l'humanité de Jean-Christophe Rufin, autre romancier-voyageur, pour dépasser l'image un peu froide de ce génie du monde et révéler, dans *Le Grand Cœur*, la puissance de l'imaginaire au service de la première mondialisation.

Mais on peut voyager, surtout, pour se connaître soi, pour la conquête d'une liberté intérieure plus fertile que tous les pays de Cocagne. « Certains pensent qu'ils font un voyage, en fait c'est le voyage qui vous fait ou vous défait », note Bouvier : on ne peut que sourire, et souscrire. C'est le voyage qui « forme la jeunesse », le « grand tour » des jeunes gens de la haute société britannique ou allemande des XVIIIe et XIXe siècles pour parfaire leur éducation et leurs humanités, leur donner les moyens d'agir plus tard en conscience et en honnêtes hommes.

C'est le voyage qui affûte l'intelligence critique, qui « étend les idées et rabat l'amour-propre », comme raille Sainte-Beuve ou le décrit Montaigne dans son *Journal de voyage* : « Il faut voyager pour frotter et limer sa cervelle contre celle d'autrui. » Alphonse de Lamartine, qui a

beaucoup voyagé en Orient de la Grèce à Jérusalem en passant par le Liban, confirme : « Il n'y a pas d'homme plus complet que celui qui a beaucoup voyagé, qui a changé vingt fois la forme de sa pensée et de sa vie. »

C'est aussi, et surtout, le voyage initiatique, le voyage du conte où un jeune héros quitte la sécurité du foyer, l'étroitesse du jardin, pour aller affronter mille aventures et périls avant de revenir sur la terre de ses pères, homme fait et libre de son destin – libéré de ses peurs, d'héritages trop lourds. Le voyage d'Ulysse, qui au bout des mers et des sortilèges se rencontre lui-même et revient « plein d'usage et raison », comme le dépeint du Bellay. Les voyages de Gulliver, ou ceux de Jules Verne, à pied, en ballon ou en quatre-vingts jours, qui déroulent paysages, obstacles et merveilles en écho à tout ce que le regardeur-voyageur contemple et surmonte à mesure en lui-même. « Je réponds ordinairement à ceux qui me demandent raison de mes voyages : que je sais bien ce que je fuis, et non pas ce que je cherche », songe Montaigne dans ses *Essais*.

Voilà l'essence du voyage : tâtonnement, lente progression depuis un port d'attache, guidé par une étoile fidèle à peine devinée mais que l'on sait être celle de sa vérité. « Le véritable voyage, note Marcel Proust, ne consiste pas à chercher de nouveaux paysages mais à avoir de nouveaux yeux » : ultime libération, par l'esprit, l'intelligence et le cœur ensemble, que de parvenir à réinventer le regard que l'on porte sur le monde.

Il meurt lentement celui qui ne voyage pas ? « Vis maintenant ! », rétorque Neruda. Moi qui n'ai jamais voyagé jusqu'à un âge avancé, du fait des choix de mes parents, je rattrape mon retard en suivant ce commandement : « Risque-toi aujourd'hui ! Agis tout de suite ! Ne te laisse pas mourir lentement ! Ne te prive pas d'être heureux ! » Ne te prive pas, en un mot, d'être libre !

Welles, Orson (1915-1985)

« Une manière de géant au regard enfantin, un arbre bourré d'oiseaux et d'ombre, un chien qui a cassé sa chaîne et se couche dans les plates-bandes, un paresseux actif, un fou sage, une solitude entourée de monde, un étudiant qui dort en classe, un stratège qui fait semblant d'être ivre quand il veut qu'on lui foute la paix. Il semble avoir employé mieux que personne l'allure nonchalante de la véritable force qui feint d'être à la dérive et se dirige d'un œil entrouvert » : j'adore ce portrait d'Orson Welles par Cocteau. Tout est là : l'indépendance, la force et la fraîcheur, les contradictions, l'extrême intelligence, la poésie, la liberté.

Le formidable cinéaste, acteur, metteur en scène de théâtre, producteur, scénariste aurait cent ans à l'heure où j'écris ces lignes. Difficile de résumer un homme et une œuvre se déclinant à l'infini : Welles était un « homme-orchestre », comme il aimait à se définir lui-même, un touche-à-tout incroyablement prolifique. Il n'est qu'à voir et revoir ses films – *Citizen Kane* bien sûr, mais aussi *La Splendeur des Amberson*, *La Dame de Shanghai*, *Macbeth*, *Othello*, *Falstaff*… – pour s'en convaincre.

Outre le talent, immense, j'aime en retenir l'irrévérence et l'audace. Quand il arrive à Hollywood, à vingt ans à peine, il entend faire du cinéma en dehors des clous, sans contrôle d'un studio ou d'une production. Libre. Le résultat ? *Citizen Kane*, qui sort en 1941, porté au pinacle par des générations de cinéphiles comme le plus grand film du siècle. Il y a le sujet bien sûr : avec le personnage de Charles Foster Kane, Welles prend de front Randolph Hearst, magnat intouchable de la presse américaine. Il y a aussi la forme : subjectivité d'une caméra qui « enquête », mode de narration nouveau qui brise la chronologie, rythme fascinant des plans-séquences, profondeur de champ, primauté du montage… « Ce que Griffith a fait au temps du muet, Welles l'a fait pour le parlant », résumait Godard.

Et Welles, en homme libre, n'a pas hésité par la suite à se mettre Hollywood à dos : « Je combats pour le cinéma universel comme un géant dans un monde de nains. » Le propos avait de quoi irriter, autant que ses invites à l'endroit des confrères : Charlie Chaplin ? Arrogant. James Stewart ? Mauvais acteur. J'en passe : Woody Allen, Alfred Hitchcock et bien d'autres ont subi ses compliments. Il était « très injuste, très généreux, très tendre, très violent, très tout », disait de lui son amie Jeanne Moreau. Mais à la clé de ces excès et de cette liberté de ton, il y avait l'exigence de l'art, et l'impossible concession au cinéma-industrie.

Du grand Welles, j'admire aussi la puissance de travail, sans laquelle l'indépendance demeure une intention pieuse, un projet velléitaire. On connaît son credo : « Un film, c'est 10 % d'inspiration et 90 % de transpiration » : la liberté n'est ni « facile » ni désinvolte.

Welles était obsessionnel, d'une énergie et d'une ténacité extraordinaires, toujours à créer, à innover, enchaînant un projet à l'autre, gardant un œil sur tout.

J'aime aussi sa liberté de transformation : la métamorphose est une manifestation quasi fantastique de la liberté. Elle est ubiquité, affranchissement du temps, des genres, du dit de la nature : Orson Welles était homme de scène, magicien, fan de déguisements, acteur dans un nombre incalculable de films (inoubliable *Troisième Homme* !) – et dans les siens avant tout (dans *Citizen Kane*, Orson Welles joue tous les âges de son personnage, du jeune premier séduisant au vieillard aux yeux cernés), mais aussi dans des publicités quand il faut renflouer sa trésorerie. « Imaginez Tchekhov à vingt-six ans, incapable de trouver l'argent pour une nouvelle pièce, posant pour une publicité pour la vodka ! », plaisante l'écrivain canadien Mordecai Richler. Telle était la liberté d'Orson Welles.

J'aime penser que Welles adorait la France – même si, jugeait-il à la fin de sa vie : « Impossible de vivre à Paris à moins de 2 000 [dollars] par semaine ! Je vois bien que tout mon budget pourrait y passer : on peut tout claquer rien qu'en frais d'hôtel, c'est ce qui me fait peur. On a beau dire qu'on va nous faire des prix, que Jack Lang m'adore et ainsi de suite, rien n'y fera. » Peut-être parce que Cannes reconnaissait bien plus son talent que Hollywood, mais aussi parce que l'Europe l'accueille, de longues années durant, alors qu'il fuit les chasseurs de sorcières du maccarthysme vent debout contre son soutien aux causes de gauche – ce malgré son antistalinisme sincère et affirmé.

Je souris enfin à relire ses commentaires sur les affaires politiques françaises. Au printemps 1985, quelque temps avant sa mort, il s'inquiétait : « La situation dans le pays est très tendue, fait-il observer. Il y a une vraie montée d'éléments fascistes. Les centristes, plutôt conservateurs, ont toujours eu peur d'un gouvernement socialiste (même si, bien sûr, ça n'a pas de sens de le qualifier littéralement de "socialiste") qui pourrait servir de tremplin aux communistes. Sauf que le parti communiste est une blague de nos jours. [Cela dit], si ceux qui sont au pouvoir et ceux qui sont en place à la télévision sautent… » Définitivement, Orson Welles parlait sans filtre. C'est en France qu'il voulait achever son *Roi Lear* – Lear, précipité dans ses maux par un acte libre dicté par l'orgueil… Peine

perdue : la filmographie du grand Welles restera ouverte. Pas de point final à la liberté.

Yuren, Wu (1971)

Je voulais évoquer la Chine, dans cet ouvrage ouvert. J'aurais pu rappeler des points d'histoire, contester les pouvoirs. Pointer les atrocités, identifier les mensonges, les fermetures, les corruptions, derrière les interstices d'une économie pleinement dirigée. J'ai préféré, parce que l'art, souvent, dit tout, évoquer un Chinois amoureux de l'impératrice des valeurs humaines. De la série *Imperial Criminal*, en 2001, à la manifestation en 2010 à Pékin, de l'avenue Chang'an à la place Tianan men, pour protester contre la démolition de résidences d'artistes en passant par cet emprisonnement kafkaïen lui inspirant la série *Captivity* (2012), Wu Yuren fait figure de héros chinois de la liberté.

Imperial Criminal, ce sont douze portraits incroyablement forts, au message politique intense : sur ces visages façon photos de passeport, les yeux sont clos, les peaux bleutées par l'effet de rayons ultraviolets symbolisant le contrôle étatique. Chacun porte au front, inscrit au fer rouge de lumière, son crime potentiel : le pillage pour l'un, le piratage informatique pour l'autre. L'un d'entre eux révèle, sous sa chevelure ondoyante, la politique, car il n'est pas bien vu de se mêler, quand on n'y est convié, des affaires publiques. Wu Yuren révèle ainsi combien, aux yeux du pouvoir en place, toute personne est présumée coupable, nous rappelant en creux combien nous avons raison de nous battre au soutien de la présomption d'innocence, garante absolue de nos libertés fondamentales face à l'arbitraire public.

Captivity s'inspire de son incarcération d'un an pour « entrave à un service public », en 2010, alors qu'il accompagnait son ami Yang Licai au poste de police pour l'aider à déposer une plainte anodine. Les grilles sont bien réelles et séparent deux films : celui d'un gardien et

celui d'un détenu. Deux solitudes, presque deux servitudes.

Wu Yuren, c'est enfin le signataire de la Charte 08, initiée en décembre 2008 et signée par plus de trois cents intellectuels et artistes chinois, au premier rang desquels figure le prix Nobel de la paix Liu Xiaobo. Ils en appellent à des réformes démocratiques, au respect des droits de l'homme, et réclament, au sommet de leurs désirs, la reconnaissance et le respect de « la liberté en tout : liberté d'expression, liberté de la presse, liberté de rassemblement, liberté d'association, liberté de vivre où l'on souhaite, liberté de manifester, de débattre, de protester, par-dessus tout. Tant qu'elle n'aura pas reconnu la liberté, la Chine demeurera bien éloignée des idéaux fondamentaux de la civilisation ».

Parfois, quand je nous vois, j'enrage de nos caprices et de nos dénigrements. Si durement conquises, si peu partagées, nos libertés méritent notre respect.

Zola, Émile (1840-1902)

> J'ai choisi des personnages souverainement dominés par leurs nerfs et leur sang, dépourvus de libre arbitre, entraînés à chaque acte de leur vie par les fatalités de leur chair. Thérèse et Laurent sont des brutes humaines, rien de plus. J'ai cherché à suivre pas à pas dans ces brutes le travail sourd des passions, les poussées de l'instinct, les détraquements cérébraux survenus à la suite d'une crise nerveuse. Les amours de mes deux héros sont le contentement d'un besoin ; le meurtre qu'ils commettent est une conséquence de leur adultère, conséquence qu'ils acceptent comme les loups acceptent l'assassinat des moutons ; enfin, ce que j'ai été obligé d'appeler leurs remords, consiste en un simple désordre organique, en une rébellion du système nerveux tendu à se rompre. L'âme est parfaitement absente, j'en conviens aisément, puisque je l'ai voulu ainsi.

L'amoureux de la liberté frémit à la lecture de la terrible préface de *Thérèse Raquin* signée par Émile Zola en 1867.

Il blêmit de nouveau en ouvrant *La Fortune des Rougon*, premier volume de l'incroyable saga en vingt romans des Rougon-Macquart :

> Je veux montrer comment une famille, un petit groupe d'êtres, se comporte dans une société, en s'épanouissant pour donner naissance à dix, à vingt individus, qui paraissent, au premier coup d'œil, profondément dissemblables, mais que l'analyse montre intimement liés les uns aux autres. L'hérédité a ses lois, comme la pesanteur. Je tâcherai de trouver et de suivre, en résolvant la double question des tempéraments et des milieux, le fil qui conduit mathématiquement d'un homme à un autre homme.

Il défaille presque à parcourir *Le Roman expérimental*, manifeste doctrinal que le pape du naturalisme publie en 1881 en pleine gloire littéraire, entouré par ses admirateurs et disciples des Soirées de Médan : « Dans chacun de ses mouvements, l'âme sera précipitée ou ralentie par la vue, l'odorat, l'ouïe, le toucher. C'est de la mécanique physiologique, ce n'est plus de la vie. »

> Dans l'étude d'une famille, d'un groupe d'êtres vivants, poursuit-il, je crois que le

> milieu social a une importance capitale. Un jour, la physiologie nous expliquera sans doute le mécanisme de la pensée et des passions ; nous saurons comment fonctionne la machine individuelle de l'homme, comment il pense, comment il aime, comment il va de la raison à la passion et à la folie ; mais ces phénomènes, ces faits du mécanisme des organes agissant sous l'influence du milieu intérieur, ne se produisent pas au-dehors isolément et dans le vide. L'homme n'est pas seul, il vit dans une société, dans un milieu social, et dès lors pour nous, romanciers, ce milieu social modifie sans cesse les phénomènes.

Ah, le rapport complexe de la liberté individuelle et du déterminisme (j'y ai d'ailleurs consacré une entrée dans cet ouvrage) ! Admirateur de Taine et de Claude Bernard, ces pionniers de la méthode expérimentale pliant, l'un l'histoire, l'autre le corps vivant à des lois éternelles, Zola s'est fendu d'établir, en littérature, le déterminisme absolu des phénomènes humains pour participer à la compréhension scientifique d'une « machine humaine » agissant sous les influences conjointes de l'hérédité, de la physiologie et du milieu. Machine, ou « bête humaine », expression qui a toujours glacé tout ce qui en moi chérit une liberté qui, de toute évidence, échappe à l'infortuné Jacques Lantier, dévoré d'une incontrôlable passion meurtrière, possédé par une mécanique homicide qui le dépasse et le pousse à tuer, contre sa volonté, contre sa raison, sa Séverine offerte et nue !

Avec Zola, il n'y a pas que la liberté d'agir des personnages qui passe au hachoir du naturalisme, mais aussi la liberté créatrice de l'écrivain, sa marge d'interprétation, son pouvoir d'imaginer : « Le roman naturaliste, acte Zola dans *Le Naturalisme au théâtre* en 1881, est impersonnel, je veux dire que le romancier n'est plus qu'un greffier, qui se défend de juger et de conclure. » « L'imagination n'a plus d'emploi, l'intrigue importe peu au romancier, qui ne s'inquiète ni de l'exposition, ni du nœud, ni du dénouement ; j'entends qu'il n'intervient pas pour retrancher ou pour ajouter à la réalité, qu'il ne fabrique pas une charpente de toutes pièces selon les besoins d'une idée conçue à l'avance », poursuit-il en écho au Balzac de *La Comédie humaine*, qui consignait quelques années plus tôt dans son avant-propos (1842) : « Le hasard est le plus grand romancier du monde : pour être fécond, il n'y a qu'à l'étudier. La société française allait être l'historien, je ne devais être que le secrétaire. »

Alors, point final ? On oublie l'entrée Zola pour le *Dictionnaire*

amoureux de la Liberté ? Ce devait pourtant être ma dernière entrée, même si Zweig est venu ensuite s'interposer ! Ce serait évidemment une grande erreur. Car ce qui me touche profondément, chez Zola, c'est qu'il a beau se barder d'une doctrine de fer, dresser autour de sa création des murs d'expérimentations, d'hypothèses et de lois, s'afficher au balcon du déterminisme absolu orné de sa couronne d'empereur d'un monde cynique, clinique, froid de choix et de volonté, la liberté est plus forte que lui : elle le déborde même de partout !

D'abord, dans son approche même : cet amour, cette fascination de la science sont celles d'un découvreur, d'un grand curieux, d'un moderne, d'un adepte de l'innovation, moteur ultime et production incessante de la liberté humaine !

> Le roman expérimental, explique-t-il, est une conséquence de l'évolution scientifique du siècle ; il continue et complète la physiologie, qui elle-même s'appuie sur la chimie et la physique ; il substitue à l'étude de l'homme abstrait, de l'homme métaphysique, l'étude de l'homme naturel, soumis aux lois physico-chimiques et déterminé par les influences du milieu ; il est en un mot la littérature de notre âge scientifique, comme la littérature classique et romantique a correspondu à un âge de scholastique et de théologie.

Oui, Zola s'est passionné pour la lecture du *Traité philosophique et physiologique de l'hérédité naturelle* du docteur Prosper Lucas. Oui, il a puisé, comme Balzac d'ailleurs, dans l'*Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* publiée en 1865 par Claude Bernard – « Le plus souvent, il me suffira de remplacer le mot "médecin" par le mot "romancier" pour rendre ma pensée claire et lui apporter la rigueur d'une vérité scientifique. » Oui, en littérature, il a lu et apprécié les idées neuves des frères Goncourt, et cette préface, splendide, de *Germinie Lacerteux* (1865) :

> Vivant au dix-neuvième siècle, dans un temps de suffrage universel, de démocratie, de libéralisme, nous nous sommes demandé si ce qu'on appelle « les basses classes » n'avaient pas droit au Roman ; si ce monde sous un monde, le peuple, devait rester sous le coup de l'interdit littéraire et des dédains d'auteurs qui ont fait jusqu'ici le silence sur l'âme et le cœur qu'il peut avoir. Nous nous sommes demandé s'il y avait encore, pour l'écrivain et pour le lecteur, en ces années d'égalité où nous sommes, des classes indignes, des malheurs trop bas, des drames trop mal embouchés, des catastrophes d'une terreur trop peu noble. […] Aujourd'hui que le Roman s'élargit et grandit, qu'il commence à être la grande forme sérieuse, passionnée, vivante, de l'étude littéraire et de l'enquête sociale, qu'il devient, par l'analyse et par la recherche psychologique, l'Histoire morale contemporaine, aujourd'hui que le Roman s'est imposé les études et les devoirs de la

science, il peut en revendiquer les libertés et les franchises.

La franchise d'être un parmi les innovateurs de son temps – scientifique, pragmatique, défricheur de nouveaux territoires littéraires : voilà ce que s'est permis Zola, en véritable héros de la liberté.

Et, comme une évidente conclusion, fini le romantisme ! « Notre héros n'est plus le pur esprit, l'homme abstrait du XVIIIe siècle, il est le sujet physiologique de notre science actuelle. » Zola révolutionne la méthode : chaque nouveau roman fait l'objet d'une enquête sociologique colossale. Il voyage en chemin de fer pour se documenter sur le rail, sillonne le quartier de la Goutte-d'Or en quête d'un langage populaire pur jus, se force à aller à la messe pour décrire la liturgie avec exactitude dans *La Faute de l'abbé Mouret*.

Zola, également, dynamite l'esthétique : « Nous sommes actuellement pourris de lyrisme, nous croyons bien à tort que le grand style est fait d'un effarement sublime, toujours près de culbuter dans la démence ; le grand style est fait de logique et de clarté. » Il ose, en annonciateur de Céline, le laid, le noir, le rebut : « J'ai voulu peindre la déchéance fatale d'une famille ouvrière, dans le milieu empesté de nos faubourgs. Au bout de l'ivrognerie et de la fainéantise, il y a le relâchement des liens de la famille, les ordures de la promiscuité, l'oubli progressif des sentiments honnêtes, puis comme dénouement, la honte et la mort. C'est de la morale en action, simplement. […] C'est une œuvre de vérité, le premier roman sur le peuple, qui ne mente pas et qui ait l'odeur du peuple. Et il ne faut point conclure que le peuple tout entier est mauvais, car mes personnages ne sont pas mauvais, ils ne sont qu'ignorants et gâtés par le milieu de rude besogne et de misère où ils vivent », expose-t-il dans la préface de *L'Assommoir* en 1877. Avec Zola, tout choque : l'écriture (« Tiens c'est toi la vieille ! cria le zingueur, qu'un ricanement étrangla. Ah elle est farce, par exemple !… Hein, pas vrai qu'elle est farce !? ») ; les thèmes – crudité sociale, réalité du désir, défoulement des corps, ce « ventre » organique, concentré de tous les instincts de Paris, des hommes ou des femmes, les adultères et les crimes de Thérèse Raquin, le péché de chair du curé Mouret, les viols et les catastrophes de *La Bête humaine*… Les scènes de sexe ou de violence de *Game of Thrones* ne

sont pas si innovantes si l'on remonte quelque cent ans plus tôt.

« Littérature putride ! », tonne d'ailleurs le critique Louis Ulbach. Œuvres ordurières et obscènes, s'indigne l'époque. « Il y a une beauté chez le paysan. Les frères Le Nain, Millet, Bastien-Lepage l'ont vue. M. Zola ne la voit pas. La gravité morne des visages, la raideur solennelle qu'un incessant labeur donne au corps, les harmonies de l'homme et de la terre, la grandeur de la misère, la sainteté du travail, du travail par excellence, celui de la charrue, rien de cela ne touche M. Zola. La grâce des choses lui échappe, la beauté, la majesté, la simplicité le fuient à l'envi. Quand il nomme un village, une rivière, un homme, il choisira le plus vilain nom ; l'homme s'appellera Macqueron, le village Rognes, la rivière l'Aigre. Il y a pourtant beaucoup de jolis noms de villes et de rivières. Les eaux surtout gardent, en souvenir des nymphes qui s'y baignaient autrefois, des vocables charmants, qui coulent en chantant sur les lèvres. Mais M. Zola ignore la beauté des mots comme il ignore la beauté des choses », tance Anatole France à propos de *La Terre*. « Mon crime, répond Zola, est d'avoir eu la curiosité littéraire de ramasser et de couler dans un moule très travaillé la langue du peuple ! » Mais ce libre crime paie : à partir de *L'Assommoir*, qui connaît le succès du scandale, chaque nouvelle publication d'Émile Zola devient un événement.

Au-delà de la modernité, de la révolution littéraire et esthétique,

Zola nous séduit, nous, amoureux de la liberté, quand on le surprend submergé par son propre souffle. Zola muselle en vain ses personnages. Chez lui, et peut-être malgré lui, la transformation demeure toujours possible. Comme dans la vraie vie, celle où la liberté est sans cesse prête à nous faire rebondir, réagir, triompher, dès lors qu'un infime filet d'air parvient aux alvéoles de nos poumons. Le docteur Pascal, dans le roman éponyme qui clôt les Rougon-Macquart, finit ainsi par douter de l'atavisme imposé par son illustre créateur : « Il y avait donc là un perpétuel devenir, une transformation constante dans cet effort communiqué, cette puissance transmise, cet ébranlement qui souffle la vie à la matière et qui est toute la vie. » Et, finalement, de « posséder le mécanisme des phénomènes chez l'homme, montrer les rouages des manifestations intellectuelles et sensuelles telles que la physiologie nous les expliquera, sous les influences de l'hérédité et des circonstances ambiantes », *Le Roman expérimental* en vient à « montrer l'homme vivant dans le milieu social qu'il a produit lui-même, qu'il modifie tous les jours, et au sein duquel il éprouve à son tour une transformation continue » !

En vain également, Zola cadenasse son tempérament de créateur, d'écrivain, d'artiste, sous les lois de la science et de l'observation :

> — Mais Zola n'est pas un réaliste, madame ! c'est un poète ! dit Mme de Guermantes, s'inspirant des études critiques qu'elle avait lues dans ces dernières années et les adaptant à son génie personnel.
>
> Agréablement bousculée jusqu'ici, au cours du bain d'esprit, un bain agité pour elle, qu'elle prenait ce soir, et qu'elle jugeait devoir lui être particulièrement salutaire, se laissant porter par les paradoxes qui déferlaient l'un après l'autre, devant celui-ci, plus énorme que les autres, la princesse de Parme sauta par peur d'être renversée. Et ce fut d'une voix entrecoupée, comme si elle perdait sa respiration, qu'elle dit :
>
> — Zola un poète !
>
> — Mais oui, répondit en riant la duchesse, ravie par cet effet de suffocation. Que Votre Altesse remarque comme il grandit tout ce qu'il touche. Vous me direz qu'il ne touche justement qu'à ce qui… porte bonheur ! Mais il en fait quelque chose d'immense ; il a le fumier épique ! C'est l'Homère de la vidange ! Il n'a pas assez de majuscules pour écrire le mot de Cambronne.

Merveilleux coup de pied de Marcel Proust, dans *Le Côté de Guermantes* (1920-1921), à la forteresse d'où Zola croit se défendre du style. Car Zola a un style, qu'il le veuille ou non, si puissant qu'il réactive à travers ses immenses fresques sociales les grands mythes de l'humanité.

> Elle ne voyait rien encore, tout dansait. Puis, comme elle éprouvait au-dessus de sa tête la sensation d'un grand frôlement d'ailes, elle leva les yeux, elle s'arrêta à regarder les courroies, les longs rubans qui tendaient au plafond une gigantesque toile d'araignée, dont chaque fil se dévidait sans fin ; le moteur à vapeur se cachait dans un coin, derrière un petit mur de briques ; les courroies semblaient filer toutes seules, apporter le branle du fond de l'ombre, avec leur glissement continu, régulier, doux comme le vol d'un oiseau de nuit.

Voilà la forge épique que l'ouvrier Goujet fait visiter à Gervaise dans *L'Assommoir*.

Romancier « greffier » ? Écrivain « médecin» ? Zola doit bien le reconnaître lui-même : il est un écrivain tout court, dépassé par la germination des images, la force, la verdeur, l'imprévu, la minutie et la vérité des mots.

> Le second point, écrit-il en 1885 dans sa correspondance à son ami Henry Céard, c'est mon tempérament lyrique, mon agrandissement de la vérité. Vous savez ça depuis longtemps, vous. Vous n'êtes pas stupéfait, comme les autres, de trouver en moi un poète. J'aurais aimé seulement vous voir démonter le mécanisme de mon œil. J'agrandis, cela est certain ; mais je n'agrandis pas comme Balzac, pas plus que Balzac n'agrandit comme Hugo. Tout est là, l'œuvre est dans les conditions de l'opération. Nous mentons tous plus ou moins, mais quelle est la mécanique et la mentalité de notre mensonge ? Or – c'est ici que je m'abuse peut-être – je crois encore que je mens pour mon compte dans le sens de la vérité. J'ai l'hypertrophie du détail vrai, le saut dans les étoiles sur le tremplin de l'observation exacte. La vérité monte d'un coup d'aile jusqu'au symbole.

D'un coup d'aile, d'un coup de plume, la vie et la pensée de Zola sont incontestablement celles d'un homme libre et engagé. Lui qui voulait être physiologiste, ses grandes enquêtes sociales sont devenues, pour des générations, de vastes réquisitoires politiques, témoignages uniques sur la condition des travailleurs à une époque où les abus étaient légion – avec quelle émotion, et quelle révolte, j'ai suivi Étienne Lantier dans les mines de Montsou, en songeant à mes arrière-grands-pères du nord de la France, plus exactement de Oignies, qui sont descendus eux-mêmes, dès leurs huit ou dix ans, dans les entrailles de la terre. La fosse 2, la fosse 9, pour beaucoup, c'est de la littérature. Mais, pour mes aïeux, c'était un quotidien, sans ciel ni couleur. Et même si j'en réprouve le débordement holiste, le systématisme de classe et l'aveuglement collectiviste, je rejoins Zola sur le point de hisser sa tâche à l'échelle politique : « Quand les temps auront marché, quand on possédera les lois, il n'y aura plus qu'à agir

sur les individus et sur les milieux, si l'on veut arriver au meilleur état social. C'est ainsi que nous faisons de la sociologie pratique et que notre besogne aide aux sciences politiques et économiques. » Rescapé des grèves et du grisou, l'Étienne de *Germinal* repart à Paris où il n'aura de cesse de consacrer ses efforts à l'organisation syndicale et politique des ouvriers pour améliorer leurs conditions. Et qui a institué la liberté syndicale en France, avant ses tragiques dérives du constructivisme extrême et de l'absence de représentativité, si ce n'est un amoureux de la liberté, Émile Ollivier, quand il obtient, dans une loi éponyme du 25 mai 1864, l'abrogation de la loi Le Chapelier du 14 juin 1791, et avec l'abolition du délit de coalition et l'autorisation du droit de grève ?

Zola était lui-même un immense travailleur, qui a conquis sa liberté et sa reconnaissance à la force du poignet et du talent : il avait raté son bac, et commencé à travailler sans diplômes comme simple commis chez Hachette. Promu à la publicité, il collabore dès 1863 aux rubriques de critique littéraire et artistique de différents journaux, avant de s'attaquer aux colonnes politiques. C'est par la presse que Zola débute, se fait connaître et monte. C'est la presse qui sera, jusqu'au bout, son arme de combat. Portraits, critiques d'art, chroniques politiques, récits pamphlétaires, manifestes, lettres ouvertes… ses articles sont innombrables. Autant que les luttes politiques et sociales auxquelles il a pris part : il appelle à la résistance au cœur de la guerre franco-prussienne en fondant un journal patriotique, *La Marseillaise* ; sous la Commune, il dénonce la « boucherie » de la Semaine sanglante ; dans *Le Corsaire*, *Le Figaro*, *La Libre Pensée* ou *L'Illustration*, il soutient les artistes que les bien-pensants condamnent – les Goncourt, Vallès, et tous « les garçons inconvenants qui se permettent d'avoir du talent en dehors des mots d'ordre du monde, et qui poussent l'incongruité jusqu'à jeter au soleil des toiles et des livres nus vivant de la vie moderne » (*Causeries du dimanche*, 1872).

Ami de jeunesse de Cézanne, il n'est encore qu'un critique débutant quand, en 1866, il se fait l'avocat virulent de Manet et de sa « nouvelle manière en peinture », libérée des conventions académiques : « Eh oui ! je me constitue le défenseur de la réalité. J'avoue tranquillement que je vais admirer M. Manet, je déclare que je

fais peu de cas de toute la poudre de riz de M. Cabanel et que je préfère les senteurs âpres et saines de la nature vraie », publie-t-il dans *L'Événement*, avant de renchérir quelques jours plus tard : « Nos pères ont ri de Courbet, et voilà que nous nous extasions devant lui ; nous rions de Manet, et ce seront nos fils qui s'extasieront en face de ses toiles. » En guise de remerciement, complice de libertés, Manet fait le portrait du jeune journaliste : derrière lui, sur la toile, Manet a reproduit au mur Olympia, nue, son ruban noir au cou, scandale du Salon de 1865 que Zola considérait comme un chef-d'œuvre.

Trente ans plus tard, on connaît son dernier coup de tonnerre – le « J'accuse » publié le 13 janvier 1898 dans *L'Aurore* pour que lumière soit faite sur l'innocence du capitaine Dreyfus. C'est plus de quinze ans après avoir fait ses adieux à la presse dans *Le Figaro* en 1881 – non sans un sentiment de libération : « Je me suis assez battu, que d'autres me remplacent. Moi, je vais tâcher de créer », s'explique-t-il dans une lettre à un ami. Pourtant, c'est à la presse qu'il revient pour cette grande bataille :

> Mon devoir est de parler, je ne veux pas être complice, mes nuits seraient hantées par le spectre de l'innocent qui expie là-bas dans la plus affreuse des tortures un crime qu'il n'a pas commis […] d'une part, les coupables qui ne veulent pas que la lumière se fasse ; de l'autre, les justiciers qui donneront leur vie pour qu'elle soit faite. Je l'ai dit ailleurs, et je le répète ici : quand on enferme la vérité sous terre, elle s'y amasse, elle y prend une force telle d'explosion, que, le jour où elle éclate, elle fait tout sauter avec elle. […] Je n'ai qu'une passion, celle de la lumière, au nom de l'humanité qui a tant souffert et qui a droit au bonheur. Ma protestation enflammée n'est que le cri de mon âme. Qu'on ose donc me traduire en cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends.

Quand la liberté se crie !

Terminant cette entrée, je relis, avec une intense émotion et en pensant à l'éducation à donner à nos enfants, la poignante *Lettre à la jeunesse* qu'il avait rédigée sur le même thème un an plus tôt, en 1897 :

> Jeunesse, jeunesse ! Souviens-toi des souffrances que tes pères ont endurées, des terribles batailles où ils ont dû vaincre, pour conquérir la liberté dont tu jouis à cette heure. Si tu te sens indépendante, si tu peux aller et venir à ton gré, dire dans la presse ce que tu penses, avoir une opinion et l'exprimer publiquement, c'est que tes pères ont donné de leur intelligence et de leur sang. Tu n'es pas née sous la tyrannie, tu ignores ce

> que c'est que de se réveiller chaque matin avec la botte d'un maître sur la poitrine, tu ne t'es pas battue pour échapper au sabre du dictateur, aux poids faux du mauvais juge. Remercie tes pères, et ne commets pas le crime d'acclamer le mensonge, de faire campagne avec la force brutale, l'intolérance des fanatiques et la voracité des ambitieux. La dictature est au bout. […] Jeunesse, jeunesse ! Sois humaine, sois généreuse. Si même nous nous trompons, sois avec nous, lorsque nous disons qu'un innocent subit une peine effroyable, et que notre cœur révolté s'en brise d'angoisse. Que l'on admette un seul instant l'erreur possible, en face d'un châtiment à ce point démesuré, et la poitrine se serre, les larmes coulent des yeux. Certes, les gardes-chiourme restent insensibles, mais toi, toi, qui pleures encore, qui dois être acquise à toutes les misères, à toutes les pitiés ! Comment ne fais-tu pas ce rêve chevaleresque, s'il est quelque part un martyr succombant sous la haine, de défendre sa cause et de le délivrer ? Qui donc, si ce n'est toi, tentera la sublime aventure, se lancera dans une cause dangereuse et superbe, tiendra tête à un peuple, au nom de l'idéale justice ? Et n'es-tu pas honteuse, enfin, que ce soient des aînés, des vieux, qui se passionnent, qui fassent aujourd'hui ta besogne de généreuse folie ?

Condamné à un an de prison et radié de la Légion d'honneur, Zola doit s'exiler en Angleterre. À son retour après la grâce de Dreyfus en 1899, Zola engage un étonnant cycle romanesque, *Les Quatre Évangiles*, utopie sociale et politique assumée sur quatre piliers – *Fécondité*, en 1899, *Travail* en 1901, *Vérité*, qui paraît de façon posthume en 1903, et « Justice », qui n'est qu'ébauché. C'est en plein dans cette dernière déclaration d'amour que Zola meurt, accidentellement, en 1902. En laissant quelques notes :

> C'est la conclusion naturelle de toute mon œuvre, après la longue constatation de la réalité, une prolongation dans demain, et d'une façon logique, mon amour de la force et de la santé, de la fécondité et du travail, mon besoin latent de justice, éclatant enfin. Tout cela basé sur la science, le rêve que la science autorise. Je suis content surtout de pouvoir changer ma manière, de pouvoir me livrer à tout mon lyrisme et à toute mon imagination.

Magnifique et gourmande conclusion pour une vie généreuse de talents et de libres envolées par laquelle, ai-je envie d'imaginer, Émile Zola nous invite, nous aussi, à déployer toute l'envergure de nos ailes pour laisser notre inspiration s'élever, libre.

Zweig, Stefan (1881-1942)… et Mann, Thomas (1875-1955) ou l'opposition au nazisme

Zweig, Mann. Deux œuvres-mondes, deux univers, deux sensibilités, pour une puissante unité de cœur, d'esprit et de combat : la résistance intellectuelle au nazisme. Combien d'artistes, d'écrivains, de peintres, de penseurs ont lancé cet immense « non » à la face de la barbarie, au prix bien souvent de leur vie ? À travers deux destins, deux engagements emblématiques, c'est bien à eux tous, à leur amour fou de la liberté, que cette entrée entend rendre hommage.

> Avant de quitter la vie de ma propre volonté et avec ma lucidité, j'éprouve le besoin de remplir un dernier devoir : adresser de profonds remerciements au Brésil, ce merveilleux pays qui m'a procuré, ainsi qu'à mon travail, un repos si amical et si hospitalier. De jour en jour, j'ai appris à l'aimer davantage et nulle part ailleurs je n'aurais préféré édifier une nouvelle existence, maintenant que le monde de mon langage a disparu et que ma patrie spirituelle, l'Europe, s'est détruite elle-même. Mais à soixante ans passés, il faudrait avoir des forces particulières pour recommencer sa vie de fond en comble. Et les miennes sont épuisées par les longues années d'errance. Aussi, je pense qu'il vaut mieux mettre fin à temps, et la tête haute, à une existence où le travail intellectuel a toujours été la joie la plus pure et la liberté individuelle le bien suprême de ce monde. Je salue tous mes amis. Puissent-ils voir encore l'aurore après la longue nuit ! Moi je suis trop impatient, je pars avant eux.

Bouleversante, déchirante lettre d'adieu à la vie que Zweig laisse au monde avant de se donner la mort aux côtés de sa femme Lotte, à juste soixante ans, en février 1942. Cri d'amour à la liberté – pas d'existence possible sans elle –, mais aussi à sa patrie intellectuelle, à cette langue allemande souillée par les bourreaux dans laquelle il ne peut plus souffrir de faire publier ses textes…

Juif autrichien, pétri d'esprit viennois, de curiosité européenne et

cosmopolite, tout déterminé qu'il était à « donner à [son] existence l'amplitude, la plénitude, la force et la connaissance, aussi de la lier à l'essentiel et à la profondeur des choses », il avait dû courir à l'exil dès 1934, à Londres, puis à New York, et de là au Brésil, déchu dès 1939 de sa nationalité autrichienne et devenu britannique. En 1933, l'antisémitisme hurlait partout. Sa maison de Salzbourg avait été perquisitionnée par le régime austro-fasciste. Son œuvre, brûlante d'intelligence et de sensibilité, était partie en cendres dans un autodafé en 1933 à Munich – adieu, vers aux accents d'Hofmannsthal ou de Rilke, adieu, traductions inspirées de Verlaine, adieu, théâtre, adieu, protestations pacifistes horrifiées par la Première Guerre mondiale. Adieu, nouvelles et récits, adieu, sublime et déchirants *Lettre d'une inconnue*, *Vingt-quatre heures de la vie d'une femme*, *Amok*, *Brûlant secret*, et autres merveilleuses *Confusion des sentiments*… Adieu, cette littérature libératrice qui, pour Zweig, n'était « pas la vie », mais bien « un moyen d'exaltation de la vie, un moyen d'en saisir le drame de façon plus claire et plus intelligible » : « Né en 1881 dans un grand et puissant empire […], il m'a fallu le quitter comme un criminel. Mon œuvre littéraire, dans sa langue originale, a été réduite en cendres. Étranger partout, l'Europe est perdue pour moi. J'ai été le témoin de la plus effroyable défaite de la raison […]. Cette pestilence des pestilences, le nationalisme, a empoisonné la fleur de notre culture européenne », consigne-t-il, la plume en sang, dans l'indispensable *Monde d'hier, souvenirs d'un Européen*, publié en 1944.

Thomas Mann, lui, n'est pas juif. Grand bourgeois protestant de Lübeck, il prend vite des distances très sévères par rapport aux préjugés antisémites de Weimar. Il ne se donnera pas non plus la mort – même si le suicide a marqué aussi très douloureusement sa vie, frappant d'abord sa sœur en 1927, puis son fils en 1949. Mais il meurt à quatre-vingts ans, en 1955, après une vie, comme celle de Zweig, marquée par l'exil : prix Nobel de littérature en 1929, il tremble de la montée du fascisme dès 1930 dans *Mario et le Magicien*.

Revenant sur ses propres affections nationalistes, il lance la même année un véhément « appel à la raison » dans la Beethovensaal de Berlin contre le « retour à l'état sauvage » qu'il voit dans l'hitlérisme, cette « dictature de la violence » qui mènera à un « naufrage de la civilisation ». Puis il émigre en France en 1933, à Sanary-sur-Mer, où

s'est réfugié le gotha de la culture allemande, avant de partir pour la Suisse. Trois ans plus tard, il est déchu, avec toute sa famille, de sa nationalité allemande. Ce sont les États-Unis qui l'accueilleront dès 1938. Thomas Mann, si profondément épris de la langue et de l'esprit allemands (l'allemand, écrit-il, est la « part inaliénable de ma patrie »), devient Américain en 1944.

Mann souffre, depuis son exil, du dialogue qu'il juge si difficile entre son peuple et la liberté : « L'Allemagne n'a jamais appris à réconcilier la notion de la nation avec celle de la liberté. La nation est née dans la Révolution française ; elle est une notion révolutionnaire et libertaire, qui inclut l'humanité et qui signifie Liberté vis-à-vis de l'intérieur, et Europe vis-à-vis de l'extérieur. Toute l'attraction de l'esprit politique français découle de cette unité ; tout ce qui est étroit et déprimant dans l'enthousiasme patriotique allemand découle du fait que cette unité ne s'est jamais construite », analyse-t-il en 1945 dans *Sur l'Allemagne et les Allemands*. Mais « Là où je suis, là est la culture allemande », défend-il inlassablement. Il ne reposera le pied en Allemagne qu'en 1949.

Apatrides, errants, Zweig et Mann sont les voix malgré elles de l'« autre Allemagne », « celle de Goethe », comme la défend Mann – de la culture, d'une *Bildung* pétrie d'éducation, de philosophie, de progrès individuel et d'universalisme dont aucun cauchemar ne peut venir à bout puisque même le nazisme en a été incapable. Ils sont la voix universelle, en un mot, de l'humanisme, la langue de la liberté.

Après s'être hissé au firmament de la littérature, notamment avec l'inoubliable *Mort à Venise* et l'imposante *Montagne magique*, Mann, exilé, est plus politiquement démonstratif que Zweig. Persuadé de la responsabilité individuelle dans le projet collectif (« L'homme, écrit-il dans *La Montagne magique*, ne vit pas seulement sa vie personnelle comme individu, mais consciemment ou inconsciemment il participe aussi à celle de son époque et de ses contemporains »), il crie sa « révulsion incommensurable face aux événements malheureux », et multiplie les dénonciations ouvertes contre Hitler et le nazisme – notamment dans la revue bimensuelle *Mass und Wert*, dans son *Avertissement à l'Europe* de 1938 ou encore dans son grand roman *Lotte in Weimar* de 1939.

À la radio, il diffuse pendant la guerre près de soixante appels aux

Allemands : « La victoire d'Hitler est un mot creux : elle n'existe pas, ne fait pas partie du domaine de l'acceptable, du permissible, du pensable. Elle sera empêchée, ou plutôt il l'empêchera lui-même », affirme-t-il au micro de la BBC en 1942. Dès les premières rumeurs sur l'extermination des Juifs, il refuse de se ranger parmi les sceptiques et affirme au contraire que « c'est un acte historique, conscient et démonstratif ». Salutaire fermeté. Je relis avec admiration ces mots de 1935 :

> Tout humanisme comporte un élément de faiblesse, qui tient à son mépris du fanatisme, à sa tolérance et à son penchant pour le doute, bref, à sa bonté naturelle et peut, dans certains cas, lui être fatal. Ce qu'il faudrait aujourd'hui, c'est un humanisme militant, un humanisme qui découvrirait sa virilité et se convaincrait que le principe de liberté, de tolérance et de doute ne doit pas se laisser exploiter et renverser par un fanatisme dépourvu de vergogne et de scepticisme.

C'est tout l'engagement de Zweig, quand il publie en 1936 *Le Castellion contre Calvin,* vibrant plaidoyer pour la liberté de conscience, et bien sûr l'incroyable *Joueurs d'échecs*, paru à titre posthume en 1943 – ou comment un prisonnier autrichien survit à l'enfermement et à l'isolement absolu en jouant mentalement aux échecs contre lui-même :

> Oui, il fallait un génie diabolique, un tueur d'âme pour inventer ce système de la chambre d'hôtel. Dans un camp de concentration, il m'eût fallu sans doute charrier des cailloux, jusqu'à ce que mes mains saignent et que mes pieds gèlent dans mes chaussures, j'eusse été parqué avec vingt-cinq autres dans le froid et la puanteur. Mais du moins, j'aurais vu des visages, j'aurais pu regarder un champ, une brouette, un arbre, une étoile, quelque chose enfin qui change, au lieu de cette chambre immuable, si horriblement semblable à elle-même dans son immobile fixité.

C'est l'engagement de Zweig encore lorsqu'il choisit, tout au long de son œuvre, de dresser les portraits sensibles et pleins d'humanité de personnalités aux confins de la tyrannie et d'une soif d'exister, de penser, de comprendre l'homme – Marie Stuart, Magellan, Marie-Antoinette, Montaigne, Érasme… J'aime cette note, dans sa très belle biographie de Fouché : « Presque toujours, la responsabilité confère à l'homme de la grandeur. » Et tout était déjà là quand, quelques années plus tôt, en 1919, il signait avec Romain Rolland, Albert Einstein, Georges Duhamel et d'autres intellectuels du monde entier la « Déclaration de l'indépendance de l'esprit » : « Seul l'individu

introduit l'indépendance dans le monde, et toujours pour lui seul. » Grand Zweig, responsable et dépositaire clairvoyant d'un projet européen mûri de culture, de paix et d'idées :

> Notre génération qui, depuis un quart de siècle, n'a vu que des événements dirigés contre la raison, qui voit encore quotidiennement les décisions les plus nécessaires constamment ajournées ou prises non pas à la onzième heure mais à la douzième, notre génération éprouvée, déçue, qui a vu la folie de la guerre et celle de l'après-guerre, n'a plus la naïveté de croire en de saines, rapides et claires décisions. Elle a aussi reconnu la force des tendances contraires, des intérêts mesquins à courte vue qui s'opposent aux grandes idées nécessaires, la force de l'égoïsme, dressé contre l'esprit de fraternité. Non, elle n'est pas pour demain l'Europe unie, peut-être devrons-nous attendre des années, des décennies, peut-être notre génération ne la verra-t-elle pas. Mais, je l'ai déjà dit, une vraie conviction n'a pas besoin d'être confirmée par la réalité pour se savoir juste et vraie. Il ne peut être défendu à personne de rédiger lui-même dès aujourd'hui sa carte d'identité d'Européen, de se dire citoyen d'Europe, et, malgré les frontières, de considérer fraternellement comme une unité notre monde multiple. Il est possible que ce soit de l'illusionnisme, mais qui pense résolument par-dessus le monde existant se crée tout au moins une liberté personnelle en face de notre époque absurde. Il peut considérer avec un sourire les vains et invraisemblables artifices de la diplomatie dilatoire, avec mépris les campagnes d'excitation à la haine des journaux de chaque côté des frontières, les chicanes entre nations, avec regrets l'irritabilité maladive des peuples dressés les uns contre les autres. Lui-même libre à l'égard de tout cela, il peut garder son âme pure de la haine effroyable qui s'étend aujourd'hui sur la terre comme une nappe de gaz asphyxiants, et, se tenant ainsi à l'écart de ces conflits pour lui abolis, il peut mieux comprendre l'humain sur notre terre et s'élever à cette justice sereine, claire et sans préjugés grâce à laquelle – admirable parole de Goethe – il ressentira comme le sien propre le sort de tous les peuples.

Saisissante « Pensée européenne dans son développement historique », conférence donnée en 1932 à Florence, à lire et relire sans modération.

Le « non » universel de Zweig et Mann à la barbarie, cette loyauté lumineuse à la liberté, me touche infiniment en ce qu'il est avant tout un grand « oui » à l'humanité : oui à l'autre, à l'ami, à l'aimé, à l'humain. Comme je partage ces mots frères de liberté saisis par Zweig dans *Vingt-quatre heures de la vie d'une femme* : « J'ai personnellement plus de plaisir à comprendre les hommes qu'à les juger » ! Comme je souris à relire dans *Clarissa* : « Il ne sert à rien d'éprouver les plus beaux sentiments si l'on ne parvient pas à les communiquer. » Et j'ai lu chez Mann parmi les plus belles déclarations d'amour qui soient – « Je t'aime, balbutia-t-il, je t'ai aimée de tout temps, car tu es le Toi de ma vie, mon rêve, mon sort, mon envie, mon éternel désir… »,

avoue à son aimée le Castorp de *La Montagne magique*.

Zweig et Mann, amoureux de la vie à en mourir, amoureux des idées, amoureux tout court : « La vérité à demi ne vaut rien, il la faut toujours entière », écrivait Zweig. Il en va de même de la liberté.

Conclusion amoureuse, éprise de liberté

Comment clore un *Dictionnaire amoureux de la Liberté* ? La tâche est impossible, conceptuellement sensible, affectivement inenvisageable. Une colombe de Magritte me traverse l'esprit : offerte devant l'immensité, sertie de bleu et de nuages blancs, elle déchire le voile menaçant du ciel et de l'océan. L'horizon se charge de lumière : ailée, en majesté, la liberté promet des jours meilleurs. Voilà pourquoi elle figure en couverture de cet ouvrage si cher à mon cœur. Je l'aime aussi plus légère, schématisée, volant comme un mystère sous la plume de Matisse. Ou presque naïve sous le pinceau de Folon. Celle de Picasso les rejoint sur ma branche imaginaire : le rameau fruité de son oiseau de paix est à la fois caresse, appel et promesse de refuge. Colombes courageuses, délicates, exigeantes et généreuses : la liberté est une terre que chacun doit créer.

La liberté, c'est ma vie. Au cœur de mes pensées, moteur de mes combats, elle vaut au centuple tous les mots, les joies et les égards. L'ouvrage n'admet pas de point final. La liberté l'exige : comme en amour, il ne faut jamais considérer la chose acquise. Restons sur nos gardes, rejoignons l'armée des libérateurs, et vibrons au son de l'amour de la liberté.

Je pourrais terminer avec le mot de Courbet : « Quand je serai mort, il faudra qu'on dise de moi : celui-là n'a jamais appartenu à aucune école, à aucune Église, à aucune institution, à aucune académie, surtout à aucun régime, si ce n'est le régime de la liberté », mais ce serait mentir car j'aime, tout en étant fou de liberté, les communautés librement choisies, les regroupements savants, les terres de pensées qui sont l'honneur de l'esprit humain.

À cette heure, ma main frôle celle de mon aimée à qui je viens dans un chant de liberté, d'offrir ma vie entière. Je ne pense qu'à la vie, une vie que j'entends consacrer à l'amour, à la liberté, et à l'amour de la liberté. Je n'ai rien trouvé de mieux pour laisser à jamais ce livre grand ouvert.

Londres, le 16 novembre 2015.

Remerciements

Ce livre n'aurait pu voir le jour sans la gourmandise libre et complice de Jean-Claude Simoën. Son regard aiguisé, cultivé et bienveillant plane sur chacune de ces entrées.

Mes pensées vont également à Vincent Barbare, dirigeant visionnaire et soutien sans faille de cet élan de liberté.

Ce livre a bénéficié des observations et suggestions pertinentes, brillantes et ciselées de Mathilde Oliveau.

Je remercie également mes complices intellectuels Raphaël Enthoven, Jean-Philippe Feldman, Marine Diot, Fiona Picot, Macha Fogel, Erwan Le Noan et Frédéric Sautet pour nos échanges riches et si éclairants.

Ma reconnaissance et mon amitié vont aussi à Michel Schneider, Armand Laferrère et Raymond Boudon, qui nous a, hélas, quittés, pour ces entretiens passionnants reproduits ici, et à Alexis Brézet qui avait publié de longs extraits de ces discussions dans *Le Figaro Magazine*.

Un grand merci, par ailleurs, à Camille Torquebiau, pour son efficacité constante.

Ce dictionnaire comporte cinq entrées très personnelles saluant, avec tendresse, le prénom de chacun de nos enfants. Hector, Vanina, Balthazar, Aurélien et Victoria, quel bonheur de tenter de vous transmettre, avec bienveillance et respect de ce que vous êtes, l'éthique et le goût de la liberté.

Mon amour de la liberté, surtout, est inséparable de celui, sans borne, que je porte à Alix, la femme de ma vie, à qui ce livre, lu par elle en premier, est dédié.

Dans la même collection

Ouvrages parus

Philippe Alexandre
Dictionnaire amoureux de la politique

Claude Allègre
Dictionnaire amoureux de la science

Jacques Attali
Dictionnaire amoureux du judaïsme

Alain Baraton
Dictionnaire amoureux des jardins

Christophe Barbier
Dictionnaire amoureux du théâtre

Jean-Baptiste Baronian
Dictionnaire amoureux de la Belgique

Alain Bauer
Dictionnaire amoureux de la franc-maçonnerie
Dictionnaire amoureux du crime

Olivier Bellamy
Dictionnaire amoureux du piano

Yves Berger
Dictionnaire amoureux de l'Amérique (épuisé)

Denise Bombardier
Dictionnaire amoureux du Québec

Jean-Claude Carrière
Dictionnaire amoureux de l'Inde
Dictionnaire amoureux du Mexique

Jean des Cars
Dictionnaire amoureux des trains

Michel Del Castillo
Dictionnaire amoureux de l'Espagne

Antoine de Caunes
Dictionnaire amoureux du rock

Patrick CAUVIN
Dictionnaire amoureux des héros (épuisé)

Jacques CHANCEL
Dictionnaire amoureux de la télévision

Malek CHEBEL
Dictionnaire amoureux de l'Algérie
Dictionnaire amoureux de l'islam
Dictionnaire amoureux des Mille et Une Nuits

Jean-Loup CHIFLET
Dictionnaire amoureux de l'humour
Dictionnaire amoureux de la langue française

Catherine CLÉMENT
Dictionnaire amoureux des dieux et des déesses

Xavier DARCOS
Dictionnaire amoureux de la Rome antique

Bernard DEBRÉ
Dictionnaire amoureux de la médecine

Alain DECAUX
Dictionnaire amoureux d'Alexandre Dumas

Didier DECOIN
Dictionnaire amoureux de la Bible
Dictionnaire amoureux des faits divers

Jean-François DENIAU
Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure

Alain DUAULT
Dictionnaire amoureux de l'Opéra

Alain DUCASSE
Dictionnaire amoureux de la cuisine

Jean-Paul et Raphaël ENTHOVEN
Dictionnaire amoureux de Marcel Proust

Nicolas d'ESTIENNE D'ORVES
Dictionnaire amoureux de Paris

Dominique FERNANDEZ
Dictionnaire amoureux de la Russie
Dictionnaire amoureux de l'Italie (deux volumes sous coffret)
Dictionnaire amoureux de Stendhal

Franck FERRAND

Dictionnaire amoureux de Versailles

José FRÈCHES
Dictionnaire amoureux de la Chine

Max GALLO
Dictionnaire amoureux de l'histoire de France

Claude HAGÈGE
Dictionnaire amoureux des langues

Daniel HERRERO
Dictionnaire amoureux du rugby

HOMERIC
Dictionnaire amoureux du cheval

Serge JULY
Dictionnaire amoureux du journalisme

Christian LABORDE
Dictionnaire amoureux du Tour de France

Jacques LACARRIÈRE
Dictionnaire amoureux de la Grèce
Dictionnaire amoureux de la mythologie (épuisé)

André-Jean LAFAURIE
Dictionnaire amoureux du golf

Mathieu LAINE
Dictionnaire amoureux de la Liberté

Jack LANG
Dictionnaire amoureux de François Mitterrand

Gilles LAPOUGE
Dictionnaire amoureux du Brésil

Michel LE BRIS
Dictionnaire amoureux des explorateurs

Jean-Yves LELOUP
Dictionnaire amoureux de Jérusalem

Paul LOMBARD
Dictionnaire amoureux de Marseille

Peter MAYLE
Dictionnaire amoureux de la Provence

Christian MILLAU
Dictionnaire amoureux de la gastronomie

Richard MILLET
Dictionnaire amoureux de la Méditerranée

Pierre NAHON
Dictionnaire amoureux de l'art moderne et contemporain

Alexandre NAJJAR
Dictionnaire amoureux du Liban

Henri PENA-RUIZ
Dictionnaire amoureux de la laïcité

Gilles PERRAULT
Dictionnaire amoureux de la Résistance

Jean-Christian PETITFILS
Dictionnaire amoureux de Jésus

Jean-Robert PITTE
Dictionnaire amoureux de la Bourgogne

Bernard PIVOT
Dictionnaire amoureux du vin

Gilles PUDLOWSKI
Dictionnaire amoureux de l'Alsace

Yann QUEFFÉLEC
Dictionnaire amoureux de la Bretagne

Alain REY
Dictionnaire amoureux des dictionnaires
Dictionnaire amoureux du diable

Pierre ROSENBERG
Dictionnaire amoureux du Louvre

Danièle SALLENAVE
Dictionnaire amoureux de la Loire

Elias SANBAR
Dictionnaire amoureux de la Palestine

Jérôme SAVARY
Dictionnaire amoureux du spectacle (épuisé)

Jean-Noël SCHIFANO
Dictionnaire amoureux de Naples

Alain SCHIFRES
Dictionnaire amoureux des menus plaisirs (épuisé)
Dictionnaire amoureux du bonheur

Robert SOLÉ
Dictionnaire amoureux de l'Égypte

Philippe SOLLERS
Dictionnaire amoureux de Venise

Michel TAURIAC
Dictionnaire amoureux de De Gaulle

Denis TILLINAC
Dictionnaire amoureux de la France
Dictionnaire amoureux du catholicisme

TRINH Xuan Thuan
Dictionnaire amoureux du ciel et des étoiles

André TUBEUF
Dictionnaire amoureux de la musique

Jean TULARD
Dictionnaire amoureux du cinéma
Dictionnaire amoureux de Napoléon

Mario VARGAS LLOSA
Dictionnaire amoureux de l'Amérique latine

Dominique VENNER
Dictionnaire amoureux de la chasse

Jacques VERGÈS
Dictionnaire amoureux de la justice

Pascal VERNUS
Dictionnaire amoureux de l'Égypte pharaonique

Frédéric VITOUX
Dictionnaire amoureux des chats

À paraître

René GUITTON
Dictionnaire amoureux de l'Orient

François LAROQUE
Dictionnaire amoureux de Shakespeare

Bernard LECOMTE
Dictionnaire amoureux des papes

Frédéric THIRIEZ
Dictionnaire amoureux de la Montagne

Suivez toute l'actualité des Éditions Plon sur
www.plon.fr

et sur les réseaux sociaux